

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 154-155

Janvier-Février 1998

**Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.**

**Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF**

**Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN**

**Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285**

**INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04**

Sommaire

- **UN RAPPORT OFFICIEL REMIS AU PREMIER MINISTRE TURC CONFIRME LA DÉRIVE MAFIEUSE DE CERTAINS SERVICES DE L'ÉTAT**
- **BAGDAD: LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU PARVIENT À EMPÊCHER UNE NOUVELLE CONFRONTATION MILITAIRE**
- **L'AFFLUX DES RÉFUGIES KURDES DIVISE L'EUROPE**
- **LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE À L'UNION EUROPÉENNE DE PRENDRE UNE INITIATIVE INTERNATIONALE POUR LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLÈME KURDE**
- **PARIS : LETTRE DE MME MITTERRAND AUX PARLEMENTAIRES FRANÇAIS**
- **ANKARA: LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT AMÉRICAIN REND VISITE À LEYLA ZANA**
- **BILAN DE L'ANNÉE 1997 DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE**
- **APRÈS L'INTERDICTION DU PARTI ISLAMISTE DE LA PROSPERITÉ, LA TURQUIE RETROUVE SON MULTIPARTISME MONOCOLORE**
- **WASHINGTON : LE RAPPORT ANNUEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN CRITIQUE À NOUVEAU LA SITUATION ACCABLANTE DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE**
- **AINSI QUE...**
- **EN PREF, LA REVUE DE PRESSE**

UN RAPPORT OFFICIEL REMIS AU PREMIER MINISTRE TURC CONFIRME LA DÉRIVE MAFIEUSE DE CERTAINS SERVICES DE L'ÉTAT

MONSIEUR Kutlu Savas, patron du Service d'inspection du Premier ministre a remis le 12 janvier un rapport à M. Mesut Yilmaz sur les liens entre certains services de l'Etat et la mafia de drogue. Ce rapport de 120 pages accompagné de 240 pages d'annexes et de milliers de documents est le fruit de cinq mois de travail d'inspection réalisé à la demande du nouveau Premier ministre turc par le "super-inspecteur de

l'Etat". Dans une interview au *Hürriyet* du 13 janvier, celui-ci affirme qu'il ne pense pas que le Premier ministre divulguera toutes les informations contenues dans ce rapport. Mais il en révèle lui-même les grandes lignes.

Extraits: "Il existe au sein de l'Etat des organisations illégales. Ces organisations créées au sein de l'appareil de l'Etat et auxquelles participe la mafia ont mené une série d'opérations comme les assassinats des

hommes d'affaires soupçonnés de soutenir le PKK. Les fonctionnaires membres de ces organisations illégales se sont mis, avec le temps, à travailler pour leur propre compte et prendre leur part de la rente du trafic de drogue et de l'argent noir. Bien avant l'accident de route de Susurluk (novembre 1996), l'organisation illégale qui fonctionnait au sein de la Direction générale de la Sûreté était traversée par des conflits sur le partage des revenus de cette rente qui étaient arrivés au seuil d'une confrontation.

- "Des hors-la-loi, recherchés ou condamnés par la justice ont été protégés et utilisés par certains services de l'Etat dans des opérations clandestines". Le rapporteur n'a sur ce

point divulgué que deux informations de son enquête:

1-) L'envoi en Europe, sur la décision du sommet de l'Etat et par les soins de la MIT (Organisation nationale du renseignement), d'une quinzaine de militants Loups Gris (extrême droite) recherchés par la justice pour divers crimes afin de combattre l'ASALA arménienne. Le régime issu du coup d'Etat militaire de septembre 1980 a mis d'importants moyens à la disposition de ces hors-la-loi.

2-) Le hors-la-loi Mahmut Yildirim dit Yesil impliqué dans une série d'affaires criminelles commises dans le Sud-Est (NDLR Plusieurs dizaines d'intellectuels kurdes ont été assassinés par des hommes de main dirigés par Yesil qui est par ailleurs connu pour son rôle dans le trafic de drogue et le racket des commerçants kurdes) a opéré pour le compte de la MIT et c'est en compagnie des membres de la MIT qu'il a été envoyé le 23-11-1996 au Liban au départ de l'aéroport Esenboga d'Ankara".

- "Depuis 1993 on constate un usage de plus en plus important de fonds secrets "pour les besoins de la lutte contre le PKK". Sur les 50 millions de dollars ainsi prélevés, 45 millions ont été utilisés sans justificatifs et sans aucune trace écrite. De même des armes achetées avec ces fonds n'ont pas été inventoriées; certaines ont été trouvées en possession des hors-la-loi utilisées à des fins totalement étrangères à la lutte contre le PKK".

- "Des membres de l'appareil d'Etat turc ont bien participé au coup d'Etat manqué de 1994 contre le président azéri Haydar Aliyev. Certains inspireurs de cette tentative de coup se trouvent à Ankara. Même le téléphone satellite saisi sur le chef de la tentative du coup, Cevadov, lui était fourni par les services turcs".

Dans la conclusion de son rapport, M. Savas recommande "une épuration sérieuse de la MIT, la refonte à bref délai de l'appareil judiciaire turc en commençant d'urgence par les tribunaux d'Istanbul les plus gangrenés par la dérive mafieuse".

Les déclarations à la presse du "Super

inspecteur" Savas confirment et donnent un sceau officiel à des informations pour la plupart déjà connues du public turc sur les gangs opérant au cœur même de l'appareil de l'Etat et leur imbrication avec la Mafia. Les Turcs attendent de voir ce que leur Premier ministre va faire maintenant qu'il dispose de tous ces éléments. Sous le titre "Cela ne peut être notre destin" le président du Conseil de la presse turque Oktay Eksi écrit, dans le Hürriyet du 13 janvier: "Chacune de ces allégations est d'une gravité à faire tomber un gouvernement, à enterrer un régime politique dans les pages de l'Histoire. De surcroît, on nous dit qu'il y a (dans ce rapport) des informations qui n'ont pas été divulguées. Si celles qui sont divulguées sont d'une telle gravité, libre à vous d'imaginer la gravité de celles qui ne le sont pas. On apprend au même moment que les deux auteurs de l'exécution à bout portant de 6 passagers d'un autocar sur la route TEM (reliant Istanbul à Edirne) sont des membres d'une équipe spéciale de la police (NDLR. Selon les informations du Hürriyet du même jour, cette tuerie survenue le 21 décembre est liée à la saisie par les douaniers polonais de 78 kg d'héroïne à bord d'un autocar turc. Les victimes seraient des passeurs qui auraient mal rempli leur contrat avec la mafia. Les tueurs ont arrêté l'autocar à bord d'une voiture de police équipée de gyrophare). Les fonds secrets sont pillés. Une partie de la police est devenue un réseau criminel. La justice est violée. Les criminels font la loi dans le pays.

Dans cette situation, soit qu'il nous faudra nous résigner à notre destin, soit que chacun manifeste son rejet par tous les moyens dont il dispose. Cette nation n'est-elle pas aussi consciente de ses droits que les Yougoslaves ?"

Devant l'implication non seulement des hauts dirigeants policiers mais aussi des militaires, dont des généraux, le vice-Premier ministre Ecevit est intervenu pour affirmer que "l'armée est totalement en dehors de cela, seuls quelques éléments de la gendarmerie et de ses services de renseignements (JITEM) sont mis en cause". Le quotidien Hürriyet, dans son édition du 21 janvier, affirme qu'il a pu avoir accès à la totalité du rapport et titre sur toute sa Une la conclusion de ce rapport: "l'Etat a été sauvé in extremis. L'Etat était entré dans un processus d'Etat mafieux. Ce

processus a été stoppé".

On apprend aussi que la décision d'exécution sans jugement de certains hommes d'affaires kurdes, comme Behçet Cantürk et Savas Buldan, suspectés de soutenir financièrement le PKK, "a été prise à l'initiative d'une force au sein de l'Etat sur instructions venant d'en haut", que des hommes de confiance avaient été placés d'une manière systématique à la tête des banques d'Etat pour pillage et pour le blanchiment de l'argent noir. Last but not least, selon le quotidien libéral Radical du 21 janvier, Mme Çiller aurait ordonné "le versement aux services de renseignement syrien (Mukhabarat) de 10 millions de dollars pour obtenir la "liquidation" du chef du PKK, A. Öcalan, en 1994". Les Syriens auraient empoché l'argent sans exécuter le "contrat". Le Milliyet du 21 janvier a une autre version de cette affaire. Selon le quotidien, la somme de \$10 millions prélevés sur les fonds secrets du Premier ministre devaient servir à financer "cette opération Apo" programmée pour avril 1994. Un commando spécial entraîné par les services secrets israéliens devait assassiner A. Öcalan en Syrie. Cette opération aurait été, au dernier moment, décommandée.

Ces révélations distillées par la presse laissent l'opinion publique insatisfaite. L'ancien président du Parlement, H. Cindoruk, estime dans le Hürriyet du 21 janvier que "ce rapport n'est pas suffisant. Il faut une enquête plus approfondie sur les pratiques d'un Etat qui pendant un temps a été dirigé par un gouvernement infiltré par des gangs". De son côté, Deniz Baykal, chef du Parti Républicain du Peuple, qui soutient la coalition sans y participer, demande au Premier ministre de "rendre public immédiatement et sans censure la totalité du rapport sinon vous apparaîtrez comme complice de l'étouffement de ces scandales. La restructuration de l'Etat sur des bases saines passe par l'apurement sans hésitation du passé".

Intervenant longuement à la télévision, le jeudi 23 janvier, le Premier ministre a confirmé qu'entre 1993 et 1997 des criminels recherchés par la justice, des barons de la mafia de drogue, des magnats des casinos avaient bénéficié

de complicités importantes et haut placées dans la police, les services de renseignement (MIT), la gendarmerie, plusieurs ministères, dont ceux de l'Intérieur, des Finances, du Tourisme et des douanes, et que " ces gangs étaient sur le point de s'emparer de l'Etat ". Au nom de la défense de la patrie et de la lutte contre le terrorisme, l'Etat a utilisé des hommes de main et des trafiquants de drogue comme tueurs à gages pour se débarrasser des nationalistes kurdes, (écrivains, journalistes, hommes politiques, hommes d'affaires, syndicalistes etc., contre lesquels les moyens légaux s'avéraient inefficaces. Ces criminels, comme A. Çatli et M. Yildirim dit Yesil, ont pu bénéficier de plusieurs jeux de cartes de police, de cartes d'identité et de passeports diplomatiques. Cette mafia travaillant main dans la main avec les forces de sécurité et pilotée par Mehmet Agar, ancien directeur général de la Sûreté, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Çiller, a tenté un coup d'Etat en Azerbaïdjan afin de renverser le président Aliiev, en vue de mieux s'assurer des routes de transit de drogue passant par cette république et par la Turkménie. Pour les mêmes raisons il y a eu, en 1995, une tentative d'assassinat contre le président géorgien Edouard Chevernadze considéré comme " peu coopératif ".

Le roi des casinos, Ömer Topal, dont les 17 établissements regroupés sous l'enseigne Emperyal était devenu un personnage puissant en mesure de donner des ordres aux préfets, aux directeurs de sûreté voire à certains membres du gouvernement. Malgré un chiffre d'affaires de deux milliards de dollars de son empire jouant un rôle clé dans le blanchiment de l'argent noir de la drogue il a pu obtenir un crédit de \$15 millions d'une banque d'Etat turque, Eximbank, pour construire ses luxueux hôtels et casinos en Azerbaïdjan et en Turkménie. Ce gros bonnet de la drogue, recherché par les polices américaine et européennes voyageait avec des passeports diplomatiques et les plus hauts dirigeants turcs, dont le président Demirel, descendaient dans ses hôtels.

Rappelant que ce scandale, par son ampleur et sa gravité, était " sans précédent dans l'histoire de la République turque ", le Premier ministre

a parlé de la nécessité de " nettoyer l'Etat ".

C'est précisément là que l'opinion reste incrédule. D'une part parce que contre toute évidence, M. Yilmaz inscrit le scandale uniquement dans la période de 1993-1997 correspondant au règne de Tansu Çiller et cela donne un air de règlement de comptes d'autant qu'il est en Turquie de notoriété publique que des escadrons de la mort opèrent depuis une vingtaine d'années sous la direction du Bureau de la guerre spéciale (Özel Harp Dairesi) de l'armée, considéré comme l'équivalent turc du Gladio italien. M. Yilmaz tient ostensiblement à dédouaner l'armée.

Pour lui des officiers, y compris des généraux, impliqués dans ce scandale appartiennent à la gendarmerie; l'armée est restée propre. Ce que conteste à la fois plusieurs députés du Parti républicain du peuple (CHP) ainsi que l'ancien président de la Commission d'enquête parlementaire le député Elkatmis. Ce dernier demande pour quelles raisons le rapport ne mentionne même pas l'assassinat du général Esref Bitlis, commandant en chef de la gendarmerie, partisan comme le président Özal d'une solution pacifique au problème kurde.

Enfin, le fait que le gouvernement n'ait rendu public qu'une version censurée du rapport d'inspection, déjà en lui-même limité dans le temps, nourrit les soupçons d'étouffement. Les 11 pages censurées recèleraient des " secrets d'Etat " sur les opérations menées dans les provinces kurdes, les meurtres des journalistes et certaines opérations extérieures des services turcs comme les attentats anti-arméniens en France.

Dans son talk-show 32. Gün, le journaliste M. Ali Birand a, le 27 janvier, révélé d'autres passages du rapport. En voici des extraits concernant les assassinats de nationalistes kurdes tels qu'ils sont publiés par les quotidiens Sabah et Hürriyet du 29 janvier :

" Alors qu'il était évident qu'il était et ce qu'il faisait, l'Etat n'arrivait pas à mater Canturk. Les moyens légaux s'étant révélés insuffisants les locaux de son quotidien Özgür Gündem (NdT.

quotidien pro-kurde d'Istanbul) ont été plastiqués et détruits. Alors qu'on s'attendait à ce que Behçet Canturk se soumette à l'Etat, il a entrepris de mettre en place de nouvelles installations afin de poursuivre la publication de ce quotidien. La Direction nationale de la Sûreté a alors décidé de sa mort. Et cette décision a été exécutée. Ainsi un nom a été rayé de la liste des près de 100 hommes d'affaires financeurs du PKK " selon les termes du Premier ministre de l'époque ".

Le rapport souligne que dans la Région d'état d'urgence peuplée de Kurdes " des gens fichés comme des partisans du PKK mais qu'on ne pouvait contrer par des moyens légaux ont été condamnés à mort de la même manière par la Sûreté nationale et exécutés (...). Quand on considère les caractéristiques des personnes exécutés au cours de ces actions, on relève que les exécutions réalisées hors de la Région d'état d'urgence concernaient surtout des hommes ayant une puissance financière, dans la Région elle-même des nationalistes kurdes ordinaires ont été abattus. Cela est valable pour l'assassinat de Savas Buldan (NdT. homme d'affaires) (...). C'est également le cas des assassinats de Medet Serhat (avocat), Metin Can, Vedat Aydın (président de la fédération de Diyarbakir du HEP). Ceux qui ont mené des actions contraires à l'unité et à l'intégrité du pays ont mérité leur punition. Le seul différend qui nous oppose aux auteurs (de ces assassinats) concerne les modalités de ces actions et leurs conséquences. Ainsi dans l'assassinat de Musa Anter (poète âgé de 74 ans) même ceux qui avaient approuvé toutes les autres actions ont éprouvé des regrets. Musa Anter n'était pas engagé dans une action armée, il s'occupait de la philosophie de la chose et son assassinat a engendré des réactions dépassant sa véritable efficacité et de ce fait la décision de le tuer était erronée. Il y a également d'autres journalistes qui ont été assassinés ".

Ce coin de voile levé sur les fameux " meurtres non élucidés " n'a, à ce jour, donné lieu à aucune action en justice. Depuis 1991 plus de 4500 " meurtres politiques non élucidés " ont été commis dans le Kurdistan turc.

BAGDAD: LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU PARVIENT À EMPÊCHER UNE NOUVELLE CONFRONTATION MILITAIRE

LA nouvelle crise provoquée par les dirigeants irakiens qui ont tenté d'empêcher les inspecteurs de l'ONU chargés du désarmement de l'Irak de visiter une série de bâtiments officiels dont des sites dits présidentiels a failli provoquer une nouvelle confrontation militaire.

Les inspecteurs de l'UNSCOM sont convaincus que Bagdad dissimule son redoutable arsenal des armes bactériologiques sur son programme d'armes chimiques et nucléaires. Un nombre non déterminé de missiles balistiques serait également marquant. Chaque fois que les inspecteurs s'approchent d'un site suspect les Irakiens provoquent une crise pour gagner du temps afin de nettoyer les lieux.

Ce jeu de cache-cache ayant atteint un point critique le Conseil de sécurité de l'ONU a mis l'Irak en demeure de laisser les inspecteurs faire librement leur travail. Pour bien souligner la détermination de la Communauté internationale les États-Unis ont massé d'importantes troupes dans la région du Golfe et fait le tour de leurs alliés pour s'assurer de leur soutien.

Il est assez rapidement apparu que certains membres de la coalition alliée de la Guerre du Golfe étaient peu disposés à adhérer à l'opinion militaire. En tête, la Russie, la France et la Chine qui ont de grosses créances à recouvrer et, de ce fait, sont pressées d'obtenir une normalisation avec l'Irak. L'enlèvement du processus de paix israélo-palestinienne a également conduit la plupart des États arabes à reprocher à Washington sa politique de deux poids deux mesures; sévérité envers l'Irak lorsque celui-ci bafoue des résolutions de l'ONU, inaction à l'encontre d'Israël qui viole d'autres résolutions de l'ONU. Même la très fidèle Arabie saoudite, craignant les réactions de son opinion publique, a annoncé le 8 février qu'elle n'aiderait "aucun raid contre l'Irak".

En Turquie, pays limitrophe de l'Irak, membre de l'OTAN et allié de la coalition du Golfe, la perspective d'une opération militaire contre le régime irakien a suscité un débat passionné.

Le vice-Premier ministre turc Bülent Ecevit connu de longue date pour ses sympathies pour Saddam Hussein a déclaré dimanche 8 février, qu'il soupçonnait les États-Unis d'avoir un plan visant une partition de l'Irak et la création d'un État kurde. "Je ne crois pas qu'une superpuissance comme les États-Unis n'aient pas un plan pour l'après-guerre. Les États-Unis veulent diviser l'Irak pour la création d'un État-satellite du Kurdistan sous leur contrôle... S'ils affirment qu'ils n'ont pas un tel plan, qu'ils nous expliquent alors ce qu'ils envisagent pour l'après-guerre" a affirmé M. Ecevit qui demande à Washington de "ne pas humilier" Saddam Hussein et de "respecter son honneur". Connaissant la fragilité de la coalition gouvernementale turque et le pro-saddamisme militant de M. Ecevit, Washington n'a pas jugé bon d'inclure Ankara dans les périples dans la région de Mme. Albright et du secrétaire à la défense, W. Cohen. Une délégation dirigée par un secrétaire d'État adjoint, M. Grossman, accompagné du chef d'état-major adjoint a fait le déplacement d'Ankara pour y rencontrer les hauts dirigeants militaires et civils turcs pour leur exposer la position américaine. Les Américains auraient offert de soutenir la Turquie dans ses négociations avec les institutions financières internationales et l'Europe, d'assouplir leur politique de vente d'armes et de tolérer les incursions militaires turques au Kurdistan irakien en échange du soutien d'Ankara dans l'épreuve de force contre Saddam Hussein. Invoquant leurs intérêts nationaux, les Turcs auraient refusé ce soutien.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Ismail Cem, proche de M. Ecevit et de ses thèses pro-irakiennes s'est rendu à Bagdad pour une mission de "médiation" apparemment non sollicitée. Tout

comme la mission similaire de M. Ecevit en 1990, celle de M. Cem n'a eu pour effet que d'indisposer encore davantage Washington. Le 9 février, l'ambassadeur américain à Ankara, Marc Parris a reçu les journalistes turcs pour démentir publiquement les allégations du vice-Premier ministre turc sur les supposés plans américains de partition de l'Irak et de création d'un État kurde. Le 12 février l'ambassadeur britannique à Ankara, M. David Logan, a dû également démentir les déclarations de M. Ecevit. Dans ce climat passionnel certains journaux turcs évoquent le vieux projet turc d'annexion du Kurdistan irakien, l'ex wilayet ottoman de Mossoul.

D'autres s'en prennent au "pacifisme douteux" et au pro-saddamisme du vice-Premier ministre turc. Dans une lettre ouverte adressée à Bülent Ecevit, l'éditorialiste libéral Hasan Cemal, écrit dans le quotidien Sabah du 10 février:

" Toute personne raisonnable est opposée à la guerre. Sachant à quel point celle-ci peut être destructrice toute autre solution lui est préférée. Mais doit-on aller jusqu'à sauver l'honneur des dictateurs pour cela? Non. Tout au contraire... car Monsieur Ecevit, dans cette région le nom de Saddam rime avec la guerre et non la paix. C'est lui qui a attaqué l'Iran ! C'est lui qui a occupé le Koweït ! C'est lui qui a sacrifié depuis des années son peuple sur les champs de bataille !... Et c'est également lui qui a gazé les Kurdes d'Irak, femmes et enfants, à Halabja !

Saddam est un dictateur sanglant, M. Ecevit.

Le mot démocratie ne fait pas partie du vocabulaire de Saddam. L'expression "droits de l'homme" ne fait pas partie du vocabulaire de Saddam. Or, le parti politique dont vous êtes le leader porte le nom de la Gauche Démocratique... Revient-il au leader du parti de la gauche démocratique de défendre l'honneur terni d'un dictateur sanglant?... En Irak, le plus grand obstacle à la paix c'est Saddam...

Tous les pays cherchent leurs intérêts personnels qui ne sont pas forcément concomitants. Cela dit, Monsieur Ecevit;

Pour critiquer ou s'opposer aux États-Unis, il n'est pas nécessaire d'aller dans le même sens que Saddam ou de sauver son honneur. Car, Saddam dans cette région est le nom de la guerre.

C'est désolant de croire que la paix se doit de plaider pour l'honneur d'un dictateur sanglant..."

Au moment où la guerre paraissait inévitable, le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, mandaté par le Conseil de sécurité s'est rendu le 20 février à Bagdad, à bord d'un avion mis à sa disposition par le président français, pour éviter un bain de sang inutile pour les populations qui ont souffert. Après une série de discussions avec le vice-président irakien et un long entretiens en tête-à-tête avec Saddam Hussein M. Annan a finalement pu signer un accord par lequel " le gouvernement de l'Irak s'engage à accorder à l'UNSCOM et à l'AEIA un accès immédiat, inconditionnel et sans restriction en conformité avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 687 (1991) et 715 (1991) " Une procédure spéciale est prévue pour l'inspection de huit sites dits présidentiels. Un groupe spécial sera créé à cet effet par le secrétaire général, en consultation avec le président de l'exécutif de l'UNSCOM et le directeur général de l'AEIA. Ce groupe comprendra des diplomates de haut rang nommés par le secrétaire général et des experts issus de l'UNSCOM et de l'AEIA. Le groupe sera dirigé par un commissaire nommé par le secrétaire général (voir p. 149 texte intégral de cet accord).

Ce compromis a été avalisé le 24 février par le Conseil de sécurité de l'ONU qui a réservé un accueil chaleureux à M. Annan. Washington a accepté de "donner sa chance à cet accord même s'il reste beaucoup de si ". Dans l'immédiat l'accord signé par le secrétaire général de l'ONU et le vice-président irakien permet d'éviter une nouvelle confrontation militaire. Reste à savoir si le régime irakien va se conformer davantage à ce texte qu'à d'autres résolutions de l'ONU qu'il a dû d'abord signer avant de tenter d'en rejeter les modalités d'application en cas de besoin. Peu rassurés les États-Unis maintiendront leurs troupes dans la région.

L'AFFLUX DES RÉFUGIÉS KURDES DIVISE L'EUROPE

L'Arrivée au cours de la dernière semaine de 1997 de deux bateaux chargés de réfugiés kurdes sur les côtes italiennes a placé à nouveau la question kurde sous les projecteurs de l'actualité.

Cette question alimente un débat parfois assez vif au sein de l'Union européenne et à l'intérieur de chaque État entre les partisans d'une approche sécuritaire et ceux d'une approche politique. Celle-ci a notamment été incarnée par l'Italie dont le président, M. Oscar Luigi Scalfaro a déclaré que son pays accueillerait "les bras grands ouverts" les Kurdes fuyant les persécutions. L'opinion italienne très émue par le drame des Kurdes en Irak et en Turquie soutient la politique d'accueil humanitaire des autorités de Rome. Mais cette attitude généreuse, qui est aussi celle de la Grèce et qui appelle à l'élaboration d'une politique européenne commune, est critiquée par certains États membres de l'Union européenne qui abritent déjà de fortes communautés kurdes et qui craignent un effet d'appel d'air. Au premier rang de ces pays l'Allemagne qui a une population kurde de 500 000 à 600 000 personnes et qui a, en 1997, accueilli plus de 14 000 réfugiés kurdes irakiens. Le chancelier Kohl et son ministre de l'Intérieur, M. Kanther ont demandé au gouvernement italien de prendre toutes mesures pour mieux contrôler leurs frontières tandis que M. Klaus Kinkel appelait, dès le 3 janvier, la Turquie à trouver rapidement une solution politique au conflit kurde afin de régler ce problème à la source. Une bonne partie de l'opinion allemande critique "l'hystérie du gouvernement" qu'il accuse de "semmer la panique dans la population dans un but électoral". L'arrivée de quelques centaines de malheureux Kurdes rescapés de massacres ne va pas changer la face du monde font-ils remarquer. On ne peut pas demander à la Turquie d'adopter une solution politique face au problème kurde tout en continuant de notre côté une approche purement sécuritaire, a fait observer un député de l'opposition. Les églises sont également en faveur d'un accueil digne des réfugiés. Cette politique de la "main tendue" inquiète

énormément certains États-membres de l'Union européenne, au premier chef l'Allemagne, qui craignent l'arrivée sur leur sol de ces réfugiés. L'asile d'église a pris de l'ampleur après la révision de la loi sur les demandeurs d'asile en 1993; 56 Églises ou cloîtres allemands abritent aujourd'hui quelques 220 demandeurs d'asile, dont la moitié sont des Kurdes de Turquie.

De son côté, M. Hubert Vedrine, ministre français des affaires étrangères, s'est rendu en Turquie pour une visite de deux jours du 7 au 8 janvier. La question des "boat people kurdes" a été à l'ordre du jour de ses entretiens avec les dirigeants turcs. M. Vedrine a déclaré à la presse qu'il avait interrogé ces derniers sur "des questions que les gens se posent en France sur le sort des Kurdes en Turquie". M. Chevènement, ministre français de l'Intérieur, a dénoncé les "filières criminelles" qui organisent cette immigration et a ajouté "quand un bateau quitte les côtes turques, ça doit se voir", mettant implicitement en cause les autorités turques. Le 7 janvier, les experts en immigration des quinze États membres de l'UE ont évoqué le problème posé par l'afflux de centaines de réfugiés kurdes en Italie lors d'une réunion à Bruxelles. Le lendemain les directeurs généraux de la police des pays de Schengen se sont réunis à huis clos à Rome pour adopter une série de mesures destinées à enrayer l'afflux des Kurdes.

La Turquie a été représentée à la réunion de Rome par son chef de la Sûreté générale. Necati Bilican, qui fut ancien "super gouverneur" des provinces kurdes et qui, comme l'a rappelé la députée verte allemande Claudia Roth, est réputé comme "un super tortionnaire": Tout en s'engageant à appliquer les mesures adoptées à Rome, la délégation turque n'en a pas signé le communiqué final au motif que celui-ci a refusé de faire état de la thèse turque selon laquelle l'exode kurde serait organisé par le PKK et la mafia. Le même jour le ministre turc de l'Intérieur avouait, dans le quotidien Hürriyet, que "ses services avaient fermé les yeux sur le passage des bateaux" chargés des réfugiés, tandis que le vice-

premier ministre Bülent Ecevit demandait au secrétaire d'Etat au renseignement, chef de la MIT (police politique) de trouver "une explication plus intelligente et plausible" pour ces départs massifs dans un État pratiquant un quadrillage policier et militaire impressionnant. Toujours le 8 janvier, interrogé par des journalistes français, le ministre turc des Affaires étrangères, Ismail Cem, démentait catégoriquement "les allégations selon lesquelles la Turquie aurait encouragé l'exode des réfugiés kurdes" et rejetait toute idée d'une solution politique au problème kurde au motif que "la Turquie est un État unitaire" et qu'il "n'existe pas un problème kurde mais un problème de terrorisme kurde". Quelques jours plutôt l'armée avait organisé un briefing au cours duquel des intervenants ont affirmé que "les Kurdes sont une tribu turque venant d'Asie centrale" et qu'il n'y a donc pas de Kurdes en Turquie où tous les habitants sont des Turcs. On en est donc revenu au langage des années 1930.

Quelles que soient les mesures policières décidées par les Européens, étant donné la situation tragique des Kurdes dans leur pays d'origine ceux-ci continueront d'affluer par milliers vers l'Europe qui est le seul espace démocratique de leur voisinage où ils peuvent espérer trouver un refuge. Cet afflux met à rude épreuve la Convention de Genève sur les réfugiés politiques, devenue obsolète, les accords de Schengen et de Dublin. Sous la pression des Kurdes et des Algériens qui frappent à leurs portes, les Européens sont appelés à élaborer une nouvelle législation d'asile tenant compte de nouvelles réalités politiques et humaines. D'ailleurs le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés a défendu mardi 6 janvier, la politique d'accueil de l'Italie qui a autorisé cette vague d'émigrés kurdes à demander l'asile en Europe occidentale malgré les pressions de l'Allemagne et d'autres pays pour mettre fin à l'émigration clandestine. Pamela O'Toole, porte-parole du HCR a déclaré que "l'attitude et l'action du gouvernement italien jusqu'à présent ont été absolument exemplaires". Le HCR est pleinement conscient du fait que la Convention de Genève est dépassée.

Rappelons pour mémoire que l'exode kurde vers l'Italie ne date pas de fin décembre. Le 29 mai 1997, 200 Kurdes arrivaient déjà en Italie dans un bateau

appelé Vakifkebir. Le 18 juillet 1997, 403 réfugiés dont 340 Kurdes à bord du bateau Mehlika. Le 27 décembre 1997, le bateau Ararat a échoué sur les côtes italiennes avec 835 réfugiés dont 800 Kurdes et le 1er janvier 1998, 386 réfugiés avec 270 Kurdes sont arrivés à bord du Cometa donnant un aspect spectaculaire à cet exode.

Après la réunion des chefs de police à Rome, le 26 janvier les ministres des Affaires étrangères des Quinze ont longuement débattu de cette question à Bruxelles et adopté "un plan d'action". Ce plan sécuritaire fait la part belle aux thèses allemandes. La plupart de ces réfugiés kurdes d'Irak ou de Turquie sont des "immigrés économiques" qui font appel à "des gangs pour atteindre des destinations en Europe du Nord où des amis et des parents sont déjà installés" affirme le document commun qui reconnaît cependant que "certains ont des raisons légitimes de chercher asile en Europe". Les Quinze préconisent "une limitation des abus de droits d'asile" par une harmonisation des règles et par une mise en œuvre de la Convention de Dublin, qui permet de renvoyer les immigrés illégaux dans le premier pays d'accueil et de créer un statut de protection temporaire pour éviter l'octroi de l'asile. Ils prônent également "une meilleure coopération entre les polices pour les contrôles aux frontières extérieures de l'UE et pour lutter contre les passeurs souvent liés au crime organisé", de même qu'une collaboration entre les services consulaires. Il est notamment envisagé de créer une base européenne d'empreintes digitales de tous les réfugiés et demandeurs d'asile. Enfin les Quinze évoquent "la possibilité d'agir à la racine des problèmes en aidant la Turquie..." et soulignent l'importance de "venir en aide aux populations kurdes d'Irak".

Ce plan a été vivement critiqué par des organisations de défense des droits de l'homme qui parlent de limitations graves au droit d'asile et aux libertés. Pour Friso Roscam Abbing, du Conseil européen pour les réfugiés et exilés, cité par The Independent de Londres du 29 janvier, "ce plan est extrêmement décevant. 33 de ses 47 points concernent le renforcement des contrôles et cherchent à rendre plus difficile l'entrée des Kurdes". Dans une lettre à la présidence britannique, le Conseil, basé à Londres, accuse les Etats membres de l'UE "de manquer de développer une politique humaine d'asile et d'appliquer le système actuel, connu comme la Convention de Dublin, d'une manière tellement inflexible qu'il a pour effet de séparer familles et communautés et de maximiser la misère humaine". Le Haut commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, Mme. Osaka, a, de son côté déclaré, que la solution aux problèmes des réfugiés n'était pas l'exclusion, le contrôle policier ou la restriction du droit d'asile mais une action concertée pour résoudre les problèmes à la source. Pour sa part, M. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires étrangères a déclaré le 26 janvier que l'Allemagne offre déjà l'asile à 100.000 personnes, plus que les États-Unis et deux fois plus que tous les autres pays d'Union européenne réunis. "Nous ne pouvons accueillir la souffrance du monde entier" a-t-il conclu. Le 30 janvier, les ministres de l'intérieur et de la Justice des Quinze, réunis à Birmingham ont lancé un appel pour que le plan d'action sur l'immigration kurde soit rapidement mis en œuvre. "Il ne faut pas que ce soit juste un autre papier pour l'Union européenne" a martelé le ministre britannique de l'Intérieur Jack Straw, qui a présidé cette réunion.

LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE À L'UNION EUROPEENNE DE PRENDRE UNE INITIATIVE INTERNATIONALE POUR LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLEME KURDE

L Le Parlement européen réuni en session plénière à Strasbourg a adopté le 15 janvier une importante résolution sur le problème kurde. Dans cette résolution "considérant que l'afflux des réfugiés n'est pas simplement un problème d'ordre public

mais bien une question politique et morale qu'il faut affronter avec humanité". Le Parlement européen

- invite les Etats membres, le Conseil et la Commission à redoubler d'efforts pour définir une politique étrangère commune de l'Union face aux défis posés par la

répression exercée contre le peuple kurde et les flux migratoires qui en découlent, en œuvrant notamment à promouvoir l'État de droit et la démocratie dans les pays concernés;

- réaffirme que le règlement des problèmes posés par l'exode kurde passera nécessairement par une solution politique des conflits en Turquie et dans le nord de l'Irak, et renouvelle dès lors son appel en faveur d'une cessation des opérations militaires turques dans le nord de l'Irak; demande à l'Union de prendre une initiative internationale axée sur la recherche d'une solution politique au problème kurde;

- demande au Conseil et aux États membres de prendre l'initiative politique d'évoquer, d'ici la fin de l'année, la question de la violation des droits des

Kurdes devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies;

- charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, et aux gouvernements de Turquie, d'Irak, de Syrie et d'Iran".

La résolution du Parlement constitue une étape importante dans la voie de l'internationalisation de la question kurde, qui hypothèque depuis des années la paix et la stabilité dans plusieurs États du Proche-Orient. L'afflux des réfugiés kurdes fuyant les persécutions, la présence de près d'un million de migrants kurdes dans les pays de l'Union européenne obligent celle-ci à rompre son silence et à engager enfin une réflexion sur la solution de cette question.

PARIS : LETTRE DE MME MITTERRAND AUX PARLEMENTAIRES FRANÇAIS

A l'occasion de la visite officielle effectuée du 18 au 20 février en France par le Président turc, M. Süleyman Demirel, Mme Danielle Mitterrand, a adressé, le 12 février, une lettre d'information à tous les députés et sénateurs français sur le sort du peuple kurde et la situation des droits de l'homme en Turquie, dont voici les passages essentiels:

"A la veille de la visite du président turc Süleyman Demirel, je tiens à rappeler votre attention sur la situation déplorable d'une population, aussi bien turque que kurde, privée des libertés fondamentales jusqu'à celle de vivre.

Une même tragédie, celle de l'exode vers l'Italie que vous ne pouvez ignorer, vous incitera-t-elle cette fois à infléchir la politique de la France et surtout de l'Europe?

Au nombre de 15 à 20 millions selon les estimations, les Kurdes constituent entre le quart et le tiers de la population totale de la Turquie. Ils peuplent les 22 provinces de l'Est et du Sud-Est de la Turquie, limitrophes de l'Iran, de l'Irak et

de la Syrie. Depuis la répression consécutive au coup d'État militaire de 1980 et de la guerre qui oppose à partir de 1984 l'armée turque à la guérilla du PKK, près de 7 millions de Kurdes ont été contraints à quitter leurs terres ancestrales pour aller vivre dans les bidonvilles des métropoles turques de l'Ouest comme Istanbul, Izmir et Adana. Très attachés à leur langue, d'origine indo-européenne, qui est au turc ce que le français est à l'hongrois, et à leur culture multimillénaire, les Kurdes mènent depuis des décennies un combat multiforme pour la reconnaissance de leur identité et un certain degré d'autonomie dans la gestion de leurs affaires. De son côté l'État turc refuse de reconnaître l'existence même des Kurdes comme un peuple distinct et pratique à son égard un véritable génocide culturel. Ce refus alimente un conflit qui s'est beaucoup aggravé au cours des dernières années et qui a fait plus de 30.000 morts. Depuis 1992, la Turquie mène une politique systématique de destruction et de dépeuplement du pays kurde et d'élimination des élites politiques et culturelles kurdes.

En 1994, à la suite de l'arrestation de députés kurdes du Parti de la démocratie

(DEP), dont mon amie Leyla Zana, France-Libertés a entrepris une campagne internationale de sensibilisation sur le sort de la population kurde de Turquie. On avait recensé 847 villages kurdes détruits par l'armée et environ 1800 intellectuels et démocrates kurdes pacifistes assassinés par les escadrons de la mort des forces paramilitaires turques. Parmi eux, le vieux et très respecté poète et dramaturge Musa Anter, le député Mehmet Sincar et des avocats militants des droits de l'homme que j'avais personnellement connus ainsi que des journalistes, des médecins, des enseignants. Un rapport d'inspection récemment remis au nouveau Premier Ministre turc et dont celui-ci a donné de larges extraits au cours d'une émission de télévision le 23 janvier dernier, confirme que ces "nationalistes kurdes" ont bel et bien été exécutés par décision de la Direction de la Sûreté nationale car "les moyens légaux s'étaient avérés insuffisants pour les neutraliser". Il s'agit donc de crimes d'État perpétrés de sang froid, sans jugement, contre des civils non engagés dans une quelconque action violente, coupables simplement de défendre pacifiquement les droits de leur peuple et de témoigner du sort qui lui est fait dans un pays membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe que certains gouvernements occidentaux continuent de présenter comme "une démocratie laïque". Aujourd'hui, selon les chiffres rendus publics le 28 juillet 1997 par la Commission des migrations du Parlement turc, on en est à 3185 villages kurdes évacués et détruits, à environ 3 millions de déplacés kurdes condamnés à la misère et à la précarité et à plus de 4500 d'assassinats politiques. Au vu et au su des ses alliés occidentaux, la Turquie poursuit ainsi impunément la destruction délibérée de la culture matérielle et spirituelle, de l'infrastructure économique, de manière de vivre d'une population indigène, hier encore fière et autosuffisante, désormais réduite à la mendicité, au silence et à l'asservissement. Ce sont quelques-uns des rescapés de cette politique terrible qui, de temps à autre, échouent sur les côtes européennes dans l'espoir d'y trouver un refuge.

En Turquie même des femmes et des hommes courageux luttent, souvent au prix de leur liberté et de leur vie, contre

cette politique génocidaire. Une quinzaine de journalistes d'opposition ont été assassinés, plus de 400 militants turcs et kurdes des droits de l'homme ont "disparu" et leurs familles manifestent chaque samedi à Istanbul, comme les mères argentines d'hier. 4 députés et 75 journalistes et écrivains purgent actuellement de lourdes peines de prison pour délit d'opinion. 20 sections de l'Association turque des droits de l'homme ont été fermées par la police et les dirigeants de cette association comme ceux de la Fondation des droits de l'homme font face à plusieurs procès. Depuis 1990, 14 partis politiques ont été interdits pour délit d'opinion dont des partis pro-kurdes (HEP, DEP), le Parti communiste unifié (TBKP) et dernièrement la première formation politique du pays, le parti de la Prospérité de M. Erbakan.

Ainsi le régime turc qui pratique une forme de génocide contre le peuple kurde par la dispersion et la destruction de son identité, de son habitat et de sa vie socio-économique n'a en fait de "pluraliste" et de "démocratique" que le nom. L'armée détient le pouvoir absolu. Et au nom de "la lutte contre le terrorisme" elle vient de lancer un gigantesque "programme de modernisation militaire" de 150 milliards de dollars dans un pays du tiers-monde, endetté, classé au 68ème rang mondial par le PNUD selon les indicateurs du développement humain.

En tant qu'élé d'un pays qui se veut patrie des droits de l'homme vous ne pouvez rester insensible au sort tragique du peuple kurde et des démocrates turcs. Je sais aussi que nous ne pouvons pas seuls remédier à ces situations.

Mais, à défaut de pouvoir venir en aide à une population en danger, au moins pourrions-nous nous abstenir d'armer ses oppresseurs. Or, malheureusement notre pays a, depuis 1993, vendu pour \$ 430 millions une cinquantaine d'hélicoptères Cougar à l'armée turque qui les utilise contre les populations civiles kurdes. L'un de ces hélicoptères a été abattu en juin dernier au dessus du Kurdistan irakien! La France est également engagée dans des négociations avec Ankara pour la vente de chars Leclerc, un marché de coproduction de 800 chars évalué à 4,5

milliards de dollars américains. Elle est aussi en lice pour la vente de 145 hélicoptères d'attaque Tigre d'Eurocoptère pour un montant estimé à \$ 3,5 milliards de dollars américains.

Les populations kurdes sont et seront les premières victimes de ces armes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, sous la pression de l'opinion et du Congrès, l'administration américaine s'opposait jusqu'à récemment à la vente à la Turquie de ce genre de matériels militaires. Pour les mêmes raisons les pays scandinaves, la Belgique, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud refusent toute vente d'armes à Ankara. Notre pays qui a tant contribué à l'armement du régime

de Saddam Hussein avec les conséquences que l'on sait, va-t-il maintenant, au mépris de ses valeurs et principes proclamés, devenir le pourvoyeur d'armes d'une Turquie qui entretient déjà la deuxième armée de l'OTAN, qui massacre sa population kurde et qui, avec son surarmement et ses ambitions hégémoniques constitue de plus en plus une menace pour la paix et la stabilité régionales?

Il me semble qu'au-delà des clivages politiques internes, ces questions méritent un débat public, et que les intérêts mercantiles à court terme ne doivent pas obscurcir les enjeux humains, politiques et civilisationnels".

ANKARA : LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT AMÉRICAIN REND VISITE À LEYLA ZANA

EN visite en Turquie, M. John Shattuck, secrétaire d'État adjoint américain pour les droits de l'Homme s'est entretenu, le 21 février avec Leyla Zana et les autres députés kurdes emprisonnés à la Prison Centrale d'Ankara.

M. Shattuck s'est d'abord assuré auprès de Mesut Yilmaz, Premier ministre turc, du respect des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, juridiction saisie par les députés kurdes. D'après les informations recueillies, le secrétaire d'État adjoint américain a soulevé le sujet au cours de son entretien avec le Premier ministre turc, qui a affirmé que "la Turquie avait déjà déclaré qu'elle se soumettrait aux décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme".

"Le respect de la liberté d'expression est très important pour les États-Unis. C'est pourquoi nous suivons de très près votre affaire" a déclaré M. Shattuck à Leyla Zana. Il a également précisé qu'il se préoccupait de la situation des journalistes emprisonnés en Turquie et qu'une collaboration en matière de formation entre la police des deux pays est envisagée pour mettre fin à la torture. Selon M. Shattuck, au delà des mesures économiques, la Turquie a besoin d'avoir une approche politico-sociale pour résoudre la question du Sud-Est (kurde).

Critiquant la situation des droits de l'homme en Turquie, elle a souligné dans une lettre remis à M. Shattuck que "les États-Unis devraient une fois de plus revoir leur politique quant à la vente envisagée des hélicoptères d'attaques". En décembre dernier, Washington avait donné son feu vert aux firmes américaines Bell Helicopter, Textron et Boeing-McDonnell Douglas pour participer à l'appel d'offres turc portant sur l'acquisition de 145 hélicoptères.

"La torture systématique continue d'être une méthode d'interrogatoire... les obstacles à la liberté d'expression n'ont pas été levés, la tragédie kurde se poursuit" a rappelé Leyla Zana à son interlocuteur américain.

Quelques semaines avant cette visite la députée kurde avait été autorisée à recevoir dans sa prison une délégation américaine formée de congressmen John Porter, Steny Hoyer, Ben Cardin et des Mme. Porter. Au cours de cette visite d'information M. Porter a écrit le 23 janvier une lettre à l'Institut Nobel de Norvège pour proposer la candidature de la parlementaire kurde emprisonnée pour le Prix Nobel de la Paix 1998. Dans cette lettre M. Porter rappelle que le problème kurde se pose depuis le siècle dernier, que le 28ème président des États-Unis Woodrow Wilson avait senti qu'il s'agissait d'un problème d'auto-détermination, évoque "les difficultés

extrêmes auxquelles ce peuple ancien continue de faire face", affirme que Leyla Zana est devenue un symbole de la coexistence des Kurdes avec leurs voisins et demande en conséquence à l'Institut Nobel d'accorder la plus haute considération à sa nomination pour le Prix Nobel de la Paix afin de "frayer le chemin pour l'initiation d'un dialogue qui pourrait apporter la paix". Déjà en 1995 Leyla Zana avait été pressentie pour ce prix et donnée parmi "les candidats favoris". La Turquie avait

menée une vaste campagne de presse pour la discréditer. Le 19 février 1998, une résolution adoptée par le Parlement européen "invite instamment le Conseil des ministres de l'Union européenne à soulever une nouvelle fois le cas ... (de) Leyla Zana et (de) Aung San Suu Kyi..., et à exiger leur libération immédiate et inconditionnelle". Cette résolution sera présentée au cours de la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies.

appartient à tous ceux qui vivent dans ce pays. Nous, Kurdes, avons le droit de vivre avec notre identité kurde sur chaque portion du territoire de ce pays". La Cour de sûreté de l'Etat n°1 d'Ankara, avait, en 1996, conclu que par ces propos l'accusé Feridun Yazar avait fait de la propagande séparatiste et l'avait condamné à un an de prison en vertu de l'article 8-1 de la loi de lutte contre la terreur qui sanctionne " le crime de propagande contre l'unité indivisible de l'Etat et de la Nation de la République de Turquie ". La Cour de cassation ayant confirmé cette condamnation l'ancien président de ce parti qui comptait à l'époque des faits une vingtaine de députés kurdes sera incarcéré dès la notification officielle du verdict.

BILAN DE L'ANNÉE 1997 DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

L'Association des droits de l'homme a, le 13 janvier, rendu public son rapport sur les violations des droits de l'homme en Turquie. Le bilan se présente comme suit:

- Meurtres non élucidés:	109
- Condamnations extrajudiciaires, morts à la suite de torture subies ou morts en garde à vue:	114
- Actions à l'encontre de civils:	151 morts, 239 blessés.
- Disparitions:	66
- Personnes torturées:	366
- Personnes placées en garde à vue:	27 308
- Nombre de personnes arrêtées:	1 273
- Nombre de villages et d'hameaux évacués:	23
- Nombre de lieux bombardés:	127
- Nombre d'associations, de syndicats, d'organes de presse fermés:	153
- Nombre de journalistes placés en garde à vue:	298
- Nombre de publications saisies:	278
- Personnes emprisonnées pour délit d'opinion:	105
- Personnes tuées dans des affrontements:	2 514

La situation ne s'améliore guère en 1998. En dépit des promesses faites par le Premier ministre turc lors de sa visite à Washington, en décembre dernier, de libérer les prisonniers d'opinion les tribunaux turcs continuent de condamner intellectuels et hommes politiques pour leurs déclarations et leurs écrits. Le 19 janvier, la Cour de cassation a confirmé la condamnation à un an de prison de Feridun Yazar, ancien président du parti pro-kurde HEP (Parti du travail du peuple), aujourd'hui interdit. La justice turque reproche à M. Yazar certains passages de son discours d'ouverture du 2ème congrès du HEP, le 19 septembre 1992. Le passage incriminé que les juges turcs considèrent comme " séparatiste " est le suivant : " œuvrons

pour la création d'un monde où, comme à la fondation de la République, chacun pourra vivre librement avec sa propre identité, où un Turc pourra vivre comme un Turc, un Kurde comme un Kurde, un Tchérkesse comme un Tchérkesse... Arrêtons l'effusion du sang... Discutons des raisons pour lesquelles le PKK recourt à la lutte armée, débattons, cherchons des solutions... C'est parce que nous disons que le peuple kurde existe, un procès est intenté contre notre parti devant la Cour constitutionnelle. Le peuple kurde existe même s'il n'est pas reconnu dans la Constitution. Si la Constitution n'est pas de notre temps est-ce à nous la faute ? De Hakkari (extrême-est) à Edirne (extrême-ouest) la Turquie nous appartient. Elle

Le 26 janvier, l'universitaire et journaliste turc Haluk Gerger, condamné à 10 mois de prison pour un article publié en 1993 dans le quotidien Özgür Gündem, depuis interdit, a été emprisonné. Avant son incarcération H. Gerger a tenu une conférence de presse au siège de l'Association des droits de l'homme (IHD) en présence de nombreux journalistes turcs et étrangers. Critiquant sa condamnation pour délit d'opinion, M. Gerger a dit que pour lui c'était un devoir et un honneur que de continuer le combat pour la paix et la liberté. " L'Etat turc protège la mafia et des assassins et punit les intellectuels et des pacifistes " a-t-il ajouté avant de conclure : " Nous continuerons de dire la vérité et d'essayer d'abriter les innocents. Nous ne pouvons pas rester indifférents contre la terreur fanatique de cette sale guerre ". De son côté, Akin Birdal, président d'IHD a vivement critiqué les nouvelles condamnations pour délit d'opinion prononcées par les tribunaux turcs : " les écrivains des pays civilisés attendent à l'entrée des opéras et des théâtres avec des billets dans leurs mains, cependant en Turquie les écrivains attendent aux portes de prisons avec des verdicts dans leurs mains ".

L'arrestation de H. Gerger, annoncée par les agences et dans la presse américaine, a suscité des réactions des organisations de défense des journalistes comme Reporters sans Frontières et Committee to Protect Journalistes qui ont écrit au Premier ministre turc pour dénoncer "cette violation du droit à la libre expression garantie par le droit

international " et appeler le gouvernement turc à "remplir ses engagements d'initier une réforme significative de la loi turque afin de mettre un terme à la criminalisation du journalisme en Turquie".

Par ailleurs, le quotidien Sabah du 22 janvier a annoncé l'arrestation le 12 janvier à Ankara par la police politique turque de M. Hamdi Turanli, dit Hemres Reso, citoyen allemand d'origine kurde, président du Parti démocratique du Kurdistan de Turquie. Ce parti prône la reconnaissance des droits des Kurdes par des moyens pacifiques. Agé de 59 ans, M. Turanli souffre d'un cancer de pancréas et de diabète. Déferé devant la Cour de sûreté de l'Etat n°2 d'Ankara il a été incarcéré. A la suite de l'intervention du ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel, est intervenu auprès de son homologue turc qu'il recevait à Bonn le 27 janvier, ce citoyen allemand à qui aucun acte violent n'est reproché a été remis en liberté après 42 jours de détention. La justice turque l'a ensuite condamné par contumace à 5 ans de prison.

Pendant ce temps l'un des chefs des commandos d'extrême droite, dont le nom est cité dans de nombreux assassinats politiques, y compris dans la tentative d'assassinat contre le Pape et dans des affaires de drogue, a été libéré le 26 janvier à Adana par la police turque après 2 jours de garde-à-vue. Celle-ci affirme que hormis une interdiction de quitter le territoire elle n'a rien de précis à reprocher à O. Çelik ! Le 28 janvier, toujours à Adana, deux correspondants du journal Kurtulus, Mehmet Topaloglu et Selahattin Akinci, ont été tués au cours d'une descente de police. Un troisième homme, qui se trouvait au domicile de Topaloglu et dont l'identité n'a pu être établie a également été tué. Un communiqué de la préfecture d'Adana parle de "gauchistes tués au cours d'affrontements avec la police " mais une dizaine d'organisations professionnelles contestant cette version officielle ont manifesté le 29 janvier devant l'Association des journalistes de Turquie (TGM) pour dénoncer "les assassinats par l'Etat de journalistes" et affirmer qu'on ne pourra pas faire taire la presse d'opposition.

Le 18 février l'Association des droits de l'homme a rendu public son bilan des violations des droits de l'homme commises en janvier 1998:

- Meurtres non élucidés	7
- Condamnations extrajudiciaires, morts à la suite de tortures subies ou morts en garde à vue	8
- Actions à l'encontre de civils	3 morts, 2 blessés.
- Disparitions	1
- Personnes torturées	53
- Nombre de personnes arrêtées	29
- Personnes placées en garde à vue	4228
- Nombre de villages et hameaux évacués	2
- Nombre d'associations, de syndicats, d'organe de presse fermés	20
- Nombre de publications saisies ou interdites	15
- Détenus pour délits d'opinion	103

Par ailleurs, d'après les derniers chiffres publiés par le quotidien Milliyet du samedi 3 janvier 1997, la guerre au Kurdistan a causé la mort de 36 926 personnes, dont 26 532 combattants kurdes, 5 209 civils et 5 185 soldats turcs. Ce chiffre était de 28 000 à la fin de 1996.

Le Président turc, Süleyman Demirel, a juré de continuer le combat. "Nous sommes déterminés à défendre notre intégrité territoriale jusqu'à la fin" a-t-il déclaré aux journalistes présents à sa conférence presse de fin d'année.

APRÈS L'INTERDICTION DU PARTI ISLAMISTE DE LA PROSPÉRITÉ, LA TURQUIE RETROUVE SON MULTIPARTISME MONOCOLORE

LA Cour constitutionnelle turque a, dans un arrêt daté du vendredi 16 janvier, interdit le parti islamiste de la Prospérité (Refah-RP), formation la plus importante du parlement, forte de 160 sièges. M. Necmettin Erbakan ainsi que quatre autres dirigeants du parti sont condamnés à cinq ans d'inéligibilité et sont écartés de la scène politique, pour "avoir violé les principes séculaires de la Constitution turque". Ce parti ayant plus de 4 millions de membres et soutenu par 6 millions d'électeurs est ainsi exclu de la scène politique sur la base des déclarations considérées comme anti-laïques d'une demi-douzaine de ses dirigeants: Parmi " les crimes anti-laïcs " reprochés au Refah, le refus du maire de Kayseri, ville turque d'un million d'habitant d'Anatolie centrale, d'assister aux cérémonies officielles obligatoires marquant l'anniversaire de la mort d'Atatürk, le 10 novembre 1938.

Les militaires qui au nom du "respect des principes éternels d'Atatürk" ont

depuis 1960, fait trois coups d'Etat pour punir et écarter de la vie politique du pays les hommes politiques et les partis qui à leurs yeux devaient de "la voie d'Atatürk" n'ont plus besoin de coup d'Etat pour obtenir les mêmes résultats. La constitution qu'ils ont imposée au pays en 1982, les institutions politiques (Conseil de sécurité nationale, MGK) et judiciaires (Cours de Sûreté de l'Etat) mises en place dans le cadre de cette Constitution, des juges et procureurs placés dans les postes clé de l'appareil judiciaire leur permettant de museler les partis et hommes indésirables quand ils veulent, sans sortir les chars de leurs casernes, par une sorte de coup d'Etat permanent habillé de juridisme.

Après l'interdiction des partis pro-kurdes (HEP, DEP, DPP) et l'embastillement des députés kurdes, voici que le premier parti politique turc du pays est interdit. Dans un pays où les pluralismes culturel et linguistique sont bannis au nom de la défense de "l'unité de la Nation" le multipartisme se réduit désormais aux multiples nuances d'ataturkisme;

ataturkisme de droite (ANAP, DYP), de centre gauche (CHP), d'extrême droite (MHP) ou ultra-nationaliste (DSP).

Après l'interdiction de leur parti les dirigeants du Refah ont appelé leurs partisans au calme. "Un nouveau parti, une nouvelle formation avec un nouveau leader, sera formé dans le cadre des lois en vigueur" a déclaré Lütfü Esengün, ancien membre du cabinet islamiste. Vural Savas, le procureur qui a poursuivi l'affaire, a quant à lui souligné que tout nouveau parti qui agira dans la continuation dudit parti interdit, aura le même sort.

Au sein de la classe politique de nombreuses voix s'élèvent contre cette décision au nom de la démocratie, du multipartisme, des droits de l'homme. Certains médias n'oublient cependant pas de rappeler les réactions rencontrées lors de la dissolution du Parti de la Démocratie (DEP), le 16 juin 1994 et soulignent que ces mêmes principes ont été écartés avec la complaisance de toute la classe politique. Pis encore, Mme Tansu Çiller, défenseur de la cause du parti islamiste aujourd'hui, avait soutenu activement la dissolution du parti travailliste du peuple (HEP), intervenue le 14 juillet 1993. A la tête du gouvernement, elle avait écarté la thèse de la démocratie, en criant haut et fort dans des meetings "Nous avons jeté le PKK hors du Parlement".

Le Président et le Premier ministre turcs ont, pour la forme, "regretté" l'interdiction du Refah tout en soulignant que "la Justice est indépendante en Turquie" et que "nul n'est au-dessus des lois". Les réactions internationales ont également été mesurées. Un porte-parole du Département d'Etat américain a "regretté" cette interdiction qui réduit le pluralisme politique de la démocratie turque" tout en affirmant "sa confiance dans l'avenir de cette démocratie". Washington ne juge pas nécessaire d'ajourner les visites prévues des responsables américains en Turquie.

L'Union européenne a "déploré"

l'interdiction de Refah tandis que Paris se dit "soucieux du pluralisme en Turquie", plusieurs pays arabes ont dénoncé "la persécution des musulmans en Turquie". Pour la Syrie, "la Turquie suit la voie de l'Algérie". En Israël, le président de la Knesset, Dan Tikhon a d'abord déclaré que cette décision le faisait "douter de la démocratie turque". "Il y avait deux démocraties au Moyen-Orient et maintenant il n'y en a plus qu'une, Israël" a-t-il ajouté devant une délégation d'attachés militaires en poste à Tel-Aviv. Cette déclaration ayant été amplifiée par les médias turcs, M. Tikhon attendu, début février, en visite officielle en Turquie s'est excusé le 19 janvier en affirmant qu'il n'avait "aucune intention d'offenser la Turquie".

La dissolution du Parti islamiste de la Prospérité (RP) par la Cour Constitutionnelle turque est devenue effective samedi 21 février suite à la publication de la décision dans la Gazette officielle turque. Le bureau du Président du Parlement a indiqué que sept chefs d'accusation étaient retenus contre le leader du parti islamiste Necmettin Erbakan qui a été déchu de son siège du Parlement et interdit d'activité politique pendant cinq ans. Trois autres anciens députés islamistes, dont Sevki Yilmaz, en fuite en Allemagne et inculpé de 25 chefs d'accusation risquent de poursuites pour "avoir menacé le système laïc en Turquie". La justice turque a d'ores et déjà lancé des mandats d'arrêt à l'encontre des députés qui ont perdu leurs sièges au Parlement turc. L'accusation comprend la tenue de meetings politiques illégaux et l'incitation à la haine. Le dossier de M. Erbakan, déposé sur le bureau du Premier ministre turc Mesut Yilmaz, sera envoyé au ministère de la Justice et puis remis à la Cour.

Malgré l'interdiction, 150 députés islamistes gardent leurs sièges au Parlement. La plupart de ces élus, soit 112, se sont inscrits sur la liste d'un nouveau parti appelé le Parti de la Vertu (Fazilet), présidé par Ismail Alptekin.

Le parti de la Prospérité (RP) est le vingt

et unième parti à être interdit en Turquie. Deux partis avaient été dissous avant même l'établissement de la Cour Constitutionnelle par la Cour criminelle. Instituée par la Constitution de 1960, la Cour Constitutionnelle a interdit six partis jusqu'au coup d'état militaire de 1980:

Le Parti des Travailleurs et des Paysans (ICP)
Le Parti de l'Ordre National (MNP) de N. Erbakan
Le Parti pour le Futur Idéal de la Turquie (TIUP)
Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP)
Le Parti de la Grande Anatolie (BAP)
Le Parti des Travailleurs de la Turquie (TEP).

Depuis 1983, les 15 partis qui ont été interdits sont les suivants:

Le Parti de la Grande Anatolie (BAP-dissous une seconde fois)
Le Parti Socialiste
Le Parti des Verts
Le Parti du Travail du Peuple (HEP)
Le Parti Communiste unifié de Turquie (TBKP)
Le Parti de la Démocratie et de la Liberté
Le Parti Socialiste de Turquie
Le Parti de la Démocratie (DEP)
Le Parti Démocrate (dissous une seconde fois)
Le Parti de la Démocratie et du Changement
Le Parti de la Renaissance
Le Parti du Travail
Le Parti de l'Union Socialiste
Le Parti de la Prospérité.

Alors que le procès du Parti de la Masse Démocratique (DKP) est toujours en cours devant la Cour Constitutionnelle, la commission parlementaire sur la Constitution discute une proposition d'amendement relatif à la loi sur les partis politiques. La proposition en question interdit aux partis politiques dissous de se rétablir sous différents noms et interdit aux personnes qui ont été impliquées dans l'interdiction de leurs partis d'occuper une fonction politique pendant cinq ans.

WASHINGTON : LE RAPPORT ANNUEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN CRITIQUE À NOUVEAU LA SITUATION ACCABLANTE DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

LE Département d'État américain a rendu, vendredi 30 janvier, public son rapport annuel sur la situation dans divers pays du monde. Ce rapport officiel présenté au Sénat, consacre une large place à la situation des droits de l'homme en Turquie. Entre autres abus, il énumère des cas de torture de prisonniers, "les assassinats mystérieux", évoque le sort du peuple kurde et la détention de douzaines de journalistes. Selon le Département d'État, les efforts en matière des droits de l'homme, entrepris par le Premier ministre Mesut Yilmaz depuis le mois de juillet, date de sa prise de pouvoir, ne sont pas suffisants.

Voici des extraits de la section de ce rapport consacrée à la Turquie:

"Dans les six provinces en état d'urgence, le gouverneur de la région autorise les forces de sécurité à opérer des perquisitions sans aucun mandat, aussi bien chez l'habitant que dans les locaux des partis politiques, de commerçants, d'associations, ou de toutes autres organisations. Selon l'Association du Barreau, autoriser les forces de sécurité dans ces provinces à procéder à des recherches, arrestations ou saisies sans mandat... est contraire à la Constitution. Au total, six provinces conservent un statut de "province adjacente", autorisant la Gendarmerie (jandarma) à endosser la responsabilité de la sécurité, à la fois dans les municipalités comme dans les régions rurales, concédant ainsi des pouvoirs extraordinaires au gouverneur de la province..."

...les forces gouvernementales aussi bien que les terroristes du PKK ont commis entre eux mais également à l'égard des civils, des violations des droits de l'homme. Selon le gouvernement, de 1984 jusqu'en novembre 1997, 26 532 membres du PKK, 5 185 membres des forces de sécurité et 5 209 civils sont morts dans le conflit.

Dans le but d'affaiblir le soutien

logistique du PKK, le gouvernement a rationné nourriture et autres besoins de première nécessité dans la province de Tunceli, le village de Tepe, autour de Lice (province de Diyarbakir) et dans la province de Bingöl, créant de sévères et importantes disettes parmi la population... Selon des responsables des organisations locales des droits de l'homme, Tepe a été bloquée par des militaires pendant deux mois en représailles au meurtre d'un gardien de village par le PKK.

En novembre, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie à trois reprises pour avoir violé l'article 8 (droit au logement). Dans ces trois affaires les forces de sécurité avaient brûlé les maisons des plaignants en 1993. La Cour a mis l'accent sur le fait que le procureur n'avait pas mené d'investigations significatives concernant ces dossiers...

En raison des déplacements de population et d'un conflit s'acheminant vers les montagnes, les forces de sécurité ont évacué et détruit moins de villages que dans les années précédentes... Journalistes et responsables des organisations des droits de l'homme se sont vus interdire l'accès au village de Lice où nombreux villageois ont été placés en détention par la police pour avoir refusé de devenir gardien de village.

Le nombre exact de personnes déplacées des villages du Sud-Est depuis 1984 reste inconnu. De nombreuses estimations s'accordent sur un chiffre de 2600 à 3000 villages et hameaux vidés de leurs habitants...

Les programmes gouvernementaux d'aide aux villageois évacués apparaissent insuffisants. Les responsables locaux et provinciaux réalisent néanmoins des efforts pour leur fournir des besoins de première nécessité... Restent nombreux, les migrants vivant dans des endroits surpeuplés, aux conditions de vie insalubres avec très peu de perspectives de travail.

Selon le gouvernement, 7 608 personnes sont retournées dans 61 villages du Sud-Est cette année...

...Le gouvernement organise, arme et finance une force de défense civile dans la région, connue sous le nom de gardiens de village... Si les villageois sont d'accord pour servir, le PKK prend pour cible leur village. Si les villageois refusent de participer, les forces de sécurité peuvent réagir contre eux et leur village. Les gardiens de village ont la réputation d'être les moins bien entraînés et disciplinés parmi les forces de sécurité du Gouvernement. Ils sont fréquemment accusés de corruption, de crimes de droit commun et de violations des droits de l'homme. Outre ces derniers, la Gendarmerie (jandarma) et les "équipes spéciales" de la police sont considérées comme étant les plus responsables des abus perpétrés.

...Le gouverneur régional de l'état d'urgence a le pouvoir de censurer les journaux, d'interdire les grèves ou les lockouts et d'imposer des exiles internes... Seul un recours judiciaire limité peut être formulé contre les décisions administratives du gouverneur.

...D'après les chiffres gouvernementaux, 3 223 écoles primaires restent fermées dans les 22 provinces d'Est et du Sud-Est, pour des raisons de sécurité ou par manque d'enseignants...

L'armée de terre turque a mené à l'aide d'un soutien aérien plusieurs opérations dans le nord de l'Irak contre le PKK au cours de cette année. D'après les rapports de la presse, le gouvernement y a envoyé en mai entre 25 000 et 50 000 soldats et en septembre entre 8 000 et 15 000 soldats. En novembre, l'armée turque a combattu le PKK et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) au côté du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK)... Les forces turques avaient strictement limité l'accès à la presse durant ces opérations..."

Par ailleurs, le rapport "Liberté de presse dans le monde en 1997" de l'Institut de la Presse Internationale, place la Turquie parmi les pays qui violent le plus massivement la liberté de presse. Le rapport concernant 150 pays rendu public le 5 février 1998, consacre plus de deux pages à la Turquie. Il établit que le

gouvernement turc n'a pas encore honoré les promesses faites en faveur de la liberté de presse et que plus de 70 journalistes restent emprisonnés en Turquie. Toujours selon le rapport, après l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Mesut Yilmaz, en juillet 97, quelques espoirs ont existé pour la libération des journalistes, mais seuls les éditeurs ont bénéficié de la loi d'amnistie, laissant de côté de nombreux femmes et hommes de presse. Le rapport souligne également que le meurtre du journaliste Metin Göktepe n'a pas encore été élucidé.

AINSI QUE....

• **LA TURQUIE CONDAMNÉE POUR LA DISSOLUTION D'UN PARTI POLITIQUE.** Le 30 janvier, la Cour européenne des droits de l'homme a, pour la première fois, condamné la Turquie pour la dissolution abusive du Parti communiste unifié de Turquie (TBKP). Selon la Cour, le gouvernement turc a, dans cette affaire, violé l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit la liberté d'association. Elle a accordé une somme de 120.000 FF pour frais et dépens à deux anciens dirigeants de ce parti.

Le TBKP fondé le 4 juin 1990 avait été interdit dès le 14 juin. Depuis 1994, 14 partis politiques ont été interdits en Turquie. Quatre d'entre eux, dont les partis pro-kurdes HEP et DEP, ont déposé des plaintes devant la Cour européenne qui les a toutes déclarées "recevables" et les instruit. Après sa dissolution le 16 janvier le Refah, première formation politique du pays, avait annoncé qu'elle déposerait formellement une plainte devant la Cour européenne. Mais cette perspective n'émeut pas outre mesure le gouvernement turc. L'un des dirigeants de la coalition au pouvoir, Husamettin Cindoruk, par ailleurs avocat et ancien président du Parlement turc, a déclaré le 31 janvier à l'Agence de presse Antatolie que les condamnations de la Cour européenne n'étaient pas graves et que "le Refah obtiendra probablement la même chose que le TBKP. Au pire nous aurons une amende" a-t-il commenté. Les amendes prononcées par la Cour européenne font désormais partie des pertes et profits calculés du régime et de son "damage controlling system".

Le 19 février, la Cour Européenne a condamné par huit voix contre une la Turquie dans une autre affaire. Le 25 mars 1993, Abdulmenaf Kaya, d'origine kurde, avait été tué par balles près de son village de Dolunay dans la région du Kurdistan. A la suite de la requête introduite à Strasbourg par le frère de la victime, la Cour a estimé que "l'enquête menée par les autorités était à bien des égards insuffisante", sans pour autant être en mesure de conclure sur la "légalité" de sa mort. Partie à l'affaire, le gouvernement turc affirmait que la victime était morte les armes à la main, au cours d'un accrochage entre l'armée et des membres de PKK. La Cour, "frappée" par l'attitude du procureur turc qui avait admis "sans se poser de questions" les allégations des forces de sécurité turques- l'autopsie ne mentionnait ni le nombre de balles ni la distance de tir- a rappelé que "l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme implique et exige de mener une forme d'enquête officielle lorsque le recours à la force, par des agents de l'État, a entraîné mort d'homme".

• **POUR L'ALLEMAGNE LE PKK N'EST PLUS "UNE ORGANISATION TERRORISTE" MAIS "UNE ORGANISATION CRIMINELLE".** C'est ce qu'a déclaré le 13 janvier à Karlsruhe le procureur fédéral Kay Nehm. Selon lui, le PKK a désormais renoncé à sa stratégie précédente qui a conduit à des incendies répétés contre des cibles turques en Allemagne et de ce fait peut dorénavant être classé comme une "organisation criminelle". "Depuis août 1996 il y a eu quatre cas d'incendies avec une implication prouvée du PKK et ils apparaissent comme une déviation de la ligne du parti" a encore ajouté M. Nehm au cours d'une conférence de presse. Le procureur suprême d'Allemagne affirme que le PKK sera considéré comme "une organisation criminelle à cause des preuves le liant à des extorsions de fonds, des ports d'armes et autres activités illégales".

Cette nouvelle qualification signifie que les procureurs allemands ne pourront plus poursuivre des militants du PKK d'appartenance à une organisation terroriste, crime passible de 10 ans de prison. L'appartenance à une organisation criminelle est passible de 5 ans de prison maximum. Dans une conférence de presse donnée le même

jour le ministre allemand de l'Intérieur a déclaré que le PKK continuera d'être interdit en Allemagne et que la nouvelle qualification retenue par le procureur fédéral n'aura pas d'effet sur cette interdiction.

La Turquie, par la voix de son vice-Premier ministre, a très vivement réagi. Pour M. Ecevit la décision allemande signifie: "Faites ce que vous voulez en Turquie, tuez femmes et enfants, mais ne faites pas d'attaques sur notre sol. C'est ça l'attitude des Allemands. Peu leur importe que le serpent vive mille ans, tant qu'il ne les mord pas" a-t-il déclaré le 14 janvier aux députés turcs, paraphrasant un proverbe turc. Le même jour le chancelier Kohl a déclaré qu'il "regrettait profondément la discussion en cours en Turquie à ce sujet".

• **ARRESTATION DE 7 DIRIGEANTS DU HADEP.** La police turque a, le 12 février, arrêté les principaux dirigeants du parti légal pro-kurde HADEP. Ces arrestations ont été décidées par le procureur en chef de la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara qui accuse le HADEP de "propagande séparatiste" dans un calendrier 1998 édité et diffusé par ce parti. Les personnes arrêtées sont: Murat Bozlak, président du HADEP; Mehmet Satan, vice-président du HADEP; Hamit Geylani, secrétaire général; Zeynettin Unay, secrétaire général-adjoint, ainsi que deux membres du comité exécutif du HADEP, Ali Riza Yurtsever et Melik Aygul qui ont été écroués le 16 février et inculpés d'appartenance à "une organisation séparatiste". Ils resteront jusqu'à leur procès en détention préventive à la prison centrale d'Ankara où Leyla Zana et ses trois collègues députés kurdes purgent depuis près de 4 ans des peines de prison de 15 ans. Les dirigeants du HADEP risquent aussi d'être condamnés à 15 ans de prison car ils sont poursuivis pour les mêmes chefs d'accusation que les députés kurdes.

Par ailleurs, la Cour de Sûreté de l'État de Diyarbakir a engagé des poursuites contre le maire islamiste d'Istanbul, Tahip Erdogan. La Cour lui reproche d'avoir, dans un discours prononcé dans la ville kurde de Siirt, (qui est du ressort de la Cour de Diyarbakir) dans lequel il aurait incité la population à la guerre sainte. Dans le discours incriminé M. Erdogan avait dit "nos fusées sont nos minarets, nos casernes les mosquées, et

notre armée, les fidèles". Il affirme que ces propos visaient à indiquer à l'opinion que les islamistes récusaient la violence et la militarisation de leur mouvement qu'ils ne comptaient que sur leurs foi et sur leur conviction. Il risque trois ans pour cette phrase incriminée. Un dirigeant du Refah-dissous, l'ancien ministre Abdullah Gül a indiqué que le procureur de Diyarbakir avait engagé ces poursuites sur ordre du ministre de la Justice et que l'objectif était de criminaliser les maires et les députés islamistes qui sont appréciés de la population. Considéré comme un personnage-clé pour la réorganisation du mouvement islamiste, le maire d'Istanbul, âgé de 43 ans, fait partie des cibles favorites des militaires engagés dans la décapitation des mouvements kurde et islamistes qu'ils considèrent comme des périls pour leur État ataturkiste pur et dur.

• LA TURQUIE DANS LA LISTE DES PAYS PARTICULIÈREMENT TOUCHÉS PAR LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT. D'après l'International Narcotics Control Strategy Report (INSCR) du Département d'État américain, la Turquie figure dans la liste "Premiers concernés", liste révélant les pays touchés en priorité par le blanchiment d'argent. Le transport illégal des biens commerciaux, "le commerce de valise" est une des majeures sources des fonds qui sont blanchis. Les casinos mais également les industries de construction sont tout autant soupçonnés de servir au blanchiment. A ce titre, le Parlement turc avait adopté une loi en août 1997 demandant la fermeture de tous les casinos dans les six mois à venir, loi qui vient finalement d'entrer en vigueur sur le territoire turc. Cependant les casinos sont plus nombreux et actifs que jamais en Chypre du Nord sous occupation turque.

Le rapport dénonce également l'importance de la Turquie qui sert très largement de transit au marché de l'opium partant du sud-ouest asiatique vers l'Europe et met l'accent sur le fait que de nombreuses laboratoires de purification de l'opium utilisées pour transformer la base morphine en héroïne sont installées sur le sol turc. Selon la même source, environ 75% de l'héroïne saisie en Europe est confectionnée ou sortie de la Turquie. Le Département d'État américain estime que quatre à six

tonnes d'héroïne y transitent chaque mois à destination de l'Europe d'Ouest et que trois quart de l'héroïne consommé en Europe y sont originaires.

Selon le rapport, par des "taxes" exigées des trafiquants ou encore en raffinant les produits, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) joue aussi un rôle dans ce marché.

La corruption en Turquie a également attiré l'attention des autorités américaines, à ce titre, le scandale dit de "Susurluk" mettant en lumière les relations très étroites entre les responsables publics et les parlementaires avec les trafiquants de drogue, le blanchiment d'argent et les meurtres extrajudiciaires, a été souligné dans le rapport. Reprenant le témoignage d'un haut responsable de la police devant une commission parlementaire, le quotidien Hürriyet avait révélé dans ses colonnes que le trafic de drogue avait rapporté à la Turquie \$25 milliards en 1995 et \$37,5 milliards en 1996.

• LES FIRMES AMÉRICAINES VONT PARTICIPER AU MARCHÉ DE 145 HÉLICOPTÈRES LANCÉ PAR LA TURQUIE. Les firmes américaines ont finalement eu le feu vert de Washington pour participer au marché d'achat de 145 hélicoptères, lancé par la Turquie. Fin décembre, en plein milieu de la trêve des confiseurs, les autorités américaines leur ont accordé la permission de présenter des offres pour ce marché après une longue hésitation et de lourdes pressions du lobby industriel américain. En novembre 1997, irritée par les réticences américaines, la Turquie avait annulé une commande antérieure d'achat de 10 Cobras. La Turquie envisage dans un premier temps d'acheter 45 hélicoptères lourdement armés et puis 145 autres ultérieurement. Le contrat se chiffre à \$3 milliards. La Turquie a d'ores et déjà 40 hélicoptères Cobras, qui sont comme les Cougars français utilisés dans la guerre au Kurdistan.

En février 1997, la Turquie avait signé un contrat de \$113 million pour l'achat de 4 hélicoptères Sea Hawk. Ses accords ont également atteint la somme de \$430 million avec le consortium germano-français Eurocopter.

• L'ARMÉE RENVOIE À MME ÇILLER "SON APPEL À LA DÉMOCRATIE". Au nom de la défense de la démocratie, Mme Çiller avait le 28 décembre lancé un appel demandant l'arrêt des poursuites légales contre le parti islamiste Refah. Son ex-partenaire de coalition. Elle a cru devoir faxer une copie de son appel au bureau du chef d'État-major des armées qui dans cette affaire joue un rôle décisif.

Le jour même, elle a eu droit à une réponse cinglante reproduite à la Une du quotidien Milliyet du 29 décembre: " les forces armées turques sont une institution sérieuse. Elles n'ont pas de temps à consacrer à des sujets hors de leur domaine d'intérêt et de compétence; de ce fait le texte que vous nous avait faxé vous est renvoyé ci-joint sans être porté à la connaissance du Commandement. Signé: Hüsnü Dag, colonel d'artillerie, chef du Bureau de relations avec la presse et le public".

L'ancien Premier ministre, qui fut pendant des années une mascotte de l'armée et qui se fit une propagandiste zélée des militaires n'a apparemment même pas droit à un minimum d'égards et de politesse de la part des tout puissants généraux turcs.

• PAS D'AIDE POUR LA TURQUIE ET LA GRÈCE DANS LE BUDGET AMÉRICAIN DE L'ANNÉE 1999. Le nouveau budget fédéral des États-Unis pour l'année fiscale 1999 n'inclue aucune aide militaire étrangère (FMF) pour la Turquie et la Grèce. Le fonds de soutien économique d'un montant de \$22 millions accordé à la Turquie a été également éliminé. Ankara recevra un montant symbolique de \$1,5 millions pour l'année 1999 dans le cadre du programme d'entraînement et d'éducation militaire international (IMET). La suppression de l'aide militaire dont les montants étaient au cours des dernières années, devenus de plus en plus symboliques n'affectera pas outre mesure la coopération militaire turco-américaine. L'armée turque vient d'indiquer qu'elle avait engagé des négociations avec la firme Boeing pour l'achat d'avions F15. Dans le cadre d'un accord avec la firme Lockheed la Turquie co-produit des bombardiers F16, mono-réacteur. La Grèce ayant décidé de se doter des F15, l'armée turque ne veut

pas être en reste. Elle veut acquérir des F15 dernier cri, bi-réacteur, dont le prix à l'unité est estimé à \$60 millions.

• **LE CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ DEMANDE LA PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS LE SUD-EST KURDE.** Le Conseil Nationale de Sécurité, a au cours de sa réunion du jeudi 26 février 1998, préconisé une prolongation de quatre mois à partir du 31 mars, de l'état d'urgence dans les six provinces kurdes -Diyarbakir, Hakkari, Siirt, Sirmak, Tunceli et Van- Cette

mesure qui donne des pouvoirs extraordinaires au gouvernement et aux responsables de l'armée, a suscité de vives critiques en Turquie et en Occident en raison des violations des droits de l'homme. La plupart des provinces kurdes sont placées sous l'état d'urgence depuis 1979. Au cours des 75 ans de l'existence de la République turque, les kurdes de Turquie ont au total vécu pendant 53 ans sous des régimes d'exception de loi martiale, état de siège, état d'exception, etc...

d'Isfahan lève l'interdiction contre un film appelé anti-islamique. (International Herald Tribune, 3-4 janvier 1998), p.16.

L'AYATOLLAH SUPRÊME NE VOIT PAS DE RÉCONCILIATION AVEC LES ÉTATS-UNIS. (International Herald Tribune, 3-4 janvier 1998), p.16.

DROITS DE L'HOMME : UNE MAUVAISE NOTE DANS LA COPIE DE LA TURQUIE. (Turkish Daily News, 4 janvier 1998), p.17.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LA TRAGIQUE NÉGOCIATION SUR L'AUTONOMIE DU KURDISTAN D'IRAN. Venu

rencontrer des émissaires du régime islamique de Téhéran, le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) avait été assassiné en 1989. L'enregistrement de ces entretiens sur les conditions d'une éventuelle autonomie du Kurdistan a été remis au PDKI par la police autrichienne. " Le Monde " en publie les principaux extraits. (Le Monde, 1er janvier 1998), p.1-3.

LA TENSION MONTE AU SUJET DES IMMIGRANTS KURDES. Ankara a réagi au Ministre italien de l'intérieur. (Turkish Daily News, 1er janvier 1998), p.3.

LA TURQUIE FINALISE DEUX PROJETS-CLÉ DE DÉFENSE, ISRAËL EST PARMIS LES GAGNANTS. (Turkish Daily News, 1er janvier 1998), p.4-5.

DES CENTAINES DE CLANDESTINS À LA DÉRIVE. Un navire sans capitaine ni équipage, avec à son bord des Kurdes, Sri Lankais et des Iraniens, a été intercepté hier au large des côtes italiennes. (Le Figaro, 2 janvier 1998), p.5.

L'EXODE DES KURDES NE DEVRAIT PAS SE TARIR DE SITÔT, SELON LEURS RESPONSABLES. (AFP, 2 janvier 1998), p.5-6.

EMPLOI DU TEMPS CHARGÉ POUR LES COURS DE TURQUIE. Sedat Bucak et Mehmet Agar seront jugés par la Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul. (Turkish Daily News, 2 janvier 1998), p.7.

ANKARA EN COLÈRE À CAUSE DE L'INTÉRÊT CROISSANT DE ROME POUR LE "PROBLÈME KURDE". La Commission des Affaires étrangères du

Parlement italien a défendu l'idée d'un État kurde indépendant ; le gouvernement a rejeté. (Turkish Daily News, 2 janvier 1998), p.7-8.

LES MISSILES IRANIENS EMBOURBENT LES ÉTATS UNIS DANS UN DÉBAT SUR LES SANCTIONS. (International Herald Tribune, 2 janvier 1998), p.8-9.

LE JUGE TURC AUTORISE LE PROCÈS DES FIGURES-CLÉ DANS LE GRAND SCANDALE. (International Herald Tribune, 2 janvier 1998), p.9.

LES YÉZIDIS D'ARMÉNIE VEULENT UN NOUVEL ALPHABET. (Gamk, 3-4 janvier 1998), p.10.

LE MIRAGE EUROPÉEN DES CLANDESTINS KURDES. Ils fuient l'Irak et la Turquie en quête d'eldorado. Mais ils remplissent surtout les caisses de la mafia... (Le Figaro, 3-4 janvier 1998), p.11-12.

A PATRASSE (GRÈCE), AU CAMP DES DÉSESPÉRÉS. Des centaines de Kurdes attendent de partir du port grec. Trois autres navires arrivent. (Corriere della Sera, 3 janvier 1998), p.13-14.

ESCALADE DANS LA CRISE DES IMMIGRANTS. Bonn appelle l'Italie à renforcer les contrôles de frontières. Rome rejette l'appel d'Ankara à refuser l'asile politique aux immigrants kurdes. (Turkish Daily News, 3 janvier 1998), p.15.

UN PETIT PAS POUR LES MODÉRÉS EN IRAN. Un prélat dans la ville provinciale

LA TURQUIE EST EMBARRASSÉE PAR LES VAGUES D'ÉMIGRÉS CLANDESTINS PARTANT DE SON TERRITOIRE. L'Allemagne appelle l'Italie à renforcer les contrôles à ses frontières. — **L'EUROPE ET LES KURDES.** — **GIORGIO NAPOLITANO, MINISTRE ITALIEN DE L'INTÉRIEUR :** " TOUTES LES DEMANDES D'ASILE DE KURDES SERONT EXAMINÉES CAS PAR CAS ". — **AMNESTY EST PRÉOCCUPÉE PAR LES PROCÉDURES EN VIGUEUR EN EUROPE.** (Le Monde, 4-5 janvier 1998), p.18-19.

ANKARA ACCUSE LE PKK D'ÊTRE À L'ORIGINE DE L'AFFLUX D'ÉMIGRÉS CLANDESTINS. (AFP, 4 janvier, p. 20.

LA TURQUIE ET ISRAËL ENVISAGENT DE TENIR PLUS DE MANOEUVRES. (Turkish Daily News, 5 janvier 1998), p. 21.

L'IRAK DÉPLACE DES FAMILLES KURDES DE KIRKOUK. (Turkish Daily News, 5 janvier 1998), p. 21.

BONN APPELLE À L'ARRÊT DE L'AFFLUX DES RÉFUGIÉS KURDES. (International Herald Tribune), 5 janvier 1998, p. 22.

ANKARA MET EN GARDE CONTRE UNE ÉVENTUELLE POURSUITE DE L'IMMIGRATION KURDE. (AFP, 5 janvier 1998), p. 23.

BONN LISTE LES MESURES POUR FERMER LES FRONTIÈRES DE L'EUROPE AUX KURDES. (International Herald Tribune, 6 janvier 1998), p. 22.

L'ODYSSÉE DES RÉFUGIÉS CLANDESTINS EN ITALIE. — **L'ITALIE DÉCOUVRE LA QUESTION KURDE.** — **L'ITALIE DÉCOUVRE LA QUESTION**

KURDE. (La Croix, 6 janvier 1998), p.25-26.

LES KURDES, UN PEUPLE SANS FUTUR. (La Stampa, 6 janvier, p.27.

KURDES/CHEVÈNEMENT - "IL FAUT TRAITER LES CAUSES". (Reuters, 6 janvier 1998), p.27.

L'ITALIE DOIT FAIRE FACE À L'ARRIVÉE MASSIVE D'IMMIGRÉS KURDES. Les chefs des polices européennes se réunissent à Rome. (Le Monde, 6 janvier 1998), p. 28.

LA VISITE DE VÉDRINE A LIEU AU MILIEU DE PRÉOCCUPATIONS POUR LES BOAT-PEOPLES KURDES. (Turkish Daily News, 7 janvier 1998), p. 29.

KANI YILMAZ EN PROCÈS. (Turkish Daily News, 7 janvier 1998), p. 29.

LE PDK DISCUTE DE LA PROPOSITION DE L'UPK DANS UNE RÉUNION ÉLARGIE DU PARTI. (Turkish Daily News, 7 janvier 1998), p. 30.

L'IHD DIT QUE 15 GRÉVISTES DE LA FAIM SONT DANS UNE SITUATION CRITIQUE. (Turkish Daily News, 7 janvier 1998), p. 30.

VIVES CRITIQUES CONTRE DES MANOEUVRES ISRAËLO-TURCO-AMÉRICAINES EN MÉDITERRANÉE. La Syrie dénonce une " politique des axes " dirigée contre les pays arabes et l'Irak, l'Irak réclame une " action commune " arabe, et les Etats-Unis tentent de dédramatiser l'opération " Sirène confiante ". (Le Monde, 7 janvier 1998), p. 31.

LA POLICE TURQUE ARRÊTE 310 KURDES CANDIDATS À L'ÉMIGRATION. (Le Monde, 7 janvier 1998), p. 31.

INTERVIEW AVEC A. ÖCALAN, LE LEADER DE LA GUÉRILLA KURDE : NOUS SOMMES PRÊTS AU DIALOGUE. (Corriere Della Serra, 7 janvier 1998), p. 33.

L'EUROPE ADMONESTE LA TURQUIE À PROPOS DES KURDES. L'Italie et les autres appellent Ankara à mettre fin à la guerre et à résoudre la crise des réfugiés. (International Herald Tribune, 7 janvier 1998), p.34.

JOUEZ LA CARTE DE L'IRAN ET RENDEZ SADDAM MALHEUREUX, (International Herald Tribune, 7 janvier 1998), p.34-35.

L'ALLEMAGNE PRÔNE LA FERMETÉ. Bonn craint un nouvel afflux d'immigrés kurdes sur son sol et demande à ses voisins des mesures plus vigoureuses. (Le Figaro, 7 janvier 1998), p. 35.

A DEUX PAS DE LA CORNE D'OR, LA BABEL DE TOUS LES TRAFICS. — CERTAINS SERVICES DE L'ÉTAT TURC SONT " COMPLICITÉS ", ESTIME LE PRÉSIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS. (Le Monde, 8 janvier p.38-39.

LA TURQUIE DÉFIE LE MONDE MUSULMAN POUR SE JOINDRE À L'EXERCICE NAVAL ISRAËLO-AMÉRICAIN. (The Times, 8 janvier, p. 40.

LES EXERCICES TURCO-ISRAËLO-AMÉRICAINS ET LES CRITIQUES CONTINUES. (Turkish Daily News, 8 janvier 1998), p. 40-41.

L'EUROPE TENTE D'ENRAYER L'IMMIGRATION KURDE. Réunion à Rome des polices de sept pays de l'UE et de la Turquie. A Istanbul, la galère des candidats au voyage. (Libération, 8 janvier 1998), p. 41-42.

KURDES " IL FAUT AIDER L'ITALIE, SINON ELLE VA FERMER SES PORTES ". (La Croix, 8 janvier 1998), p.42-43.

LE PRÉSIDENT IRANIEN INVITE LES AMÉRICAINS À MIEUX COMPRENDRE SON PAYS. — MOHAMAD KHATAMI, UN PRÉSIDENT ATYPIQUE AUX PRISES AVEC LE NOYAU DUR DU RÉGIME. (Le Monde, 9 janvier 1998), p.43-44.

UN VOYAGE DANS L'HISTOIRE KURDE PREND UNE VIE. (The New York Times, Arts & Ideas, 10 janvier 1998), p.45-46.

L'ONU DIT L'IRAK COOPÉRATIF AVEC LES INSPECTEURS D'ARMEMENT. (Turkish Daily News, 10 janvier 1998), p.46.

ANKARA: PANGALOS EST UN "DESCENDANT DU FASCISME GREC". (Turkish Daily News, 11 janvier 1998), p.46.

PARIS TENTE DE MAINTENIR ANKARA DANS LE PROCESSUS EUROPÉEN. (Le Monde, 11-12 janvier 1998), p.47.

LEYLA ZANA : "LES KURDES SONT DES RÉFUGIÉS SUR LEUR PROPRE TERRE". (Marianne, 12-18 janvier 1998), p.48.

LES ÉTATS-UNIS RÉAGISSENT RAPIDEMENT À LA MENACE DE SADDAM. Toute interdiction pour les inspecteurs est une "violation claire et sérieuse", affirme Clinton. (International Herald Tribune), 13 janvier 1998), p.49.

L'IRAN DÉMENT LE PROJET D'UNE VISITE D'UN CONGRESSMAN AMÉRICAIN. (International Herald Tribune, 13 janvier 1998), p.49-50.

SADDAM UNE FOIS ENCORE. (International Herald Tribune, 14 janvier 1998), p.50-51.

L'ALLEMAGNE NE CONSIDÈRE PLUS LE PKK COMME UNE ORGANISATION TERRORISTE. (AFP), 13 janvier 1998), p.50.

SADDAM UNE FOIS ENCORE. (International Herald Tribune), 14 janvier 1998), p.50-51.

L'IRAK REFUSE À NOUVEAU L'ACCÈS DE SES SITES STRATÉGIQUES À UN EXPERT AMÉRICAIN DE L'ONU. Les États-Unis demandent une réponse " ferme " du Conseil de Sécurité. (Le Monde), 14 janvier 1998), p.51.

POUR LEYLA ZANA. (Libération, 15 janvier 1998), p.52.

LA TURQUIE, LES KURDES ET L'EUROPE. (La Vie, 15 janvier 1998), p.53.

ITALIE - LES KURDES: " DAMNÉS DE LA TERRE ". (Réforme, 15-21 janvier 1998), p.53-54.

LA DIPLOMATIE À PROPOS DE L'IRAK MET À L'ÉPREUVE LA PATIENCE AMÉRICAIN. Washington est catégorique: L'ONU seule, pas Bagdad, peut choisir les inspecteurs. (International Herald Tribune, 15 janvier 1998), p.54-55.

L'OUVERTURE DE TÉHÉRAN EST UNE OPPORTUNITÉ POUR L'AMÉRIQUE. (International Herald Tribune, 15 janvier 1998), p.55.

LES KURDES SONT VICTIMES D'UNE SUSPICION SYSTÉMATIQUE EN

ALLEMAGNE. La principale communauté kurde d'Europe occidentale est concentrée en Allemagne où un climat de violence entretenu jusqu'en 1996 par le PKK leur vaut une mauvaise image. (La Croix, 15 janvier 1998), p.56.

LA POLITIQUE SYRIENNE D'EXTERMINER LES KURDES ESCALADE. (Turkish Daily News, 16 janvier 1998), p.56.

PRINCIPALES DATES DE L'ASCENSION ET DE LA CHUTE DU PARTI ISLAMISTE (CHRONOLOGIE). — ERBAKAN: LE MOUVEMENT ISLAMISTE GRANDIRA EN DÉPIT DE LA DÉCISION. — WASHINGTON CRITIQUE LA DISSOLUTION DU REFAH. — LE PREMIER MINISTRE TURC REGRETTE LA DISSOLUTION DU REFAH. (AFP, 16 janvier 1998), p.57-58.

CONTRE-PROPOSITION DE M. BARZANI POUR RÉGLER LE PROBLÈME KURDE IRAKIEN. (AFP, 17 janvier 1998), p.59.

LES FORCES DE L'ORDRE APPRÉHENDENT 175 IRAKIENS CANDIDATS À L'ÉMIGRATION CLANDESTINE. (AFP, 20 janvier 1998), p.63.

L'IRAK EST SOMMÉ DE COOPÉRER SANS CONDITION AVEC LES INSPECTEURS DES NATIONS UNIES. Le Conseil de sécurité de l'ONU perd patience. (Le Monde, 16 janvier 1998), p.64.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE TURQUE DISSOUT LE PARTI ISLAMISTE. Le Parti de la prospérité (RP) est interdit pour activités contraires au principe de laïcité. Six de ses dirigeants, parmi lesquels l'ancien premier ministre, Necmettin Erbakan, ne pourront plus appartenir à une formation politique pendant cinq ans. (Le Monde, 18-19 janvier 1998), p.65-66.

LA COUR TURQUE INTERDIT LE PARTI ISLAMISTE ET L'EX-PREMIER MINISTRE. L'arrêt invoque des plans subversifs ; les États-Unis et l'UE craignent pour la démocratie. (International Herald Tribune), 17-18 janvier 1998), p.66-67.

L'AYATOLLAH SUPRÊME ATTAQUE LES ÉTATS-UNIS MAIS SALUE L'OUVERTURE FAITE PAR KHATAMI. (International Herald Tribune, 17-18 janvier 1998), p.67-68.

LA PRESSE DU PROCHE-ORIENT TIRE À BOULETS ROUGES SUR ANKARA. (Reuters, 18 janvier 1998), p.68-69.

MAINTENANT L'IDÉE SERAIT DE FAIRE SAUTER LES USINES D'ARMES IRAKIENNES. (International Herald Tribune, 19 janvier 1998), p.69.

A QUI PROFITE LA GUERRE-SUICIDE DES KURDES ? L'Occident assiste impuissant à l'exode des Kurdes d'Irak, victimes de leurs propres chefs, qui mènent une guerre fratricide, sous l'oeil satisfait des pays voisins. (Libération, 19 janvier 1998), p.70.

LE PRÉSIDENT DE LA KNESSET S'EXCUSE DE DOUTER DE LA DÉMOCRATIE TURQUE. (AFP, 19 janvier 1998), p.71.

DISSOLUTION DU REFAH: PARIS "SOUCIEUX DU PLURALISME" EN TURQUIE. (AFP, 19 janvier 1998), p.71.

LE PRÉSIDENT IRANIEN CRITIQUE SÈVÈREMENT LES ÉTATS-UNIS. (AFP, 19 janvier 1998), p.71.

UN NOUVEAU JOUR ARRIVE ? Répondant à la suggestion de Clinton des relations plus normales, le Président de l'Irak entrebâille la porte mais blâme encore les États-Unis pour la tension. (Time, 19 janvier 1998), p.72-74.

LE REFAH RÉFLÉCHIT À LA MANIÈRE DE SE CONDUIRE. (Turkish Daily News, 19 janvier 1998), p.75-76.

VOIE ERRONÉE EN TURQUIE. (International Herald Tribune, 20 janvier 1998), p.76-77.

LES ISLAMISTES TURCS ONT RÉAGI DANS LE CALME À LA DISSOLUTION DE LEUR PARTI. (Le Monde, 20 janvier 1998), p.77.

LE MINISTRE FRANÇAIS DE L'INTÉRIEUR INTERPELÉE SUR LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS KURDES. (Journal officiel de la République française, 20 janvier 1998), p.77.

LA TURQUIE ET L'UPK AVANÇENT VERS LA COOPÉRATION. (Turkish Daily News, 20 janvier 1998), p. 78-79.

45 REBELLES DU PKK TUÉS DANS LE

SUD-EST, SELON ANKARA. (AFP, 21 janvier 1998), p.79.

45 KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (AP, 21 janvier 1998), p.79.

LE PARLEMENT BRITANNIQUE VA ÉTABLIR UN "GROUPE KURDE". (Turkish Daily News, 21 janvier 1998), p. 80.

ÖCALAN: BONN CRAINT LA PUISSANCE DU PKK EN ALLEMAGNE. (Turkish Daily News), 21 janvier 1998), p.80-81.

APRÈS UNE QUERELLE, L'IRAN NOMME UN AMBASSADEUR EN TURQUIE. (Reuters, 23 janvier 1998), p.81.

LE GRAND MALHEUR D'ÊTRE KURDE. (Le Monde, 23 janvier 1998), p.82.

UN RAPPORT CONFIRME L'EXISTENCE DE GROUPOSCULES ILLÉGAUX AU SEIN DE L'ÉTAT. (AFP, 23 janvier 1998), p.83.

AVEC SON SERMON DUR, KHATAMI APPARAÎT CLAQUER LA PORTE SUR LES ÉTATS-UNIS POUR LE MOMENT. (International Herald Tribune, 23 janvier 1998), p.84.

L'IRAK POURRAIT BLOQUER "INDÉFINIMENT" CERTAINES INSPECTIONS DE L'ONU. (AFP, 23 janvier 1998), p.84.

LES ÉTATS-UNIS LOUENT L'INTERDICTION RUSSE D'AIDE EN ARMES À L'IRAN. (International Herald Tribune, 26 janvier 1998), p.85.

L'EUROPE RÉSERVE UN BON ACCUEIL AUX OUVERTURES DE TÉHÉRAN, MAIS LES ÉTATS ARABES SONT MÉFIANTS. (International Herald Tribune, 26 janvier 1998), p.85-86.

L'IRAN RÉAFFIRME SON OUVERTURE AUX ÉTATS-UNIS. (International Herald Tribune, 26 janvier 1998), p.86.

WASHINGTON AURAIT PRIS LA DÉCISION DE PRINCIPE DE RECOURIR À LA FORCE EN IRAK. (Le Monde, 27 janvier 1998), p.86-87.

LA LIBERTÉ DE PENSÉE À NOUVEAU MISE EN CAGE. (Turkish Daily News, 27 janvier 1998), p.87.

EX-DIRIGEANTS D'ANKARA LIÉS AUX

TUERIES. (International Herald Tribune, 27 janvier 1998), p.87-88.

L'ARMÉE TUE TROIS "GAUCHISTES" ET DEUX SÉPARATISTES KURDES. (AFP, 27 janvier 1998), p.88.

LA RUSSIE LANCE UNE INITIATIVE DIPLOMATIQUE EN IRAK. Les cours du pétrole flambent. (Le Monde, 28 janvier 1998), p.89

LE CHOIX POUR SADDAM. (International Herald Tribune, 28 janvier 1998), p.89.

SOYEZ CLAIRS SUR LE FUTUR DE L'IRAK. (International Herald Tribune, 29 janvier 1998), p.90.

LA TURQUIE EMPRISONNE UN ESSAYISTE PRO-KURDE. L'enseignant de sciences politiques qui a fait l'éloge des rebelles entame une peine de 10 ans. (International Herald Tribune, 29 janvier 1998), p.90-91.

SUR LES CIBLES OU EN DEHORS, LES CIVILS DE BAGDAD CRAIGNENT LES BOMBES AMÉRICAINES. (International Herald Tribune, 29 janvier 1998), p.91.

ANKARA PUBLIE UN RAPPORT SUR LES TUERIES. (International Herald Tribune, 29 janvier 1998), p.91.

ISRAËL AVERTIT L'IRAK CONTRE DES ATTAQUES. (International Herald Tribune, 29 janvier 1998), p.91-92.

BONN RÉCLAME UN PARTAGE DU FARDEAU DES RÉFUGIÉS. (Reuters, 30 janvier 1998), p.92.

L'UE A DÉPENSÉ 70 MILLIONS D'ÉCUS EN PROJETS HUMANITAIRES EN 1997. (AFP, 30 janvier 1998), p.93.

LES MEMBRES DU REFAH DISSOUT VONT REJOINDRE UN AUTRE PARTI ISLAMISTE. (AFP, 29 janvier 1998), p.93.

TURQUIE : L'INTERDICTION DU REFAH N'A RIEN RÉGLÉ. Après la mise hors la loi du parti islamiste, au pouvoir de juillet 1996 à juin 1997, beaucoup ont poussé un "ouf !". Pas "Hürriyet", qui y voit une atteinte au jeu politique - et un échec cuisant pour les autres formations. (Courrier International, 29 janvier - 4 février 1998), p.94-95.

PLANDACTONSURLIMMIGRATIONKURDELEFOUR UNEMISEENCELMERAPDE(AFP,30janvier1998),p.95

APPEL D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LES PRISONNIERS DE CONSCIENCE DE TURQUIE: LEYLA ZANA, HATIP DICLE, ORHAN DOGAN ET SELIM SADAK. (Amnesty International, janvier 1998), p.96.

LA FRANCE PRESSE SADDAM DE CÉDER. (International Herald Tribune, 30 janvier 1998), p.96-97.

LA SYRIE DONNE UN COUP DE FRIEN À LA LIBÉRATION DE L'ÉCONOMIE. (International Herald Tribune, 30 janvier 1998), p.97-98.

LE PLAN DE JEUX SUR L'IRAK A SES LIMITES. Les États-Unis n'ont pas fixé leur cap au cas où les bombes ne feraient pas Saddam Hussein changer d'avis. (International Herald Tribune, 30 janvier 1998), p.98.

LES RUSSES TRANSMETTENT À Mme ALBRIGHT LES INTENTIONS IRAKIENNES. Hubert Védrine constate que " toutes les options restent ouvertes ". (Le Monde, 31 janvier 1998), p.99.

DROITS DE L'HOMME: SITUATION DES RÉFUGIÉS KURDES. (Le Point de la Session du Parlement Européen, janvier 1998), p.99-100.

DOSSIER: LES RÉFUGIÉS KURDES. Tempête dans un verre d'eau: les réfugiés kurdes ont fait paniquer certains milieux. (Le Courrier du Forum, janvier-février 1998), p.101-104.

SAINT-BRIEUC, VILLE D'ADOPTION KURDE. Hier, France-Kurdistan a fait le point sur son combat culturel et identitaire. (Ouest-France, 1er février 1998), p.105.

LE CASSE-TÊTE SADDAM HUSSEIN. (Le Monde, 1-2 février 1998), p.106.

SUSURLUK: UN COMPTE-RENDU AU GRAND JOUR. (Turkish Daily News, 2 février 1998), p.106-107.

LA HOLLYWOOD DU MOYEN ORIENT. Le monde arabe avale des programmes de TV épicés de Syrie. (International Herald Tribune, 3 février 1998), p.107-108.

LEYLA ZANA PROPOSÉE POUR LE PRIX NOBEL. (Turkish Daily News, 3 février 1998), p.108.

UNE OFFENSIVE MILITAIRE POURRAIT DIVISER LE GOUVERNEMENT TURC. (Le Monde, 3 février 1998), p.109.

LE CAIRE MODÈRE SON OPPOSITION À UNE FRAPPE CONTRE L'IRAK. (International Herald Tribune, 4 février 1998), p.109-110.

IRAK: LA POLITIQUE DE TONY BALIR EST CRITIQUÉE PAR LA GAUCHE TRAVAILLISTE. Le premier ministre se voit reprocher un suivisme à l'égard des États-Unis. (Le Monde, 5 février 1998), p.110.

ISRAËL SIGNALE QU'IL RÉPLIQUERA À UNE ATTAQUE. Le droit à l'auto-défense retenu contre une attaque de missile irakien. (International Herald Tribune, 6 février 1998), p.111.

ANKARA ENVISAGE UNE ZONE TAMPON EN IRAK DU DU NORD POUR PRÉVENIR UN AFFLUX DE RÉFUGIÉS KURDES. (AFP, 7 février 1998), p.111.

DU GOLFE AU KURDISTAN: DES HOMMES ABANDONNÉS DE DIEU. (Arté Magazine, 7-13 février 1998), p.112.

PRÉPARÉS À AGIR, LES ÉTATS-UNIS ET LA GRANDE-BRETAGNE DISENT QUE LA FIN DE LA CRISE EST DANS LES MAINS DE L'IRAK. A Washington, Clinton et Blair soulignent: "D'une manière ou d'autre, la question de l'inspection doit être résolue". (International Herald Tribune, 7-8 février 1998), p.113.

UN RESPONSABLE TURC SOUPÇONNE WASHINGTON DE VOULOIR CRÉER UN ÉTAT KURDE EN IRAK. (AFP, 8 février 1998), p.114.

LE CHEF DU PKK DEMANDE QUE SON PARTI SOIT REPRÉSENTÉ AU PARLEMENT TURC. (AFP, 2 février 1998), p.114-115.

LA TURQUIE PRÉPARERAIT UNE ZONE-TAMPON EN IRAK. (Reuters, 9 février 1998), p.115.

LES TROUPES TURQUES ENTRENT DANS LE NORD DE L'IRAK TENU PAR

LES KURDES. (Reuters, 9 février 1998), p.115-116.

LES SAUDIENS N'AIDERONT AUCUN RAID CONTRE L'IRAK. Mais plus d'alliés de l'OTAN soutiennent les Etats-Unis. (International Herald Tribune, 9 février 1998), p.116.

LA COUR IRANIENNE RATIFIE LA PEINE DE MORT POUR UN JOURNALISTE. (International Herald Tribune, 9 février 1998), p.116.

KURDES IRAKIENS: "PAS DE POSSIBILITÉ POUR UN AFFLUX DE RÉFUGIÉS ET PAS BESOIN D'UNE CEINTURE DE SÉCURITÉ". (Turkish Daily News, 9 février 1998), p.117-118.

QUEL CAP POUR L'IRAK ? Alors que Clinton peaufine un agenda limité, les républicains réclament la chute de Saddam. (International Herald Tribune, 10 février 1998), p.118 et 120.

DIPLOMATES ET MILITAIRES TRAVAILLENT AVEC UN ÉGAL SENTIMENT D'URGENCE. (Le Monde, 10 février 1998), p.119.

SYRIE: HAFEZ EL ASSAD DESTITUE SON FRÈRE RIFAAT EL ASSAD. (Le Monde, 10 février 1998), p.119.

PEINE DE MORT CONFIRMÉE POUR UN JOURNALISTE IRANIEN. (Le Monde, 10 février 1998), p.119.

LA TURQUIE DÉMENT DÉPLOYER DES TROUPES EN IRAK COMME ZONE-TAMPON. (International Herald Tribune, 10 février 1998), p.120.

LES TURCS PLACENT LES DERNIÈRES MISES COMME L'ÈRE DES JEUX PREND FIN. Ankara ferme les casinos pour liens avec le crime. (International Herald Tribune, 11 février 1998), p.121.

LE PROCÈS CONTRE LA FONDATION KURDE POUR LA CULTURE ET LA RECHERCHE. (Turkish Daily News, 13 février 1998), p.121-122.

POUR L'EGYPTE, " RIEN NE JUSTIFIE L'OPTION MILITAIRE ". (Le Monde, 11 février 1998), p.122.

LA TURQUIE AFFIRME CRAINDRE LA CRÉATION D'UN ÉTAT KURDE EN IRAK. (AFP, 12 février 1998), p.123.

LONDRES DÉMENT VOLULOIR CRÉER UN ÉTAT KURDE EN IRAK. (AFP, 12 février 1998), p.124.

LA POLICE TURQUE ARRÊTE SIX DIRIGEANTS DU HADEP. (AFP, 12 février 1998), p.124.

CHIRAC SOUHAITE "UNE RELATION TRÈS FORTE ENTRE L'UE ET LA TURQUIE". (AFP, 12 février 1998), p.124.

LES TURCS SERAIENT EN IRAK POUR STOPPER LES RÉFUGIÉS KURDES. (International Herald Tribune, 13 février 1998), p.125.

L'OPPOSITION IRAKIENNE DANS LE DÉSARROI ET TROP FAIBLE POUR JOUER UN RÔLE. (International Herald Tribune, 13 février 1998), p.125.

LEYLA ZANA À NOUVEAU PROPOSÉE POUR LE PRIX NOBEL DE LA PAIX. (Gamk, 13 février 1998), p.126.

LA MAJORITÉ DES PAYS EUROPÉENS N'EXCLUENT PAS LE RECOURS À LA FORCE EN DERNIÈRE EXTRÉMITÉ. (Le Monde, 14 février 1998), p.126.

BONN VEUT AIDER UN MILITANT KURDE EMPRISONNÉ EN TURQUIE. (AFP, 17 février 1998), p.127.

PRÈS DE 29.000 MORTS DEPUIS LE DÉBUT DE LA RÉBELLION DU PKK EN TURQUIE, SELON LES AUTORITÉS. (AFP, 17 février 1998), p.127.

ANKARA ET WASHINGTON COOPÉRERONT SUR LES DROITS DE L'HOMME. (AFP, 17 février 1998), p.127.

L'ARMÉE TURQUE ACCUSE LES PAYS VOISINS, DONT L'IRAK, DE SOUTENIR LE PKK. (AFP, 17 février 1998), p.128.

M. DEMIREL FAIT L'ÉLOGE DES RELATIONS FRANCO-TURQUES. (AFP, 17 février 1998), p.128.

LA FRANCE INVITE UN IRAKIEN POUR DES POURPARLERS DANS UN EFFORT POUR ÉVITER UNE ATTAQUE. Paris espère que la réunion inclura le chef de l'ONU dans "une poussée finale" pour la paix. (International Herald Tribune, 17 février 1998), p.129.

LA TURQUIE RENOUVELLE SON

OFFENSIVE POUR JUNGLER LE DISCOURS DISSIDENT. Le maire d'Istanbul et le parti des Kurdes sont accusés. (International Herald Tribune, 17 février 1998), p.129-130.

UN DICTATEUR ET SES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE. (International Herald Tribune, 18 février 1998), p.130.

LE BILAN DISCUTABLE DE SEPT ANS D'AFFRONTEMENTS AVEC L'IRAK. En sept ans, la valse des ministres et responsables n'a pas cessé. Des tentatives de coups d'Etat auraient été avortées, des dizaines d'officiers passés par les armes, des centaines d'opposants arrêtés et torturés. — L'ÉTAT DU DÉSARMEMENT EN OCTOBRE 1997 SELON LE RAPPORT DE L'UNSCOM. (Le Monde, 18 février 1998), p.131-134.

LE PRÉSIDENT TURC AUX EUROPÉENS: N'AYEZ PAS PEUR DE NOUS ! (Le Figaro, 19 février 1998), p.135-137.

"ENCOURAGÉ" PAR LES PERSPECTIVES, ANNAN SE REND À BAGDAD. Les États-Unis avertissent à nouveau de "conséquences sérieuses". (International Herald Tribune, 19 février 1998), p.138.

LA MAISON BLANCHE, TOUJOURS SCEPTIQUE. Il y a peu de chances que Bill Clinton arrête la machine. Le secrétaire général de l'ONU est en visite à Bagdad. Le président turc en visite en France. (Libération, 20 février 1998), p.139-140.

LA CIA JOUERAIT LE RÉGIME BAASISTE, MAIS SANS SADDAM. (Courier International, 19-25 février 1998), p.140.

LE PRÉSIDENT TURC REND VISITE À PARIS À L'UN DE SES PLUS ARDENTS AVOCATS PARMIS LES QUINZE. Jacques Chirac veut s'efforcer d'apaiser les frustrations d'Ankara envers l'Europe. (Le Monde, 20 février 1998), p.141.

POÈTES ET GUERRIERS. Un livre abondamment illustré sur les Kurdes sert d'album de famille pour un peuple sans États. (The New York Times, 22 février 1998), p.142-143.

LA RUSSIE VA ACHEVER LE RÉACTEUR IRANIEN. Elle étendra son rôle malgré les objections des États-Unis et d'Israël. (International Herald Tribune, 22 février 1998), p.144.

L'ONU ET L'IRAK S'ENTENDENT, WASHINGTON ATTEND. Un accord est signé à Bagdad. Le tête-à-tête entre Kofi Annan et Saddam Hussein aurait réglé le dernier point de blocage: l'inspection des " sites présidentiels ". (Libération, 23 février 1998), p.145-146.

CLINTON VA DONNER À L'ACCORD IRAKIEN UNE CHANCE DE MARCHER. Le président voit des "grands si" dans le respect du Plan d'Annan. (International Herald Tribune, 24 février 1998), p.146-147.

UN AUTRE ORAGE PASSÉ, BAGDAD L'IGNORE. "Adviene que pourra" est la devise. (International Herald Tribune, 24 février 1998), p.147-148.

L'UNION EUROPÉENNE REPREND SES CONTACTS AVEC L'IRAN. Mettant un terme au gel à propos du terrorisme, les ministres des affaires étrangères appellent au dialogue. (International Herald Tribune, 24 février 1998), p.148.

LES ÉTATS-UNIS ACCEPTENT L'ACCORD DE BAGDAD MAIS MAINTIENNENT LEUR PRESSION MILITAIRE. Le texte est signé par l'Irak et les Nations Unies. (Le Monde, 25 février 1998), p.149.

LA LUTTE RAPPROCHE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS. (Le Monde, 25 février 1998), p. 150-151.

"LES KURDES: UN PEUPLE QU'ON ASSASSINE". (Paris-Normandie, 23 février 1998), p.150.

RIFAAT EL-ASSAD ACCUSÉ DE TRAHISON. Le frère du président syrien destitué de toute responsabilité au parti Baas. (Libération, 25 février 1998), p.151.

LES ISLAMISTES TURCS SONT DIVISÉS, APRÈS LA DISSOLUTION DE LEUR PARTI. (Le Monde, 25 février 1998), p.152.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SOUTIENT L'ACCORD AVEC L'IRAK. (International Herald Tribune, 25 février 1998), p.152-153.

NOUVELLE EXTENSION DE L'ÉTAT D'URGENCE. (AFP, 26 février 1998), p.153.

LA NAISSANCE D'UN ÉTAT, L'ARRIVÉE AU POUVOIR D'UN DICTATEUR. De la monarchie constitutionnelle dirigée par le roi Fayçal à la création de l'État d'Israël et à la guerre de Palestine ; des

tentatives baasistes pour prendre le pouvoir à l'émergence d'un seul homme, Saddam Hussein. — **CE " DIABLE " DONT L'AMÉRIQUE A BESOIN.** L'Amérique entretient volontairement la psychose contre Saddam Hussein, mais redoute les troubles au Moyen-Orient que provoquerait sa disparition. (Le Monde, 28 février 1998), p.157.

SULAIMANYA, KURDISTAN IRAKIEN, MAI 1997. (Télérama, 25 février 1998), p.158.

LA RUSSIE, LA CHINE ET LA FRANCE ESSAIENT D'ÉVITER UN VOTE ANTI-IRAK. (International Herald Tribune, 28 février-1er mars 1998), p.158-159.

TURQUIE: UN MULTIPARTISME MONOCOLORE. — L'AFFLUX DE RÉFUGIÉS KURDES MET EN LUMIÈRE LA PASSIVITÉ COUPABLE DE L'EUROPE FACE AUX SÉVICES SUBIS PAR CE PEUPLE. (Le Peuple Breton, février 1998), p.159.

LES ISLAMISTES EN TURQUIE PROTESTENT. (International Herald Tribune, 28 février-1er mars 1998), p.159.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

La tragique négociation sur l'autonomie du Kurdistan d'Iran



Venu rencontrer des émissaires du régime islamique de Téhéran, le chef du Parti démocratique

du Kurdistan d'Iran (PDKI) avait été assassiné à Vienne en 1989. L'enregistrement de ces entretiens

Novembre 1979, à Mahabad : premier meeting d'Abdoul Rahman Ghassemlou depuis son retour en Iran.

sur les conditions d'une éventuelle autonomie du Kurdistan a été remis au PDKI

LE 13 juillet 1989, Abdoul Rahman Ghassemloou, chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), était tué de deux balles dans la tête avec deux de ses camarades, dans un appartement de Vienne. Depuis dix ans, une guerre opposait l'armée de Téhéran aux peshmergas (combattants kurdes). Après une première série de contacts, en décembre 1988 et janvier 1989, Ghassemloou venait de renouer avec des émissaires iraniens, dont l'un, Mohammed Jaffar Sahraroudi, chef adjoint des renseignements (extérieurs) des Gardiens de la révolution au Kurdistan iranien, a été blessé lors de la fusillade.

La police autrichienne a laissé ce dernier sortir de l'hôpital où il avait été soigné pour se réfugier à son ambassade et quitter l'Autriche le 22 juillet. Un garde du corps iranien, un certain Bouzourgian, retenu un temps dans les locaux de la police, puis visé par un mandat d'arrêt finalement levé, a pu lui aussi regagner Téhéran. Le troisième homme, Haji Moustafavi Lajevardi, chef des services secrets (intérieurs) au Kurdistan, a pu quitter librement l'Autriche.

Ces entretiens entre les envoyés de Téhéran et les chefs kurdes avaient été enregistrés par les participants : après avoir été conservées par la police autrichienne, les cassettes de Ghassemloou ont été remises au PDKI : c'est Abdoulla Hassan Zadé, secrétaire général du PDKI, qui nous a permis d'écouter ce document exceptionnel : jamais Abdoul Rahman Ghassemloou n'avait exposé avec un tel souci pédagogique sa conception de l'autonomie pour le Kurdistan iranien. Les questions et les réponses de ses interlocuteurs iraniens, assurés, croyaient-ils, que leurs propos ne seraient jamais divulgués, éclairaient de façon révélatrice l'état d'esprit et la psychologie des responsables de la République islamique d'Iran (RII), qui oscillent entre des références à des concepts politiques modernes et des références... au califat d'Ali.

Les assassins de Ghassemloou et de ses amis kurdes ont-ils résolu de le supprimer après avoir entendu ses déclarations ? Ou étaient-ils déterminés à le tuer avant même le début de ces discussions ? La lecture du document permet d'avancer le scénario suivant : les autorités iraniennes, sa-

chant que le mouvement de Ghassemloou avait été très affaibli par les coups de l'armée iranienne et par une nouvelle scission (1988) et connaissant son désir d'arriver à une solution négociée, ont peut-être espéré qu'il se contenterait d'une demi-mesure : la légalisation de son parti. Mais, Ghassemloou s'obstinant à demander la proclamation solennelle de l'autonomie du Kurdistan par les nouveaux dirigeants iraniens (Khomeiny venait de mourir le 4 juin 1989), les émissaires de Téhéran ont contacté leurs responsables après la première rencontre. L'ordre serait alors tombé : « Abattez-le. »

« La « La paix soit avec vous ! Nous avons convenu entre nous que ces contacts devaient rester totalement secrets », déclare Sahraroudi, car il y a « des ennemis qui ne veulent pas que ces problèmes soient résolus ». Il précise : « Même à l'intérieur du gouvernement iranien, il y a des gens qui ne veulent pas de contacts. Au sein de l'exécutif, il n'est pas possible de parler ouvertement de ce problème. »

Abdoul Rahman Ghassemloou va droit au but : « Au cours de notre dernière rencontre, on a parlé de deux points essentiels : l'acceptation du principe d'autonomie et le principe de la libre activité de notre parti dans le pays. Vous avez répondu qu'actuellement les autorités du régime ne sont pas d'accord sur l'acceptation du principe d'autonomie. Le deuxième point, nous l'avons longuement discuté au bureau politique : est-ce que les peshmergas garderont les armes ou pas ? Le bureau politique pense qu'il est impossible de rendre les armes. Vous comprendrez qu'après dix ans de guerre, et toutes ces victimes, l'autonomie est devenue le symbole de nos revendications. Utiliser un autre mot ? Si vous acceptez le contenu de l'autonomie, pourquoi est-ce que vous avez peur du mot ? »

Tout en ne cessant pas de marteler qu'il est l'homme de l'autonomie - « Ma génération, c'est la génération de la démocratie et de l'autonomie » -, Ghassemloou invite ses interlocuteurs à négocier en les mettant en garde : « Bien sûr, si le problème kurde n'est pas résolu, cela pourrait conduire à des revendications centrifuges et au séparatisme »...

Sahraroudi reprend la parole : « C'est la première fois qu'on discute entre nous de ce que l'islam pense du problème des nationalités.

par la police autrichienne. « Le Monde » en publie les principaux extraits

Pour résoudre nos problèmes, nous n'écoutons personne, ni l'Est ni l'Ouest, nous sommes prêts à nous sacrifier pour nos idéaux. »

Ghassemloou revient à la charge : « Je voudrais vous dire que je ne suis pas convaincu par tous ces obstacles à la proclamation de l'autonomie que vous avez énumérés... C'est maintenant MM. Khomeini et Rafsandjani qui dirigent la prière du vendredi à Téhéran. Ils pourraient faire une déclaration sur l'autonomie du Kurdistan. » Il expose en détail sa conception de l'autonomie : « Pour nous il y a quatre points essentiels : l'autonomie, cela veut dire la décentralisation du pouvoir. Le deuxième point essentiel pour nous, c'est la langue kurde. Le kurde doit devenir la langue officielle de la région kurde. Le troisième problème, c'est la délimitation de la région autonome.

dé reprendre des discussions qui « ont créé beaucoup d'espoir ». Le lendemain, le 13 juillet, Sahraroudi dit qu'il a joint ses « frères ». « Vous avez dit hier que les responsables iraniens pourraient parler de l'autonomie à la prière du vendredi... Il y a des problèmes sur lesquels les responsables, l'Imam, peuvent parler à la population. Mais il faut préciser qu'il y a des problèmes sur lesquels nous avons des points de vue différents. »

Sahraroudi se lance dans une longue digression révélatrice de la façon dont le régime résout - ou ne résout pas - ses problèmes : « Bien sûr, nous avons d'autres problèmes. Depuis dix ans, il y a une discussion très animée sur le rôle du Bazar : certains disent qu'il ne faut pas le laisser contrôler l'économie de l'Iran et que les déshérités soient considérés comme des citoyens de

« C'est impossible de changer le mot "autonomie". Ce mot a une charge émotionnelle, historique, pour la population kurde »

Pour ça, il faut prendre en considération les facteurs géographiques, économiques, et surtout la volonté de la population des régions où vivent les Kurdes. Le quatrième point est essentiel pour la population kurde : il faut que la sécurité à l'intérieur de la région kurde soit assurée par les Kurdes. Nous ne demandons pas davantage... En ce qui concerne leur application, nous sommes réalistes. Par exemple, pour la délimitation des frontières, il y aura des litiges. Mais les Kurdes ne sont pas prêts à faire la guerre pour les détails si l'essentiel est accepté. »

GHASSEMLOU conclut : « C'est impossible de changer le mot "autonomie". Ce mot a une charge émotionnelle, historique, pour la population kurde. C'est un symbole. J'ai l'impression que vous acceptez le contenu, mais que vous voulez qu'on renonce au mot. Quand on lit un texte sacré en islam, on ne peut pas commencer sans dire "Bismilla Rahim" (« Au nom de Dieu »). C'est la même chose, vous acceptez le contenu de l'autonomie, mais pas le "Bismilla Rahim". »

Les Iraniens disent alors qu'ils doivent contacter Téhéran avant

deuxième classe. A cette époque, l'Imam était vivant et il a dit que l'islam n'est pas pour le capitalisme, l'islam n'est pas pour le contrôle de l'Etat ; l'islam est au milieu, c'est une troisième voie qui a ses règles ! Je vais vous citer l'exemple du commerce extérieur : trois fois des lois ont été soumises au majlis (Parlement), sans solution... Donc, à la fin, ils ont été obligés de les soumettre au conseil de discernement.

» Venons-en maintenant à l'autonomie... C'est comme pour l'économie : il y a deux pensées là-dessus. Il y a une pensée qui rappelle qu'à l'époque de sa Sainteté Ali (gendre de Mahomet et quatrième calife) sa Sainteté Ali gouvernait depuis le siège central du califat. Mais il y avait d'autres régions, qui s'appelaient "vilayets" (provinces), dont les "valis" (gouverneurs) avaient des compétences beaucoup plus vastes que celles de l'autonomie. Il y a une autre école qui dit que c'était à l'époque d'Ali, et qu'aujourd'hui les conditions sont différentes : nous sommes entourés d'ennemis, de pays qui sont dans l'OTAN, de régimes réactionnaires, qui ne laisseront pas l'autonomie rester dans ses limites. Ils essaieront de l'élargir, pour que ça aboutisse à la sépara-

tion. Donc, l'autonomie n'est pas un problème qu'on peut résoudre avec une ou deux déclarations à la prière du vendredi. Deuxième problème : le PDKI veut garder la même situation et, en même temps, négocier avec la RII, mais ça, je suis sûr que ce ne sera pas accepté. »

Sahraroudi fait une nouvelle digression sur le fonctionnement du système islamique : « Je vais vous donner un autre exemple : les relations extérieures. Cela a été discuté pendant des années avant qu'on prenne une décision. Si nous avons coupé les relations avec les Etats-Unis ou rétabli les relations avec l'URSS, ce n'est pas à la suite d'une décision prise en une journée ou deux par une ou deux personnes. On a eu des discussions, et à la fin, après plus de trois ans, dix ans, onze ans, et tout en prenant en considération la situation de l'URSS, on est arrivé à la conclusion d'avoir des accords avec eux. Pourquoi ? Parce que nous avons les problèmes de l'Afghanistan, du Pakistan, du Golfe et, bien sûr, parce que nous avons des problèmes avec l'Occident. Donc, il faut que l'autonomie soit discutée pendant des années. Je suis sûr que, dans les conditions actuelles, l'autonomie telle que vous la présentez ne sera pas acceptée. »

Il cède la parole à Haji Moustafavi : « Bismilla Rahim... Les partis communistes se basent sur la théorie des nationalités de Staline. Les Arabes disent : voici notre point de vue. Les partis sociaux-démocrates ont leur solution. En ce qui nous concerne, les forces islamistes, la RII, il n'y a pas eu jusqu'à maintenant d'analyse du problème des nationalités. Si on arrive à amener la République islamique à se pencher sérieusement sur ce problème du point de vue théorique, ce sera une grande réussite. Dans l'islam, il y a bien sûr une tradition chez le Prophète et ses successeurs. J'espère que le régime va se pencher sur le problème, et qu'entre ce que dit la Tradition, et ce que vous revendiquez, on pourra trouver entre les deux... »

Ghassem lou reprend la parole : « Vous dites que le problème essentiel maintenant, ce n'est pas de résoudre le problème de l'autonomie, mais de régler les relations entre le parti (PDKI) et la République islamique d'Iran. Nous, nous sommes venus vous demander de résoudre le problème de l'autonomie. » Il explique que le droit à l'autodétermination peut se réaliser sous plusieurs formes : l'indépendance, un statut fédéral ou l'autonomie.

« Le problème pour nous, poursuit Ghassem lou, c'est de savoir si la RII veut vraiment résoudre le problème des nationalités en Iran. Si la RII dit oui, alors on veut savoir comment elle veut résoudre le problème. Est-ce que c'est l'indépendance, le fédéralisme ou l'autonomie ? Nous, les Kurdes, nous avons formulé la demande la plus minimale. Nous acceptons aussi le fédéralisme. Bien sûr, à mon avis, comme l'islam de l'époque avait une certaine forme de fédéralisme, ce serait mieux de prendre le fédéralisme, et de créer, par exemple, une Union des Républiques fédérales de l'Iran. Alors, si vous n'acceptez ni l'indépendance, ni le fédéralisme, ni l'autonomie, cela veut dire que vous n'acceptez pas de résoudre le problème des nationalités. »

ET de conclure : « Peut-être que demain il y aura une autre partie de l'Iran qui demandera l'autonomie. Il faut avoir le courage de régler les problèmes internes iraniens avec des principes, des lois pour tout le monde, pour les Arabes, les Beloutches, les Turcomans, les Kurdes. Si, dès aujourd'hui, on ne peut pas régler ce problème, cela deviendra une cala-

mité pour notre pays. »

Après une brève discussion, les divers interlocuteurs prennent rendez-vous pour le lendemain. Fadi Rassoul, l'intermédiaire kurde irakien, intervient pour résumer les positions des deux parties et dit : « Ou vous arrivez à des accords, et vous voulez continuer le dialogue, sans qu'il y ait la guerre. Ou, tout en continuant la guerre, vous poursuivez les négociations. Mais, c'est mieux d'arriver à un accord maintenant : l'époque est propice. Dans trois ans, ce sera peut-être différent, l'équilibre ou le déséquilibre des forces sera différent, les conditions seront différentes... »

Ce sont ses derniers mots. On entend des bruits de chaises, de tables bougées. Puis comme quatre coups étouffés - des coups de feu avec un silence ? Puis plus rien. Quand la police, alertée par des voisins appelés par Sahraroudi, lui-même blessé, entre dans l'appartement, elle découvre les cadavres des trois Kurdes...

Texte et photographie :
Chris Kutschera
Journaliste, auteur
du « Défi kurde, ou le rêve fou de l'indépendance »
(Bavard Editions)

Tension over Kurdish immigrants mounts

Ankara reacted to Italian interior minister; Italian Foreign Minister Dini to send a letter to Cem over immigrants

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

■ The tension continuing over the Kurdish immigrants seeking asylum from Italy is turning into a controversial discussion between Ankara and Rome over the "Kurdish problem." Following the announcement from Rome that Italy is likely to accept the demands of 825 Middle Eastern asylum-seekers, most of whom are northern Iraqi Kurds, the comments of the Italian Interior minister over the "persecution of Kurds in Turkey" was found to be irrelevant in Ankara. Turkey expressed its displeasure, over the remarks of the minister, to Italian officials in Ankara.

Besides, Turkish sources talking to the Turkish Daily News also said that Italian Foreign Minister Lamberto Dini will send a letter on Thursday to his Turkish colleague Ismail Cem calling for cooperating

on the "immigrants issue."

Working groups are also planned to be established between Turkey and Italy, a foreign ministry official said.

Officials will meet in the framework of the 1986 cooperation agreement between Italy and Turkey, to discuss the struggle against terrorism, organized crime and drug smuggling.

Ankara displeased over Italian minister's remarks

Ankara expressed its displeasure over the remarks of the Italian Interior Minister Giorgio Napolitano to Italian embassy officials in Ankara on Wednesday, foreign ministry sources told the TDN.

"There is no doubt that persecution [of Kurds] in Iraq and certain regions of Turkey exists, we have also decided to bring the question of the rights of the Kurdish people

before international bodies," said the Italian minister after a two-hour meeting of the parties in Italy's center-left majority government.

Napolitano said it was essential to guarantee full respect for Kurdish rights. "We will examine it case by case ... all requests for asylum ... in a positive spirit," he said. He added that it was necessary to distinguish between those who were immigrating for economic reasons and those who were being persecuted. "We have decided to adopt a positive attitude towards any asylum requests from Kurdish individuals or families," Interior Minister Napolitano said.

Some 600 of the immigrants who are being housed temporarily in hospitality centers after a Turkish-registered ship ran aground last week have so far been identified. Of these, Napolitano said that 100 are Egyptian and the remainder are Kurds from Turkey and Iraq.

Napolitano has stated that Italian officials were talking with police forces from EU countries in an attempt to crack down on the illegal immigrant traffic.

Ankara says that the current immigrant crisis is, in fact, an organized crime.

Turkey finalizes two key defense projects, Israel is among winners

January 1, 1998

Turkish Daily News



METEHAN DEMİR
Ankara- Turkish Daily News

■ Turkey's defense decision making body, the Defense Industry Executive Board, gathered on the last day of the year to finalize two defense projects — the upgrade of F-5 fighter jets and the production of the new generation of 5.56mm rifles.

Israel once more managed to become involved in one of Turkey's defense projects. The Israeli Aircraft Industries (IAI), which jointly competed with a Singapore firm, won the \$75 million Turkish bid for the upgrade of 48 F-5 aircraft. IAI is already modernizing Turkey's 54 F-4 warplanes under a \$632 million deal signed last February.

The other project, the production of 5.56mm caliber automatic infantry rifles to replace the Turkish military's decades-old 7.62mm G-3 rifles, went to a British-owned German company, Heckler & Koch. The award of this project was

made despite the fact that some reports earlier said that Germany was among the leading countries in the efforts to block Turkey's full membership of the European Union (EU).

Turkey says Germany was excluded

Defense Industry Executive Board Undersecretary Yalçın Burçak responded to a Turkish Daily News question regarding Turkey's plans to exclude some European companies as a reaction to the EU decision dashing Turkey's hopes for the full membership. Burçak said that they had worked long on this issue of whether or not to exclude Germany, and in the end decided that, since all shares of the firm of Heckler & Koch had been sold to British Aerospace two-and-a-half years ago, there was no problem as to whether it was German or not.

Sending signals to UK

Sources commented that with its decision to give the rifle replacement bid to a British-owned company, Turkey sent signals to Britain, which will take over the European Union's term presidency this year, to keep the ties warmer than other EU member countries have done in the past. Turkey thinks that Britain will act more responsibly and more within diplomatic frameworks concerning

Turkey's EU bid.

The board is made up of Prime Minister Mesut Yılmaz, the Chief of General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı and Defense Minister İsmet Sezgin.

Before the board's meeting, following the EU's decision to exclude Turkey from the Union, attentions have been focused on Yılmaz's decision on the future of the modernization of Turkey's 48 Northrop-made F-5s, and whether French Sagem or a joint Israeli-Singapore proposal will win the tender. Through the Dec. 31, decision, Yılmaz has put aside ties and his earlier efforts on behalf of France and has chosen Israel.

During the board's previous meeting, held in mid October, the joint Israeli-Singaporean \$80 million proposal to upgrade the Turkish F-5 warplanes reportedly almost won the tender. However, Yılmaz reacted strongly to the result, saying that the French firm, Sagem S.A.'s \$100 million proposal should be reevaluated because Turkey should give top priority to France, which has earnestly been supporting Turkey in its efforts to become an EU member, despite obstacles set in the way by some other EU member countries.

According to the F-5 upgrade plan, the structural part of the modernization of the F-5s will be carried out by the Eskişehir Supply and Maintenance Center (1HİBM), while

the avionic and structural changes will be provided from Israeli Aircraft Industries. The upgraded F-5s will be used as transitional training planes for the F-16s.

The 5.56mm rifles

The board's other important decision was to replace the 7.62mm G-3 rifles in the Turkish Armed Forces' inventory with new 5.56mm caliber automatic rifles and ammunition which are planned to be produced at the Machinery and Chemical Industry (MKEK) facilities under foreign licence. In the first stage, Turkey is to allocate \$18 million to set up rifle production lines at MKEK.

French Giat, Israeli IMI-Galil, German Heckler & Koch, and Belgian Herstal were the four foreign firms competing for the tender for the 5.56 rifles. In addition, the board also approved the purchase of some ammunition.

Turkey plans to spend \$150 billion to modernize and properly equip the Turkish Armed Forces over the next 25 years.

A new Russian player in Turkey's chopper bid

Meanwhile, the deadline for the competing firms for Turkey's \$3.5 billion attack helicopter bid to build 145 attack helicopters ended on Dec. 31.

As an unexpected development, a Russian company, Kamov has decid-



ed to join Turkey's attack helicopter competition with its KA-50 and 52 model helicopters. Turkey has decided to allow extra time to the company to present its proposal. Kamov is expected to present its proposal in January.

The United Technologies Corp's

Sikorsky Aircraft Corp. which has been planning to compete with its Comanche, a joint model with Boeing, has decided to withdraw from the tender.

Boeing which newly merged with McDonnell Douglas will be competing with the McDonnell Douglas

made Apache.

The bidders are McDonnell Douglas' Long Bow Apache, Bell- Textron Inc's King Cobra, Augusta's A-129 International Mangusta, Russia's Rostvertol's Mi-24 and Mi-28s and Eurocopter's Tiger.

L'exode se poursuit

Des centaines de clandestins à la dérive

Un navire sans capitaine ni équipage, avec à son bord des Kurdes, des Sri Lankais et des Iraniens, a été intercepté hier au large des côtes italiennes.

Un navire à la dérive, sans capitaine ni équipage, a été intercepté hier au large du cap d'Otrante, au sud de l'Italie, avec à son bord 386 immigrants clandestins. Selon la capitainerie, au nombre des passagers se trouvent 217 Kurdes, 12 Iraniens et une centaine de Sri Lankais.

Cerné par plusieurs vedettes et des hélicoptères, le bateau, le Cometa, a été immobilisé hier après-midi à 500 mètres de la côte. Ces candidats à l'immigration clandestine, dont 267 hommes, 46 femmes et 73 enfants, ont été ensuite dirigés sur des centres d'hébergement provisoire. Une dizaine d'entre eux, dans un état fébrile, ont été hospitalisés.

La presse turque avait annoncé que deux navires, transportant un total d'environ 2 000 personnes, notamment d'origine kurde, étaient sur le point

de rejoindre les côtes grecques ou italiennes.

Samedi dernier, un navire turc, l'Ararat, s'était échoué en pleine tempête sur les côtes de Calabre. Il avait à son bord 825 immigrants, pour la plupart kurdes, qui s'apprétaient à franchir illégalement les frontières de l'Europe de Schengen.

Depuis que les portes de l'Europe se sont fermées pour eux, à la fin des années 70, des dizaines de milliers de Turcs et de Kurdes essaient par tous les moyens de franchir illégalement les frontières pour trouver un emploi en Occident. Les polices européennes ont noté une recrudescence du phénomène depuis plusieurs mois. Au cours des dix premiers mois de 1997, plus de 4 000 clandestins kurdes irakiens ont été interceptés sur le seul territoire français.

Laxisme

Dans son message de nouvel an, le président italien Oscar Luigi Scalfaro avait souligné que son pays offrirait sa protection aux immigrants qui fuient les persécutions ; « S'ils viennent ici parce qu'ils vivent dans la persécution, alors les portes doivent leur être grandes ouvertes », a-t-il déclaré en invitant l'Union européenne à maintenir le dialogue avec Ankara qui a été exclu de la liste des candidats, notamment en raison des violations des droits de l'homme au Kurdistan.

Les passagers du Cometa devraient connaître le même sort que leurs prédécesseurs : une fois identifiés par la police italienne, ils recevront, conformément à la loi sur l'immigration de 1992, un « avis d'expulsion » leur ordonnant de quitter le territoire sous quinze jours.

Un laps de temps suffisant pour disparaître sans laisser de traces.

L'adhésion en octobre de l'Italie à l'espace Schengen aurait dû s'accompagner d'une nouvelle loi sur l'immigration mettant un terme à ces pratiques, notamment en instaurant des centres de rétention. Mais le texte gouvernemental est encore en discussion au Parlement. En attendant, le ministre de l'Intérieur, Giorgio Napolitano, préfère appeler à une « initiative internationale pour pacifier la région du Kurdistan » et pour que « les droits des peuples soient reconnus ».

Si l'Italie semble bien laxiste, c'est qu'elle n'est qu'une terre de passage. La plupart des Kurdes qui débarquent en Italie ne déposent pas de demande d'asile politique, par peur de refus ou par désir de quitter au plus vite ce pays pour l'Allemagne et les pays scandinaves.

Florence COMPAIN
(avec AFP/Reuter)

vendredi 2 janvier 1998, 15h42 heure de Paris

L'exode des Kurdes ne devrait pas se tarir de sitôt, selon leurs responsables Par Henri MAMARBACHI

PARIS, 2 jan (AFP) - Plus de 10.000 Kurdes fuyant le sud-est de la Turquie et le nord de l'Irak ont clandestinement émigré vers les pays européens en 1997 et ce mouvement d'exode ne devrait pas se tarir de sitôt, selon des responsables de la communauté kurde à Paris.

"Depuis le début de 1997, plus de 10.000 Kurdes venant essentiellement de Turquie, mais aussi du nord de l'Irak, ont émigré dans les pays d'Europe", a indiqué vendredi à l'AFP un responsable du Centre d'informations du Kurdistan à Paris.

Actuellement, la diaspora kurde compte "un million de personnes dans les pays européens, la plupart se trouvant en Allemagne où ils seraient quelque 700.000 dont 500.000 venant de Turquie (où la communauté kurde est la plus importante des pays de la région qui forment le Kurdistan comprenant

aussi l'Irak, l'Iran et la Syrie), selon ce responsable.

"La France est la deuxième destination des Kurdes, et la troisième les pays scandinaves. La Russie quant à elle compte 500.000 ressortissants kurdes, mais ce pays ne constitue pas aujourd'hui une terre d'asile", a-t-il ajouté.

"Quelque 120.000 Kurdes se trouvent actuellement sur le territoire français. Sur ce chiffre, a-t-il poursuivi, quatre-vingt dix mille se sont signalé d'une façon ou d'une autre aux autorités, et une majorité d'entre eux disposent d'un statut de réfugié. Une dizaine de milliers sur ces 90.000 sont des Irakiens" fuyant la situation dans le nord du pays.

En ce qui concerne la France, ces chiffres ne sont pas jugés "aberrants" par les autorités qui considèrent néanmoins que la difficulté vient du fait que les recensements portent sur la nationalité et non sur l'ethnie des étrangers.

Les responsables kurdes interrogés mettent tous en cause la politique du gouvernement turc qui utilise, selon eux, le problème kurde afin de régler son contentieux avec l'Union européenne qui tarde à lui ouvrir ses portes.

"C'est une politique de chantage. Le gouvernement turc les envoie parce que l'Union européenne refuse de s'élargir à la Turquie", estime un des responsables du Centre d'informations sur le Kurdistan.

Selon ce responsable qui a requis l'anonymat, la situation est loin d'être stabilisée: "5.000 Kurdes attendent actuellement à Istanbul de partir vers l'Europe", affirme-t-il alors que selon la presse turque, 2.000 immigrés, notamment kurdes, sont sur le point d'atteindre les côtes grecques ou italiennes.

L'exode des Kurdes vers l'Europe a pris un caractère dramatique au cours des dernières semaines. Un bateau avec à son bord au moins 225 clandestins kurdes est arrivé jeudi en Italie, moins d'une semaine après l'arrivée d'un cargo chargé de 831 réfugiés, en majorité Kurdes de Turquie et d'Irak.

A Paris, le ministère des Affaires étrangères a affirmé que "des discussions ont lieu entre les principaux Etats membres concernés" s'agissant du contrôle des frontières extérieures et intérieures de l'Union européenne et de l'espace Schengen.

Cette question sera d'ailleurs examinée au cours de la visite qu'effectuera à Ankara le chef de la diplomatie française Hubert Védrine au milieu de la semaine prochaine.

S'agissant de la "thèse du complot" des autorités turques, avancée par les responsables kurdes, elle n'est pas prise très au sérieux par les spécialistes français de la question kurde.

Selon eux, ce phénomène a débuté dans la zone kurde de l'Irak --même s'il a été ensuite amplifié par le conflit au sud-est de la Turquie --et ses causes sont "essentiellement socio-économiques".

Pour les Quinze, s'il s'agit avant tout d'un problème "d'immigration clandestine" (5.000 réfugiés kurdes d'Irak ont ainsi été interdits d'entrée en France en 1997), le traitement "en amont" de ce phénomène, c'est-à-dire les relations entre l'UE et la Turquie ainsi que les relations de la communauté internationale avec l'Irak reste tout aussi prioritaire.soh t

Busy '98 schedule for Turkey's courts

Sedat Bucak and Mehmet Ağar will be tried by Istanbul's State Security Court

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkey's courts are facing a difficult year in 1998 with many lengthy and high-profile cases. Important cases, attracting much public attention, such as the closure case of the Welfare Party (RP), the shutting of the casinos and the cancellation of the eight-year basic education laws, will be seen by the Supreme Court in 1998.

The verdicts for the cases of the youths who were tortured in Manisa, the students who opened banners in Parliament for free education, and the closure of the Democratic Mass Party (DKP) will be delivered in the first months of 1998, the Anatolia news agency reported.

The appeals of the People's Democracy Party (HADEP), who are accused of throwing a Turkish flag on the ground during their congress, and the Aczmendi (a Sunni sect) incidents, for which 125 Aczmendis will be tried, will be heard by the Court of Appeals.

The appeal of the Jerusalem night case, in which former Sincan Mayor Bekir Yıldız and Selam newspaper columnist Nurettin Şirin stand accused, will also be heard. In addition, Kayseri Mayor Şükrü Karatepe, who was sentenced to one year imprisonment, will have his case reexamined by the prosecutor. The Sivas incident, in which 33 people were killed in 1993, will go before the Court of Appeals for a second time. Out

of 99 suspects, 33 were sentenced to the death penalty.

Susurluk-related cases will also continue in various courts in Ankara.

Meanwhile, Sedat Bucak and Mehmet Ağar, whose parliamentary immunities were lifted, will be tried within the framework of the investigation, which was begun by Istanbul's State Security Court (DGM), and the four suspects, accused of attacking Prime Minister Mesut Yılmaz in Budapest, will be continued to be tried in Istanbul's DGM.

The Metin Göktepe murder case — one of the most well-travelled cases in Turkey — will continue in Afyon. The trial of the 11 policemen, accused of beating the Evrensel newspaper reporter to death, is expected to be completed this year. In addition, the trial of 20 policemen for the Gazi incidents, in which seven people died and five were injured, will continue in Trabzon.

In Diyarbakır's DGM, 11 suspects, including high-level bureaucrats and military officials, are being tried for drug and arms smuggling. Yüksekova Mayor Ali İhsan Zeydan is being tried for arms smuggling, and three suspects, including high-level army officials, are being tried for killing five people.

The trial of the 15 suspects, accused of being responsible for the bombing of the Marmara hotel, in which writer Onat Kutlar and archaeologist Yasemin Cebenoyan, were killed and the trial of the suspected murderers of Özdemir Sabancı, Haluk Görgün and Nilgün Hasefe, plus the trial of the members of an illegal Islamist organization, accused of killing journalist Çetin Emeç, Turan Dursun and Iranian opponent Ali Akbar Gorbani, will also be heard in Istanbul's DGMs.

Turkish Daily News

January 2, 1998

Ankara irked by Rome's growing interest in the 'Kurdish problem'

Foreign Commission of the Italian parliament defended the idea of 'an independent Kurdish state'; government rejected

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

■ Increasing Italian interest over the internationalization

of the "Kurdish problem" irks Ankara, as the "immigrants problem" between Rome and Ankara continues after the recent arrival of some 500 newcomers on

Thursday.

Italy sees the immigration problem as a consequence of the "Kurdish problem in Turkey and Iraq" and has been seeking international discussions on the issue.

Sources drew attention to the sensitivity of Italian political parties over the "Kurdish issue," which they evaluated as indirect pressure on the Italian government.

The Italian government

rejected a document by the Italian parliament's Foreign Commission, which defended the idea of an "independent Kurdish state" few weeks ago.

The Italian government is in power with the support of the Communist Party.

Italian Interior Minister Giorgio Napolitano's recent remarks on Kurdish issues irked Ankara and was protested both through the Turkish embassy in Rome and the Italian embassy in Ankara on Wednesday.

Turkish Daily News

January 2, 1998

"There is no doubt that persecution (of Kurds) in Iraq and certain regions of Turkey exists, we have also decided to bring the question of the rights of the Kurdish people before international bodies," was the statement of the Italian Interior minister.

Cooperation

Meanwhile, Turkey repeatedly expressed its readiness to cooperate with Rome on the immigrants issue. Ankara declared its willingness to accept the return of hundreds of people illegally smuggled to Italy from Turkey, Foreign Ministry officials said in a statement on Wednesday.

"Those who are identified as Turkish citizens, or foreign citizens whose last point of departure was determined as Turkey, can immediately be returned to Turkey," the statement continued.

The two countries agreed to share information over the immigrants during the visit of the Giannicola Sinisi, Italian Interior Ministry's undersecretary, to Ankara which took place on Nov. 11.

TDN was also told that during the Italian officials' talks in Ankara, Turkey was asked to accept the demands of Iraqis seeking for asylum, however, Ankara rejected this demand.

Besides, Italy asked the Schengen Commission of the European Union (EU)

to pressure Turkey on immigrant issues.

Three thousand dollars each

"The immigrants are asked to pay \$3000, each, by illegal organizations, who arrange the 'journeys.' And the final destination is not Italy, but generally Germany. Many European states, including France and Germany, are preparing for a common policy on refugees," said sources following refugee issues closely.

Italian Foreign Commission to discuss on Jan. 8

Meanwhile it was also stated that the Foreign Commission of the Italian parliament will discuss the immigrants issue and the problems, after the presentation of the reports prepared by Italian Foreign and Interior ministers. The discussion, which is expected to become a debate centered on the Kurdish issue, will be held on Jan. 8.

Presidential support for immigrants

President Oscar Luigi Scalfaro said on Wednesday Italy's arms were open to genuine refugees seeking asylum and he urged the European Union to keep talking even with states considered to have dubious records on human rights, Reuters reported. In a televised New Year's Eve address that focused at length on Italy's relations with

its European neighbors, Scalfaro spoke about the influx of illegal immigrants to Italy this year, including the arrival last weekend of 825 mainly Kurdish immigrants.

"If people come because they are living with persecution, then the doors must be wide open," Scalfaro said in his traditional year-end speech.

"But beware of certain types of policies which, in order to punish states accused of not respecting human rights, propose isolation," he said.

"I don't believe that the European Union would do well with this type of reasoning...let's never stop dialogue," he added.

Difference of views among Italian ministers

Besides, the Italian Foreign Ministry is trying to soften the firm attitude of Interior Minister Napolitano, Nilgün Cerrahoğlu of daily Milliyet wrote in her Thursday article. Cerrahoğlu quoted Piero Fassino, the undersecretary of the Italian Foreign Ministry as saying that Turkey should not be forced to solve its Kurdish question and be excluded from the EU. "The implementation of European standards in Kurdish issues is only possible by binding Turkey to Europe, do not forget that," Piero Fassino was reported as saying in Cerrahoğlu's article.

Iran Missiles Mire U.S. in A Debate on Sanctions

By Barton Gellman
Washington Post Service

WASHINGTON — Twice on consecutive days in December, once very much in public and once in a jolt of classified intelligence, news from Iran intruded on a deadlocked Clinton administration debate.

First came the unexpected overture of President Mohammed Khatami at the Organization of the Islamic Conference on Dec. 14. In a striking departure from the dominant rhetoric of 18 years, he

NEWS ANALYSIS

called for "thoughtful dialogue" with "the great people and nation of America." Still more intriguing to U.S. officials was Mr. Khatami's talk of "détente in diplomatic policy" toward the U.S. government.

On Dec. 15, as the first analyses of Mr. Khatami's remarks were under way, a second and less pleasant surprise reached

officials with the right security clearances. Satellite reconnaissance of the Shahid Hemat Industrial Group research facility, not far south of Tehran, had picked up the heat signature of an engine test for a new generation of Iranian ballistic missiles, each capable of carrying a 2,200-pound (1 metric ton) warhead more than 800 miles (1,300 kilometers).

The test — the sixth or eighth this year, according to rival interpretations of available intelligence — marked another advance for a liquid-fueled intermediate-range missile that would enable Iran for the first time to strike Israel, all of the Gulf emirates, most of Saudi Arabia and Turkey with warheads that could contain chemical or biological agents.

The Central Intelligence Agency and Defense Intelligence Agency differ in their projected dates for an operational missile — the CIA predicts a first test flight next year, the DIA in 1999 — but government analysts generally agree that it is the gravest short-term menace to U.S. troops and allies in the Middle East.

The juxtaposition of charm and threat has added intensity to an unfinished administration debate on how to influence Iranian behavior. Though largely united on a broad strategy of pressure against Iran, President Bill Clinton's senior foreign policy advisers are riven by differences on the question that faces them most insistently: whether and how to impose economic penalties against foreign companies that do prohibited forms of business with Tehran. The outcome of the debate will affect more than relations with Iran or even the Middle East. The

administration is keenly aware that differences over Iran have brought it near the brink of confrontation with Russia and with some of its closest European allies, and involve stakes that include the development of Caspian Sea oil reserves.

With a few exceptions, the administration's Iran specialists are convinced that Mr. Khatami's press conference was part of a significant struggle between Iran's recently elected president and the country's ruling clerics. "The momentum and weight appear to be with the new crowd," an official said.

But the changes observed thus far are strictly domestic, and American concerns stem chiefly from Iran's support of terrorism and its development of weapons of mass destruction.

For that reason, there is little argument within the administration for a fundamentally new approach to Iran. In recent cabinet- and subcabinet-level meetings, an argument on whether the time has come to look beyond "containment" of Iran appears to have made few inroads. In a sign of caution, the administration has not ordered a National Intelligence Estimate on Iran's domestic politics since 1996, well before Mr. Khatami's election in May, and none on Iran's military since 1995, before the scale of the missile program became known. Though undertaken less often in recent years, a National Intelligence Estimate commonly precedes a major policy shift.

"So far they're acting rhetorically, and we're responding rhetorically," said a top foreign policy official, referring to

Mr. Clinton's statement that he was "encouraged" by Mr. Khatami's remarks. "In the meantime, we think it's important to maintain the current policy of military pressure, economic pressure and opposition to their acquisition of weapons of mass destruction."

Sanctions have been central to U.S. policy on Iran since the Islamic revolution in 1979. But two laws passed in the 1990s, each mandating penalties against foreign companies that cross certain lines, have brought the policy to a crossroads.

Russia is at the heart of the multiple dilemmas facing Washington. U.S. intelligence assessments, supported by data from Israel, have concluded that Russian contractors and universities are giving critical assistance to Iran in leaping the technical hurdles to develop a missile that can leave and re-enter the atmosphere. Furthermore, the Russian monopoly, Gazprom, has partnered with the French firm Total and Malaysia's state-owned Petronas in a \$2 billion deal to develop Iran's South Pars natural gas field.

Those transactions appear to fall afoul of two U.S. sanctions laws. Last year's Iran-Libya sanctions act penalizes any foreign company investing more than \$20 million in Iranian oil or gas projects. A second law bans from U.S. aerospace contracts any foreign company supplying Iran prohibited missile components. But imposing sanctions carries a heavy cost.

Sanctions against Gazprom conflict with U.S. efforts to cultivate Prime Minister Victor Chernomyrdin, a former director of the energy concern. And banning Russian missile exporters from U.S. aerospace work could be a fatal blow to the strategy of drawing Russian rocket scientists into joint projects — from the Mir space station to civilian aerospace work — as a substitute for temptations to sell their expertise on

a large scale to unfriendly regimes. "It's a very complicated problem, frankly the most complicated I've come across," a senior State Department official said. "There are real conflicting issues for the United States, between pursuing our policy of economic pressure on Iran and avoiding a train wreck in our relations with our European allies and Russia. It's a challenge to reconcile those two, and where you stand depends on where you sit."

Because the stakes in Russia are so high, and because the administration's heavyweight Russianists — led by Deputy Secretary of State Strobe Talbott and Undersecretary Thomas Pickering — are against the missile sanctions, the major argument is over the U.S. response to the South Pars gas field deal.

Policymakers who focus most closely on the Middle East, led by Martin Indyk, assistant secretary of state for Near Eastern affairs, and Bruce Reidel, senior director of the National Security Council staff, are described by participants in the debate as pushing strongly for sanctions against Total. Between now and next summer, these officials maintain, Iran is due to tender for \$5 billion more in oil development projects. Before September's announcement of the South Pars deal, moreover, U.S. officials warned Total about the sanctions and the U.S. ambassador to France, Felix Rohatyn, pleaded with Foreign Minister Hubert Vedrine to halt the contract. If the administration fails to carry out its threats, some officials warn, a massive infusion of capital to Iran will be unstoppable.

An ally of that view is Leon Fuerth, Vice President Al Gore's national security adviser, who is leading a U.S. effort to guide development of Caspian Sea oil and gas, the world's largest untapped reserves. To protect the autonomy of

former Soviet republics in Central Asia, the United States has encouraged them to build new pipelines south as substitutes for the old oil and gas routes through Russia. But the administration does not want them to use the most direct and economical route, through Iran. Oil companies are balking at the higher costs of bypassing Iran, and U.S. government analysts fear the plan is doomed if Iran is permitted to develop normal ties with Western energy industries.

Leading the fight against sanctions is Stuart Eizenstat, undersecretary of state for economic affairs, with backing from Mr. Pickering and Mr. Talbott. A former U.S. ambassador to the European Union, Mr. Eizenstat has argued in cabinet-level debates, most recently on Dec. 5, that the United States will be without allies if it retaliates against Total.

According to U.S. and foreign diplomats, the Europeans have threatened what amounts to an escalating trade war if the United States tries to impose its law on a global scale. The official EU position is that U.S. retaliation would be "illegal and unacceptable."

Mr. Eizenstat and his allies, officials said, are pushing for a waiver of sanctions on the grounds that France and Russia are taking new "substantial measures" to restrict sensitive technology or preferential economic treatment for Iran. But it is far from clear that negotiations with Paris and Moscow are producing any such results.

The Russian case is the most troubling because Russian firms have helped Iran make leaps it could not otherwise have achieved. When Iran test-fired its missile engine last month, for example, according to officials with access to intelligence, it used monitoring equipment supplied by NPO Trud, the firm behind a generation of Soviet strategic rocket motors.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 2, 1998

Turkish Judge Permits Trial Of Key Figures In Big Scandal

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Two leading figures in Turkey's biggest modern political scandal may be tried for crimes they say they committed on behalf of the state, a senior judge has ruled.

Both men are members of Parliament and after it voted to lift their immunity from prosecution last month, they appealed to the Constitutional Court.

"The requests of Sedat Bucak and Mehmet Agar are rejected," the court's chief judge, Yekta Gungor Ozden, said Wednesday. He said the two men could be prosecuted for "forming organizations with the aim of committing crimes."

The men were named in a report issued this year by a parliamentary commission investigating charges that successive Turkish governments have used death squads against Kurdish nationalists and other perceived enemies. Neither has denied involvement in what they describe as anti-terrorist work, but both have insisted that whatever they did was authorized by high-ranking officials.

According to the parliamentary report, leaders of "state gangs" were allowed to smuggle heroin and commit other lucrative crimes as payment for their work.

The scandal erupted after a car crash in November 1996 near the Anatolian town of Susurluk. Mr. Bucak, who heads a pro-government Kurdish militia

in war-torn southeastern Turkey, was the sole survivor. Two of the victims, both of whom were traveling in the same car with Mr. Bucak, were a senior police official and a convicted heroin smuggler wanted by Interpol and the Turkish police.

Questions about what the three men were doing together led to a series of disclosures and charges that have grown into a scandal that some believe could shake the foundations of the Turkish state. Senior military officers and others, however, have refused to cooperate with investigations and have urged that the matter not be investigated because it could damage vital state interests.

A public opinion survey taken this year under the auspices of a member of Parliament found that while two-thirds of Turks believe "a politics-mafia-police triangle really exists," only 20 percent believe that those involved will be punished.

Les Yezidis d'Arménie veulent un nouvel alphabet

Le "Présidium de l'Union nationale Yezid d'Arménie" veut promouvoir la création d'un nouvel alphabet qui serait mieux adapté aux exigences phonétiques et aux nuances dialectales de la langue parlée par ce peuple qui se distingue des autres Kurdes par sa confession, syncrétisme islamo-chrétien marqué de paganisme zoroastrien. Le responsable de cette association dédiée à la défense de l'identité yezidie, Aziz Tamoyan, a précisé que cet alphabet était un outil indispensable à la compréhension entre les communautés yezidies disséminées dans différents pays. Les Yezidis seraient au nombre de trois millions dans le monde, selon M. Tamoyan, qui conteste vivement le chiffre de 150 000 donné par l'Encyclopédie arménienne; la plus importante communauté se trouverait en Irak (environ un million); la Russie vient ensuite, avec 200 000 membres, puis la



Un campement d'été de bergers yezidis sur les pentes de l'Arakadz.

Photo : Garo Ulubeyan

Les hauteurs enneigées de l'Arakadz, de riches pâturages pour les Kurdes Yezidis.

Photo : Garo Ulubeyan

Turquie (50 000), l'Allemagne, la Géorgie (30 000). L'Arménie ne compte que 25 000 Yezidis, qui revendiquent avec force leur spécificité par rapport aux Kurdes, au grand dam souvent de ces derniers. Mais M. Tamoyan estime que paradoxalement, l'Arménie est le seul pays qui ait permis un développement de la culture yezidie; c'est là que celle-ci s'est dotée d'un alphabet, qui permet aux Yezidis de lire dans leur propre langue, une possibilité qui leur est refusée dans les pays où ils sont en plus grand nombre, et souvent en butte à des persécutions; les enfants yezidis d'Arménie peuvent apprendre leur langue dans une dizaine d'écoles, phénomène là encore unique au monde. Le seul journal en langue yezidie dans le monde paraît en Arménie, où les Yezidis disposent également d'un programme radio.

L'Irak n'en reste pas moins la terre d'origine, sans doute mythique, d'où auraient essaimé les Yezidis. C'est dans les gorges de Lalish-Avan, près de Sinjara, au nord de l'Irak que reposent les patriarches yezidis. Persécutés pour des raisons religieuses en Irak et en Turquie, les Yezidis ont trouvé refuge en Arménie au début du siècle. Comme les autres communautés, les Yezidis ont toutefois pris le chemin de l'exil au cours des huit dernières années en raison des difficultés économiques, leur nombre s'étant réduit de moitié. M. Tamoyan compte sur ce nouvel alphabet pour dynamiser la communauté yezidie, en resserrant notamment les liens avec les communautés vivant dans d'autres pays. Encore faut-il que cette initiative soit reconnue par les autres Yezidis, alors qu'elle apparaît comme une nouvelle tentative visant à les éloigner des Kurdes.

Des milliers de réfugiés débarquent sur les côtes italiennes

Le mirage européen des clandestins kurdes



Ils fuient l'Irak et la Turquie en quête d'eldorado. Mais ils remplissent surtout les caisses de la mafia...

Un nouveau bateau transportant plusieurs centaines d'immigrants kurdes a quitté hier matin Istanbul et se trouve en mer Egée, a annoncé à Rome un représentant du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK). La destination finale de ce bateau, qui transporterait 300 réfugiés, n'est pas connue. Selon l'ERNK, deux autres bateaux ont quitté la Turquie, il y a deux jours, avec environ un millier de Kurdes à bord. Les destinations finales de ces bateaux ne sont pas plus connues. Deux bateaux, transportant respectivement 831 et 386 immigrants clandestins, sont arrivés au cours de la semaine passée, dans le sud de l'Italie. En novembre, l'ERNK avait averti, à Rome, qu'un « exode biblique » de Kurdes était en train de se préparer, et qu'au moins 20 000 étaient prêts à partir. (AFP.)

Depuis l'été dernier, plus de trois mille Kurdes ont débarqué clandestinement sur les côtes italiennes. Mais le nombre de ces réfugiés ou de ces proscrits pourrait se chiffrer à plusieurs dizaines de milliers. Un exode massif qui ne trouble guère l'Irak, gêne la Turquie, désoriente l'Italie et inquiète chaque jour davantage l'Union européenne...

Les naufragés kurdes arrivent surtout d'Irak (où ils sont 4 millions) et de Turquie (où ils avoisinent les 12 millions). Ils fuient, dans un cas, la « zone autonome » instaurée après la guerre du Golfe. Une zone où les bandes rivales de Massoud Barzani et Jalal Talabani se livrent une guerre sans merci. Ils souhaitent

échapper, dans l'autre cas, aux affrontements sanglants entre le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) et les forces de sécurité turques dans l'Est anatolien.

Le régime de Saddam Hussein n'a pas son mot à dire dans la « zone autonome ». Mais pour combien de temps ? Faute d'un Kurdistan souverain regroupant les Kurdes d'Irak, de Turquie, d'Iran, voire de Syrie ou du Caucase (la Communauté internationale n'en veut pas), la région risque de retomber un jour sous le joug de Bagdad. Pour l'heure, les autorités irakiennes se gardent bien de tout commentaire et comptent les coups en silence.

Réactions inquiètes

Le gouvernement d'Ankara est plus embarrassé. Car le traitement du problème kurde en Turquie est l'une des raisons qui ont poussé les Quinze, le mois dernier à Luxembourg, à lui refuser un statut comparable aux autres pays candidats à l'Union européenne. Les cargos de naufragés qui échouent sur les côtes de Calabre ou des Pouilles ne rehaussent pas l'image du régime turc.

Un diplomate italien, cité par l'Agence France Presse, estime ainsi que la crainte du gouvernement d'Ankara est de devoir affronter une « internationalisation » de la question kurde, avec l'accent mis sur le respect des droits de l'homme et la menace de maintenir « la Turquie éloignée de l'Union européenne ».

L'Italie, elle, est partagée entre plusieurs attitudes possibles. D'abord, par souci humanitaire, elle ne peut pas rejeter tous les clandestins à la mer. Ensuite, par esprit civique, elle se doit d'étudier tous les cas où l'octroi de l'asile politique s'impose. Enfin, par solidarité avec ses partenaires européens, il lui faut respecter la convention de

Schengen et mettre en ordre sa législation sur l'immigration.

L'Italie est entrée officiellement dans l'espace Schengen le 26 octobre dernier. Passé une brève période transitoire, ses frontières internes avec ses deux voisins immédiats que sont l'Autriche et la France devront être totalement abolies à compter du 1^{er} avril 1998. A

condition que, d'ici là, elle ait démontré sa capacité à renforcer les contrôles à ses frontières extérieures, autrement dit maritimes...

Au sein de l'Union européenne (où les procédures de droit d'asile sont loin d'être harmonisées), les réactions à Bonn et à Vienne sont les plus inquiètes. Les Autrichiens ont réintroduit depuis trois jours les contrôles frontaliers avec l'Italie. En Allemagne, le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, a appelé le gouvernement de Romano Prodi à plus de vigilance.

Mais comment endiguer un flot de réfugiés aussi dense ? Selon Amnesty International, les pays européens sont tentés de renvoyer les demandeurs d'asile vers des pays dits « sûrs ». Or, l'organisation redoute que leurs demandes ne

« solent examinées nulle part au fond » et constate avec méfiance que certains États membres « vont jusqu'à anticiper la négociation d'un accord de réadmission avec la Turquie » ou même « prévoir un renvoi dans le nord de l'Irak ».

Côté français, on rappelle que des « discussions ont lieu entre les principaux pays concernés » par le bon fonctionnement de l'espace Schengen. Les 4 et 5 décembre der-

niers, les ministres européens de l'Intérieur et de la Justice se sont ainsi réunis pour convenir d'un « programme d'action » lié à l'afflux des clandestins.

Plus récemment encore, le mardi 30 décembre, le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement s'est entretenu avec son homologue transalpin Giorgio Napolitano du même problème. Et, selon le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Yves Doutriaux, une opération conjointe a permis « le déman-

tèlement d'une filière d'immigration clandestine kurde vers l'Europe ».

Qui dit filière, dit mafia. L'« honorable société » joue un rôle central dans le trafic des réfugiés kurdes. Ceux-ci, après avoir accosté en Italie ou en Grèce (Athènes parle de 12 000 clandestins en 1996), se dirigent ensuite vers l'Allemagne, les Pays-Bas ou la France.

La mafia turque et la N'drangheta calabraise se par-

tagent, dit-on, ce marché lucratif. Il faut payer, et payer cher. C'est pourquoi les candidats à l'exode sont, en général, des médecins, des professeurs ou des ingénieurs. Bref l'élite d'un peuple en détresse...

Baudouin BOLLAERT



Un bateau transportant 386 clandestins, pour l'essentiel kurdes, remorqué par des gardes-côtes italiens vers le port d'Otrante, le 1^{er} janvier. (Photo Caricato Ansa/Reuter)

Sujet tabou pour la Turquie

Ankara redoute une « internationalisation » de la question kurde.

ISTANBUL :
Éric BIEGALA

Ce n'est pas l'immigration des Kurdes vers l'Europe qui inquiète aujourd'hui Ankara, mais plutôt « l'intérêt croissant des Italiens pour le problème kurde », affirmait hier le quotidien *Turkish Daily News*.

Aux prises avec la guérilla du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste) depuis plus de treize ans dans le sud-est du pays, les autorités turques volent d'un très mauvais œil se succéder les prises de position italiennes en faveur

d'une « initiative internationale pour pacifier la région du Kurdistan ». A Ankara, on remarque que la commission des affaires étrangères du parlement italien défendait encore, il y a quelques semaines, un document – rejeté par le gouvernement – soutenant l'idée d'un « État kurde indépendant ».

De même, la proposition du président italien d'accorder le droit d'asile aux « personnes persécutées » agace les autorités turques. Ismail Cem, le chef de la diplomatie turque, a lancé une mise en garde : « Si les pays européens accordent l'asile politique à ceux qui émigrent pour des raisons écono-

miques, ils encouragent d'autres clandestins sur la même voie. » Pour les Turcs, la question kurde n'a rien de politique ; il s'agit au mieux d'un problème de sous-développement mis à profit par les « terroristes » du PKK.

27 000 morts

Reste qu'en treize ans de combats dans le sud-est anatolien, environ 3 000 villages kurdes ont été rayés de la carte. Le conflit a fait quelque 27 000 morts et plus d'un million de personnes déplacées. De plus, les récentes opérations de l'armée turque dans le nord de l'Irak, destinées à réduire

les bases arrière du PKK, n'ont rien fait pour arranger les choses dans une région déjà aux prises avec la lutte opposant deux factions kurdes rivales.

Rejetée de la liste des candidates à l'intégration européenne, la Turquie a annoncé à la mi-décembre la rupture de ses relations politiques avec l'UE. Il y a donc fort à parier qu'elle refusera toute discussion sur la question kurde. En Turquie, le sujet reste tabou. Quelques dizaines de journalistes ou de juristes crouillent actuellement en prison pour l'avoir oublié.

E. B.

A Patrasso nel campo dei disperati

Centinaia di curdi attendono di salpare dal porto greco. Altre tre navi in arrivo



LE TAPPE DELLA VIA CRUCIS

Qui a fianco, curdi dell'Irak al confine con la Turchia: sono in fuga da Saddam Hussein e dalla guerra. Dalle coste turche e greche cercheranno di partire verso l'Italia. A sinistra, la nave «Cometa» vicino alle coste italiane con il suo carico di 386 clandestini



I NUOVI ARRIVI

• A Patrasso, in Grecia, c'è un campo profughi: i curdi vi sostano in attesa di partire per l'Italia o per l'Albania

• Secondo fonti curde un'altra nave con 300 profughi è salpata dal porto di Istanbul. Altre due navi cariche di clandestini, sono già partite da Istanbul e Cannakale: potrebbero arrivare tra un paio di giorni

DAL NOSTRO INVIATO

PATRASSO — «Taliano! Taliano! Vieni qui. Ripeti quello che hai detto. Ci volete dare l'asilo politico? Ma sei sicuro? Solo a chi arriva a Otranto o a tutti quanti? E quando scade l'offerta? Guarda queste botte sulla caviglia. E guarda questa mano fasciata. Sono stati i carabinieri di Brindisi, tre settimane fa. Era il mio quarto tentativo e, come le altre volte, mi hanno ributtato indietro, qui in Grecia, usando le maniere forti. Perché ora dovrebbero aver cambiato idea, quei carabinieri? Taliano, ascoltami. In Irak facevo il giornalista anch'io. Da collega a collega, dimmi: questa storia dell'asilo è un trucco?».

Nella stazione abbandonata di Patrasso, in mezzo ai vagoni ferroviari trasformati in baracche da terremotati della Storia, Jumal Ahmed e gli altri 350 curdi non ci vogliono credere. Da due mesi fanno anticamera in questo buco fetido rubato al por-

to, con qualche tenda canadese ma niente bagni, niente cucine, niente riscaldamento. Sono 350 curdi dell'Irak, fuggiti da Saddam Hussein: gente che ha fatto la guerriglia sopravvivendo ai bombardamenti chimici, al freddo delle montagne, alle incursioni dell'esercito turco. Molti altri ce l'hanno

REPORTAGE

DA DOVE PARTONO I PROFUGHI

già fatta e sono in Italia. Chi è ancora qui ci prova, notte dopo notte. Alla spicciolata perché il governo greco non autorizza l'affitto di navi intere.

Jumal Ahmed parla un po' di inglese e i suoi amici, tutti con i mustacchi e le mani callose, gli picchiano sulla spalla per costringerlo a tradurre ancora allo straniero la domanda che tutti stanno urlando: «Ma se andiamo in Italia, non ci rimandano indietro? Davvero ci autorizzano a restare?».

Il campo-profughi di Patrasso, 20 ore di traghetto da Ancona e da Brindisi, è illegale come i disperati che lo abitano. Una delle tante tappe di avvicina-

mento di questa silenziosa via crucis, che sta trasportando verso il cuore dell'Europa centinaia di migliaia di curdi della Turchia e dell'Irak. Chi è arrivato fin qui ha alle spalle avventure di ogni tipo e migliaia di dollari pagati ai mediatori. Per loro, ormai, l'Italia è vicina. Basta una notte infilati nel Tir caricato a bordo di un traghetto — e altri 500-700 dollari pagati a una «mafia» curda vicina al partito Pdk del leader (ora filo-Saddam) Massud Barzani — per mettersi alla fame alle spalle.

La Grecia non ha scelto: per ragioni politiche (l'antica rivalità con la Turchia) e logistiche (le frontiere sono troppo permeabili per fermare l'esodo), si è rassegnata a fare da piattaforma di lancio della grande fuga dei clandestini curdi. Il rappresentante in Italia del Fronte di liberazione curdo, Ahmet Yaman, ha annunciato ieri che altre tre navi sono in questo momento in navigazione, decise a raggiungere le coste italiane appena i timonieri

del racket lo ritengono opportuno. Due carrette sarebbero partite prima di Capodanno da Istanbul e Cannakale. Una terza nave, salpata ieri, sta attraversando l'Egeo. In totale oltre un migliaio di profughi in arrivo, per adesso ancora in oscillazione tra Grecia, Albania e Puglia, ma decisi a tutto pur di arrivare in quella che i profughi accampati nel fango di Patrasso chiamano «la vera Europa». Cioè la Germania, la Scandinavia, il Belgio. L'Europa dove i curdi possono trovare posti di lavoro, alloggi presso amici e parenti, organizzazioni politiche ansiose di reclutarli.

Per questo itinerario, la scelta di Patrasso sembra ovvia: è un porto importante per l'Adriatico, che di sera si riempie di camion arrivati da tutti i Balcani. L'ideale per sbarcare in Italia senza dover passare

sotto le forche caudine della malavita albanese. «All'inizio i curdi erano poche decine. Poi centi-

naia. La gente li ha sfamati di nascosto. Per i greci il curdo è un fratello perché è perseguitato dagli odiati turchi», racconta Ali, l'uomo che qui rappresenta il disciplinatissimo partito marxista Pkk, «bestia nera» del governo di Ankara.

Quella dei curdi è una diaspora divisa dalle ideologie, dagli interessi economici, e anche dalle vie di fuga. Chi parte dalla Turchia, viene spesso «accompagnato» sulle carrette dei mari dalla polizia turca, che chiude volentieri un occhio. Chi viene dall'Irak, attraversa l'Egeo in barche più piccole. Oppure cammina di notte sui sentieri di montagna. E poi finisce per convergere su Patrasso, tra le tende e i vagoni ferroviari dietro la dogana marittima. Vigili, doganieri e poliziotti greci fanno finta di non vedere. «Tanto, sanno che chi arriva qui, nel giro di qualche settimana riesce ad andarsene. Qui i curdi sono solo di passaggio», dice Ali, che fino a poco tempo fa insegnava Shakespeare all'università di Arbil, nel Kurdistan iracheno. Tra i vagoni ferroviari di Patrasso, intanto,

corrono i soldi. Prima che faccia buio i capibanda passano a riscuotere l'obolo di chi vuole partire questa notte. Banconote da cento marchi e da cento dollari escono dalle cinture e dai sacchi a pelo. Nei parcheggi, i camionisti fingono di non sapere che la mafia curda e greca apre i rimorchi e fa entrare la propria merce umana. Mentre avvengono le contrattazioni, un ragazzo alto e forte come un atleta si mette a urlare. Gli altri cercano di calmarlo. E lui

disobbedisce. «Giornalista, guarda bene perché sono qui», grida. E, circondato dai volti torvi dei suoi amici, si toglie la camicia per mostrare una lunga fila di cicatrici circolari. E poi si alza i pantaloni sopra il polpaccio: altri rosari di vecchie ferite, lasciati in ricordo dagli aguzzini di Saddam Hussein. «Mi hanno messo in galera e torturato. Poi sono riuscito a scappare», dice Ahmed Mohamed, 27 anni che sembrano il doppio.

Poi lo fanno tacere. I profughi sono organizzati militarmente e i peones non sono autorizzati a parlare. Arriva uno dei capi, con un inglese forbito. Lui questa notte non parte, ma si sente in dovere di ringraziare lo stesso l'Italia, a modo suo: «Desidero esprimere la mia riconoscenza al governo italiano — annuncia solenne — e, in particolare, a quel leader di partito legato ai compagni di Mosca. Come si chiama? Ah sì, D'Alema. Mi hanno

detto che, se riusciamo a scappare dal fascismo di Saddam e della Turchia, è soprattutto merito suo».

Riccardo Orizio

Corriere della Sera

SABATO 3 GENNAIO 1998

CRESCE LA POLEMICA CON ANKARA

La Turchia: «Così favorite gli sbarchi». Dini: «Rispettate i diritti umani»

La Turchia alza i toni della polemica e (indirettamente) mette l'Italia sotto accusa, suscitando una replica diplomatica — ma secca — dal ministro degli Esteri Lamberto Dini. Ieri il governo di Ankara ha ammonito i Paesi europei a non concedere lo status di rifugiato politico agli immigrati clandestini turchi, sottolineando che «ciò incoraggia l'emigrazione». In un comunicato del ministero degli Esteri inoltre è stato sottolineato che gli immigrati clandestini di nazionalità turca e straniera, partiti da Istanbul, possono essere rinviiati al mittente. «Il riconoscimento da parte di Paesi europei dello status di rifugiato politico agli immigrati clandestini — si legge nel documento — li incoraggia a rischiare e ad andare in Europa con viaggi illegali». L'Italia non è citata, ma il riferimento alle vicende di questi giorni è evidente.

E sempre ieri, in una trasmissione televisiva, Murat Basesgioglu, ministro degli Interni turco, ha rincarato la dose: «La concessione dell'asilo politico decisa dal governo di Roma — ha affermato Basesgioglu — fa aumentare il flusso di profughi verso l'Italia meridionale. La Turchia è pronta a riprendere i clandestini quando la loro partenza dal

territorio turco è provata — ha ribadito il ministro — ma non è chiaro da dove sia partita la nave "Cometa».

La questione curda sta esponendo l'Italia alle critiche dei partner europei: sono di ieri le dure prese di posizione del ministro dell'Interno austriaco Schloegel (che giudica «troppo facile» il passaggio degli immigrati dall'Italia agli altri paesi dell'Ue) e del suo collega tedesco Kanther («L'Italia deve impegnarsi maggiormente alle frontiere»).

In risposta alla presa di posizione del governo di Bonn è arrivata la precisazione del Viminale: «La questione di un intensificato afflusso di stranieri di etnia curda — afferma il ministero degli Interni in una nota — ha formato oggetto di approfondita discussio-

ne nelle riunioni europee del 4 dicembre a Bruxelles e del 14-15 dicembre a Vienna. In quelle occasioni si convenne sulla complessità della questione e sulla necessità di un accresciuto impegno da parte di tutti i Paesi interessati, mentre non sarebbe né fondato né produttivo farne carico solo a uno o due paesi membri dell'Unione Europea e dell'accordo di Schengen».

E ieri sera (dopo quasi 24 ore di silenzio) è arrivata anche la replica di Dini: il ministro degli Esteri ha fatto sapere di avere inviato una lettera al proprio collega turco in cui richiede «una rafforzata collaborazione ed un immediato impegno per un'azione che ponga fine» all'esodo di cittadini curdi, «affrontando i problemi alle radici». Inol-

tre la Farnesina ha fatto sapere che «intensi contatti sono in corso tra le autorità italiane e quelle turche con l'intento di prevenire e di arginare l'attività criminale di chi organizza esodi massicci sfruttando le condizioni di bisogno delle popolazione di quella regione». Ma la cooperazione con la Turchia auspicata da Dini «non prescinde certo dall'obbligo, che incombe ad ogni paese», di «rispettare i diritti fondamentali dei propri cittadini, secondo quanto sancito da numerose intese internazionali»: un riferimento (tutt'altro che involontario) al modo in cui la Turchia affronta la questione curda.

E a proposito del «traffico di clandestini», ieri da fonte curda si è saputo che il Pkk ha inviato nuove informazioni al governo italiano sui trafficanti che, hanno organizzato i «boat people» sbarcati in questi giorni: i loro nomi sarebbero compresi in un elenco fornito al Viminale.

Sulla questione curda ieri il governo ha comunque incassato i complimenti dell'Unione europea, secondo la quale l'Italia ha agito «in maniera soddisfacente» di fronte all'emergenza: una consolazione, dopo 24 ore di polemiche internazionali.

Marco Imarisio

IL CONTENZIOSO

- La Turchia non è disposta ad affrontare la questione curda sotto il profilo politico in quanto non riconosce i loro diritti.
- Ankara pretende che l'Italia e gli altri Paesi europei non concedano l'asilo politico ai curdi.
- La Farnesina con Dini sostiene la Turchia, il Pds è sensibile alle rivendicazioni curde.
- La resistenza curda tenta di strutturare il caso per internazionalizzare la crisi.
- La Turchia ha chiesto di aderire all'Unione Europea. L'Italia non è contraria, mentre la Germania guida il fronte del no. C'è il sospetto che Ankara usi l'esodo per ricattare l'Europa.
- I nostri partner accusano l'Italia di non essere in grado di impedire che i profughi raggiungano il cuore dell'Europa.

Immigrant crisis escalates

Turkish Daily News

January 3, 1998

Bonn calls on Italy to tighten border controls

Rome rejects Ankara's call for Italy to refuse asylum to Kurdish immigrants and to send them back

TDN with wire dispatches

■ Italy on Friday stood firmly by its stated aim of granting political asylum to Kurds despite mounting fears in Germany that Rome was opening the flood gates to a tide of immigrants into the European Union.

"The government line is one of maximum understanding," Italian Interior Ministry Undersecretary Giannicola Sinisi told reporters near the southeastern port of Otranto where 386 people — more than half of them Kurds — arrived on Thursday. But he added: "The government has a duty to make it known that ours is not a transit country to other destinations. "We will adopt all possible and imaginable measures to prevent our controls being evaded."

Germany's reaction

Italy's offer of asylum has upset both Germany, which has a sizeable Kurdish community, and Turkey, which has invited Rome to send the immigrants back and warned that granting political asylum will only encourage more to follow suit.

Germany on Friday called on Italy to tighten its border controls after a ship carrying hundreds of immigrants was intercepted off the Italian coast.

Interior Minister Manfred Kanther said Germany had to make sure its own frontiers were secure and had to demand the same level of border security from its European Union partners.

"This appeal is particularly directed at our Italian friends because it's them and the Greeks whom the smugglers reach first," Kanther told German Radio.

Germany and Italy are both signatories of the European Union's Schengen agreement, which allows free movement between countries without border checks. Italy only became a member of the Schengen group last October.

Kanther said countries on the edge of the Schengen zone had a particular responsibility to catch illegal immigrants on entry as they could move freely into other countries if they were not apprehended. "The Schengen agreement must be upheld and for that reason the Italians must step up their efforts a great deal," he said.

Italian coastguards on Thursday intercepted a ship two miles off the country's southeastern coast carrying 386 people including Kurds from Turkey, Iraq and Iran, Pakistanis, Sri Lankans, Kenyans, Bangladeshis, Algerians and one person from Azerbaijan.

The latest in a recent tide of immigrants came one day after President Scalfaro said Italy's arms were "wide open" to immigrants seeking asylum. It was the second arrival within a week after 825 immigrants, mostly from Turkey and Iraq, had to be plucked from a vessel that ran aground off southern Italy on Saturday.

Mutual accusations

Rome and Ankara traded accusations Friday over the influx of Kurdish refugees in southern Italy.

Italy's Interior Minister Giorgio Napolitano called on Turkey to prevent further ships leaving Turkey with refugees. He

rejected Ankara's call for Italy to refuse asylum to Kurdish immigrants and to send them back.

Meanwhile Turkish Interior Minister Murat Basesgioglu said Rome's offer to grant asylum to the refugees was increasing the number of people embarking on the dangerous sea voyages to European countries.

On Thursday, a ship with 386 mainly Kurdish refugees arrived off the southern Italian coast after the captain and crew deserted the vessel. Customs officials said they initially found 225 mainly Kurdish women and children on the cargo vessel, the *Cometa*. But after a thorough search they found another 161 refugees in a cargo hold.

Officials said that apart from Kurds from Turkey, Iraq and Iran there were more than 100 Sri Lankan refugees aboard the *Cometa*.

Last Saturday a Turkish vessel, the *Ararat*, with 800 Kurdish refugees on board ran aground near Catanzaro.

Basesgioglu said Turkey had taken measures at its borders and was negotiating with Italian authorities to resolve the problem. He said Turkey was ready to accept back Turkish citizens and other nationals "however it has not yet become clear from which country the ship set out."

Italian Interior Ministry officials said around 2,000 Kurdish refugees had reached Italy's Adriatic coast since September. Italy sent back about 38,500 illegal immigrants in 1997.

With Germany's criticism in mind, Italian officials point to the difficulty of preventing the influx of refugees by sea. Most of their ships were barely seaworthy and the refugees themselves in poor health after their long voyages.

"In cases like this it is a human duty to provide help in the first instance and to take in the people," said a ministry official.

A Small Step for Moderates in Iran

Cleric in Provincial Isfahan Lifts Ban on Film Called Anti-Islamic

By Douglas Jehl
New York Times Service

ISFAHAN, Iran — Finally, the Quds Cinema in this provincial capital can boast “Snowman” in Isfahan — at the same time as in Tehran. But as so often in Iran, what lies behind the marquee is a more complicated tale.

Because it depicts a man who dresses as a woman, as a ruse to obtain a visa to the United States, the Iranian-made film was until recently banned across the country as anti-Islamic. After a new president who espouses cultural openness was elected in May, however, that decision was reversed.

But while “Snowman” opened in the Iranian capital in November, initial attempts to extend the experiment to this city, known for its exquisite blue-tiled mosques and entrenched revolutionary sentiments, ran into a backlash.

On the day the film was open, bearded radicals attacked the theater to make sure that could not happen. They shredded posters and attacked moviegoers, including women and children, witnesses said. And by all accounts, local security forces did nothing to stop them, even when the radicals and their allies returned in following days to the street in front of the shut-down cinema to perform triumphant prayers.

Not until the city’s leading cleric used a recent Friday sermon to excoriate the security forces for failing to do their

jobs did the balance of power shift, opening the screen to what the new government sees as an important test of conservatives’ willingness to accept small steps toward moderation.

“If the police and intelligence forces and the governor general’s office are unable to deal with them,” Ayatollah Sayedjaleddin Taheri, 70, had said of the radicals, “let them tell me, and I will put them in their place.”

In the two decades since the Islamic revolution, attacks on cinemas, newspapers and bookstores accused of promoting cultural laxness have rarely been challenged by the Iranian authorities.

What is unusual about what happened in Isfahan, where “Snowman” opened at last on Dec. 14, is that a leading member of the country’s ruling clerical establishment joined the new government in advocating the rule of law, even if it means turning against those who claim to be acting to protect Islamic morals.

“He’s either mad or brave, one or the other,” Hossain Payghambari, a carpet merchant, said of Ayatollah Taheri and his decision to confront the radicals, who call themselves the Hezbollah, or followers of the Party of God. “The important thing is that the film is showing, and that’s a big step.”

Even though they hold power in Iran, leaders among the country’s religious establishment have often condoned and even encouraged the radicals’ extra-legal attacks, in much the same spirit with

which they urged Iranians to rise up against Shah Mohammed Reza Pahlavi, whose government was seen as having been hopelessly corrupted by the West.

But the new president, Mohammed Khatami, a relatively moderate cleric, has urged Iranians to overcome that spirit of “rising against the law.”

“Snowman,” a black comedy, was financed by the Islamic Propagation Organization, which is closely affiliated with the state, and it is now showing in 22 cities around Iran. Its ending is politically correct: The man, who had relocated to Turkey in pursuit of a visa, falls in love with an Iranian woman and they return to their homeland. But it has continued to attract vocal opposition from conservative quarters.

Conservatism runs deep in Isfahan, an early hotbed of the Islamic revolution, and so the political atmosphere has been charged since Mr. Khatami swept to victory in the presidential election in May.

Top Ayatollah Sees No Reconciliation With the U.S.

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — The supreme leader of Iran denied Friday that Tehran was making any moves toward reconciliation with Washington, days before the country’s president, Mohammed Khatami, is due to address the American people in a television interview.

“Western media say some faction, individuals,

groups or even the government have a tendency toward a reconciliation with the West and America,” Ayatollah Ali Khamenei said in a prayer sermon broadcast on Tehran radio. “Of course, all this propaganda contradicts existing realities. None of it is true.”

Ayatollah Khamenei’s tone contrasted sharply with

Mr. Khatami’s conciliatory position and illustrated the power struggle between hard-line and moderate factions in the ruling hierarchy.

His remarks came days before Mr. Khatami, who is a Shiite Muslim cleric but a relatively moderate politician, was due to give an interview to CNN that was expected to be broadcast next week. (Reuters, AP)

Human rights: A bad note in Turkey's transcript

'Torture" is not an ordinary word, it is more than a word, and it degrades human beings. Unfortunately, this word has an unwelcome place in Turkish people's lives. Torture, today, occurs in some form or other in most countries. Sometimes it is exposed, but sometimes it stays undercover. Turkey is among those countries where it is exposed, and that it couldn't be kept undercover and is highlighted can only be good for Turkey's people in the long run. However painful the truth, with every incident of torture or degrading treatment that is exposed the country is forced to take steps to improve its human rights record.

Turkey and her citizens have been suffering from incidents of torture for a long time and are paying for this degradation by being excluded from the European Union (EU) and being cited on lists of countries whose people are routinely subjected to torture and human rights violations.

Human rights have been on Turkey's agenda for years, but unfortunately it appears that no improvements have been put into practise. Furthermore, torture is carried out everywhere within the country, which means that someone is always suffering from this abuse. Locally we have the Manisa case: it is alleged that 16 teenagers and a teacher accused of being members of illegal groups were subjected to torture.

Their case involves 10 policemen who are on trial for subjecting these individuals to torture. In this case, the 16 teenagers were initially given sentences of between two and 12 years, although some have since been cleared of all charges. They submitted testimonies claiming that they were subjected to torture, and have identified the 10 policemen they allege subjected them to torture. The trial of these 16 young defendants and that of the teacher will be given its final hearing at the Superior Court on Jan. 28.

The murder of journalist Metin Göktepe is also one of the bad notes in Turkey's transcript. Göktepe was taken into custody while attending the funeral of two prisoners killed in the Umraniye

prison riot in January 1995. Later, Göktepe's corpse was found in a park. He had been battered to death. He was apparently murdered while in custody, and the trial of the policemen who took Göktepe into custody has begun. It has been going on for about two years and finally, in the last appearance, the chief of these policemen confessed that Göktepe was murdered by beating and testified that four policemen were responsible. The court's verdict is now awaited.

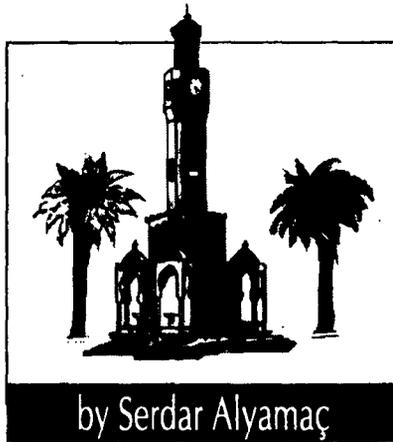
The last case of torture came up with the verdict of the Criminal Court for Major Cases that charged two policemen with subjecting H.I.O, who is 13 years old and committed an ordinary crime, to torture in Çınarlı police station in Izmir.

The policemen's crime was proved and they were sentenced to two months and 15 days, although this sentence was turned into a fine of TL 750,000. This decision was overturned by the Superior Court to which the lawyers for the defendant applied because it found the punishment given to the policemen inadequate and sent the file back to Izmir Criminal Court for Major Cases to re-judge these two men. The first hearing will be on Feb. 28.

All this torture and degrading treatment shows that it is time to take serious steps to introduce changes for the better with regard to human rights in Turkey for her citizens who neither deserve this degrading treatment, nor deserve to be kept out of the EU on these grounds.

In order to subject people to torture, the psychological condition of the torturers must be suspect. For that reason, we shouldn't come to any general conclusion that all figures of authority in uniform stand accused. At the same time, new regulations in the education systems at police academies should be introduced to improve the methods of the Turkish police.

At the end of the day all this torture and degrading treatment should not be left under cover, the culprits should be tried, and a new chapter in Turkey's law and order enforcement should be opened.



L'Europe et les Kurdes

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JANVIER 1998

Le Monde

EDITORIAL

PEUT-ON à la fois fermer la porte de l'Europe à la Turquie sous prétexte qu'elle maltraite sa communauté kurde et en même temps fermer l'Europe aux Kurdes qui cherchent à débarquer sur les côtes calabraises ? C'est ce que fait l'Europe, quoi que laissent entendre ces jours-ci certains responsables italiens.

Le droit d'asile s'applique individuellement et non collectivement. La seule qualité de Kurde - pas plus que celle d'Algérien, de Birman ou bien d'autres - ne vaut ni certificat de persécution politique ni droit d'accès automatique aux havres démocratiques de l'Europe. Cela étant rappelé, lorsque ces malheureux, bernés par les mafias des passeurs, touchent la côte mythique,

lorsqu'ils sont là, que faire ? C'est ce problème d'urgence que doit aujourd'hui affronter l'Italie, alors que ses voisins hérissent leurs frontières et lui demandent de mieux protéger ses côtes ; alors que la rigueur envers les clandestins sera impopulaire aux yeux d'une partie de l'opinion qui s'émeut « du » problème kurde comme s'il n'y en avait qu'un ; alors, enfin, que cette affaire envenime de nouveau les relations déjà tendues entre la Turquie et l'Europe.

Laisser croire, comme l'a fait le ministre italien de l'intérieur, que le droit d'asile pourrait s'appliquer quasi collectivement aux Kurdes est quelque peu dangereux. Aucun pays européen, pas plus l'Italie que d'autres, n'y est prêt. La situation des Kurdes de Turquie n'est en outre pas la

même que celle des Irakiens. L'Europe doit condamner les excès répressifs de l'armée et de la police turques, les injustices de la justice, les aberrations de la Constitution, la dramatique incapacité des milieux politiques turcs à s'ouvrir aux aspirations non indépendantistes des Kurdes. Elle doit condamner l'échec de cette politique crispée qui n'a abouti en dix ans qu'à saigner de sa population tout le Sud-Est anatolien. Mais elle ne peut pas laisser entendre que le seul fait d'être kurde est discriminatoire ou dangereux en Turquie, car ce n'est pas vrai.

Une grande partie des immigrants qui arrivent en Europe viennent non pas de Turquie, mais du nord de l'Irak. C'est une région que les Occidentaux sont censés protéger et qu'ils ont de

fait soustraite à la tyrannie meurtrière de Saddam Hussein. Ils ont sollicité pour cette opération l'appui logistique de la Turquie qui le leur a donné. Qui est comptable aujourd'hui de l'épouvantable situation qui pousse les Kurdes d'Irak à s'enfuir ?

L'Europe ne peut pas laisser Rome répondre seule à toutes ces questions que réveillent les boat people échoués à Otrante. Après l'humiliation qui fut inutilement infligée à Ankara lors du sommet de Luxembourg, où les quinze ne lui proposèrent qu'un demi-strapontin à la table de l'Europe, l'Union serait bien inspirée de définir enfin collectivement non seulement sa politique envers les clandestins kurdes, mais le meilleur moyen de rétablir avec Ankara un dialogue plus fructueux.

Giorgio Napolitano, ministre italien de l'intérieur

« Toutes les demandes d'asile de Kurdes seront examinées cas par cas »

- Pourquoi l'Italie a-t-elle décidé de donner l'asile politique aux réfugiés kurdes ?

- Le gouvernement italien a estimé qu'il y avait une situation de discrimination, de persécution, de conflit dont les populations kurdes ou une partie d'entre elles sont victimes. Toutes les demandes d'asile seront examinées cas par cas par une commission. Comme les Kurdes ont sans doute le désir de se rendre en Allemagne ou dans d'autres pays, il est important que l'Italie souligne le fait qu'après l'entrée en vigueur de la convention de Dublin chaque étranger qui souhaite faire la demande d'asile politique doit le faire dans le premier pays européen où il arrive. Nous allons prendre nos responsabilités. Nous ne devons pas favoriser un simple passage à travers l'Italie. Au contraire, il s'agit d'empêcher, de décourager efficacement la tendance à poursuivre son chemin au-delà de la frontière avec la France ou avec l'Autriche en direction de l'Allemagne, de la Hollande. Cette décision a donc une signification de loyauté vis-à-vis de nos partenaires.

- Si l'afflux de réfugiés augmente, que ferez-vous et comment allez-vous régler le problème des non-Kurdes ?

- La décision de considérer de façon positive les demandes d'asile des Kurdes n'est qu'un des éléments de la position du gouvernement italien. Le deuxième est de frapper par une action de police coordonnée à l'échelle internationale l'organisation de ce trafic. Il semble qu'une partie de l'argent soit payée au départ et le reste à l'arrivée, le plus souvent en Allemagne, par les communautés kurdes installées dans ce pays. Grâce à la coopération entre les polices française et italienne, nous avons arrêté, le 17 décembre à Vintimille, dix-neuf personnes, surtout turques, dont des membres d'une de ces organisations. Nous devons poursuivre dans cette voie.

» Le troisième élément de la position italienne est de soulever encore une fois au niveau européen mais aussi international la question des droits des Kurdes en Irak et en Turquie. Le

problème n'est pas seulement posé par les Italiens. J'ai participé le 4 décembre, à Bruxelles, au conseil des ministres des affaires intérieures et de la justice, et le 15 décembre, à Vienne, au comité exécutif Schengen. Au cours de ces deux réunions on a parlé de la situation des Kurdes, de la violation des droits de l'homme, des droits de cette ethnie. Il est important d'arriver, au niveau européen au moins, à une appréciation commune de la situation, à des critères communs sur la question du droit d'asile pour les Kurdes. Pour le moment, l'Italie estime qu'il y a une base pour accorder ce droit d'asile comme l'a déjà fait l'Allemagne, dans des milliers de cas.

- Apparemment l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie ne sont pas d'accord sur cette question de l'asile ?

- Le ministre de l'intérieur autrichien, Karl Schloegel, a simplement dit qu'il n'était pas d'accord pour que l'Italie donne la possibilité aux Kurdes de se rendre dans un autre pays européen, qu'elle ne pouvait que donner l'asile ou refouler. Nous avons choisi une de ces deux voies. En ce qui concerne l'Allemagne, il s'agit de renforcer les contrôles aux frontières. Nous l'avons déjà fait. Mais tout le monde comprend que la surveillance des frontières maritimes est particulière. Lorsqu'un navire arrive avec des centaines de personnes, on ne peut le couler au canon. Mais nous sommes ouverts à toute suggestion et coopération.

- Etes-vous entré en contact avec le gouvernement turc et quelle a été son attitude ? Y a-t-il eu un engagement de faire cesser ces départs ?

- Il n'y a pas, jusqu'à présent, d'engagement satisfaisant. Immédiatement après le débarquement de plus de huit cents réfugiés du début du mois de novembre, mon sous-secrétaire s'est rendu à Ankara. Nous avons décidé des échanges d'informations entre les deux polices et une collaboration plus opérationnelle. J'espère qu'elle va donner des résultats. Au cours des dernières quarante-huit heures, il y a eu des

échanges d'informations sur les organisateurs de ce trafic qui devient une source de plus en plus importante de profit pour le crime organisé.

- En principe la nouvelle loi sur l'immigration va entrer en vigueur à la fin du mois de janvier. Que changera-t-elle pour les Kurdes ?

- La nouvelle loi ne concerne pas le droit d'asile. A ce sujet, nous travaillons à une modification qui donnera la possibilité de décider, dans un délai très court, si les demandes d'asile sont manifestement infondées. Il y a aussi les cas de protection temporaire, une catégorie juridique en cours de définition par la Commission européenne. C'est ce qui s'est passé pour l'exode des Albanais en mars 1997, lors de la crise dramatique qu'a vécue ce pays. C'était une situation d'urgence mais temporaire. Pour six mois, nous les acceptions et ensuite il y a eu les rapatriements. Mais ce n'est pas la voie choisie pour les Kurdes. Je vous rappelle aussi que, dans le traité d'Amsterdam, il est précisé que la politique d'asile et la politique d'immigration doivent, toutes les deux, devenir des politiques communes. J'en suis profondément convaincu. Sinon chacun cherche à aller dans le pays où l'asile est concédé le plus facilement. Je sais cependant qu'il faudra du temps pour arriver à des politiques réellement communes.

- L'entrée de l'Italie dans l'espace Schengen, prévue pour le 31 mars en ce qui concerne les frontières terrestres et maritimes, ne va-t-elle pas être retardée ?

- Absolument pas. L'important, c'est la coopération entre les gouvernements et les polices. Nous avons signé une convention de coopération transfrontalière avec la France à Chambéry en octobre et nous sommes en train de définir une convention identique avec l'Allemagne et l'Autriche, une convention trilatérale à laquelle la France va peut-être s'associer.

Propos recueillis par
Michel Bôle-Richard

La Turquie est embarrassée par les vagues d'émigrés clandestins partant de son territoire

L'Allemagne appelle l'Italie à renforcer les contrôles à ses frontières

Après l'arrivée, jeudi 1^{er} janvier, en Italie, d'un deuxième bateau transportant des clandestins en provenance de Turquie, l'agence de presse

kurde DEM a annoncé que d'autres navires seraient en route. Ankara a dénoncé ce qu'il considère comme un trafic finançant des terroristes.

L'Allemagne a appelé Rome à renforcer les contrôles à ses frontières. (Lire aussi notre éditorial page 9.)

ISTANBUL

de notre correspondante

Après l'arrivée, ces derniers jours, au large de l'Italie, de deux bateaux d'immigrés clandestins en provenance de Turquie, l'agence kurde de presse DEM, a annoncé, vendredi 2 janvier, que d'autres navires seraient en route avec un millier de personnes. Le même jour, l'Agence anatolienne annonçait que vingt personnes, dont seize originaires du Pakistan et quatre du Bangladesh, ont été arrêtés dans la province turque d'Izmir, d'où ils espéraient embarquer clandestinement à destination d'une île grecque.

Ankara a réagi négativement aux déclarations du ministre italien de l'intérieur, Giorgio Napolitano, qui a affirmé qu'« il n'y a pas de doute

que la persécution [des Kurdes] en Irak et dans certaines régions de Turquie existe ». Aux yeux d'Ankara, ces immigrants ne fuient pas l'oppression politique mais des difficultés économiques. Selon les Turcs, les conditions de vie particulièrement difficiles au nord de l'Irak, soumis aux sanctions de l'ONU et déchiré par des conflits inter-kurdes, sont des facteurs importants.

Le problème des réfugiés clandestins avait déjà fait l'objet de discussions lors de la visite en Turquie, en novembre, d'un haut responsable du ministère italien de l'intérieur. Les deux pays avaient alors accepté d'échanger des informations et de coopérer. Jusqu'à présent, toutefois, le problème était limité à des groupes restreints qui

espéraient atteindre une des nombreuses îles grecques de la mer Egée.

Mais au cours des derniers jours, la question a pris une tout autre ampleur. « C'est une sorte de crime organisé. C'est un problème important. Nous nous en occupons sérieusement et nous sommes ouverts à la coopération », avait déclaré en début de semaine le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Necati Utkan. Les autorités turques ont dénoncé ce trafic d'émigrants clandestins qui, selon elles, « a pour but de financer des organisations criminelles internationales, à commencer par l'organisation terroriste du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ».

L'Allemagne, avec laquelle la Turquie entretient actuellement des re-

lations très tendues, a également manifesté son émoi. Le ministère allemand de l'intérieur s'est inquiété, vendredi 2 janvier, d'un possible afflux de clandestins kurdes dans le pays. « L'expérience prouve que les clandestins qui arrivent en Grèce ou en Italie n'y restent pas mais qu'ils cherchent à gagner l'Allemagne ou les Pays-Bas », a expliqué un porte-parole du ministère, Roger Kiel. Le ministre de l'intérieur, Manfred Kanther, a pour sa part appelé l'Italie à renforcer les contrôles à ses frontières. Rome doit, tout comme Bonn, se préoccuper de faire respecter les accords de Schengen, et l'Allemagne n'a pas à payer les pots cassés pour les manquements des autres pays, a-t-il ajouté.

Nicole Pope

Amnesty International est préoccupée par les procédures en vigueur en Europe

AU MOMENT où les Etats membres de l'Union européenne (UE) réfléchissent aux dispositifs « à instaurer ou à renforcer » pour empêcher les Irakiens - kurdes ou non kurdes - d'accéder à leur territoire « ou pour les en refouler plus aisément », l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International tire une sonnette d'alarme dans une note rendue publique mercredi 31 décembre.

Pour Amnesty, le problème ne doit pas être traité uniquement sous l'aspect de la lutte contre l'immigration clandestine ou de la lutte contre les passeurs, mais doit tenir compte des causes qui sont à l'origine de l'afflux massif de ces Irakiens, même s'il n'est pas toujours aisé de distinguer ceux d'entre eux qui fuient les menaces ou les persécutions.

Dressant un état des lieux des pratiques en cours au sein de l'Union européenne pour ce qui concerne les demandeurs d'asile et les réfugiés, Amnesty brosse aussi un bref aperçu des violations des droits de l'homme en Irak et des conditions d'accueil des réfugiés dans deux pays voisins de l'Irak, la Turquie et l'Iran. Cet aperçu est d'autant plus utile que, remarque l'organisation, « les Etats vont jusqu'à envisager la négociation d'un

accord de réadmission avec la Turquie, et certains Etats semblent prévoir un renvoi dans le nord de l'Irak ». « Chaque cas, estime Amnesty, doit être considéré individuellement » et « chaque personne doit avoir accès à une procédure d'asile équitable et satisfaisante et à un examen approfondi de sa demande de protection ».

« PAS D'EXAMEN APPROFONDI »

Conformément à une résolution (non contraignante) adoptée en 1992 par les Etats membres de l'UE, les renvois des demandeurs d'asile vers des pays tiers « sont pratiqués par plusieurs pays européens », note Amnesty. Cette résolution « définit des règles de procédure selon lesquelles les demandeurs d'asile qui ont transité par certains pays seraient renvoyés vers ces pays sans examen approfondi de leur demande d'asile ». Certains Etats membres de l'UE ont intégré cette résolution dans leur législation « et/ou dressé les listes des pays tiers "sûrs" » qui varient d'un Etat à l'autre.

Cette même politique est « peu à peu également suivie par les pays d'Europe centrale et orientale », ajoute Amnesty, qui fait remarquer que dans une telle situation, le risque est grand que la demande d'asile ne soit nulle part « examinée au fond ». Aussi, les Etats euro-

peens sont-ils invités à « mettre un terme à ces pratiques » et à « obtenir la garantie du pays tiers "sûr", au cas par cas, que le demandeur pourra avoir accès à une procédure d'asile équitable et satisfaisante ».

A l'appui de ses craintes, Amnesty rapporte les observations de sa section française, qui a relevé que plusieurs centaines d'Irakiens sont entrés en France au cours des derniers mois, « souvent en vue de gagner l'Allemagne, et que la plupart des ces personnes ont été refoulées ». « Il semble que beaucoup soient renvoyées en Italie où elles sont accueillies temporairement » puis refoulées vers le pays par lequel elles avaient transité auparavant.

Amnesty rappelle que lors d'une réunion les 4 et 5 décembre, le conseil des ministres de la justice et des affaires intérieures (JAI) de l'UE a fait plusieurs propositions pour faire face à l'afflux massif de demandeurs d'asile et d'immigrants illégaux « en provenance notamment du nord de l'Irak ». Le JAI a proposé « le renforcement des contrôles aux frontières extérieures, l'intensification de la lutte contre les filières de passeurs, des missions d'assistance et d'information à effectuer en amont des frontières, dans les aéroports et les ports maritimes de certains pays tiers de transit ».

Compte tenu du fait qu'un grand

nombre de personnes concernées « méritent une protection, la question d'une adaptation des procédures d'asile a été également soulevée, en vue de les harmoniser si nécessaire, en plein respect du principe de non-refoulement et des autres principes de la convention de Genève sur le statut des réfugiés de 1951 ».

A l'attention des gouvernements européens, Amnesty rappelle la situation qui prévaut dans le nord de l'Irak, d'où partent les réfugiés et où le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan non seulement s'entretenant mais se livrent « à des arrestations massives et à des exécutions extrajudiciaires et font disparaître des gens ». Les agents du gouvernement irakien sévissent aussi dans cette région.

Deux pays voisins de l'Irak, la Turquie et l'Iran, n'offrent pas les conditions idéales pour l'accueil des réfugiés, souligne Amnesty, qui exprime « ses craintes en ce qui concerne la protection des réfugiés non européens en Turquie » et rappelle que l'Iran accueille déjà, selon les statistiques officielles, 580 000 Irakiens (521 000 Kurdes et 58 400 Arabes de la région des marais, au sud de l'Irak).

M. Na.

Ankara accuse le PKK d'être à l'origine de l'afflux d'émigrés clandestins

ANKARA, 4 jan (AFP) - Les autorités turques accusent le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) responsable de l'afflux d'émigrés clandestins, dont des Kurdes de Turquie, pour "gêner" Ankara au sein de la communauté internationale.

Pour Ankara, cette émigration est l'oeuvre du PKK qui lutte contre le pouvoir central et des "réseaux de bandes du crime organisé international" qui font "un quasi commerce d'esclaves" pour exploiter les "espoirs de ces immigrés de trouver du travail dans des pays européens ou vivre chez leurs proches dans ces pays."

"La Turquie n'est pas un pays où des milliers de personnes prendraient la mer à destination des pays européens sans que personne ne les remarque", a déclaré un responsable gouvernemental turc à l'AFP, démentant un départ imminent de plusieurs milliers de kurdes vers le continent européen.

Le directeur de la police des frontières bavaroises Gerhard Hoppe avait affirmé samedi que quelque 10.000 Kurdes se préparent à prendre la mer à bord d'une vingtaine de bateaux sur les côtes turques pour mettre le cap sur l'Italie.

"Comment peut-on penser qu'une dizaine de milliers de kurdes s'apprêteraient à prendre la mer pour rejoindre les côtes italiennes" a indiqué ce responsable turc. Pour lui, il "s'agit là, d'une propagande anti-turque orchestrée par les milieux kurdes séparatistes".

Les journaux turcs écrivent dimanche, que le Chef de la diplomatie turque Ismail Cem, dans une lettre adressée à son homologue italien Lamberto Dini, met en garde ce dernier sur les conséquences que pourrait avoir l'octroi par Rome d'un statut de réfugié politique aux immigrés clandestins et propose aux pays européens une "coopération étroite" pour lutter contre le problème.

Le gouvernement turc accuse les pays européens, et notamment l'Italie, qui sont favorables à l'octroi d'un statut de réfugié politique aux immigrés clandestins, d'encourager l'émigration clandestine.

"Si les pays européens veulent trouver une solution au problème, ils devraient nous aider pour combler le vide d'autorité en Iraq du nord", écrit M. Cem dans sa lettre. Le nord de l'Iraq qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe, en février 1991, est utilisé comme base arrière par le PKK.

Les émigrés paient des sommes importantes pour l'organisation de leur fuite en Europe, allant parfois jusqu'à 7.000 DM par personne (3.900 dollars), selon la presse.

Pour les milieux pro-kurdes, ces émigrés fuient "la pression sur les Kurdes" et la "guerre menée par l'armée turque dans le Kurdistan nord et sud", selon eux.

Le PKK, mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien et est qualifié "d'organisation terroriste" par Ankara.

Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 28.000 morts.

Près de 2.600 Kurdes ont été conduits par des voies clandestines en Italie depuis 1997 et près de 300 d'entre eux ont trouvé la mort lors de cet exode, affirment les milieux pro-kurdes.

Ils accusent également les autorités turques "d'ignorer cette émigration kurde dans le cadre de leur politique d'évacuer les provinces kurdes" pour lutter contre le PKK, une affirmation catégoriquement rejetée par Ankara.php eaf

Turkey, Israel plan to hold more maneuvers

Turkey is participating in the exercise with two frigates and a helicopter, along with 800 sailors from the Turkish Navy



METE HAN DEMİR
Ankara - Turkish Daily News

■ Turkey and Israel are planning to hold more military maneuvers, as the long-expected and controversial Turkish, Israeli and U.S. joint naval maneuver starts on Monday.

Military sources told the Turkish Daily News that Turkey and Israel have actually been planning more exercises in the Mediterranean in the coming period, adding that the name of the naval maneuver, "Reliant Mermaid," had actually been designated as "Reliant Mermaid I," which signifies that more exercises are on the way.

The number was not attached to the name of the exercise in an effort to not draw more reactions, and the details of more exercises are to be discussed in the coming months with Israeli officials.

Turkey is participating the exercise with two frigates and a helicopter, along with 800 sailors from the Turkish Navy, while a destroyer and a helicopter from the United States are planned to join the exercise. Israel is

taking part in the exercise with two medium-size warships and helicopters. The Reliant Mermaid exercise is scheduled to end on January 9.

The growing military ties between Turkey and Israel have been drawing reaction from much of the Arab world.

Turkey has been rejecting the criticism, saying that the relations are not aimed at any third party and are contributing to peace and stability in the region. Foreign Ministry spokesman Necati Utkan last week stressed during a press conference that the reactions were unfounded, since the maneuvers were completely humanitarian, adding that the exercises include only emergency search-and-rescue procedures.

Ankara also described the aim of the exercise as the following scenario: "A fishing boat is about to sink in the Mediterranean, and the objective is to rescue the boat and its crew."

The twice-postponed naval maneuver is being held in the eastern Mediterranean off Israel's Haifa coast.

Egypt and Jordan have been invited to observe the maneuvers. But while Egypt refrained from attending due to concerns that its position in the Arab world could be damaged if it were to join the maneuvers, Jordan looked positively at participating.

Turkey is also trying to follow a policy of balance between Egypt and Israel. Recently, the top commander of the Turkish military — which also sent some warships to Alexandria — Chief of General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı, travelled to Cairo in mid-December to ease the Egyptian concerns.

The "official" defense links between Turkey and Israel were launched with a military training cooperation agreement signed in February, 1996. The second agreement came in August, 1996, in a defense industry cooperation deal.

The military training plan sparked a row with Middle Eastern countries due to fears that Turkey was aligning itself with Israel against Syria and other Arab states. The accord involved reciprocal naval visits, the sending of delegations to military academies and the use of each other's air space and seas for pilot training.

Iraq removes Kurdish families from Kirkuk

Ankara - TDN with wire dispatches

■ A group of Kurdish families have been removed by the Iraqi government from the oil-rich city of Kirkuk to an area outside its control, newspapers reported on Sunday.

The papers quoted by Reuters said these families had breached an Iraqi law which regulates the movement of families from one governorate to another as they had been living in Erbil and had emigrated to Kirkuk.

"A group of families who emigrated from Erbil to the governorate (Kirkuk) in violation of accommodation procedures were returned to the Erbil governorate," the ruling Baath party newspaper al-Thawra said.

Iraq's Kurdish north has been outside the control of the central government in Baghdad since soon after the 1991 Gulf War over Kuwait. The area is ruled by the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan

(PUK), which have been fighting each other for the last four years.

Northern Iraq is also under continuous cross-border attack by the Turkish army, which raids bases there of Turkey's rebel Kurdish Workers' Party (PKK).

"These families have previously immigrated from Erbil because of the extraordinary situation under which these people were living," the paper said. A joint U.S.-British force is patrolling northern Iraq to protect Kurds there from possible attack by Baghdad.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 5, 1998

Bonn Appeals for End to Influx of Kurdish Refugees

The Associated Press

BONN — As Kurdish refugees stream from Turkey toward Europe, Germany on Sunday called on its European partners to tighten borders and on Turkey to solve its crisis with its Kurdish minority.

The exodus of Kurds from Turkey is "a problem that must be solved in their homeland," said Manfred Kanther, Ger-

many's interior minister. Foreign Minister Klaus Kinkel said Saturday that if human rights were respected in Turkey, there would be no refugee exodus.

In the past few weeks, an influx of would-be immigrants, many of them Kurds, have reached Italy's coast. More ships, reportedly carrying about 1,300 Kurds, are en route.

Despite a 13-year war with Kurdish autonomy groups, Turkey insists the Kurds are seeking prosperity in Europe, not fleeing from persecution.

In a letter Sunday to Italy's foreign minister, Lamberto Dini, Turkey's foreign minister, Ismail Cem, said that to present the flight of the Kurds as a "romanticized human rights problem" en-

couraged "those who organize illegal immigration. It provides the traffickers with a moral justification."

The flow of Kurdish refugees, many of whom are believed to be headed for Germany, which has a large Kurdish population and liberal asylum policies, also has strained relations among EU members.

Bonn Lists Steps to Close Europe's Borders to Kurds

The Associated Press

BONN — Germany on Monday laid out border-tightening measures it is demanding of Italy, Greece and Turkey to stem an inflow of Kurdish refugees to Europe.

Interior Minister Manfred Kanther said the measures should include tougher road traffic controls in Italy, because many Kurds travel from there to France and on to southern Germany.

Turkey and Greece should step up border checks of people heading west toward the Balkans and, along with Italy, should sharply increase policing of ports and ferries for illegal migrants, Mr. Kanther said in a statement.

"In view of this threatening situation, Western Europe must view itself as a security community," he said.

An influx of would-be immigrants, many of them Kurds, have reached Italy's coast in recent weeks. More ships, reportedly carrying about 1,300 Kurds, were en route.

Italy maintains an open door for foreigners claiming political persecution. Many of the Kurds are believed headed for Germany with its large Kurdish population and liberal asylum policies.

Some 14,000 Kurds sought asylum in Germany last year, up from 1,250 in 1993. More than 4,000 were picked up as illegal immigrants by German police.

Austria and France have stepped up border security and Germany has sharply criticized Italy's open-door policy.

Germany has also urged Turkey to settle its 13-year war with Kurdish separatists, seen as the trigger for the exodus from Kurdish areas. Turkey insists the Kurds are not fleeing persecution but seeking a richer life in Western Europe.

On Sunday, Mr. Kanther said the exodus of Kurds from Turkey was "a problem that must be solved in their homeland."

Foreign Minister Klaus Kinkel said earlier that if human rights were re-

spected in Turkey, there would be no refugee flight.

The refugee stream is testing a European Union pact to eliminate border controls between EU countries, the Schengen agreement, which Italy joined in October. Other members are Austria, Belgium, France, Germany, Luxembourg, the Netherlands, Portugal and Spain.

Still, Germany does not favor suspending the accord, said Detlef Dauke, an Interior Ministry spokesman.

"The point is to intensify the use of the possibilities we have under Schengen" to intercept illegal immigrants, he said.

Mr. Kanther said he would bring his demands to a meeting of police officials from Schengen countries Thursday in Rome.

■ Turkey Detains 310 Iraqi Kurds

Turkish authorities have detained 310 Iraqi Kurds preparing to leave Turkey for Italy through illegal means, the Anatolian News Agency reported Monday from Ankara.

The police raided small hotels and guest houses on the European side of Istanbul, finding 280 Iraqi Kurds on Sunday and 30 more Monday, the report said.

Several Turks, thought to be the organizers of the clandestine journey, were also being held in custody, it said.

More than 1,200 people, mostly Turkish and Iraqi Kurds, have arrived in Italy in recent days, sparking fears of a larger immigration wave into Western Europe.

Istanbul police also detained overnight Sunday more than 200 Asian refugees planning to illegally enter Western Europe.



Two Turkish Kurds being led by Italian Carabinieri to a refugee camp in San Foca, southern Italy, on Monday.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

TUESDAY, JANUARY 6, 1998

Ankara met en garde contre une éventuelle poursuite de l'immigration clandestine

ANKARA, 5 jan (AFP) - Le ministre de l'Intérieur turc Murat Basesgioglu a mis en garde lundi les pays européens contre une poursuite éventuelle de l'immigration clandestine tant que ces pays tolèreraient la présence sur leur sol du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), en rébellion contre Ankara.

"Cela (l'immigration clandestine) est un commerce d'esclaves mené par le PKK en collaboration avec de compagnies illégales. De tels problèmes existeront tant que les pays européens tolèreront la présence, soit légale ou soit illégale, du PKK sur leur sol", a dit M. Basesgioglu, au cours d'une conférence de presse.

Les autorités ont renforcé les contrôles dans tous les ports et sur les passages des détroits turcs (Bosphore et les Dardanelles, qui relie la mer Noire à la mer Egée) afin de prévenir d'autres afflux, a indiqué le ministre.

La police d'Istanbul a annoncé lundi que près de 200 immigrés clandestins qui s'apprêtaient à quitter la Turquie pour l'Europe de l'ouest avaient été arrêté dans la nuit de dimanche à lundi sur la rive européenne de cette métropole. Ces immigrés sont principalement des Pakistanais, des Irakiens, des Syriens, des Bangladeshis et des Afghans.

La police a également arrêté le propriétaire du navire Ararat qui s'était échoué au large des côtes italiennes le 27 décembre avec plus de 800 immigrés clandestins, dont des Kurdes, à bord, ainsi que l'un des propriétaires d'une compagnie touristique à Istanbul, Sibel Turizm, accusée de faire passer en Europe des immigrés clandestins pour 3.000 à 6.000 DM (1.650-3.000 dollars).

"Cette immigration clandestine présente uniquement un aspect économique. Les faux passeports et visas sont obtenus par l'intermédiaire du PKK", a affirmé le ministre turc.

Cet afflux ne concerne pas seulement la Turquie, a-t-il dit, en faisant état de "l'existence d'une contrebande de personnes en Iran, en Syrie et au Liban".

M. Basesgioglu a réaffirmé que l'octroi du statut de réfugié politique par des pays européens encourageait les immigrés clandestins. "L'Europe ne doit pas encourager l'immigration clandestine en reconnaissant le statut de réfugié politique aux immigrés en difficulté économique", a-t-il poursuivi.

"L'espoir d'obtenir un statut de réfugié politique et le développement par le PKK d'une nouvelle stratégie de propagande (anti-turque) expliquent cet afflux", selon le ministre. Il a enfin réaffirmé que la Turquie était prête à accueillir les immigrés clandestins de nationalité turque et autres immigrés étrangers dont le point de départ a été la Turquie.

Un porte-parole de la diplomatie turque, Sermet Atacanli, a qualifié lundi "d'acte criminel" l'afflux de personnes clandestines en Europe, en accusant le PKK "d'exploiter les aspirations des immigrés pour une vie meilleure".

Le plus haut responsable de la police turque, Necati Bilican, se rendra à Rome pour une réunion prévue jeudi sur le problème des réfugiés. M. Bilican devra rencontrer ses homologues de France, Allemagne, Grèce, Italie et Pays-Bas.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 28.000 morts.

'Koerden slachtoffer van nieuwe genocide'

DINSDAG 6 JANUARI 1998

De Morgen



Koerdische vluchtelingen in een opvangcentrum in San Foca in het zuiden van Italië. (Foto Reuters)

Nog zo'n 1300 Koerden zouden vanuit Turkije op weg zijn naar Italië, zo vreesde de kustwacht in het zuiden van laatstgenoemd land, waar vorige week al meer dan duizend asielzoekers aankwamen. 'De Turkse maffia, die nauw samenwerkt met de politie, het leger en de politieke politie, doet hier gouden zaken mee,' zegt Kendal Nezan, voorzitter van het Parijse Instituut Kurde. 'Het probleem zal aanhouden zolang Europa en de VS geen statuut bedenken voor de 25 tot 30 miljoen Koerden in het Nabije en het Midden-Oosten.'

zuidoostelijke regio ingegeven door veiligheidsoverwegingen en om het terrorisme -lees: de PKK - te bestrijden.

"Waar het echt om gaat," zegt Kendal Nezan, voorzitter van het Instituut Kurde in Parijs, "is een nieuwe vorm van genocide. Je vermoordt een groep door haar traditionele leefwijze, cultuur en omgeving weg te nemen en haar te doen uitwaaien over het hele land en ver daarbuiten."

De mensensmokkel - doorgaans wordt omgerekend rond de 100.000

Belgische frank per persoon betaald - is een bijzonder winstgevende bezigheid voor de Turkse maffia, volgens Nezan de tweede grootste ter wereld. De krant *Hurriyet* kwam voor het jaar 1996 op een 'omzet' van 37,5 miljard dollar. "De Turkse maffia werkt zeer nauw samen met de Turkse staat. Het dodelijk verkeersongeval in november '96 waar bij een gezocht maffiakopstuk in dezelfde auto werd aangetroffen als de minister van binnenlandse zaken, toonde dat treffend aan. Je kan zonder meer stellen dat Ankara de oorlog in het zuidoosten betaalt met de opbrengsten van de samenwerking met de maffia. Voor het overgrote deel gaat het om heroïne-smokkel - het grootste deel wordt in militaire voertuigen gesmokkeld - maar steeds meer ook om mensenhandel."

Nezan meent dat de Europese leiders daar best van op de hoogte zijn. Hij verwijst naar de Britse onderminister van binnenlandse

BRUSSEL.
EIGEN BERICHTGEVING

Morgen komen vertegenwoordigers van alle Schengenlanden in Brussel bijeen om te zien hoe ze gemeenschappelijk kunnen reageren op de Koerdische exodus, een dag later hebben politicommissarissen uit diezelfde landen een afspraak in Rome. Zij moeten bekijken of ze de bendes kunnen aanpakken, die de mensensmokkel organiseren.

De Koerdische exodus weerspiegelt de weinig benijdenswaardige positie waarin deze etnische groep zich bevindt, al beweerde een Turkse minister vorige week nog dat "Turkije geen Koerdisch probleem heeft". Sinds het begin van de jaren negentig werden volgens officiële Turkse cijfers minstens 3185 dorpen in het zuidoosten van Turkije ontruimd. Daardoor moesten twee tot drie miljoen Koerden hun natuurlijke omgeving verlaten. De meesten van hen kwamen terecht in de grote steden van West-Turkije, waar ze sloppenwijken bevolken en vaak nauwelijks kunnen overleven. Aanvankelijk werd deze ontruiming van dorpen door Ankara ontkend. Tot in 1994 deed ex-premier Tansu Ciller de bombardering en platbranding van Koerdische dorpen nog af als de gevolgen van de PKK-terreur en pas in 1996 begon de overheid toe te geven dat zij daar zelf voor verantwoordelijk is. Nu heet de vernietiging van de hele

ontkend, maar volgens Nezan is er geen andere verklaring voor het fenomeen van 90 procent inflatie op jaarbasis en toch 6 procent economische groei. "Vergeet ook niet

Duitsland vindt dat Italië strenger moet optreden tegen de vluchtende Koerden. Oostenrijk voerde opnieuw grenscontrole in, Frankrijk stuurde militairen naar de grens. Maar het Koerdisch probleem, dat in Turkije in de voorbije 15 jaar al aan 27.000 mensen het leven kostte, raakt daar niet door opgelost. "Het zal ook niet oplossen voor de 25 tot 30 miljoen Koerden in de regio," voert Nezan voort. Ze konden voor de Palestijnen wel een min of meer samenhangende strategie uitwerken, en dat probleem is veel minder erg. Waarom dan niet voor de Koerden?" (CV)

Europa en de VS moeten actiever meewerken aan oplossing voor miljoenen ontheemden

dat Turkije geen wetgeving heeft tegen witwaspraktijken, waar Noord-Cyprus in grossiert. Tachtig banken zijn er in dat kleine gebied,

la Croix

MARDI 6 JANVIER 1998

L'odyssée des réfugiés clandestins en Italie

Un deuxième bateau transportant plusieurs centaines d'immigrés clandestins, kurdes notamment, a accosté dans le sud de l'Italie le 3 janvier. L'envoyé spécial de « La Croix » a rencontré plusieurs d'entre eux

SAN FOCA

De notre envoyé spécial

Quelle main invisible a pris en charge, à un jour d'intervalle, les destinées d'Abdelwahab Dashti, le Kurde irakien, et de Ravi Pereira, le Sri-Lankais ? Leur parcours, rythmé par de longues semaines d'attente, les a conduits tous deux à l'extrême sud-est de la côte italienne.

Le navire sur lequel ils avaient été parqués, le *Cometa*, est arrivé le 1^{er} janvier au large d'Otrante, dans les Pouilles, son équipage évanoui, ses moteurs sabordés. Depuis, les 386 réfugiés, dont 225 Kurdes turcs et irakiens, 101 Sri-Lankais et 23 Pakistanais, sont cantonnés dans deux bâtisses de l'organisation chrétienne Caritas, à San Foca et Roca Vecchia, en bord de mer, à 20 km d'Otrante.

Ravi Pereira, 27 ans, père de deux enfants, a quitté Colombo par avion le 14 novembre. Un « agent pakistanais » a servi de rabatteur dans la capitale sri-lankaise où est fait miroité aux candidats au départ des postes de marins en Norvège et en Suède. L'avion avait tout du charter pour l'immigration. Parmi les 101 Sri-Lankais échoués sur le *Cometa*, au moins 49, dont Ravi Pereira, ont voyagé ensemble : ce sont des chrétiens d'ethnie cinghalaise, venant de trois villages, Nigambo, Chilae et Vennapur. La plupart ont payé leur voyage 7 400 dollars (environ 43 000 F).

Leur appareil s'est posé à Bakou (Azerbaïdjan) où ils sont restés trente jours. « Nous étions dans une grande maison, comme une prison », témoigne un Sri-Lankais.

Un soir, le groupe, qui comprenait deux femmes, est enfourné dans un car qui roule vingt-six heures. La nuit suivante, ils sont embarqués sur le *Cometa* sans même savoir d'où. Un spécialiste italien des filières d'immigration suppose qu'il

s'agit de Constanza (Roumanie) sur la mer Noire.

Le *Cometa* s'arrêtera quelques jours plus tard prendre livraison de son contingent de Kurdes, mais les Sri-Lankais ignorent de quel jour il s'agit. Cloîtrés dans une vaste cuve du navire située sous le niveau de l'eau, ils ne voient rien, ils n'entendent rien. « Pas de ciel, pas de soleil, pas de lune, pas de Noël, se souvient un réfugié. Une fois par jour, l'équipage nous donnait de la nourriture et de l'eau de mauvaise qualité. »

Les candidats au départ isolés pendant un mois

L'ultime frayeur de leur odyssée surviendra au large des côtes albanaises, lorsque des hommes équipés d'armes automatiques les dépouillent de leur argent et de leurs effets de valeur. Finalement, après seize jours en mer, la marine nationale italienne prend à la remorque le bateau en dérive. « Quoi que vous fassiez de nous, nous l'acceptons », disent aujourd'hui les Sri-Lankais, convaincus que le pire est derrière eux.

Abdelwahab Dashti, 39 ans, père de trois enfants, a quitté sa ville d'Erbil, dans le Kurdistan irakien, le 15 novembre. À la frontière turque, il a été pris en charge par un passeur. « Nous étions 21, à pied », se souvient-il.

Le groupe rallie Istanbul en car. Pendant un mois, les candidats au départ sont confinés dans une maison. Gare à celui qui tente de musarder à l'air libre. L'un de ces téméraires, embarqué par la police turque, a dû déboursier 1 200 F pour être relâché au bout d'une heure.

Finalement, un nouveau car vient les chercher. Les clandestins roulent six heures et embarquent vraisemblablement dans le port turc de Canakkale. Chacun d'entre eux a déjà déboursé l'équivalent de 13 000 F lorsque survient le racket au large des côtes albanaises. Plusieurs affirment s'être fait voler jusqu'à 7 000 F.

« Quel que soit le pays où nous arriverons, pourvu que ce soit en Europe, nous y serons bien, disent aujourd'hui la plupart des réfugiés kurdes d'Irak. L'Irak, c'est fini, fini.

fini ! »

Abdelwahab Dashti, décidé à demander le statut de réfugié politique, est une exception. Il sait où aller : un de ses frères est professeur d'université à Francfort, en Allemagne, où il était arrivé comme étudiant en 1982. Une de ses sœurs vit en Finlande depuis 1989.

Contrairement à la cinquantaine de Kurdes irakiens du *Cometa*, venus en célibataires, une quarantaine de Kurdes de Turquie ont emmené femmes et enfants. Ils viennent pour beaucoup des régions de Bingöl et Urfa, au sud-est du pays, qu'ils ont quitté début décembre. Leur ignorance des langues étrangères forme un violent contraste avec la pratique qu'en ont les Sri-Lankais, les Pakistanais, voire même les Kurdes irakiens. Leur niveau social semble beaucoup plus bas. C'est une immigration paysanne.

Les porte-parole s'imposent rapidement

La liberté de ton est aussi moins grande. Face aux caméras des télévisions italiennes, allemandes, françaises, britanniques ou turques, des porte-parole s'imposent rapidement. Le 3 janvier, une vingtaine de militants de la « Reta Antirazzista » (ligue anti-raciste) italienne a organisé, devant la « Casa Regina Pacis », une manifestation de soutien au peuple kurde. Leur mouvement est en lien étroit avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement de guérilla très actif depuis 1984 au sud-est de la Turquie. Du balcon de la bâtisse, des femmes lancent des youyou et les enfants imitent la trentaine d'hommes criant « Vive le PKK », ou « Vive le Kurdistan libre ».

Dimanche, 21 Kurdes supplémentaires ont rejoint le Centre de regroupement. Les garde-côtes italiens les ont récupérés le jour même par deux, par trois, par cinq, sur des plages où des passeurs les avaient abandonnés. L'un d'eux, un Irakien, explique être passé par la Grèce où il a séjourné deux mois, puis l'Albanie. « Les ports albanais, Durrës ou Valona, ne sont distants que de 148 à 195 km du sud-est des Pouilles, et cela fait huit ans que je vois passer le monde entier, Bosniaques,

Tsiganes, Libanais, Égyptiens, Sri-Landais, Bangladeshis, Chinois, etc., dans ce corridor maritime, constate Raffaele Gorgoni, journaliste à Bari et spécialiste des questions méditerranéennes. Le canal d'Otrante, ce resserrement des côtes, est surnommé « la porte de l'Orient », et croyez-moi, cette porte ne se refermera jamais. La chute du mur de Berlin a démantelé toutes les frontières de l'Est. Les filières d'immigration

sont multiples et beaucoup conduisent ici ».

Les experts estiment à plusieurs dizaines de milliers le nombre de clandestins qui ont débarqué en 1997 sur les plages du canal d'Otrante. Le flux est permanent, alimenté quotidiennement par des Zodiacs qui assurent la traversée en trois heures et échappent aux radars de la marine militaire et des garde-côtes italiens qui râtissent les eaux territoriales. Pour un

clandestin arrêté plus de cinq passent entre les mailles.

Les garde-côtes italiens ont même basé une de leur flotille en Albanie avec l'accord des autorités locales, pour tenter de freiner le trafic d'immigrants, de prostituées, de drogue et d'armes — les immigrants eux-mêmes paient souvent leur voyage en transportant de la drogue. « Mais nous ne pouvons utiliser notre armement et certains nous filent entre les doigts », soupire

le capitaine de frégate Angelo Roberto.

Signe d'une certaine nervosité, la marine italienne a arraisonné, dimanche, quatre cargos qui croisaient dans le canal d'Otrante, suite à une rumeur indiquant qu'un nouveau navire d'immigrants était sur le point d'arriver. Mais, l'information s'est révélée fausse.

Jean-Christophe PLOQUIN

Manifestation de soutien pour les réfugiés kurdes à San Foca devant la Casa Regina Pacis, lieu d'accueil des premiers clandestins.



LA CROIX MARDI 6 JANVIER 1998

L'Italie découvre la question kurde

Les Italiens prennent en sympathie les réfugiés kurdes. Perçus comme « victimes », ils ont l'avantage de ne pas projeter de s'installer en Italie. Contrairement aux Albanais

LECCE

De notre envoyé spécial

Aucune caméra n'est postée devant la « Casa Madonna di Rocca », le centre où ont été regroupés les Sri-Lankais et Pakistanais arrivés le 1^{er} janvier à bord du *Cometa*. En revanche, les journalistes font le siège de la « Casa Regina Pacis » où sont cantonnés les Kurdes. « Il y a une sympathie spontanée vers ce peuple perçu comme victime, constate un journaliste de la RAI, la télévision publique italienne. L'émotion est d'autant plus facile que ces migrants ne restent pas en Italie, contrairement aux Albanais qui, eux, sont rejetés. »

La cause kurde semble en outre devenir l'un des étendards de la gauche italienne,

notamment du parti Rifondazione comunista. Cette formation, ainsi que le mouvement de défense des droits de l'homme Rete Antirazzista, a organisé, le 3 janvier, une conférence dans la mairie de Martano, à quelques kilomètres d'Otrante, à laquelle participait Ahmed Yaman, représentant à Rome du Front de libération du peuple kurde, la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), guérilla très active en Turquie depuis 1984.

« Nous considérons le PKK comme le représentant légitime du peuple kurde de Turquie », explique Dino Frisullo, porte-parole de Rete Antirazzista, reçu avec Ahmed Yaman, le 31 décembre, au ministère de l'intérieur. « En matière de droit d'asile, nous ne devons faire excep-

tion pour aucun Kurde de Turquie », s'emporte Maria-Celeste Nardini, député Rifondazione comunista de Bari. Ahmed Yaman ne paraît pas se réjouir de cette immigration kurde et suggère que les Kurdes bénéficient du statut de « personnes affectées par la guerre » plutôt que celui de réfugiés politiques. « Ce sont des réfugiés de guerre comme les Bosniaques », explique-t-il.

Rifondazione comunista espère faire basculer la coalition gouvernementale dans son camp. Jusqu'à ces dernières semaines, la question kurde relevait du ministère des affaires étrangères, où Lamberto Dini se montrait sensible au souhait turc d'entrer dans l'Union européenne. Mais, depuis deux semaines, c'est le ministre de

l'intérieur, Giorgio Napolitano, membre du PDS, l'ex-Parti communiste, qui s'est saisi du dossier. « Quand nous sommes confrontés à des étrangers appartenant à des ethnies persécutées ou provenant de pays où leurs droits civils et politiques ne sont pas respectés, nous envisageons l'asile politique », a-t-il affirmé le 2 janvier.

Un consensus se dessine en faveur d'une internationalisation de la question kurde. « Cette immigration ne sera pas stoppée par les patrouilles de quelque marine que ce soit, estime Mgr Cosmo Francesco Ruppì, évêque de Lecce, le diocèse hébergeant les immigrants du *Cometa*. Il faut que l'Union européenne et l'ONU se saisissent du droit de ce peuple à disposer de sa culture ».

J.-C. P.

I curdi, un popolo senza futuro

Venticinque milioni derubati di una patria

Kandiskij. Ma nel cuore, nella mente, ficcata come un chiodo biforcuto, m'è rimasta una ninnananna che l'ultima notte ascoltavi su quella montagna curda. Più tardi, l'epico Abdulrahman Ghassimlou, fondatore e segretario generale del PKI, il leader ucciso nel 1989 a Vienna, da emissari coi quali avrebbe dovuto trattare, mi tradusse in francese quella ninnananna-nenia. Vi prego: leggetela. Attentamente. Capirete chi sono i curdi.

«Piccolo, figlio mio bambino / fiore del mio campo / tu mi domandi perché mai io, tua madre, l'abbia incatenato alla culla / e stretto coi ceppi / teneri polsi. / Tu sei un curdo fiero, figlioletto / infiniti eroi affollano il tuo passato / ma oggi il

curdo è solo, nessuno l'aiuta / ed io ti metto i ceppi, le catene, bambino / figlio dell'anima mia e del sangue di tuo padre / cuore mio delicato / per abituarti / al carcere. / Ti metto in catene perché tu possa far l'abitudine ai ceppi / figlio / perché tu possa sopravvivere / un giorno / al tormento della prigione. / Dormi, piccolo mio / mia speranza in mille domani sconosciuti».

Mentre scrivo è in corso uno sciopero della fame di detenuti curdi e «biancheggiatori». Giacciono nelle loro cuccette luride: incatenati. «Affinché non cadano dal giaciglio, deboli come sono», spiegano i carcerieri.

Non è tutto: nella recente «punizione» che Saddam ha inflitto a ot-

tomila «dissidenti», tra i morti ammazzati i curdi non scarseggiano. Da parte loro: «nel solo 1997 abbiamo eliminato ottomila guerriglieri curdi», proclamano fieramente i turchi che, tuttavia, «deplorano» la «incomprensibile fuga» dei curdi e (confortati dall'ipocrisia di alcuni politici tedeschi) pretendono, dall'Italia che gli rispetti gli «espatriati clandestini». Ma si può espatriare clandestinamente, e a bordo di grossi bastimenti, dal traffico (e sorvegliato *manu militari*) porto di Canakkale? Impossibile. Dicono che i turchi fingano di non sapere, per «vendicarsi» dell'anello più debole dell'Europa, quell'Italia che insieme con gli altri partners della Ue ha, diremo, «sospeso» l'ingresso della Turchia in Europa sin quando i Diritti Umani non verranno rispettati da Ankara. («Aspetta e spera», come cantano gli ergastolani).

Quella dei curdi è la storia di una disgrazia antica ma anche di un tradimento eterno. Nel secolo scorso il potere ottomano ripudia l'autonomia che i curdi si sono guadagnata addirittura nel 1514 combattendo col sultano Selim I contro lo scià Ismail. Di seguito allo sfascio dell'Impero ottomano, il trattato di Sevres (1920) «prevede» un Kurdistan indipendente. Ma resterà lettera morta per la vittoria di Mustafa Kemal. Ancorché appoggiato dai curdi nella sua guerra di indipendenza, il futuro Atatürk costruirà uno stato «essenzialmente turco e moderno»

le cui prime vittime saranno proprio i curdi. Nel 1923, col trattato di Losanna, il Kurdistan viene smembrato in cinque parti. Prima dell'attuale, l'ultima tragedia è cronaca non ancora fredda. Dopo la disfatta di Saddam, i curdi, sostenuti dalla

Cia, aizzati dai turchi, sospinti dagli iraniani, acclamando *Bush hadji*, Bush il savio, scendono in campo contro Saddam. Ma il dittatore, dopo il primo sbandamento, che coincide con l'effimera conquista di Kirkuk da parte dei curdi, passa al contrattacco innaffiandoli di napalm, di bombe al fosforo. Gli Stati Uniti non si muovono, gli «alleati» arabi di Bush non fanno una piega, l'Europa, come da copione, si indigna.

Ma stavolta temo che indignarsi valga poco. Dobbiamo preoccuparci, e molto, invece. Dice niente Straburgo? Dice niente la sollevazione di quei ragazzi, l'attacco selvaggio ai simboli dell'Europa opulenta nella notte di San Silvestro? Il vecchio cristiano non crede che quei giovani, *beurs* e non, si siano scatenati mosi soltanto dall'impeto dell'*orghè*, ovvero il bisogno di abbandonarsi all'impulso del momento. Sembra piuttosto di capire, «osservando i loro atti e i loro discorsi», che quello cui davvero aspirano è il libero riversarsi «della vita nella vita», come lucidamente scrisse, proprio su questo giornale, Nicola Chiaromonte, «cercando di capire il 68 e quel che ne deriverà». Scrisse: «l'immaginazione al potere?», perché no. Anche perché, a pensarci bene, è un nuovo fatto religioso, chiamato solidarietà.

Attenzione: per sconfiggere la (voluta) miopia del «borghese (europeo) piccolo piccolo», per fuggire il suo stolto curarsi esclusivamente del proprio *particolare* gioverà ricordargli che poiché il dolore stanca un giorno potremmo avere l'alleanza senza misericordia di curdi e armeni. Di rwandesi e di algerini. E di somali, di coreani, di cinesi. Potrebbe addirittura avverarsi la profezia di Kant: «... una pace universale e

durevole ottenuta mediante il cosiddetto equilibrio delle potenze europee è semplicemente una chimera, tal quale quella casa di Swift ch'era perfettamente costruita secondo le regole dell'equilibrio così che, non appena un passerotto vi si

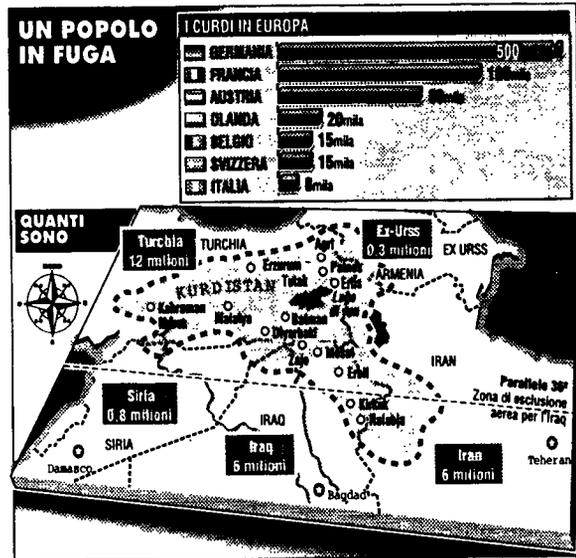
posava, immediatamente crollava». Certo, mi dice il cardinale Silvestrini che la tragedia dei curdi (caldèi e non) conosce per il suo ufficio di Prefetto delle Religioni Orientali, da città di Dio di Agostino non si vede ancora, ma è lì, da oltre un millennio, e per coglierne la santa sostanza basterebbe verosimilmente conciliare lo sviluppo con la tutela dei deboli. Impresa difficile, però non impossibile. Come a dire che è più facile coniare una nuova moneta unica che resuscitare la Solidarietà, sorella indivisibile della Gratuità.

Difficile, non impossibile, tuttavia.

Igor Man

LA STAMPA

Martedì 6 Gennaio 1998



Kurdes/Chevènement - "Il faut traiter les causes"

PARIS, 6 janvier, Reuters - Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a estimé mardi que la création d'un "no man's land juridique" dans le Nord de l'Irak par les alliés de la guerre du Golfe, en 1991, était en partie à l'origine de l'afflux d'immigrés clandestins kurdes en Europe.

"Si le Nord de l'Irak n'avait pas été transformé en no man's land juridique offert à tous les coups, à toutes les invasions, à toutes les guerres civiles, si ce n'était pas devenu un abcès purulent dans cette région, eh bien, peut-être qu'il n'y aurait pas l'afflux des Kurdes que nous voyons. Il faut traiter les causes", a-t-il dit après un entretien avec le Premier ministre, Lionel Jospin.

Le ministre de l'intérieur a dénoncé les "filières criminelles" qui organisent cette immigration et sont "tenues par un certain nombre de gens qui se font de l'argent".

"Cela doit cesser", a-t-il dit. "Il y a une réunion des directeurs généraux de la police à Rome qui a lieu, je crois, après-demain avec le directeur général de la police turque. Je pense que quand un bateau quitte les côtes turques, ça doit se voir."

REUTERS

L'Italie doit faire face à l'arrivée massive d'immigrés kurdes

Les chefs des polices européennes se réunissent à Rome

Le président du conseil italien, Romano Prodi, a tenu, dimanche 4 janvier, un conseil ministériel restreint pour faire le point sur la situation d'urgence créée par l'arri-

vée d'immigrés kurdes en Italie. Une réunion des chefs des polices italienne, française, allemande, hollandaise, grecque et turque, doit se tenir mercredi à Rome.

SOVERATO (Calabre) de notre envoyé spécial

Gianni Calabretta n'a pas tellement apprécié lorsque son jeune interlocuteur kurde lui a fait remarquer qu'il lui accordait sa confiance en raison de son « âge ». « Je ne suis pas si vieux que cela », s'est insurgé le maire de Soverato du haut de ses quarante-huit ans. « Peut-être a-t-il voulu dire honnêteté au lieu d'ancienneté », s'est enquis, un peu surpris, auprès de l'interprète, le premier magistrat de cette petite cité balnéaire calabraise, avant de s'assurer que les termes de l'accord étaient bien clairs.

Les quelque deux cent cinquante réfugiés installés dans la salle des sports, à proximité du stade, s'engageaient à cesser leur grève de la faim - entreprise la veille, samedi 3 janvier - jusqu'au mardi 6 janvier, dans l'attente de la réponse promise par le gouvernement sur le sort qui leur serait réservé.

Les clandestins kurdes, égyptiens et autres, arrivés dans la nuit du 26 au 27 décembre sur les côtes calabraises à bord de l'Ararat, n'en peuvent plus. Confinés dans un espace vaste, certes, mais presque totalement occupé par des lits de camp, ils veulent sortir de ce qu'ils appellent « une prison, un camp d'esclaves », où ils ne font que manger, boire et dormir toute la journée. La colère a surgi samedi après une semaine d'incertitude. Gianni Calabretta a eu toutes les peines du monde à les faire revenir sur leur décision de continuer la grève de la faim coûte que coûte.

Il leur a fait valoir qu'il s'agissait « d'une insulte à la ville, à l'hospitalité accordée, aux 126 personnes qui ne ménagent pas leurs efforts pour leur venir en aide ».

ASILE POLITIQUE

Après beaucoup de tergiversations, les grévistes ont finalement décidé de suspendre leur mouvement en attendant mardi. Mais si rien n'est décidé, « alors on brûlera tout, les lits, le bâtiment et nous-mêmes », a averti l'un des responsables des différents groupes qui se sont formés suivant les nationalités. Pour tous ceux qui ont demandé l'asile politique, principalement les Kurdes, il ne devrait pas y

avoir de difficultés - même si ces derniers ont eux aussi fait la grève de la faim par solidarité avec leurs compagnons de galère.

Pour les autres, en revanche, la situation est plus problématique. La plupart savent plus ou moins qu'ils ont la possibilité d'obtenir un papier leur permettant de séjourner deux semaines en Italie, en vertu de la législation toujours en vigueur. Ils savent aussi que l'Italie fait désormais partie de l'espace Schengen et ils croient qu'une fois la porte franchie ils pourront voyager où ils veulent en Europe. Ils réclament donc ce papier. Tous assurent qu'ils n'ont aucunement l'intention de rester en Italie, car « c'est le pays le plus pauvre d'Europe ».

« Nous ne sommes pas venus en Europe pour être en prison. Pour nous, l'Europe, c'est une chance, un espoir, la possibilité de trouver du travail, n'importe quel travail, n'importe où. » Cette chance, ils l'ont achetée 3000 ou 4000 dollars. Quelle que soit leur nationalité, Afghans, Bengalis, Iraniens, Irakiens, dans la grande majorité des jeunes, ils se sont retrouvés à Istanbul grâce à des visas de tourisme. Certains avaient entendu dire qu'il y était facile d'obtenir des visas pour l'Europe. Ce ne fut qu'un bateau pour un monde supposé meilleur. Tous l'ont pris après avoir parlementé au hasard des rues de cette plaque tournante. Une aventure à saisir, car c'était pour eux l'unique possibilité de changer leur vie. Après plusieurs semaines d'attente, le soir venu, les passeurs sont venus les chercher afin de prendre la route pour le grand rêve.

PERSÉCUTIONS

Pour les Kurdes, l'aventure a le plus souvent commencé à pied depuis l'Irak pour franchir la frontière, ou à partir du sud-est anatolien. Elle s'est poursuivie en camion ou en autobus jusque de l'autre côté du Bosphore. Toujours pour fuir la répression, les combats, l'humiliation, les déplacements. La plupart refusent de donner leur nom, sauf cet étudiant d'Ankara libéré il y a un an, après dix-huit mois de prison, et qui en a eu assez du racisme et des persé-

cutions. Ou encore cet autre, tenant une boutique de vêtements de cuir à Istanbul, qui affirme avoir été torturé, menacé de mort, parce qu'accusé d'être membre du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), et qui a fui, abandonnant tout.

Enfin, ces Irakiens venus d'Erbil, fatigués de la lutte incessante entre Massoud Barzani et Jalal Talabani, et qui ont décidé de rejoindre leurs proches en Allemagne. Tous ont franchi comme ils le pouvaient les quelques milliers de kilomètres qui les séparaient d'Istanbul, port de l'espoir.

Une fois sur l'Ararat, la route du futur a rapidement pris une allure aussi risquée qu'incertaine. Six jours de cauchemar, de froid, de faim, entassés dans les soutes d'un cargo donnant de la bande. Un groupe d'Égyptiens raconte comment l'équipage leur a soutiré leur passeport et de l'argent pour payer leur nourriture sous la menace des armes. L'un porte encore les traces d'un coup de crosse sur le cuir chevelu et un autre d'un coup de ceinture dans le dos.

ATTENDRE, TOUJOURS ATTENDRE

La traversée éprouvante s'est achevée en face de Santa Caterina dello Jonio, après que l'équipage eut enfermé tout le monde dans les cales pour pouvoir prendre la fuite sur les bateaux de sauvetage. Leurs embarcations ont été retrouvées par la suite ainsi que cinq matelots, tous turcs, actuellement interrogés par la police. Les infortunés passagers n'avaient ja-

mais entendu parler de la Calabre avant d'être secourus. Les autorités locales ont paré au plus pressé pour trouver un gîte aux huit cent trente-cinq rescapés de ce voyage au bout de l'enfer, dans un centre sportif, une école maternelle pour les femmes et les enfants, et deux autres écoles, l'une à Soverato et l'autre à Badolato, à une vingtaine de kilomètres.

Mais la vie est bien précaire sur ces lits de camps alignés dans les salles et les couloirs dans lesquels les réfugiés traînent leur ennui. Seuls ceux de Badolato ont la possibilité de sortir sur les marches de l'église où, en ce dimanche 4 janvier, les Kurdes dansent, les bras emmêlés. La police surveille les allées et venues derrière les barrières métalliques. Il n'y a rien à faire qu'à tourner en rond et attendre, toujours attendre. Avec de rares mots d'anglais, les visiteurs sont questionnés pour savoir quel pourra être le sort qui leur sera réservé.

Les derniers habitants de Badolato, tous âgés, continuent de déambuler autour de cet îlot en jetant des regards interrogateurs sur ces nouveaux voisins. Le soir de la Saint-Sylvestre, les réfugiés n'ont cependant pas été laissés seuls. La population est venue apporter sa solidarité et quelques gâteaux à ces « étrangers ». Comme le souligne le marchand de journaux, « les Calabrais n'ont pas oublié qu'ils ont été et sont encore des immigrés ».

La communication est malgré tout difficile. Tanya, l'unique interprète, est épuisée. D'origine turque arménienne, épouse d'un Calabrais, volontaire de la Croix-Rouge, elle passe ses journées à tenter de résoudre tous les problèmes qui surgissent. A commencer par les liaisons à établir entre les membres des familles éclatées dans les différents centres d'accueil. Sans parler de tout le reste : les relations avec les autorités diverses, les problèmes d'intendance, les conflits qui surgissent, le ramadan, les malades. Une cascade sans fin. « Et si demain, se demande-t-elle, d'autres bateaux arrivent, comment ferons-nous ? ».

Michel Bôle-Richard

Ankara dément un départ massif de Kurdes

Le gouvernement turc a démenti, dimanche 4 janvier, le prochain départ de milliers de Kurdes vers l'Italie et a affirmé que la Turquie n'était pas un pays où des milliers de personnes pouvaient prendre la mer sans que personne les remarque. Le directeur de la police des frontières bavaroises (Allemagne), Gerhard Hoppe, avait affirmé, samedi, que quelque 10 000 Kurdes seraient sur le point de prendre la mer à bord d'une vingtaine de bateaux sur les côtes turques pour mettre le cap sur l'Italie.

« Comment peut-on penser qu'une dizaine de milliers de Kurdes s'apprêteraient à prendre la mer pour rejoindre les côtes italiennes ? », a déclaré à l'AFP un responsable gouvernemental turc, pour lequel il « s'agit d'une propagande antiturque orchestrée par les milieux kurdes séparatistes ». Une coopération est selon lui indispensable au niveau européen pour traiter le problème. - (AFP)

Vedrine visit takes place amid concern for Kurdish boat people

'Can Europe close its doors to Turkey with the pretense that it mistreats its Kurds, and at the same time, refuse entry of the Kurds that arrive on its coasts?' asks daily Le Monde in its main editorial



NAZLAN ERTAN
Paris-Turkish Daily News

ing the issue a "new tension with Turkey" as far as bilateral ties are concerned, France has reimposed border controls with Italy, although both countries had abandoned this practice in accordance with the Schengen accord.

The French Interior Ministry has announced that last year, 4,500 Iraqis (and Kurds, according to sources) were prevented from entering France in clandestine ways, while the corresponding figure for the year before had been in the hundreds...

However, the French Foreign Ministry spokesman, like other diplomatic sources, has carefully refrained from indicating that the relations between the European Union and Turkey, already at a low point, would suffer a new setback due to the arrival of "clandestine Kurds."

Paris has adopted a softer tone than that of Italian Interior Minister Giorgio Napolitano, who said that there was no doubt that Kurds were being executed in Iraq and in some parts of Turkey. Doutriaux has said, in response to the questions whether France thought that this influx of Kurds was due to "Turkey's policy

toward the Kurds or Turkish operations in northern Iraq," that the reasons for this immigration were complicated, on which many different analyses were being made. He also maintained that the reasons of immigration from Turkey and Iraq — as well as the question of Turkey's relations with the EU and Iraq's relations with the international community — should neither be confused nor treated in the same manner.

The Le Monde editorial, for its part, criticized Turkey's policy toward Kurds but added that "making believe that simply being Kurdish is dangerous in Turkey is not true." It also remarked that Italy alone cannot cope with the problem it has found on its coasts, adding that the European Union was now forced to define "not only its collective policy toward clandestine Kurds" but also find a way to establish a less "divided" policy of dialogue with Ankara.

The editorial also recalled that the Luxembourg summit had deeply humiliated Turkey by not offering it more than a "halfway" method to become part of Europe.

French official sources, for their part, believe that the Luxembourg summit contained "positive factors" which could be used to build something upon. In the words of spokesman Doutriaux, Turkey now has to play a role in what pace and to what extent it would fulfill the "Copenhagen criteria" that applies to all the countries that want to be part of "the European family."

As for relations with Greece, Vedrine — who will be meeting with high level authorities in Ankara and Athens — will urge both sides to a "realistic and cool-minded vision" that would bring moderation and stability to ties.

Turkish Daily News

French Foreign Minister Hubert Vedrine arrives in Ankara on Wednesday against the backdrop of a European Union debate on just what to do with Kurdish "boat people" from Iraq and Turkey who have landed on the Italian coast.

"The possibility that the problem (of the Kurdish immigrants) would be discussed between Foreign Minister Hubert Vedrine and his Turkish counterpart cannot be excluded," French Foreign Ministry spokesman Yves Doutriaux said on Monday.

"Can Europe simultaneously close its doors to Turkey, under the pretext that it treats its Kurdish community badly and, at the same time, refuse entry to the Kurds who want to land on its coasts?" asked French daily Le Monde in its main editorial on Tuesday.

Although French diplomatic sources carefully refrained from call-

Kani Yılmaz goes on trial

Ankara - Turkish Daily News

Kani Yılmaz, a leading member of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) went on trial on Tuesday in the north German town of Celle, according to wire dispatch reports.

Yılmaz, who is currently serving

three years in a German prison, was accused of involvement in a spate of arson attacks against Turkish targets in Germany four years ago. The 48-year-old man identified as Faysal Dünlayıcı, a former European spokesperson of the separatist PKK who uses the name of Kani Yılmaz, is also charged with heading a terrorist organization.

State prosecutors said that the accused organized a series of attacks on Turkish banks, travel bureaus and restaurants throughout Germany during 1993. One person was killed and substantial damage was caused to property in the incidents.

Last November the Celle court

sentenced another PKK member to four-and-a-half years in jail for involvement in arson attacks.

Over half a million Kurds live in Germany, which has a two-million-strong Turkish population.

Reading his nine-page testimony in the second half of the trial, Yılmaz criticized German Interior Minister Manfred Kanther for putting a ban on the "peace train initiative" and asked Germany to lift the ban on the facilities of the separatist organization, according to an Anatolia news agency story.

January 7, 1998

KDP discusses PUK proposal in broad party meeting



SAADET ORUÇ
Ankara - Turkish Daily News

Ankara - Turkish Daily News

■ The Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, is evaluating a series of regional developments in its continuing broad series of meetings, including the consideration of recent proposals made by its rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

The KDP party leadership meeting, which is being held with the participation of 36 KDP officials, will last for more than two days and cover all the regional topics, from the PUK pro-

posals to the unsteady process in Ankara, according to TDN sources. Recent KDP contacts with Moscow and Tehran will also be reviewed during the meeting.

KDP & Russia, Iran

KDP's Sami Abdurrahman held talks in Moscow with a number of Russian Foreign Ministry officials, including the deputy foreign minister, last week.

The KDP consider their seemingly farfetched relations with Moscow to be very significant. Russian Foreign Minister Yevgeni Primakov was described as "the architect of the 1970 autonomy agreement in Iraq."

Primakov, who was working for Pravda in the 1970s, has been travelling to Iraq frequently and has had good contacts with the Iraqi Kurdish groups.

Another KDP delegation was in Tehran recently. Sources close to the KDP said that, as a result of intense diplomatic efforts by the KDP, the PUK, who have close ties with Iran, have made proposals for reconciliation. "The PUK does not want to be excluded from the regional balances," they said. Meanwhile, following a three-month-old invitation from Washington, Barzani will be going to the United States in the coming months.

IHD says some 15 hunger striking prisoners in critical condition

Ankara - German News Agency

■ Some 15 prisoners on a hunger strike for better living conditions in two high-security prisons in Erzurum in eastern Turkey were in critical condition Monday, human rights activists said.

The prisoners were suffering from loss of eyesight, loss of feeling in their lower limbs and an inability to take fluids, Abdurrahim Firat of the Turkish Human Rights Association (IHD) in Erzurum told the German News Agency (DPA).

He added that none of them had been taken to hospital yet and that they refused to have medical check-ups.

Some 200 prisoners are on a hunger strike at the moment, he said, adding that most of them were members of the clandestine Kurdish Workers' Party (PKK) separatist gang which has been waging a terrorist campaign in southeastern parts

of Anatolia since 1984.

The prisoners had launched their protest over six weeks ago mainly to oppose government plans to introduce cells into prisons to replace wards which hold up to 25 people.

The prisoners were also asking for the transfer of prison staff whom they say mistreat them, permission to visit fellow inmates in other wards, to contact relatives freely and longer visiting hours.

Firat explained that the IHD had managed to end the strike in one of the prisons in late December when the prison administration agreed to most of the inmates' demands.

However, he said, 20 prisoners had gone on another hunger strike when the administration announced two days later that it had suspended the agreement until the end of the strike in the other prison.

A delegation of the IHD and other non-governmental organizations were to travel to Erzurum in an effort

to mediate between the hunger strikers and the prison administration, Nazmi Gur, the IHD Secretary-General, said Monday.

An member of the Chamber of Turkish Doctors (TTB) said in a phone interview Monday that the hunger strike in Erzurum was fast approaching a dangerous point.

"The inmates who have participated in a previous hunger strike could end up being dead or with permanent body damage in this protest," Doctor Sezai Berber said.

He explained that they had witnessed such damage on the some 250 prisoners who went on a hunger strike in summer 1996, which left 13 people dead.

Berber said that some 60 of the 250 hunger strikers now suffer from irreparable brain damage, while over 100 of them have stomach, liver and kidney deficiencies.

Vives critiques contre des manœuvres israélo-turco-américaines en Méditerranée

La Syrie dénonce une « politique des axes » dirigée contre les pays arabes et l'Iran, l'Irak réclame une « action commune » arabe, et les Etats-Unis tentent de dédramatiser l'opération « Sirène confiante »

L'IRAK réclame « une action arabe » commune, la Syrie met en garde contre un pourrissement de la situation dans la région, l'Iran s'attend à une aggravation des tensions. Les manœuvres militaires israélo-américano-turques - baptisées « Sirène confiante » (*Reliant mermaid*) -, qui se déroulent du lundi 5 au vendredi 9 janvier en Méditerranée orientale, ont fait monter d'un nouveau cran les critiques contre la Turquie, coupable de s'allier militairement à l'Etat juif.

Ces critiques se sont doublées d'autres envers la Jordanie qui participe aux manœuvres en tant qu'observateur. Mais depuis que les accords israélo-turcs ont été conclus il y a deux ans, l'expression de la colère n'est jamais allée au-delà de la dénonciation rhétorique.

Pour le quotidien gouvernemental syrien *Techrine*, ces manœuvres « reflètent les intentions agressives » de la Turquie et d'Israël à l'égard des Arabes. La coopération militaire entre ces deux pays, écrivait lundi 5 janvier l'éditorialiste de *Techrine*, est « un élément déstabilisateur, qui va provoquer des conflits et relancer au Proche-Orient le climat des années 50, lorsque la politique des alliances avait suscité des conflits et ravivé l'hostilité contre l'Occident en général et les Etats-Unis en particulier ».

Il faisait sans doute allusion à la mise sur pied, en février 1955, par la Turquie et l'Irak - alors sous régime monarchique - du pacte de Bagdad, auquel avaient ultérieurement adhéré la Grande-Bretagne, l'Iran et le Pakistan, et qui était dirigé contre l'Union soviétique, dont les deux « amis » étaient alors l'Egypte nassérienne et la Syrie.

Les temps ne sont évidemment plus les mêmes et les partenaires régionaux ont bien changé mais, pour *Techrine*, la nouvelle « politique des axes » qui se dessine est

destinée à « faire pression sur la Syrie ». Deux jours plus tôt, le même journal estimait qu'une « odeur de complot contre des pays arabes et islamiques, notamment la Syrie, l'Irak et l'Iran se dégage de ces manœuvres », cependant qu'un autre quotidien officiel, *El Saoura*, critiquait la présence de la Jordanie aux manœuvres israélo-américano-turques, « bien qu'Amman soit membre de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique ».

La « gravité » de l'affaire tient à ce que les intentions pacifiques d'Israël sont mises en doute

Amman a été jugé avec une égale sévérité par l'Iran. La participation de la Jordanie est « inacceptable », a commenté le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Mahmoud Mohamadi, qui a rappelé l'opposition de « tous les pays musulmans » à ces manœuvres, telle qu'elle a été exprimée au huitième sommet de l'Organisation de la conférence islamique qui s'est tenu du 9 au 11 décembre 1997 à Téhéran.

La « gravité » de l'affaire pour les pays de la région tient principalement au fait qu'Israël est à nouveau tenu dans la plus grande suspicion et que ses intentions pacifiques sont mises en doute depuis l'accession au pouvoir de Benjamin Nétanyahou. Les relations de la Turquie avec la Syrie, l'Irak ou l'Iran n'étant par ailleurs pas exemptes de tiraillements (*Le Monde*, du 23 décembre). L'alliance israélo-turque réunit toutes les

conditions d'une exacerbation de la tension régionale.

Les Etats-Unis ont tenté de dédramatiser les manœuvres, les présentant comme une opération « de type strictement humanitaire, un exercice de recherche et de sauvetage ». Mais ces déclarations risquent de ne pas être suffisantes, les relations de Washington avec la Syrie, mais surtout avec l'Irak et l'Iran étant au plus bas. Pour Damas, soutenu par nombre de pays arabes - le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, a lui aussi parlé d'« axe » et « d'alliance » - les Américains soutiennent inconditionnellement l'Etat juif. Quant aux régimes irakien et iranien, ils sont considérés comme parias par Washington.

Jugée à l'aune de la virulence traditionnelle antisioniste et anti-américaine de l'Iran, la réaction de Téhéran à *Reliant Mermaid* est plutôt mesurée : « Le développement de la coopération militaire entre la Turquie et le régime sioniste, et notamment les manœuvres militaires, aggravent la tension et peuvent entraîner une crise dans la région », a dit le porte-parole du ministère des affaires étrangères. « L'Iran ne peut pas y rester indifférent. »

Pour l'Irak, c'est une quasi-aubaine, l'occasion de réclamer « une action arabe collective concrète et ferme » face à un plan « visant à piller nos richesses [arabes] et à contemner nos aspirations légitimes à l'indépendance, à l'unité et au développement ». L'Irak a, il est vrai, des raisons de détester Israël, de se méfier de la Turquie et d'abhorrer les Etats-Unis, mais surtout, dans l'hypothèse où son appel à l'union sacrée arabe était entendu - ce qui est peu probable -, ce serait pour lui le moyen d'être réhabilité après sept années de mise en quarantaine.

Mouna Naïm

Le Monde

MERCREDI 7 JANVIER 1998

La police turque arrête 310 Kurdes candidats à l'émigration

ANKARA. 310 Kurdes irakiens qui s'apprêtaient à se rendre en Italie par bateau et plusieurs passeurs turcs ont été appréhendés lors d'opérations policières à Istanbul, a rapporté l'agence Anatolie. Ces

actions ont été menées dimanche 4 et lundi 5 janvier dans des hôtels et pensions sur la rive européenne d'Istanbul. 280 Kurdes irakiens ont été arrêtés dimanche et 30 autres lundi, selon Anatolie. Un passeur et ses collaborateurs ont été placés en garde à vue par la police, a indiqué l'agence. L'arrestation de ces Kurdes irakiens vient s'ajouter à celle de près de 200 immigrés clandestins, en majorité d'origine asiatique, qui avaient été arrêtés dans la nuit de dimanche à lundi. - (AFP)

dal nostro inviato
MARIA NOVELLA DELUCA

OTRANTO — Alim preme il grilletto e spara. Il lanciarazzi di plastica emette rombi di tuono. Bum, bum, bum fa Alim ridendo e buttando indietro la testa, un colpo verso il cielo, un colpo verso il mare e poi per l'ultimo colpo gli occhi neri gli diventano fessure che scintillano: bum, colpito, morto dice Alim, bimbo curdo-iracheno, di 10 anni. «Alim ha ucciso Saddam», traduce Wahab, uno dei pochissimi del campo che parla inglese, mentre guarda i mini-guerriglieri giocare. Bum, bum fanno dietro Alim, Ozlam, 8 anni, che schizza con una pistola ad acqua, e Allia di 11 anni che in mancanza di meglio imbraccia una Barbie: un colpo al cielo, un colpo al mare, un colpo a Saddam...

La Befana è arrivata ieri anche per i bambini curdi del centro di accoglienza «Regina Pacis» di Santa Foca, a pochi chilometri da Otranto. Una strana vecchia con scopa e cappello, figlia di chissà quale favola, con sulle spalle un sacco di juta pieno di doni, bambole, colori, dolci, vestiti, roba nuova e usata, ma ce n'è per tutti, e in abbondanza. La Befana attraversa gli enormi dormitori del centro Caritas, con centinaia di letti allineati l'uno all'altro, si ferma nella stanza degli ammalati, alcune donne e 4 o 5 bambini tutti con problemi respiratori, e in breve su ogni letto compare un peluche o una tutina nuova. Lo spazio è poco, si sta stretti, l'acqua calda non basta per tutti, ma alle pareti ci sono già appesi alcuni disegni, le donne e i volontari cercano di tenere le stanze pulite, e si sente, forte, l'odore del disinfettante. Fuori è festa grande, la banda comunale intona il coro del «Nabucco», nessuno, lì dentro, capisce le parole, ma non importa, quel canto prende il cuore, così un gruppo di profughi decide di issare sul balcone la bandiera della loro nazione che non c'è, il Kurdistan della diaspora.

E' un giorno pieno di sole, con gli alberi di mimosa già fioriti. Alim, Sukran, Ozlam, Chari e gli altri sembrano allegri, ma per una strana beffa del destino ricevono in dono armi giocattolo, regali già usati dai bambini italiani che per gli sputafiamme e le mitragliette vanno pazzi, e anche Alim, e Can (che dalla sua pistola non si stacca mai) sono contenti, ma i piccoli fuggiti dalla guerra sanno qual è il dolore di quegli oggetti sulla pelle, e la forza che dà, nelle loro case lontane sulle montagne, avere un fucile nascosto. Così Alim che non ha nessuna pura di parlare racconta a Wahab, (il quale paziente traduce) che se lui sulla nave Cometa avesse avuto «la mia pistola, questa qui, avrei ammazzato quei signori che ci volevano buttare nel mare, hanno rubato gli



Otranto, un po' di regali nel centro di accoglienza per i piccoli curdi sotto choc dopo il viaggio

I bambini imbracciano il fucile ma è solo un dono della Befana



La Befana è arrivata anche per i bambini curdi al centro di accoglienza «Regina Pacis» a pochi chilometri da Otranto. Accanto, i disegni dei piccoli profughi

la nave avevamo camminato tanti giorni. Qui si mangia bene, ma noi quando è festa mangiamo la carne e il riso, e suoniamo un'altra musica e anche mia madre si mette a ballare. Non volevo partire ma mio padre ha detto: via, via, e siamo andati via. Nel mio paese si vedevano ogni tanto i film con queste figure, guardate (Allia ha un album con Topolino e Paperino), anche qui ci sono?».

Il nemico di Ozlam non è Saddam Hussein. Lui è un curdo di Istanbul. Chiede Wahab: «A chi tiri l'acqua della tua pistola?». «Alle guardie», dice sicuro Ozlam, che non è per niente timido, mentre suo padre lo guarda e lo lascia parlare. «Io ero bravo a scuola, ma la notte le guardie venivano a svegliarci, e allora adesso andiamo in Germania, dove ci sono mio zio, e i miei otto cugini». «Avevo anche una bicicletta, me l'ha mandata mio zio dalla Germania, però mio padre me l'ha fatta lasciare a casa. Penso che in Germania mio zio me ne compra un'altra. Da grande voglio fare il dottore». «Perché il dottore?», chiede Wahab. La risposta di Ozlam fa male al cuore, ma lui è sereno. «Perché a casa con mia nonna abbiamo lasciato mio fratello che non cammina perché nessun dottore lo cura. Da grande lo curo io».

orecchini a mia madre, e al mio paese con questa, potevo uccidere le guardie che hanno portato via mio fratello, loro rubano tutto, tutto quello che abbiamo». Alim arriva infatti da un villaggio al confine tra Iran e Iraq.

Intorno a Wahab però, che ha lasciato in Turchia moglie e figli, e confessa, nel suo semplice ma comprensibile inglese «mi mancano», s'affollano gli altri ragazzini. Mostrano i loro nuovi giochi. E del lungo viaggio den-

tro la stiva della «Cometa» molti di loro ricordano con una paura ancora tangibile, l'assalto dei pirati albanesi, che hanno derubato i profughi curdi dei pochissimi oggetti d'oro (orologi, orecchini) che avevano portato con sé. Allia si fa avanti, con la sua Barbie, sempre puntata come fosse un fucile. «Io sulla nave avevo paura. Mia madre mi diceva: dormi, Allia, dormi. Ma le onde mi facevano vomitare. Ero stanca perché prima di prendere

INTERVISTA A ABDULLAH OCHALAN

Il leader della guerriglia curda: «Sono pronto al dialogo»

Abdullah Ochalan, leader dei guerriglieri curdi in Turchia è soddisfatto. L'Italia, con la politica di apertura nei confronti dei profughi scappati dal Kurdistan, si è dimostrata amica del popolo perseguitato.

Il segretario del Partito dei lavoratori curdi (Pkk) ha preparato un messaggio che sarà trasmesso in queste ore al presidente della Repubblica Scalfaro, al capo del governo Prodi e al ministro degli Interni Napolitano.

I fieri peshmerga, i partigiani che con un alto tributo di sangue si battono contro degli eserciti più potenti della Nato, sono pronti al dialogo. Ochalan lo ribadisce con forza. Lui, uomo di guerra, sopravvissuto a trappole e attentati tesi dai servizi segreti turchi, è pronto a discutere di pace. A una condizione: la causa dei curdi non è in svendita.

Il leader vive tra Damasco e la valle libanese della Bekaa, appoggiato dal governo siriano che lo considera un alleato nel contenimento della Turchia. La popolarità dei suoi partigiani è all'apice. Nel Nord dell'Irak molti curdi iracheni abbandonano i tradizionali partiti e si arruolano sotto la bandiera del Pkk. «Sono più motivati», affermano amici curdi aggiungendo: «E poi sono contenti di battersi al fianco delle donne-guerrigliere di Ochalan. Vere tigri. Combattenti irriducibili dal sorriso affascinante». In Siria, nella regione d'Aleppo, i commercianti che hanno sangue curdo nelle vene finanziano la causa e molti giovani imbracciano il Kalashnikov per lottare con i loro fratelli dall'altra parte della frontiera.

Può spiegarci perché i curdi stanno fuggendo?

«E' la conseguenza della

sporca guerra che la Turchia sta conducendo nel Kurdistan. Senza una soluzione radicale non sarà possibile arrestare l'esodo. L'aumento dei controlli alle frontiere tedesche e austriache non cambierà di certo la situazione. Condivido l'affermazione del ministro degli Esteri tedesco Kinkel secondo il quale solo Ankara può trovare una soluzione».

Come giudica l'atteggiamento dell'Italia nei confronti dei curdi?

«Apprezziamo la vostra politica e ci auguriamo che possa costituire un esempio per gli altri Stati europei. E' una linea equilibrata, pienamente condivisibile. Ho gradito le parole pronunciate, a fine anno, dal presidente Scalfaro in favore di chi fugge le guerre. L'esodo dei miei connazionali in Italia rappresenta un ulteriore segno della gravità della crisi».

Cosa chiedete alla Turchia?

«Ankara deve abbandonare la sua tradizionale strategia di sterminio dei curdi. Non esiste alternativa al dialogo. La trattativa deve essere aperta subito, senza perdere tempo. I turchi non devono fuggire dalle loro responsabilità adducendo come pretesto la mia presenza. Sto perseguendo con abnegazione una via d'uscita, quella della riconciliazione. Coloro che non sono in grado di fare altro che derubare il loro popolo non potranno mai dare nulla di buono».



Abdullah Ochalan

Ritiene che le autorità turche vogliano risolvere tutto con una cacciata di massa?

«Trasferire migliaia di persone in Europa avrà come unico risultato l'esportazione dei problemi. Ankara dia risposte chiare a quanto viene chiesto dall'Unione europea».

Quale proposta concreta può offrire alla sua controparte?

«Noi, come protagonisti del conflitto, abbiamo dichiarato di essere pronti a compiere passi positivi. Se può servire possiamo dichiarare, immediatamente, un cessate il fuoco».

Cosa risponde a chi vi accusa di separatismo?

«Questo Paese (la Turchia, ndr) ci sta molto più a cuore degli stessi turchi. Loro lo hanno messo in vendita. Le autorità non devono sottovalutare i curdi: siamo sempre stati una delle fondamenta della Turchia. Saremo essenziali per cementare il Paese. Da questo tunnel oscuro si potrà emergere solo con il nostro aiuto».

Come valuta l'attuale situazione politica?

«In Turchia la situazione è degenerata. Lo Stato è costituito da una rete malavitosa di corruzione, estorsione e criminalità. Non hanno più nulla da dare al popolo. Il debito nazionale ammonta a 100 miliardi di dollari, il Paese sta vivendo un processo di tale gravità da non poter essere paragonato neppure all'ultima fase dell'Impero ottomano».

Le parole di Abdullah Ochalan, anche se accompagnate dalla solita retorica di fuoco, sono di apertura. Il capo dell'agguerrito movimento vuole cogliere il momento favorevole per spingere gli intransigenti generali a riconsiderare i loro piani: trattative e non cannonate. Nella delicata partita diplomatica intrecciata sulla questione dei profughi, il Pkk conta sull'aiuto concreto dell'Europa. Ankara, che ha bussato invano alle porte dell'Unione europea, spera di riaggiungere il partner, sfruttando l'emergenza profughi. Per questo, ha spiegato Ochalan, è necessario dettare ai generali condizioni precise.

Guido Olimpico

DALL'84 IN GUERRA

- Nome: Abdullah Ochalan, nato 50 anni fa a Omerli (Kurdistan turco). La sua famiglia si dedica all'agricoltura.
- Nome di battaglia: Apo, «zio».
- Ex studente universitario, con grande passione per il calcio e la politica.
- E' il leader del Partito dei lavoratori curdo (Pkk), la guerriglia di ispirazione marxista che dall'84 si batte contro la Turchia.
- Il Pkk conta su diverse migliaia di insorti, ha unità femminili e combattenti pronti ad azioni suicide.
- E' forte nel Sud-Est della Turchia, ha basi nel Nord dell'Irak, in Siria e in Iran. E' diviso da una forte rivalità con il partito di Barzani.
- Ha uffici di simpatizzanti in tutta Europa.
- Nella guerra tra Turchia e Pkk hanno perso la vita almeno 50 mila persone (un calcolo che comprende civili, insorti, militari).
- Distrutti dall'esercito turco oltre 3 mila villaggi.
- I prigionieri politici in Turchia sono 10 mila.
- Dall'84 quattro milioni di persone hanno lasciato il Kurdistan.

Europe Chastises Turkey on Kurds

Italy and Others Urge Ankara to End War and Solve Refugee Crisis

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The surge of Kurdish refugees fleeing aboard rusty boats from Turkey to Italy has again focused European attention on the 13-year-old war between Kurdish rebels and the Turkish Army, one of the world's longest-lasting and most intractable civil conflicts.

Officials in Italy and several other European countries have made renewed calls on Turkey to change its approach to the conflict, but Turkey has rejected them.

Last week, more than 1,200 refugees, most of them Kurds from Turkey along with some from northern Iraq, arrived in Italy. Reports from news agencies and refugee groups suggest that 1,000 or more Kurds may be on the way. Roman Catholic bishops have called on the government to set up special reception centers for them.

Refugees in Italy said they had paid \$1,000 to \$4,000 to smugglers who brought them to Istanbul and other Turkish ports for the trip. It is the largest flow of refugees into Italy since 16,000 Albanians landed there last year.

Alarmed at the exodus, senior police officials from Italy, Turkey, Austria, Germany, France and Switzerland have agreed to meet in Rome on Wednesday to map out a strategy.

The Italian government, influenced by human rights advocates in governing

parties and the Roman Catholic Church, has welcomed the Kurds with a warmth that Turkey finds disconcerting.

Prime Minister Romano Prodi asserted Sunday that Italy would greet Kurdish refugees "with open arms" and said the issue of their civil rights in Turkey is "real, not fictitious." President Luigi Scalfaro said Italy was "wide open" to people "living with persecution."

Turkish officials replied by insisting that Kurdish refugees have no reason to claim persecution in Turkey and that their applications for political asylum are unjustified. They have warned that those who are fleeing include criminals and supporters of the rebel forces.

[A Turkish Kurd refugee whose asylum application was twice rejected by Germany died Tuesday after dousing himself with gasoline and setting himself on fire, The Associated Press reported from Wesel, Germany.]

The German authorities said he had spent about six months in a Turkish prison on suspicion of being an accessory to the killing of a policeman there.]

"The position of the Turkish government is that in Turkey, there is no Kurdish question," Sukru Sina Gurel, a minister without portfolio in the government of Prime Minister Mesut Yilmaz, said to the Italian newspaper La Stampa. "At a time when many European countries are closing their doors to this dangerous class of person, Italy, by guaranteeing political asylum, offers it-

self as a new refuge. But it is dangerous to take criminals along with refugees."

Turkish officials are unhappy that the political wing of the Kurdish Workers Party, the main rebel group, is allowed to operate in Rome. Mehmet Balci, a spokesman there for the political wing, said people were fleeing because of brutal practices by the Turkish Army.

"Their homes were burned, and cattle were killed," Mr. Balci said to The Associated Press. "They are fleeing the war to places where they can live in safety."

Other European governments have joined Italy in urging that Turkey re-examine its policy toward the Kurdish rebels. Their concern stems in part from fear that if Kurds are granted refugee status in Italy, they will seek to travel from there to other countries. Italy is one of nine EU nations in the so-called Schengen group, which has abolished most controls on immigration.

■ Kurd Goes on Trial in Germany

A Kurd accused of involvement in a spate of arson attacks against Turkish targets in Germany four years ago went on trial Tuesday in Celle, Germany, Reuters reported.

The 48-year-old man, identified as Faysal D. and as a former spokesman of the Kurdish Workers Party, is also charged with heading a terrorist organization. One person was killed in the attacks.

Play the Iran Card and Make Saddam Unhappy

By Thomas L. Friedman

WASHINGTON — Saddam Hussein must be feeling pretty cocky right now. Yes, he has learned all the lessons from Gulf War I. Don't make yourself an easy target. Cooperate with UN inspectors just enough so that the United States can't bomb you, but not enough so that they will ever find the germ weapons you are making in your palaces. It is a strategy that has the White House tied in knots.

If Saddam is going to play smart, it is time the United States did, too — with a strategy that would rattle Saddam's cage and shake up the entire Middle East chessboard. It is a strategy that can be summed up in one word: Iran.

Saddam may not be afraid of America anymore, but he is still terrified of Tehran. Iran fought an eight-year war with Iraq, killed a million Iraqis, and still has not signed a peace treaty. A million Iranians also lost their lives in that war. If you drive around Tehran you will notice that most of the posters

are not denouncing the United States but extolling Iran's veterans of the war against Saddam.

Iran is not going to restart that war for America's sake, but any Iranian-

U.S. rapprochement would seriously unnerve Saddam. It would strengthen Iran economically, tip the balance of power against Iraq and leave Saddam isolated as the only bad boy in the region. Given his own vengeful nature, he would assume that a strengthened Iran would soon come back after him.

If Washington is not going to play military hardball, it should at least play diplomatic hardball. It is time for President Bill Clinton to stop exchanging pleasantries with the moderate new Iranian president, Mohammed Khatami, and open a real dialogue.

I suspect that the United States has already asked Swiss intermediaries to explore with Iran how to open talks. If Washington has not yet done so, it

probably will after Mr. Khatami appears on CNN on Wednesday. He asked for the interview so that he could directly address the American people.

Mr. Khatami has called for a "thoughtful dialogue" with America, has eased tensions with pro-U.S. Arab regimes, has blocked Syrian efforts to isolate Qatar for hosting an economic conference attended by Israel, and has derailed Iraq's attempt to get the recent Islamic conference in Tehran to call for a lifting of sanctions on Baghdad.

Still, forging a U.S.-Iranian rapprochement would not be easy. The United States must demand that Iran halt terrorism against Israel, pro-U.S. Arabs and Iranian dissidents, and tone down its opposition to Arab-Israeli peace talks. Iran would demand billions of dollars it says it is owed by the United States for weapons that Iran paid for but were never delivered because of the toppling of the shah in 1979.

Tehran would also demand an easing

WEDNESDAY, JANUARY 7, 1998

INTERNATIONAL
Herald Tribune

of U.S. restrictions on investment in Iran, and recognition of Iran's role in any future Gulf security arrangements.

In Washington, Congress would have to give its approval, and on the Iranian side Mr. Khatami would have to overcome supporters of Iran's spiritual guide, Ayatollah Ali Khamenei, who still thrive on hatred of America.

"The Iranian leadership can't quite make up its mind — they want both rapprochement with the United States and to retain the reputation of the leading revolutionary Islamic state in the region," said Shaul Bakhash, a top Iran

expert from George Mason University. "They have not come to the realization yet that to get one thing they will have to give up the other."

But if it could happen, think of the benefits: Saddam would be further isolated, and Syria's President Hafez Assad would be, too.

Mr. Assad had been hoping to assemble a Syria-Iraq-Iran axis against Turkey and Israel. He used his relationship with an isolated Iran to extort all sorts of goodies from the Arabs and the United States. His favorite line was, "I'll talk to the Iranians for you,

but what's in it for me?"

Well, if the United States and the Gulf Arabs have their own dialogue with Iran, the answer can be "Nothing." Also, even the slightest diminution of Iranian support for Hamas or Hezbollah would be a huge loss for Syria and a gain for the United States.

The Clinton team could even add some spice by giving Israel a green light to explore its own rapprochement with Iran.

The New York Times

LE FIGARO

MERCREDI 7 JANVIER 1998

L'Allemagne prône la fermeté

Bonn craint un nouvel afflux d'immigrés kurdes sur son sol et demande à ses voisins des mesures plus vigoureuses.

BONN :

Jean-Paul PICAPER

Yousouf, l'un des 825 réfugiés kurdes échoués avec l'« Ararat » sur la côte de Calabre, a déjà séjourné 17 mois en Allemagne. Mais à la suite d'une rixe dont il affirme avoir « oublié les raisons », il a été renvoyé en Turquie. « Cette fois, je veux aller en Hollande », dit-il devant les reporters allemands. Mais les Allemands cauchemardent à l'idée d'une invasion kurde dans leur pays.

Leur police affirme que plus de 20 navires s'apprentent à embarquer 10 000 Kurdes massés sur la côte méridionale de la Turquie où ils attendent leur transfert en Allemagne, via l'Italie et la France. Interrogé à la télévision, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, n'a pu le confirmer. Un demi-million de Kurdes séjournent déjà entre le Rhin et l'Oder. Le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, a tiré la sonnette d'alarme.

L'Allemagne veut boucher la nouvelle faille de son dispositif : les réfugiés ne pénètrent plus par l'Autriche et la Bavière, mais de France vers le Bade-Wurtemberg. En 1997, on n'a arrêté que 209 Kurdes au sud de la Bavière, contre 2 375 à la frontière française, entre Strasbourg et Colmar.

Dimanche, Manfred Kanther, a apostrophé les autorités italiennes, assurant que l'Allemagne « ne payerait pas pour les négligences des autres ». Hier, il s'en est pris, dans les colonnes du *Berliner Zeitung*, après l'Italie, à la Turquie et à la Grèce, les sommant « de renforcer leurs contrôles dans leurs ports et leurs fermes ». C'est, selon lui, ce que l'Allemagne a fait sur les « routes qu'empruntent les passeurs et les bandes

de criminels en provenance des Balkans, mais aussi d'Italie et de France », et à ses frontières sud et ouest.

Nouveaux moyens de police

Manfred Kanther réclame de nouveaux moyens de police mais également des aménagements à l'accord de Schengen, pour obliger l'Italie, notamment, à mieux contrôler ses trains et ses routes.

Pour la majorité des Allemands, cet afflux de réfugiés pourrait être un retour de bâton de la Turquie après le refus de l'Allemagne de lui ouvrir les portes de l'Union européenne. L'opposition socialiste redoute, de son côté, que cette vague d'immigrants n'apporte de l'eau au moulin de Kanther et de Kohl qui viennent de déclarer l'année électorale 1998 « année de la sécurité », c'est-à-dire année de lutte contre une criminalité largement imputée aux « étrangers ».

Le député des Verts d'origine turque, Cem Özdemir, estime quant à lui que l'Union européenne devrait parler « d'une seule voix » pour dire à la Turquie de ne pas « exporter ses problèmes » et d'« éliminer sur place les causes de l'exode ». « Ce ne sera pas possible, ajoute le député, tant qu'Ankara nièra l'existence d'un problème kurde. »

Même son de cloche du côté de M. Kinkel selon lequel la Turquie devra régler le problème kurde sur place en lui donnant une solution politique et non plus militaire. L'Allemagne, qui a accueilli ces dernières années autant de réfugiés que l'ensemble des autres pays européens, a « toujours été humaine » à l'égard des demandeurs d'asile, explique Klaus Kinkel, mais « elle ne peut accueillir toute la misère

du monde ».

Le ministre de l'Intérieur a concocté un programme en neuf points visant notamment à rendre plus difficile l'octroi de l'asile politique. En effet, une fois arrivés entre l'Oder et le Rhin, les Kurdes ont plus de chances que d'autres de se voir accorder des subsides et l'asile politique. En 1997, 20 % des 13 000 candidats kurdes à l'asile l'ont obtenu, contre 5,9 % pour la moyenne des demandeurs, toutes nationalités confondues.

Attentats en série

Contrairement à leurs compatriotes venus d'Irak, d'Iran ou de Syrie, les Kurdes de Turquie, qui représentent 90 % de la diaspora en Allemagne, sont pour la plupart dépourvus de qualification. Mais une frange de l'opinion allemande leur est favorable. Ainsi le pasteur et le conseil de la paroisse ont ouvert l'église protestante Saint-Jean de Sarrebrück à cinquante Kurdes qui ont entamé, depuis vendredi, une grève de la faim pour s'opposer à leur expulsion vers la Turquie.

Mais les pouvoirs publics n'ont pas oublié les attentats en série perpétrés il y a deux ans contre des commerces et maisons turques à l'instigation du PKK kurde interdit par Manfred Kanther en novembre 1993. Ni les menaces de mort proférées par le chef du PKK, Abdullah Öcalan, contre les touristes allemands en Turquie, suivies effectivement de quelques attentats à l'explosif dans des hôtels.

J.-P. P.

EU-jakt på människosmugglare

SVENSKA DAGBLADET Torsdagen den 8 januari 1998

I en rad krismöten försöker EU komma överens om hur man gemensamt ska stoppa den kurdiska flyktingströmmen.

► EU inledde på onsdagen ett pärlband av möten om den kurdiska flyktingströmmen. EU:s linje är att enda sättet att på kort sikt få kontroll över situationen är att försöka stoppa människosmugglarna.

På onsdagen möttes nationella experter på migration i EU:s ministerrådslokaler. I dag samlas en arbetsgrupp inom Europol, på fredag ännu en arbetsgrupp varefter EU-ländernas ambassadörer tar över stafettpippen nästa vecka.

Samtalsämnet är i första hand strömmen av kurdiska flyktingar från Turkiet och

Irak och målet är en gemensam handlingsplan som kan presenteras för utrikesministrarna den 26 januari.

Allt fler söker asyl

Holland och Tyskland tog upp ämnet långt före jul sedan dessa länder, liksom Sverige, sett de kurdiska asylsökanden öka kraftigt i antal under 1997. Men EU kan inte göra något åt det som tyske inrikesministern Manfred Kanther retat sig på: att Italien och Grekland släpper in flyktingarna som sedan - istället för att söka asyl på plats - tar sig vidare norrut.

Tyskland och Holland har visserligen rätt (enligt Dublinkonventionen som trädde i kraft för samtliga EU-länder den 1 september förra året) att sända en asylsökandentillbaka till det EU-land han/hon först anlände till.

Men då måste myndigheterna först bevisa att flyktingen har passerat ett annat EU-land, vilket kan vara svårt

om personerna till exempel har kastat sina (ofta falska) pass.

Det är här som Tyskland, Holland och Sverige bland andra vill ha hjälp av sina sydligare EU-kollegor. De misstänker Italien och Grekland för släpphänthet men kan egentligen inte göra något åt saken.

EU-kommissionären Anita Gradin föreslog förra året att EU-länderna istället för att åka i luven på varann om vems felet är varje gång en ny grupp flyktingar tar sig in i Europa, skapar ett gemensamt "tillfälligt skydd". Länderna skulle kunna dela på bördorna för stora flyktingströmmar: Några tar emot människorna i sitt land, andra bidrar med finansiering.

Detta är EU-länderna kraftigt oense om men förhandlingar pågår trots allt.

Via EU kan Tyskland alltså inte få hjälp mot kurdiska och andra flyktingar och inte hel-

ler genom Schengenavtalet. Avtalet tillåter inte flykting-sökanden att resa fritt och därför gör Italien inget fel, enligt Schengen.

Ska täppa till hålet

Tyskland och Hollands bästa chans att få ned antalet flyktingar som når deras gränser, är att via polissamarbete hitta människosmugglarna. Därför möts poliser från Grekland, Holland, Tyskland, Frankrike och Italien i Rom idag.

EU:s handlingsplan kommer också att koncentrera sig på utbyte av information. Vet man var flyktingarna tog sig in i Europa och hur de har rest så kan den nationella polisen slå till och täppa till hålen för nya flyktingar. De som redan är inne får troligen stanna, inget EU-land skickar för tillfället tillbaka kurder.

YLVA NILSSON

Kurderna har blivit brickor i spelet mellan regimer

► Båtar med kurdiska flyktingar som anländer till Italien sprider oro inom invandrartrotta EU-länder som Tyskland och Österrike. Är kurderna på väg norrut inom ett Väst-europa där interna gränskontroller ska demonteras? Och hur många av omkring 20 miljoner kurder i främst Turkiet, Irak och Iran är i rörelse?

Den kurdiska flyktvägen är dock ingalunda ny. Bara under en månad kring årsskiftet 1992-93 kom närmare 500 personer till Gotland i överfulla och föga sjödugliga skorvar. Flyktingarna hade för stora pengar köpt sig båtplatser i Tallinn och Riga. Huvuddelen beskrevs som kurder från Irak vilka hade tagit sig till Baltikum från Ryssland.

Kopplas till Gulfkriget

De irakiska kurdernas försök att lämna sina traditionella hemtrakter kan delvis kopplas samman med Gulfkriget 1991 och dess vidare konsekvenser för norra Irak. Under senare tid har här de ledande kurdiska organisationerna skoningslöst bekämpat varandra.

Det finns alltså skäl för kurderna i Irak att lämna sina berg. Men även andra irakier har anledning att försöka fly undan Saddam Husseins valde i ett ekonomiskt utarmat Irak.

Kurder har också anledning att söka sig från Turkiet eller Iran. Andra grupper i dessa länder kan emellertid uppåda likartade motiv. Iranier har blivit en stor flyktinggrupp i bland annat Sverige.



Det unika med kurderna är att de sannolikt är världens största befolkningsgrupp som saknar en egen stat. Detta trots att de har bott i gränstrakterna mellan Turkiet, Syrien, Irak och Iran sedan urminnes tider.

Redan för 2400 år sedan beskrev den antike greken Xenofon hur hans här av grekiska legosoldater fick kämpa sig genom de kurdiska områdena efter ett nederlag vid Babylon. I dessa otillgängliga trakter

levde de persisktalande kurderna länge utan större svårigheter än andra folk. De antog islam och tillhörde därmed de rättrogna i en gemenskap där religiös samhörighet betydde mer än nationell.

Krossad förhoppning

Denna gemenskap upplöstes med det ottomanska imperiets kollaps under första världskriget. Nya statsgränser drogs genom den så kallade kurdiska halvmånen. Förhoppningar om en kurdisk statsbildning krossades när Kemal Atatürk med vapen i hand skapade det moderna Turkiet i början av 1920-talet. Atatürks Turkiet, som moderniserades efter västeuropeiska förebilder, kom snart i motsattsställning till religiöst konservativa kurdiska klanledare. Själva tanken

på en turkisk nationaliststat står dessutom i konflikt med kurdiska aspirationer.

Turkiet räknar bara turkiska medborgare. Ingen vet därför säkert om den finns 12 eller 15 miljoner kurder i Turkiet. Den positiva sidan av detta är att många kurder har integrerats i Turkiet och nått höga positioner i samhället.

Blodig kamp i Turkiet

Å andra sidan har kurdiskt språk och andra särdrag undertryckts. Detta är ett skäl till den blodiga kampen i östra Turkiet sedan 1984 mellan armén och den kurdiska PKK-gerillan. Striderna har krävt mer än 20 000 dödsoffer och orsakat en folkvandring från området.

När Västeuropa stängde sina gränser för turkisk arbetskraft blev istället storstä-

der som Istanbul och Ankara mål. Istanbul som växt med uppåt en halv miljon invånare varje år är Europas största stad.

PKK-gerillan har sitt högkvarter i Syrien och utnyttjas av Syriens ledare i deras kamp mot Turkiet. Konflikterna gäller vatten och Hatayprovinsen vid östra Medelhavskusten.

Att kurderna har blivit brickor, och låtit sig förvandlas till sådana, i spelet mellan regionens regimer har ofta slutat i katastrof. Detta gäller inte minst för kurderna i Irak, omkring 4 miljoner, som uppmuntrade av krafter i omvärlden har rest upprorsfanan mot Bagdad. Samtidshistoriskt har en sådan kraft varit Iran, en stat som har behandlat sina egna sex miljoner kurder hårt.

Den kurdiska frågan är olöst och förblir det sannolikt. Den franska tidningen Le Monde

påpekade i tisdags att Europa klagat över Turkiets behandling av sina kurder samtidigt som samma Europa vill mota bort kurdiska flyktingar.

Turkiet har nyss i klartext fått besked om att EU-medlemskap inte är aktuellt inom överskådlig framtid. Motsatt besked gavs till tio exkommunistiska stater i Östeuropa. I dessa bor fem-sex miljoner zigenare, ett annat folk i världen som saknar egen stat och ofta lever i elände. Närläppt 1 000 zigenare från Tjeckien och Slovakien härom månaden sökte asyl i Storbritannien blev reaktionen stark.

Båtar med kurder till Gotland eller Italien blir inte EU:s enda flyktingpolitiska utmaning under kommande år.

FREDRIK BRACONIER

A deux pas de la Corne d'or, la Babel de tous les trafics

ISTANBUL

de notre correspondante

De jour, Kucuk Pazar apparaît comme un quartier populaire ordinaire d'Istanbul: des ruelles

REPORTAGE

Tous ont en commun le désir de trouver une vie meilleure en Europe

étroites et tortueuses, des maisons dilapidées et quelques vendeurs de kebabs. Mais à la nuit tombée, cette zone urbaine située à deux pas des rives de la Corne d'Or historique se transforme en une tour de Babel animée où toutes les langues, toutes les nationalités se côtoient: Kurdes, Bengalis, Pakistans, Marocains, Algériens, Iraniens, Tziganes roumains. Quelle que soit leur origine, ils ont une apparence similaire: souvent porteurs d'un gros sac de voyage, ils jettent des regards furtifs autour d'eux, visiblement à l'affût. Certains, évitant prudemment tout contact avec l'extérieur, passent leur journée assoupis sur les lits défonçés d'hôtels à 12 ou 20 francs, attendant le signal du départ. Tous ont en commun le désir de trouver une vie meilleure en Europe. Istanbul, plus que jamais une plaque tournante pour tous les trafics - de drogue ou d'immigrants clandestins - est leur tremplin. Sous le couvert de l'obscurité, des rabatteurs font leur tournée quotidienne dans les dizaines d'hôtels miteux, à la recherche de clients. « J'ai un groupe de trente personnes qui par-

tira demain par bateau », explique un jeune hôtelier, un Kurde d'Adiyaman brûlant de ferveur nationaliste.

Quelques heures dans ce quartier cosmopolite suffisent pour obtenir un échantillon de l'offre abondante qui - explique le tenancier - est proportionnelle à la demande. Pour 3 000 deutschemarks (près de 10 000 francs), vous pouvez acheter à la fois un faux passeport et un départ sans anicroches à partir de l'aéroport d'Istanbul: une part du prix assure apparemment la coopération des responsables de la sécurité. Pour les budgets plus modestes, un voyage par bateau est conseillé: 1 500 dollars (9 000 francs) déposés sur le compte en banque de ce capitaine syrien assureront une ou deux nuits dans un lieu de « villégiature » inconnu suivi, avec un peu de chance, par une embarcation sur un bateau, souvent peu sûr, à partir d'Istanbul ou d'un port méditerranéen comme celui de Mersin.

La situation géographique d'Istanbul assure une multitude d'alternatives. Certains partent par l'Ukraine ou la Russie, d'autres traversent la rivière à Uzunköprü, en Thrace occidentale, pour passer en Grèce. « Comme nous n'avons pas d'hiver au Bangladesh, nous partons en Slovaquie pour voir de la neige », explique le dirigeant, à l'allure prospère, d'un groupe de « touristes » bengalis, rabrouant sévèrement un compatriote trop bavard qui affirme être arrivé légalement de Dacca via Dubai, ayant obtenu, par la poste, un visa de l'ambassade slovène à Beijing. « L'avantage de l'Italie, explique de son côté un

Kurde de Turquie, c'est qu'ils ne peuvent pas nous expulser avant quinze jours. » Des emplois fictifs dans des compagnies européennes complices permettraient également d'obtenir des permis de travail légaux. Les Kurdes venant d'Irak ou d'Irak sont souvent pris en charge à Dogubeyazit, au pied du mont Ararat, à l'autre extrémité de la Turquie. Ils sont ensuite acheminés par petits groupes, en bus ou en voiture, jusqu'à Istanbul.

CENTRE DE TRIAGE

Aucune organisation centrale ne semble contrôler exclusivement le trafic. « Trois ou quatre personnes s'associent, achètent un bateau », explique un passeur. Souvent, ces filières sont organisées sur place par des Turcs ou des Kurdes associés à des ressortissants étrangers, semi-permanents, qui assurent les contacts avec leur pays d'origine. Ainsi ce jeune Marocain qui vit en Turquie, illégalement, depuis deux ans et « aide » ses compatriotes. Le risque d'une arrestation ne fait pas peur à ces résidents à long terme: leurs ambassades refusent de les prendre en charge, le gouvernement turc ne veut pas payer pour les rapatrier; les forces de l'ordre ferment les yeux s'ils sont interpellés, d'autant que leur libération peut être monnayée.

Certains clandestins restent volontairement en Turquie, notamment les Roumains, qui, source de main-d'œuvre à bon marché, font désormais partie du paysage turc. D'autres, à court d'argent, y sont contraints et survivent grâce à des emplois occasionnels. « J'ai très faim », se plaint un Kurde iranien,

ancien combattant peshmerga du Parti démocratique du Kurdistan-Iran (PDK-I). Quelques francs ramènent un sourire sur son visage émacié. En Turquie depuis six mois, il rêve de réunir l'argent nécessaire à son passage vers l'Europe, mais pour l'instant il a à peine de quoi se nourrir.

La situation des Kurdes, en Irak, en Turquie et en Iran, et les violations des droits de l'homme sont des facteurs de cet exode, bien qu'indirectement. L'insécurité constante dans des régions soumise depuis de longues années à des conflits sanglants, comme le Sud-Est anatolien ou le nord de l'Irak, l'évacuation des villages forçant les paysans vers des villes où ils ne trouvent pas d'emploi et surtout l'appauvrissement général dû aux affrontements - plutôt que la persécution personnelle - poussent apparemment de nombreux Kurdes, du moins ceux qui ont encore suffisamment d'argent et d'initiative, à tenter leur chance ailleurs. « Il y a une crise économique, les gens sont forcés de vendre leur maison », se plaint un Kurde.

Si les voies utilisées par ce trafic très lucratif d'immigrants clandestins sont les mêmes que celles empruntées par les trafiquants de drogue, ce n'est apparemment pas un hasard. « Son oncle est en prison pour trafic d'héroïne, il fait partie d'une grande famille de la mafia locale », chuchote l'hôtelier kurde, alors qu'un passeur se rend à l'étage supérieur pour recruter des clients potentiels. Si l'arrivée soudaine de bateaux surchargés de réfugiés en Italie inquiète les Européens, qui réalisent soudain l'am-

pleur du problème, ces trafics durent depuis des années. De tout temps, Istanbul, une ville de plus de 10 millions d'habitants située à la croisée des chemins, a été un centre de triage important.

« Certains récoltent l'argent, transfèrent les réfugiés jusqu'à la gare routière puis les embarquent sur des bus qui les emmènent à l'autre bout de la Turquie plutôt qu'en Italie », explique le tenancier

de l'hôtel. « Mais vous pouvez faire confiance à mon copain, affirme-t-il, il fait ce boulot depuis dix ans. »

Nicole Pope

Iranian President Sends U.S. Message In Tone Unheard in 18 Years, Khatami Alludes to Better Ties

The Associated Press

TEHRAN — President Mohammed Khatami, in his first interview with a U.S. television network, is sending a message to Americans that Iran wants better relations after nearly two decades of hostility.

Aides who sat in on the taped interview, which was to be broadcast Wednesday night by CNN, said Mr. Khatami praised the American people several times and said citizens of the two nations should be brought closer together.

In an excerpt broadcast earlier Wednesday night by CNN, Mr. Khatami alluded to the possibility of improved relations.

"Firstly," he said, "nothing should prevent dialogue and understanding between two nations. Especially between their scholars and thinkers. Right now, I recommend the exchange of professors, writers, scholars artists journalists and tourists."

"A large number of educated and noble Iranians now reside in the United States as representatives of the Iranian nation," he continued.

"This shows there is no hostility between the two nations. But the dialogues between civilizations and nations are

different from political relations. In regard to political relations, we have to consider the factors which led to the severance of relations.

"If some day another situation is to emerge, we must definitely consider the roots and relevant factors and try to eliminate them."

The aides who sat in on the taping said he also criticized U.S. leaders, saying they were to blame for the rift that followed the 1979 revolution that toppled the shah.

Other sources said Mr. Khatami's remarks were most notable for the tone and rhetoric he used, which they described as different from anything heard from an Iranian leader in 18 years.

The interview with CNN was the latest step by Mr. Khatami, a cleric who won a stunning victory in May, to seek rapprochement with the West.

At an Islamic summit meeting in Tehran in December, he said that the Muslim world needed to learn from Western civilization, especially its scientific and technological achievements.

He signaled this change in a news conference last month, when he called for "a thoughtful dialogue." He had added: "At the appropriate time, I will present my words to the American people."

The State Department spokesman, James Rubin, said Tuesday that Washington was willing to open a dialogue. But he also said the administration would raise concerns about Iran's development of weapons of mass destruction, its support for terrorism and its opposition to the Middle East peace process.

Washington severed ties with Iran in 1979 after militants loyal to the revolutionary government of Ayatollah Ruhollah Khomeini stormed the U.S. Embassy in Tehran and took 52 Americans hostage for 444 days.

■ Resistance From Hard-Liners

Mr. Khatami's steps have provoked resistance from hard-liners, the Los Angeles Times reported earlier, most notably Ayatollah Sayed Ali Khamenei, the religious leader who last week sharply dismissed any suggestion that U.S.-Iranian relations were on the mend.

Conservatives in Iran have never liked Mr. Khatami, and in recent days they have stepped up their criticism of any change in policy toward the United States.

Over the airwaves, at mosques and in newspapers they have declared that America remains the No. 1 enemy and that any talk of rapprochement is a fantasy.

"Any hands that reach out to America should be cut off," said the hard-line newspaper Jomhuri Islami.

A historian, Sadiq Zibakalam, said Mr. Khatami had been "under a lot of pressure from supporters and opponents of rapprochement."

Unless President Bill Clinton responds with "tangible and realistic signals," he said, it will be difficult for Mr. Khatami to overcome the resistance to improved relations.

Iraq Set to Resume Its Exports of Oil

BAGHDAD — Iraq will resume oil exports this weekend under the oil-for-food program approved by the United Nations, the oil minister said Wednesday.

The announcement was made a day after the UN approved Iraq's plan for distributing humanitarian supplies purchased with oil revenues. Iraq stopped exports last month pending approval of the plan.

Oil Minister Amer Mohammed Rashid said that the UN sanctions committee was expected to endorse

the proposed oil pricing plan in 48 hours. The plan outlines Iraq's oil sales strategy during the third phase of the oil-for-food plan.

The Security Council approved the third phase of the program on Dec. 4, but Iraq refused to pump oil until its food distribution plan was approved. It also delayed oil sales at the start of the second six-month period last June on similar grounds.

The program lets Iraq sell \$2 billion in oil over a six-month period to buy food, medicine and other humanitarian goods. It is an exception from the sanctions imposed after Iraq's invasion of Kuwait in 1990. (AP)

Certains services de l'Etat turc sont « complices », estime le président de l'Institut kurde de Paris

« **DANS UN ÉTAT** aussi policier què l'Etat turc, dit Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, il n'est pas possible que les bateaux chargés de réfugiés kurdes turcs et irakiens puissent partir s'il n'y a pas de complicité au niveau de l'appareil d'Etat. »

Sans des complicités du même genre, il n'est pas non plus possible pour les Kurdes irakiens candidats à l'exil d'entrer en territoire turc, ajoute M. Nezan, dans un entretien avec *Le Monde*. « Même pour les étudiants kurdes irakiens bénéficiant de bourses et dont l'Institut se charge du transfert en France, il faut un minimum de deux mois pour obtenir un visa de transit par le territoire turc, et cela en faisant intervenir des partis kurdes », tel le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Masoud Barzani, allié de la Turquie, souligne-t-il.

En Europe, dit encore le président de l'Institut kurde de Paris, « on ne mesure pas l'ampleur du phénomène mafieux en Turquie. Après la Russie, la mafia turque est la deuxième du monde par son chiffre d'affaires ». Sur la base du témoignage d'un haut responsable de la police devant une commission parlementaire, le quotidien *Hurriyet* a révélé que le trafic de drogue avait rapporté à la Turquie 25 milliards de dollars en 1995 et 37,5 milliards l'année suivante. « La mafia travaille main dans la main avec certains services de l'Etat turc », plus précisément la police politique et les services de renseignement.

Ces services, estime M. Nezan, « ne sont pas mécontents de se faire un peu d'argent » en organisant le départ des Kurdes. « C'est aussi une manière d'exporter le problème kurde et de dire aux Européens " puisque vous aimez tellement les Kurdes, servez-vous ! ". Et puis, estime-t-il, cela cadre parfaitement avec la politique de dépeuplement du Kurdistan. Ils se disent : " Moins il y a de Kurdes, mieux c'est ". »

M. Nezan rappelle qu'à l'intérieur même de la Turquie, tout est fait pour réduire à néant toute culture ou identité kurde - c'est un « génocide culturel », s'indigne-t-il. Depuis le début des années 80, 3 815 villages kurdes ont été détruits ou évacués dans le Sud-Est anatolien, « au bas mot quelque 7 millions de Kurdes ont été déplacés » sur une population totale kurde officiellement évaluée à 12 millions, mais qui, selon

M. Nezan, serait de 15 à 20 millions ; plus de 4 000 membres de l'intelligentsia assassinés et des milliers d'autres jetés en prison ou contraints à l'exil.

Pourquoi l'exode kurde s'est-il intensifié ? Les Kurdes de Turquie, explique M. Nezan, s'étaient mis à espérer quelque peu lorsque le Parti de la prospérité (Refah, islamiste) est arrivé au pouvoir, « parce que l'islam est une religion fraternelle ». « Après tout, se disaient-ils, sous l'Empire ottoman, les Kurdes avaient bénéficié d'une large autonomie. » Après la chute du Refah et du premier ministre, Necmettin Erbakan, et la perte d'influence substantielle, d'après M. Nezan, du Parti des travailleurs (PKK) qui prône la lutte armée - « laquelle a engendré un désastre pour tous les Kurdes », qu'ils soient de Turquie, d'Irak ou d'Iran -, les Kurdes turcs ont déchanté.

Le mouvement d'immigration « cadre parfaitement avec la politique de dépeuplement du Kurdistan »

Les Kurdes irakiens, les plus nombreux à prendre le chemin de l'exil, ne voient eux non plus aucun avenir. Ils craignent le retour à tout moment de l'administration irakienne dans le nord du pays. Les luttes entre les deux principales formations kurdes rivales ont réduit à néant tous leurs espoirs, et les incursions militaires massives répétées turques dans le Kurdistan irakien ont achevé de briser leurs illusions.

Les partants sont de jeunes cadres, techniciens, scientifiques, médecins, etc. Déjà en 1996, près de six mille avaient dû s'expatrier, après l'intervention militaire de l'armée irakienne aux côtés du PDK et la débandade de l'antenne de la CIA dans le Kurdistan. Quelques centaines d'entre eux travaillaient pour l'agence de renseignement américaine, mais les autres, qui avaient coopéré avec des organisations non gouvernementales, ont craint d'être assimilés à des agents.

Après l'arrivée, en décembre 1996, en Italie, d'un navire, l'*Ararat*, transportant 835 réfugiés, dont 431 Kurdes turcs et 230 Kurdes irakiens, M. Nezan s'est rendu à Rome pour expliquer aux formations politiques, aux organisations humanitaires et au ministère italien des affaires étrangères, les tenants et aboutissants de cet exode, dont l'Italie est le point d'échouage depuis quelques mois.

Un premier groupe de quelque 200 réfugiés kurdes y est en effet arrivé le 29 mai, suivi, en juillet, par un autre composé de 403 réfugiés, dont 340 Kurdes. Deux cents autres, dont 178 Kurdes, ont suivi en août. En moyenne, 80 % des trois contingents sont des Kurdes irakiens. Puis il y eut les 835 réfugiés de décembre 1997 et les 386 du 1^{er} janvier, dont 270 Kurdes.

Mais en 1996, ce fut en Grèce qu'échouèrent 4 000 réfugiés Kurdes irakiens arrivés à bord de radeaux de fortune - dont un fit naufrage. Avec l'accord des autorités grecques, l'organisation non gouvernementale Médecins du monde a ouvert des camps de réfugiés dont l'Institut kurde de Paris a assuré la logistique scolaire. Les autorités grecques ont ensuite délivré à nombre de ces réfugiés des permis de séjour et de travail de six mois.

Mais lorsqu'on interrogeait les intéressés, leur objectif était clair : ils voulaient gagner l'Allemagne ou les Pays-Bas, affirme M. Nezan, qui critique une certaine « hypocrisie européenne », les Grecs n'hésitant pas à encourager des Kurdes à aller en Italie, les Italiens laissant certains Kurdes se rendre jusqu'à la frontière française et les Français fermant l'œil sur le passage des Kurdes, à condition qu'ils filent droit vers l'Allemagne.

L'Allemagne est un pôle d'attraction, parce que, comme toutes les diasporas, les exilés kurdes cherchent à se rassembler et que l'Allemagne abrite la plus importante communauté kurde de l'Union européenne - entre 450 000 et 600 000 -, dont 80 % sont des Kurdes de Turquie. Quinze pour cent sont des Kurdes irakiens et les 5 % restants viennent d'Iran, de Syrie et du Liban. Près de 100 000 Kurdes vivent en France et entre 120 000 et 130 000 dans les pays du Benelux.

Mouna Naïm

Turks defy Muslim world to join Israeli-US navy exercise

FROM CHRISTOPHER WALKER IN JERUSALEM

WARSHIPS from Israel, Turkey and the United States, observed by an admiral from Jordan, yesterday staged an unprecedented naval exercise that caused apprehension through Iran and much of the Arab world.

Official claims that the 12-hour exercise, dubbed Reliant Mermaid, was designed simply to practise search-and-rescue operations in the eastern Mediterranean were dismissed as disingenuous by Arab and Muslim governments, who foresee the emer-

gence of an ominous new strategic alliance.

State-run papers in Syria, which is sandwiched between Turkey to the north and Israel to the south, described the manoeuvres involving five naval vessels, 1,000 sailors, and naval reconnaissance aircraft and helicopters, as a "menacing threat" carried out by a "sinister alliance".

President Saddam Hussein's beleaguered regime in Iraq made an open threat to the participating nations, declaring through an editorial in

the Baghdad paper *Babel* that the country still had the military might to "instill horror in the hearts" of mainly Muslim Turkey, Israel and the US.

Iran's official Islamic Republic News Agency quoted its Foreign Ministry spokesman as claiming that the exercise conducted on the high seas between Cyprus and Israel was designed to help the Jewish state to increase its influence in the region.

Egypt, which unlike Jordan turned down an invitation to act as an official observer on

one of the ships that set sail from the Israeli port of Haifa, was equally critical of the exercise.

Writing in the Tel Aviv daily *Yediot Aharonot*, Ron Ben-Yishai, a military analyst, said: "The manoeuvres, which are indeed technical in essence, are a clear signal that the security-related co-operation among Israel, Turkey and America is continually becoming deeper. The armies are progressing from the stage of talk to real co-operation in the field of action."

Turkey's willingness to defy Arab anger and openly strengthen its ties with Israel was important for the troubled Government of Binyamin Netanyahu, the right-wing Israeli Prime Minister.

Turco-Israeli-US exercises and criticisms continue

Ankara - TDN with wire dispatches

■ The most essential phase of the joint Turco-Israeli-U.S. naval exercise in the Mediterranean — a search-and-rescue drill — was successfully completed on Wednesday, amid continuing criticism from irate Arab states, Iran and Russia, blasting the cooperation between the three nations.

The 12-hour maneuvers, in international waters off Israel's port of Haifa, involved five vessels — the Turkish frigates *Yavuz* and *Zafer*, the U.S. Sixth Fleet destroyer *John Rodgers*, the Israeli missile boats *Lahav* and *Nitzahon*, as well as helicopters and an Israeli maritime patrol aircraft. A Jordanian senior military officer participated as an observer.

Each country conducted its own version of an identical search-and-rescue operation for the survivors of a mock sinking of a fishing vessel, supposed to have been en route from Cyprus to Israel. Israeli yachts stood in for the fighting boats, and dummies were thrown overboard as "survivors," Reuters reported.

All the three nations taking part in the exercise, named "Reliant Mermaid," have repeatedly rejected allegations that the maneuvers threatened to undermine stability in the region, emphasizing that they had purely humanitarian aims and did not target any country. No shots were fired during the maneuvers.

Israeli Defense Minister Yitzhak Mordechai, however, said there was also a security aspect to the maneuvers,

the first of their kind since Israel and Turkey signed a military cooperation agreement in 1996.

"These exercises are not against any other country. It's only to be able to coordinate and to have exercises together. But such drills serve Israel's ability to defend itself against any threats that can happen in the region," Mordechai told reporters on Tuesday.

Syria, Iraq, Iran and Egypt all condemned the joint exercises, reflecting what analysts said were fears that Israel, Turkey and Jordan were moving towards a new strategic alliance.

The United States on Monday defended the exercises, saying they were not directed against any party.

"We're doing what we think is right in encouraging this kind of cooperation between Turkey and Israel, and between the United States and Turkey — a NATO ally — and between Israel and the United States. So let's bear in mind there will always be some who don't like some development in the Middle East. But this is a humanitarian search-and-rescue operation," State Department spokesman James Rubin told reporters in Washington.

However, all efforts to convince the worried countries seemed to fall short, as Russia also joined the opposition front, saying that the exercises would undermine the Mideast peace process and pave the way to reciprocal polarization in the region.

Russian Foreign Ministry spokesman Gennady Tarasov said on Tuesday that, "The exercises are a step towards establishing a Turco-Israeli axis against the interests of the Arab countries in the region," the Anatolia news agency reported.

"Carrying out such an exercise in such a sensitive region as the eastern Mediterranean would further widen the confidence gap and cripple efforts for overcoming the deadlock in the Mideast peace process," he said.

US report: Turco-Israeli rapprochement natural

Meanwhile, the Washington Institute, an influential U.S. think tank, published a report on Turco-Israeli relations in which the recent rapprochement between the two nations was dubbed "natural."

The report, written by prominent Turkey expert Alan

Makovsky, said that the Reliant Mermaid exercise was a "heavy symbolic message" that the Turco-Israeli cooperation would accelerate in the future.

Makovsky also said that the Turco-Israeli alliance was in Washington's interests and constituted a model in the region. It was also "a means of pressure" over Syria, he added.

Some U.S. weapons could be transferred to Turkey through Israel without acquiring the approval of

Congress, Makovsky said in his report.

He also explained that, in case of a confrontation or a war in the region, it was not clear how much and in what way Turkey and Israel would support each other. The alliance between the two could be a "detering factor" against any violent acts in the region, the report said.

Syria, Iran and Iraq were mentioned as the countries most worried by the Turco-Israeli alliance, and Syria was portrayed as "fearing of being contained."

L'EUROPE TENTE D'ENRAYER L'IMMIGRATION KURDE

Réunion à Rome des polices de sept pays de l'UE et de la Turquie.

8 JANVIER 1998

Ce matin à Rome, les directeurs des polices de Turquie et de sept pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Grèce, Italie, Pays-Bas) concernés par le récent exode d'un millier de Kurdes vers l'Italie tenteront d'arrêter un plan d'action commun pour endiguer cette immigration clandestine. Les Allemands, très critiques à l'égard des Italiens, ont averti qu'ils exigeaient de cette réunion des «résultats concrets». Selon le secrétaire d'Etat italien aux Affaires européennes, Piero Fassino, Rome s'est fixé deux objectifs: obtenir de la Turquie et de la Grèce un «engagement effectif à lutter contre le trafic illégal d'immigrés clandestins» et parvenir à une action commune des polices européennes. Dans une interview hier à La Stampa, le Premier ministre

turc, Mesut Yilmaz, a annoncé que son pays était prêt à conclure un accord avec le groupe de Schengen: «Notre unique désir est d'apporter une importante contribution afin que l'Italie et l'Union européenne puissent mettre hors d'état de nuire les criminels qui gèrent le trafic lucratif des clandestins.» Hormis cette réunion, l'Union européenne n'a, pour l'instant, programmé aucun meeting d'urgence sur le problème kurde. Hier, à Bruxelles, les experts nationaux des Quinze chargés de l'immigration, dans le cadre d'une réunion normale, ont examiné un projet de «plan d'action» afin de limiter l'immigration illégale tout en évitant de refouler les «vrais» réfugiés. Dans les prochains jours, une série de réunions de ce type auront lieu afin d'examiner tous les aspects de ce plan, avant son



Clandestins escortés de carabinieri, à leur arrivée hier sur la plage de Frassanito, dans le sud de l'Italie. Un millier de Kurdes ont débarqué en Italie depuis Noël.

adoption formelle lors du Conseil des ministres des Affaires étrangères le 26 janvier. Le groupe Schengen, qui regroupe les pays de l'Union moins la Grande-Bretagne et l'Irlande mais plus la Norvège et l'Islande, se réunira au niveau ministériel en fin de semaine prochaine à Bruges. Le

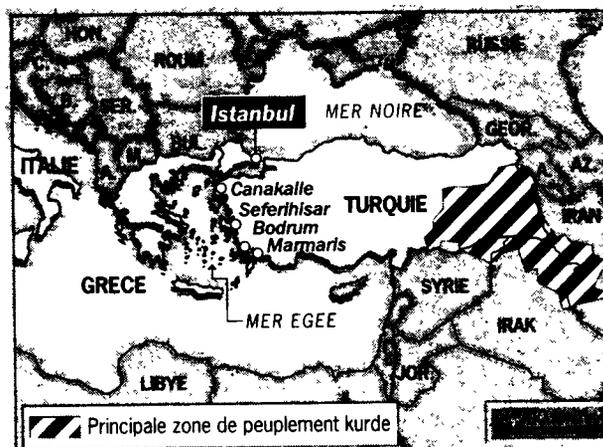
problème kurde sera là aussi abordé: la libre circulation existe entre certains de ces pays (Allemagne, France, péninsule Ibérique, Italie et Autriche), qui pourraient être tentés de rétablir leurs contrôles frontaliers ●

N.D. et J.Q. (à Bruxelles)

A Istanbul, la galère des candidats au voyage

La ville turque est l'un des principaux points de départ pour les clandestins.

Ankara multiplie les arrestations.



Istanbul de notre correspondant
Il paraît plus que quinquagénaire mais dit avoir à peine 42 ans. Ramazan Sönmezoglu, martèle posément son amertume. «On ne veut pas vivre dans ce pays, ni à Mardin (sud-est) ni à Istanbul. Il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de travail. Alors, on veut partir. Les Turcs comme les Kurdes qui sont ici en majorité car nous sommes les plus défavorisés. J'ai tenté l'aventure. Ça n'a pas marché cette fois-ci mais je vais réessayer.» Ramazan est l'un des 18 passagers clandestins arrêtés dimanche au port d'Haydarpasa d'Istanbul. La police a fait une descente dans un grand camion qui transportait des roues de voiture. Le camion devait em-

barquer le lendemain sur un ferry à destination de l'Italie. Plus de 500 personnes, en

majorité des Kurdes de Turquie, d'Iran et d'Irak mais également des Pakistanais et des Indiens, ont été interpellés par la police d'Istanbul depuis vendredi dernier. Deux patrons d'agence de voyage, un responsable d'une société de transport et deux hôteliers accusés d'appartenir aux réseaux organisant le voyage de ces clandestins ont été arrêtés.

Dans le hall d'un petit hôtel d'Aksaray, le quartier de tous les trafics au cœur d'Istanbul, Ramazan et les dix-sept autres candidats malheureux au «voyage de l'espoir» boivent du thé devant la télé où le ministre de l'Intérieur définit l'exode des Kurdes vers l'Europe comme «un complot du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) et de la Grèce pour discréditer la Turquie en Europe». Un jeune homme se lève et laisse exploser sa colère: «Est-ce l'armée grecque ou le PKK qui a vidé nos villages? Comment se fait-il que l'armée turque, la police turque, la gendarmerie turque ne voient pas les centaines de gens qui partent en bateau? Il est impossible de franchir ces détroits sans l'autorisation des officiels turcs!» Ses arguments sont proches de ceux du PKK et il accuse directement les autorités turques de fermer les yeux aux activités des contrebandiers de main-d'œuvre: «La mafia turque est soutenue par l'Etat turc.»

Pot-de-vin. Un autre précise que le capitaine avait demandé à chacun des candidats au départ 3000 deutsche marks (1100 F) pour le voyage, «plus dix millions de livres turques (environ 300 F) comme pot-de-vin pour la police des frontières». Souvent, les prix sont plus élevés, ●●●

pour le passage (qui peut coûter jusqu'à 24000 F) comme pour le bakchich. La direction de la Sûreté a annoncé lundi qu'une information était ouverte contre les cinq responsables de la police des douanes, dont trois à Istanbul et deux à Canakkale (Dardanelles). Un responsable de la police maritime d'Istanbul qui surveille les passages du Bosphore précise: «Il y a jusqu'à 1500 bateaux qui traversent quotidiennement dans les deux sens les détroits. Il est impossible de contrôler l'ensemble des navires, mais nous organisons des descentes quand il y a des bâtiments suspects ou des dénonciations. Et nous avons bien entendu intensifié nos contrôles.»

Plus de cinq mille personnes auraient quitté illégalement la Turquie en majorité par bateau depuis trois mois. Le port d'Istanbul, les petits ports privés de Darica ou Gebze sur la mer de Marmara, Canakkale, mais également des ports (Bodrum, Marmaris, Seferihisar) de la mer Egée sont les favoris des contrebandiers.

La destination était habituellement une île grecque toute proche, mais les nouveaux candidats à l'exil, dont les préoccupations économiques sont plus importantes que leurs choix politiques, désirent se rendre dans un pays plus proche de l'Allemagne comme l'Italie. Les affaires des trafiquants sont florissantes. Le patron de l'Ararat, le cargo échoué près de la côte calabraise au lendemain de Noël, a encaissé, pour ce voyage, quelque 2,5 millions de dollars (15 millions de F), chacun des 835 passagers ayant payé le passage autour de 3000 dollars. Le prix à l'argus du vieux

Bénéfice net pour le patron de l'Ararat, le cargo échoué près de la côte calabraise au lendemain de Noël:

cargo rouillé ne dépasse pas 70000 dollars. L'ensemble des frais du voyage (nourriture, couverture, carburant) se monte à 25000 dollars. Les commissions reçues par les

15 millions de francs pour le voyage. agents ou membres du réseau seraient d'un total de 250000 dollars. En fin de compte, même si le bateau coule ou si les autorités turques ou européennes mettent la main dessus, le patron du réseau empochera au moins 2 millions de dollars de bénéfice net.

«Effet boomerang». Le zèle montré ces derniers jours par les autorités étonne les candidats malheureux au départ. «Tout d'un coup, la police commence à arrêter les chefs des filières et met la main sur les bateaux qui se préparent à partir. C'est quand même bizarre!», s'exclame un vieux. Une femme renchérit: «Quand Ankara a été refusé par l'Europe, c'est-à-dire juste après le sommet de Luxembourg, je crois que les autorités turques ont voulu causer des problèmes aux Européens, c'est pourquoi d'ailleurs elles ont laissé partir des centaines de personnes. Mais, quand l'Italie a accordé l'asile politique à ces gens et a commencé à parler de la solution politique du problème kurde, alors Ankara a craint l'effet boomerang.» Aucun d'entre eux ne s'étend sur leurs premières rencontres avec les contrebandiers que les autorités accusent d'être liés aux clans mafieux kurdes sinon directement au PKK. Chacun raconte à peu près la même histoire. Il y a toujours un parent déjà parti grâce à ces réseaux. Personne ne connaît le vrai nom de celui qui a encaissé le prix du voyage. La plupart du temps, c'est dans une petite agence de voyage ou une société de transport routier ou maritime qu'ils ont reçu la première proposition. Interrogés par la police et puis libérés, ces déçus déclarent maintenant qu'ils feront tout leur possible pour trouver «l'homme-caisse». Et, retenter l'aventure. Ramazan n'est pas découragé par son échec: «Chaque rose a ses épines» ●

MUSA AKDEMIR.

Kurdes « Il faut aider l'Italie, sinon elle va fermer ses portes »

Patrick Delouvin

Responsable des activités « réfugiés » à la section française d'Amnesty International

Les réponses qu'ont apportées les Européens à l'arrivée de Kurdes sur les côtes italiennes vous semblent-elles bonnes ?

Patrick Delouvin : J'observe que la construction de l'Europe, en ce qui concerne le droit d'asile, semble plus faite pour protéger les États euro-

péens contre les demandeurs d'asile que pour apporter une protection aux personnes qui en ont vraiment besoin. Les États européens s'organisent pour retenir au loin les personnes qui viennent chercher protection sur le territoire commun.

— De quelle façon ?

— Depuis des années, les États de l'Union européenne, et du groupe de Schengen cherchent à mettre en pratique la théorie du « pays tiers d'accueil ». À un étranger qui vient demander protection, on répond de plus en plus : « Entre le pays que vous fuyez

et notre territoire commun, vous êtes passés par d'autres États. C'est là que vous deviez demander asile. » Et le demandeur est renvoyé dans ce pays tiers. Cette théorie se renforce avec les accords de réadmission signés avec un certain nombre de pays de transit.

Le résultat est par exemple que les Kurdes irakiens qui passent par la Turquie risquent d'y être renvoyés. Or Amnesty International a montré qu'un Irakien qui arrive en Turquie n'a pas un accès sûr à une procédure d'asile. Il y a de fréquents renvois directs vers

le pays fui.

— Ces mesures sont-elles la conséquence de Schengen ?

— Un effet pervers : créer un territoire commun sans contrôle aux frontières intérieures est une belle idée. Malheureusement elle entraîne un durcissement des contrôles aux frontières extérieures. Les personnes qui sont sur le territoire commun ont plus de possibilités de s'y déplacer, en revanche on empêche davantage les autres d'y pénétrer.

Toutes ces mesures restrictives ont eu pour effet une chute des demandes d'asile de

700 000 à 250 000 entre 1992 et 1996 en Europe.

— **Que faire aujourd'hui pour les Kurdes ?**

— D'abord intervenir pour que les violations cessent dans la région d'origine. Ensuite, si les États européens continuent à bloquer les personnes qui arrivent en Italie, il faut l'aider, sinon elle va fermer ses portes.

— **L'idée d'un statut de protection temporaire,**

comme pour les Bosniaques, est-elle bonne ?

— En 1992, les Douze avaient effectivement adopté une résolution prévoyant de donner une protection temporaire aux Bosniaques, étant donné la guerre faisant rage dans leur pays. Mais ce statut donne une moindre protection que la Convention de Genève, qui est un texte d'application internationale, qu'on peut citer en demandant aux États de le respec-

ter. Pour les Kurdes, c'est de toute façon un peu tôt. La Convention de Genève doit encore permettre de les protéger.

— **La Commission européenne a proposé l'an dernier un nouveau statut de « protection temporaire », que le Conseil doit encore discuter. Va-t-il dans le bon sens ?**

— Le projet de la Commission est assez bon, il prévoit un certain nombre de droits nou-

veaux, notamment en France, comme le regroupement familial ou la possibilité d'exercer un emploi. Mais il prévoit aussi que les personnes bénéficiant de la protection temporaire seront empêchées de demander le statut de réfugiés pendant cinq années. C'est trop long.

Recueilli par
Emmanuel DEFOULLOY
(À Bruxelles)

LE MONDE / VENDREDI 9 JANVIER 1998

Le président iranien invite les Américains à mieux comprendre son pays

Dans un entretien avec la chaîne de télévision CNN, Mohamad Khatami a recommandé, mercredi 7 janvier, des échanges de professeurs, d'écrivains, d'artistes et de journalistes en attendant que s'instaure un climat favorable à l'ouverture d'un débat sur les questions politiques

WASHINGTON

de notre correspondant

Le chemin d'une reprise des relations américano-iraniennes sera long, aléatoire et semé d'embûches. Telle est l'impression qui se dégage de l'entretien accordé, mercredi 7 janvier, par le président iranien à CNN. Mohamad Khatami a redit sa volonté de nouer un dialogue entre les civilisations et les peuples d'Iran et des États-Unis, mais il ne voit pas, au moins dans l'immédiat, la nécessité d'engager des relations politiques directes avec Washington.

Tout en se félicitant du ton relativement modéré du président Khatami, l'administration américaine a rappelé que seules des conversations directes et officielles entre gouvernements peuvent favoriser un rapprochement. Sans le préciser publiquement, Washington mesure cependant à quel point le président iranien est engagé dans une démarche politique délicate, qui l'oblige à ne pas heurter de front l'aile la plus radicale de la République islamique.

Tout au long des quarante minutes qu'aura duré cet entretien, l'ombre des jeux de pouvoir qui se déroulent à Téhéran est apparue en filigrane. Mais sa priorité étant de s'adresser au peuple américain, M. Khatami l'a fait en flattant la grandeur de la civilisation améri-

caine et en la mettant en garde contre la politique dangereuse de son propre gouvernement.

Rappelant que l'Amérique a été fondée sur les valeurs de la liberté et de l'esprit religieux qui animaient les Puritains venus d'Angleterre, il a souligné que celles-ci sont également à la base de la civilisation iranienne et de la révolution islamiste. « Nous ressentons une affinité intellectuelle avec l'essence de la civilisation américaine », a-t-il assuré, tout en regrettant que la politique étrangère des États-Unis depuis un demi-siècle soit « incompatible » avec ces vertus civilisatrices. La diplomatie américaine continue, selon lui, d'être prisonnière d'une « mentalité de la guerre froide », consistant à présenter l'Islam comme « le nouvel ennemi ».

PAS DE « LIENS POLITIQUES »

Cela n'empêche pas l'Iran de souhaiter un rapprochement avec l'Amérique : pour le président iranien, rien ne doit empêcher un « dialogue et une compréhension entre nations, particulièrement entre érudits et penseurs », que peut favoriser l'échange « de professeurs, écrivains, artistes, journalistes et touristes ». S'agissant, en revanche, des relations politiques, M. Khatami s'est félicité du fait que l'Iran puisse atteindre ses objectifs sans l'assistance américaine, notamment grâce



à ses liens avec l'Europe. « Nous poursuivons nos propres activités et n'avons pas besoin de liens politiques avec les États-Unis », a-t-il dit.

Pour aller au-delà, il faudrait qu'il y ait « un premier craquement » dans le « mur de méfiance » qui s'est élevé entre les deux pays en raison de l'attitude de Washington, comme en témoigne, a-t-il précisé, la loi D'Amato, qui menace de sanctions les sociétés investissant dans le secteur des hydrocarbures ira-

nien. L'administration américaine pèse encore le pour et le contre s'agissant de l'application de cette législation à l'encontre des sociétés d'un consortium conduit par la française Total, qui a conclu un important accord gazier avec Téhéran. Washington cherche un compromis avec les capitales concernées, comme l'a souligné la visite à Paris, mercredi, de Thomas Pickering, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires politiques.

L'administration Clinton est partagée entre le souci de ne pas provoquer un conflit ouvert avec les Européens et la Russie et celui de faire appliquer une législation à laquelle les Républicains tiennent mordicus. Tout en rappelant que l'option d'une application des sanctions reste d'actualité, Stuart Eizenstat, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires économiques, a annoncé que l'administration procède à un réexamen de cet « outil controversé », une décision qui sera accueillie avec intérêt à Téhéran.

LUTTE DE POUVOIR

Dans l'immédiat cependant, l'Iran, ainsi que l'a souligné le pré-

sident Khatami, n'entrevoit « aucun signe de changement » dans la position américaine, ce qui est une manière de répondre à l'identique au bilan que dressent les Etats-Unis de l'attitude iranienne dans trois domaines-clés : le soutien de Téhéran au terrorisme, ses efforts pour se doter d'armes de destruction massive et son opposition violente au processus de paix au Proche-Orient. L'amélioration des relations bilatérales, a souligné l'administration Clinton, « ne dépend pas de ce que le gouvernement iranien dit, mais de ce qu'il fait ».

Sur de nombreux sujets, les propos du président iranien ont été conciliants : le terrorisme « doit être

condamné sous toutes ses formes », a estimé M. Khatami, précisant toutefois que le fait de soutenir ceux qui « se battent pour la libération de leur terre » ne relève pas du terrorisme. Avec la même assurance, il a démenti que l'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire : « Nous ne sommes pas une puissance nucléaire et n'avons pas l'intention de le devenir. »

Au-delà d'une déception justifiée par l'absence de propositions concrètes de la part du président iranien, les Américains ont cependant des raisons d'être encouragés à poursuivre une diplomatie des petits pas avec Téhéran. M. Khatami a implicitement confirmé l'existence

d'une lutte de pouvoir entre modérés et radicaux, la première tendance (qu'il incarne), croyant « à la prédominance de la logique et de l'autorité de la loi », la seconde estimant qu'elle est « habilitée à s'affranchir de la loi ».

« Personne ne doit se considérer comme au-dessus de la loi ni essayer d'imposer ses vues à d'autres », a-t-il souligné, ajoutant : « Nous sommes déterminés à ce qu'il y ait un seul gouvernement. » Cette dichotomie du pouvoir à Téhéran explique la prudence américaine s'agissant du crédit à accorder à l'offre de dialogue iranienne.

Laurent Zecchini

Mohamad Khatami, un président atypique aux prises avec le noyau dur du régime

ILS ONT BAISSÉ les bras face à la détermination du président Mohamad Khatami à s'adresser au « grand peuple américain », non sans avoir cherché à lui imposer des garde-fous. Les tenants de la ligne dure en Iran ont lâché prise, à quelques heures de la diffusion de l'entretien accordé par le président Mohamad Khatami à CNN. « Adresser un message au peuple américain n'est pas une mauvaise chose. Nous devons lui faire part de nos griefs contre ses dirigeants », a déclaré mercredi 7 janvier le président du Parlement, Ali Akbar Nategh Nouri, l'une des principales figures du courant conservateur.

L'équilibre entre les factions au pouvoir à Téhéran est ainsi conçu que, dans la dernière ligne droite, l'image doit toujours être lisse, les contradictions résorbées et l'unité publiquement affichée. Cela est presque plus vrai encore depuis que M. Khatami a été élu, en mai 1997, président de la République islamique, parce que l'intéressé a montré un véritable entêtement à dire ce qu'il pensait être bon pour son pays, même lorsque plus grand que lui, en l'occurrence le Guide de la révolution, Ali Khamenei, était d'un avis radicalement différent.

Les déclarations de M. Nategh Nouri mettaient en fait un terme à une vive campagne hostile au dialogue avec les Etats-Unis, lancée par l'aile la plus conservatrice du régime après que le président eut annoncé, le 15 décembre 1997, qu'il avait l'intention de s'adresser « au grand peuple américain » « à propos de l'Amérique ». Il avait alors constaté à regret que « les hommes politiques américains sont anachroniques », « réactionnaires de notre point de vue », qu'ils n'ont

pas compris que le « monde [est] en voie de multipolarisation rapide » et qu'ils s'imaginent toujours qu'après la chute de l'Union soviétique, les Etats-Unis sont « la seule puissance et doivent imposer leur volonté au monde à n'importe quel prix ».

Comme pour apaiser les craintes de tous ceux qui ont jugé l'initiative présidentielle osée, le ministre des affaires étrangères, Kamal Kharazi, avait estimé utile de préciser, trois jours plus tard à la télévision, que M. Khatami parlerait du « mauvais traitement » réservé par les Etats-Unis à son pays. Et il avait renvoyé la balle dans le camp de Washington, qu'il avait invité à dire s'il est désireux ou non de changer de politique envers Téhéran.

La quasi-panique qui semble s'être emparée de l'aile « dure » du régime fait d'autant plus sourire que le prédécesseur de M. Khatami, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, avait déjà accordé au moins un entretien à une chaîne de télévision américaine sans provoquer de remue-ménage public. C'est donc la personnalité même de M. Khatami qui leur a fait peur, parce qu'il est atypique.

Mais au-delà de l'aspect proprement iranien de l'affaire, l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis est une question extrêmement sensible en Iran. Les jeunes, il est vrai, rêvent d'Amérique parce qu'elle représente à leurs yeux l'antidote de leur quotidien, c'est-à-dire la liberté – souvent comprise d'ailleurs comme l'absence de toute contrainte. Mais cela n'est pas forcément vrai pour l'ensemble de la classe politique ou politisée.

Après l'échec de l'exportation de la révolution, la fin de la guerre

contre l'Irak et une certaine dissolution des grands principes révolutionnaires, l'antagonisme irano-américain est devenu, avec la tenue islamique de rigueur pour les femmes, le fonds de commerce des conservateurs, la raison d'être, à leurs yeux de la République « islamique ». Les autres – et le président Khatami et ses amis en sont – ne supportent pas la suffisance avec laquelle Washington traite l'Iran, cherchant à le mettre à genoux et s'employant à lui imposer des sanctions non seulement unilatérales, mais aussi internationales. Ils tirent une fierté certaine d'oser dire ce qu'ils pensent et de leur refus de se soumettre aux diktats de Washington dans une région où les Etats-Unis font la pluie et le beau temps.

Les premiers à poser le problème sur la place publique furent des amis de M. Khatami, une partie de sa base électorale et politique, ceux que l'on appelle la gauche islamique. L'un de leurs organes, le journal *Salam*, a réclamé, dès le 27 décembre que la question du dialogue avec le gouvernement américain soit soumise à référendum. « Nous expliquerons alors notre position et dirons pourquoi une reprise des relations avec les Etats-Unis n'est pas dans notre intérêt », ajoutait le journal.

Au moins le problème était-il posé en termes démocratiques, ce qui ne fut pas le cas lorsque les conservateurs, et singulièrement leur figure de proue, l'ayatollah Khamenei, montèrent au créneau quelques jours plus tard. « Les médias occidentaux disent que certaines factions, certains individus ou groupes, voire le gouvernement sont enclins à une réconciliation avec

l'Occident et l'Amérique. Il n'y a rien de vrai dans tout cela », a déclaré le Guide à la prière du vendredi – chose rare en Iran où il existe un imam de ladite prière. « Ceux qui pensent que les Etats-Unis ont renoncé à leur attitude arrogante sont naïfs », a enchaîné le quotidien *Jomhourî islami*. Le relais a été passé de main en main dans la presse, les mosquées et au Parlement.

Selon Amir Tahéri, spécialiste des affaires iraniennes du quotidien saoudien *El Chark el Aousat*, les conservateurs ont même tenté, en vain, d'obtenir qu'un paragraphe anti-américain soit inclus dans la déclaration finale du récent sommet de l'Organisation de la conférence islamique qui s'est tenu à Téhéran en décembre. Ils ont ensuite essayé d'empêcher que M. Khatami s'adresse aux Américains mais ils ont seulement obtenu que l'entretien avec CNN soit différé de quelques jours.

S'ils ont tout lieu de se satisfaire des critiques adressées par le président aux responsables politiques américains, ils ne partagent certainement pas sa suggestion de favoriser un dégel par ce que l'on pourrait appeler une « diplomatie de la culture ». Le Guide a maintes fois répété qu'il fallait maintenir la République islamique à l'abri de la « contamination » par les « germes » de la culture occidentale, décadente et immorale à ses yeux. Mohamad Khatami n'est très certainement pas au bout de ses peines.

Mouna Naïm

A Trip Into Kurdish History Takes Over a Life

By CLAUDIA DREIFUS

On a dusky September day in 1991, the photographer Susan Meiselas found herself in the Kurdish town of Paveh, in Iran, where she happened upon a small photographic shop.

There, in the store's window, were the usual snaps of babies and weddings but also a startling image of a group of men holding up on sticks the decapitated heads of some anonymous Kurds.

"The owner couldn't tell me much about this photograph," Ms. Meiselas, 49, who works for the Magnum photo service, recalled over cups of herbal tea on a recent afternoon at her studio on Mott Street in SoHo. "All I could learn was that he kept it as a symbol of his people's suffering, as proof that the Kurds had a history."

Almost unconsciously, Ms. Meiselas, who made her reputation covering civil wars in Nicaragua and El Salvador of the 1980's — asked if she might reproduce the picture.

And as she made a Polaroid copy of that grisly image, she began a project that would consume the next six years of her life: a photographic history of the Kurds, "Kurdistan: In the Shadow of History" (Random House, \$100), which has just been published, and the development of a photographic archive for the stateless Kurdish people.

"Twenty million Kurds exist across the borders of Turkey, Iraq, Iran and Syria," Ms. Meiselas said. "They are actually the largest ethnic group on earth without a state of their own."

Pointing out that in some countries, like Turkey, they are not allowed to broadcast or publish in Kurdish, Ms. Meiselas said: "It's not surprising that there's never been one safe place for them to collect and store their images. I just began doing it."

She first became acquainted with the plight of the Kurds when she traveled in April 1991 to Iran and to northern Iraq, where they briefly had a kind of self-governing area in the aftermath of the Persian Gulf war.

She regularly met with tribal chieftains, lived with families and tracked down pictures and stories that would illuminate the hidden pieces of the Kurdish past. When not in the Middle East, she searched for photographs in London, Paris, Moscow, Stockholm, Minneapolis, the Armenian capital of Yerevan and the Kazakh capital of Almaty: the way stations of the Kurdish diaspora.



Laura Hubber



Smithsonian Institution/From "Kurdistan"

Susan Meiselas, left, examining a glass negative in Iraq on her hunt for Kurdish photographs, and "Kurdess" (circa 1900) by Antoin Sevruguin.

"It's lucky that I read a lot of Nancy Drew when I was a kid," Ms. Meiselas said. "I loved the fact that she never knew what was going to happen when she threw herself into a new mystery. Likewise, I never knew what was going to happen as I searched out these images."

Ms. Meiselas's investigative methods were rudimentary. With an interpreter, she went door to door in towns throughout the Kurdish districts of Iran and northern Iraq. She occasionally went to Turkey, too, where the central Government was waging a counterinsurgency campaign against Kurdish nationalists. Did people have family photographs? Did they know anyone who did? Who was the town photographer? What did he have?

Whenever she found an image, Ms. Meiselas took out her Polaroid CP4 camera, which would make an immediate negative and positive of the picture. On her new print, she would make notes of the background story.

"I often hung up negatives to dry in people's backyards," she said with a smile. "Sometimes the images had no stories to them, and I'd take this stack of unmarked Polaroids around Kurdistan, trying to find out what they meant."

"Wherever I went, people wanted to see what I'd collected elsewhere. People in one village wanted to see what their neighbors had given me. People in Turkey wanted to see what I'd found in Iraq."

Treasure hunts of this magnitude require money. "I took journalistic

assignments, odds and ends, whatever could get me to where I needed to be," she said.

And then a fantastic bit of luck came her way. A year and a half into her collecting, Ms. Meiselas's Latin America work won her a \$250,000 MacArthur Fellowship, the so-called genius grant. "It meant I didn't have to be preoccupied with money," she said. "I could not have finished this project without the MacArthur Fellowship."

Her Kurdish obsession created some private tensions. Her old studio became so jammed with archival material that she had to buy herself larger space, the Mott Street loft.

"This project just took over; it was a kind of addiction," said Ms. Meiselas's companion, the filmmaker Richard P. Rogers, 53. "She had no idea where it would lead her, but she pursued it with a consuming tenacity. I began to loathe the Kurds because they were a rival for Susan's attention. I became jealous of them."

Ms. Meiselas said that part of her obsession was rooted in arguments raging throughout the Western art world about the meaning of photography.

"After I returned from Central America in the late 1980's, it was the decade of post-modernism," she said. "I'd go to colleges, and the students would say that there was no difference between the image of a burning plastic soldier manufactured in a studio and a photo of the real thing. But in Kurdistan, photography really mattered. People risked their lives to save a picture. The

town photographer was the keeper of a whole people's history."

Mr. Rogers, whose film "Midwife's Tale," about a colonial American midwife, will be broadcast on PBS's "American Experience" on Tuesday, said: "Susan's book is a manifesto. It's an acknowledgment that photographs drip with ideology. The idea of a photographic document is affirmed in her book."

Ms. Meiselas partly agrees. "What moved me to do this was not whether or not the Kurds had their own territory," she said, "but whether they had a right to access their past, which is what photographs hold."

Several of Ms. Meiselas's expedi-

tions were conducted during times of internecine fighting among rival Kurdish tribal and political groups. Yet, she said, "I was able to work amongst those differences, crossing class, tribal, party and international borders," though she found the fighting "pathetic and sad."

Surprisingly, "Kurdistan" only contains 10 of Ms. Meiselas's own images, because "collecting took over," she said.

To keep the project active after her book's publication, she created a Web page, www.akakurdistan.com, which includes pictures from the book along with documents and images found after Random House sent

it to the printer.

Kurds from around the world are logging on, sharing their family images and stories, identifying long lost pictures that others have contributed. Modern technology, the borderless free space of the World Wide Web, has finally established a safe repository for a Kurdish archive.

"The Web site is a way of wanting a continuous conversation," Ms. Meiselas said. "It is saying that there are more stories, and that there is finally a place to put them."

UN says Iraq cooperative with weapons inspectors

Baghdad has declared 'presidential sites' off-limits, saying they are vital to Iraqi security, sovereignty

Baghdad- Reuters

■ Iraq, which is facing U.S. military forces stationed in the Gulf to ensure it complies with United Nations arms sanctions, has been cooperative with U.N. weapons experts since a standoff in November, a U.N. official said on Friday. "Since Nov. 22, the inspections have been

conducted in a smooth, professional and cordial manner," said Alan Dacey, spokesman for the U.N. Special Commission (UNSCOM) charged with dismantling Iraq's weapons of mass destruction. "The Iraqis have been cooperative," he told Reuters shortly after four U.N. vehicles carrying inspectors headed for sites on Friday.

But Dacey refused to comment on whether Iraq had provided access to controversial "presidential sites," which the United States says may be used to hide weapons of mass destruction whose possession is barred for Iraq under 1991 Gulf War cease-fire terms.

Asked if the inspectors had pushed to enter the sites in recent weeks, he said: "We cannot comment on our

specific operations."

UNSCOM arms experts leaving the building on Friday also refused to comment on their recent inspections.

Dacey's remarks came one day after the United States said it would keep a major military force, including two aircraft carriers, poised near Iraq as long as Baghdad refused to fully comply with U.N. arms sanctions.

Defense Department Spokesman Ken Bacon said U.S. President Bill Clinton wanted to maintain maximum diplomatic and military capability in the area.

The U.S. military late last year massed a force of some 30 warships and more than 250 fighters and bombers in the region after Iraq expelled American members of U.N. arms inspection teams for alleged spying, sparking a tense showdown with the United Nations and Washington.

The inspectors were later allowed to return and resume work, but Iraq continues to insist they will never be admitted to palaces and other sensitive facilities controlled by President Saddam Hussein.

The Baghdad government has declared the "presidential sites" off-limits, saying they are vital to Iraq's security and sovereignty.

UNSCOM chairman Richard Butler held talks with Iraqi officials last month but failed to secure access to the sites. Deputy Prime Minister Tariq Aziz, in a bid to prove that Iraq hides no prohibited weapons, took reporters and Western television crews to six presidential palaces in Baghdad in December.

But the U.N. Security Council demanded that weapons teams get free access to all suspected sites.

Dacey said Butler was expected to return to Baghdad sometime between

January 17 and 21 for the next major test of Iraq's willingness to cooperate with the international community. Iraq on Wednesday resumed pumping oil for export purposes and will restart sales on the international market by early next week.

Baghdad needs a clean bill of health from UNSCOM before the tough sanctions could be lifted. The sanctions have crippled the major oil producer since they were imposed by the United Nations in 1990 after Iraq invaded Kuwait.

The United States, which has maintained a hard line on Baghdad, has repeatedly refused to rule out military action if Iraq does not comply with U.N. controls.

Official Iraqi newspapers on Friday underscored resentment towards the United States, saying

Washington was bent on distorting Iraq's image and playing down the country's humanitarian crisis.

An article in al-Iraq newspaper headlined "A New Job for Mrs. Albright" said U.S. Secretary of State Madeleine Albright had succeeded in imposing hunger and disease on the Iraqi people. U.N. officials said two rocket-propelled grenades were fired at the United Nations headquarters in Baghdad on January 2. The building accommodates the U.N. humanitarian coordinator in Iraq and UNSCOM. Iraq condemned the attack and accused "hostile parties" of carrying it out to harm relations between the two sides.

Turkish Daily News

January 10, 1998

Ankara: Pangalos a 'descendant of Greek fascism'

Ankara - Reuters

■ Turkey on Saturday branded Greek Foreign Minister Theodoros Pangalos a "descendant of Greek fascism" and rejected as racist his accusation that Ankara was conducting genocide against its Kurdish citizens.

"Today's descendant of Greek fascism and racism is again dragging (the) country into adventure," the Turkish Foreign Ministry said in a written response to remarks by Pangalos.

"Mr Pangalos, with his racist provocations, is dynamiting Europe's well-being and the foundations of peace," the statement said.

Pangalos on Friday called on his European Union counterparts to take a firm position on what he described as "Kurdish genocide" carried out by Turkey.

The Turkish Foreign Ministry also responded vehemently to a suggestion by the Greek minister that European nations were closing their eyes to the Kurdish problem in the same way the world turned a blind eye to the Nazi Jewish genocide.

"Greek fascists under the leadership of those resembling Pangalos sent thousands of Greek Jews to the death camps, surrendering them to the German occupiers with their own hands," the statement said.

Pangalos's comments were sparked by the arrival in Italy of around 2,000 refugees, mostly Kurds from Turkey and Iraq, causing concern in Europe about a wave of Kurdish migrants. The refugee problem has led to pressure on Turkey to solve its Kurdish problem and find a peaceful end to its conflict with

Kurdish rebels in its southeast which has killed more than 27,000 people in the last 13 years.

Turkey says the migration is caused by economic reasons and not due to any persecution of its Kurds.

Historic rivals Turkey and Greece are at odds over a number of issues including territorial rights in the Aegean Sea and the divided island of Cyprus.



Theodoros Pangalos

Turkish Daily News

January 11, 1998

Paris tente de maintenir Ankara dans le processus européen

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

« L'intérêt général de l'Union européenne est de conserver une stratégie commune vis-à-vis de la Turquie et celui de la Turquie est de conserver une stratégie vers l'Europe », a plaidé le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, après s'être entretenu vendredi 9 janvier avec les dirigeants grecs, à Athènes, des suites du Sommet de Luxembourg de décembre.

La décision des Quinze de séparer la Turquie des 12 autres candidats à l'Union européenne dans le processus d'élargissement, qui a déclenché une crise avec Ankara, a aussi ravivé en ce début d'année les tensions entre la Grèce et la Turquie. Les Turcs reprochent aux Grecs d'avoir tout fait pour obtenir à Luxembourg qu'ils soient tenus à l'écart d'un processus auquel participeront dix pays d'Europe centrale et surtout le gouvernement officiel de Chypre, dans la partie grecque de l'île.

Les incidents ont repris ces der-

niers jours en Mer Egée. Les deux frères ennemis de l'Alliance atlantique, qu'un conflit oppose depuis toujours sur les droits de souveraineté dans la région, s'accusent mutuellement de provocations militaires, dans les airs ou sur mer. Tout est prétexte à escalade verbale. Evoquant l'afflux en Europe d'immigrants clandestins venus de Turquie, le ministre grec des affaires étrangères, Theodoros Pangalos, a accusé la Turquie de violer les droits de l'Homme « dans l'indifférence de l'Occident, comme les droits des juifs ont été violés par l'Allemagne nazie dans l'indifférence générale ».

AFFRONT PERSONNEL

M. Védrine comme les représentants du gouvernement américain ont appelé les deux Etats à la réserve. Le ministre français, qui s'était également rendu jeudi à Ankara, a fait valoir auprès des dirigeants grecs que leur intérêt n'était pas d'exclure la Turquie du jeu européen, que l'Union européenne pouvait leur offrir un cadre adé-

quat pour tenter de discuter avec les Turcs de leurs contentieux.

Le ministre français a réaffirmé à Athènes, comme la veille à Ankara, qu'il souhaitait voir la Turquie prendre sa place à la Conférence européenne que les Quinze veulent mettre sur pied pour avoir un forum où discuter avec les pays ayant vocation européenne de sujets d'intérêt commun, notamment en matière de sécurité. Un sommet des pays invités à y participer a été officiellement convoqué par la présidence britannique de l'Union pour le 12 mars prochain, a-t-on appris vendredi à Bruxelles.

Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui a pris les décisions de Luxembourg comme un affront personnel, paraît hostile pour le moment à cette invitation. Mais les discussions se poursuivent. Ankara a annoncé vendredi que le président turc, Suleyman Demirel, effectuerait les 19 et 20 février une visite officielle à Paris, à l'invitation du président Chirac.

Henri de Bresson

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JANVIER 1998

Turkiet gör massgripanden

SVENSKA DAGBLADET

Måndagen den 12 januari 1998

Efter EU:s press på Turkiet att stoppa flyktingströmmen västerut har landet nu gripit 1374 misstänkta flyktingar vid razzior i Istanbul. I staden Diyarbakir berättar kurder om att det främst är krigets umbäranden som får många att lämna området.

ISTANBUL, TT-REUTERS

► Turkisk polis grep i går mer än 1300 personer som misstänktes planera att försöka ta sig till Västeuropa.

Turkiet har utsatts för starka påtryckningar från EU att bromsa flyktingströmmen.

Den turkiska nyhetsbyrån Anatolia rapporterade att polisen gripit 1374 personer vid räder runt om i Istanbul tidigt på söndagsmorgonen. Mer än

1000 av de gripna var medborgare i andra länder.

Turkiet transitland

Ett polisbefäl bekräftade uppgiften. Han sade att 210 kom från de kurdiska delarna av Irak. Andra var hemmahörande i Azerbajdzjan, Iran samt diverse länder i Afrika och Asien.

-En del greps för att de saknade identitetshandlingar, andra därför att vi misstänkte att de planerade att låta sig smugglas ut ur landet, andra åter av varierande skäl, sade polisbefälet.

I förra veckan greps också hundratals presumtiva illegala flyktingar vid polisräder mot lågprishotell i Istanbul och kontroller av lastbilar på väg mot grekiska gränsen.

De flesta som söker sig västerut via turkiska landgränsen mot Grekland eller den långa kusten mot Medelhavet är unga män från Mellanöstern och Asien. Många låter sig smugglas för dyra pengar med fartyg till Italien eller Grekland. Den snabbt tilltagande flyktingströmmen har oroat EU, där Schengenavtalet om

fria gränspassager gör att flyktingarna lätt kan fortsätta upp genom Europa.

Träta om flyktorsak

Flera europeiska länder och människorättsorganisationer ser den kurdiska konflikten i Turkiet som viktig orsak till flyktingströmmen. Turkiska regeringen tillbakavisar den teorin och betraktar flyktingarna som ekonomiska lyckosökare. Att det skulle förekomma någon förföljelse av kurder i Turkiet vill regeringen i Ankara inte erkänna.

Lämnar landsbygden

I den kurdiska delen av Turkiet talar invånarna själva om en kombination av ekonomiska umbäranden och krigets pågörelser som en orsak till utvandringen. Tiotusentals människor har drivits bort från sina byar under det 13 år långa kriget mellan armén och separatiströrelsen PKK.

I storstäder som Diyarbakir hamnar de flesta i eländiga ruckel utan några som helst bekvämligheter. Arbetslösheten är skyhögt. För de flesta är enda hoppet om en draglig

framtid att fortsätta till Istanbul, där redan flera miljoner kurder lever, eller till Väst-europa.

Samtidigt har utvandringen gjort levnadsvillkoren ännu sämre för dem som blir kvar i Kurdistan. Ett par tusen skolor i sydöstra Turkiet står utan lärare, vilket gör att 130 000 barn inte får någon utbildning i år. Hälsovården försämras sedan läkare och sjuksköterskor lämnat regionen. Den ekonomiska aktiviteten avtar, vilket ytterligare driver på utvandringen.

Även jordbruket, tidigare områdets viktigaste näring, har drabbats hårt. I många byar faller jordarna i träda eftersom bönderna är för få för att bedriva rationellt jordbruk. Dessutom är det ofta för farligt att ge sig ut på åkrarna för krigets skull.

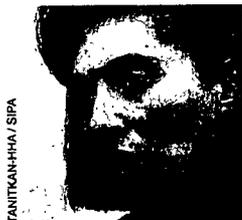
-Den främsta orsaken till utvandringen är kriget. Så länge det pågår ett krig kommer utvandringen till andra landsdelar eller till utlandet att fortsätta, säger Osman Özcelik, vice ordförande för det kurdiska Folkets demokratiska parti, Hadep.

EN DEUX MOTS

LEYLA ZANA*: « Les Kurdes sont des réfugiés sur leur propre terre! »

Si la paix doit se faire au prix d'un compromis, qu'êtes-vous disposée à accepter?

Question intéressante: qu'est-ce que des puissances coloniales - l'Irak et la Turquie - peuvent prétendre nous enlever en cas d'accord? Je ne sais quoi vous répondre. Mon peuple est réfugié dans son propre pays, sur sa propre terre... Mais il est patient et capable d'endurer toutes les misères, même s'il faut reconnaître que les Kurdes de la diaspora ne sont



TANITON-HHA/SIPA

pas à la hauteur...

Quel soutien attendez-vous des Européens?

Les gouvernements européens manquent de cohérence: ils continuent à vendre des armes et à apporter une aide économique à la Turquie tout en exprimant de la compassion pour ce qui est infligé à mon peuple.

Les Kurdes ne leur facilitent pas la tâche en multipliant les luttes fratricides...

Les Kurdes se sont mis à revendiquer leurs droits en ordre dispersé. Ceux d'Irak s'entredéchirent.

Résultat: l'Occident joue de ces rivalités. Il s'allie tour à tour avec la Turquie ou avec le dictateur irakien. Seul le PKK (Parti des travailleurs kurdes) s'efforce de

rassembler. Il n'a approuvé à aucun moment l'emploi de la force contre les autres organisations. La condition *sine qua non* à l'arrêt des hostilités est la mise en place d'une union politique du Kurdistan, car ces conflits entre potentats n'auraient plus de raison d'être. Tout serait replacé dans une perspective nationale.

Quels sont vos liens avec le PKK?

Ce sont ceux de la culture, de l'histoire, de la langue et du sang. J'ai été élue grâce aux votes de ceux dont les proches ont été assassinés dans des villages, eux-mêmes incendiés. Mon mari a passé treize ans en prison et subi la torture. J'ai été choisie par les victimes de la guerre.

Propos recueillis par Fulvia Alberti

* Ex-députée du Parti kurde pour la démocratie, condamnée à quinze ans de prison par les autorités turques, elle est toujours emprisonnée.

MARIANNE - 12 au 18 janvier 1998

U.S. Reacts Quickly to Threat by Saddam

Any Ban on Inspectors Is a 'Clear and Serious Violation,' Clinton Says

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — Reacting quickly to a new challenge from Iraq, President Bill Clinton said Monday that its threat to bar an American-led inspection team, if carried out Tuesday, would be a "clear and serious violation" of United Nations requirements.

Nizar Hamdoon, the chief Iraqi delegate to the United Nations, said in New York that the team headed by Scott Ritter had "too many U.S. nationals" — 9 of the 16 team members — and would not be allowed to work until it was "recomposed to ensure balance."

Other inspection teams were not affected.

Mr. Clinton said that "the United States had nothing whatever to do with selecting this team."

The inspectors, he said, were chosen for their expertise by the UN Special Commission, which has responsibility for inspecting for weapons of mass destruction in Iraq.

James Rubin, the State Department spokesman, said earlier that American officials were awaiting a full report from UN officials in Iraq, and that no inspections were barred Monday.

Should inspections by Mr. Ritter's

team be barred Tuesday, however, Iraq "would be flouting UN resolutions" that call for Iraq to give UN inspectors "full and unfettered access to all sites," Mr. Rubin said.

A U.S. National Security Council official said separately that the Clinton administration would take the matter up with the UN Security Council before pursuing other action.

The United States has repeatedly said that it will not rule out punitive military strikes against Iraq, and a spokesman for Mr. Clinton said Monday that the United States maintained a "very significant force" in the region.

Mr. Hamdoon said there had been no decision to expel Mr. Ritter or any other American, leaving the new confrontation a notch below the drama of November, after President Saddam Hussein ordered all American inspectors to leave on the grounds they were spies.

But the refusal to allow Mr. Ritter's team to carry out its UN-mandated work demonstrated that a Russian-brokered solution to the earlier crisis had not brought a final end to the dispute, and that the United States again faces thorny choices.

Iraq appears determined to test U.S. resolve to the maximum, knowing that three of the UN Security Council's five permanent members — China, France and Russia — steadfastly oppose the use of force. Britain has sided with the United States.

There was no immediate word Monday whether the council, this month under French chairmanship, might meet to discuss the issue.

The UN secretary-general, Kofi Annan, sought Monday to cool the latest tensions. He called on Iraq to avoid any "precipitous" action and described the new Iraqi stance as merely "the first hiccup" encountered since the earlier crisis was resolved.

Other UN inspection teams will continue their work, Mr. Annan said.

The secretary-general was to meet Monday at the UN with Richard Butler, the chief UN weapons inspector, to discuss the situation. Mr. Butler was scheduled to return to Iraq next Monday. "I

hope the Iraqi authorities will not do anything precipitous and wait for Richard Butler to get there," Mr. Annan said.

The official Iraqi press agency INA quoted an unidentified official spokesman on Monday as saying that the presence of too many American inspectors was prolonging the inspections program and delaying removal of curbs on Iraq's oil exports.

"The Americans who dominate the headquarters of the Special Commission and its activities in Iraq have been falsifying the facts, fabricating lies, deliberately prolonging the work, and submitting false reports to the Security Council," the spokesman said.

But Mr. Rubin said that "if Saddam Hussein can start to pick and choose who's on the team, he's going to try to start to pick and choose how the team operates, where it can go, who it can see, what time frame."

"And you begin down a slippery slope," he said.

The announcement Monday came after Mr. Ritter and his team had visited Iraqi government buildings near the headquarters of the UN Special Commission. Along with the nine Americans, the team included five Britons, a Russian and an Australian.

When Iraq expelled American inspectors before, the United Nations withdrew all its inspectors in protest, and the United States began its military buildup, including 30 warships and more than 250 fighters and bombers.

The inspectors were allowed to return a week later under a Russian-brokered agreement. Inspections have resumed, but Iraq still refuses to allow inspectors into presidential palaces and other so-called sensitive sites.

The Clinton administration had expected a new test over that refusal.

Iraq has called Mr. Ritter, who heads one of several UN inspection teams, a CIA spy, an accusation that he and U.S. officials have flatly rejected.

Mr. Ritter "is not a spy," said the National Security Council official. "He is a professional member of the UN-SCOM team."

Tehran Denies Plans for a Visit By an American Congressman

Reuters

TEHRAN — Iran said Monday that no arrangements had been made for a visit here by Thomas Lantos, a U.S. congressman.

The Foreign Ministry, quoted by the official Iranian press agency IRNA, did not say if it was reacting directly to a renewed offer by Mr. Lantos to visit Iran after the televised address by President Mohammed Khatami to the American people last Wednesday.

Mr. Lantos tested the waters the day after the interview of Mr. Khatami on CNN by writing to Mr. Khatami to renew his offer to visit Iran and discuss the

prospect of better relations.

Mr. Lantos had first proposed to visit Iran last month, but the State Department had said it would discourage the visit and Iran had denied at the time any such visit was planned.

"Iran's Foreign Ministry said that no arrangement whatsoever had been made for U.S. Congressman Thomas Lantos to visit Tehran," IRNA said.

"Mahmoud Mohammadi, the ministry's spokesman, denied any agreement between the Iranian government and the United States, and observed that Lantos had previously only indicated a personal interest to visit Tehran in a bid

to open talks with the Iranian government," the press agency added.

Mr. Khatami, a Shiite cleric who is seen as a moderate, combined conciliatory remarks with stern criticism of U.S. policies. He called for a "crack in the wall of mistrust" between Americans and Iranians but made no direct proposal for dialogue between the two countries.

The U.S. government hailed his "encouraging tone" as officials debated ways of responding. Washington said that government-to-government talks were the only way to end two decades of hostile relations.

Mr. Khatami's address, the first time an Iranian leader had spoken directly to the American people on television since the Islamic revolution, sparked wide debate in Iran.

Conservatives criticized his concili-

atory remarks and moderates praised them as paving the way for a rapprochement between the two nations. The moderates said it was now up to Washington to make the next move.

L'Allemagne ne considère plus le PKK comme une organisation terroriste

KARLSRUHE (Allemagne), 13 jan (AFP) - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, indépendantistes kurdes de Turquie) n'est plus considéré en Allemagne comme une organisation terroriste mais reste interdit, ont indiqué mardi les autorités.

Le procureur général fédéral Kay Nehm a annoncé que le parquet fédéral à Karlsruhe (sud-ouest) considérait désormais le mouvement comme une organisation criminelle, mais pas terroriste. La situation "s'est heureusement détendue de façon considérable" depuis que le chef du PKK Abdullah Ocalan s'est engagé à respecter les lois allemandes en août 1996, a souligné M. Nehm.

Cette nouvelle évaluation ne change rien à l'interdiction de l'organisation, a précisé un porte-parole du ministère de l'Intérieur. "Il n'y a pas lieu d'examiner une éventuelle levée de l'interdiction, qui reste en vigueur", le PKK étant toujours considéré comme une organisation criminelle, a-t-il relevé.

Le PKK a été interdit en Allemagne après une double vague d'attentats, perpétrés entre juin et novembre 1993 contre des intérêts turcs.

Mais en août 1996, M. Ocalan avait reconnu que son organisation avait "exagéré" et annoncé que le PKK renonçait "sans condition" à l'usage de la violence en Allemagne. Le ministre fédéral de l'Intérieur Manfred Kanther avait alors rejeté cette déclaration en la qualifiant de "propagande pour des raisons tactiques".

Toutefois, selon M. Nehm, depuis l'engagement de M. Ocalan, seuls quatre incendies criminels ont été imputés au PKK, vraisemblablement commis par des dissidents, contre 261 incendies en 1995.

M. Nehm a relevé que la nouvelle ligne d'Ocalan influait aussi sur les procédures en cours, les accusés ayant renoncé à leur stratégie de confrontation pour reconnaître les faits reprochés.

Depuis fin 1996, 20 responsables du PKK ont été condamnés en Allemagne à des peines allant de deux ans et demi à onze ans de prison.

La justice allemande continue de reprocher au PKK plusieurs affaires d'extorsion de fonds, de falsification de documents, et divers délits relatifs aux armes, a souligné M. Nehm.

La peine encourue par un responsable d'organisation terroriste est de 3 à 10 ans d'emprisonnement tandis que les membres d'une organisation criminelle risquent de 6 mois à 5 ans de prison.

Entre autres procès en cours, l'ancien porte-parole pour l'Europe du PKK, Kani Yilmaz, comparaît depuis le 6 janvier devant le tribunal de Celle (nord). De son vrai nom Faysal Dunlayici, il est accusé d'avoir été l'instigateur, avec deux autres dirigeants du PKK, d'une série d'incendies contres des cibles turques en 1993.mm e

Saddam Yet Again

Stand Up for the UN

Since the partial resolution of the most recent Iraq crisis last November, the issue of United Nations inspections has dropped from the center of public attention. But this is not because Iraq is lately permitting UN inspectors to search for illicit chemical and biological weapons caches, as UN resolutions demand. To the contrary, Iraq has put off-limits a large number of sites where inspectors believe dangerous

materials may be hidden.

But the Clinton administration has been in no mood to press the issue, which just last November it was describing as urgent. Instead, administration officials have chosen to portray the end of the November standoff as a UN victory, and to insist that time is on the United Nations' side.

Saddam Hussein doesn't seem to have got that message. Far from relenting on the question of his off-limits "palaces," the Iraqi regime said on Monday that it will bar one team of

inspectors, led by an American, from doing its job.

This is the same tactic that precipitated last fall's crisis — Saddam's desire to dictate the composition of the UN teams, to pick and choose inspectors by name and nationality. Whether this game is intended to pit one UN ally against another, or to weaken the inspectors' expertise, or both, does not really matter. It is another contemptuous breach of the rules.

Saddam Hussein got into this with unprovoked aggression against a smaller country. He lost the war that resulted and, as a condition of cease-fire, agreed to cede his weapons of mass

destruction and to allow UN inspectors to verify that he had done so. Thus far he has not fulfilled those conditions.

This would be a good time for Security Council members to stand up for the authority of the United Nations. Some, notably France and Russia, seem to have grown tired of the sanctions regime. Again, it is not really relevant whether they are motivated by concern for Iraqi civilians, greed for oil profits or desire to establish foreign policies distinct from that of the United

States. The point is that the basic facts cannot justify an end to sanctions: Iraq continues to conceal weapons capable of horribly killing millions of people.

Rather than undercutting the United Nations and thereby encouraging Iraqi defiance, France and Russia should be making clear to Iraq that its only way out of sanctions is compliance.

The United States has a role to play, too. As long as it pretends to win victories where none has been achieved, as long as it plays down the extent

and importance of Iraqi intransigence, the Clinton administration can expect to be challenged again and again by Saddam Hussein.

Until he is convinced that the Clinton administration is serious about sanctions and willing to back them up with force if necessary, Saddam will keep playing these games. And, blustery U.S. claims to the contrary, these are not games that the United Nations appears to be winning.

—THE WASHINGTON POST.

Le Monde

MERCREDI 14 JANVIER 1998

L'Irak refuse à nouveau l'accès de ses sites stratégiques à un expert américain de l'ONU

Les Etats-Unis demandent une réponse « ferme » du Conseil de sécurité

L'Irak a rouvert les hostilités avec l'ONU en interdisant mardi 13 janvier l'accès de ses sites stratégiques à une équipe d'experts emmenée

par un Américain. Les Etats-Unis ont critiqué cette décision et souhaité une réponse ferme du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette crise

intervient alors que le chef de la Commission chargée du désarmement de l'Irak, Richard Butler, doit se rendre sur place du 19 au 21 janvier.

UNE NOUVELLE CRISE s'est ouverte, mardi 13 janvier, entre l'Irak et les Nations unies après la décision de Bagdad de s'opposer aux inspections d'une équipe chargée du désarmement dirigée par un expert américain, arrivée dimanche 11 à Bagdad. « L'Irak a décidé d'interrompre à partir de mardi les inspections de la Commission spéciale de l'ONU chargée de désarmer l'Irak [Unscop] dirigées par l'Américain Scott Ritter jusqu'à ce que la composition de son équipe soit rééquilibrée », a déclaré lundi un porte-parole officiel des autorités irakiennes, cité par l'agence INA.

Le chef de l'Unscop, le diplomate australien Richard Butler, avait demandé à M. Ritter de passer outre mais ce dernier a dû renoncer, mardi matin, devant le refus des autorités irakiennes de le laisser opérer. L'embargo pétrolier, qui réduit l'Irak à la disette depuis sept ans, ne sera levé qu'après un avis favorable de la commission sur l'état du désarmement du pays.

Bagdad avait officiellement informé lundi la Commission de sa décision par l'entremise de son ambassadeur à l'ONU, Nizar Hamdoun. Celui-ci a précisé à la presse que l'interdiction irakienne « concerne uniquement l'équipe de Scott Ritter et non les autres équipes opérant actuellement en Irak ». Outre cette équipe, deux autres groupes d'experts en armes biologiques se trouvent actuellement en Irak. L'équipe arrivée avec M. Ritter compte neuf Américains, cinq Britanniques, un Australien et un Russe. Pour Bagdad, il s'agit d'une « preuve flagrante du déséquilibre de l'équipe d'inspection ». M. Ritter, capitaine de « marines » pendant la guerre du Golfe de 1991, est de facto accusé d'espionnage par les autorités irakiennes.

Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, le chef de l'Unscop a démenti ces affirmations. « Au cours des inspections de ce jour, explique M. Butler, les équipes ont compté au total quarante-quatre

personnes de dix-sept pays. » Le diplomate précise que les seize inspecteurs arrivés dimanche en Irak s'ajoutent aux experts résidant à Bagdad et à d'autres équipes en visite.

CONDAMNATION FRANÇAISE

La décision irakienne a été condamnée, lundi, par les Etats-Unis et la France. « Si [les experts] se voient interdire de faire leur travail, alors j'attends du Conseil de sécurité [de l'ONU] qu'il prenne des mesures fermes et appropriées », a déclaré M. Clinton. « Beaucoup dépend du Conseil de sécurité [qui] doit réaffirmer une position forte », a ajouté le secrétaire à la défense, William Cohen. D'Amman, où il était en visite officielle, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, a rappelé que Paris tenait à « l'application par l'Irak des résolutions permanentes du Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoient un accès inconditionnel de l'Unscop ».

En novembre, une crise sem-

blable avait opposé l'Irak aux Nations unies. La diplomatie russe était parvenue à trouver un terrain d'entente entre les deux parties, mais les Etats-Unis avaient acheminé à cette occasion dans les eaux du Golfe une armada de trente bâtiments de guerre, dont deux porte-avions équipés de plus de deux cent cinquante chasseurs, qui croisent toujours à proximité de l'Irak. Le *Washington Post* a révélé le 8 janvier qu'un rapport de la CIA daté du 5 janvier concluerait que cet épisode a renforcé le président Saddam Hussein.

La nouvelle crise intervient alors que le chef des experts de l'ONU doit se rendre en Irak du 19 au 21 janvier pour tenter de régler un autre problème: la liberté d'accès pour les enquêteurs aux sites présidentiels irakiens. Dans l'attente de cette visite, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a exhorté lundi Bagdad à « ne pas prendre de décision précipitée ». — (AFP Reuters.)

Al'heure de l'exode, n'oublions pas cette députée kurde, emprisonnée en Turquie, qui n'a cessé de se battre pour défendre son peuple.

Pour Leyla Zana

PAR ANTOINETTE FOUQUE

Des centaines de réfugiés kurdes ont échoué ces dernières semaines sur les côtes italiennes. Ils viennent nous rappeler la dramatique actualité de la question kurde. Au lieu de s'interroger sur les raisons de cet exode, d'ébaucher des réponses politiques à la tragédie d'un peuple traqué, déporté, nos gouvernements se contentent d'une concertation des chefs de police.

Je pense à Leyla Zana, députée kurde, qui, avant d'être arrêtée et emprisonnée avec sept autres et ses collègues, parcourait le monde pour témoigner du sort fait à son peuple.

Il y a trois ans, j'assistais à leur procès devant la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara. Ils étaient accusés de «séparatisme». Une parodie de justice fut rendue à l'ombre des baïonnettes d'une armée omniprésente. Leyla fut condamnée à quinze ans de prison.

Son courage impressionna l'ensemble des observateurs internationaux présents.

De quel crime était-elle accusée? Rien, si ce n'est des déclarations et des témoignages sur le sort de son peuple, l'évocation des doléances et des aspirations de ses électeurs: l'exercice courant d'un mandat

parlementaire, exercé librement dans nos démocraties mais interdit en Turquie, où une centaine d'écrivains, de journalistes et députés sont détenus dans les geôles turques pour «*délit d'opinion*».

Leyla Zana a osé parler de la destruction du Kurdistan, village après village, vallée après vallée, des déportations, des massacres de la population civile, des assassinats d'intellectuels kurdes par l'armée et les forces paramilitaires.

Elle a appelé la communauté internationale à réagir pour faire cesser cette tragédie.

Comme il vient de le faire pour Salima Ghezali, journaliste algérienne, le Parlement européen lui a décerné il y a deux

3185 villages kurdes ont été détruits, soit deux fois plus qu'il y a deux ans, et trois millions de Kurdes «déplacés» vivent dans des conditions déplorables.

ans sa plus haute distinction, le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, reconnaissant ainsi la légitimité de son désir de justice et de démocratie.

Malheureusement, d'une autre main, il a ratifié le traité d'Union douanière avec la Turquie. Il s'est défait ainsi d'un de ses moyens de pression les plus efficaces pour faire évoluer le régime turc vers le respect des droits de l'homme et des minorités. Sous prétexte de barrer la route aux islamistes et de soutien à la laïcité et aux partis laïcs, — dont celui de madame Ciller, Premier ministre à l'époque —, la majorité du groupe socialiste a fait bloc avec les euro-députés conservateurs pour ratifier ce

traité. Parmi les élus socialistes, nous avons été quelques-uns à refuser de voter en ce sens.

On connaît la suite. Madame Ciller s'est alliée aux islamistes; M. Baykal, social-démocrate, a été sanctionné par les électeurs et l'Union européenne a perdu une large part de son crédit moral et politique auprès de l'opinion turque. Les généraux sont demeurés les maîtres absolus de la Turquie.

Selon les chiffres officiels de la Commission des migrations du Parlement turc,

3185 villages kurdes ont été détruits, soit deux fois plus qu'il y a deux ans, et trois millions de Kurdes «déplacés» vivent dans des conditions déplorables.

Aucune délégation parlementaire n'est désormais autorisée à rendre visite à Leyla Zana.

A trois reprises en une semaine, la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg a condamné la Turquie: le 25 novembre 1997, pour la violation du droit à un procès équitable concernant Medhi Zana; le 26 novembre, pour les conditions arbitraires de garde à vue des six députés

kurdes, parmi lesquels Leyla Zana; et le 28 novembre, pour avoir brûlé des villages du sud-est et porté un grave préjudice aux familles qui y vivaient.

Le sommet de Luxembourg des 12 et 13 décembre a heureusement confirmé le respect de la politique des droits de l'homme comme condition de candidature à l'Union européenne, excluant la Turquie des candidats pour l'élargissement de celle-ci, y compris dans une seconde vague.

Avant ce sommet, le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, avait demandé au ministre de la Justice, Oltan Sungurlu, et au parquet d'Ankara qu'une «*formule*» soit trouvée pour que Leyla Zana soit libérée. Les autorités voulaient différer l'exécution de sa peine pour des «*raisons de santé*». Mais, même si sa santé n'est pas bonne, Leyla refuse tout traitement de faveur ou de compassion. Elle l'a écrit au Premier ministre: «*A mes yeux, a-t-elle dit, la libération du peuple kurde a plus de valeur que ma vie.*»

Leyla Zana est toujours derrière les barreaux.

Tant qu'elle demeurera emprisonnée, nous ne pourrions croire aux promesses tant de fois trahies de démocratisation en Turquie ●

Antoinette Fouque est députée européenne, membre de la Commission des affaires étrangères.

1 5 J A N V I E R 1 9 9 8
D é b a t s
L I B É R A T I O N

ma planète

LA VIE, 15 janvier 1998

par Aimé Savard

La Turquie, les Kurdes et l'Europe



La menace d'une arrivée massive sur les côtes italiennes d'émigrés, pour la plupart Kurdes irakiens ou turcs, embarqués en Turquie sur de vieux rafiots, sème la panique dans les capitales de l'Union européenne. A Bonn, particulièrement, car les Kurdes cherchent surtout à rejoindre l'Allemagne où beaucoup ont déjà de la famille. Le 8 janvier, de hauts responsables des polices de sept pays concernés et de la Turquie se sont

concertés sur les moyens d'empêcher cette émigration clandestine. Le gouvernement d'Ankara affirme n'avoir nullement facilité le départ du millier de réfugiés parvenus en Italie depuis quelques semaines et se déclare prêt à accepter le retour de clandestins. Des opérations de police ont eu lieu à Istanbul et dans les ports turcs pour démanteler les filières de passeurs liés à la mafia.

Cette crise intervient alors que,

depuis la mi-décembre, les Turcs remâchent leur amertume à l'égard de l'UE. Ils ont reçu comme un affront le refus du Conseil européen de Luxembourg d'inclure leur pays dans le « processus d'élargissement » de l'Union, qui, à partir du 30 mars, concernera dix pays d'Europe centrale et orientale plus Chypre. Il est vrai que la candidature de la Turquie a été déposée et reçue – à Bruxelles en... 1963. Un accord d'union douanière entre Ankara et les Quinze est entré en vigueur il y a deux ans et plus de la moitié des exportations turques sont dirigées vers l'UE.

Mais, pour les gouvernements de l'Union, la Turquie ne remplit pas actuellement les critères économiques et surtout politiques permettant d'envisager une adhésion. On lui reproche la répression du mouvement nationaliste kurde, les atteintes aux droits de l'homme, notamment dans les prisons, et le refus de soumettre à la Cour internationale de La Haye ses différends territoriaux avec la Grèce et Chypre. Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui soupçonne l'UE de vouloir rester un « club chrétien », avait réagi en annonçant la suspension de tout « dialogue po-

litique » avec elle. Hubert Védrine, le ministre français des Affaires étrangères, qui est allé le voir la semaine dernière à Ankara, n'a pas réussi à le faire changer d'avis. Les islamistes, qui récusent « la marche forcée vers l'Occident » entreprise depuis la révolution d'Atatürk, se sont réjouis bruyamment de l'attitude du Conseil européen. La crainte d'apporter de l'eau à leur moulin est d'ailleurs le principal argument de ceux qui voudraient voir l'Europe s'ouvrir davantage à la Turquie. Ainsi les Etats-Unis justifient-ils les pressions frisant l'indécence auxquelles ils se sont livrés en décembre sur les Quinze. A l'inverse, la Grèce, ennemi héréditaire de la Turquie, met son veto à toute ouverture vers Ankara, y compris au déblocage d'une aide financière de 2 milliards de francs, promise par Bruxelles. Reste que, si l'on veut voir aboutir les négociations d'adhésion avec Chypre – et pas seulement de manière symbolique –, il faudra bien en discuter avec la Turquie, dont les troupes occupent un bon tiers de cette île depuis 1974. ■

ITALIE > Les Kurdes, « damnés de la terre »

Les débarquements de Kurdes sur les côtes italiennes rendent urgente une politique européenne commune concernant l'immigration.

Jean-Jacques PEYRONEL
correspondance de Turin

Après les Albanais, les Kurdes et autres immigrés d'Orient. L'Italie serait-elle la « passoire » de l'Europe-forteresse des Quinze, comme le lui reproche ouvertement le ministre de l'Intérieur allemand? Le fait est que

l'Italie est non seulement la frontière méridionale de l'Europe de Schengen, et donc la porte d'entrée obligatoire de tous les désespérés du Sud et de l'Est, mais aussi – par sa formation géographique – le pays qui a le plus de côtes (8 800 kilomètres). Comment faire pour les surveiller efficacement? Au-delà de cet aspect de police frontalière, les débarquements de Kurdes sur les côtes de la Calabre ou des Pouilles ont mis au jour deux réalités extrêmement préoccupantes, non seulement pour l'Italie mais pour l'Europe tout entière : le drame d'un peuple persécuté de 25 millions de personnes, réparti sur le territoire de quatre Etats totalitaires (Turquie, Iran, Irak, Syrie); le rôle des mafias internationales dans ce nouveau trafic de chair

humaine.

Dans une interview au journal *La Repubblica*, le procureur national antimafia, Pier Luigi Vigna, a déclaré : « Le trafic d'êtres humains sera l'affaire mafieuse du XXI^e siècle. » Selon lui, les débarquements répétés des Kurdes démontrent le grand professionnalisme des organisations mafieuses qui réussissent toujours à inventer et à exploiter de nouveaux secteurs d'activités illégales et à en retirer de substantiels dividendes. Après les cigarettes, la drogue, les armes, le traitement des ordures ménagères et des déchets polluants, nous voici maintenant confrontés au trafic immonde de ces nouveaux « damnés de la terre », comparable en cette fin de siècle à la traite des esclaves de jadis. En outre, la par-

REFORME, 15-21 janvier 1998

faite coordination entre les mafias turque, albanaise et italiennes (calabraise et sicilienne) confirme que la criminalité internationale se meut désormais dans la globalisation comme un poisson dans l'eau. Le tarif d'un voyage Istanbul-Otrante, en passant par l'Albanie et la Grèce, va de 4 000 à 10 000 dollars (parfois 12 000 !) par personne. Entassés pendant des jours et des nuits dans des camions puis dans de vieux rafiots, ces malheureux n'ont même pas la place suffisante pour s'asseoir ou s'allonger, et pour toute nourriture du pain et du fromage.

La Turquie en cause

Lors du premier débarquement kurde, le 2 novembre dernier, le ministre de l'Intérieur, Giorgio Napolitano, avait déclaré : « L'Italie accueillera les Kurdes qui seront en mesure de démontrer qu'ils sont persécutés. Mais tous ceux qui ne présenteront pas de demande d'asile seront immédiatement expulsés. » Cette attitude avait provoqué une série de ré-

actions, entre autres celle du président de la Fédération des Eglises évangéliques italiennes, le pasteur baptiste Domenico Tomasetto, qui avait envoyé au président du Conseil une lettre dans laquelle il affirmait : « Il est clair que la situation que fuient les Kurdes produit des réfugiés et des demandeurs d'asile qui ne peuvent pas être traités comme des "clandestins"... » Et il ajoutait : « Le problème kurde concerne entre autres un pays avec lequel l'Union européenne, et donc l'Italie, a passé des accords particuliers et conclu des alliances qui incluent la sphère militaire. C'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir repenser d'urgence au niveau de l'Union européenne, avec toute l'importance qu'il mérite, le problème kurde afin que celle-ci assume en priorité sa solution négociée et pacifique. »

Fort heureusement, après les nouveaux débarquements de ce début d'année, le gouvernement italien semble avoir entendu cet appel et a décidé de mettre l'Union européenne devant ses propres responsabilités à l'égard de la Turquie dont la demande d'adhésion vient d'être me-

poussée, précisément en raison du non-respect des droits de l'homme dans ce pays. (Alors que l'Italie, premier fournisseur des mines antipersonnel utilisées contre les Kurdes, y était favorable...)

Dans cette triste affaire, où le gouvernement turc utilise le drame kurde comme monnaie d'échange pour son entrée en Europe, l'Europe de Maastricht (et d'Amsterdam) démontre encore une fois ses limites : à quand une politique européenne commune sur l'immigration ? N'est-ce pas là un cas typique où devrait s'imposer le principe communautaire de la « subsidiarité », qui veut que lorsqu'un Etat membre n'est pas en mesure de venir tout seul à bout d'un problème, c'est à l'instance supérieure d'intervenir ?

Il est évident que le problème kurde doit être affronté, tant sur le plan politique que sur le plan humanitaire, par l'ensemble des partenaires européens ■

Diplomacy On Iraq Tries U.S. Patience

Washington Adamant: Only UN, Not Baghdad, Can Choose Inspectors

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — The United Nations Security Council on Wednesday deplored the Iraqi failure to allow an inspection team led by an American to search for weapons in Baghdad and urged Iraq to allow "unfettered access," but American officials said that their patience with diplomacy was wearing thin.

The United States is "increasingly exhausting" available diplomatic means to resolve the continuing crisis, said Michael McCurry, the White House spokesman.

The chief U.S. delegate to the United Nations, Bill Richardson, welcomed the UN declaration but added, "My optimism is waning considerably."

In what appeared to be an effort to fashion a diplomatic exit from the crisis, sparked by Iraqi complaints that Americans dominate the inspection teams,

Mr. McCurry said the United States was not insisting on the "presence of any U.S. national" on the teams.

But he insisted again that any change in the teams' composition would be decided solely by the United Nations on the grounds of technical competence and would not be made to appease Iraq.

The State Department spokesman, meanwhile, said that he had not intended to signal a more flexible U.S. position on the composition of the teams when he told the International Herald Tribune on Tuesday that "our problem is not nationalities; our problem is professional competence."

The spokesman, James Rubin, when asked by the Reuters news agency about the report of "new flexibility" on the issue of the teams' composition, responded: "There's nothing to that. It is just an interpretation. I wasn't meaning to suggest anything new."

He added, "I strongly deny" that there has been a shift in the U.S. position. Efforts to broaden the international makeup of those teams became more apparent Wednesday.

In Paris, a diplomatic aide to President Jacques Chirac said that Security Council members had decided in December to "lower the American profile" in the monitoring process.

The French official said the new approach had been accepted by all the governments on the Security Council after a lengthy series of exchanges, but not formally adopted or publicized.

So far, he said, there had been few actual changes because of the time required for governments to find experts and submit their names to Richard Butler, the chief UN weapons inspector, for

system in place for the last 10 years that allows it to trace the movements of all animals. The province also has a low rate of bovine spongiform encephalopathy, with 95 percent of more than 24,000 farms reporting no cases during that period.

The ban has had a major economic impact in the province, where about 85 percent of farmers are involved in beef production.

Northern Ireland has had 1,766 cases of bovine spongiform encephalopathy since 1988, but reported only 27 cases last year, a small number in comparison with the nearly 170,000 cases in mainland Britain.

Britain has had a compulsory check on cattle movements only since July, 1966.

Smaller outbreaks have been reported in several other European countries. Scientists believe the disease became epi-

Mr. McCurry, however, expressed a sense of mounting frustration.

"We are pursuing, and increasingly exhausting, the diplomatic avenues that are available," he said in a news briefing, reiterating that military action had not been ruled out.

It appears unlikely, however, that the Clinton administration will take such action before Mr. Butler reports, in more than a week, to the Security Council on his Baghdad visit.

"We'll have to see the results of his mission," a State Department spokesman, James Foley, said. "If he has not found compliance on that visit, then we're going to face decisions in New York in the first instance."

A spokesman for the UN inspection

commission in New York, Ewen Buchanan, confirmed that it was seeking to recruit more staff members from other countries, but said the requirement for expertise in such areas as Scud missile technology or chemical or biological weaponry meant the available pool was small.

Tariq Aziz, deputy prime minister of

Iraq, accused the commission of "procrastinating" in recruiting new staff members. In a broadcast news conference from Baghdad, he said that "not only the Americans and British are experts on disarmament."

A UN inspection team headed by an American, Scott Ritter, was barred Tuesday and Wednesday from touring

suspected weapons sites. Iraq has called Mr. Ritter a spy, which American officials stoutly deny. Other teams were allowed to carry out their work.

Mr. Butler that he had no plan to change the makeup of Mr. Ritter's team.

EDITORIALS/OPINION

Tehran's Overture Is an Opportunity for America

By William Pfaff

PARIS — The interview given to CNN last week by President Mohammed Khatami raised basic questions not only about U.S.-Iranian relations but also about U.S. policy with respect to the so-called "rogue nations."

The stereotypes that have dominated American government and press discussion of Iran were challenged by the intelligence, cultivation, and moderation of Mr. Khatami's remarks.

Washington's restrained but positive response was appropriate. Neither government profits from the hostile relations that now exist, while both would benefit from changing their relationship to one in which divergent interests are acknowledged but treated in a context of serious dialogue. This clearly is what the American government wants.

Iran has legitimate complaints against American policy during the period when the United States, having placed Shah Mohammed Reza Pahlavi on the throne, supported him as its principal ally in the Muslim world, cynically encouraging his belief that he would make Iran a superpower.

The Nixon administration's contribution to the shah's latter-day megalomania, and CIA complicity in his repression of dissidence, were even more ignoble than the Carter administration's pusillanimous abandonment of him once he had been overturned by the fundamentalist revolt instigated by Ayatollah Ruhollah Khomeini.

The ayatollahs' revolution has now reached its *Thermidor*. The absolutist clergy still have much power (the new president exhibits great prudence in challenging their views), but the electorate has overwhelmingly endorsed the relative liberalization and opening to the world that he represents.

Better relations would obviously serve U.S. longer-term interests, but the short-term obstacles in Washington are serious. Mr. Khatami said he wants to engage the American people in "a thoughtful dialogue," rather than the government. Even if that distinction were a useful one in international relations, an improved relationship can come only from U.S. government decisions that have support in Congress and public opinion.

The critical obstacles on the American side are terrorism and weapons of mass destruction. Mr. Khatami denies that Iran is building such weapons or supports terrorism, but the record shows official sympathy for terrorist acts and clandestine involvement with terrorist groups and hostage-takers.

Terrorism is the weapon of the weak. Some also have been directly or indirectly compromised by it who are not weak, including the United States in Indochina and even, according to recent investigations in Europe, in Italy in the 1960s and 1970s, to block a leftward opening by the Italian government.

Several wrongs do not make a right, but they make it necessary for realistic governments to draw a line separating past from present. This is not easy when the terrorist record is exploited by political and commercial enemies of normalized U.S.-Iranian relations.

Iran has been the friend of American enemies and is the enemy of American friends. It is a rival oil producer to other American Mideastern friends. Its continued isolation suits many interests, but also gives it reason to build mass-destruction weapons, the ultimate recourse of state sovereignty.

Isolating Iran is neither realistic nor sustainable as U.S. policy for the long term. The eventual result would be America's isolation, rather than Iran's. Even now the administration is squirming and twisting to find a way to avoid the harm to real U.S. interests that would come from carrying out the reprisals against foreign companies and individuals dealing with Iran and Cuba that Congress has mandated.

Washington's habit of naming "rogue states," imposing sanctions on them and trying to force other countries to boycott them, is now creating more problems than it purports to solve.

Nominating Iran, Cuba, Libya, Sudan and Iraq (and China in the not so distant past) as pariah states, Washington has accomplished little more than add to the general fund of human unhappiness. It has rarely deterred one of those governments from doing whatever it really was determined to do.

Iran has been a major power in the

Near East since antiquity. Five centuries before the Christian era, the Persian empire extended from Greece to today's Pakistan and Afghanistan. It remains the major power in the region, and because of its energy resources probably the richest one. The region as a whole, where Iran is steadily developing its influence, promises to become the most important energy source on earth.

The notion that the United States can somehow continue to deprive Iran of the power and influence bestowed on it by resources and geography is neither intellectually serious nor politically realistic. The new Iranian president's initiative is an opportunity for Washington, not a challenge.

*International Herald Tribune.
Los Angeles Times Syndicate.*

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

JANUARY 15, 1998

JEUDI 15 JANVIER 1998

La Croix

Les Kurdes sont victimes d'une suspicion systématique en Allemagne

La principale communauté kurde d'Europe occidentale est concentrée en Allemagne où un climat de violence entretenu jusqu'en 1996 par le PKK leur vaut une mauvaise image

BERLIN

Correspondance particulière

Attention, sujet sensible: la question des Kurdes est aussi délicate en Allemagne que celle du conflit algérien en France. « Dès qu'on l'aborde, on provoque immédiatement des réactions d'hystérie, notamment au sein de la classe politique », constate Steffen Angenendt, spécialiste des migrations à la Société allemande de politique étrangère. Récemment, le ministre de l'intérieur a ainsi évoqué la menace d'une invasion par les réfugiés kurdes... qui n'étaient alors pas beaucoup plus d'un millier sur les côtes italiennes.

Environ 500 000 Kurdes vivent déjà outre-Rhin. Parmi eux, selon les renseignements généraux, 10 % sont des sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), guérilla d'inspiration marxiste très active au sud-est de la Turquie.

Ce mouvement a long-

temps troublé l'ordre public en Allemagne. Il s'est attaqué à des intérêts turcs (cafés ou agences de voyages) lors de vagues d'attentats et a recouru à des manifestations parfois violentes pour exercer une pression sur les relations germano-turques.

En 1996, des manifestations de Kurdes sur des autoroutes allemandes dégénèrent en émeutes et font plusieurs milliers de blessés. Le Parlement durcit alors la législation contre les étrangers, qui sont désormais plus faciles à reconduire à la frontière en cas de troubles de l'ordre public.

« Le traumatisme de ces violences reste ancré dans la mémoire collective, raconte Steffen Angenendt. L'image du Kurde qui bloque les autoroutes revient régulièrement dans la tête des gens. » Depuis, les Kurdes sont souvent perçus comme des terroristes potentiels du PKK et la communauté dans son ensemble se sent criminalisée.

« On s'attaque au symptôme et non pas à l'origine du

mal, s'insurge Hasan Yildiz, président de Komkar à Berlin, une confédération de 35 associations kurdes modérées. Durant des années, la République fédérale a livré des armes à la Turquie qui les a utilisées pour lutter contre les Kurdes. Les Allemands sont donc coresponsables de la répression à l'encontre de notre peuple. Et que demande aujourd'hui le ministre de l'intérieur ? Qu'on rejette les bateaux de réfugiés à la mer ! Faut-il encore les couler ?... »

La « politique de confrontation » a conduit à l'interdiction du PKK en Allemagne le 26 novembre 1993 mais un certain apaisement prévaut depuis quelques mois. Les violences du PKK se sont atténuées. Son leader, Abdullah Öcalan, qui vit en Syrie, a récemment annoncé la fin des attentats sur le sol allemand. Et le procureur général fédéral en Allemagne, Kay Nehm, a annoncé mardi que le PKK n'est plus considéré comme une « association terroriste », seulement comme

une organisation criminelle.

En fait, les réactions alarmées des autorités allemandes à l'égard des réfugiés en Italie s'explique « parce que l'on craint un développement à la bosniaque, selon Hans Josef Meiers, spécialiste des questions de sécurité à la Société allemande de politique étrangère. Au plus fort du conflit dans l'ex-Yougoslavie, l'Allemagne a accueilli 340 000 réfugiés bosniaques. Et cela coûte cher ».

Un coût supporté par les communes et les Länder, particulièrement la Bavière et le Bade Wurtemberg. Or l'Allemagne est en année électorale. Les élections générales sont prévues fin septembre et deux semaines plus tôt, la Bavière aura voté pour choisir son ministre-président. En période électorale, et sur un sujet aussi sensible que l'accueil de réfugiés kurdes, personne ne peut attendre de réactions modérées de la part du gouvernement.

Blandine MILCENT

Syria's policy to exterminate Kurds escalates

Ankara - Syria has stepped up its efforts to encourage young Kurds within their borders to join the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), sources close to the government told the Turkish Daily News.

Kurdish youths of Syrian origin are not permitted to go to high school and so are forced to take up unskilled work, thus encouraging them to become PKK militants.

"Due to this, a substantial increase has been noted in the number of PKK terrorists of Syrian origin recently captured dead or alive in clashes with the Turkish forces," some sources indicated.

Syria's aim in encouraging its Kurdish citizens to join the PKK is a policy of extermination of the Kurdish population, of allowing only Arabs to live in their country," the sources added.

The latest figures released by the U.N. High Commission for Refugees state that a large number of Kurds in northeastern Syria, up to 200,000 according to some estimates, are not recognized as citizens of the country.

Political observers note that this policy, allegedly conducted by Syria, is known to Syrian President Hafez el-Assad and that certain Western countries, which criticize Turkey for human rights violations, deliberately turn a blind eye to those same violations in Syria and Saudi Arabia.

Although knowing of Syria's intention to exterminate the Kurdish population within its borders, the PKK ignores it in order to retain Syria's support for their existence and activities, observers say. They add that the PKK is similarly indifferent to the oppression and injustice Kurds suffer in Iran, Iraq and Syria.

16 January 1998, Copyright © Turkish Daily News

Principales dates de l'ascension et de la chute du parti islamiste (chronologie)

ANKARA, 16 jan (AFP) - Voici les principales dates de l'ascension et de la chute du Parti islamiste de la Prospérité (Refah), dissous vendredi par la Cour constitutionnelle pour activités contraires à la laïcité de l'Etat.

- 24 décembre 1995: Le Refah devient le premier parti politique au parlement, obtenant 21,38% des voix aux élections législatives.

- 28 juin 1996: Le chef du Refah, Necmettin Erbakan, devient le premier Premier ministre islamiste de la Turquie moderne et laïque, en formant une coalition gouvernementale avec un des leaders de la droite conservatrice, Mme Tansu Ciller.

- 12 janvier 1997: M. Erbakan offre un dîner officiel, dans la résidence réservée aux Premiers ministres, aux leaders de sectes islamiques, mettant en colère la puissante armée turque, gardienne jalouse de la laïcité. Les généraux sont également furieux en raison des plans du Refah d'abolir l'interdiction du port du foulard islamique dans les institutions de l'Etat.

- 4 février 1997: Une colonne de chars de l'armée traverse les rues d'une banlieue d'Ankara, connue comme fief islamiste, trois jours après la tenue dans cette localité d'une réunion fondamentaliste lors de laquelle des appels ont été lancés pour l'instauration de la charia (loi coranique) en Turquie.

- 28 février 1997: Le tout-puissant Conseil national de sécurité, où dominent les militaires, réclame que le gouvernement Erbakan donne un coup d'arrêt aux activités des extrémistes fondamentalistes. Réticent à appliquer les mesures proposées, M. Erbakan temporise.

- 29 avril 1997: L'armée annonce que la lutte contre l'extrémisme islamique est devenu son objectif prioritaire et accuse le Refah d'encourager le radicalisme islamique.

- 21 mai 1997: Le procureur de la Cour de cassation, Vural Savas, lance une procédure judiciaire auprès de la Cour constitutionnelle, réclamant la dissolution du Refah.

- 18 juin 1997: M. Erbakan démissionne sous la forte pression de l'armée, tout en espérant que sa partenaire, Mme Ciller, le remplacera et que leur coalition restera au pouvoir.

- 20 juin 1997: Le président Suleyman Demirel ne retient pas cette idée et charge le chef de l'opposition, le conservateur Mesut Yilmaz, de former un gouvernement.

- 30 juin 1997: M. Yilmaz forme un gouvernement de coalition pro-laïc de trois partis, minoritaire au parlement.

- 12 juillet 1997: Le gouvernement de M. Yilmaz obtient la confiance du parlement grâce à l'appui d'une trentaine de députés qui avaient soutenu par le passé la coalition Erbakan-Ciller. Ceux-ci accusent l'armée d'avoir forcé leurs députés à changer de camp.

- 16 août 1997: Le parlement adopte une réforme de l'éducation anti-islamique proposée par le gouvernement Yilmaz, qui entraîne notamment la fermeture des écoles secondaires d'Etat d'enseignement religieux, en dépit d'une ferme opposition du Refah.

- 17 novembre 1997: M. Erbakan fait un plaidoyer final pour son parti devant les membres de la Cour constitutionnelle.

- 16 janvier 1998: La Cour constitutionnelle dissout le Refah pour tentative de renverser le régime laïc de la Turquie.

Erbakan: le mouvement islamiste grandira en dépit de la décision

ANKARA, 16 jan (AFP) - Le chef du Parti islamiste de la Prospérité (Refah), dissous vendredi par la Cour constitutionnelle, Necmettin Erbakan, a estimé que "le mouvement (islamiste) grandira" en dépit de la décision.

Dans une conférence de presse tenue peu après l'annonce de la dissolution de son parti, M. Erbakan a également appelé ses partisans à "conserver leur calme" et à "ne pas répondre à de possibles provocations".

Par crainte de possibles débordements, d'importantes mesures de sécurité avaient été prises dans plusieurs grandes villes de Turquie, notamment à Ankara et Istanbul.

M. Erbakan a ajouté qu'il ferait appel de la décision auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme.

"C'est une surprise totale pour nous mais elle n'affectera pas notre mission", a déclaré M. Erbakan. Estimant que les décisions sont "une erreur", il a ajouté qu'elles "seront tout de même respectées".

La Cour constitutionnelle, plus haute instance judiciaire de Turquie, a dissous le Refah, premier parti du pays avec 150 sièges au parlement sur 550 et qui compte 4,2 millions de membres et quelque 6 millions d'électeurs, pour "atteinte à la laïcité de l'Etat", avait annoncé peu avant son président, Ahmet Necdet Sezer.

Le parti "a été dissous pour ses activités contre le régime laïc, aux termes des articles 68 et 69 de la constitution et de la loi sur les partis politiques", a déclaré M. Sezer. La décision de dissolution a été prise par 9 juges contre 2, avait-t-il précisé.

Washington critique la dissolution du Refah

WASHINGTON, 16 jan (AFP) - La décision de la Cour constitutionnelle turque de dissoudre le Parti de la prospérité (Refah) "porte atteinte à la confiance dans le système démocratique et multipartite en Turquie", a estimé vendredi le porte-parole du département d'Etat James Rubin.

Il a appelé Ankara à "renforcer la démocratie et à adopter des réformes qui permettent une plus grande liberté d'expression et une participation plus large à la vie politique".

Il a cependant ajouté que le gouvernement américain "continuait d'avoir confiance dans l'avenir de la démocratie" en Turquie, qu'il continuerait de soutenir la candidature turque à l'Union européenne et que les projets de visite de responsables américains en Turquie n'étaient pas remis en cause.

Le Premier ministre turc regrette la dissolution du Refah

Ven 16 Jan 98 - 17h07 GMT

ANKARA, 16 jan (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a regretté vendredi la décision de la Cour constitutionnelle de dissoudre le parti islamiste de la Prospérité (Refah) pour activités contraires à la laïcité de l'Etat, a rapporté l'agence Anatolie.

"Dans une démocratie de telles mesures (de dissolution) sont toujours regrettables", a estimé M. Yilmaz lors d'un discours devant le comité directeur de sa formation, le parti de la Mère patrie (ANAP), selon Anatolie.

M. Yilmaz a toutefois indiqué avoir conseillé à M. Erbakan de procéder "à une autocritique" sur les raisons qui ont amené la dissolution de son parti, lors d'une rencontre peu avant la décision de la Cour.

La Cour constitutionnelle, plus haute instance judiciaire de Turquie, a dissous le Refah, premier parti du pays avec 150 sièges au parlement sur 550 et qui compte 4,2 millions de membres et quelque 6 millions d'électeurs, pour "atteinte à la laïcité de l'Etat", avait annoncé auparavant son président, Ahmet Necdet Sezer.

Aux termes du verdict de la Cour, Necmettin Erbakan, chef du Refah, a été déchu de son mandat de député et interdit de politique pendant cinq ans.

Mesut Yilmaz était arrivé au pouvoir à la tête d'un gouvernement de coalition tripartite en juillet 1997 après la démission du gouvernement de M. Erbakan, sous la forte pression des militaires.

L'armée, gardienne des institutions laïques, lui reprochait de favoriser la montée du fondamentalisme musulman dans le pays.

©AFP 1998

Contre-proposition de M. Barzani pour régler le problème kurde irakien

DUBAI, 17 jan (AFP) - Le chef kurde Massoud Barzani a proposé à son rival Jalal Talabani, avec lequel il se partage le nord de l'Irak, un accord pour un arrêt définitif des combats, a annoncé samedi la formation de M. Barzani.

Cette initiative fait suite à celle lancée le 3 janvier par M. Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), appelant à "un arrêt de la guerre interne et l'instauration d'un climat démocratique permanent dans la région".

Dans un message adressé directement à M. Talabani et rendu public samedi, M. Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), propose un plan en 14 points pour instaurer dans un premier temps des mesures de confiance, à commencer par le respect total du cessez-le-feu.

Ces mesures prévoient également de "mettre un terme à la présence armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes turcs) dans le Kurdistan d'Irak et de respecter les règles de bon voisinage avec tous les Etats voisins, dans le cadre de l'unité de l'Irak et de sa souveraineté".

Le PKK, en rébellion armée contre Ankara, utilise le nord de l'Irak, comme base-arrière pour ses opérations en Turquie. Le PDK, qui s'est allié depuis mai à la Turquie dans sa lutte contre le PKK, accuse l'UPK de M. Talabani de soutenir les séparatistes kurdes turcs.

Les propositions de M. Barzani portent également sur l'arrêt des campagnes de presse, la libération des prisonniers des deux bords et le respect de la liberté de mouvement des membres de l'UPK, notamment dans les régions tenues par le PDK qui contrôle la frontière avec la Turquie.

M. Barzani propose également de former une commission mixte pour l'application de la résolution 986 de l'ONU, en vertu de laquelle les Nations unies supervisent la distribution dans les zones kurdes, échappant au contrôle de Bagdad, des vivres et des médicaments achetés par l'Irak grâce au pétrole qu'il est autorisé à exporter.

Après l'instauration de ces mesures de confiance, M. Barzani propose, dans son plan, le retour à la vie parlementaire et la formation d'un gouvernement de transition au Kurdistan d'Irak. Il suggère aussi que le gouvernement kurde soit chargé de collecter les taxes et les impôts, et paye les fonctionnaires.

La question des taxes collectées par le PDK à la frontière avec la Turquie est l'une des principales causes du conflit avec l'UPK.

Enfin, dans une troisième étape, de nouvelles élections sous supervision internationale auraient lieu, selon le plan de M. Barzani.

Le PDK et l'UPK s'affrontent sporadiquement depuis mai 1994 pour le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis le printemps 1991. Les affrontements ont fait près de 3.000 morts.

Jusqu'à mai 1994, les deux formations avaient dirigé conjointement le nord de l'Irak grâce à un parlement et un gouvernement, non reconnus internationalement, au sein desquels elles étaient représentées à égalité.

M. Barzani précise que sa proposition "s'inscrit dans le cadre du processus de paix d'Ankara", lancé en 1996 sous le co-parrainage des Etats-Unis et de la Turquie et qui a échoué jusqu'à présent à réconcilier les deux parties.tm

DeMorgen

DeBijsluiter

ZATERDAG 17 JANUARI 1998

Het volk van de lege dorpen

Halit komt uit het paradijs en voor hij er weer terugkeert zal hij geen rust vinden. In afwachting hokt hij langs een modderpad dat uitloopt op een kerkhofmuur, ergens aan de rand van Istanbul. Zijn paradijs is een van de vierduizend Koerdische dorpen die door het Turkse leger werden ontvolkt en verwoest. "Toen de helikopters landden, kregen we tien minuten om onze huizen te ontruimen, daarna sloeg het mortiervuur in." Halit is een van de gelukkigen: andere Koerden spenderden hun laatste centen aan een bootreis naar nergens. Een reportage uit tussenstop Istanbul.

Catherine Vuylsteke

En flat één hoog in de travestietenstraat van Taksim, hartje Istanbul. Elegant meubilair uit het begin van de eeuw, muren vol boeken en een drankkast om u tegen te zeggen. "Wel-

kom in de grootste Koerdische stad ter wereld. Ik geloof dat we onderhand met drie miljoen zijn, ofte een op drie inwoners", lacht Mehmet (53), een vooraanstaand Koerdisch intellectueel. "Of moet ik zeggen: welkom in de poort naar Europa?"

Mehmet is een van de miljoenen



geassimileerde Koerden in Turkije, kinderen van Atatürk die er pas in de universiteit achter kwamen dat de nationale slogan 'Ik ben Turk en dat is fantastisch' voor hen niet opging. Hij gruwet van nationalisme en van de PKK maar slaat steeds meer gealarmeerd de exodus gade van zijn onfortuinlijke, niet geassimileerde volksgenoten uit het oosten van het land. Bijna vierduizend dorpen zijn in het afgelopen decennium door het leger ontvolkt, miljoenen ontheemden eindigden in de krottenwijken van West-Turkse steden of hadden familiefortuinen veil voor een ticket naar het buitenland.

"Het begint Europa pijn te doen, geloof ik. Steeds meer bladen sturen hun verslaggevers", zegt hij niet geheel ontevreden, want met een voorzichtige geloof in de doeltreffendheid van Europese druk. "Er is nochtans niets veranderd. Ja, vroeger zag je geen oude tankers die hun reusachtige lading radelozen loosden voor de Italiaanse kust, wanhoop vereeuwigd tot voorpaginafoto's. De stroom was onzichtbaar maar gestaag, als een voortdurend gedrup dat Europa's poreuze onderbuik aanvrat."

De ontvolking van het oosten bereikte tussen 1992 en 1995 haar hoogtepunt, veel waarnemers geloven zelfs dat de klus anno 1998 grotendeels is geklaard: de hele regio is verwoest, verlaten en van de buitenwereld afgesloten. Waarom zovelen dan uitgerekend nu het ruime sop kiezen? De Koerdische guerrilla spreekt van een Turkse bestraffing voor het eind vorig jaar afgekondigd toegangsverbod tot de EU-wachtkamer, Ankara houdt vol dat het een PKK-manoeuvre betreft, bedoeld om de Koerdische kwestie te internationaliseren.

Columnist Murat Belge moet om beide verklaringen lachen. "Het is de schuld van Bulent Ulusu natuurlijk, de zeemacht-admiraal die als premier in de jaren tachtig droomde van een Turkse commerciële vloot en die 's lands burgers aanmoedigde om de tankers aan te schaffen die onze buurlanden voor een prikje van de hand deden. Ze liggen nu weg te roesten in de havens en worden voor geen geld verhuurd.

"Of bedoelen ze met overheidspolitiek dat de politie er rijk van wordt? Dat klopt uiteraard wel. Ik geloof eigenlijk niet dat er in dit land corruptere instanties bestaan. Weet je, toen een vrouwenorganisatie besloot zich over de straatkinderen van Antalya te ontfermen, werd ze prompt gepest door de politie, die vreesde dat haar inkomsten uit protectiegeld van die arme stakkers zouden opdrogen."

Volgens Belge is de PKK noch de Turkse overheid bij machte om de exodus te orkestreren. De vlucht naar Europa is niet meer dan een laatste

wanhoopspoging van mensen die al jaren in Turkije ontheemd waren en er niet in slaagden in steden als Istanbul, Ankara of Izmir een nieuw leven op te bouwen.

Kanarya, een krottenwijk in het westen van Istanbul, twintig minuten voorbij de luchthaven. De imposante oude moskee met haar uitgestrekte, gloeiende kerkhof is omringd door de bergen cement en zand van de honderden in aanbouw zijnde huizen. Bouwvakkers jakkeren af en aan, jongetjes stapelen bakstenen en vegen het snot van hun handruggen aan hun sjofele broeken. Hun zussen dragen waterkruiken op hun hoofden terwijl grootmoeders met witte hoofddoeken en uitgezakte lijven ~~shaper en open~~ ~~melandstafelen~~, verpoot naar de grootstad.

Onderhand wonen hier zo'n 65.000 Koerden, al zijn ze in de demografische statistieken van de stad niet terug te vinden. Registratiepogingen mislukken steevast en zelfs de volkstelling van november ging aan deze wijk grotendeels voorbij.

Aan het einde van het modderpad naar de kerkhofmuur wonen Halit (38) en zijn broer met hun gezinnen in een half afgewerkte betonnen doos van drie verdiepingen. Ze hadden geluk: in ruil voor een verhuurbare verdieping mochten ze dit stuk grond van de eigenares bebouwen.

Schoenen worden bij de voordeur achtergelaten, handen ter verwelkoming met eau de cologne besprenkeld. Halits vrouw en zonen kussen de bezoekers behoedzaam vooraleer ze hen binnenleiden in de snikhete woonkamer met dikke tapijten, reusachtige kussens en oude sofa's. De vanuit België uitziende en louter met schotelantenne en decoder te ontvangen Koerdische Med-tv staat loeihard. "Dit is ons enige stukje Koerdistan, het enige bewijs dat we als volk bestaan in een land dat onze identiteit ontkent", mompelt Halit. "We hebben er lang voor gespaard."

Halit zegt dat hij uit het paradijs komt en geen rust zal vinden vooraleer hij er is teruggekeerd. Destalela heet zijn hof van Eden en het werd achthonderd jaar geleden door zijn voorvaders gesticht. Hij frunnikt aan zijn dikke, gitzwarte snor, zijn blik wordt dromerig. Uitvoerig vertelt deze pezige man over de 250 gezinnen die haast alle verwanten waren, de 25 hectare grote boomgaarden, de tien druivensoorten die ze teelden en de hazelnoten die ze nauwelijks op konden.

"De problemen", zegt hij, terwijl hij zijn vrouw een teken geeft dat ze thee moet schenken. "begonnen korte tijd na de militaire staatsgreep van 1980. Soldaten kwamen naar ons dorp op wapeninspectie. Tal van mannen werden van dienstplichtontduiking

beschuldigd en geschopt omdat ze geen Turks kenden. Het was verboden, blaffen ze, om zich nog langer onbeschaafd uit te drukken."

In diezelfde periode wordt de PKK actief. Het lijkt Halit een vriendenclubje, bij de eerste bijeenkomst in zijn dorp zijn er slechts drie onbekende gezichten. "We hoeven dit arrogante gedrag niet te pikken, zeiden ze en iedereen juichte."

Die bijeenkomst zal hun hele leven veranderen. Na de eerste PKK-aanval op een politiebureau in Erüh in augustus 1984, worden alle mannen van Destalela twee dagen lang in de dorpsmoskee gemarteld en ondervraagd. De Turkse soldaten zullen dat voortaan vaak doen, tijdens hun vele, brutale bezoeken. "In de herfst van 1986 ging het fataal mis. Een dokter, verpleegster en ambtenaar kwamen via een gynaecologisch onderzoek vaststellen wanneer drie pas getrouwde PKK-guerrillero's in het dorp waren geweest." Halit pauzeert, taxeert zijn gehoor. "De oneer, begrijpt u, ze werden door de PKK uitgeschakeld."

Bloed zal evenwel met bloed worden betaald. Een week later komt de broer van de arts onder legerbegeleiding zijn dodelijke keuze maken. Hij mag van de commandant meenemen wie hij wil. De drie bruiden zijn ondertussen gevluht, vier familieleden van PKK'ers betalen het gelag. Ze worden met gezouten kerfwonden, vreemde bulten en kapotte botten teruggevonden in de tuin van de moskee. "Nog diezelfde dag sloten veertien dorpelingen zich bij de guerrilla aan. Ik wilde ook wel maar de militairen dachten dat dat al het geval was en namen me mee."

Ze blijven hem in zijn dromen achtervolgen, zegt Halit, die vier helse maanden in de controlepost van Sirnak. Hij schat dat er zo'n 360 gevangenen zijn, wier geschreeuw vaak uitstijgt boven het sardonische gelach van de beulen. In de regel zijn de gedetineerden geblinddoekt en elke uitzondering daarop levert traumatische beelden op. "Het ergste", fluistert Halit, "was toen ze de dochter van de dorpskruidenier brachten. Je vader voedt die honden, lachten ze, daar krijg jij wat voor terug. Een voor een verkrachtten ze voor onze ogen dat dertienjarige kind."

Ondertussen vergaat het zijn dorpsgenoten in Destalela al niet veel beter: sinds de drievoudige moord wordt het dorp belegerd, niemand mag erin of eruit. De voorraden raken op, de militairen hebben het steeds vaker over *dit verdomde Armeense dorp*. "We dachten meteen aan de verhalen van onze grootvaders over de Armeense volkenmoord begin deze eeuw. Over zuinige militairen die met elkaar wedijverden om het meeste aantal slachtoffers per schot.

"Op een lenteochtend in 1988 landden de helikopters. Tien minuten kregen we om het dorp te ontruimen, toen sloeg het mortievuur in. De meesten van ons raakten gewond toen ze hun dieren uit de brandende stallen wilden redden."

De familie vlucht naar Cizre, aan de Iraakse grens, waar ze sinds 1977 een huis bezit. Halits oudste broer gaat werk zoeken in Istanbul, 1700 kilometer westwaarts, een andere broer opent een kruidenierszaak. De rest van de familie koopt grond op de weg naar Silopi om er manu-

eel steenkool te ontginnen, maar ook daar valt het leger hen lastig. "Verscheidene ezels werden doodgeschoten, van de potentiële 50.000 ton steenkool, hebben we er slechts 1500 ontgonnen. We hadden nochtans een exploitatievergunning en stonden netjes een kwart van de opbrengsten af aan de overheid. Toen restte ons maar één soort werk meer: met onze eigen auto aardappelen, uien en bloem smokkelen naar Irak, in ruil voor benzine."

Vanaf 1992 verslechtert de situatie in Cizre zienderogen. Tijdens de viering van het Koerdische nieuwjaar in maart worden meer dan honderd burgers vermoord, tientallen anderen verdwijnen spoorloos. De veiligheidstroepen geloven onderhand dat de algehele zuivering van dit PKK-bolwerk een essentiële stap is op de weg naar victorie. "De burgemeester was een vriend van me. Toen ik hem de laatste keer ging opzoeken, had hij een hoogoplopende ruzie met de politiecommandant over de verdwijning van een kennis. 'Ben jij dan niet bang voor God?', vroeg mijn vriend. 'Als ik 'me ermee bemoei', repliceerde de commandant, 'dan komen ze mij ook halen.' Die nacht besloten we naar Istanbul te vluchten. Mijn broer achterna."

Voorbij de baai van de Bosphorus met zijn houten villa's uit de Ottomaanse tijd begint een vreemd soort groene zone. Op de glooiende heuvels staan enkele kleurige vakantiewoningen tussen honderden stille karkassen van nooit afgemaakte villa's. "Sommigen kunnen en anderen niet", luidt het cryptische commentaar van Pinar, de jonge tolk. "Voor de best betalende illegale bouwheren knijpt het stadsbestuur een oogje dicht, voor de overigen geldt de wet. Hun projecten werden halverwege geannuleerd en het gros van de Koerdische bouwvakkers werd nooit uitbetaald."

Aan een smalle aardeweg even voor het badplaatsje Kilyos doemen drie armoedige huizen op. Mét schotelantenne: ook hier is Med-tv de hoop in bange dagen. Umrah (60) strompelt blootsvoets en in pyjama naar buiten, gevolgd door een druk gesticulerende potige vrouw die hem met een ruk terug naar de voordeur trekt. "Hij is vorige maand geopereerd. Zoveel zorgen, weet u, daar gaat een mens kapot van." De stem van de vrouw slaat over. "Voorlopig moet hij binnen blijven."

Umrah had vroeger een limonadefabriek in de Koerdische stad Mardin. "We waren rijke mensen en dachten begin jaren tachtig dat Istanbul een veilig oord zou zijn na al wat we hadden meegemaakt. In de stad wilden we niet wonen, een mens heeft een moestuin en wat vee nodig. Het leek erg makkelijk om hier een stuk grond te kopen, na twee weken waren de zaken geregeld. Of tenminste, dat dachten we toch. De eigenaar bleek een oplichter die een ambtenaar omkocht om staatsgronden als de zijne te verkopen." Umrahs vrouw veegt de tranen uit haar ogen. Ze zegt dat hij er niet over moet beginnen, straks wordt hij weer ziek. Het is immers zijn schuld, zijn goedgelovigheid die hen hun kapitaal kostte.

"Zeven maanden lang hebben we toen in een tent gewoond", vervolgt zij, "en vijf keer kwam de politie ons verjagen. Ze bedreigden me met een geweer maar ik zei dat ze maar moesten

schieten, we hadden toch niets meer. Toen ze de laatste keer wegreden, kregen ze een dodelijk ongeval. De goddelijke voorzienigheid, dat weet ik wel zeker."

Samen met zijn zoon bouwde Umrah uiteindelijk dit huis, twee bakstenen kamers voor zes mensen. Lotgenoten vatten al gauw soortgelijke plannen op en tegen 1992 hebben meer dan vijftig gezinnen uit Mardin zich in de buurt gevestigd. "Toen kwam de politie opnieuw. 'Julie huis kan ons niets schelen', zei de commandant, 'maar die anderen moeten weg.' Ik probeerde hem nog over te halen. Deze mensen kunnen geen kant op, ze zijn in hun dorpen alles kwijtgeraakt. Maar de man bleef onvermurwbaar. Alleen Ramazan en zijn familie werden niet weggestuurd. Hij komt elke zomer als bouwvakker werken, ze kennen hem. En bovendien heeft hij een nierkwaal."

Umrahs vrouw gebiedt haar man te blijven zitten, trekt haar hoofdhoek recht en geeft ons een teken mee te komen achter het huis. Voorbij de moestuin vol savooikolen en het zelf gegraven vijvertje met een eend of vijf, staat een bouwvallige constructie. Muren van karton en plastic worden met takken bijeengehouden, het dak bestaat uit verroeste golfplaat. Een stal is dit, een koe onwaardig.

Ramazan licht een stuk plastic op en strijkt zijn snor glad bij het zien van het bezoek. Dat ze welkom zijn, mompelt hij, en dat het hem spijt dat hij de gasten geen thee kan serveren. "Zo ver is het met ons gekomen." Zijn eenogige vrouw aanhoort zijn woorden met gebogen hoofd. Of we willen binnenkomen, vraagt ze ten slotte onzeker. Pinar weigert beleefd.

"Bouwvakkers kunnen wel tweehonderd frank per dag verdienen, maar het is moeilijk om werk te vinden", zegt Ramazan zacht, "vooral nu alle projecten in de buurt stil zijn gelegd. Bovendien speelt mijn gezondheid me parten. Konden we maar gewoon naar huis terug, naar ons dorp waar alles goed was. Elke dag bid ik tot God dat de oorlog zou eindigen. En soms wil ik gewoon dood zijn. Alleen, wat moet er dan van de kinderen worden, ze zijn te klein om te werken."

Te klein voor werk zijn Koerdische kinderen in Istanbul nochtans niet gauw. In Taksim bijvoorbeeld is de gemiddelde leeftijd niet hoger dan zes. Overdag verkopen deze kinderen papieren zakdoekjes of prentkaarten, 's avonds schuimen ze de bekende winkelstraat Istiklal Caddesi af met een tuiltje rozen. Of ze bellen aan bij genadige lieden als Mehmet, die zich haast dagelijks een gerust geweten koopt voor de prijs van vier bloemen.

"Daar heb je Yilmaz weer", zegt hij als ze op een avond opnieuw aanbellen. "De beroemdste straatverkoper van Istanbul. Omdat hij dezelfde naam draagt als onze premier, werd hij zelfs een keer op zijn kabinet uitgenodigd en toen bood een bekend modehuis het kind ook nieuwe kleren aan. Of zijn moeder ook van diens eigen Anap-partij was, wou de premier weten terwijl de kleine Yilmaz door de verzamelde pers uitgebreid werd gefotografeerd. Nee, had het jongetje tot ieders glimlach geantwoord, ze was van Siirt, een Koerdische stad. Het onderhoud was meteen afgelopen."

Steeds meer jongetjes komen 's avonds bij Mehmet aanbellen. Het aantal Koerdische straatverkopers is de jongste tijd dermate toegenomen dat er geregeld gevechten uitbreken voor de beste wijken en standplaatsen. "Ik heb hoe langer hoe meer de indruk", zegt journaliste Nadire Mater lachend, "dat driekwart van de bewoners van Istanbul overgeleverd is aan de genadigheid van het gegoede resterende kwart. En dat kinderen de nieuwe werkrachten zijn van deze stad. Ze zijn gewillig, stellen geen vragen en nemen genoeg met een hongerloon."

Sevcans en Rewsan zijn zulke kinderen. Negen en tien jaar oud, met een lange vlecht en grote verstandige ogen. Hun families zijn hun dorpen in Batman drie jaar geleden ontvlucht, sindsdien wonen ze met z'n twaalfven op twee kamers in het district Güngören. Uitgeleefde vertrekken zijn het, waar de families vijfduizend frank huur voor betalen.

Sevcans moeder slaakt een nauwelijks hoorbare zucht. "Ach, we hebben geen keuze, niemand wilde aan ons verhuren. Op deze woekeraar na, die beseft dat geld geen kleur heeft. De meeste huiseigenaren denken schijnbaar dat Koerden wilden zijn. Ga naar waar je thuishoort, naar je bergen, ze er ooit eentje. Alsof we iets liever zouden willen."

Het bedrijfje waar de twee meisjes twaalf uur per dag en zes dagen per week werken, bevindt zich in de kelder van het appartementsblok om de hoek. De Turkse eigenaar van dit breigoedateliër heeft tien mensen in dienst, waaronder deze twee kinderen, die niet meer dan 1.200 frank per maand verdienen. Sevcans maakt de kragen stikklaar, Rewsan vouwt de stukken stof waaruit haar collega mouwen knipt.

Hoe ze dit baantje gevonden heeft? Sevcans lacht. "Moeder liet me vragen of ze geen extra personeel konden gebruiken, de prijs speelde geen rol. De volgende dag kon ik beginnen. Een paar weken later is Rewsan ook gekomen." Ze vinden het wel fijn, zeggen de meisjes, dat ze nu meer te eten krijgen en dat hun moeders zich nooit meer boos op hen maken. Eén keer heeft de baas Sevcans wel geslagen, maar dat was toen ze nog niet goed Turks kende en de opdracht slecht had begrepen. "We mogen elke maand tien frank houden. Alleen heb ik vaak zere voeten", mompelt Sevcans verlegen. "Moeder zegt dat het door het lange rechtstaan komt en dat het beter wordt als ik dit werk langer doe."

Er werken toch ook vrouwen in dat brei-atelier, kan Sevcans moeders er niet werken, terwijl haar dochter naar school gaat? Haar vader, een man met een zwarte baard en harde, fiere ogen, verslikt zich haast in zijn glas thee. "Naar school? Wat valt er te leren? Dat we allemaal trotse nakomelingen van Atatürk zijn? Bovendien zijn de meeste schooldirecteuren geldwollen. Toen mijn oudste zoon hier naar school ging, vroeg het schoolhoofd al na twee maanden om een bonus. En als de vrouwen uit werken gaan, wie zal er dan voor de kinderen zorgen en het huishouden doen?"

Misschien kan een van de nichtjes die hernaast wonen, op alle kinderen passen? Foute suggestie. Ogen schieten vuur, kinderen giechelen. "Alle vrouwen in het brei-ateliers zijn ongehuwd. Geen man van eer stuurt zijn echtgenote daarheen. Stel dat die baas zich wat in het hoofd haalt, dan is onze hele familie ten gronde gericht."

Een ten gronde gericht familie, zo kan je de Firats, die een paar hui-zenblokken verder in Güngören wonen, wel noemen. "Misschien kan de kleine Imra met jou mee, naar België", suggereert een dikke vrouw met een goedig gezicht als Pinar ons voorstelt. Het jongetje verbergt zich bij de suggestie achter zijn moeders rokken. "Hij heeft zijn vader nog nooit gezien. Wat moet er van de jongen worden? En van mijn andere kinderen? Oké, we horen vader wel aan de telefoon, maar hoe lang hou je dat vol? Ik wacht al zeven jaar. Hij zou me wellicht niet meer herkennen, zo oud en kelijk ben ik geworden."

De Firats komen oorspronkelijk uit Mus. "Mijn oom was bij de PKK, zie je", begint Abdullah, de oudste zoon van veertien. "Hij was zelf geen guerrillero maar regelde van alles voor ze. Tot het hem fataal werd. Ze waren met twintig, PKK'ers die door de politie werden achtervolgd. Hij hielp ze ontsnappen maar korte tijd later werden zestien van hen toch opgepakt. Ze werden gemarteld, sloegen door. Of toch zo ongeveer: ze zeiden dat mijn vader hen had geholpen, hopen dat mijn oom ongemoeid zou worden gelaten. De politie kwam hen echter allebei arresteren, maar mijn vader kon ontkomen. Eerst naar Istanbul, waar hij twee jaar bleef. Wij zijn hem later achterna gereisd. Maar ook hier voelde hij zich opgejaagd. Je riskeert voortdurend politiecontrole op straat en ze zijn niet mals, ik heb het onderhand zelf ondervonden. In 1990 is mijn vader uiteindelijk naar Parijs gevlucht."

Meteen vraagt hij er politiek asiel aan maar

dat wordt hem geweigerd. Een leven in de illegaliteit begint. "Hij is erg handig", zegt de moeder, "daarom vindt hij altijd wel werk. Als mets-ler, loodgieter, schilder, geen klus is hem te moeilijk. Hij is ook een goede vader, maandelijks stuurt hij ons huishoudgeld, genoeg om onze vier kinderen naar school te sturen. Maar de lange scheiding begon haar tol te eisen, daarom vatten we vorige zomer het plan op om af te reizen naar vader in Frankrijk."

Een oom treft de nodige voorbereidingen, vader Firat leent in Parijs 260.000 Belgische frank voor de overtocht. Het geld wordt vooraf betaald, de mensensmokers garanderen een succesvolle reis. Per boot naar Italië en dan over land naar Frankrijk. Mevrouw Firat herinnert zich nog hoe uitgelaten de hele familie was. Eind juni was het. Over een week wonen we weer bij papa, lachten haar dochters, terwijl Abdullah boeken over Parijs verslond. Maar het zou een reis naar nergens worden.

"Eerst werden we per auto naar Izmir gebracht. Er stonden wel duizend mensen op de kade. Kleine boten zouden ons naar het schip brengen dat op zee wachtte. Wij hadden geluk, we zaten in de eerste boot. Toen die de tweede lading overbracht, werd hij door de havenpolitie onderschept. Gelukkig verklaarde de kapitein dat ze zo naar Griekenland wilden varen, het schip werd niet ontdekt."

De overtocht was een ware nachtmerrie, zegt Abdullah. Een tjokvol benedenruim dat bovendien ook nog was vergrendeld. "Toiletten waren er niet, iedereen moest daar zijn gevoeg doen. Kun je je de stank voorstellen? Maar goed, we zouden uiteindelijk voor ons lijden worden beloond."

Na drie dagen krijgt het schip evenwel motorpech. Vier dagen lang zal het op zee rondzwal-ken. Voedselvoorraden raken uitgeput, drinkbaar water wordt een hoogst schaars goed. "Toen werden we door een schip opgemerkt, dat ons naar de meest nabije haven sleepte. Daar hoorden we dat we in Griekenland waren en naar een vluchtelingenkamp zouden worden overgebracht.

"Een maand lang zouden we er blijven. We werden goed behandeld, kregen ruim voldoende eten, verse lakens en 's avonds chocolademelk. In het kamp werden we opgezocht door PKK-militanten. Als we in Griekenland asielt wilden aanvragen, zouden ze ons helpen, zeiden ze. Maar we wilden naar Italië, naar Parijs, wat hadden we in Griekenland te zoeken? Na een paar weken boden onbekenden ons een nieuwe vluchtroute aan. Alweer per schip, dit keer zeker naar Italië. Het geld zou later wel worden geregeld, ze maakten zich daar weinig zorgen over. Vertrouw die mensen niet, zeiden de PKK-mensen, ze zijn in staat je er op volle zee gewoon uit te gooien. Daarom zijn we begin augustus uiteindelijk akkoord gegaan met repatriëring naar Turkije."

Op de luchthaven van Istanbul wordt de familie Firat door de politie opgewacht. Acht uur lang zullen moeder en oudste zoon worden ondervraagd. "Mijn moeder, zeiden ze, riskeerde twee jaar cel wegens illegale emigratie. Mijn oom heeft die mannen toen omgekocht. Vierduizend frank per persoon. Nieuwe schulden en geen vooruitzichten. Ik vraag me af of we vader ooit terugzien."

Les forces de l'ordre appréhendent 175 Irakiens candidats à l'émigration clandestine

ANKARA, 20 jan (AFP) - 175 Irakiens candidats à l'émigration clandestine ont été appréhendés lors d'opérations de la police et de la gendarmerie turques, dans les provinces d'Edirne (ouest) et de Van (est), a rapporté mardi l'agence Anatolie.

129 Irakiens ont été interpellés par les garde-frontières dans la zone militaire à la frontière turco-grecque, alors qu'ils s'apprêtaient à passer la frontière à Edirne.

Près de 12.000 ressortissants étrangers, pour la plupart des Irakiens candidats à l'émigration, ont été appréhendés par les forces de sécurité turques à la frontière turco-grecque depuis un an.

46 autres ressortissants Irakiens ont été arrêtés par les gendarmes à Edremit, dans la sous-préfecture de Van. Ils ont indiqué avoir versé chacun la somme de 500 dollars à des passeurs à Zakho, dans le nord de l'Irak, afin de se rendre en Italie, via la Grèce, selon Anatolie.

"Nous ne voulons pas retourner dans le nord de l'Irak où règnent la guerre et la misère", s'est écrié l'un d'eux cité par l'agence.

Quelque 1.200 émigrants illégaux, majoritairement des Kurdes d'Irak ou de Turquie, sont arrivés sur les côtes italiennes en bateau au cours des trois dernières semaines.

Istanbul, première ville de Turquie avec une population de près de 12 millions d'habitants, est le lieu de transit préféré des candidats à l'émigration clandestine.

La police turque, qui a renforcé les dispositifs de sécurité à l'échelle nationale, a arrêté de nombreux candidats à l'émigration clandestine à Istanbul et dans d'autres villes lors de vastes opérations.

Le gouvernement turc accuse les pays européens, notamment l'Italie, d'avoir encouragé l'émigration clandestine en promettant d'accorder l'asile politique aux émigrants.

L'Irak est sommé de coopérer sans condition avec les inspecteurs des Nations unies

Le Conseil de sécurité de l'ONU perd patience

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité, mercredi 14 janvier, une déclaration présidentielle qui « déplore » le refus de l'Irak de coopérer avec l'une des équipes d'inspecteurs militaires des Nations unies. Il a « exigé » que Bagdad « coopère pleinement, immédiatement, inconditionnellement et sans restriction » avec la Commission spéciale de l'ONU chargée de le désarmer.

NEW YORK

de notre correspondante

Si, en provoquant cette nouvelle crise avec l'ONU, la stratégie du président irakien était la division du Conseil de sécurité, il a échoué pour le moment. L'adoption par le Conseil, mercredi 14 janvier, à l'unanimité et sans difficulté aucune, d'une déclaration présidentielle condamnant le refus de l'Irak de coopérer avec les inspecteurs chargés de son désarmement est révélatrice: la patience de la communauté internationale s'épuise rapidement. Mais si, comme le redoutent certains, le président Saddam Hussein cherche délibérément une réponse militaire à ses provocations, il risque d'être satisfait.

Selon des diplomates, les raisons avancées par Bagdad pour ce nouveau bras de fer ne sont plus acceptables. Pour justifier sa décision de bloquer les inspections de la commission spéciale de l'ONU chargée de le désarmer (Unscorm), le régime irakien évoque la composition des équipes d'inspecteurs dominées, selon lui, par les Américains. Or, rappellent des diplomates, sur ce point, l'Irak a déjà obtenu gain de cause. « Il est désormais acquis que les équipes de l'Unscorm sont impérativement multinationales, ce qui n'était pas le cas auparavant », notent-ils.

Depuis la crise de novembre, le nombre d'experts originaires de pays autres que les Etats-Unis et le Royaume-Uni est en effet en train d'augmenter considérablement et « Bagdad le sait parfaitement ». La Chine, pour la première fois, a annoncé son intention de mettre à la disposition de l'Unscorm quatre inspecteurs, dont un qui accompagnera à Bagdad, lundi 19 janvier, le président de ladite commission, Richard Butler. Paris devrait, de son côté, annoncer incessamment sa décision de doubler le nombre d'inspecteurs français. Les Russes, qui avaient demandé des détails sur la composition des équipes, se sont déclarés « satisfaits » des explications fournies par M. Butler.

Plusieurs hypothèses sont évoquées à propos des raisons pour lesquelles l'Irak a provoqué une nouvelle crise. Certains diplomates suggèrent que la perspective d'une réhabilitation de l'Iran sur le plan international et d'un rapprochement possible avec les Etats-Unis « réveille les vieilles craintes » de l'Irak face à son « véritable ennemi » et renforce Saddam Hussein dans sa conviction de ne jamais permettre le désarmement total de son régime: « L'Irak désarmé, raisonne Saddam Hussein, ne ferait plus peur à personne et l'Iran pourrait être tenté de diviser le pays. »

Selon d'autres diplomates, une action militaire américaine contre l'Irak aurait, aux yeux de Bagdad, le double avantage de semer le désaccord entre les grandes puissances et de débarrasser l'Irak « une bonne fois pour toutes » des inspections de l'ONU, quitte à réduire à néant les chances de voir levées les sanctions qui lui ont été imposées en 1990. « Bagdad donnerait ainsi la preuve, disent certains experts, qu'il préfère garder ses armes de destruction massive plutôt que de voir levé l'embargo. »

Une issue militaire à la crise n'est pas exclue

Les pays dits « amis » de l'Irak, en particulier la France et la Russie qui, avant la crise, étaient « sur le point » de persuader l'Agence internationale de l'énergie atomique de clore le volet nucléaire du désarmement de l'Irak, sont visiblement déçus du comportement de Saddam Hussein. Soumise à une énorme pression de l'opinion publique américaine pour régler « l'affaire irakienne » de manière « décisive », l'administration Clinton a déjà fait monter les en-

chères. En trois jours, la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a contacté, à plusieurs reprises, ses homologues des pays membres permanents du Conseil de sécurité. L'Irak était aussi certainement à l'ordre du jour du dîner qui a réuni mercredi soir à New York Mme Albright et les représentants des cinq pays membres permanents du Conseil.

« Les Américains ne vont pas recourir tout de suite à la force, estime un ambassadeur occidental. Ils attendront patiemment que toutes les options politiques soient épuisées. » Cette opinion a été indirectement confirmée par le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry. « Nous recherchons toutes les issues diplomatiques disponibles, a-t-il déclaré; nous avons toujours dit que ce n'était pas une boucle sans fin où nous allons nous contenter de répéter indéfiniment les mêmes épisodes. »

Pour l'heure, la priorité est toujours donnée à une solution diplomatique. Le Conseil de sécurité attend les conclusions du voyage du président de l'Unscorm à Bagdad. M. Butler, qui a quitté New York mercredi soir, fera un crochet par Paris vendredi. Il devrait regagner New York le 23 janvier.

Afsane Bassir Pour

Kurderna ständigt på flykt

Är kurdernas flykt iscensatt av Turkiet? Eller tar ett trafikasserat folk chansen i och med Schengenavtalet?

■ Av Folke Straube

Dörren vräks upp på det lilla pensionatet i Istanbul's europeiska sida.

In stormar tio turkiska poliser för att kontrollera gästerna. De hittar åtta kurder som tvingas följa med till polistationen. De flesta kvinnor och barn.

Totalt fastnar 310 irakiska

kurder i polisens nät under dagens razzia.

Aven åtskilliga turkar som tros organisera hemliga resor till Västeuropa grips.

Resebyrå för flyktingar

Det är den senaste tidens väg av kurdiska flyktingar till Västeuropa som tvingat den turkiska polisen att agera. EU har satt hård press på Turkiet och nu stoppas flyktingarna redan innan de lämnat landet.

Men det är inte bara kurder som fastnar i polisens garn. Att smuggla flyktingar har blivit en affärsidé i Turkiet.

Det finns till och med resebyråer som öppet jagar emigranter till Väst. Resebyrån Tui Turizm annonserade om båtfärder till Italien för kurdiska illegala invandrare. 3 000 dollar (23 000 kronor) kostade resan.

Kurdiska flyktingar är ingenting nytt i Europa. Kurder har flytt sedan det Osmanska riket styckades upp efter första världskriget.

Kurdistan delades

Då delades Kurdistan mellan i huvudsak Turkiet, Irak och Iran, och de nya herrarnas gjorde vad man kunde för att kväsa kurdisk nationalism genom förtryck och fattigdom.

När sedan Kurdistanens arbetarparti, PKK, bildades 1984 startade ett mer eller mindre öppet krig mellan kurder och Turkiet.

PKK har även drivit kampen utanför landets gränser och med vapen och terror bekämpat alla motståndare (PKK misstänktes också länge för att ligga bakom mordet på Olof Palme).

Italien öppnat gränserna

Det nya nu är att Italien öppnat gränserna. Tidigare har kurderna inte varit välkomna någonstans, men plötsligt betraktas de som politiska flyktingar av de italienska myndigheterna.

– Alla kurder är i princip förtryckta och vi kommer att ta emot dem med öppna armar, konstaterar den italienske presidenten Scalfaros. Gränserna öppnades och tusentals kurdiska flyktingar gav sig iväg över havet i små båtar för att hinna fram innan italienarna eventuellt skulle ångra sig.

Alla andra västeuropeiska stater fick skrämshicka. För de flesta kurder tänkte nämligen inte stanna där de klivit i land.

Det var bara första anhalt på vägen till Tyskland, Frankrike och Sverige. Och det gick bra eftersom Italien anslutit

sig till EU:s Schengen-avtal som innebär fritt resande över gränserna.

Politiska flyktingar?

Kritiken mot Italiens beslut att ge kurderna kollektiv status som politiska flyktingar väckte förstämning i flera europeiska huvudstäder och i skå i Turkiet.

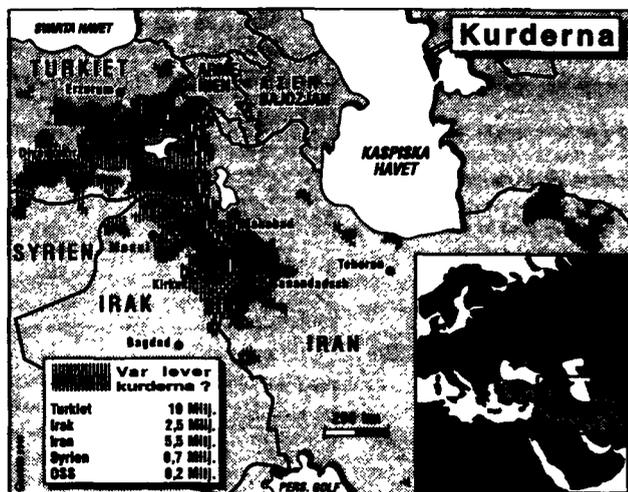
Snart tvingades italienarna backa. Premiärminister Romano Prodi lovade att kurderna ska prövas en och en och inte betraktas som en asylberättigad grupp.

Samtidigt gick den turkiska regeringen till motangrepp och avvisade alla antydningar om att flyktingströmmen utlösts av politisk förföljelse.

Turkarna menade att det handlar om människor som lämnar sina hem av ekonomiska skäl och hamnar i händerna på människosmugglare, som sedan kräver bra betalt för en enkel resa till EU.

Arméns framfart

– Alla vet att dessa människor ger sig av från Turkiet för att söka ett bättre liv för sig själva och sina familjer, förklarade turkiska utrikesdepartementet. I delar av Europa finns det visserligen en tendens att se saken ur annan synvinkel. Men detta har



inget med mänskliga rättigheter att göra.

Människorätsaktivister i Turkiet menar dock att det i första hand är turkiska arméns framfart mot kurdiska separatister som skapat civilbefolkningens flykt.

Över 27 000 människor har fått sätta livet till under 13 års strider mellan den turkiska krigsmakten och PKK.

Men det finns de som menar att Turkiet självt ligger bakom flyktingströmmen. Den sker ju direkt framför näsan på den turkiska tullen.

Orsaken skulle dels vara att hämnas på Europa som inte låter Turkiet bli EU-medlem, och dels ett sätt att bli av med besvärliga kurder.

Enligt den misstänksamma teorin är de ständiga militära räderna i östra Turkiet och norra Irak bara ett sätt att göra den kurdiska befolkningen osäker och flyktbenägen.

La Cour constitutionnelle turque dissout le parti islamiste

Le Parti de la prospérité (RP) est interdit pour activités contraires au principe de laïcité. Six de ses dirigeants, parmi lesquels l'ancien premier ministre, Necmettin Erbakan, ne pourront plus appartenir à une formation politique pendant cinq ans

ISTANBUL

de notre correspondante

Le procès était en cours depuis le mois de mai, et l'arrêt attendu depuis des semaines. Mais la décision de la Cour constitutionnelle turque, vendredi 16 janvier, de dissoudre le Parti de la prospérité (RP) vainqueur des élections générales de décembre 1995 et détenteur de 148 des 550 sièges à l'Assemblée nationale, pour activités contraires au principe de laïcité, a néanmoins fait l'effet d'un pavé dans la mare.

Avec ce jugement, obtenu par 9 voix contre 2, la Turquie tourne une page de son histoire politique. Si les fermetures de partis ne sont malheureusement pas rares dans ce pays, la dissolution d'une formation forte de 4,2 millions de membres et choisie par plus de 6 millions d'élec-

Six hommes politiques privés d'activité

Le dirigeant du Parti de la prospérité (RP), Necmettin Erbakan, qui avait été forcé de démissionner en juin dernier de son poste de premier ministre sous la pression combinée de l'armée, des institutions républicaines et de la presse laïque, s'est vu imposer une interdiction de faire partie d'une formation politique pour une durée de cinq ans. Six autres membres du RP – le maire de Kayseri, Sukru Karatepe, et cinq députés, dont l'ancien ministre de la justice Sevket Kazan – tombent sous le coup d'une interdiction similaire. Après publication de la décision dans la *Gazette officielle*, le parti sera officiellement dissous, ses biens confisqués, et les cinq députés condamnés par la Cour constitutionnelle, alors privés de leur siège et de leur immunité parlementaire, pourront être traduits en justice.

Par ailleurs, la Cour de cassation turque a ouvert la voie, vendredi, à l'ouverture d'une procédure judiciaire à l'encontre de Tansu Ciller, ancien premier ministre, pour avoir abusé de fonds secrets lorsqu'elle était au pouvoir.

teurs ne va pas manquer de soulever des questions fondamentales sur l'indépendance de la justice, le rôle de l'armée sur la scène politique et le respect accordé à la volonté du peuple dans un pays qui se veut démocratique et pluraliste.

« C'est une faute terrible », a déploré Necmettin Erbakan, annonçant qu'il considérait de son « devoir de dénoncer cette décision comme étant une grave erreur judiciaire » en faisant appel auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Le dirigeant du RP a également lancé un avertissement contre de possibles provocations et demandé à ses partisans de garder leur calme. « Je ne m'attends pas à des manifestations importantes estime M^{me} Nilufer Narli, professeur adjoint de sciences politiques à l'université de Marmara. Ils savent que des réactions violentes amèneraient un bain de sang et qu'ils seraient écrasés. »

ÉQUILIBRES PRÉCAIRES

Face aux rumeurs et spéculations inévitables, il faudra attendre que la situation se décante pour pouvoir réellement évaluer l'impact du verdict sur les équilibres, toujours précaires, de la politique turque. Une chose est déjà claire : les institutions kémalistes ont marqué un point dans la guerre ouverte qu'elles mènent contre l'islam poli-

tique, mais la fermeture du RP ne signifie en aucune façon l'anéantissement du mouvement. « Nous avons commis des fautes : ceux qui ne font pas d'erreurs sont ceux qui ne font rien. Mais on ne dissout pas un parti politique pour ça, a déclaré Bulent Arinç, député de Manisa, à la chaîne de télévision NTV. S'ils nous ferment quarante fois, nous fonderons quarante et un partis. »

Déjà, une nouvelle formation, le Parti de la vertu (FP), a vu le jour. Remplacera-t-elle le RP ? Cela semble une des options qui s'ouvrent aux partisans désormais « orphelins » du Parti de la prospérité, mais d'autres alternatives sont également discutées.

Necmettin Erbakan, dirigeant du mouvement islamiste depuis près de trente ans et âgé de soixante et onze ans, demeure un personnage incontournable malgré les limites qui lui ont été imposées par la Cour. Exclu du Parlement, il est cependant possible - les juristes le détermineront dans les jours à venir - qu'il puisse refaire acte de candidature à l'Assemblée lors d'un prochain scrutin en tant que candidat indépendant. Même hors du jeu politique officiel, M. Erbakan pourrait continuer à diriger le mouvement : après la dissolution de ses deux partis précédents, celui de l'Ordre national en 1971 et celui du Salut national en 1980, il avait poursuivi sa

lutte par l'intermédiaire d'amis loyaux qui avaient temporairement assumé la direction du mouvement à sa place. En fait, Necmettin Erbakan avait dû attendre 1987 et la levée de l'interdiction imposée à tous les dirigeants politiques après le coup d'Etat de 1980, pour prendre la tête du Parti de la prospérité qui avait été fondé quatre ans auparavant.

POINTS D'INTERROGATION

Récemment, la presse turque a signalé l'existence d'un groupe de « jeunes » au sein du parti, menés par le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, qui souhaite apparemment réformer le mouvement, contre la volonté de M. Erbakan. Charismatique et populaire, M. Erdogan est plus inflexible que le dirigeant actuel qui, malgré ses propos parfois enflammés, fait partie de l'establishment politique du pays. Compte tenu de la discipline au sein du parti, il est peu probable que ces tensions mènent à des divisions profondes, à court terme du moins, d'autant plus que tous les islamistes sont actuellement conscients de la nécessité de maintenir un front uni pour survivre.

La démission en masse de députés du RP devenus indépendants est également une éventualité qui sera vraisemblablement débattue : le nombre de sièges vacants à l'As-

semblée entraînerait des élections partielles qui, compte tenu des circonstances, prendraient alors des allures de scrutin général. Des points d'interrogation subsistent également sur l'attitude qui sera désormais adoptée par les institutions républicaines et par le gouvernement dirigé par Mesut Yilmaz. La Turquie institutionnelle ne semble pas vouloir relâcher sa pression et certains craignent en fait que la dissolution du RP ne marque le début d'une campagne répressive contre les islamistes. Les partisans du RP sont pour leur part convaincus que ce qu'ils perçoivent comme une injustice ne fera que renforcer leur position. « Cette décision n'aura qu'une seule conséquence : notre cause sera renforcée et le Parti de la prospérité viendra un jour au pouvoir tout seul », a déclaré M. Erbakan.

Le premier ministre, Mesut Yilmaz, qui a déclaré que « l'interdiction d'un parti politique est toujours un événement désolant dans une démocratie », tout en ajoutant qu'il n'était pas en mesure de commenter une décision judiciaire, profitera-t-il de la faiblesse temporaire des islamistes pour organiser rapidement des législatives anticipées ? Cette question vient s'ajouter à toutes les inconnues qui contribuent à dresser un tableau pour le moins confus de la situation politique en Turquie.

Nicole Pope

JANUARY 17-18, 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Turkish Court Bars Islamist Party and Ex-Prime Minister

Ruling Alleges Subversive Plans; U.S. and EU Fear for Democracy

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The nation's highest court banned the largest political party in Turkey on Friday, ruling that it harbored a subversive agenda and was working to replace the secular order with one based on Islam.

The court also banned seven leaders of the Welfare Party from all political activity for five years. Among them was the party leader, Necmettin Erbakan, who served as prime minister from June 1996 until June 1997.

"This court has decided to close the

Welfare Party because of evidence confirming its actions against the principles of the secular republic." Ahmet Necdet Sezer, chief judge of the Constitutional Court, said in announcing the verdict.

Mr. Erbakan urged his supporters Friday to remain calm and ignore "provocateurs who might want to take advantage of this situation."

He said he would appeal the decision to the European Court of Human Rights.

A leading figure in Welfare, Abdullah Gul, called the decision "a shadow on Turkish democracy."

He added: "We are the mainstream

and backbone of this country. A large part of the population supports us. In a democratic society this group must be represented. We will have another political party."

The police in Ankara and Istanbul strengthened patrols around mosques and Welfare offices, but no disturbances were reported. Friday prayers proceeded normally. Some Turkish secularists hailed the decision, but many foreigners, including those who consider themselves friends of Turkey, said it would hinder the country's efforts to portray itself as a fully functioning democracy.

The United States and several countries in the European Union had urged the government to do whatever possible to prevent such a decision. After the verdict was announced, the British Embassy in Ankara issued a statement saying: "We are concerned with the implications for democratic pluralism and freedom of expression, and will be discussing the closure of Welfare urgently with our EU partners."

The court acted under a series of laws, including one that prohibits efforts "to change the secular character of the Turkish Republic" and another that bans political parties from seeking political advantage "through the use or misuse of religion or religious beliefs."

The constitution defines secularism as one of the nation's basic principles, and another article forbids repeal or even discussion of repealing that definition.

Military commanders and other secularists say the restrictions are necessary to preserve what they describe as the world's only Muslim democracy. Others say they believe they limit voters' right to choose the future they want for their country and themselves.

The court's ruling was based in part on public statements by Welfare leaders that the prosecutor submitted as proof of what he called the party's subversive agenda.

Among the statements were Mr. Erbakan's assertion that democracy "is not an end but a means for us."

The court also heard a tape of another Welfare leader, Oguzhan Asilturk, saying: "The order we shall bring has a big difference, as big as mountains, from the secularist and democratic order.

Ours is on the mountaintop, and democracy is in the abyss."

In its defense, the party did not deny that such statements had been made, but said it could not be responsible for the public statements of "all our 4 million members."

Some news commentators predicted that the decision would marginalize pro-Islamic forces and usher in an era of political stability. Others asserted that former Welfare leaders would portray themselves as outsiders victimized by an undemocratic attack, and that their new party could turn out to be even stronger than Welfare was.

The prosecutor who presented the case against Welfare, Vural Savas, said any new Islamic-oriented party "will be subjected to investigation on whether it is a

continuation of the banned party."

In his brief urging the ban, Mr. Savas said Welfare leaders were working to "destroy the Turkish Republic" and "establish a state based on religious principles."

"The assumption that political parties cannot be closed in democratic regimes is not correct," Mr. Savas said. "The Turkish constitution accepts the understanding of 'combative democracy,' which permits the closure of political parties if their programs or activities threaten the existence of the state."

In a 275-page reply, the Welfare Party called Mr. Savas "prejudiced and intolerant of everything related to Islam" and described his charges as baseless.

Top Ayatollah Assails U.S. but Hails Overture By Khatami

By Elaine Sciolino
New York Times Service

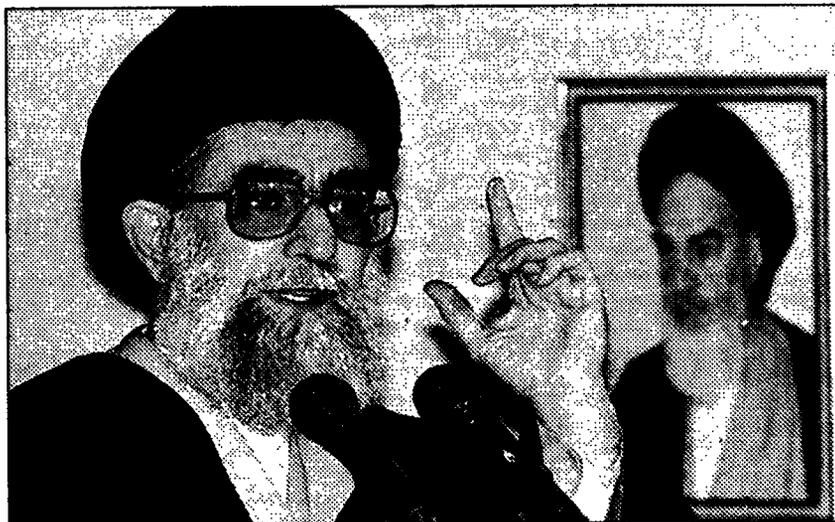
TEHRAN — In a sermon charged with hatred and rage, Iran's spiritual leader ruled out on Friday any dialogue with the United States, branding it "the enemy of the Iranian nation" and the "Great Satan."

But buried in the 70-minute address by Ayatollah Sayed Ali Khamenei were also words of praise for President Mohammed Khatami and his "message to the American people" via a CNN interview aired Dec. 7.

In that interview, Mr. Khatami ruled out the direct government-to-government dialogue that the United States has been seeking. But he paid tribute to the "great American people" with exceptionally warm language and proposed cultural exchanges as a way to "crack the wall of mistrust" that exists between Iran and the United States.

Commenting on the interview to thousands of worshipers gathered for Friday prayers at Tehran University, Ayatollah Khamenei said: "I must say that in that interview all our main principles regarding ties with the United States were clearly stated. I listened to it carefully. All the things that should be said were said — necessary things about ties with America, dialogue with America, Israel and Palestinian militants were said. Everything was very good. I prayed for him, for the foreign minister and for other officials. They took good stands."

Ayatollah Khamenei, the highest authority in the country, appeared to dismiss differences between himself and Mr. Khatami as nothing more than "a tone of speech and difference of



Jamshid Bairami/Agence France-Press

Ayatollah Sayed Ali Khamenei speaking at Friday prayers in Tehran.

taste."

He referred to Mr. Khatami more than once as "the respected president," underscoring the point Mr. Khatami made in his interview that Iran had no need for ties with the United States.

But most of the ayatollah's remarks consisted of an outpouring of venom toward the United States. His tone was dramatically different from that of the president. Hanging near his speaking platform was a huge banner — in English — quoting a line from the late revolutionary leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini. "We will resist America with our last breath," it read.

Pointing his index finger in the air in a gesture of disrespect, he repeated the insults against the United States that have dominated the rhetoric of the clerics throughout the country's 19-year-old revolution.

"They ask, 'Why do you call us the Great Satan?'" Ayatollah Khamenei said mockingly. "What does Satan mean? If you don't do satanic acts, then we will stop calling you that."

He denied suggestions from both abroad and even the Iranian media that Mr. Khatami's interview signaled that Iran may be moving toward reconciliation with the United States, calling it "tricky propaganda" designed to destroy the unity of Iran's revolution.

"Negotiations and dialogue with America is harmful for us," he said.

Ayatollah Khamenei also defended the seizure of the American Embassy in Tehran by militants in late 1979, calling it "a way to punish America."

By contrast, in his interview Mr. Khatami expressed regret that the feelings of the American people had been "hurt" by the hostage crisis.

Similarly, Ayatollah Khamenei was ambiguous about Mr. Khatami's proposal for cultural ties.

On the one hand, the spiritual leader said that there were "no problems with the American people." On the other, he asked his audience, "Will the Iranian people allow the return of Americans again?"

Mr. Khatami had tried to explain the Iranians' ritual cry of "Death to America" as a criticism not of the American people, but of misguided policymakers.

On Friday, Ayatollah Khamenei attacked the U.S. government and media for betraying and insulting the American people. The audience chanted "Death to America!" 14 times.

Under Iran's constitution, Ayatollah Khamenei and Mr. Khatami are assigned very different responsibilities, and it is difficult to describe their relationship.

Ayatollah Khamenei, like the late

Ayatollah Khomeini before him, holds the country's highest office as the ultimate guide for Iran's Islamic Republic, with power as well over the armed forces, the security, intelligence and broadcasting services and the judiciary.

As president, Mr. Khatami runs the government and appoints cabinet min-

isters. He cannot make or carry out a foreign policy decision if Ayatollah Khamenei opposes it.

But Mr. Khatami derives power from a different source: the people. The overwhelming popular vote for him in May was a ringing endorsement of Mr. Khatami's platform for the rule of law,

social justice and broader political participation.

The two men are not engaged in a power struggle in the sense that one will ultimately emerge triumphant. Rather, they are mutually dependent and must find ways to coexist.

La presse du Proche-Orient tire à boulets rouges sur Ankara

par Alistair Lyon

LE CAIRE, 18 janvier, Reuters - La dissolution du parti des islamistes modérés en Turquie suscite des commentaires au vitriol - et quelques comparaisons avec l'Algérie - dimanche dans la presse du Proche-Orient.

Les journaux dénoncent la mise sur la touche du Parti de la Prospérité de Necmettin Erbakan comme une atteinte à la démocratie et une entreprise vouée à l'échec.

"Les autorités turques ont commis la même erreur que le gouvernement algérien quand il a rayé d'un trait de plume les résultats des élections de 1992 que le front islamique du salut était en train de remporter", écrit le quotidien égyptien Al Wafd, dans l'opposition.

La décision prise vendredi par la cour constitutionnelle turque bafoue le pluralisme politique et les électeurs qui ont librement choisi le Refah, ajoute-t-il.

Hussein Amin, un universitaire égyptien qui connaît bien l'Algérie, remarque qu'il ne faudra pas longtemps au parti de Necmettin Erbakan pour renaître sous une autre forme.

"L'armée et le gouvernement turcs y réfléchiront à deux fois avant de continuer sur cette voie", a-t-il dit à Reuters, en rappelant que les Etats-Unis et l'Union européenne ont promptement désapprouvé l'initiative anti-islamiste prise en Turquie.

Tout glissement "à l'algérienne" en Turquie est mauvais pour le Proche-Orient, a-t-il souligné.

"L'élément inquiétant, c'est que même ceux qui sont contre les islamistes dans leur propre pays ont de la sympathie pour le Refah".

"La Turquie est en train de perdre sa crédibilité auprès des masses arabes", a-t-il ajouté. "Tout est en place pour des relations très tendues entre la Turquie et le monde arabe".

Aucun gouvernement du Proche-Orient n'a publiquement commenté le sort du Refah mais les propos relevés dans la presse régionale reflètent la mauvaise image de la Turquie chez ses voisins arabes, du fait de la coopération militaire d'Ankara avec Israël, de ses incursions en Irak pour y donner la chasse aux séparatistes kurdes ou encore du contentieux sur le partage des eaux de l'Euphrate.

"La récente initiative de l'armée turque (considérée comme l'instigatrice de la dissolution), qui est une violation flagrante des droits civiques en Turquie, prouve de façon manifeste qu'il n'y a pas de démocratie en Turquie comme le dit l'Europe", écrit l'éditorialiste de l'Iran News.

"L'Islam restera en Turquie en dépit de la dissolution du Refah", souligne le journal saoudien Al Bilad.

Le quotidien londonien en langue arabe Al Hayat estime quant à lui que la mise hors la loi d'un parti qui compte quatre millions d'adhérents pourrait s'avérer désastreuse pour la Turquie et ne régler aucun problème. A long terme, c'est la stabilité du pays qui pourrait être menacé, écrit-il.

"Il aurait mieux valu laisser le Refah opérer au grand jour, permettre à la population de juger par elle-même de la capacité du parti à appliquer ses promesses électorales", poursuit Al Hayat.

Le journal craint même qu'en cas de crise intérieure, les militaires turcs ne fassent diversion en aggravant la tension avec la Grèce sur la question chypriote.

REUTERS

Now the Idea Will Be to Blast Iraq's Weapon Facilities

By Jim Hoagland

WASHINGTON — If Iraq's defiance of UN arms inspections forces President Bill Clinton to order U.S. military strikes, America's top soldier will not waste time trying to bomb Saddam Hussein into resuming inspections or making other political gestures. General Henry Shelton will instead go after the chemical, biological or nuclear facilities that Iraq has sought to conceal.

General Shelton, chairman of the Joint Chiefs of Staff, outlined that sensible but historic proposition during a recent meeting with editors and reporters at The Washington Post.

I had asked him if he really thought that air strikes could inflict enough pain to make the Iraqi dictator change goals and accept a publicly humiliating retreat on inspections.

General Shelton later made clear that he heard the echoes of Vietnam that I intended in the question. Massive U.S. bombing did not force Hanoi to change its goals, or even to postpone them substantially.

No, he responded in his calm, soldierly way, suggesting that he would not inflict pain to try to reshape an adversary's political goals. The United States would instead set out to destroy the facilities that Saddam is trying to protect.

"If you cannot inspect, then in fact you have to look at what other means you have to ensure that weapons of mass destruction do not remain as a bigger tool in his hands than they are right now." That was as far as General Shelton would go in discussing options.

The Shelton approach is not just a shift from Vietnam-era

thinking. It also reflects a still coalescing change in the way the United States will now respond to the spread to hostile or irresponsible nations of chemical, biological and nuclear arms — weapons of mass destruction, or WMD in the jargon of doomsday thinkers.

American policy has long been based on nonproliferation, on active resistance to other nations acquiring the most deadly armaments that mankind has yet developed. But increasingly planners are thinking in terms of counterproliferation, of figuring out how to contain, destroy or defend against a genie that cannot in fact be kept in the lamp.

America's deep military and diplomatic involvement in the Gulf, and the separate challenges that Iraq and Iran represent for that involvement, bring the shift to counterproliferation to a head and into public view. Until now the existence and meaning of this change have largely been a matter for the expert community and the Pentagon to debate.

The continuing confrontation with Iraq is not just about Saddam Hussein's villainies. The world has caught a glimpse of the worst-case scenario of the future, and despite enormous effort has not succeeded in keeping weapons of mass destruction out of the hands of an outlaw state subject to history's most intrusive and hostile inspections and embargo.

While supposedly under "normal" international restraints, Saddam's agents were able to begin work on a secret nuclear bomb, develop a chemical and biological arsenal and produce warheads to deliver those weapons by missile.

The UN inspections since 1991 have been courageous and superbly managed, and have destroyed much of Saddam's terror trove. But even after this effort, Defense Secretary William Cohen recently acknowledged that Iraq retains the ability to make chemical and biological weapons in a matter of hours or days. And he ordered all U.S. military personnel immunized against anthrax attack.

The orchestration of the administration's response to the Iraqi crisis has been designed to prepare the American public for a shift to counterproliferation as a fact of life and strategy on the bridge into the 21st century.

Face it, Mr. Cohen's unspoken subtext was saying. We cannot prevent the Iraqs and Libyas of the world from getting or building these nasty things. We have to build up our defenses against them and be prepared, as General Shelton says we are in Iraq, to destroy what we can when we can.

This is not said explicitly, not only because it is grim news but also because it raises a question that the administration seems not to have answered for itself yet: Who elected the United States and its armed forces as primary protector of the world against WMD?

President Clinton inherited that role in the case of Iraq because of George Bush's commitment to leadership in freeing Kuwait and protecting Gulf oil access, goals (barely) endorsed by Congress.

Americans have not yet pronounced themselves willing to take the lion's share of risks in the name of global counterproliferation. But the question is

forcing itself on them as the abandonment of nonproliferation becomes more apparent.

In neighboring Iran, the ayatollahs have shown beyond reasonable doubt that they are pursuing the capability to build nuclear weapons and long-range missiles to deliver them. Iran also has impressive stockpiles of chemical weapons.

The United States now has 28,000 members of its armed forces on duty in the Gulf, a region where 25 years ago U.S. troops numbered in the low hundreds and Washington let regional allies guard against strategic threats. This growing burden has been acquired more through drift and indirection than by clearly explained strategy and the involvement of the American public. The need for open counterproliferation action will soon change that.

The Washington Post.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

JANUARY 19, 1998

L I B E R A T I O N

L U N D I 1 9 J A N V I E R 1 9 9 8

Débats

L'Occident assiste impuissant à l'exode des Kurdes d'Irak, victimes de leurs propres chefs, qui mènent une guerre fratricide, sous l'œil satisfait des pays voisins.

A qui profite la guerre-suicide des Kurdes?

P A R H A L K A W T H A K I M

Comme si ne suffisait pas la pression économique et politique des forces de la région, l'embargo sur l'ensemble de l'Irak et celui imposé par Bagdad, la région «autonome» kurde fait face depuis le printemps 1994 à une lutte meurtrière entre les deux principales fractions kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani. Chacun contrôle une zone et y dicte sa loi.

Cette guerre suicide, comme l'appellent les Kurdes eux-mêmes, a déjà fait plus de 4000 morts. Des milliers de familles ont été déplacées de part et d'autre dans des opérations qualifiées par les ONG d'épuration politique. Le premier Parlement kurde élu librement en 1992, ainsi que le gouvernement représentant les plus importantes forces politiques au Kurdistan d'Irak et les institutions civiles mises en place au cours de ces dernières années ont volé en éclats. L'horizon politique est chargé de lourds nuages d'incertitude.

Toutes les médiations entreprises par la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, pour une réconciliation des partis politiques et des personnalités kurdes n'ont eu que des effets passa-

gers. On ne peut plus cacher que cette sale guerre se déroule sur un fond de gros sous et que c'est une lutte pour le pouvoir.

Sous prétexte de riposter aux attaques menées par les militants du PKK à partir du nord de l'Irak, la Turquie envahit régulièrement cette région pour prêter main forte à son allié, le PDK, qui a été soutenu aussi en 1996 par l'armée de Saddam Hussein pour déloger de la ville d'Erbil, capitale de la zone autonome, les milices de Jalal Talabani. Celui-ci, appuyé par l'Iran, a repris, après une sanglante défaite, la région de Suleimaniyya, où il se trouve depuis fin 1996 dans une situation particulièrement inconfortable. Privé depuis 1994 par Massoud Barzani des ressources financières juteuses - plus de un million de dollars par jour - venant essentiellement des trafics du pétrole entre la Turquie et l'Irak - Jalal Talabani n'a pas réussi, malgré les moyens militaires et politiques auxquels il a eu recours, à obtenir à nouveau de son rival, seul maître des régions frontalières, le partage de cette manne.

Cette guerre fratricide fait bel et bien le jeu des quatre Etats qui entourent la région kurde autonome (plus de 3 millions d'habitants). En effet, celle-ci échappe depuis plus de six ans au

contrôle de l'Etat irakien et vit de facto une indépendance politique qui, bien que non reconnue sur le plan international, est source de cauchemars pour les pays voisins, inquiets des retombées sur leur propre population kurde, privées jusqu'à ce jour des droits politiques et mêmes culturels les plus élémentaires.

Aux pressions externes et à la guerre interne s'ajoute aussi une situation économique désastreuse. Au moins 70% des jeunes sont au chômage et aucune perspective d'avenir n'est envisageable. Les seuls débouchés possibles seraient l'engagement dans l'armée d'un des partis politiques rivaux, ou dans les diverses formes de trafics. L'insécurité est presque totale. L'espoir que les Kurdes d'Irak avaient en la protection des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France - décidée par le Conseil de sécurité de l'ONU en 1991 - se voit sacrifié sur l'autel des PAYS de la région, la Turquie en particulier. Sans doute les alliés de la guerre du Golfe ont-ils réussi à protéger jusqu'à présent les Kurdes contre une attaque de l'armée de Saddam Hussein, et à prévenir ainsi un nouvel exode massif de la population, mais comment les protéger contre leurs propres chefs et leurs voisins! Si l'on avait aidé cette région à développer ses po-

tentiels économiques, à refaire fonctionner ses machines, en panne ou en manque de pièces de rechange, et à exploiter les richesses de son sous-sol, on n'assisterait probablement pas à cette ruée vers l'Occident. Surtout, après la libération du Koweït, rien n'indiquait, et n'indique encore à l'heure actuelle, que la fin du conflit avec l'Irak soit pour demain.

Où donc aller au moment où sa propre patrie est devenue un enfer alors même qu'elle est, pour une fois, libérée d'une légendaire armée de répression? La Turquie ne cesse de réclamer le retour des autorité de Bagdad sur la région du Nord. Elle use de tous ses moyens pour parvenir à cette fin, et tente surtout de forcer les chefs kurdes à demander ce retour.

Vivant chaque jour cette situation d'impasse, d'enfermement et de désespoir, les jeunes Kurdes ne trouvent qu'une seule route, celle de l'exil. Celle-ci, bien qu'étroite et ouverte à tous les dangers, est la seule qui puisse mener de l'enfer au «paradis». Et maintenant, la Turquie élargit cette route et prépare même les bateaux! ●

Halkawt Hakim est maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales.

Le président de la Knesset s'excuse de douter de la démocratie turque

JERUSALEM, 19 jan (AFP) - Le président du parlement israélien Dan Tikhon a présenté lundi ses excuses après avoir remis en cause le caractère démocratique de la Turquie, suite à la dissolution du parti islamiste Refah.

"Il y avait deux démocraties au Moyen-Orient et maintenant il n'y en a plus qu'une, Israël", avait affirmé M. Tikhon devant une délégation d'attachés militaires en poste à Tel-Aviv.

L'attaché militaire turc, dont M. Tikhon n'avait apparemment pas remarqué la présence parmi les visiteurs, a blanchi sous l'insulte, ont rapporté des témoins de la scène.

M. Tikhon est ensuite monté à la tribune de la Knesset pour s'excuser. "Je n'avais aucune intention d'offenser la Turquie. Cette petite phrase a été sortie de son contexte", a-t-il dit en laissant entendre que sa remarque ne devrait pas être prise au pied de la lettre.

Israël et la Turquie ont noué depuis deux ans une alliance politico-militaire qui se développe rapidement. La plupart des pays arabes et l'Iran ont exprimé leurs appréhensions devant cette alliance entre les deux principales puissances militaires du Moyen-Orient.

Le Parti de la Prospérité (Refah, islamiste), principale formation politique de la Turquie, a été dissous vendredi par la Cour constitutionnelle d'Ankara qui lui reprochait "ses activités contre le régime laïc".

Le chef du Refah, M. Necmettin Erbakan, ancien Premier ministre et dirigeant historique des islamistes turcs, a été déchu de son mandat de député et interdit de politique pendant cinq ans.

Le Refah s'opposait notamment au rapprochement avec Israël, prôné par les militaires.

Dissolution du Refah: Paris "soucieux du pluralisme" en Turquie

PARIS, 19 jan (AFP) - Paris s'est déclaré lundi, "de manière générale, soucieux du pluralisme et du développement de la vie démocratique en Turquie", en réagissant à la dissolution de ce parti par la Cour constitutionnelle turque.

"Nous prenons acte de la dissolution par la Cour constitutionnelle turque du Refah à l'issue d'une procédure judiciaire engagée depuis le mois de mai dernier. Il ne nous appartient pas de commenter cette décision de justice qui se fonde sur les règles légales et constitutionnelles en vigueur en Turquie", a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires Etrangères, Mme Anne Gazeau-Secret.

Elle a ajouté que des consultations avaient lieu entre les pays membres de l'Union Européenne et qu'il y avait très probablement une déclaration des 15 sur cette question

Le président iranien critique sévèrement les Etats-Unis

TEHERAN (AFP) - Lundi 19 Janvier 1998 - 23h06 heure de Paris - Le président iranien Mohammad Khatami a sévèrement critiqué lundi les Etats-Unis, les accusant de continuer à avoir à l'égard de son pays une "attitude de maître".

"Notre révolution a délivré notre peuple de la domination de ce maître et jamais plus il ne s'y soumettra" à nouveau, a déclaré M. Khatami au cours d'une visite au mausolée de l'imam Kohmeiny, le père de la révolution islamique à Téhéran. Son discours a été retransmis à la télévision.

"Les Etats-Unis nous ont causé le plus grand mal avant et après la révolution" de 1979, a-t-il ajouté.

"Même aujourd'hui, les hommes politiques américains nous menacent comme des maîtres. Leur esprit arrogant nous cause beaucoup de problèmes", a poursuivi M. Khatami.

"Parce qu'ils sont une super-puissance, les Etats-Unis (...) veulent imposer leur volonté au monde", a encore dit le chef de l'exécutif iranien, accusant les dirigeants américains d'être "en rupture avec l'époque" et affirmant que "le monde ne peut plus permettre les rapports de maître à esclave".

M. Khatami, considéré comme un modéré, avait plaidé, dans une interview le 8 janvier à la chaîne de télévision américaine CNN, en faveur d'échanges culturels et touristiques entre les deux pays.

Cette déclaration avait provoqué des réactions indignées des dirigeants conservateurs, dont le numéro un du régime l'ayatollah Ali Khamenei qui a rejeté tout dialogue formel avec les Etats-Unis.

TIME, JANUARY 19, 1998

M I D D L E E A S T



MANER ALTAR—SIGMA

THE TIMES ARE ACHANGING: Iranians look to Khatami not only for reforms in political life but also to make it safer for women to wear lipstick

By **BRUCE W. NELAN**

A MODERATE IRANIAN LEADER? TO most Americans, that's an oxymoron. And President Mohammed Khatami didn't do much to change it in his ballyhooed interview with CNN last week. His style was genial, all right, but his policies were rigid. Everything was America's fault, he insisted. The U.S. was hostile, trying to dominate Iran and giving "unbridled support" to Israel, "a racist terrorist regime." He saw no need for resuming political ties with Washington, and felt that Iran would do just fine working with the Europeans and others "who are far more advanced in their foreign policies than the U.S."

And yet, and yet. Viewed from the Iranian end of the telescope, Khatami was taking big risks just to sit down for what he billed as a message to "the great American people." With a bit of potted history, he elaborated on why "the American civilization is worthy of respect." He had a good word for the Puritans, the Declaration of Independence and Abraham Lincoln. Somewhat condescendingly and totally preposterously, he granted the "legitimacy" of the American government. But he said he wanted to crack the "wall of mistrust" between Iran and the U.S., even though it was caused by American misdeeds. So, while government-to-government talks were not on the agenda, a "dialogue" could begin with cultural exchanges among scholars, journalists, artists and tourists. Who knows, he implied, where that might lead?

Khatami's interview was probably not the sudden overture it seemed to be but a response to U.S. signals. Last May, President Bill Clinton said he saw Khatami's surprising landslide election over a hard-line opponent as a hopeful sign. "I have never been pleased about the estrangements between the people of the U.S. and the people of Iran," Clinton said. "They are a very great people, and I hope that the estrangements can be bridged." According to the *Washington Post*, Clinton followed up later through Swiss intermediaries with a letter to the Iranian government proposing direct talks. Khatami chose to reply on television, which may be safer for him than dallying secretly with evil Washington.

Even such tenuous feelers toward the U.S. put Khatami on the other side of the political barricades from his nation's supreme leader, Ayatullah Ali Khamenei. Spiritual chief Khamenei and other militant hard-liners still prefer shouting sulfurous slogans at the "Great Satan" and setting fire to Old Glory. Khatami has been walking a line between the Iranian reformers and mossbacks from the day he was elected. At an Islamic summit in Tehran last month, Khatami reportedly



A MODERATE VOICE: Khatami spells out his views to Amanpour, CNN and America

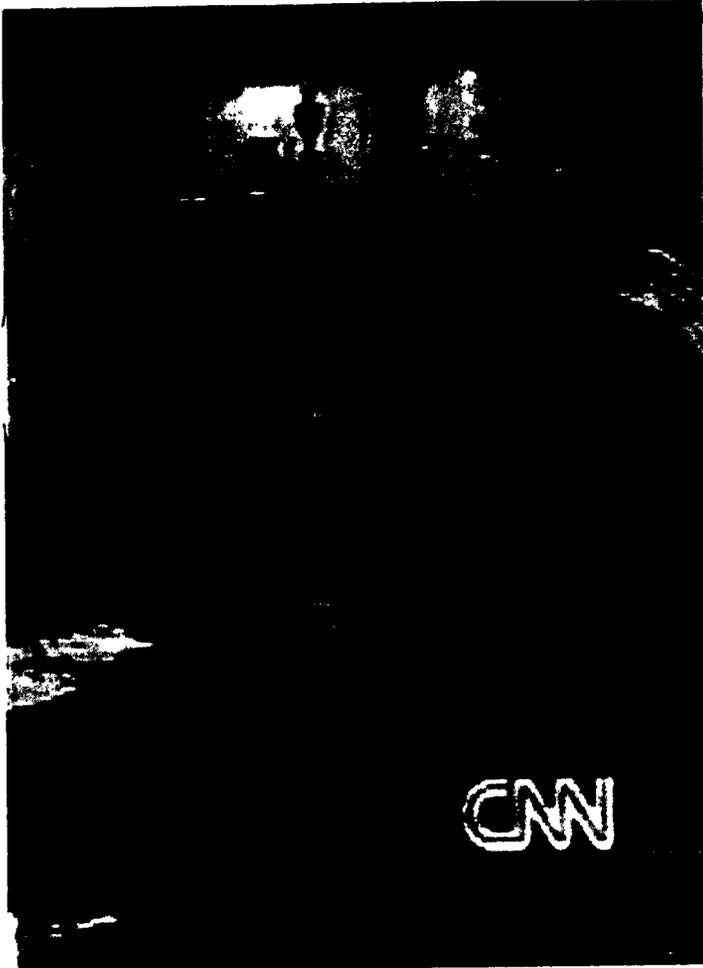
NEW DAY

Responding to a Clinton suggestion President opens the door a crack, but

passed the word that he intended to reshape and moderate Iran's foreign policy, but it would take him two years to build up enough domestic strength to pull it off.

Whatever Khatami hopes to achieve with smiles for the American people, he has to go about it very cautiously, balancing them with harsh words about U.S. leaders and policies. There are signs of liberalization in Iran's public life—some of the opening up of debate, press and literature that women and young voters were hoping for—but black-clad thugs still patrol the streets to enforce vigilante justice on those who offend the old order. Iranians can still be locked up for criticizing the ruling clerics, as happened to Ayatullah Hussein Ali

“Not only do we not harbor any ill wishes for the American people, but



CNN-REUTERS



JAMSHID BARANI-APF

BAD OLD DAYS: Only last November, Iranians marched on the former U.S. embassy in Tehran to burn flags and observe "Death to America" day

COMING?

for more normal relations, Iran's
t still blames U.S. policy for tensions

Montazeri, a very senior religious figure who faces possible treason charges for questioning Khamenei's right to rule last November. Something bad could happen to Khatami too if he goes too far.

The Clinton Administration knows all about that, and has similar problems. CNN interviewer Christiane Amanpour rightly told Khatami that, for Americans, "the message that has come out of Iran over the past 20 years is the message of hostage taking, death to America, burning the American flag—the message that almost looks like Islam has declared a war against America and the West." The anger runs deep in American memories. U.S. officialdom doesn't want to be too demanding and

and his nice words about America's heritage. But if relations are really to improve, the U.S. insists on a face-to-face meeting of representatives authorized to speak for their governments. That has historical roots as well. Official Washington still shudders at the echoes of those unauthorized secret sessions, complete with a cake decorated with a chocolate key to symbolize the opening of better relations with Iran, and arms deals that became infamous as Irangate.

This time around, the U.S. wants things done according to Hoyle. That means formal talks, dealing with what Iran does rather than what it says. That is: Iran's support for terrorism, its campaign to build nu-

clear weapons and ballistic missiles, its violent opposition to the Middle East peace process. Since Khatami was elected, members of his government have met with representatives of terrorist groups like Hizballah, and U.S. intelligence reports indicate no falloff in Iranian support for them.

Khatami might have normal diplomatic relations in mind as a final goal, or, as skeptics in the U.S. government feel, he may intend to use honeyed words about America only to drive a wedge between the U.S. and the Europeans he speaks so highly of. He could be playing a mini-max game, with the maximum aim to change U.S. policies and the minimum to convince Europe that Iran has turned a new leaf and should be welcomed to full economic—that is, oil and gas—partnership.

As long as Tehran keeps supporting terrorists and working on nuclear weapons and missiles, the U.S. will not even begin rethinking its containment policies. It is already arguing with itself about whether to slap sanctions on French, Russian and Malaysian companies that are about to take a \$2 billion plunge into the Iranian oil and gas business. Washington is of two minds: sanctions would antagonize not just Paris and Moscow but also most of the rest of Europe. Waiving sanctions, though, could open the floodgate to unlimited cooperation between the Europeans and Iran. The team arguing against sanctions is led by Under Secretary of State for Economic Affairs Stuart Eizenstat, with support from two other top State officials, Strobe Talbott and Thomas Pickering. The pro-sanctions faction includes Assistant Secretary of

in fact we consider them to be a great nation." —PRESIDENT MOHAMMED KHATAMI

State Martin Indyk; Bruce Riedel, the National Security Council's top Middle East expert; and Leon Fuerth, Gore's national security adviser.

First, U.S. officials must try to figure out whether Khatami is really in charge of his government. Under a Shi'ite Muslim religious principle, supreme leader Khamenei has final authority over spiritual and political matters. There is no certainty Khatami could put together a full-blown reconciliation with the U.S. if he wanted to. Then again, maybe he could. Iran's faction-ridden, partyless political system is so complicated, it's hard to tell. Yes, Khamenei is the top man, but Khatami is the President, elected by 70% of the voters, a point he makes often. Khatami also has a likely ally in former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani. While Rafsanjani is not the reformer Khatami seems to be, he is more open to change than Khamenei. The former President now heads a new advisory body, the Expediency Council, which could be in a position to mediate between Khatami and Khamenei.

As for Khatami's proposed cultural exchanges, they are already under way on a modest scale. American tourists go to Iran, although the State Department warns them that it is unwise, and many Iranians visit the U.S. and even attend American universities. Academics from both sides fly back and forth to give lectures and take part in conferences. There is no sign such exchanges have warmed the icy political climate much.

Washington has to wrestle again with the policy argument it has faced so often in the past. What is the best way to deal with rough adversaries in Moscow, Beijing, Baghdad, Tehran? Is it better to respond eagerly to their hints of détente in order to reinforce the (presumed) moderates on the other side? Or will it pay off more in the long run to stand firm on principle to show the hard-liners that their belligerence will get them nowhere? There are good arguments for both approaches, in theory. Unfortunately, this is practice. The U.S. could find itself standing on principle all alone, watching its European allies stampede to do business with Tehran. But here's the rub: if Washington signals that it is willing to get chummy with Iran, the same stampede could be the result. Meanwhile, domestic political considerations demand great caution in any rapprochement. Iran has few American supporters, and Khatami didn't make many converts in his message to the American people.

—Reported by Dean Fischer/Washington and Scott MacLeod/Paris

On the Virtues of the West

Iranian President Mohammed Khatami, in an essay submitted to TIME, articulates his case for a freer Iranian society and analyzes the reasons why his country has always been ruled by autocrats. Excerpts:

WE CAN SAY with great assurance that a society intending to reach development cannot succeed without understanding Western civilization and the spirit of Western civilization. Societies unfamiliar with this spirit shall never succeed in introducing a positive change in their lives. Many Islamic societies, such as ours, are still regretfully deprived of such knowledge. We are not yet aware of the various facets of Western civilization, and our encounter with the West is mostly on the surface; that is, we have approached the West either with fascination or abhorrence.

WHY IS IT that Muslim societies are still stuck with the same questions: What is development, and why are we underdeveloped? For centuries our historical destiny was in the hands of autocratic and capricious governments instead of the hands of thoughtful people of the land. Human dignity was not respected, and thought, the greatest manifestation of human character, was contained, and the freedom of opinion was also denied.

We can take Iran as an example. In the past five decades, we have never been successful in our experience with freedom. The Islamic revolution of 1979 was Iran's only real opportunity to experience freedom because of two exceptional features of that revolution: it uprooted the colonial sponsored dictatorship without resorting to the power of weaponry, and the revolution started with freedom rather than suppression. But the alien agents who had affected our destiny in the past did not stay idle, and hatched plots and therefore prevented us from enjoying the fruits of freedom.

Naturally the revolution-based government could not remain indifferent to these plots, and certain strict measures were taken to thwart chaos. Some blamed freedom itself for the cause of the instability and even used religion as a mask to justify their shortsightedness. Autocracy has become our second nature. We Iranians are all dictators, in a sense.

FREEDOM IS THE ESSENCE of growth and development, but the path to freedom is risky and rough. I am of the view that thought cannot be contained and if we live in a free atmosphere, opinions shall balance each other and logic shall prevail. Without freedom, the thought sparking in the minds of thinkers shall be channeled into hidden communities and may emerge one day in the form of bitter and violent reaction.

IN MY OPINION we must not search for a uniform model of freedom for all people. We must endeavor to create a desirable milieu in which people can more easily tolerate one another and come up with an agreed definition of freedom and, accordingly, streamline the society.



An Iranian couple in Tehran walk by a billboard of Khamenei and Khomeini

JAMSHID BARAKATI—AFP



Refah ponders how to carry on

- Reforms, possible leadership fight and splits, plus the legal constraints are hardships challenging Refah mission's survival

By Sirma Evcan / Turkish Daily News

Ankara - Constitutionally closed Welfare Party (Refah) officials have already started challenging the judiciary, signalling that they will fight, rather than give in to the High Court decision disclosed on Friday. Refah Chairman Necmettin Erbakan, still holding the reins in the party, pledged once more on Sunday that "this ideal will definitely be materialized by the children of this country no matter what the names of the parties and the organizations will be." He too challenged the High Court and said they (the judges), by the unfortunate decision (of closing Refah), have actually made a judgement against themselves.

However, Erbakan in his address on Sunday as well, in contradiction, said Refah respects the laws even if the verdict against his party is not a just one.

Refah's closure is debated from various angles. Is it correct to close a political party in a democratic country? Should the laws be implemented in such situations or should the issue be assessed only from the point of democracy and the laws pushed aside? If the laws are to be implemented in a state of law, as they should be, why are there still laws in Turkey which are against democratic traditions? Turkey's highest ranking prosecutor, Vural Savas, who had filed the closure case against Refah, clearly explained this in a TV broadcast on the day the Constitutional Court disclosed its decision. He said the politicians are responsible for making the laws and the judges are responsible for implementing them.

Procedural and legal aspects put aside, there are still many other questions which should be answered about Refah's closure from the political angle. The main question is whether Refah will strengthen or weaken after closure. Many say Refah will not weaken but, having been punished in such an "unfair manner," Refah Chairman Necmettin Erbakan will increase his public support and the party will further close ranks around him. Any person appointed by Erbakan, in the case that he cannot be the party leader, will unquestionably be obeyed. There is also the question about whether it can be possible to carry on the party with just a change of name because, already, judicial experts say the laws will not allow another party to be created under a different name but with the same ideology.

Erbakan and party officials are taking precautions against the closure of another party which will be established to carry on the Refah mission. In the meetings held right after the court decision was announced, Erbakan himself warned his followers to be careful against provocations. "Watch your slogans," he warned them before guaranteeing that the party mission will be carried on at all costs. Refah officials didn't do anything to stop Sevki Yilmaz' provocative discourse earlier. Today they give the impression that they shall be very careful in their steps.

The closure decision is still very new. Although Erbakan said Refah has been prepared for everything and that the aftermath of the closure is well planned, this wasn't evident in the faces of the Refah rank and file cheering for their leader Friday evening. For the time being they look to be at a loss although tightly united. Reality will actually hit them when the Official Gazette publishes the court decision.

There have been rare cases when a party strengthened after being closed in Turkey. Although leaders like Suleyman Demirel survived and even attained higher positions, his party suffered splits and crises. The Refah cause may be unique and chances for it to remain intact might be higher, but there are also political realities which shouldn't be underestimated. Once the Refah grassroots see there is little possibility of coming to power even under a different name, it is inevitable that many will turn to other parties and leaders.

Besides, Refah or Fazilet (Virtue), as the newly established party which is said to be established to replace Refah is called, the Islamists will have to revise their policies as well in the coming period now that they won't be

permitted to exist otherwise. There are assessments that Refah was already in the process of moving more towards the center. Erbakan and party officials when in power saw it was different from preaching a vague "just order" as they used to do in the opposition. They couldn't even convince their own supporters about the Refah-led government's balanced budget. Despite the door-to-door services of the Refah municipalities, this party's voters also continued to suffer under the ever-soaring inflation during the Refah rule.

So, Refah's leaders closed their eyes to the Shariah calls from within the party. In this way the party's failure in government wouldn't be so much in the forefront because it was inevitable that the media's attention would be diverted to such issues and especially in a country like Turkey where the army saw the defence of secularism as its own responsibility. Actually it was the failure in dealing with the problems which led Refah leaders to leave the field to extremist elements of the party. Refah's fate could have been different had this party been successful in office, and had it been possible to have a more trustworthy coalition partner instead of True Path Party Leader Tansu Ciller, who was tying Erbakan's hands in proceeding with measures against corruption or the so called mafia gangs in the state.

At this stage Refah is expected to apply to the European Court of Human Rights. Some columnists think this will bring Refah closer to Western norms. But Refah had already become the biggest defender of human rights the day it was ousted from government. No Refah MP gave examples from Islamic countries since they started preaching the blessings of democracy, but always turned to the West. And all these shifts were witnessed by the public.

Refah, or the other party to carry on the Refah mission, will strive to become a party of the system. Otherwise it cannot survive unless the laws are changed. Will the Refah rank and file as a whole accept belonging to a party of the system then? Or would this mean splits in this very intact and unified party as it is today?

Still another very important question comes to mind at this point. If Erbakan isn't going to be the leader of that party in the coming five years in accordance with the court decision, who's to lead the party then? In the first months there may not be an opposition to any leader appointed by Erbakan, but afterwards a leadership fight will be imminent especially when the party is to be a party of this system.

When Refah is assessing the ways to carry on its mission in one way or the other, the authorities too are assumed to be making plans to obstruct these plans. On Sunday's meeting of the Refah Council, Ankara's Refah Mayor Melih Gokcek pointed at such an assumption and said the second scenario against the Refah is to remove himself and Istanbul Mayor Recep Tayyip Erdogan, both of whom are named as possible successors to Erbakan in the case of a new political formation. Gokcek also challenged Vural Savas and said "you cannot close the other party (to be founded in Refah's place) my friend." Sunday's Refah Chairmanship Council meeting actually gave the first signs of anger on the part of the party officials.

Assessments and debates on the future of Refah will continue in the coming months, but the revival of a strong Refah under Erbakan's leadership as before looks unlikely. And how Turkey is to benefit from this is yet to be seen.

Wrong Way in Turkey

Turkey's military and political leaders seem under the illusion that the best defense against Islamic fundamentalism is to ban Islamic political parties. The Turkish Constitutional Court did so again on Friday, outlawing the Islamic party that briefly governed Turkey before the military arranged its removal last year. Like previous bans on Islamic parties, this one will only stir greater support for Islamic causes among Turkey's overwhelmingly Muslim population.

There is a cyclical quality to Turkish

politics that gives these periodic crack-downs a deceptively benign appearance. One Islamic party is banned, and another quickly takes its place. This time the Welfare Party, which won the largest number of seats in the last parliamentary elections, was declared a threat to the survival of Turkey's secular state. Its top leaders, including former Prime Minister Necmettin Erbakan, were banned from political activity for five years. A new Islamic party, Virtue, will replace it, although it may initially lack the grassroots net-

work and computerized operations that made Welfare the largest, most effective political organization in Turkey.

But the relatively nonviolent tradition of modern Turkish politics masks growing resentments that Turkey's leaders are either misreading or ignoring, at their peril.

The Welfare Party included a radical element, eager to undermine the secular system, but the party drew most of its support from voters disgruntled with the ineffective, corrupt parties that have governed Turkey for de-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

cedes. Welfare mayors in urban centers like Istanbul have done a far better job of delivering services to citizens than their secular predecessors.

Turkey, already estranged from

Europe and seeking closer ties with America, has not helped itself with this decision. It is yet another sign, along with the arbitrary arrest of dissidents and journalists and a scorched-earth

campaign against Kurdish separatists, that Turkey is wounding its democracy in a careless effort to preserve it.

— THE NEW YORK TIMES.

Le Monde

MARDI 20 JANVIER 1998

Les islamistes turcs ont réagi dans le calme à la dissolution de leur parti

ISTANBUL

de notre correspondante

Malgré leur amertume consécutive à la décision de la Cour constitutionnelle de dissoudre le Parti de la prospérité (*Le Monde* des 8 et 19 janvier), les islamistes turcs ont répondu à l'appel au calme lancé par leur dirigeant, Necmettin Erbakan. La Turquie semble, pour l'instant, avoir absorbé sans incident le choc de cette dissolution.

A Ankara, devant le quartier général du Parti de la prospérité (RP), puis à Istanbul, où il s'était rendu pour un *iftar*, le repas qui marque la fin du jeûne quotidien durant le mois du ramadan, M. Erbakan a été accueilli par des milliers de partisans, qui ont manifesté leur soutien à cet homme qui, depuis près de trente ans, dirige leur mouvement. « Cet événement n'a même pas une importance minuscule pour notre grande cause », a déclaré M. Erbakan. « Notre idéal, quels que soient les noms, les partis ou les organisations, sera réalisé par les enfants de cette nation. » Mais, affecté personnellement par le verdict qui l'empêche d'être membre d'un parti pendant cinq ans, il a également exprimé sa colère. « Quelle est cette sorte de justice ?, s'est-il demandé. Ils nous jugent, mais il n'y a pas de crime. Ils remplissent un dossier avec des coupures de journaux et les présentent comme des preuves. »

La dissolution du Refah ne prendra effet qu'après la publication du verdict dans le journal officiel. Les islamistes n'ont pas encore annoncé comment ils entendent poursuivre leur lutte, bien qu'un député islamiste, Luftu Esengun, ait déclaré qu'un « nouveau parti, une nouvelle formation avec un nouveau dirigeant, sera formé conformément aux lois en vigueur ».

Les restrictions légales expliquent en partie la discrétion des islamistes. Le procureur général, Vural Savas, qui avait engagé en mai la procédure contre le Parti de la prospérité, a averti qu'il n'hésiterait pas à refaire appel à la justice. « Si nous arrivons à la conclusion qu'un parti agit comme le successeur d'un parti interdit, nous entamerons une nouvelle procédure pour le fermer, comme la Constitution nous l'ordonne. »

NORMALITÉ APPARENTE

De son côté, le président, Süleyman Demirel, a déploré, mais également justifié, la dissolution. « Nous ne pouvons pas être satisfaits de la fermeture d'un parti. Il est impossible de ne pas être affligé », a-t-il estimé. En 1987, alors qu'il luttait pour la levée du bannissement imposé à ses activités politiques après le coup d'Etat de 1980, le chef de l'Etat avait alors déclaré que « les interdictions politiques sont contre les lois européennes et les droits de l'homme ». Cette fois, il a rappelé que « personne n'a le droit ou le

privilege de violer les lois de la République turque ». « Des leçons vont être tirées de cette dissolution. Les partis politiques prendront désormais en compte le fait que la Cour constitutionnelle et le peuple gardent le régime », a dit M. Demirel.

Les partis du centre espèrent récupérer certains députés déçus du RP. Le Parti de la Mère patrie (ANAP) du premier ministre Mesut Yilmaz a lancé à « tous ceux qui acceptent nos principes » une invitation à rejoindre ses rangs.

Le calme et l'apparente normalité qui règnent en Turquie dissimulent une situation politique plutôt étrange. Le plus grand groupe à l'Assemblée nationale sera, très bientôt, celui des indépendants. Il est difficile d'imaginer que le fonctionnement du Parlement ne sera pas affecté par ce déséquilibre, alors qu'il doit s'attaquer à des problèmes urgents. Figurent, notamment, la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien premier ministre, Tansu Ciller, après la décision, vendredi 16 janvier, de la Cour de cassation turque ouvrant la voie à l'ouverture d'une procédure judiciaire pour abus de fonds secrets lorsqu'elle était au pouvoir, ainsi qu'un lourd dossier de corruption au sein des institutions étatiques. Les autorités devront aussi décider, en consultation avec le FMI, de la politique à suivre pour redresser l'économie.

Nicole Pope

20 janvier 1998

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

925

XIII. - N° 150 de M. José Balareello à M. le ministre de l'intérieur (Problème des réfugiés kurdes)

M. José Balareello demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître quelles mesures il entend prendre au niveau européen au sujet du problème posé depuis peu de temps par les arrivées massives de réfugiés kurdes aux frontières sud de l'espace Schengen et plus particulièrement en Italie, pays où la réglementation prévoit que, si le réfugié n'obtient pas le droit d'asile, il est expulsé dans les quinze jours du territoire. Durant ce laps de temps, les populations réfugiées sont livrées à elles-mêmes sans aucun contrôle et mettent à profit ces quelques jours pour transiter clandestinement vers la France ou l'Allemagne. Aussi, il lui demande s'il ne lui semble pas urgent de saisir Interpol afin que tous les pays de l'espace Schengen recherchent les filières mafieuses qui rackettent ces réfugiés pour l'organisation de transferts depuis la Turquie ou l'Irak vers l'Europe occidentale. En effet, d'après les renseignements obtenus auprès des autorités italiennes pour la seule année 1997, ce sont 4 500 Kurdes qui ont été refoulés de la frontière française en territoire italien d'où ils arrivaient. Il lui demande en outre de lui faire connaître, les Kurdes étant en conflit ouvert tant avec les autorités de la Turquie où ils représentent un cinquième de la popula-

tion, soit 12 millions, qu'avec les autorités de l'Irak où on en dénombre environ 4 millions, s'il ne lui apparaît pas très urgent de définir une politique commune de l'Union européenne, tout au moins des pays appartenant à l'espace Schengen, vis-à-vis des flux migratoires, et ce dès avant l'application du traité d'Amsterdam. Par ailleurs, si, au regard de l'article 31 du projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, tel qu'il vient d'être voté à l'Assemblée nationale et qui doit venir en discussion devant le Sénat, ces populations seront ou non considérées comme pouvant bénéficier de l'asile politique. Enfin, s'il ne lui apparaît pas opportun de saisir les instances internationales et particulièrement l'ONU afin de faire pression sur la Turquie et l'Irak pour les obliger à cesser les actes militaires qu'ils exercent envers ces populations et engager une procédure de dialogue avec leurs représentants modérés. Il est bon en effet de rappeler que les Kurdes représentent actuellement une population de 25 millions d'habitants partagés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et les républiques du Caucase, près de la moitié vivant sur le territoire turc.

Turkey, PUK moving towards cooperation

- The PKK's 20 offices in Suleymaniye are of concern to the PUK; Turkey and the PUK to strengthen anti-PKK cooperation, officials say
- Letter diplomacy opens the way towards peace between Iraqi Kurdish factions, the PUK and the KDP

20 January 1998, Copyright © Turkish Daily News

By Saadet Oruc / Turkish Daily News

Ankara - Warm winds have started to blow between Turkey and the Jalal Talabani-led Kurdish faction, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), who had been at odds for a long time, following last week's roundtable discussions in Ankara.

Noteworthy steps were taken between Turkey and the PUK towards a "trustful cooperation" against the Kurdistan Workers' Party (PKK) during the talks held last week, which were not publicized, sources confirmed on Monday. Both Turkey and the PUK decided not to talk to press, they added.

Parallel to this, a U.S.-sponsored letter diplomacy between the PUK and its rival, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), is proceeding towards reconciliation.

Letter diplomacy

Both the KDP and the PUK leaderships have sent letters to each other in order to solve their problems through bilateral efforts after a months of fighting. As a response to a letter sent to him by his rival, Talabani, Barzani forwarded a letter on Jan. 16, proposing a phase-by-phase solution to the problems between the Kurdish parties in northern Iraq.

Some important topics from Barzani's letter read as follows:

"The internal fighting, no doubt, has been the cause of great losses to our people, both internally and externally. It's evident that Kurdistan's road of progress passes through the gate of reconciliation, brotherhood and peace, which our people deserve and only that will pave the way to finding a just and honorable solution to the struggle of the Kurdish people, within the frame of the territorial integrity of Iraq, through eventual talks with the central government.

Before going into the details of the project we deem it useful to reiterate that:

The project is to be carried out within the frame of the Ankara peace process. At the same time all internal and external endeavors are welcomed.

The project consists of three stages. The first one states:

1-Prohibiting internal fighting, sustaining and bolstering the cease-fire. This is the principle condition for the following positive actions -- taking into consideration the present military stance.

2-Ending the armed presence of the PKK and its intrusion into the internal affairs of our people.

3-All captives and people detained for political reasons are to be released.

The second phase includes:

1-PUK parliamentarians returning to Parliament and participating in the work of the assembly.

2-Forming a provisional government based on the true results of the 1992 elections, and in which other Kurdish parties participate.

3-Guaranteeing freedom of political, organizational, and publicizing activities for both the PUK and KDP and all other parties in the entire Kurdish area in Iraq while maintaining the existing military stance.



4-The government will collect all revenues in the overall Kurdish region and pay the salaries of all civil servants and implement, to the best of their abilities, the necessary projects while the recognition process continues.

5-The government will conduct a general census of the inhabitants.

Finally the third phase is composed of:

1-The provisional government will conduct free general elections under the sponsorship of international monitors guaranteed by the three co-sponsoring countries and both parties promise, in front of the people and public opinion, to accept the results of the election.

2-A high co-ordination committee will set a time limit to each phase of the project with the provision that the next phase starts after the completion of the previous phase."

PKK's 20 offices in Suleymaniye

PUK sources said that everything is being done to promote good relations with Turkey. In addition, sources focusing on regional developments said that, during the talks which took place last week, Turkey and the PUK broadly discussed the PKK. Turkey is very much concerned about the reports of cooperation between the PKK and PUK in northern Iraq.

"The PKK has 20 offices in Suleymaniye over which the PUK is very concerned. Sooner or later, the PKK will attack the PUK to capture more land and achieve more control. There are many PUK high officials who are worried about the growing PKK control in their area," said a source who is monitoring the Kurdish factions closely.

All these efforts to make peace between these parties are for the revitalization of the Ankara peace process, initiated to bring stability into the area, sources emphasized.

45 rebelles du PKK tués dans le sud-est, selon Ankara

ANKARA, 21 jan (AFP) - 45 rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations des forces de l'ordre dans le sud-est du pays, a rapporté mercredi l'agence Anatolie.

13 autres "terroristes" (dénomination officielle des rebelles du PKK) ont été appréhendés et huit membres des forces de sécurité tués au cours d'opérations réalisées dans les provinces de Sirnak, Diyarbakir, Hakkari, Batman et Mardin, indique un communiqué de la superpréfecture de Diyarbakir, chargée de coordonner la lutte contre le PKK, cité par Anatolie.

Le communiqué n'a pas précisé quand s'étaient déroulées ces opérations.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 28.000 morts.

45 Kurds Killed in Southeast Turkey

Wednesday, January 21, 1998; 10:02 a.m. EST

ANKARA, Turkey (AP) -- New fighting in southeast Turkey killed 45 Kurdish rebels and eight Turkish soldiers, the Anatolia news agency said today.

It was unclear when the latest fighting, in the provinces of Sirnak, Batman and Diyarbakir, took place.

Turkish forces have been fighting autonomy-seeking Kurds for 14 years in a war that has claimed at least 27,000 lives. Since 1991, 2 million Kurds have been forced to abandon their villages, and many have emigrated to Europe.

British Parliament to set up 'Kurdish group'

- Labour MP John Austin also underlined his support for an international conference on Kurds, which he said would highlight their difficulties in the region and raise awareness about their problems

By Orya Sultan Halisdemir / Turkish Daily News

London - The British Parliament is preparing to establish a parliamentary Kurdish affairs group with the aim of raising awareness about Kurdish problems.

Initiated by Labour MP John Austin, the group will focus mainly on the problems of Kurds in Turkey, Iran and northern Iraq. "We will try to draw attention to various Kurdish groups' troubles and address these in our capacity," Austin told the committee meeting in Parliament on Monday evening.

Austin, in addressing the committee which gathered to establish the group, said they did not want the group to be seen as "partisan," but that it should be neutral and address every Kurdish group's problems without taking sides.

He expressed the sentiment that they were increasingly worried about Turkey's incursions into northern Iraq. "As much as we worry about Kurds in Turkey, we are also concerned with the divisions between the Iraqi Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)" Austin stated. He added that the latest refugee crisis had caused great concern in Europe. "If some sort of solution is not found to improve the life of Kurds in the region in which they live, we will continue having this problem," he commented.

He called on his government to not be soft on Turkey and repeated criticism on human rights and democracy. "If Turkey decides to attend the European Conference in March, Britain, as the president of the European Union, has to make it clear to Turkey that it has to abide by international norms of human rights and democracy. Unfortunately, Britain has been a strong supporter of Turkey's EU membership bid," Austin pointed out.

The Labour MP also underlined his support for an international conference on Kurds, which he said would highlight their difficulties in the region and raise awareness about their problems. Austin told the attending MPs and House of Lords peers that they should back the campaign to release Leyla Zana, one of the imprisoned MPs from the banned Democracy Party (DEP). The group will also nominate Zana for the Nobel peace prize.

He said at least ten members from the opposition were needed for the group to be set up. "Six of these ten opposition members have to be from the Conservative Party. They can be from both houses, the House of Commons and the House of Lords," Austin stated. Along with Austin, Jeremy Corbyn, Tom Cox, Lord Averbury, Lord Roy and Lord Snow were among the members of Parliament supporting the group's being set up.

Ocalan: Bonn fears PKK's power in Germany

Turkish Daily News

Ankara - Following the German chief prosecutor's controversial remarks, that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is no longer a terrorist organization but a criminal one, the PKK leader Abdullah Ocalan said that the decision was the reflection of the Bonn's fear of the PKK's power and a sign that Germany is willing to start a dialogue with the organization, according to a wireless communication intercepted by Turkish intelligence and given to the Turkish Daily News.

Turkish government sources, which intercepted a conversation between Ocalan and a leading PKK official concerning the organization's plans for 1998, said that the PKK plans to gain a wider field of maneuverability this year, both in some other European countries and in the United States.

According to the sources, Ocalan claimed that, "Germany fears the PKK's power and the number of PKK sympathizers living in the country, who could become involved in bloody activities, and thus, Bonn promised the PKK to work to make it legal in Europe."

"PKK members should be very careful in Europe, as part of the effort to become legal, and we should announce to all our members that 1998 will be a year for the PKK to broaden its span of action as a legal organization," said Ocalan.

Ocalan also said that it doesn't matter whether Europe supports the PKK abroad, or how they support it, the success of the organization in 1998 will mostly depend on arms to show that the PKK is effective both abroad and in Turkey.

The PKK leader said, "Turkey and Europe will take us into consideration if they understand how dangerous we are as an armed power which is capable of undertaking bloody activities at any time," according to the intelligence reports.

Meanwhile, the rift between Ocalan and Semdin Sakik has surfaced once again, with Ocalan being heard making insulting remarks to Sakik. Ocalan accused Sakik of being a Turkish agent within the PKK and ordered his aides to kill Sakik's supporters, according to the intelligence reports.

Recently, there have been reports of a rift between PKK leader Ocalan, known as Apo, and one of his leading field commanders, Semdin Sakik. The rift has obviously reached new proportions, as the two traded insults, and Apo threatened to "exterminate" his top militant.

Apo and Sakik have been quarrelling for some time over the way the PKK leader has been running the terrorist group. Ocalan accused Sakik of failing to launch terrorist raids in Turkey and thus undermining his leadership, while Sakik told his PKK comrades in the field that Ocalan has forgotten the Kurdish cause and is busy buying himself real estate in Europe.

Ocalan has also reportedly been trying to prevent splintering within the PKK before the organization's upcoming sixth congress. He is expected to use the recent German attitude -- saying that the PKK is a criminal not a terrorist group -- as a tool in an effort to restore the PKK's image.

TITLE: Iran names ambassador to Turkey after row
SOURCE: Reuters World Report
DATE: 23/01/98 5:52 am

Copyright 1998 Reuters Ltd. All rights reserved. @bThe following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

TEHRAN, Jan 22 (Reuters) - Iran has appointed an ambassador to Turkey nearly a year after the two neighbours withdrew their top envoys in a row, newspapers said on Thursday.

The daily Resalat quoted a foreign ministry statement as saying Mohammad Hossein Lavasani was named as ambassador to Turkey.

Ankara named a new ambassador to Tehran earlier this month, in a step to end the diplomatic row which broke out last February after Iran's ambassador made remarks interpreted by Turkish media to be a call for the introduction of Islamic sharia law in secular Turkey.

The two countries withdrew their ambassadors as the row escalated, despite the efforts of Turkey's then Islamist prime minister Necmettin Erbakan.

Iran has condemned joint naval exercises between Turkey and Israel earlier this month and is perturbed by Ankara's growing military ties with the Jewish state which include air force cooperation accords.

Ankara has accused Tehran of sponsoring Islamist militants in Turkey and providing aid to Kurdish rebels seeking self-rule in Turkey's southeast.

Tehran has denied the charges and urged Ankara to curb the activities of Iranian opposition groups in Turkey, which Tehran accuses of terrorism.

Lavasani previously served as an adviser to Foreign Minister Kamal Kharrazi. He had earlier served as deputy foreign minister and ambassador to Canada.

Le Monde

VENDREDI 23 JANVIER 1998

Le grand malheur d'être kurde

L'AFFLUX des *boat-people* kurdes pose à l'Europe, ce qui veut dire surtout à l'Allemagne, un casse-tête dont, au seuil d'une année électorale, Helmut Kohl se serait bien passé. Mais comment faire le tri entre les réfugiés politiques et ceux qui cherchent simplement à vivre un peu moins mal que chez eux ? Les gouvernements d'Ankara et de Bagdad ne sont pas nécessairement fâchés de refiler le bébé aux donneurs de leçons. Car demeure le fait qu'une partie importante des quelque vingt ou vingt-cinq millions de Kurdes peuvent à bon droit s'estimer privés de ce droit élémentaire qu'est devenue l'autodétermination.

Ce n'est pas faute de s'être battus, au cours des âges, pour préserver leur identité. Descendant, du moins le prétendent-ils volontiers, des Mèdes de l'Antiquité, ces Indo-Européens persophones, convertis dans leur grande majorité à l'Islam sunnite, cultivateurs ou bergers, souvent nomades, ont longtemps vécu en principautés, à l'abri de leurs montagnes, en repoussant ceux de leurs voisins qui cherchaient à les soumettre. Le plus célèbre d'entre eux fut incontestablement Saladin, qui, en 1187, reprit Jérusalem aux croisés, effaçant ainsi la pire humiliation jamais subie par le monde arabe, et suscitant chez les chrétiens, par sa bravoure, sa noblesse, sa tolérance, sa relative clémence à l'égard des vaincus, une légende dorée dont Dante s'est fait l'écho. Mais il n'y a pas eu d'autre Saladin, et les Kurdes, aujourd'hui répartis pour l'essentiel entre trois Etats, n'ont jamais réussi à en créer un qui fût à eux. La faute en revient sans doute en bonne partie aux haines inexpiables dont n'a cessé de se nourrir ce qu'ils appellent la *birakouji*, la guerre des tribus. Le pétrole, qui coule en abondance sous leurs pieds, a fait le reste.

En 1914, le Kurdistan non persan était pour l'essentiel aux mains de l'Empire ottoman. Sans naturellement consulter les intéressés, la France et la Grande-Bretagne firent figurer sa partie nord au nombre des cadeaux destinés à récompenser l'entrée en guerre de la Russie à leurs côtés, Paris se réservant alors la région de Mossoul, dont les hydrocarbures finirent par tomber, avec la création de l'Irak, dans l'escarcelle de Londres.

La Révolution d'octobre dispensant la France et le Royaume-Uni de tenir leur engagement, les deux pays imposèrent au sultan en 1920 le traité de Sèvres, dont une clause prévoyait qu'une commission franco-anglo-italienne préparerait un « schéma d'autonomie des régions à prédominance kurde », la Turquie s'engageant de son côté à mettre en œuvre une éventuelle « recommandation » des populations kurdes, si ces dernières montraient dans un délai d'un an qu'elles désiraient majoritairement l'indépendance. Ce traité auquel se référèrent volontiers les nationalistes kurdes n'a jamais été appliqué, pour la bonne raison que Mustapha Kemal souleva ses compatriotes contre lui, déposa le sultan, proclama la République, et conclut avec les alliés à Lausanne, en 1923, un autre traité dessinant des frontières qui n'ont guère varié depuis lors et ignorant le problème des Kurdes.

Pour Ankara, il n'y eut longtemps pas de Kurdes, mais seulement des « *Turcs des montagnes* » et ils n'ont été autorisés qu'en 1991 à utiliser leur langue. La majorité d'entre eux joue d'ailleurs sans complexe la carte d'une assimilation qui a tout de même permis à un général Gürsel de devenir président de la République. A en croire son actuel successeur, Süleyman Demirel, les Kurdes, qui comptent plusieurs ministres, seraient cent cinquante au Parlement. De même l'Iran s'est-il toujours refusé à distinguer Kurdes et Persans, au motif qu'ils parlent des langues très voisines. C'est pourtant sur son sol, à Mehabad, qu'a vu le jour en mars 1946 une éphémère République populaire kurde, sous la présidence d'un vieux leader séparatiste, Moullah Barzani, qui venait de recevoir du Kremlin l'équipement de ses troupes et ses étoiles de général. La résolution de Truman, adossé au monopole atomique américain, l'habileté du premier ministre du chah, Ghavam Sultaneh, obligèrent rapidement le génial « Père des peuples » à reculer en bon ordre et Barzani à se tailler les armes à la main, avec un millier de ses hommes, un chemin vers l'URSS, via l'Irak et la Turquie.

On devait le retrouver en 1958 à Bagdad, où l'accueillit, après avoir renversé la monarchie pro-britannique, le nouveau maître du pays, le maréchal Kassem, lui-même d'origine kurde, qui s'empessa de

reconnaître l'autonomie de son peuple et de se rapprocher de l'URSS. Mais là aussi, les promesses furent oubliées, et Barzani fut bien aise de se trouver un autre protecteur en la personne... du chah d'Iran, alors en lutte ouverte avec l'Irak pour le contrôle du Chott el Arab, la région marécageuse où confluent le Tigre et l'Euphrate, à la frontière des deux pays. Pas question cependant, devait nous confier en 1974 le souverain lui-même, d'aider Barzani à obtenir un statut d'autonomie pour les Kurdes d'Irak. « *L'Iran et les Etats-Unis, peut-on lire dans un mémorandum de la CIA de l'époque, espèrent bien bénéficier d'une situation insoluble dans laquelle l'Irak est intrinsèquement affaibli par le refus des Kurdes de renoncer à leur semi-autonomie. Ni l'Iran ni les Etats-Unis n'aimeraient voir la situation résolue d'une manière ou d'une autre.* » C'est avec ce genre de calculs qu'on amène au pouvoir un Khomeini, dont Saddam Hussein croira se débarrasser en lançant contre lui une guerre qui durera huit ans et fera des centaines de milliers de morts sans changer quoi que ce soit à la configuration de la région. Ni au sort des Kurdes, qui, bien que présents des deux côtés du front, ne coordonnèrent à aucun moment leur action, se contentant de guerroyer contre leurs maîtres respectifs, Bagdad n'hésitant pas à employer contre eux napalm et gaz asphyxiants.

DOUBLE EMBARGO

Beaucoup d'entre eux crurent leur heure venue le 15 février 1991, alors que battait son plein l'offensive contre l'Irak, en attendant George Bush inviter ses ressortissants à se débarrasser de Saddam Hussein. Tandis que les chiites du Sud-Est se soulevaient dans la région de Bassora, les Kurdes, appuyés par un certain nombre de leurs frères venus de Turquie ou d'Iran, s'emparèrent de la capitale régionale, Kirkouk, et de son pétrole, affirmant bientôt contrôler 95 % des terres qu'ils considéraient comme leurs. Mais lorsque le *raïs*, après avoir écrasé la révolte chiite sans que Washington bougeât le petit doigt, déclencha contre les Kurdes une répression féroce, qui fit s'enfuir en Turquie et en Iran, à travers les montagnes glacées, quelque deux millions et demi de personnes, le président Bush affec-

ta de considérer qu'il ne s'agissait que d'une affaire intérieure. Il faudra les images diffusées par les télévisions occidentales, qui émurent l'opinion, et l'action résolue de Danièle Mitterrand et de Bernard Kouchner pour que la France saisisse le Conseil de sécurité, qui condamnera la répression et mettra en demeure Bagdad de laisser les organisations humanitaires opérer sur son territoire. Dix jours plus tard, la Maison Blanche montera avec Paris et Londres une opération destinée à interdire aux forces irakiennes de pénétrer dans une « zone de sécurité », délimitée par le 36^e parallèle, où un gouvernement autonome s'est établi.

Les Kurdes d'Irak ne sont pas pour autant au bout de leurs peines. Déjà victimes, comme tous les sujets de Saddam Hussein, de l'embargo décrété par les Nations unies, ils sont également soumis, comme le rappelle Sylvie Brunel (*Ceux qui vont mourir de faim*, Seuil, 1997), à un autre embargo, celui-là décrété par Bagdad en représailles à l'institution de la zone de sécurité. Et, une fois de plus, ils s'opposent les armes à la main, entre ceux qui s'appuient ouvertement sur Ankara et ceux qui, encouragés par Damas, frère ennemi de Bagdad, soutiennent la cause du PKK, ce Parti des travailleurs qui pratique en Turquie un terrorisme dont la brutale répression contribue à nourrir ses rangs. On comprend que beaucoup de Kurdes estiment ne plus rien avoir à attendre sur place et suivant l'exemple que bien des peuples de la région ont donné au cours de l'histoire, se laissent tenter par l'exil...

André Fontaine

Un rapport confirme l'existence de groupuscules illégaux au sein de l'Etat

Ven 23 Jan 98 - 11h17 GMT

ANKARA, 23 jan (AFP) - L'existence de liens entre les services de sécurité turcs et des groupes mafieux, révélée par un scandale fin 1996, a été confirmée dans un rapport officiel partiellement rendu public jeudi soir lors d'une émission télévisée.

Le rapport a été rédigé par l'inspecteur Kutlu Savas, nommé par le premier ministre Mesut Yilmaz pour enquêter sur le scandale politico-mafieux dit "de Susurluk", qui avait révélé l'existence de groupuscules ultra-nationalistes illégaux au sein de l'Etat.

Il confirme que ces groupes ont été formés illégalement et autorisés notamment à commettre des meurtres au nom de l'Etat. Parmi les victimes figuraient des hommes d'affaires kurdes soupçonnés de verser de l'argent au PKK (séparatistes kurdes).

Une opération destinée à éliminer le chef du PKK, Abdullah Ocalan, en Syrie avait été montée par ces groupes mais avait échoué, selon le rapport. Ces activités étaient présentées comme entrant dans le cadre de "la lutte contre le terrorisme dans l'intérêt de l'Etat".

Le texte, dont une partie n'a pas été dévoilée pour "raison d'Etat", souligne aussi l'existence d'une lutte de pouvoir entre le service de renseignement (MIT) et la police turque. Il affirme qu'une centaine d'éléments du MIT ont été interrogés par la police et qu'une quinzaine ont été tués dans des meurtres dont les auteurs restent inconnus, entre 1992 et 1997.

La formation de groupuscules illégaux au sein de l'Etat remonte à 1993, affirme le rapport, c'est-à-dire à l'arrivée au pouvoir de l'ancien premier ministre Tansu Ciller, qui a dirigé plusieurs gouvernements de coalition de juin 1993 à mars 1996.

Le document accuse des membres des équipes spéciales de la police, formées pour la lutte contre le PKK dans le sud-est, de s'être approprié l'argent trouvé sur les militants du PKK tués lors d'opérations.

Le rapport souligne le rôle d'un ancien militant ultra-nationaliste devenu mafieux, Abdullah Catli, qui était recherché pour meurtre depuis les années 1970, dans le meurtre d'un magnat des casinos, Omer Lutfi Topal, tué en juillet 1996 dans des conditions encore obscures à Istanbul.

Il existait des liens financiers entre ce personnage et des bureaucrates à qui il avait versé des pots-de-vin. Il dirigeait également "un réseau de pots-de-vin" allant jusqu'à l'Azerbaïdjan et au Turkménistan.

"C'est un scandale sans précédent. D'importantes enquêtes seront ouvertes pour tout mettre au jour", a déclaré M. Yilmaz, lors de cette émission télévisée.

"Le rôle possible des banques d'Etat sera également examiné et les services de renseignement seront restructurés", a-t-il ajouté.

L'affaire avait éclaté en novembre 1996, après un accident de la route survenu près de la localité de Susurluk (ouest). Abdullah Catli et un policier de haut rang, Huseyin Kocadag, avaient été tués et un député, Sedat Bucak, blessé dans cet accident.

La présence ensemble de ces trois hommes avait révélé au grand jour l'existence de relations douteuses entre la police, la mafia et certains hommes politiques.

Sedat Bucak, élu de Sanliurfa (sud-est), est le chef d'un clan kurde allié à l'Etat pour combattre les rebelles du PKK.

L'immunité parlementaire de M. Bucak et d'un autre député, Mehmet Agar, ministre de l'Intérieur à l'époque de l'accident, a récemment été levée pour les besoins de l'enquête.

MM. Bucak et Agar, ce dernier accusé d'avoir tenté de couvrir les faits, sont membres du Parti de la Juste Voie (DYP, droite) de Mme Ciller. Ils ont déjà comparu devant une Cour de sûreté de l'Etat dans le cadre de cette affaire.

With His Harsh Sermon, Khatami Appears to Slam the Door on U.S., for Now

By Elaine Sciolino
New York Times Service

TEHRAN — For the moment at least, the initiative by President Mohammed Khatami to break down what he called the "wall of mistrust" between Iran and the United States seems to be dead.

Newspaper editorials, independent analysts and even some Iranian officials said Mr. Khatami's harshly worded sermon Monday branding the United States an enslaver of Iran illustrated that for the sake of unity, he had retreated from his warm praise of American civilization and the American people.

Even Mr. Khatami's modest proposal, in a CNN interview two weeks ago, to begin cultural exchanges may not be as ambitious as it seemed.

In an interview, Ataollah Mohajerani, the minister of Islamic guidance and culture and a close friend of Mr. Khatami's, had little guidance to give about the size, scope and organization of the proposed exchanges. His ministry handles visa re-

NEWS ANALYSIS

quests from journalists, academics, writers, filmmakers and artists, and oversees the Tourism Ministry.

Mr. Khatami's tone in his sermon, broadcast live on television Monday night and again Tuesday, was his harshest since he assumed the presidency in August, and he appeared uncharacteristically tense.

Some analysts interpreted his retreat as a direct response to an angry speech

Friday by Iran's spiritual leader and highest authority, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, in which he called for unity, ruled out any dialogue with the United States and branded it "the enemy of the Iranian nation" and the "Great Satan."

In editorials Wednesday, hard-line newspapers that had criticized Mr. Khatami's earlier conciliatory stance praised his tough sermon.

Mr. Khatami's speech, wrote Jomhori Islami, "once again brought relief to the minds of the people, in the face of a conspiracy by the enemies of revolution to pit the forces of the revolution against each other."

"Unity among people and officials is one of the fruits of the system and the revolution in this sensitive time," the paper added.

Kayhan, a major daily, wrote that Ayatollah Khamenei's utterances, followed by those of Mr. Khatami, "frustrated Western propaganda that there are differences between the high officials in the country."

But other analysts said it would be incorrect to assume that Mr. Khatami had hardened his position under pressure from the ayatollah, who has long criticized the West's corrupting influences.

"The situation is a lot more complex than the clash of two powerful men," said Farideh Farhi, a political scientist and author who taught in the United States. "Each of them represents and must be responsive to a number of forces in society that are engaged in a very substantial debate about the future. The dynamics of it are not exactly clear."

What is clear is that Mr. Khatami's proposal may begin only very slowly.

In an interview, Mr. Mohajerani, the culture minister, said the Ministry of Tourism, not the Ministry of Guidance and Culture, would decide how many American tourists would be allowed into Iran. He could not say how many scholars and writers would be admitted, or whether there would be formal exchanges with American universities.

But American lawmakers are likely to be refused. "Even if we do not consider Congress to be part of the government, we consider it to be part of the system," Mr. Mohajerani said.

Told that a few intrepid former American diplomats who were held hostage in Iran early in its revolution 19 years ago had expressed a desire to visit Iran again,

at first Mr. Mohajerani said they should have no problem. "They're considered normal American citizens," he said.

But then he acknowledged that there was no agreement within the government on the issue. "This is a discussion that has a lot of sensitivity," he said. "There are some differences of opinion. Some may think that if the hostages can come, then there are others who will be able to come."

Several years ago, when he was a top aide to President Hashemi Rafsanjani, Mr. Mohajerani was denounced for suggesting that Iran and the United States open an official government-to-government discussion.

He is not inclined to say things these days that could possibly be used against him again.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 23, 1998

L'Irak pourrait bloquer "indéfiniment" certaines inspections de l'ONU

NEW YORK (AFP) - Vendredi 23 Janvier 1998 - 9h23 heure de Paris - Le chef des inspecteurs du désarmement de l'Irak Richard Butler a estimé devant le Conseil de sécurité de l'ONU que les nouvelles conditions irakiennes d'accès aux sites pourraient reporter "indéfiniment" les inspections de l'ONU.

Dans un rapport remis jeudi aux quinze membres du conseil, le chef de la Commission spéciale sur le désarmement de l'Irak (UNSCOM) a exprimé son inquiétude quant aux chances de levée des sanctions de l'ONU face à l'intransigeance de Bagdad.

En début de semaine le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz avait "proposé de geler toute discussion sur la question (de l'accès aux sites présidentiels) jusqu'à ce que les résultats des réunions du comité d'évaluation technique soient connus", a indiqué le chef de l'UNSCOM.

Le rapport de M. Butler, qui doit être examiné vendredi par le Conseil de sécurité, résume ses difficiles entretiens à Bagdad, qu'il décrit comme contrastant avec le "sérieux" des discussions antérieures.

Les sanctions qui frappent l'Irak depuis sept ans ne pourront être levées que si les inspecteurs de l'ONU déclarent détruites toutes les armes de destruction massive en Irak.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 26, 1998

U.S. Lauds Russian Ban on Arms Aid to Iran

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — Russia is moving forcefully to make it illegal to assist Iran's programs to build weapons of mass destruction, U.S. officials said Sunday after Moscow announced measures aimed at preventing leaks of sensitive technology — and perhaps heading off a U.S. congressional move to punish Moscow over its Iranian connection.

"It's an unambiguous commitment by the Russians, so it's in their own interest to live up to it now," a U.S. State Department policymaker said in Washington in welcoming the Russian action as "a very gratifying response" to the intensive U.S. diplomatic pressure of recent months.

In a series of high-level government announcements last week, President Boris Yeltsin's government issued an executive order making it a crime for Russians to provide materials or technical services to foreign programs aimed at building missiles or nuclear, chemical or biological warheads.

Officials said the decree was a stopgap measure permitting an immediate crackdown on traffickers and that the Duma, Russia's Parliament, was going to enact a law on export

controls comparable to Western countries' restrictions.

This would lay the foundation for more effective U.S.-Russian cooperation in the new arms-control area of nonproliferation, the U.S. official said. Except for cases involving international bans — such as Iraq, now under a United Nations embargo — the sale of sensitive technology has been a gray area, and Iran is a test case.

While Russia's new export-licensing restrictions apply to all potential customers, Iran was cited explicitly as a target of the ban in official statements released in Moscow.

"It's very significant that the Yeltsin government has said that the Iranian program threatens Russia and that a ban on help to Tehran is in Russian interests," a U.S. security official in Washington said. Russian officials said last week that complaints of past technology leaks had involved individual smuggling cases, not Russia's armed forces, military laboratories or state-owned industries.

For nearly a year, Iran's covert weapons programs have preoccupied Washington, and President Bill Clinton's administration, under pressure from Israel and from Congress, has engaged in intensive diplomatic efforts to halt the flow of sensitive technologies from Russia,

often said to be the main source of outside help to Iran's weapons development.

The move by Moscow, announced just before Congress is due to reconvene in Washington, could improve the administration's chances of heading off a congressional drive to cut U.S. aid to Russia over its help to Tehran.

Conservative factions in Congress are also exercised over an Iranian deal involving Gazprom, in which the state-owned Russian company joined with Total, the French oil company, in making a \$200 million investment in Iran.

Both these issues have been handled in the special channel between Washington and Moscow involving Vice President Al Gore and Prime Minister Viktor Chernomyrdin. Mr. Chernomyrdin is due in Washington in early March, and the White House will probably urge Congress not to act before then, a delay that would allow U.S. intelligence to check on the momentum of Iranian weapons programs.

Mr. Gore can be expected to fight hard to fend off congressional sanctions on Moscow. The vice president's involvement in relations with the Yeltsin government is probably his most important foreign-policy credential in the maneuvering ahead of the U.S. presidential election in 2000.

Europe Welcomes Tehran's Overtures, but Arab States Are Wary

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — As Washington weighs a possible tack in policy on Iran, European governments have embraced the overtures by the Iranian president, Mohammed Khatami, as vindication of their long-held view that moderate political forces are a rising tide in Tehran. But America's Arab allies are skeptical.

Saudi Arabia, Egypt and other pro-Western governments in the region, which feel directly exposed to Iran's hostility, including terrorism, would like to encourage Iranian factions promising a more accommodating attitude to neighboring Muslim countries, Arab and Western diplomats said.

But cautious probes of Iranian intentions in recent weeks have proved disappointing, the diplomats said, reinforcing the Arab leaders' doubts about the power of moderate Iranian factions to outmaneuver the hard-line majority in Tehran and deliver tangible changes in its foreign policy in the foreseeable future.

"European governments are ready to take a gamble on prospects for political change in the Iranian regime. But countries in the region have deep misgivings about the mullahs' real intentions and want to make sure that Washington looks long and hard before easing up on Iran in any way," said an Arab diplomat

with access to ruling elites in Gulf states.

So far, the impact of Tehran's overtures is most visible in Europe, where U.S. allies have chafed at Washington's insistence that the only way to cope with Iran was a containment policy.

Britain, France and Germany have all said in recent days that the West should seize the opportunity offered by Mr. Khatami's public break with two decades of unrelieved belligerence by Iranian leaders toward the United States and its Arab allies.

Now is the time, European officials say, for the West to expand economic ties, to reward Iranian moderates and open a political dialogue to encourage what a French newsweekly, *Le Nouvel Observateur*, described in its current issue as "*perestroika* in Tehran."

Even Britain, usually the staunchest U.S. supporter on Gulf policy, is proposing a common stance that sounds remarkably like a warmed-over version of constructive engagement, the European stance that irritated Washington so often in the past. In a concession to hawks in Washington, Britain, which holds the rotating EU presidency, last week promised stronger allied efforts to block Iranian prospects of acquiring weapons of mass destruction. But the

centerpiece of European policy remains the same: expansion of Western business and investment in Iran.

A test case — and possible flash point for a trans-Atlantic trade war — is the response in Washington to a \$200 million investment in Iran by the French oil company Total. The company made the investment last fall despite U.S. laws mandating sanctions against foreign companies that finance the Iranian oil industry, Tehran's major export business.

The Total deal clearly violated U.S. legislation, according to a French official who briefed reporters last week on condition that he not be identified. But, he said, the Clinton administration should waive enforcement of the law in the light of developments in Tehran.

Other French, British and Dutch oil companies are poised to make investments in Iran, according to U.S. diplomats in Europe — unless the Clinton administration makes an example of Total.

A far less optimistic assessment of the political dynamics in Tehran prevails in Arab countries.

Officials familiar with Western diplomatic reporting from Middle Eastern capitals said that conservative Arab leaders see signs of change in Iran and

mounting domestic pressures on the clerics' fundamentalist regime.

But the Arab reading of the situation includes the possibility that Mr. Khatami's electoral victory and public moderation can still be absorbed by hard-liners. While they understand that any basic rethinking of Iranian policy is bound to be a fitful process, Arab leaders want to see tangible changes in Tehran's actions.

Some Arab leaders suspect that the hints of Iranian moderation could be a tactical move.

Just by probing for a dialogue with Washington, Iran might succeed in gaining a semblance of respectability and improving its leverage with neighboring Gulf states, an Arab ambassador said in Paris.

Diplomats said there was concern among Arab leaders that the Clinton administration might be lured into easing U.S. pressure on Tehran without obtaining concessions to protect the interests of long-standing Arab allies.

These suspicions are not voiced publicly by Arab leaders, who are careful not to discourage Iranian overtures or antagonize pro-Iranian factions in their countries.

But regional apprehensions color semi-official commentaries in the Gulf, such as a recent editorial in the Saudi daily Al Riyadh. U.S.-Iranian contacts made long-term geopolitical sense, the newspaper said, but any Iranian opening to the United States had to meet a litmus test: "creating a climate of security in the region."

One contentious issue in the Gulf is the status of three small islands claimed by the United Arab Emirates but occupied by Iranian troops. Arab officials sought new negotiations last month on the islands, but Tehran turned a deaf ear.

Of possible changes in Iranian policy, the most fundamental one in Arab eyes would be a shift in Iran's fierce hostility to a permanent U.S. role in the Gulf, including a strong military presence.

Iranian recognition of the U.S. role is what Washington has sought in insisting that any dialogue with Tehran should be an official exchange, not just an improvement in atmospherics. But nothing in Mr. Khatami's public statements has even hinted at such a step.

Even tiny concessions often seem to still be beyond the Iranian government. A recent rebuff to President Hosni Mubarak of Egypt was widely noticed in Arab political circles.

Mr. Mubarak has made no secret of his conviction that Iran was involved in the massacre of tourists at Luxor in November. Nonetheless, intrigued by hints of Iranian willingness to restrain terrorism — culminating in Tehran's public condemnation of the massacres in Algeria — Mr. Mubarak responded to pressing Iranian invitations to send an Egyptian delegation to the Islamic summit meeting last month in Tehran.

After an effusive Iranian welcome, the Egyptian officials explained that Mr. Mubarak would be personally gratified if Tehran would change a street name in the city commemorating the Egyptian terrorist who assassinated President Anwar Sadat. The request was rejected.

Recounting this slight to Cairo, an aide to President Bill Clinton said that it was a miscalculation "if Iran wants to get real" about improved relations with the West.

More than any other Arab country, he added, Egypt will have to be taken into account by Washington in any attempt to pursue a substantive opening toward Tehran.

Iran Reaffirms Opening to U.S.

The Associated Press

TEHRAN — President Mohammed Khatami has not retreated from his overture to the United States, despite a recent speech in which he assailed Washington and said Iran did not need relations with it, the Iranian foreign minister was quoted as saying Sunday.

Foreign Minister Kamal Kharrazi said that Iran still wanted relations based on "détente and mutual interests" with the United States, the English-language Tehran Times reported.

Mr. Khatami, a moderate cleric who took office in August, broke with nearly two decades of hostility last month and called for cultural exchanges. But on Jan 19, in a speech at the shrine of the late revolutionary leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, he said Iranians do "not need the United States to come close to us."

Mr. Kharrazi noted "speculation that there has been a change in President Khatami's stance."

"This is not the case," he said.

The tone of the speech was different because Mr. Khatami was addressing an Iranian audience, Mr. Kharrazi said. "But as far as the content is concerned, there has been no change," he added.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 26, 1998

Washington aurait pris la décision de principe de recourir à la force en Irak

Les Etats-Unis engagent les ultimes consultations

WASHINGTON

de notre correspondant

La concomitance du plus grave scandale auquel l'administration Clinton ait été confrontée et du fait d'avoir atteint une phase cruciale dans l'épreuve de force avec l'Irak est une situation fortuite. La Maison Blanche est toutefois consciente que bien des critiques établiront un lien entre ses soucis intérieurs et une éventuelle décision de déclencher une offensive militaire contre Bagdad. Les responsables de l'administration chargés de la sécurité nationale se sont réunis à deux reprises, samedi 24 janvier, pour évaluer l'évolution de la crise ira-

kienne après les dernières manifestations d'intransigeance du gouvernement de Saddam Hussein.

Ils partagent les conclusions de Richard Butler, le chef de la commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, pour qui, dans les circonstances présentes, les inspecteurs des Nations unies ne sont plus en mesure de remplir leur mission. Aussi les Etats-Unis vont-ils intensifier, cette semaine, leurs consultations avec les autres pays membres du Conseil de sécurité, et avec leurs alliés dans la région du Golfe, afin de déterminer quelles doivent être les « prochaines étapes ». Ils privilégient toujours un

règlement pacifique de la crise mais, à moins d'un changement subit de la part de Bagdad, le recours à la force leur paraît inévitable.

Telle serait, en tout cas, selon le *Washington Post* et le *New York Times*, la conclusion à laquelle ont abouti les conseillers présidentiels et les responsables militaires. Selon l'un des scénarios envisagés, des frappes aériennes massives seraient déclenchées pendant plusieurs jours, afin de détruire l'infrastructure militaire irakienne. Il y a deux mois, le général Anthony Zinni, commandant des forces américaines dans la région du Golfe, avait cité les unités d'élite de la Garde républicaine, « les systèmes de commande et de contrôle » et les infrastructures permettant la fabrication et l'utilisation d'armes biologiques et chimiques, réputées être abritées par les fameux « sites présidentiels ».

Une telle campagne de bombardements serait mise en œuvre grâce à la puissante armada stationnée dans la région du Golfe (pour les seules forces américaines : deux porte-avions et une vingtaine de navires de guerre équipés de missiles

de croisière, 350 avions, quelque 20 000 hommes, etc.). Ensuite, une interdiction de survol couvrant l'ensemble du territoire irakien pourrait être décrétée par Washington.

Avant de s'engager dans cette voie, les Américains vont tenter de sauvegarder l'unanimité du Conseil de sécurité. Les consultations diplomatiques vont porter sur le vote éventuel d'une résolution attestant la « violation flagrante » par Bagdad des termes du cessez-le-feu ayant mis fin à la guerre du Golfe, en 1991, lesquels figurent dans la résolution 687 du Conseil de sécurité. Lorsqu'un vote en ce sens fait directement référence à la résolution 687, il constitue une sorte de feu vert à une action militaire.

Si Washington peut compter sur le soutien de la Grande-Bretagne, il est hautement improbable que la Russie et la Chine votent en faveur d'une telle résolution. La France, de son côté, pourrait accepter de se rallier à cette position, à condition, précise-t-on de source française, que le lien avec la résolution 687 ne soit pas explicite, Paris ne souhaitant pas, a priori, s'associer à une action militaire contre Bagdad.

Si, comme tout le laisse penser, un vote unanime du Conseil de sécurité est peu probable, les Etats-Unis pourraient déclencher des frappes militaires avec l'aide des forces britanniques, après un der-

« Un signal fort, qui contient une part de dissuasion et de tactique, souligne un diplomate

européen. Dans une certaine mesure, on est toujours dans une phase de négociations »

nier ultimatum à Bagdad. Selon le *New York Times*, qui cite des responsables de la Maison Blanche, un « compte à rebours » pourrait commencer dès la fin du ramadan, vendredi.
En dramatisant les échéances, Washington s'adresse indirectement

aux pays qui exercent une certaine influence sur l'Irak (la Russie et, dans une moindre mesure, la France), pour leur demander de faire comprendre au président irakien que le point de non-retour est en passe d'être atteint. « Il s'agit cette fois d'un signal fort, qui contient une part de dissuasion et de tactique, souligne un diplomate européen. Les Etats-Unis disent "on va frapper, donc reculez", mais ils espèrent ne pas avoir à frapper. Donc, dans une certaine mesure, on est toujours dans une phase de négociations. »

Les Etats-Unis souhaitent épuiser toutes les ressources de la diplomatie, sachant à quel point des frappes militaires sont aléatoires, tant du

point de vue militaire que politique : outre que Saddam Hussein a montré le prix relatif qu'il attache aux pertes en vies humaines, il n'est pas sûr que le potentiel militaire irakien soit annihilé par des bombardements. La position des Etats-Unis au Proche-Orient, déjà fragilisée par l'échec des efforts américains pour relancer le processus de paix, serait à coup sûr sévèrement affaiblie par une intervention militaire massive.

L. Z.

Freedom of thought is caged again

- Haluk Gerger, journalist and writer, has been sentenced to 10 months of imprisonment and to a fine of TL 208 million because of an article he had previously written. Gerger was put into Ankara's Gudul prison yesterday

Ankara - Journalist and writer Haluk Gerger was put in prison yesterday because of an article he wrote for the daily *Ozgur Gundem* in 1993. Gerger was found guilty by the State Security Court of Istanbul and was sentenced to 10 months of imprisonment and to a fine of TL 208 million. Gerger was put into prison yesterday in accordance with the punishment given by the Court of Appeals.

Gerger organized a press meeting at the Human Rights Association's Head Quarters before he left for prison. Criticizing the punishment he had been given, Gerger said he was going to continue his struggle towards peace and freedom. Gerger indicated that the Turkish state was protecting the defendants and the mafia who were committing the murders, and punishing the intellectuals and peaceful people instead.

"We have started our struggle even though we knew that the price of remaining human was so hard to pay. We don't have any other way to keep the individual within us in order to stand against the impositions of this system. We will continue to tell the truth and try to shelter the innocent. We can't stay indifferent against the fanatic terror of this dirty war," he said.

Akin Birdal, General Secretary of the Human Rights Association (IHD), criticized both Gerger's and other writers' punishments given by the courts. Birdal said, "The writers of civilized countries wait at the entrances to the operas and theaters with tickets in their hands, however writers in Turkey wait at the gates of the prisons with verdicts in their hands."

Members of the press and the leaders of democratic mass organizations attended the press meeting which bid Gerger farewell.

Gerger was previously sentenced to two years of imprisonment because of a congratulatory message he sent to a meeting. He served his earlier sentence at the Ankara Haymana prison.

27 January, 1998, Copyright © Turkish Daily News

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

JANUARY 27, 1998

Ex-Ankara Rulers Are Tied to Killings

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — An official investigating Turkey's biggest modern political scandal has concluded that agents of previous governments committed clandestine murders, worked with drug dealers and laundered their profits through casinos.

The investigator is also said to have concluded that the government spent millions of dollars on efforts to assassinate Kurdish rebel leaders and over-

throw the government of Azerbaijan.

Although the 120-page report has not been made public, portions of it have been leaked to major newspapers. Prime Minister Mesut Yilmaz confirmed most of the published accounts in a long television interview Friday.

"Between the second half of 1993 and 1996, many crimes were committed," Mr. Yilmaz said. "This is worse than disgraceful. It is the mother of all disgraces."

Mr. Yilmaz said the core of the scandal involved "the relationship of the

state with drug smugglers, casino owners and wanted men."

"I am personally committed to further investigating these events," he said. "I have only one worry, which is harming the state. I do not want to harm the state."

Because this scandal ties together so many of the concerns that many Turks have about their government's covert operations, it has dominated news reports, commentary and private discussions for more than a year. The scandal broke into public view in November

1996 after a car crash near the town of Susurluk in western Turkey. The crash killed a top police official and a convicted heroin smuggler wanted for questioning in connection with the killing of seven leftist youths. A member of Parliament who controls a pro-government Kurdish militia survived.

Questions about why the three were in a car together mushroomed into revelations about the government's involvement with death squad killings and other crimes.

Little was done to investigate the scandal until Mr. Yilmaz, who took office last June, directed Kutlu Savas, chairman of the prime minister's Board of Inspectors, to look into it. Mr. Savas submitted his report this month, and it is the basis of accounts that have been filling front pages in recent days.

A Parliamentary commission is also investigating the scandal, but members have complained that military and police agencies are withholding information. Mr. Yilmaz has made similar complaints.

Turkey's highest court recently cleared the way for prosecution of two key figures, both of whom had claimed immunity because they are members of Parliament. One is Sedat Bucak, the Kurdish militia leader injured in the Susurluk car crash, and the other is a former interior minister, Mehmet Agar, who is said to have organized the killing of Kurdish dissidents and other perceived enemies of the state.

"This is an affair which fits into the state-secrets category, and it would be wrong to talk about that," Mr. Agar said last week. "Besides, I do not think the Turkish people would be upset by such work."

Mr. Agar was elevated to power by Tansu Ciller, who was prime minister from June 1993 to March 1996. News reports have described her as the moving force behind death squads and other violent activities, and Mr. Yilmaz, her bitter rival, was clearly referring to her tenure when he cited the period of greatest government-sponsored criminality.

The new report is said to include a

passage asserting: "Radical changes were made in the structure of police and intelligence agencies in the second half of 1993, following the change of head of government."

Mrs. Ciller has not commented on these charges directly, but last week she ridiculed the government for seeking to keep parts of the new report secret.

At a meeting last week, Mr. Yilmaz and his coalition partners decided that some sections of the new report should not be released. These were said to include sections on efforts to crush Armenian terrorists who were conducting an assassination campaign against Turkish diplomats; government involvement in the killing of businessmen suspected of financing Kurdish guerrillas, and Turkey's role in a failed 1995 coup against Heydar Aliyev, the president of Azerbaijan.

Sections dealing with the repression that followed the 1980 military coup are reportedly also being kept secret.

In addition, according to an extensive account in the Istanbul daily *Milliyet*, the government, at the direction of Mrs. Ciller, launched an operation in 1994

aimed at assassinating Abdullah Ocalan, a Kurdish guerrilla leader. For unexplained reasons, the mission was called off.

The report also asserted that the government engaged a prominent drug dealer to prepare a plan for killing Durusun Karatas, a leader of the Kurdish insurgency who lives in Europe. Mr. Karatas is still alive, but the report said government-backed death squads were responsible for the 1994 killings of two Turkish businessmen, Behcet Canturk and Savas Buldan, who were suspected of backing Kurdish guerrillas. Among the killers said to have carried out such missions was Abdullah Catli, a rightist enforcer and convicted heroin smuggler who was killed in the Susurluk crash.

Others reportedly named include former police officials who issued false passports and gun permits to killers; bank presidents who financed illegal operations and were in turn allowed to reap windfall profits, and former tourism ministers who licensed casinos that laundered profits from drug smuggling, arms trading and other crimes that gunmen were allowed to commit as payment for their clandestine services.



Atilla Seren/Agence France-Presse

PROTEST — Kurds demonstrating outside the European Parliament in Brussels on Monday as EU foreign ministers debated Kurd immigration.

L'armée tue trois "gauchistes" et deux séparatistes kurdes

ANKARA, 27 jan (AFP) - Les forces armées turques ont tué trois membres d'un groupe gauchiste interdit et deux séparatistes kurdes lors de deux combats, l'un dans le nord et l'autre dans l'est du pays, a indiqué mardi l'agence Anatolie, sans préciser sa source.

Trois membres d'une organisation de gauche interdite ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité dans la province de Tokat (nord) lundi, a ajouté l'agence sans préciser le nom de l'organisation. Le Parti turc communiste du Travail (maoïste, interdit) est actif dans les montagnes de cette région.

Deux membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste, interdit) ont par ailleurs été tués lors de combats dans la province d'Adiyaman (est) mardi.

Plus de 28.000 personnes, selon les chiffres officiels turcs, ont été tuées dans les violences et combats entre le gouvernement et le PKK depuis 1984, début de la lutte armée du PKK pour l'indépendance du Kurdistan.

La Russie lance une initiative diplomatique en Irak

Les cours du pétrole flambent

UNE FOIS ENCORE, l'Irak divise les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Alors que Washington laisse entendre depuis plusieurs jours que le recours à la force est désormais « inévitable », compte tenu du refus de Bagdad de laisser travailler les experts de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement du pays (Unscorm), Moscou lance une nouvelle initiative diplomatique et condamne par avance toute offensive militaire.

La Russie a dépêché en Irak, lundi 26 janvier, un émissaire, Viktor Possouvalioug, vice-ministre des affaires étrangères, qui serait porteur de nouvelles propositions. Deux sujets de conflit opposent les autorités de Bagdad à l'ONU : la composition des équipes de l'Unscorm, où les experts américains se-

raient surreprésentés, selon l'Irak, et l'accès aux sites dits « présidentiels », que refuse Bagdad au nom de sa « souveraineté ».

MENACES AMÉRICAINES

Moscou a également jugé « inacceptable et contre-productif » tout recours à la force, également dénoncé par la Ligue arabe, et a insisté sur « la nécessité de rechercher un dénouement mutuellement acceptable (...), strictement dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU ». Samedi, les Etats-Unis avaient indiqué qu'ils étaient prêts à agir « en dehors du Conseil de sécurité » si les autorités de Bagdad s'obstinaient dans leur refus de coopérer avec l'Unscorm. Ils ont réagi, lundi, à l'initiative russe, en estimant que la voie diplomatique « s'épuise rapidement ».

Pour la France, Jacques Chirac a

indiqué lundi son souhait de voir Bagdad comprendre « qu'il y a une autre voie que celle de l'affrontement ». Il a espéré que l'Irak accepte les inspections sur « les sites dits présidentiels, mais dont chacun voit bien qu'en réalité ce ne sont pas des sites présidentiels ». « La France, a-t-il ajouté, a participé très fortement, conjointement avec la Russie, à essayer de faire comprendre aux autorités irakiennes que leur intérêt était de coopérer, et qu'il n'y avait pas d'autre possibilité. Sinon, naturellement, elles s'exposeraient à des sanctions. »

Les menaces américaines ont eu un effet immédiat sur les marchés. Le pétrole brent (qualité de référence de la mer du Nord) a enregistré une forte hausse sur l'International Petroleum Exchange (IPE), passant la barre des 15 dollars le baril (15,09 dollars contre 14,87 dollars en clôture vendredi). Cette flambée intervient dans un marché particulièrement déprimé du fait de l'abondance de l'offre, depuis le relèvement de 10 % des quotas de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et du recul de la demande, avec la crise financière et économique en Asie du Sud-Est

et un hiver clément dans l'hémisphère Nord.

Le prix du pétrole brent était tombé la semaine dernière sous la barre des 15 dollars sous l'effet de la forte hausse des réserves américaines de brut et dans la perspective de l'augmentation des revenus pétroliers irakiens, qui doit être discutée par le Conseil de sécurité des Nations unies sur la base d'un rapport du secrétaire général, Kofi Annan. - (AFP, Reuters.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JANUARY 28, 1998

The Choice for Saddam

Saddam Hussein's efforts to keep United Nations inspectors away from his biological weapons programs have brought the United States to the edge of military action. Clinton administration officials warn that a series of punishing air strikes could begin in a matter of weeks, if a last-minute campaign of intensified diplomacy and sanctions fails to force Iraq to obey UN Security Council resolutions. With a British aircraft carrier joining a powerful American naval task force in nearby waters, a credible capacity for heavy and sustained air attacks is already in place.

This threat is necessary and appropriate. But a little time still remains to see what can be accomplished with the application of less deadly military force and intensified diplomacy and economic sanctions.

Saddam has so overreached that previously sympathetic countries, like France, are now distancing themselves from Iraq. Russia's position is more ambiguous, as President Boris Yeltsin publicly opposes the use of force while

dispatching an envoy to Baghdad to try to persuade Iraq to back down.

Security Council members can move beyond words by shutting down Iraq's lucrative contraband coastal oil trade through Iranian waters and the Gulf to the United Arab Emirates, which provides a hefty share of Baghdad's current revenues.

The Security Council can also extend existing no-flight zones to cover all the airspace over Iraq.

Washington should take one other important diplomatic step in advance of possible military action.

Under the cease-fire resolution that ended the Gulf War in 1991, once UN inspectors have destroyed all of Iraq's biological, chemical, nuclear and missile programs and established a reliable long-term monitoring system to prevent their revival, oil export sanctions would be lifted. Yet for most of the past six years the United States has said it will not agree to end sanctions before other cease-fire terms, like the return of Kuwaiti prisoners and property, are

met, or perhaps not until Saddam is driven from power.

That American position reduces Iraq's incentives for cooperating with the inspectors and has divided the Security Council. The administration should now make clear that Iraq can indeed speed the end of sanctions, but must begin by letting the weapons inspectors do their work.

If the Security Council eventually is satisfied that all mass-destruction weapons have been eliminated, all programs for making them have been shut down and reliable monitoring is in place, sanctions should end.

Unfortunately, it seems increasingly clear that what Saddam Hussein really wants is not relief for Iraq but an operational germ warfare program. Washington is rightly determined to thwart that ambition, even if it comes to military force.

— THE NEW YORK TIMES.

Be Clear About Iraq's Future

By Jim Hoagland

WASHINGTON — The White House has unleashed a cascade of threats to strike Iraq militarily in mid-February, in the hope of coercing Saddam Hussein to back down and permit unfettered UN inspections. But the Iraqi is counting on new U.S. bombing to strengthen his hand at home and abroad. He won't fold now.

The administration must be ready to carry out the threats it is making in backgrounders to the press and in meetings with congressional leaders. But bombing alone will not be enough. Bill Clinton must also finally harness a political strategy on Iraq to military strikes if he is to thwart Saddam's strategy of using America's strength against it.

Mr. Clinton has maneuvered himself into an unenviable position. Treating Iraq and the need for a U.S.-supported political opposition to Saddam as peripheral matters, he spent five years avoiding significant military action. He now locks himself into a punitive military campaign at the most contentious moment of

his presidency.

The president and most of his advisers did not consider Iraq to be important to American strategy or to Mr. Clinton's legacy. They face an uphill climb in explaining why it has become so vital to them.

Saddam apparently feels that a bombing campaign will finally split the coalition that defeated him in 1991, driving the French, Russians and some of America's Arab allies into open opposition to U.S. aims and military presence all across the Middle East.

The Iraqi dictator will effectively be freed of serious United Nations inspections for his weapons of mass destruction and for the facilities to produce more that survive the raids.

And in the enflamed atmosphere produced by military strikes that do not bring about his downfall, the United States is unlikely to be able to get a divided Security Council to tighten economic sanctions.

Saddam's calculations of the profit to be drawn from the visible suffering of the Iraqi people under U.S. bombs and an Iraqi appeal to the world's

conscience for help have begun to sink in on Mr. Clinton's aides. But countering these dangers is more difficult than recognizing them.

U.S. planners are drawing up a range of brief bombing campaigns designed to destroy the regime's most important chemical and biological weapons facilities and storage sites. American strikes will also concentrate on the Special Republican Guard units that protect and hide these weapons and make up the nucleus of Saddam's personal security system.

But the Iraqis, who began obstructing UN inspectors last summer, have had months in which to disperse easily concealable biological and chemical weapons. The bombing campaigns are unlikely to be able to remove Saddam or all that he has hidden away.

Saddam is also moving to consolidate his political position in the northern Iraqi zone that President Clinton effectively yielded to Baghdad's authority in September 1996. The chief of Iraq's secret police traveled to northern Iraq on Jan. 19 to meet

with the two important Kurdish groups that once cooperated with American efforts to overthrow Saddam. Kurdish leaders agreed to meet with Saddam in Baghdad soon to resolve their problems and oppose U.S. plots against him.

Mr. Clinton's failure to put Iraq high on his list of priorities persuaded many potential and actual foes of Saddam that Washington was not serious about helping them get rid of him. A new round of military strikes that hurts Iraq but does not hurt Saddam will reinforce that view.

Mr. Clinton needs to identify the political changes in Iraq he believes these strikes will achieve. Only then will he be able to thwart efforts by Saddam and others to portray new military action against Iraq as mindless violence being carried out for political purposes.

The Washington Post.

Turkey Jails a Pro-Kurdish Essayist

Political Scientist Who Praised Rebels Starts 10-Month Term

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — In a sign of Turkey's determination to limit public praise for Kurdish guerrillas, an outspoken essayist and political scientist has been jailed to begin serving a 10-month sentence.

The dissident, Haluk Gerger, 50, was jailed Monday. Mr. Gerger, who is not Kurdish, was convicted last year in connection with an article he wrote in 1993 praising the rebels and accusing the army of bombing villages and burning farms in the Kurdish region.

Soon after the article appeared in the newspaper Ozgur Dundem, the paper was declared a guerrilla organ and closed.

Speaking in Ankara before he complied with a police order to surrender, Mr. Gerger said he was moving "from the open-air prison of Turkey to a closed penitentiary."

"We began our struggle even though we realized that there is a high cost for remaining human," he told journalists and supporters at the Human Rights Association headquarters.

"Standing against the impositions of this system is the only way to keep alive the individual within us. We will continue to tell the truth and shelter the innocent. We cannot stay indifferent to the fanatic terror of this dirty war."

The 14-year-old war between the Turkish Army and separatist Kurds is estimated to have killed 27,000 people and cost billions of dollars. The government describes the guerrillas as terrorists, and cannot tolerate hearing its own soldiers described that way.

Officials contend that those who condemn the war are in effect supporting efforts to divide the country. To suppress them, courts have sent scores of writers and other intellectuals to prison.

One of the most prominent among

them, the blind lawyer and playwright Esber Yagmurdereli, 52, was released on health grounds shortly before Prime Minister Mesut Yilmaz visited Washington last month. He protested that he was not ill, and last week prosecutors informed him that he would probably be sent back to prison for refusing to submit to medical examinations.

In a telephone interview from a location he would not identify, Mr. Yagmurdereli suggested that he was in hiding.

"As soon as they police see me," he said, "they will take me."

Both Mr. Yagmurdereli and Mr. Gerger are leftist critics of the Turkish political system and of the military's role in it. They have called for an end to the war against the Kurds and for unrestricted freedom to speak, broadcast and teach in the Kurdish language.

The government says it will grant such freedoms when the war ends, but

cannot do so now because they would be misused by those who want to fan the flames of Kurdish nationalism with the aim of dismembering the country.

Restrictions on freedom of speech, especially those enforced against Kurds and their supporters, are often cited by foreign leaders and others who question the fullness of democracy in Turkey.

In Bonn on Wednesday, human rights advocates demanding the release from prison of Hamdi Turanli, a Kurdish leader who is said to be seriously ill, picketed meetings between German officials and the Turkish foreign minister, Ismail Cem. Mr. Turanli, who has lived in Germany for more than 30 years and holds both German and Turkish cit-

izenship, was arrested Jan. 12 in Ankara and has not yet been charged.

Mr. Gerger bases his opposition to the war on what he says is its corrosive effect on Turkish society. In the article which led to his sentencing, he violated a strict taboo by urging that the government negotiate with the rebel Kurdish Workers Party, known as the PKK.

He also asserted that "Kurdish villages are being bombed and homes, fields and forests are being burned."

"This bleeding wound which we call the Kurdish problem has its roots in the objective realities of history, culture, politics and social relations," he wrote.

"The Kurds and the PKK are so closely tied that whoever tries to extinguish the

fire inside the Kurdish soul finds his hands burned by the PKK."

Mr. Gerger was dismissed from his university professorship following the 1980 military coup and later served two years in prison for making what was deemed a statement of support for Kurdish rebels.

At Mr. Gerger's news conference Monday, the president of the Human Rights Association, Akin Birdal, hailed him as a martyr to free expression.

"In civilized countries writers wait at the doors of theaters and opera houses with tickets in their hands," Mr. Birdal said. "In Turkey they wait at prison gates with verdicts in their hands."

On or Off Target, Baghdad Civilians Fear

U.S. Bombs

By Barbara Crossette
New York Times Service

BAGHDAD — Two decades of experience have taught the citizens of Baghdad a simple military lesson: when bombs are aimed at military targets in this city, civilians die.

Although the Clinton administration has so far talked only in general terms about military action against Iraq, the assumption here is that attacks will come by air and will be aimed at the elite Republican Guard that protects President Saddam Hussein and perhaps at the separate and pervasive security and intelligence services.

That almost certainly will cause what the Pentagon euphemistically calls "collateral damage" — bombs that miss their targets with devastating consequences.

The problem is particularly acute in a bombing attack on Baghdad.

The likely target of bombing raids, Mr. Saddam's security apparatus, is vast and scattered all over the country, with

units ready to move at short notice.

Iraqis and United Nations weapons inspectors say factories have been known to be dismantled and relocated quickly when necessary. The UN inspectors have seen equipment, computers, disks and modems hustled out back doors of plants as teams have arrived to search.

In addition, Mr. Saddam has not hesitated to put civilians in harm's way in times of crisis. As recently as last fall, Iraqis were moved into presidential palaces to help "protect" their leader.

In the Gulf War of 1991, American and allied intelligence services concluded that important government installations were sometimes placed in or next to such civilian institutions as hospitals and schools.

If the air strikes are aimed at biological and chemical weapon sites, as some Clinton administration officials have suggested, these small operations would be far harder to pinpoint in this sprawling, low-rise city of 4 million people straddling the Tigris River.

Any one of Mr. Saddam's many huge palace compounds, some with more outbuildings than a small military base, could harbor weapons, documents or

important people in the leadership. But they, too, are scattered around the city near residential and business neighborhoods.

The Iraqis still seem to be hoping that the crisis will remain in the UN Security Council, where Russia can protect their interests, and not be taken over entirely by Washington. Iraqi newspapers and television — which are limited to printing government statements and opinion — have devoted a lot of coverage to Russian efforts to defuse the crisis.

Officially, Iraq says it is ready for the Americans in case war comes. For more than a week, leaders have been talking about military training, the possibility of martyrdom and the need for Iraqis to stand together in the cause of their national integrity.

Unofficially, the mood is less confident. The few Iraqis who come into contact with foreigners, especially Americans, have a few anxious questions: Will we be bombed again? Why us? Haven't we suffered enough?

Iraq is now accepting volunteers for the holy war — or *jihad* — it has declared on UN sanctions, and by extension Washington.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 29, 1998

Ankara Releases Report on Killings

ANKARA — A government report with revelations about the Turkish government's involvement in murders, kidnappings and bombings was issued Wednesday, confirming years of allegations by human rights advocates.

Among other things, the report says security officials ordered the killings of prominent Kurds and let

police officers carry out summary executions.

The report listed several "unsolved" murders as being the work of security forces. There are 14,000 "unsolved" murders on the books in Turkish courts, mostly in the region where Kurdish rebels have been fighting for autonomy since 1984. (AP)

Israel Warns Iraq Against Attacking

Compiled by Our Staff From Dispatches

JERUSALEM — Responding to a warning by a United Nations official that Baghdad has enough biological material to "blow away Tel Aviv," Israel said Wednesday that an Iraqi attack would draw strong Israeli retaliation.

"Surely Iraq must know that it will not pay to attack Israel and that Israel has all the means necessary to make such an attack very, very dangerous for Iraq — much more dangerous for Iraq than it is for Israel," said David Bar-Illan, a senior aide to Prime Minister Benjamin Netanyahu.

The UN weapons inspection chief, Richard Butler, was quoted on Tuesday as having said

that Iraq had sufficient biological agents such as anthrax or botulin toxin to devastate the population of Tel Aviv.

"We are not underestimating Iraqi capabilities despite the inspection and, despite what happened during the war in '91, we know that Iraq is capable of threatening Israel with a very serious threat," Mr. Bar-Ilan said.

Reports in the Israeli newspapers Ha'aretz and Yediot Ahronot said Wednesday that the CIA had warned Israel that a new attack on Iraq, led by the United States, would most likely prompt Baghdad to fire missiles with nonconventional warheads at Israel. Rumors of such a U.S. bomb-

ing have been circulating in Washington for days.

Israeli's security cabinet discussed the escalating crisis in the Gulf on Wednesday. It decided not to take any action that could be interpreted by Iraq as a provocation, Israel TV's Channel 2 said.

Iraq has not threatened Israel in the present crisis but fired 39 missiles at the country in the Gulf War in 1991. Israel did not retaliate, bowing to U.S. pressure to hold its fire and thus keep friendly Arab forces within a coalition that ousted the Iraqi Army from Kuwait. (Reuters, AP)

Bonn réclame un partage du fardeau des réfugiés

BIRMINGHAM (ROYAUME-UNI) 30 janvier, Reuters - L'Allemagne a lancé vendredi une nouvelle offensive auprès de ses partenaires européens pour obtenir un partage du fardeau des réfugiés, notamment les Kurdes en provenance de Turquie et d'Irak.

Mais elle s'est heurtée aux réticences de nombre de ses partenaires européens, dont l'Italie et la Grèce.

L'Allemagne, terre de prédilection pour ces réfugiés qui pénètrent dans l'UE par l'Italie et la Grèce alors qu'elle offre déjà l'asile à 100.000 personnes - plus qu'aux Etats-Unis et deux fois plus que tous les autres pays d'Union européenne réunis -, estime que la coupe est désormais pleine.

"La distribution des réfugiés s'est faite au détriment de l'Allemagne depuis des années sans que personne en Europe ne s'en soucie", a dit le ministre allemand de l'Intérieur, Manfred Kanther, en demandant que l'on passe aux actes.

Tout en offrant leur sympathie à l'Allemagne, les pays de premier accueil ont dégagé leur responsabilité.

"Nous ne voulons pas être un pays de transit", a souligné Giorgio Napolitano, le ministre italien de l'Intérieur. "Mais l'Allemagne exerce une forte attirance sur les candidats réfugiés à cause des Kurdes qui y sont installés".

Le ministre grec de l'Intérieur, Georgios Romeos, a quant à lui déclaré que son pays accueillait 200.000 réfugiés albanais et que personne ne songeait à partager son fardeau.

Concrètement, Bonn a demandé que le "plan d'action" adopté lundi dernier par les ministres des Affaires étrangères des Quinze soit traduit dans la réalité.

La plupart des quelque 3.000 personnes, en majorité des Kurdes d'Irak ou de Turquie, qui sont arrivés en Europe via l'Italie et la Grèce depuis juillet 1997 sont selon l'UE des immigrés économiques qui font appel à des gangs pour atteindre des destinations en Europe du Nord.

Le plan d'action fait la part belle aux thèses de l'Allemagne et de l'Autriche, qui reprochent leur "laxisme" aux Italiens et aux Grecs, les réfugiés prenant presque toujours le chemin du Nord une fois le statut de réfugié acquis dans le Sud, mais n'est qu'un catalogue de bonnes intentions.

Les Quinze sont d'accord pour limiter les abus du droit d'asile par une harmonisation des règles et par une mise en oeuvre de la Convention de Dublin, qui permet de renvoyer les immigrés illégaux dans le premier pays d'accueil et de créer un statut de protection temporaire pour éviter l'octroi de l'asile.

L'Allemagne a demandé que l'on prenne les empreintes digitales des personnes qui demandent l'asile, comme prévu dans le projet de convention Eurodac, mais aussi des immigrés illégaux, afin de les renvoyer dans le pays de premier accueil.

Selon des sources diplomatiques, une majorité de pays, dont l'Espagne et la Belgique, y sont opposés.

REUTERS

L'UE a dépensé 70 millions d'écus en projets humanitaires en Turquie en 97

Ven 30 Jan 98 - 16h16 GMT

BRUXELLES, 30 janv (AFP) - L'Union européenne a pu engager en 1997 un montant de 70 millions d'écus (75 millions de dollars) en faveur de projets humanitaires en Turquie en dépit des limitations imposées par le Parlement européen, a indiqué vendredi une porte-parole de la Commission européenne.

Cette assistance entre dans le cadre du programme d'assistance MEDA destiné aux pays méditerranéens et depuis 1996 la Turquie a bénéficié au total de 103 millions d'écus (110 millions de dollars).

A la suite de critiques concernant les droits de l'Homme en Turquie, le Parlement européen avait décidé de restreindre les versements aux projets permettant le renforcement de sa société civile.

La plupart des projets -comme la rénovation d'un réseau d'approvisionnement en eau- ont été consacrés au Sud-est de la Turquie, dont sont originaires des Kurdes ayant cherché à quitter le pays ces derniers mois.

L'UE a également contribué à financer un programme de formation de femmes pour qu'elles puissent créer leurs propres entreprises et un centre de dépistage du cancer.

"En travaillant avec des organisations turques (non-gouvernementales) pour renforcer la société civile (..) nous espérons stimuler le développement économique qui peut ensuite contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'Homme", a déclaré le commissaire européen Hans van den Broek.

Les relations UE-Turquie traversent actuellement une phase difficile, l'UE n'ayant pas attribué à Ankara le même statut que les autres candidats à l'adhésion. La Turquie qui a également protesté contre le lancement du processus d'adhésion de Chypre, a répliqué en refusant de participer à la Conférence européenne du 12 mars à Londres.

Les membres du Refah dissout vont rejoindre un autre parti islamiste

Jeu 29 Jan 98 - 10h29 GMT

ANKARA, 29 jan (AFP) - Les membres du parti islamiste de la Prospérité (Refah), dissout par la Cour constitutionnelle turque pour activités contre le régime laïc, vont rejoindre prochainement un autre parti islamiste, a affirmé jeudi le journal populaire Hurriyet.

Les membres du Refah, vont se regrouper dans les jours prochains sous le toit du parti de la Vertu (Fazilet Partisi), fondé le 17 décembre dernier par Ismail Alptekin, un proche et ancien avocat du chef du Refah, Necmettin Erbakan, dans l'anticipation d'une dissolution du Refah, a écrit le quotidien.

Selon Hurriyet, les actuels membres du Refah ne seront inscrits au parti de la Vertu qu'après la publication au journal officiel des attendus de la Cour constitutionnelle, après laquelle le verdict de la Cour entrera en vigueur.

Le Refah, dissout le 16 janvier par la Cour constitutionnelle, plus haute instance judiciaire de Turquie, est le premier parti au parlement, avec 150 sièges sur 550. Aux termes du verdict sur le Refah, M. Erbakan a été déchu de son mandat de député et interdit de politique pendant cinq ans.

Selon certains analystes, Fazilet Partisi risque d'être rapidement l'objet de multiples tracasseries, surtout s'il apparaît que son véritable chef, en coulisses, est M. Erbakan.

Quand la dissolution prendra effet, quelque 147 députés du Refah resteront au parlement et deviendront non inscrits. Les autres, dont M. Erbakan, seront été déchus de leur mandat.

M. Erbakan avait été chef du gouvernement de juin 1996 à juin 1997 à la tête d'une coalition avec le Parti de la juste Voie (DYP, droite) de Tansu Ciller.

Il avait démissionné sous la forte pression des militaires, gardiens des institutions laïques de la république, qui lui reprochaient de favoriser la montée du fondamentalisme musulman dans le pays.

TURQUIE L'interdiction du Refah n'a rien réglé

Après la mise hors la loi du parti islamiste, au pouvoir de juillet 1996 à juin 1997, beaucoup ont poussé un "ouf!" de soulagement. Pas "Hürriyet", qui y voit une atteinte au jeu politique – et un échec cuisant pour les autres formations.



HÜRRIYET
Istanbul

La maturité politique aurait consisté à mener un combat politique contre le Refah, ce parti ayant provoqué dans la société des sentiments de grande indignation. L'habileté politique aurait consisté à identifier correctement les raisons qui ont contribué à faire grossir ses rangs afin de développer une stratégie crédible qui puisse apporter des solutions. La confiance politique en soi aurait dû empêcher les 80 % de la population d'être intimidés par les 20 % [qui ont voté pour le Refah]. La sanction politique aurait dû consister à dire "Ça suffit !" à l'ANAP [Parti de la mère patrie, formation du Premier ministre Mesut Yilmaz], qui a fait des calculs pour savoir combien d'électeurs du Refah il pourrait récupérer après l'interdiction.

La détermination politique aurait dû consister à ne pas se contenter d'une protestation de quelques jours contre la corruption et contre l'implication du Refah dans cette corruption, pour ensuite déléguer le suivi de l'affaire à d'autres instances [allusion au

mouvement de protestation populaire de l'an dernier qui consistait à éteindre ses lumières une minute tous les soirs pendant un mois]. Le suivi politique aurait dû consister à réagir de la même façon contre l'ANAP – qui place ses cadres à tous les postes administratifs – et contre le Refah – qui nous avait tant indignés quand il cherchait à noyauter l'appareil d'Etat. Il fallait s'opposer à ce genre de démarche par principe, et pas seulement lorsqu'il s'agissait du Refah. Dans l'état actuel des choses, je ne peux partager le soulagement des gens qui disent "ouf!" après l'interdiction du parti islamiste. Car je ne pense pas du tout que ceux qui réagissent ainsi soient eux-mêmes des gens capables d'offrir de nouveaux horizons à la Turquie. Il semble que nous soyons de nouveau face à cette vieille maladie qui consiste à retarder les problèmes au lieu de les résoudre. Comme les hommes d'affaires qui essaient de surmonter leurs difficultés en empruntant de l'argent. Une structure qui tient en permanence sur l'endettement ne peut échapper longtemps à la faillite.

A l'heure actuelle, on peaufine les calculs sur la période qui s'ouvre sans

le Refah. Pourrait-on renforcer le centre droit en y intégrant les éléments qui se détacheraient de la formation interdite ? Pourrait-on, par exemple, y attirer des gens comme Abdullah Gül [éminence grise de la coalition gouvernementale Erdogan – Çiller (dirigeants du Refah et du Parti de la juste voie)], qui figure plutôt à droite du centre droit ? Pourrait-on trouver de nouvelles personnalités au sein du Refah avec qui il serait possible d'établir un dialogue – ce qui conduirait à assurer la représentation sociologique de ce parti au Parlement par le biais de ces personnalités ? Ou encore : pourra-t-on suivre de près les scissions au sein du Refah, mesurer les tensions entre les éléments radicaux et modérés, pousser Neçmettin Erdogan encore plus dans l'impasse puisque c'est lui qui assure la cohésion du parti ? Lesquels de ces calculs se révéleront-ils justes ? Comment évolueront les choses ? Avec le temps, de nouvelles équations seront à l'ordre du jour car l'Histoire ne retourne pas en arrière. Quant au Refah, celui-ci doit procéder dès aujourd'hui à une analyse des choses. S'il se bornait à dénoncer les tendances "putschistes" de ceux qui ont

poussé un "ouf !" de soulagement après son interdiction, il choisirait la facilité. Ce qui est certain, c'est qu'il a créé un profond sentiment de haine à son encontre dans la société. Il a divisé les gens en deux camps en affirmant, dans sa propagande, que "les croyants votent pour le Refah". Il a fait des injures, de la haine et du revanchisme un style politique.

Les cadres du Refah n'ont pas réussi à s'adapter à l'action démocratique. Les militants étaient souvent incontrôlables. L'avocat des auteurs du massacre de Sivas*, Sevet Kazan, a été récompensé avec le

poste du ministre de la Justice. Au nom du droit ! Au nom de la suprématie du droit ! Les cadres du Refah se sont proclamés partisans "soit du libéralisme, soit de la charia, soit des réformes d'Atatürk", selon la conjoncture. Et ils ont entrepris beaucoup d'autres actions qui ont abouti à dresser les uns contre les autres des pans importants de la société.

Aujourd'hui, on affirme que le Refah va renaître avec une identité musulmane démocrate. Mais le problème qui se pose avant la définition d'une nouvelle identité est celui de la crédibilité de cette formation. Qu'est-

ce que le Refah veut vraiment être ? C'est sur ce devoir d'écolier qu'il doit travailler maintenant. Quant à ses adversaires, au lieu de se réjouir de l'interdiction, ils feraient mieux de faire le bilan de leurs propres faiblesses. S'ils en ont le courage, bien entendu !
Zeynep Atikcan

* En juillet 1993, 37 écrivains et artistes ont été brûlés vifs dans un hôtel de Sivas (Anatolie centrale) incendié par une foule de fanatiques islamistes, alors qu'ils s'étaient réunis pour les fêtes de commémoration d'un poète du XV^e siècle qui louait la tolérance spirituelle et s'élevait contre les tyrans.

vendredi 30 janvier 1998, 14h43 heure de Paris

Plan d'action sur l'immigration kurde: l'UE pour une mise en oeuvre rapide

BIRMINGHAM (Grande-Bretagne), 30 jan (AFP) - Les ministres de l'Intérieur et de la Justice des Quinze ont lancé un appel vendredi pour que le plan d'action sur l'immigration kurde adopté lundi par leurs collègues des affaires étrangères soit rapidement mis en oeuvre.

"Il ne faut pas que ce soit juste un autre papier pour l'Union européenne", a averti le ministre britannique de l'Intérieur Jack Straw qui a présidé une réunion informelle de deux jours à Birmingham.

Ce plan d'action, critiqué par les organisations de défense des droits de l'Homme et des réfugiés, prévoit un renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'Union, une coopération renforcée entre Etats membres et une harmonisation de leurs réglementations en matière d'asile ainsi qu'une coopération accrue avec la Turquie et le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) sur les conditions de vie des Kurdes.

L'Allemagne, par la voix de son ministre de l'Intérieur Manfred Kanther a fait savoir une nouvelle fois qu'elle ne voulait plus porter seule le poids de l'immigration kurde arrivant dans l'Union. Il a implicitement accusé la Grèce et l'Italie de laxisme en matière de contrôle des frontières parce que ces pays savent qu'ils ne sont pas des lieux de destination pour les immigrants.

"Nous ne voulons pas être un pays de transit", a rétorqué le ministre italien Giorgio Napolitano devant la presse, "mais l'Allemagne exerce une forte attraction à cause des Kurdes qui y vivent déjà".

Selon M. Kanther plus de 30.000 kurdes sont arrivés l'an dernier en Allemagne.

De plus, pour pouvoir les renvoyer dans le premier pays d'accueil, chargé selon la Convention de Dublin en vigueur depuis septembre 97, d'examiner les demandes d'asile, les autorités allemandes doivent pouvoir prouver que ces immigrants ont bien mis le pied sur le sol européen pour la première fois en Italie, dans le cas présent.

"Cela se fait à nos frais actuellement", a regretté M. Kanther soulignant la nécessité d'application rapide de la Convention Eurodac de comparaison des empreintes digitales des demandeurs d'asile dans l'UE.

Les Quinze restent divisés sur cette Convention en particulier sur le fait d'appliquer ou non ce texte également aux immigrés illégaux. Selon les organisations de défense des réfugiés, cela revient à traiter chaque réfugié comme un criminel, ce qui est inacceptable au regard de la misère et des persécutions qui poussent ces gens à fuir leur pays.

"Tous les ministres veulent respecter les droits de l'Homme, a souligné M. Straw, mais il y a des milliers de gens qui débarquent dans l'Union pas parce qu'ils sont persécutés mais pour des raisons économiques".ial ef

Amnesty INTERNATIONAL

January 1998

appeals

TURKEY - PRISONERS OF CONSCIENCE

LEYLA ZANA, HATIP DICLE, ORHAN LDOĞAN AND SELIM SADAK are currently serving 15-year prison sentences for exercising their right to freedom of expression.

The four Kurdish politicians were elected to parliament in October 1991 as members of the Democracy Party (DEP), and were vocal in their support for, in Leyla Zana's words, "reconciliation between Kurds and Turks". However, in Turkey, to call for a political resolution to the 13-year-old conflict in southeast Turkey is to risk one's life and liberty. All four received death threats, their parliamentary immunity was lifted, and they were prosecuted on charges of treason. Other DEP members were tortured, murdered and "disappeared"; the party was later closed down for "separatism".

In December 1994, after trial proceedings which fell far short of international standards of fairness, the four were convicted on trumped-up

charges of membership of the Kurdish Workers' Party (PKK), an illegal armed opposition organization, and were sentenced to 15 years' imprisonment. The UN Working Group on Arbitrary Detention ruled this imprisonment to be arbitrary, in contravention of the Universal Declaration of Human Rights.

The four were never even accused of any violent activity. The evidence produced against them was extremely unreliable, contradictory, and some statements were allegedly extracted under torture.

In 1995 the European Parliament awarded Leyla Zana the Sakharov Prize for the defence of human rights.

☐ Please write, calling for the immediate and unconditional release of Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Doğan and Selim Sadak to: Mr Mesut Yılmaz, Prime Minister, Başbakanlık, 06573 Ankara, Turkey. Please also send cards to the prisoners at Ankara Merkez Kapalı Cezaevi, Ulucanlar, Ankara, Turkey.



Hatip Dicle (left), Selim Sadak (above) and Leyla Zana (top)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 30, 1998

France Adds Pressure On Saddam to Yield

Strong UN Stand on Access Urged in Paris

Compiled by Our Staff From Dispatches

PARIS — Applying new pressure on Baghdad to comply with arms inspectors, France called Thursday for a strong United Nations stand and voiced only muted opposition to possible U.S. air strikes.

Ahead of a meeting in Paris with the U.S. secretary of state, Madeleine Albright, French diplomats called for a message of "unanimous firmness" from the Security Council. The message would reject Iraqi calls for a moratorium on UN inspections of presidential palaces to seek weapons of mass destruction.

A Foreign Ministry spokesman, Yves Doutriaux, declined to answer whether France would oppose an air strike led by the United States, but he repeatedly called the Iraqi stand "unacceptable" and an air strike "undesirable."

"What is unacceptable is the moratorium," Mr. Doutriaux said. "What is not desirable is a resort to force" by the United States. "I think the words have their importance."

Mrs. Albright was scheduled to meet Thursday night with Foreign Minister Hubert Vedrine at a working dinner. This was her first stop on a tour of capitals to lay out the American stance and seek support for a possible bombing.

Before his talks with Mrs. Albright, Mr. Vedrine met for more than two hours Thursday in Geneva with his Iranian counterpart, Kamal Kharrazi.

A French diplomat said the talks on "matters of common interest" had included Iraq.

The Iranians repeated their hostility to the use of force to compel Iraq to cooperate on UN inspections, the dip-

lomat said. The French position is "well known," he added.

Mrs. Albright warned President Saddam Hussein of Iraq on Wednesday that Washington was prepared, with or without international backing, to unleash an attack from its force of 30 ships and 300 warplanes assembled in the Gulf.

"I think there should be no doubt about the strength of the U.S. force," she said. "All anybody has to do is look at what is out there."

She said that for Mr. Saddam "there are no excuses left."

The faintest hint that hostilities might be avoided emerged from the State Department as Mrs. Albright was departing on her mission.

She indicated that Iraq might be looking for a way out of a confrontation with the U.S. military.

The "message is beginning to take hold" in Iraq that it cannot continue to defy the will of the UN by limiting weapons inspections, Mrs. Albright said.

She suggested that the "remarkable unity" of the international community in support of unfettered UN access may be having an impact in Baghdad.

She will not ask Arab states to participate in any strike against Iraq, although diplomats say that Washington

would like to use bases in Saudi Arabia and Bahrain.

As the Clinton administration and Congress lay the groundwork for possible strikes, Defense Secretary William Cohen said Thursday in Washington that the United States still sought a diplomatic solution to the impasse.

Mr. Cohen said that President Bill Clinton wanted a diplomatic resolution, and that this was Mrs. Albright's goal as she meets with allies in Europe.

"The window is still open, but the opening is narrowing," Mr. Cohen said.

He also said that the Clinton administration would like to "avoid any need for military action."

"That is our hope," he said.

Other officials said they expected the issue to come to a climax in February. The Muslim holy month of Ramadan has just ended, sparing the United States the possible backlash of attacking an Islamic nation during a time of worship.

Also next month, the United States for a short time will have three aircraft carriers in the Gulf — the George Washington, the Nimitz and the Independence.

Russia continued to move Thursday to assert its diplomatic role in a region that it considers vital to its strategic interests. Iraq has been an important Russian trading partner since Soviet times and has considerable debts to Moscow.

In Madrid, Russia's foreign minister expressed doubts that military action could be averted.

The minister, Yevgeni Primakov, later appeared to qualify his remarks, insisting that diplomacy could yet triumph.

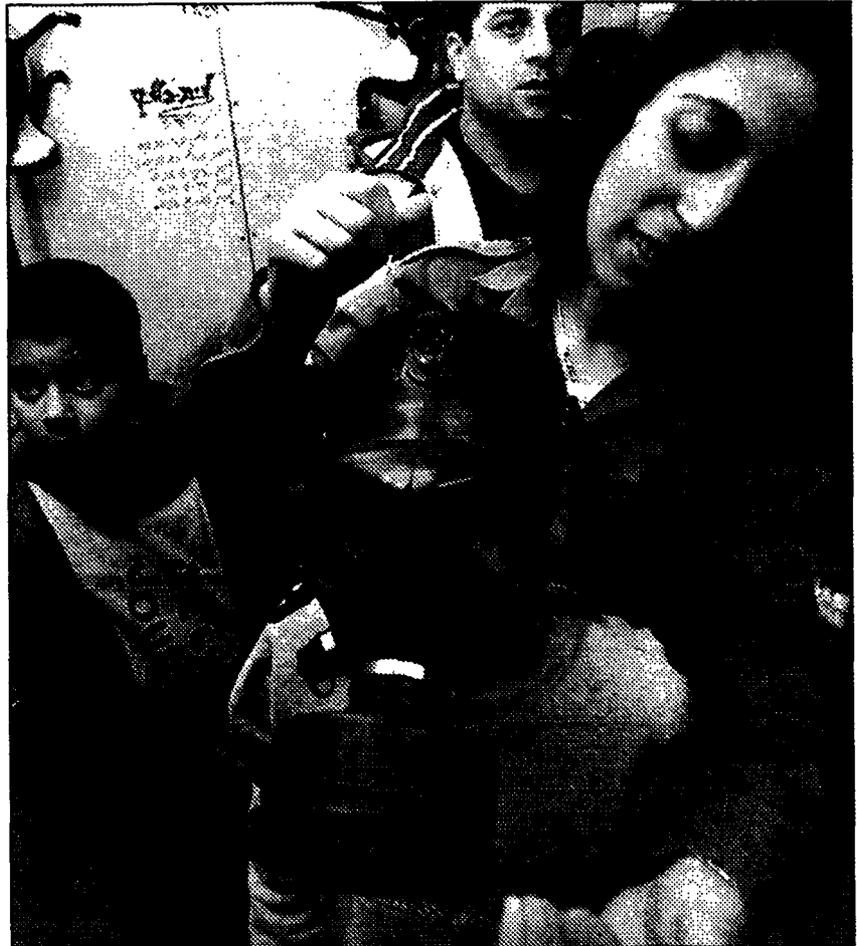
Mr. Primakov is in Madrid for a meeting with Mrs. Albright on Friday. After his initial remarks, he appeared to strike a more optimistic note when he was asked about talks conducted in Iraq by President Boris Yeltsin's special envoy Viktor Posuvalvuk.

"We are optimistic about the possibility of solving the problem by diplomatic means," Mr. Primakov said.

Iraq was forced to open its frontiers to UN inspectors after its invading forces

were driven from Kuwait by an international military coalition in 1991.

It now denies that it has developed chemical or biological weapons and demands the lifting of economic and other sanctions. (AP, Reuters)



Rick Bowmer/The Associated Press

ISRAELI DEFENSES — A soldier fitting a 10-year-old with a gas mask in Jerusalem. Health Minister Yehoshua Matza said on Israeli radio there was no plan for mass immunizations against Iraqi biological arms.

Syria Hits the Brakes On Freeing Economy

By John Lancaster
Washington Post Service

DAMASCUS — Early last year, when a government representative promised professors at Damascus University that they would soon have local access to the Internet, the Syrian academics had reason to be encouraged. The representative was none other than Bashar Assad, the modern-minded son and heir apparent of Syria's longtime president, Hafez Assad.

But the professors are still waiting. According to diplomats, businessmen and a former senior official at the university, top intelligence officers urged the president to postpone

the introduction of the Internet, calling it a threat to national security. At least for now, Bashar Assad's Internet proposal is still sitting in his father's "in" basket.

The same could be said for many of Syria's attempts to open its economy to the outside world. After a modest easing of government controls in 1991, President Assad has pulled in the reins on economic liberalization, fearing social and political unrest that could threaten the future of his authoritarian, clan-based government.

Mr. Assad's hesitancy is closely linked to the breakdown in the Middle East peace process. In the view of diplomats and political ana-

lysts here, the 67-year-old president believes he cannot carry out economic reforms in the absence of a peace agreement with Israel that includes the full return of the Golan Heights, a strategic plateau captured by Israel in 1967.

In the meantime, Syria seems stuck in a time warp, strangely immune to the forces of globalization that have begun to manifest themselves elsewhere in the Middle East. In contrast to Egypt and neighboring Jordan, both of which offer unrestricted Internet access, Syria has no private banking, no stock market, no credit cards and no cellular phones. The closest golf courses are in Lebanon.

"I think Syria was preparing itself for an opening following a peace agreement," said Nabil Sukkar, a former World Bank official who now runs a private economic consulting firm in Damascus. "So, one could say it meant a delay.

"In the past four years there hasn't been any significant change," he

said. "We are in between now; we are really in between."

Syria, one of the poorest Arab countries, with a per capita income lower than that of Egypt, cannot afford to wait. Its oil reserves, which now earn 60 percent of its foreign exchange, are expected to run dry in 12 years. Its population of 15 million, meanwhile, is growing at more than 3 percent a year, one of the highest such rates in the world, while unemployment stands at about 12 percent, according to unofficial estimates.

Some progress is evident. This year, for example, Syria will begin negotiating with the European Union on a new trade agreement that even-

tually will require sharp reductions in import duties and other barriers to free trade. "The pressure of integration with Europe is coming to replace the pressure of the peace process," Mr. Sukkar said.

Just as significantly, Mr. Assad's authoritarian regime has begun to ease restrictions on the flow of information. Satellite dishes, although technically illegal, are in obvious and widespread use. Fax machines have been legalized. And in the absence of local Internet access, Syrian Web surfers can call next door to Lebanon to log on through providers there.

"I call it 'the philosophy of the gray area,'" a Western diplomat said. "It doesn't mean to say that it is

an attractive or liberalizing regime. It isn't. But it is one that is slightly less embarrassing to do business with."

The Syrian government controls half the country's manufacturing capacity, and officials say they are mindful of the need to tip the balance in favor of private enterprise. But for now, at least, they say they have ruled out such steps as cutting food subsidies or privatizing state industries out of concern for the social consequences.

Foreign Minister Farouk Shara said in an interview that the opening should be gradual "and should not be at the expense of any class in the society."

Game Plan on Iraq Has Its Limits

U.S. Hasn't Set Its Course if Bombs Don't Budge Saddam

By Thomas W. Lippman
and Barton Gellman

Washington Post Service

WASHINGTON — Preparing for what could be the biggest U.S. military strike since the 1991 Gulf War and struggling to win international support for the use of force against Iraq, the Clinton administration has yet to decide what would follow a bombing campaign if President Saddam Hussein refuses to back down, according to senior administration and military officials.

In a news conference before she left on a diplomatic tour of Europe and the Middle East, Secretary of State Madeleine Albright said that the purpose of military action would be "to coerce" the Iraqi leader into complying with the terms of United Nations sanctions. Mrs. Albright said that she was not so much seeking support for the U.S. position as explaining the administration's resolve to use force if necessary.

But several administration and military officials said that despite the advanced state of planning for a sustained attack and a growing sense of inevitability, there is doubt that bombing alone would induce Iraq to allow unfettered inspections of its weapons program.

Lieutenant General Patrick Hughes, director of the Defense Intelligence Agency, underscored the remaining questions at a Senate hearing Thursday.

"We are probably faced with some kind of a decision in the next few weeks or months where we have to decide what it is we want to do with Iraq," he said, adding that it was "a policy issue that someone else will have to decide."

A senior military officer involved in the planning of the Iraq operation said: "We still have a lot of work to do. We've got to clearly understand what the end-state would be."

The administration is planning an escalating series of missile and bombing attacks aimed at inflicting major damage on Iraqi weapons production facilities, as well as to communication

centers and to units of the elite Republican Guard, if a last-minute round of diplomacy fails to persuade Mr. Saddam to lift obstacles to weapons inspections, according to officials.

Senior officials and sources who have been briefed on the plan said the administration's current expectation was that the first stage of the campaign would end with an ultimatum to resume bombing by what one official called "a date certain" if Iraq failed to permit UN inspectors to enter suspect weapons sites at will.

But a senior officer said administration officials were assuming that Mr. Saddam would "continually refuse" demands for compliance. "Then you have to be able to say, 'O.K., this is the price you pay, more air strikes,'" the officer said. "Who knows where this will stop?"

Administration officials recall that a monthlong air campaign in 1991 did not topple the Iraqi leader, provoke a mutiny in his army, or force him to withdraw troops from Kuwait even though its scale — involving thousands of combat aircraft and tens of thousands of tons of bombs — was orders of magnitude larger than anything contemplated now.

The administration is trying to "compel compliance with the inspection regime by force," a senior Pentagon official said. "Once you do that, you better be prepared for that not to work, for Saddam Hussein not to comply" and to be able to maintain a Security Council consensus if that happens.

If there is a U.S. attack, an Arab diplomat said, "we are hopeful there's a political program for the day after."

He and others said they hoped that the United States had been working with dissidents in the Iraqi leadership who might take over if Mr. Saddam was significantly weakened. But a veteran government analyst of Iraqi affairs said that the United States had "no assets" inside Iraq, an assessment that General Hughes appeared to confirm.

The United States has such complete military control of the Gulf region that

"even the smallest attack" by Iraq against its neighbors would provoke "immediate retaliation by us and our allies," he said.

What the United States does not have, he said, is "control of the internal circumstances inside Iraq so that we could prevent this kind of generation of crisis, this belligerent attitude, this resistance to the inspection regime and the sanction regime."

President Bill Clinton's foreign policy advisers expect enormous pressure to halt bombardment after the first or second day, and they acknowledge that time will be working against them should the president give the order to attack.

"Certainly, you can't get all his palaces in a day," said an official who has taken part in military planning meetings.

"We may be setting ourselves up for failure," said Zalmay Khalilzad, an analyst at Rand Corp. If the United States conducts a limited campaign of three or four days, he said, "Saddam Hussein could take that and be in a stronger position."

■ Saddam Gives Warning

Mr. Saddam issued a warning that Iraqis would fight with "all their capabilities" if the United States made military strikes against Baghdad, Reuters reported Thursday from Baghdad, quoting the official Iraqi press agency, INA.

"The faithful will be victorious," Mr. Saddam told leaders of Iraq's ruling Ba'ath Socialist Party and Revolutionary Command Council.

"If the devil pushes these enemies into evil and aggression and they attack us, we will be forced to fight them with all our capabilities," the agency quoted Mr. Saddam as saying.

Les Russes transmettent à M^{me} Albright les intentions irakiennes

Hubert Védrine constate que « toutes les options restent ouvertes »

LE MONDE / SAMEDI 31 JANVIER 1998

Le chef de la diplomatie française a « constaté », après sa rencontre jeudi 29 janvier avec la secrétaire d'Etat

américaine, que toutes les options demeuraient ouvertes face à l'Irak. Madeleine Albright en a conclu que

la France se rapprochait de la position américaine, qui n'exclut pas un recours à la force contre Bagdad.

LA NUANCE verbale était importante parce qu'elle a donné lieu à un glissement de sens. « Je constate » à ce stade, a déclaré jeudi 29 janvier le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, au terme d'un dîner de travail à Paris avec son homologue américaine, Madeleine Albright, « que toutes les options restent ouvertes » à propos de l'Irak. Il dressait ainsi un « constat » de la position des Etats-Unis lesquels semblent attendre, pour arrêter définitivement le choix de la méthode, la fin des consultations engagées par M^{me} Albright, notamment avec les partenaires européens de Washington. La réaction de la secrétaire d'Etat américaine à la déclaration de M. Védrine ne s'est pas fait attendre. « Quand le ministre français des affaires étrangères dit que toutes les options sont ouvertes, nous nous réjouissons d'un tel appui », a-t-elle commenté. Ce qui ne correspond pas tout à fait à la réalité.

Il est vrai, comme l'a dit M^{me} Albright, que Paris et Washington partagent bien « l'opinion que l'attitude de Saddam Hussein est inacceptable et qu'il doit se plier aux ré-

solutions de l'ONU ». La France et les Etats-Unis estiment que « l'Irak est responsable de la situation actuelle ». Mais Paris ne croit toujours pas à l'efficacité de la manière forte, indique-t-on de source française. Néanmoins, vu l'intransigeance du président irakien, Paris ne proclame pas haut et fort son hostilité à des frappes militaires et ne fera qu'en prendre acte si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne décident d'y recourir.

M^{me} Albright a admis que les solutions diplomatiques n'ont pas été « épuisées ». Mais « le moment de prendre des décisions fondamentales arrive rapidement », a-t-elle ajouté, cependant que son homologue français insistait sur la nécessité d'« intensifier la recherche de solutions diplomatiques, pour que l'Irak accepte que l'Unscorn [la commission d'experts chargée de le désarmer] puisse travailler sans conditions ».

REACTIONS DES PAYS ARABES

La responsable du département d'Etat devait rencontrer vendredi à Madrid son homologue russe, Evgueni Primakov, lequel aura été in-

formé des résultats de la mission à Bagdad de l'envoyé spécial russe, le vice-ministre des affaires étrangères, Viktor Possouvalioug. Dans la dernière ligne droite avant les « décisions fondamentales » qui doivent être prises, la Russie, comme en novembre 1997, fait office de decodeur des intentions du président Saddam Hussein. M. Primakov se disait optimiste, jeudi, sur la possibilité de trouver une issue diplomatique à la crise, mais il ne s'était pas encore entretenu avec M. Possouvalioug. Tout aussi prématurément, le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, indiquait que les entretiens à Bagdad de M. Possouvalioug n'avaient pas permis de « percée ».

Après Madrid, M^{me} Albright se rendra à Londres, où elle s'entretiendra avec le roi Hussein de Jordanie avant de rencontrer samedi son homologue britannique, Robin Cook, puis de partir pour le Proche-Orient. De son côté, le président Bill Clinton, qui a réaffirmé jeudi sa détermination « à priver l'Irak de la capacité d'utiliser à nouveau des armes de destruction massive », devait s'entretenir vendredi par télé-

phone avec Jacques Chirac, après avoir eu la veille un entretien du même genre avec le premier ministre canadien, Jean Chrétien.

A Bagdad, le président irakien a réaffirmé jeudi qu'il mettrait en œuvre « tout son potentiel » pour se défendre contre une éventuelle attaque. « Si le diable pousse les ennemis au mal et à l'agression et qu'ils nous attaquent, nous serons forcés de les combattre avec tout notre potentiel », a déclaré M. Hussein.

En Israël, responsables et experts militaires minimisent le risque d'une implication de l'Etat juif dans la crise irakienne tout en appelant la population à s'équiper de masques à gaz. « Je conseille au peuple d'Israël d'être moins inquiet, a déclaré le président Ezer Weizman. Les missiles peuvent aller dans les deux sens. » « Nous ne sommes pas partie prenante à ce conflit, mais [...] nous nous défendrons par tous les moyens », a commenté le ministre de la défense, Itzhak Mordehai.

La Turquie s'est dite rétive à l'utilisation par l'armée de l'air américaine de la base aérienne d'Incirlik pour d'éventuels raids aériens contre l'Irak. L'Iran, a affirmé le ministre des affaires étrangères, Kamal Kharazi, est « opposé à toute escalade de la tension et tout recours à la force » et la presse de nombreux pays arabes a averti qu'une frappe militaire serait une « erreur stratégique » pour les Etats-Unis dont la crédibilité dans la région serait sérieusement mise à mal. Au Qatar, une pétition (une cinquantaine de milliers de signatures) circule, demandant la levée des sanctions contre Bagdad.

Mouna Naim

PARLEMENT EUROPEEN



LE POINT DE LA SESSION - Janvier 1998

Bruxelles: Strasbourg
Division Centrale de Presse

DROITS DE L'HOMME

Situation des réfugiés kurdes

14.01 - Le Président en exercice du Conseil, M. Doug HENDERSON, a tenu à opérer d'emblée une distinction entre les réfugiés politiques et les migrants économiques. Il a déploré que ces gens soient le plus souvent victimes de l'exploitation de racketteurs sans scrupules.

Le problème des réfugiés kurdes, n'est, du point de vue du Président en exercice du Conseil, pas seulement un problème Schengen, mais bien un problème qui concerne l'ensemble de l'Union

européenne. Il faut poursuivre et traduire en justice les crimes organisés qui encouragent les gens à quitter leur pays. Nous constatons une pression migratoire qui crée un problème humanitaire mais également en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. Nous devons créer des conditions en Irak du Nord pour anéantir les raisons qui obligent les Kurdes à quitter leur territoire.

Le commissaire, M. Hans VAN DEN BROEK, a rappelé que pour de nombreuses personnes opprimées physiquement et économiquement, l'Union était un aimant. Avec le programme

ECHO, nous devrions améliorer les conditions de vie des Kurdes au nord de l'Irak. A cela s'ajoutent le programme ODYSSEUS concernant l'échange et la formation de fonctionnaires dans le domaine de la migration, le programme d'action commune pour octroyer une protection temporaire aux demandeurs d'asile, le programme visant à instaurer une collaboration entre les polices de l'Union et de la Turquie.

Enfin, hier, une task force de l'Union a discuté d'une série de mesures à prendre pour renforcer les contrôles des frontières externes de l'Union.

Le commissaire a enfin salué les efforts de l'Italie face à l'afflux de centaines de réfugiés kurdes.

Au nom du groupe PSE, *M. Johannes SWOBODA* (A) a demandé que le droit d'asile soit respecté et que l'on lutte contre les organisations criminelles qui exploitent la misère des plus pauvres d'entre nous. Il a ajouté: "L'Europe souhaite aider la Turquie et non pas agir contre elle". Enfin, il demande des mesures pour répartir, dans les Etats de l'Union, la charge des réfugiés.

Au nom du groupe PPE, *M. Gerardo BIANCO* (I) estime que le problème des Kurdes ne se réduit pas à une opération policière mais qu'il s'agit d'une question politique essentielle pour ce peuple séculaire déraciné. Il y a 260.000 Kurdes sur les côtes italiennes qui viennent de Turquie et de l'Irak. Nous devons respecter les accords internationaux et les accords de Schengen et adopter une politique cohérente envers la Turquie.

Au nom du groupe UPE, *M. Guido VICECONTE* (I) s'est exclamé: "Face à l'afflux de réfugiés kurdes sur les côtes calabraises et des Pouilles, l'Italie a lancé un appel à la solidarité européenne mais la seule réponse qu'elle a obtenue c'est de s'entendre dire: c'est votre problème!". Et l'orateur de plaider pour une politique cohérente et concrète en la matière.

M. Jan WIEBENGA (NL), au nom du groupe ELDR, a demandé une série de mesures, et notamment une réglementation européenne de répartition équitable des réfugiés dans la Communauté, le renforcement des contrôles aux frontières, un accueil des réfugiés, une politique de retour des réfugiés dans leur pays et la mise en place d'un Observatoire des migrations.

Au nom du groupe GUE/NGL, *M. Luciano PETTINARI* (I) estime qu'il n'y aura pas de réduction du flux migratoire des Kurdes sans un

changement de situation en Turquie et en Irak. Il demande que l'Union organise une conférence internationale sur la situation des Kurdes.

Au nom du groupe des Verts, *Mme Claudia ROTH* (D) estime qu'il faut aider les réfugiés et non pas les empêcher de fuir. En fait, ce que d'aucuns cherchent, c'est de faire des réfugiés kurdes des migrants clandestins. Et d'évoquer les orateurs qui parlent de départ illégal!

Au nom du groupe ARE, *M. Gianfranco DELL'ALBA* (I) s'est plaint des lacunes du Traité d'Amsterdam et de l'absence d'action du Conseil en la matière.

Au nom du groupe I-EDN, *M. Frédéric STRIBY* (F) a souligné que 10.000 clandestins transitent chaque mois par l'Italie. L'Autriche, qui vient à peine d'entrer dans le système de Schengen, a déjà évoqué des clauses de sauvegarde. Quant à la France, elle a renforcé, sans aucune autre forme de procès, les contrôles aux frontières avec l'Italie. Toutes ces attitudes montrent que l'on se moque des accords de Schengen. Et l'orateur d'espérer que la France rejettera le Traité d'Amsterdam.

Vote (Résolution commune)

15.01 - En adoptant une résolution commune des groupes PSE, PPE, UPE, ELDR, GUE/NGL et de *M. Jaak VANDEMEULEBROUCKE* (ARE, B) sur les réfugiés kurdes et la position de l'Union européenne, le Parlement européen souscrit à l'esprit de solidarité et aux préoccupations humanitaires dont fait preuve le gouvernement italien.

Il demande au Conseil d'arrêter une politique commune destinée à faire face aux situations de cette nature et l'enjoint d'adopter sans tarder le projet de convention sur le contrôle extérieur des frontières ainsi que la proposition sur la protection temporaire des réfugiés.

Le Parlement européen, qui souligne que les obligations découlant de cette situation doivent être réparties équitablement entre les Etats membres, condamne vigoureusement les réseaux criminels internationaux qui profitent de cette détresse humaine.

Il invite le Conseil et la Commission à définir une politique étrangère commune de l'Union européenne face aux défis posés par la répression du peuple kurde et réaffirme que le règlement du problème passera nécessairement par une solution politique des conflits en Turquie et dans le nord de l'Irak.

Le Courrier du F. RUM
Dossier: Les réfugiés kurdes
JANVIER-FEVRIER

Bulletin d'information du Forum des migrants de l'UE

TEMPETE DANS UN VERRE D'EAU LES REFUGIES KURDES ONT FAIT PANIQUER CERTAINS MILIEUX

L'année 1998 a commencé avec un événement qui a beaucoup ému certains décideurs européens. L'arrivée de quelques centaines de demandeurs d'asile en Italie a suffi pour créer un mouvement de panique. A l'époque, avant la fin de la guerre froide, l'histoire du "boat people" vietnamien avait créé une large sympathie. Aujourd'hui l'arrivée de quelques centaines de Kurdes, appartenant à cette "autre culture" crée plutôt un embarras sinon une réaction presque hostile chez certains. Tout est question d'intérêt économique et d'appréciation idéologique.

*Pourquoi tant de crainte face aux demandeurs d'asile?
La Convention de Genève et celle de Dublin ne sont-elles pas en vigueur?*

L'image de milliers des gens basanés (!), des femmes, des hommes, des enfants remplissant des bateaux, frappant aux portes de l'Union est un cauchemar terrible pour certains tel le célèbre fantôme du mouvement ouvrier du dix-neuvième siècle qui faisait tant peur aux conservateurs bien-pensants. Pourquoi tant de crainte face aux demandeurs d'asile? La Convention de Genève et celle de Dublin ne sont-elles pas en vigueur? Si les droits de l'homme sont si précieux pour eux, s'ils promettent des miracles et des merveilles pourquoi ne pas en faire bénéficier ces "autres"?

Selon les experts du Conseil, cette immigration se fait de la Turquie vers la Grèce et l'Italie. Puis les migrants se dispersent en France, en Allemagne, en Belgique, etc. L'Allemagne a demandé à l'Italie de lever la durée de 15 jours d'attente reconnue aux réfugiés avant la prise d'une décision. Le chef de la police italienne a vite invité à Rome ses collègues néerlandais, français, allemands, grecs et aussi turs. A Bruxelles, M. Mario Monti, s'exprimant comme Commissaire européen chargé de suivre l'accord de Schengen, a affirmé que la sécurité des frontières extérieures et, en particulier, la lutte contre l'immigration clandestine sont des éléments fondamentaux de Schengen. Le Comité de Schengen, s'est réuni suite à la proposition des Pays Bas.

Existe-t-il un lien entre l'immigration clandestine et l'arrivée des Kurdes? Pourtant les Kurdes sonnaient aux portes de l'Europe à visage ouvert. Les autorités européennes font un

amalgame regrettable entre l'asile et l'immigration clandestine. Les Kurdes et d'autres voyageurs avaient une seule intention, claire et nette: demander l'asile dans un pays de l'Union européenne. La réponse à cette demande incombait directement à ces derniers. D'autres pays, qui ne sont pas membres de l'U.E., ni a fortiori de l'espace Schengen, n'avaient aucune responsabilité, ni obligation d'empêcher la liberté de voyager. Il paraît que derrière les critiques justifiées des violations des droits de l'homme en Turquie, il existe, malgré cela, pour certains, une volonté de collaborer avec le gouvernement de ce pays pour empêcher l'immigration.

LE COMITE DE SCHENGEN

Le 15 décembre dernier, le Comité exécutif Schengen s'est réuni à la demande du ministre allemand de l'Intérieur, Manfred Kanther, avec un ordre de jour très précis: traiter du problème de l'immigration clandestine et de ses conséquences. Le Comité a pris la décision d'intensifier les contrôles aux frontières extérieures selon un plan commun et d'arrêter des mesures concrètes favorisant l'efficacité de ces contrôles. Il s'était entendu sur les mesures suivantes, à mettre en œuvre sans délai:

- renforcer les contrôles d'entrée aux frontières extérieures grâce au déploiement d'effectifs supplémentaires (entendez plus de policiers) et à l'utilisation d'équipements techniques modernes (entendez des fils barbelés et électrifiés);
- assurer la protection des zones non ouvertes au public dans les aéroports en ce qui concerne les vols extra-Schengen et les passagers en transfert (entendez le mauvais traitement des passagers "basanés" dans les aéroports); prendre des mesures parallèles dans les ports ouverts au trafic international (entendez l'interdiction de débarquement pour les équipages des navires);

Existe-t-il un lien entre l'immigration clandestine et l'arrivée des Kurdes?

- garantir une assurance mutuelle dans le cadre de la formation et de la formation continue des agents chargés des contrôles dans les ports et les aéroports, ainsi que du personnel des com-

- compagnies aériennes, par exemple au moyen de programmes d'échanges bilatéraux; utiliser plus intensivement les équipements techniques modernes, en assurer la mise à disposition et renforcer les effectifs (entendez le perfectionnement dans la reconnaissance d'un "basané");
- contrôler les transbordeurs déjà au moment du chargement et du départ; mettre en œuvre et favoriser l'harmonisation des sanctions prévues à l'égard des transporteurs qui acheminent des immigrants clandestins vers l'espace Schengen, ainsi que des arrangements avec ces transporteurs (entendez le transfert de responsabilité du sale boulot vers les compagnies privées);
- réaliser des contrôles en amont dans des lieux d'embarquement à risque devant être précisés (entendez l'achat de la complicité des pays tiers en les payant cher, si nécessaire);
- procéder à un échange d'informations sur les itinéraires et les méthodes des filières d'émigration clandestine, intensifier la coopération pratique entre les services de police et les autorités chargées de la protection des frontières ainsi que la coopération entre ces autorités et les fonctionnaires de liaison des Etats Schengen en poste dans des Etats tiers; détacher, sur une base mutuelle et d'un commun accord entre les Etats, des fonctionnaires chargés d'observer l'efficacité des mesures de lutte contre l'immigration clandestine (entendez la création d'un corps de super-flics);

Les Etats membres de Schengen critiquent l'attitude de l'Italie, laquelle applique actuellement un délai de 15 jours.

- en conformité avec la législation nationale, relever les empreintes digitales de tout étranger entré illégalement sur le territoire Schengen, dont l'identité ne peut être établie avec certitude sur la base de documents valables, et conserver ces empreintes en vue de l'information des autorités d'autres Parties contractantes (entendez la mise en œuvre d'une politique d'incrimination des immigrés sans papiers);
 - éviter, en conformité avec la législation nationale, que les ressortissants étrangers entrant illégalement sur le territoire Schengen et dont l'identité est incertaine ne disparaissent dans la clandestinité avant que leur identité ne soit clairement établie ou que les mesures requises relevant de la police des étrangers ne soient prises et exécutées (entendez la construction de nouveaux camps).
- C'est essentiellement sur la base de cette dernière que certains Etats membres de Schengen critiquent l'attitude de l'Italie, laquelle applique

actuellement un délai de 15 jours entre une décision d'expulsion et sa mise en œuvre. Toutefois, la révision de cette législation est en cours et ce délai sera supprimé;

- procéder à l'éloignement immédiat des ressortissants étrangers entrés illégalement sur le territoire Schengen, dans la mesure où ils n'ont pas le droit d'y rester (entendez la mise en œuvre d'une politique des avions charters si chère à un certain Le Pen);
- favoriser des négociations en vue de la conclusion d'un accord de réadmission entre les partenaires Schengen, d'une part, la Turquie, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovénie, d'autre part (entendez le système de retour organisé). Cette question est également envisagée au sein du Conseil Affaires générales de l'UE;
- améliorer sur le plan pratique la coopération entre les Parties contractantes Schengen dans le cadre de l'application de la Convention de Dublin (entendez à chacun ses réfugiés).

La décision du 15 décembre invite également la Présidence à créer une task force comprenant au moins des représentants des six principaux Etats concernés, cette équipe devant se réunir à intervalles très courts et présenter un rapport au prochain Comité exécutif.

LES POLICES EUROPEENNES

La réunion à Rome entre les responsables des polices italienne, grecque, allemande, autrichienne, française, néerlandaise, belge et turque a été convoquée afin de chercher des solutions communes aux problèmes de l'afflux massif (!) de Kurdes en Italie. Elle a conclu en particulier sur la nécessité d'assurer un meilleur contrôle

Les Kurdes originaires d'Iraq à Demre - Antalya (Turquie).



DOSSIER: LES REFUGIES KURDE

DOSSIER: LES REFUGIES KURDES

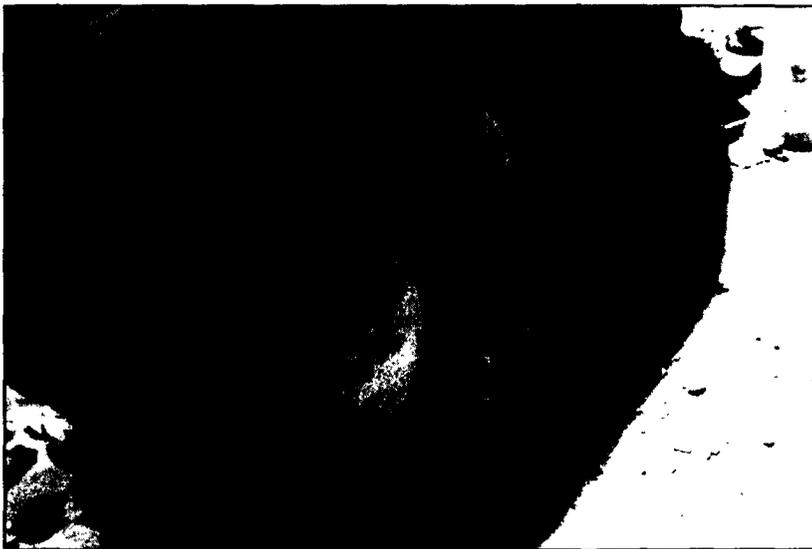
aux frontières et de renforcer la lutte contre les organisations criminelles, y compris en menant des enquêtes communes sur les biens des personnes soupçonnées d'organiser ce trafic, ce qui exigera en particulier un partage des informations (notamment sur les empreintes digitales des clandestins entrés dans les différents pays) et l'échange d'officiers de liaison. En outre, les participants ont envisagé de recourir à des moyens technologiquement plus sophistiqués pour contrôler les routes maritimes et terrestres.

"Pour l'Allemagne, le problème des Kurdes provenant d'Irak est plus grave que celui des Kurdes qui viennent de Turquie."

Quant à la Turquie, comme l'a indiqué le chef de la police turque, M. Necati Bilican, cette dernière a refusé de signer ce document. Le responsable turc a précisé qu'Ankara se réservait le droit de réexaminer le document et de faire connaître ensuite son avis à ce sujet, tout en assurant que la Turquie continuera à lutter contre ce type de criminalité organisée. Malgré cette volonté de coopérer avec les pays européens sur le plan concret, la Turquie confirme ainsi son refus de traiter avec l'UE en tant que telle, depuis la déception ressentie après le Conseil européen de Luxembourg en décembre dernier.

A Bonn, le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a répété une fois de plus que l'Allemagne est le pays de l'UE qui accueille le plus grand nombre de réfugiés. M. Kinkel a rappelé que, pour l'Allemagne, le problème des Kurdes provenant d'Irak est plus grave que celui des Kurdes qui viennent de Turquie (entendez un Kurde peut en cacher un autre! Drôle de conviction.)

■ *Un voyage vers l'espoir, mais à quel prix!*



Lors d'une conférence de presse sur l'arrivée de réfugiés kurdes en Italie, le Vert italien, M. Leoluca Orlando, s'est opposé à "une manipulation de l'information qui vise à réduire le problème du peuple kurde à un problème de police face à une menace terroriste". Il a plaidé pour une politique d'asile communautaire.

Le Vert allemand, M. Daniel Cohn-Bendit, a déclaré qu'"il y a quotidiennement plus d'immigrés illégaux qui entrent en Allemagne qu'en Italie, mais sur un bateau, c'est plus spectaculaire". Selon Cohn-Bendit, "personne n'est en mesure de garantir l'imperméabilité des frontières, à moins d'utiliser le seul système efficace: des murs, des barbelés et des mitrailleuses. La seule manière d'éviter l'afflux d'Albanais ou de Kurdes, c'est de faire en sorte qu'ils se sentent bien chez eux".

Mme Magda Aelvoet, coprésidente belge du groupe des Verts a déclaré qu'elle a été choquée par certains propos tenus ces jours derniers en Autriche. Elle a insisté sur le fait qu'il fallait une politique cohérente en matière d'asile pour toute l'UE et non pas seulement pour l'espace Schengen.

"Il y a quotidiennement plus d'immigrés illégaux qui entrent en Allemagne qu'en Italie, mais sur un bateau, c'est plus spectaculaire."

M. Luigi Caligaris (membre italien du groupe libéral) déclarait qu'on ne pouvait pas exclure que ce flux migratoire soit un signal fort face à l'U.E., l'immigration était une arme dévastatrice, qui pourrait venir troubler la tranquillité de l'Europe (voilà des paroles insensées)

M. Peer Baneke, Secrétaire général de l'ECRE (Conseil européen des Réfugiés et Exilés) a précisé que l'Union européenne devrait se concentrer sur la protection des réfugiés, et pas contre les réfugiés. L'U.E. n'a pas fait de progrès suffisants sur la voie d'une politique d'asile cohérente, et l'application de la Convention de Dublin (entrée en vigueur en septembre 1997) varie d'un cas à l'autre, constate-t-il.

"L'Europe ne peut pas devenir 'une forteresse' et elle continuera à accueillir des réfugiés" a dit M. Jacques Santer en essayant de calmer les critiques, tout en notant que l'accord de Schengen, ce n'était pas seulement la liberté de circulation, mais aussi la sécurité liée à cette libre circulation (voilà de l'équilibre bien travaillé!)

M. Ismail Cem, le Ministre des Affaires Etrangères de la Turquie, a écrit à son collègue italien, M. Lamberto Dini, reprochant aux pays européens leur complaisance en affirmant que toute

promesse d'asile politique de la part de Rome encouragerait de nouvelles vagues d'émigration.

"Amnesty International" indique que la majorité des réfugiés en transit (Turquie) sont des Kurdes de la Turquie ou des Kurdes provenant d'Iraq. Il y en a aussi un certain nombre qui vient de l'Afghanistan, l'Algérie, l'Iran et du Sri Lanka. En rappelant la violation des droits de l'Homme dans ces pays "Amnesty International" appelle les gouvernements de l'U.E. à protéger les demandeurs d'asile.

Les Etats membres de l'U.E. ne doivent pas prendre des mesures restrictives en matière d'asile en prétextant l'existence du trafic d'êtres humains.

Tous les demandeurs d'asile doivent avoir accès à une procédure d'asile satisfaisante.

PLAN D'ACTION DE L'UNION EUROPEENNE

Le 26 janvier, le Conseil des Affaires Générales de l'Union européenne a adopté à l'unanimité, un plan d'action en plusieurs points pour faire face au "problème" d'arrivée des réfugiés kurdes. Le Président en exercice du Conseil, Robin Cook, a expliqué que ce plan d'action visait à "renforcer le contrôle des migrants" et à "renforcer le dialogue avec la Turquie et le Haut Commissariat aux réfugiés" en vue de "ralentir le flux".

LES REFUGIES NE DOIVENT PAS ETRE TRAITES COMME DES CRIMINELS

Dans un communiqué de presse, la Plate-forme des ONG sur les politiques d'asile et d'immigration a déclaré que "les réfugiés ne doivent pas être traités comme des criminels". Dans le communiqué, il est dit que "c'est amusant de voir que le Conseil prend des mesures visant à assurer le contrôle des frontières pour que les citoyens européens aient une impression de sécurité. Toutefois parler de l'arrivée en Italie de 3000 Kurdes comme un "flux massif" n'est pas justifié."

FORUM DES MIGRANTS

Le Courrier du Forum reviendra très prochainement sur le sujet. Il faut noter que le Forum des Migrants est fort inquiet de cette situation dont les retombées risquent d'être très graves pour les réfugiés kurdes en détresse.

L'argument de "trafic de main d'œuvre" et de lutte contre les "passeurs organisés" ne doit pas servir de prétexte aux Etats de l'Union pour bafouer les principes fondamentaux des droits de l'Homme et notamment en ce qui concerne des populations qui sont victimes d'une partition, dont l'Europe assume une certaine responsabilité.

Bagdad peut désamorcer la crise en coopérant avec les Nations unies

Session extraordinaire du Parlement irakien lundi

LA SECRÉTAIRE D'ETAT américaine, Madeleine Albright, a exprimé vendredi 30 janvier son impatience face à l'Irak et son scepticisme devant les efforts de son homologue russe, Evguéni Primakov, pour aboutir à une solution diplomatique de la crise. Celui-ci a reconnu que la situation était « assez grave », mais a dit vouloir faire preuve « d'un peu plus de patience » que M^{me} Albright. La Russie est opposée à toute action militaire contre l'Irak, a encore déclaré vendredi le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine. Parallèlement, l'ambassadeur de Chine à l'ONU, Qin Huasun, a réaffirmé que son pays était « contre l'emploi ou la menace d'emploi de la force ».

M^{me} Albright a été informée par M. Primakov des résultats de la

mission de médiation de l'émissaire russe, Viktor Possouvalioug, auprès de Saddam Hussein. Les Etats-Unis « préfèrent une solution diplomatique », a dit M^{me} Albright, qui a rencontré vendredi soir, dans la banlieue de Londres, le roi Hussein de Jordanie et devait s'entretenir samedi avec son homologue britannique, Robin Cook. « Il revient aux Irakiens de coopérer pleinement avec les Nations unies » sur la question du désarmement et, « s'ils le font, personne ne parlera plus de la possibilité de recourir à la force », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. « Nous avons déjà vu ce type de chose se produire dans le passé. L'Irak a été jusqu'à la limite, avant de faire marche arrière. Il n'est donc pas exclu qu'il le fasse de nouveau. »

LE MONDE / DIMANCHE 1^{er} - LUNDI 2 FÉVRIER 1998

Lundi doit se tenir à Bagdad une session extraordinaire du Parlement, lequel avait approuvé le 30 décembre une décision de la direction du pays menaçant de durcir sa position en cas de maintien indéfini de l'embargo imposé par les Nations unies. Un mois plus tôt, les députés avaient « recommandé » au président Hussein de donner un délai de six mois aux inspecteurs militaires de l'ONU pour achever leur travail.

Parallèlement, le ministère des affaires étrangères irakien a rejoint les personnels de l'ONU qui étaient installés dans des appartements à Bagdad de retourner dans les neuf hôtels mis à leur disposition en vertu d'un accord avec les Nations unies. L'Irak a affirmé que cette demande n'avait pas de lien avec la crise actuelle. Dennis Halliday, le coordonnateur du programme humanitaire de l'ONU, estime qu'elle « est liée à des problèmes de sécurité à Bagdad et à ce que rapportent les médias sur d'éventuels dangers ». - (AFP, Reuters.)

Saint-Brieuc, ville d'adoption kurde

Hier, France-Kurdistan a fait le point sur son combat culturel et identitaire

L'association France-Kurdistan, créée en 1992, regroupe aujourd'hui, la vingtaine de familles kurdes qui vivent à Saint-Brieuc. A leurs côtés, une cinquantaine de Briochins adhèrent à l'association. « France-Kurdistan est un peu le pendant culturel du comité de soutien au peuple kurde qui, lui, s'implique politiquement », explique Josette Hamon, secrétaire de l'association.

Ainsi œuvre-t-elle pour favoriser l'intégration des familles ou aider à leur installation. « Pour qu'elles ne se replient pas sur elles-mêmes. » Les premières familles sont arrivées après l'ouragan de 1987. Il y avait besoin de main d'œuvre dans les forêts pour l'abattage du bois. Puis, à la suite de la guerre du Golfe et des représailles exercées par Saddam Hussein sur les populations kurdes, beaucoup ont fui. « Trois familles kurdes d'Irak sont arrivées grâce à l'association de Danielle Mitterrand, « France-Liberté », en 1992. » Ensuite, du fait de ce début d'implantation, d'autres ont suivi. Certains comme travailleurs immigrés, d'autres en tant que réfugiés politiques.

La communauté briochine



Hier, les enfants ont présenté des danses lors de l'assemblée générale France-Kurdistan

est principalement constituée de Kurdes venus de Turquie. « La situation est dramatique là-bas. Plus de 3 000 villages ont été rasés », commente un Kurde membre de l'association. Contraignant près de trois millions de personnes à fuir vers les villes comme Diarbakir ou Istanbul, gonflant davantage encore les bidonvilles. Certains choisissent la solution d'un exode incertain vers l'Europe, sur des bateaux de misère qu'ils faisaient une fortune. Car l'Union européenne

n'ouvre plus aussi facilement ses frontières depuis les accords de Schengen. Comme en témoigne l'exemple récent des réfugiés kurdes à qui l'Italie a exceptionnellement accordé l'hospitalité en Calabre.

« L'objectif de France-Kur-

distan est de faire connaître la culture kurde et les traditions de ce peuple martyr. Cela permet de sensibiliser les gens au sort de ce pays », poursuit Josette Hamon. Au travers de conférences et de manifestations où les enfants dansent en costumes traditionnels. Par ailleurs, France-Kurdistan s'occupe de soutien éducatif, une aide précieuse dans l'apprentissage du français.

Effectifs en hausse

Le combat par la culture des Kurdes briochins est celui de l'identité. « Ils ne demandent pas l'indépendance, mais juste qu'on les reconnaisse comme un peuple à part entière. Sachant tout de même qu'ils sont 15 millions en Turquie et 25 millions en Iraq. » Un peuple avec une histoire, une langue et des coutumes qui lui sont propres, mais que la communauté internationale semble ignorer.

« Que ce soit en France, en Allemagne ou n'importe où, nous n'avons pas de problèmes d'intégration. Sans pays, nous sommes toujours des étrangers », ajoute l'un d'eux. Sa-medi l'association a tenu son assemblée générale, où l'on a constaté une hausse des effectifs, « grâce à la récente venue de monseigneur Gaillot à Saint-Brieuc ».

Ouest-France
1^{er} février 1998

Le casse-tête Saddam Hussein

LES Etats-Unis, qui s'apprêteraient à bombarder l'Irak, ont raison sur un point: Saddam Hussein est un homme dangereux. En 1980, il a fait raser - littéralement raser - Khoramshar, une ville irakienne de plus de 100 000 habitants (Russes ou Occidentaux n'y trouvèrent d'ailleurs rien à redire). En mars 1988, le président irakien a fait assassiner par les gaz plusieurs milliers de Kurdes, prouvant qu'il n'hésitait pas à utiliser les armes de destruction massive contre sa propre population. En 1990, il n'a pas hésité à envahir le Koweït. Il règne par la terreur, le meurtre et la torture, à la tête d'un régime à côté duquel les pratiques passées des Borgia semblent le fait d'aimables tyranneaux.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui « gèrent » le dispositif de sanctions imposé à Bagdad ont quelque souci à se faire face à la nouvelle crise qui s'annonce. Elle les ramène exactement où l'on en était en novembre 1997. La commission de l'ONU chargée de dépouiller l'Irak de son arsenal de destruction massive, l'Unscoc, était alors sur le point de mettre au jour un dépôt d'armes biologiques. Pour l'en empêcher, Saddam Hussein a provoqué l'affrontement en chassant les experts américains de l'Unscoc. Mais à peine la France et la Russie avaient-elles réussi à trouver une issue diplomatique à cette énième crise, que le dictateur irakien récidivait: il vient d'interdire à nouveau aux agents de l'Unscoc de

fouiller certains sites, et menace de les chasser dans les six mois.

La France, la Russie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont d'accord pour dénoncer le comportement de Saddam Hussein comme « inacceptable ». Le ton est particulièrement amer à Paris, où l'on estime avoir tenu de nombreuses perches à Saddam Hussein, sans que celui-ci daigne en saisir aucune. Pour autant, la France n'est pas disposée à se joindre à un nouveau bombardement contre l'Irak. Les Etats-Unis veulent frapper une division de la garde républicaine et différentes installations militaires irakiennes.

On ne les accusera pas, ici, de chercher, ce faisant, une « diversion » aux petites affaires d'alcôve de la Maison Blanche. Ce serait faux: il y a plusieurs semaines déjà que Washington se

prépare à l'option militaire. On n'osera pas non plus prétendre que « l'option diplomatique » a quelque chance de succès, tant la dernière crise a prouvé que Saddam Hussein y était indifférent.

On observera simplement que les Etats-Unis se disent prêts à une campagne de bombardements sans être aucunement sûrs d'obtenir le départ de Saddam Hussein, son affaiblissement, ou même son acceptation de l'Unscoc. Au contraire. Les risques, en revanche, sont connus: nouvelle détérioration du climat dans un Proche-Orient déjà tendu et morts possibles dans la population civile. Ce sont d'énormes risques. La solution militaire est dangereuse et douteuse. L'heure est à une réflexion radicalement renouvelée sur la manière de maîtriser ou de déstabiliser Saddam Hussein.

Susurluk: An open account

2 February, 1998, Copyright © Turkish Daily News

- While hoping for the victory of the honest and the courageous in this battle of honor and survival, we who really concerned about this country, and not only our personal interests, must join hands in an effort to flush Turkey off this excreta.

Opinion By Dogu Ergil

Mr. Ecevit, deputy prime minister, was very sincere when he said, "I am shocked and disgusted," after he had read the Susurluk report presented to the prime minister. Indeed, the report was a hot potato and after a moment's hesitation Mr. Yilmaz handed it over to the press. Fifteen pages were removed with the excuse that they contained "state secrets." The rest is already history.

If you are a citizen of Turkey and a regular reader with some capacity of observation, nothing -- but nothing -- in the "report" would be unknown to you. The only thing missing in your knowledge would be how all these appalling phenomena were linked up to the official circles and internalized as official policy. What is original about the report is its confessionalist character. Yes, in fact the report is a confession of official involvement in wide-scale vice and crime that has infested our country.

We the Turkish citizens now expect two things after public acknowledgement of official corruption: Prosecution and litigation of those involved, based on proven evidence that is not in the report; and a systematic drainage of the swamp ("mafianization") that has been created largely by the "extraordinary conditions" related to the "Eastern question."

That is exactly where the report is flawed. Firstly, there is no binding evidence presented in the report sufficient to indict those whose names are mentioned. The information has been obtained from institutions which are directly involved in the intricate web of relations that has become a security liability for Turkey. The only information that has gotten out is the bit that implies the rival organization's involvement in the chain of events. No individual official or circle must be expected to confess.

Secondly, the report starts only after 1993 with the True Path Party (DYP) government (Tansu Ciller's premiership). This is a gross flaw because most of the key people involved in unlawful murders, drug smuggling and covert operations of the government are linked to the Gladio organization that dates back to the 1970s.

A combination of security organizations have used and protected these criminal elements. One organization after another used them, provided official immunity and even gave them official titles and dumped them over to the other. One of the dreadful parts of the report is the revelation of the official mentality expressed as if it is a criticism. The author of the report admits that the employment of criminals for the execution of other (more dangerous) criminals is very wrong. Such things (without trial etc.) must and can be done by the official experts who are kept under control!

In short, the report does not paint a broader picture of the system and does not establish links with past events that have snowballed into an avalanche in our day.

Thirdly, there is almost no mention of money laundering and the black economy which facilitates the circulation and legalization of money coming into the country from "suspicious" sources. The casino (gambling) chain that started in Turkey and Cyprus and leads all the way to Turkmenistan is not only the reason for many murders and in-clan exterminations, it is also one of the reasons for the attempted coup d'etats in some Caucasus (the best known one is Azerbaijan) and central Asian republics. The gambling houses (casinos) and luxury hotels that harbour them is a good trail to follow the black economy and its operations. Yet there is no serious attempt to uncover this corrosive and bloody trail in and out of Turkey in the report.

The report is also very weak in establishing concrete evidence in the drug chain. The extermination of Kurdish businessmen, who were alleged of funneling money to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is mentioned. However, the fact that these Kurdish drug barons are replaced by their murderers is not exploited properly.

Whether the Kurdish drug barons are liquidated or kidnapped and milked by corrupt security personnel as the case is, all these deeds have further reinforced drug trade rather than eradicating it. For drug production and trade is quasi "officialized" as implied by the report.

It is no wonder that the PKK is making so much money out of the drug business which is, to a great part, carried out and protected by the rotten apples of the security bureaucracy and (especially local) politicians.

This is a bleak and appalling picture. It must come as a surprise to see that one of the daily journals made the news stands bearing the title: "Who is going to protect us?" Indeed, if we are still under the threat of monetarily rich, politically protected, bureaucratically linked overt and covert security cadres who paralyze their institutions, none of us are safe, especially when indictment and prosecution is going to be realized by the same paralyzed institutions.

While hoping for the victory of the honest and the courageous in this battle of honor and survival, we who really concerned about this country, and not only our personal interests, must join hands in an effort to flush Turkey off this excreta.

This is not only a wish, but a call to the real patriots -- not to the clowns who walk around in national colors, but close their eyes and open their pockets to murderers, drug traffickers and money launderers.

Hollywood of the Mideast

Arab World Eats Up Spicy TV Fare From Syria

By John Lancaster
Washington Post Service

DAMASCUS — From Lebanon to the Gulf, television viewers are tuning in to "The Mirror," the Arab world's answer to the American program "Saturday Night Live."

Irreverent in the extreme, the hour-long comedy show takes gleeful aim at uncaring bureaucrats and autocratic rulers.

One recent episode parodied a summit meeting of Arab leaders, depicting them as self-important buffoons whose search for Arab unity ends in squabbles over soccer matches and a riot of hurled paper and insults. Another depicts the

Kafkaesque struggles of "Essam" — a young Syrian woman with a man's name — to avoid the military draft by persuading government bureaucrats that she is, in fact, a woman.

In a region where governments have shown little tolerance for dissent, such pungent political satire is as rare as it is popular. What makes "The Mirror" even more remarkable, however, is that it originates in Syria.

Despite its well-deserved reputation for political repression, Syria has emerged as a leading producer of Arab television entertainment, much of it surprisingly bold in its treatment of sensitive themes.

Besides "The Mirror," Syrian-made programs now broadcast around the Middle East include a lavish adaptation of Shakespeare's "King Lear" and such historical dramas as "The Silk Market," a popular serial that casts a critical eye on the unhappy union between Syria and Egypt from 1958 to 1961.

With a dozen or more private production companies, a recently inaugurated government-owned satellite channel and a strong tradition of dramatic arts, Syria is poised to challenge Egypt as the Hollywood of the Middle East, television producers and actors here say.

"We have new ideas and new subjects," said Hatim Ali, 35, who produces "The Mirror" for a private company in Syria. "The Egyptians are repeating themselves."

Much of what Syrian television offers is heavily flavored with propaganda, such as the 1996 hit "Brothers of Sand," an ambitious, privately produced war

epic whose depictions of Turkish atrocities against Arab soldiers during World War I — including a graphic impalement scene — sparked protests from Ankara.

The limits of free expression are clear. It would be unthinkable for "The Mirror," or any other program, to poke fun at a specific Arab ruler, least of all Hafez Assad, the former military pilot who has ruled Syria since seizing power in 1970.

Nevertheless, Syrian producers have surprising latitude, often using historical drama as thin cover for contemporary issues, such as abuses of individual rights by Arab secret policemen.

"As long as you attack bureaucracy and generic baddies, you can get away with it," a Western diplomat said.

That appears to be the strategy of Mr. Ali, the producer of "The Mirror." He recently finished work on a dramatic series that blends two works by Shakespeare — "Macbeth" and "Richard III" — to make a statement about "the authority and power of the state, and the rise of dictatorship," he said.

But according to diplomats and Syrian television officials, Mr. Assad has promoted the growth and export of Syrian television entertainment as a means of enhancing his claim to leadership of the Arab world — a status Syrian of-

ficials say he has earned in light of his resolute defiance of Israel.

"Syria's essential position makes it important to be admired all over the Arab world," said Adel Yazigi, the director of state television. "Syria stayed firm and consistent and straight. That is why people like to see what is coming out of Syria."

With that in mind, Mr. Yazigi said, the government in 1988 sought to increase the output of Syria's entertainment industry by encouraging private production, easing import restrictions on cameras and other television gear and expanding the margins of free expression.

Syria's satellite station, which broadcasts locally produced fare throughout the Arab world, went on the air in 1995; the government will soon begin work on a new studio complex in the ancient city of Aleppo.

Syrian writers and producers still must submit their projects to Mr. Yazigi's office for review. Asked whether his office practices censorship, he replied: "There are no restrictions. There is encouragement."

With satellite television, however, government control is ebbing. Although technically illegal, satellite dishes are widely used in Syria, giving viewers access to a variety of Arab-language

programs carried by such Middle Eastern satellite stations as the Saudi-owned Orbit network. As a result, the government has eased restrictions to keep Syrian television competitive with foreign rivals, producers say.

"The satellite stations have given people options," said Ayman Zaydan, one of Syria's best-known actors and the general director of the Cham Production Co., which is owned by a son of Vice President Abdel Halim Khaddam. "It improved the tastes of the audience, and it creates competition."

In the same vein, satellite companies like Orbit are increasingly underwriting Syrian productions, which gives them greater control over the content. For example, in "The Silk Market," this year's hit series on the Syrian-Egyptian union, Syrian secret policemen were depicted as drunken libertines in several scenes cut by state television.

But Orbit, which helped finance the program, broadcast the uncut version to countries throughout the Middle East, Syria included.

"You can watch the unedited version on satellite TV," a Western diplomat said. "If I were a government censor, I'd say there's no point in being real obvious about this."

Leyla Zana nominated for Nobel Prize

3 February 1998, Copyright © Turkish Daily News

Washington -- Leyla Zana, the former member of the pro-Kurdish Democratic Labor Party (DEP), has been nominated for the Nobel Peace Prize by U.S. Congressman John Porter, one of the most vocally anti-Turkish members of the U.S. Congress. Porter, who denies being anti-Turkish, has just visited Turkey with his activist wife, Kathryn Porter, and visited Zana in jail.

Zana was tried by the Turkish State Security Court and found guilty in December 1994 for her ties with Kurdish Workers' Party (PKK), which is on the U.S. State Department's list of "foreign terrorist groups." The court charged Zana with "promoting the destruction of Turkey's territorial integrity through separatism" under Article 125 of the Turkish Criminal Code.

In a letter he sent to the Nobel Peace Prize Committee on Jan. 23, Porter said he was asking for "utmost consideration" to be given "to the nomination of Leyla Zana for the 1997 Nobel Peace Prize, an act that could pave the way for the initiation of a dialogue that could bring peace" to the Turkish-PKK fighting.

Concerning his recent visit to Turkey, Porter said: "I met with Leyla Zana in the course of my visit to Turkey. I met with members of the fledgling human rights communities in Istanbul, Ankara and Diyarbakir. I also spoke with government officials. I heard long and painful recriminations, but I also heard a deep longing for peace. It is plain that the Turks and the Kurds must talk to one another."

"Such an award would symbolize both the hope for peace in the region and the degree to which the world is troubled by the lack of such peace."

Zana, who was also nominated by pro-Kurdish groups for the Nobel Peace Prize in 1996, was awarded the Sakharov Peace Prize by the European Parliament in 1995.



Une offensive militaire pourrait diviser le gouvernement turc

ISTANBUL

de notre correspondante

Le gouvernement turc, divisé sur l'attitude à adopter face à la possibilité d'une nouvelle offensive contre l'Irak, a annoncé dimanche 1^{er} février qu'il va dépêcher à Bagdad son ministre des affaires étrangères, İsmail Cem, pour tenter de désamorcer la crise irakienne.

La décision a été prise au cours d'une réunion au sommet à Ankara à laquelle participaient notamment le premier ministre Mesut Yılmaz, le vice-premier ministre Bulent Ecevit, ainsi que le numéro deux des forces armées, le général Çevik Bir. Les autorités irakiennes semblent avoir accueilli favorablement cette proposition.

La démarche d'Ankara, qui n'a pas suscité de réaction à Washington, aurait reçu l'appui du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Ankara espère convaincre d'autres pays de la région, notamment la Syrie, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Koweït et la Jordanie, d'en-

voyer également une représentation auprès de Saddam Hussein pour le convaincre de respecter les résolutions de l'ONU et d'éviter un affrontement qu'aucun des pays de la région ne souhaite.

Samedi, le premier ministre Mesut Yılmaz avait précisé qu'il n'était pas question pour la Turquie de participer activement à une éventuelle opération militaire contre l'Irak. « Nous hésitons aussi sérieusement à y participer passivement », avait-il ajouté. Le premier ministre évoquait l'usage éventuel de la base aérienne d'Incirlik, d'où s'envolent les avions alliés qui patrouillent régulièrement le ciel au nord de l'Irak.

Consciente de la position délicate de la Turquie et de la fragilité de son gouvernement, l'administration américaine ne prendra probablement pas le risque d'embarrasser Ankara en demandant l'autorisation d'utiliser la base pour des bombardements contre l'Irak. Il n'est en revanche pas exclu que ses

avions souhaitent utiliser Incirlik pour faire le plein de carburant.

Car contrairement au premier ministre, qui laisse la porte entrouverte à une telle éventualité, Bulent Ecevit, le vice-premier ministre et dirigeant du Parti démocratique de gauche, a, quant à lui, devancé la déclaration officielle et exprimé clairement sa position personnelle dès vendredi. « Que personne n'attende notre aide pour une offensive militaire que nous n'approuverons pas », a-t-il assuré.

MÉFIANCE ANTI-AMÉRICAINNE

De nombreux Turcs partagent cette méfiance à l'égard de la politique américaine dans la région. « Bulent Ecevit a entièrement raison », a estimé ainsi l'éditorialiste Oktay Eksi dans le quotidien *Hurriyet*, « Chaque fois que les Etats-Unis s'énervent et frappent l'Irak, c'est la Turquie qui paie le prix. » Le pays affirme en effet que la perte du marché irakien - Bagdad était un de ses principaux partenaires

commerciaux - lui a coûté quelque 30 à 35 milliards de dollars depuis la guerre du Golfe.

Tout le monde semble d'accord sur la nécessité de poursuivre les efforts diplomatiques. C'est sur la politique à suivre si l'affrontement se révélait inévitable que la coalition semble divisée. La presse turque affirme que deux camps se sont formés, l'un soutenant la position de M. Ecevit, l'autre, qui compterait le premier ministre et le chef de l'état-major, estimant que, face à la détermination des Américains, la Turquie serait forcée de s'aligner sur la position de ses alliés, surtout à un moment où les relations avec les Européens sont tendues.

En attendant, les forces armées turques ont déjà pris leurs dispositions en déployant des renforts de troupes le long des 331 kilomètres de frontière qui séparent la Turquie de l'Irak.

Nicole Pope

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, FEBRUARY 4, 1998

Cairo Eases Opposition To a Strike Against Iraq

By John Lancaster and Barton Gellman
Washington Post Service

CAIRO — The U.S. secretary of state, Madeleine Albright, failed to persuade Egypt on Tuesday to back the threat of American military force against Iraq. But the Egyptian foreign minister, Amr Moussa, appeared to temper Egypt's objections to military action, warning Iraq that its failure to cooperate with UN weapons inspections could result in "grave consequences."

After a week in which Egypt has voiced its opposition to any kind of military strikes against Baghdad, Mr. Moussa's measured comments on Tuesday night marked a clear softening in tone.

They added to the impression that Mrs. Albright had achieved at least partial success during her tour of the region, winning pledges of support, if not direct cooperation, from several of Washington's most important Arab allies.

"The secretary was well satisfied with the expressions of support she received across the board," Mrs. Albright's spokesman, James Rubin, said to reporters here before Mrs. Albright departed for Washington on Tuesday night. "The fruits of this effort will become even more apparent in the coming days."

Earlier in the day, the government of Bahrain became the second in the Gulf region, after Kuwait, to associate itself with American threats of military force in the confrontation over United Nations inspection of Iraqi weapons. American officials said Mrs. Albright encountered no unexpected opposition to use of U.S. combat jets based at the Sheikh Isa Air Base in Bahrain if the United States decided to bomb Iraq.

Washington's Arab allies are far from enthusiastic at the prospect of U.S. air strikes against Iraq. Public opinion in Arab countries is deeply sympathetic to the Iraqis, if not to Saddam Hussein, and pro-Western Arab states are united in emphasizing the need for a diplomatic solution to the standoff.

Adding to diplomatic efforts by France, Russia and Turkey, the Arab League has dispatched its secretary-general, Esmat Abdel Meguid, to Baghdad in a last-ditch effort to persuade Mr. Saddam to back down. Outside of Bahrain and Kuwait, the United States has no assur-

ances that its allies in the region would cooperate in military operations if diplomatic efforts failed.

At the same time, American officials said they had been gratified by expressions of support from such Arab leaders as King Hussein of Jordan and Crown Prince Abdullah of Saudi Arabia.

After Prince Abdullah and Mrs. Albright met for six hours Monday night, the Saudi government said in a statement that the failure of diplomatic efforts would

"lead to grave consequences whose responsibility would lie exclusively on the Iraqi regime."

Mr. Moussa, the Egyptian foreign minister, used similar language in his comments to reporters after meeting here with Mrs. Albright and President Hosni Mubarak. Egypt, he said, is "fully behind the diplomatic efforts and diplomatic option in order to avoid grave consequences, the options we all know that are still on the table."

Asked whether Egypt was prepared to back military force against Iraq if diplomacy fails, Mr. Moussa replied, "I'm not ready to go beyond that for the time being."

A senior U.S. official in Mrs. Albright's delegation noted that Egypt joined France and Russia last fall in abstaining on an American-

sponsored resolution calling for modest travel sanctions on Iraqi officials during the last episode of defiance of UN inspectors. "Now all of them are united in their determination to see compliance," the official said.

While acknowledging that none of the Arab allies is eager for a military strike, the official said Mrs. Albright saw nothing "to suggest that if force became necessary there would be a groundswell of opposition from Arab countries."

Bahrain's foreign minister, Mohammed ibn Mubarak al Khalifa, appearing alongside Mrs. Albright at a news conference Tuesday, repeated several elements of the formula that she has pressed in her diplomatic campaign.

Iraq, he said, should "reconsider its position" and "adhere to, comply with and implement all relevant United Nations Security Council resolutions."

Every diplomatic effort to "reach a peaceful solution to the current crisis should be fully explored," but "failure of such diplomatic efforts will have grave consequences, the full responsibility for which will lay with Iraq."

The Bahraini statement stopped short of endorsing the slightly more bellicose language of France and Kuwait that "all options are open" if Iraq failed to cooperate with UN inspectors. But it represented solid diplomatic support, and U.S. officials said they had little doubt that the emir would

back the use of force if it comes.

In Baghdad, meanwhile, a French envoy, Bertrand Dufourcq, arrived Tuesday with a message from President Jacques Chirac to Mr. Saddam.

The French emphasized "face-saving" ways, an official said, of restarting talks about access to the weapons sites without Mr. Saddam appearing to have been beaten.

One possibility likely to be discussed was having the UN inspectors at the sites be accompanied by diplomats from member-countries of the UN Security Council. Since the sites are designated presidential, officials explained, the presence of diplomats could grant more "dignity" to the visits.

■ Russian Envoy in Iraq

Russia said its efforts to get Iraq to obey UN demands and head off military action were progressing, Reuters reported from Moscow.

But the outcome of talks by a Russian envoy, Viktor Posuvalyuk, was unclear after Baghdad denied Russian reports that Mr. Saddam had agreed to open eight new presidential sites to UN arms inspectors.

Also Tuesday, Baghdad criticized a UN proposal to increase oil sales under its oil-for-food deal, saying the move aimed at stealing "half of Iraq's oil wealth."

LE MONDE / JEUDI 5 FÉVRIER 1998

Irak : la politique de Tony Blair est critiquée par la gauche travailliste

Le premier ministre se voit reprocher un suivisme à l'égard des Etats-Unis

Tandis que les émissaires français et russe tentent à Bagdad de convaincre l'Irak de la nécessité d'une solution politique de la crise avec

l'ONU, des membres du Parti travailliste britannique reprochent au premier ministre de trop coller à la politique des Etats-Unis. Le président

russe Boris Eltsine a estimé de son côté, mercredi 4 février, que « les actions de Bill Clinton peuvent provoquer une guerre mondiale ».

LONDRES

de notre correspondant

A quelques heures de son départ, mercredi 4 février, pour les Etats-Unis, et alors que son attitude dans la crise irakienne est contestée par certains au sein de son parti, le premier ministre britannique, Tony Blair, a durci le ton envers le président irakien Saddam Hussein. Mais M. Blair a bien pris soin de ne pas apparaître comme trop inféodé au grand frère américain.

« Il ne s'agit pas pour la Grande-Bretagne de coller à la politique américaine, a-t-il déclaré, il s'agit de la politique britannique. Nous devons nous occuper de Saddam. » Il a aussi rejeté les critiques de ceux qui pensent qu'une telle attitude va aliéner le monde arabe.

Si cette politique ne suscite pas de véritable débat national et est approuvée par l'opposition conservatrice, elle a fait l'objet de critiques d'une partie de l'aile gauche travailliste, qui est intervenue lundi pour porter la contradiction au secrétaire au Foreign Office. L'ancien ministre, Tony

Benn, a parlé d'une « situation extrêmement grave » et rappelé que l'entrée en guerre du Royaume-Uni devait être soumise à l'approbation du Parlement.

M. Benn a exprimé sa crainte qu'« il soit possible que nos forces armées puissent être engagées dans un conflit sans que la Chambre ait eu la possibilité d'étudier la question (...) Avant que nos soldats soient exposés à ce qui serait une nouvelle guerre avec l'Irak, pouvez-vous vous engager à ce qu'il y ait, non pas une série de déclarations, mais un vrai débat aux Communes sur les objectifs du gouvernement ? », a-t-il demandé à Robin Cook.

MISSION DE MÉDIATION

M. Benn a ajouté que M. Cook ne représentait pas l'Union européenne car « un ministre français s'est très fermement opposé à toute intervention. Vous ne parlez pas non plus au nom de la coalition de la guerre du Golfe, a-t-il ajouté, car la Ligue arabe y est aussi opposée ». Le secrétaire général de la Ligue, Ismat Abdel Méguid, lui a

donné raison en déclarant mardi « souhaiter que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'abstiennent de toute menace de recourir à la force contre l'Irak » car cela ne ferait que « compliquer » les choses.

Un autre député du Labour, George Galloway, a suggéré que M. Benn et l'ancien premier ministre conservateur, Sir Edward Heath, « se rendent à Bagdad dans une tentative de dernière minute, pour essayer de persuader les Irakiens de parvenir à un accord permettant d'éviter une escalade désastreuse ». Sir Edward, qui avait déjà effectué lors de la guerre du Golfe une mission de médiation - fort controversée à l'époque - à Bagdad, garde le silence et a refusé de répondre aux questions du Monde.

Un lecteur du quotidien *The Independent* a mis le doigt sur un aspect du problème qui est posé à la diplomatie britannique : « Il semble pervers que la Grande-Bretagne, qui préside l'UE, dont une des obligations les plus pressantes est une politique étrangère et de défense commune, soit si étroite-

ment liée à celle des Etats-Unis sur l'Irak. (...) Le gouvernement britannique aurait pu être à l'origine d'une position diplomatique, et si nécessaire militaire, européenne unifiée. »

Par ailleurs, les quelque 2 300 marins et aviateurs britanniques envoyés dans le Golfe n'ont pas été vaccinés contre les risques de guerre bactériologique ou chimique. Il semble s'agir d'une décision politique, pour éviter une nouvelle épidémie du syndrome de la guerre du Golfe qui a frappé les militaires britanniques et américains lors de la libération du Koweït en 1991.

Le cocktail de vaccins, de médicaments et de pesticides organophosphorés a été accusé par des anciens combattants d'avoir contaminé environ 1 500 personnes, dont plusieurs sont mortes et d'autres sont victimes de handicaps graves. Les survivants ont demandé, jusqu'à présent en vain, au ministère de la défense de les indemniser.

Patrice de Beer

Israel Signals It Would Strike Back

'Right of Self-Defense' Against an Iraqi Missile Attack Is Retained

By Lee Hockstader
Washington Post Service

JERUSALEM—Israel is giving signs that it will not again exercise the same restraint it did in the 1991 Gulf War, when the Israelis yielded to American pressure and held its fire in response to Iraqi Scud missile attacks.

The issue was raised late Wednesday by Defense Secretary William Cohen, who, speaking on CNN, strongly urged Israel not to retaliate against Baghdad even if Saddam Hussein answers fresh American air strikes by attacking the Israelis.

In response, the government said Thursday that "Israel retains its right to self-defense and will operate according to its security interests."

"This position has not changed," it said. The statement, issued by Prime Minister Benjamin Netanyahu's office, did not say it would take U.S. concerns into account.

Israel's reluctance to accede to the American request comes at an awkward time for Washington. The United States is trying to line up enough international support for a military strike punishing enough to force Iraq's compliance with the United Nations arms-inspection regime, if diplomacy fails to achieve the same goal.

Arab states have expressed lukewarm support for the American threat against Iraq and would certainly not be

heartened by the prospect of Israel joining in the fray.

In 1991, Israel was hit by 39 Iraqi missiles, which did serious damage to some residential neighborhoods but caused only a handful of deaths. The country refrained from launching a counterattack at the request of the United States, which feared the Jewish state's involvement would threaten the solid backing of Arab states, which the administration of President George Bush had so assiduously courted.

This time, the thinking among many Israelis goes, there is no such solid Arab coalition to worry about. And many Israelis are pointing out that they were opposed to the decision not to retaliate in 1991. Among them is Moshe Arens, defense minister at the time, who said Israel was on the verge of retaliating against Iraq when Mr. Bush ended the war.

A leading government hard-liner, the housing and infrastructure minister, Ariel Sharon, said Thursday that Israel should conduct its own defense in the event of an Iraqi attack.

Hirsh Goodman, editor of The Jerusalem Report, a respected biweekly, urged in the current issue of the magazine that Israel be included in all planning and decision-making leading to an attack on Iraq and be given a free hand to act independently.

"With all due respect to the American and European flotillas being sent to the

Gulf, neither New York, Washington, London, Helsinki nor Stockholm is in imminent danger, like Tel Aviv, of being 'blown away,'" Mr. Goodman wrote.

Mr. Cohen, however, suggested that Washington was as determined to keep Israel on the sidelines as it was in 1991. Asked if Washington wanted Mr. Netanyahu "not to fight back" if Iraq strikes again, Mr. Cohen said on CNN, "Yes, the United States would prefer — very strongly urge — the Israelis not to, even if attacked."

He added, "We believe that we have the capability of dealing with this matter, and we will be there to help protect Israel, Kuwait, Saudi Arabia — all those in the region."

The Israeli newspaper Ha'aretz reported this week that Mr. Netanyahu gave

Secretary of State Madeleine Albright the cold shoulder when she asked him Saturday not to respond if Baghdad attacked. But the Israeli government spokesman, David Bar-Illan, said Thursday that he had personally checked with participants in the meeting Saturday in Jerusalem, who said Mrs. Albright had not raised the matter at all.

Government officials have assured Israelis that an Iraqi attack — let alone one using biological or chemical warheads — is highly unlikely. Nonetheless, people here have flocked to gas mask distribution centers for the past week.

Ankara envisage une zone tampon en Irak du nord pour prévenir un afflux de réfugiés kurdes

ANKARA, 7 fév (AFI) - La Turquie envisage de créer une zone tampon dans le nord de l'Irak pour prévenir un éventuel afflux de réfugiés kurdes irakiens vers sa frontière en cas de confrontation militaire entre les Etats-Unis et l'Irak, ont écrit samedi plusieurs journaux turcs.

La création d'une telle zone a été envisagée lors d'un Conseil des ministres, vendredi à Ankara, ont affirmé ces journaux.

Le gouvernement a décidé de "prendre toutes les mesures nécessaires contre les effets néfastes sur la Turquie d'une intervention militaire" américaine contre l'Irak, a dit le porte-parole du gouvernement, Sukru Gurel, à l'issue du conseil des Ministres sur la crise irakienne, sans préciser quelles seraient ces mesures.

Cette éventuelle zone vise à empêcher un nouvel afflux de réfugiés kurdes irakiens vers la Turquie, similaire à celui d'avril 1991, ont précisé ces journaux.

A cette date, près de 500.000 Kurdes d'Irak s'étaient massés à la frontière turque, des milliers pénétrant en territoire turc, après avoir fui les troupes du président irakien Saddam Hussein, à l'issue de leur insurrection manquée contre Bagdad en mars 1991.

Cette éventuelle zone sera constituée, toujours selon ces quotidiens, à une profondeur de 15 km de la frontière avec la Turquie en vue d'empêcher sur le sol irakien un afflux de Kurdes d'Irak, et de ne pas leur permettre de pénétrer en territoire turc.

M. Gurel a indiqué que le gouvernement avait lancé des préparatifs pour organiser une aide humanitaire en prévision d'un afflux de réfugiés kurdes irakiens, sans autre précision.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 6, 1998

22.15 DU GOLFE AU KURDISTAN

ARTE MAGAZINE - SEMAINE N° 7 - DU 7 AU 13 FÉVRIER 1998

DES HOMMES ABANDONNÉS DE DIEU

Grand format

Au Moyen-Orient, le contrôle de l'eau est devenu au moins aussi important que celui du pétrole. Pendant deux ans, Baudouin Koenig a sillonné la Mésopotamie – de l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate jusqu'à leur source en Turquie – en prenant la question de l'eau comme fil conducteur de son enquête. Un voyage à la découverte des hommes et des enjeux d'une région explosive.



Après celle du pétrole, la question du partage de l'eau alimente les futurs conflits du Moyen-Orient. Une grande enquête le long du Tigre et de l'Euphrate.

Documentaire français de Baudouin Koenig (1997-1h30mn)

Montage : Christine Carrière

Coproduction : La Sept ARTE, Point du Jour
LA SEPT ARTE

"Saddam Hussein est un satan, mais c'est l'Occident qui a créé les conditions pour qu'il devienne ce tyran et fasse ce qu'il a fait... N'engendrez pas un deuxième Saddam Hussein !"

Déjà marqués par deux conflits meurtriers récents (la guerre Iran-Irak et la guerre du Golfe), le Moyen-Orient est-il à nouveau sur le point de s'embraser ? Le poids du souvenir, les rancœurs, le rêve babylonien de Saddam Hussein, la persistance du problème kurde, les rivalités économiques, politiques ou religieuses sont autant d'éléments qui menacent la stabilité de la région. Mais c'est surtout la question du partage de l'eau qui exacerbe aujourd'hui les tensions. En effet, les eaux du Tigre et de l'Euphrate sont essentielles pour la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak. Leur utilisation inadaptée et les ambitions concurrentes des pays traversés par les deux fleuves portent en germe de nouveaux conflits. Pour en saisir les enjeux, Baudouin Koenig s'est rendu au cœur de la Mésopotamie.

AU FIL DE L'EAU

Tout au long du Tigre et de l'Euphrate, fleuves mythiques du Moyen-Orient qui baignent le "Paradis terrestre", Baudouin Koenig va à la rencontre des victimes expiatoires et des boucs émissaires des rivalités entre États. Pendant deux ans, il a sillonné la Mésopotamie. Dans ces pays difficiles d'accès, où la parole n'est pas libre, il a tenté de mesurer la vérité de chaque personne rencontrée et de chaque image tournée. Car l'eau est ici un enjeu majeur dont dépendent le développement économique, la position stratégique et l'influence politique des États. Dans ce contexte, les puissants tentent continuellement de maîtriser le discours : dans le Golfe persique, à bord du bateau de pêche choisi par les autorités irakiennes pour faire la visite, un guide du ministère de l'Information et un responsable de la sécurité contrôlent tout ce qui se dit. Là où l'eau est un enjeu, règne la peur des représailles. Au détour des séquences, des paroles vraies émergent pourtant, nostalgiques comme la musique qui accompagne le périple du narrateur, ou pleines de rancune. Elles parlent de l'autre (le voisin, l'État ou l'Occident) comme d'un ennemi. Un jeune Kurde montre la photo de son oncle, fusillé alors qu'il était innocent et, tout en niant appartenir au PKK, reconnaît avoir toutes les raisons de le rejoindre. Souvent, l'Occident est accusé d'avoir "créé" Saddam Hussein et d'intervenir en fonction de ses seuls intérêts économiques. Ainsi, peu à peu, grâce à un subtil jeu de regards – celui du réalisateur qui cherche à comprendre, celui des hommes à qui il ne reste que ce moyen pour s'exprimer –, le documentaire révèle le chaos qui règne dans le "nouvel ordre mondial" et donne quelques clés indispensables pour comprendre l'histoire immédiate du Moyen-Orient.

'Prepared to Act,' U.S. and Britain Say End to Crisis Is in Iraq's Hands

In Washington, Clinton and Blair Stress: 'One Way or the Other,' Inspection Issue Must Be Resolved

By Steven Erlanger
New York Times Service

WASHINGTON — Standing side-by-side on Iraq as well as on all other matters, President Bill Clinton and Prime Minister Tony Blair of Britain issued a stern new warning Friday to Iraq that it will face substantial military action unless it complies with UN weapons inspectors and Security Council resolutions.

"If Saddam does not comply with the unanimous will of the international community, we must be prepared to act, and we are," Mr. Clinton said. "Whether there is a diplomatic solution or not is entirely up to Saddam Hussein."

Mr. Blair, citing the risk of Iraq's chemical and biological weapons programs, said of Mr. Saddam: "We've got to make sure that he complies one way or another."

He announced that he was sending eight Tornado ground-attack jets to Kuwait, and said the Anglo-American objective was very clear: "To ensure either that the weapon inspectors can come in and finish their task, or that the capability that Saddam Hussein undoubtedly has and wants to develop for weapons of mass destruction is taken out. And it is absolutely essential that what we do is focus upon the best way possible that we can do that."

[Two U.S. Marine Corps fighter jets collided over the Gulf during a training flight Friday, killing one of the pilots, Pentagon officials said, according to The Associated Press.]

Both leaders stressed that they preferred a diplomatic solution to the crisis, but wanted to resolve it, as Mr. Clinton has said, "one way or another."

Mr. Clinton insisted that there was international support in private for the U.S.-British position of forcing the Iraq issue. "I believe there is more agreement than at first it appears about the necessity to push this thing through to the end," he said.

While saying that a diplomatic solution would be best, a senior U.S. official noted that "there remains a high degree of skepticism that diplomacy will work."

Senior British and American officials said the two leaders, in particular the moderate Arab countries, it is vital that Washington and London let diplomacy run its course for another 10 days to two weeks.

But there is a parallel wariness about being sucked into a diplomatic solution that is fake or fragile and that repeats the experience of November, when Moscow got a quickly broken promise from Mr. Saddam to allow unrestricted UN inspections.

In the news conference, Mr. Clinton repeated that the current goal was a limited one: not to overthrow Mr. Saddam or re-fight the Gulf War, but to resolve "that very sharp question" about the unrestricted access of weapons inspectors in Iraq.

"I don't believe we need to re-fight the Gulf War," he said. "It's history. It happened, that's the way it is. I don't believe we need to get into a direct war with Iraq over the leadership of the country. Do I think the country would be better served if it had a different leader? Of course, I do. That's not the issue."

He added: "I think the precise question should be, that I should have to ask and answer is, Could any military action, if all else fails, substantially reduce or delay Saddam Hussein's capacities to develop weapons of mass destruction and to deliver them on his neighbors?"

He responded: "The answer to that, I am convinced, is 'yes.' I am convinced there is a 'yes' answer there."

Mr. Blair, for his part, said that it was "absolutely essential" that Mr. Saddam be "brought back into line" and that the UN inspectors be allowed to work. Private conversations about Iraq, noted that the pressure of potential military action had "concentrated minds" in Baghdad and produced

some movement toward a diplomatic solution. But the two men also agreed they must stick to a firm standard of "unfettered and unconditional access" by UN weapons inspectors to all suspect sites in Iraq, and not be fooled by a supposed diplomatic solution at the last moment that again proves illusory.

"Having cocked and recocked the trigger, we're getting some movement," a senior British official said. "That's not discouraging, and the fact that it may make life more complicated is O.K., because no one is itching to pull the trigger."

But the two leaders spent "most of their conversation" on ways to proceed if the Russians or French suddenly announce a diplomatic solution — "how we nail it down, and bolt it down hard."

A senior U.S. official said: "We understand that given Saddam's history, more is required from him than just a promissory note. We need to see early, clear evidence of implementation."

The officials said that in the event of a diplomatic solution, Richard Butler, chairman of the UN Special Commission of weapons inspectors, would be pressed to ask for immediate and continuing access to the most sensitive Iraqi sites, while all British and U.S. military forces remain on station. That period of testing implementation could last several months, the officials said.

There is an understanding that for the rest of the world, in par-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, FEBRUARY 7-8, 1998



22 PKK separatists killed in southeast

7 February 1998, Copyright © Turkish Daily News

Ankara - Twenty-two terrorists from the outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) were killed on Thursday during several clashes with Turkish security forces in the southeastern Anatolian province of Mardin.

The Anadolu news agency reported that earlier, three Turkish soldiers were killed and two injured. A total of 27 PKK terrorists have been killed in operations in the southeast in the last two days.

Operations are still underway in the region to sweep out the separatists, the agency said.

Un responsable turc soupçonne Washington de vouloir créer un Etat kurde en Irak

ANKARA, 8 fév (AFP) - Le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit a déclaré dimanche qu'il soupçonnait les Etats-Unis d'avoir un plan visant une division de l'Irak et la création d'un Etat kurde dans le nord de ce pays frontalier avec la Turquie.

"Je ne crois pas qu'une super-puissance comme les Etats-Unis n'aient pas un plan pour l'après-guerre. Les Etats-Unis veulent diviser l'Irak pour la création d'un Etat-satellite du Kurdistan sous leur contrôle", a affirmé M. Ecevit, en recevant les représentants d'Ankara de plusieurs quotidiens nationaux.

"Il est évident que l'objectif des Etats-Unis est de faire créer un Kurdistan, et cela est connu depuis la guerre du Golfe en 1991", a ajouté M. Ecevit.

"Si les clans kurdes avaient pu s'entendre entre eux, un Etat de Kurdistan aurait pu être formé", a-t-il encore affirmé dans une allusion au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani et son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Le nord de l'Irak échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe et est contrôlé par ces deux formations en conflit armé. Après avoir gouverné ensemble le nord de l'Irak pendant près de deux ans, le PDK et l'UPK se sont affrontés jusqu'à mai 1994 où ils ont déclaré un cessez-le-feu.

Interrompue à plusieurs reprises depuis septembre 1996 par des combats inter-kurdes, cette trêve est généralement respectée sous la forte pression de Washington, Londres et Ankara. Les combats inter-kurdes ont fait plus de 3.000 morts.

"Après la guerre de 1991, les Etats-Unis ont empêché les contacts de Talabani et de Barzani avec Bagdad (...) Mon impression est que les Etats-Unis ont pour but de faire créer un Kurdistan, diviser l'Irak et contrôler ainsi les prix de pétrole", a estimé M. Ecevit.

"S'ils (Etats-Unis) affirment qu'ils n'ont pas un tel plan, qu'ils nous expliquent alors ce qu'ils envisagent pour l'après-guerre", a-t-il dit.

La Turquie, qui a sa propre population kurde et fait face depuis 1984 à une rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), s'oppose catégoriquement à toute idée d'un Etat kurde à ses frontières.

Le chef de la diplomatie turque Ismail Cem a pour sa part souligné l'inquiétude de la Turquie, dimanche dans des déclarations à un quotidien turc, à propos d'une éventuelle situation chaotique d'après-guerre en Irak, ajoutant: "Quel serait l'avenir de l'Irak en cas de chaos dû à une intervention américaine (...) Un Irak divisé créerait une situation incompatible avec les intérêts de la Turquie".

La Turquie privilège une solution diplomatique à la crise irakienne et soutient jusqu'au bout les efforts diplomatiques, avant une éventuelle frappe américaine de l'Irak. ia tf

Le chef du PKK demande que son parti soit représenté au parlement turc

ANKARA, 2 fév (AFP) - Le chef de la rébellion armée des séparatistes kurdes de Turquie, Abdullah Ocalan, a affirmé avoir renoncé à une fédération turco-kurde et a demandé que son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) soit représenté au parlement turc en tant que parti légal, a rapporté lundi le quotidien Milliyet.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", a demandé "un amendement constitutionnel pour que le PKK puisse être représenté au Parlement turc sous une nouvelle dénomination" et proposé de se rendre aux autorités turques en échange d'une immunité judiciaire, alors qu'il participait dimanche soir au téléphone à un programme de la chaîne de télévision pro-kurde Med-tv, selon le quotidien.

"Nous ne voulons pas la division de la Turquie, mais visons à une restructuration de la machine étatique dans les frontières actuelles", a dit M. Ocalan, selon le journal.

Le PKK est en rébellion depuis 1984 contre l'Etat turc dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 28.000 morts. La première revendication du PKK, en 1984,

était la constitution d'une région autonome kurde fédérée avec l'Etat turc. Cette revendication ayant été rejetée, il avait alors lutté pour la création d'un Etat kurde indépendant.

"Apo", qui réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, affirme que le PKK représente les 8 à 12 millions de Kurdes de Turquie, sur une population totale de 62,5 millions de personnes.

L'Etat turc réfute cette représentativité et refuse tout dialogue avec le PKK qu'il qualifie "d'organisation terroriste et séparatiste".

La Turquie préparerait une zone-tampon en Irak

DIYARBAKIR (TURQUIE), 9 février, Reuters - Plusieurs milliers de militaires turcs ont entamé lundi matin une incursion au Kurdistan irakien afin d'endiguer le flot de réfugiés que provoquerait un conflit entre Washington et Bagdad, d'après des témoins auxquels Ankara a toutefois opposé un démenti.

L'opération est effectuée par quelque 7.000 membres des commandos turcs et leurs guides kurdes, soutenus par des blindés et accompagnés par des équipes médicales

Les troupes ont franchi vers 2h00 (0h00 GMT) le poste-frontière de Habour, a déclaré à Reuters un témoin. Un autre détachement aurait franchi la rivière frontalière Hezil, à une vingtaine de kilomètres plus à l'est, à l'aide de ponts mobiles.

D'après la télévision kurde Med-TV, l'armée turque est également entrée dans la ville irakienne de Batufa.

Lors de son point de presse hebdomadaire, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a toutefois démenti ces informations. "Aucune opération de ce type n'est en cours actuellement", a déclaré Necati Utkan.

De source militaire, on assurait néanmoins que les troupes avaient pour mission d'installer des camps de réfugiés près des villes kurdes de Zakho, Amadiya et Dohuk.

Les incursions turques en Irak sont fréquentes. Elles sont généralement dirigées contre les bases dont la rébellion kurde contre Ankara dispose de l'autre côté de la frontière.

Si elle se confirme, celle de lundi aurait donc un objectif sensiblement différent.

Samedi, la presse turque rapportait qu'Ankara préparait l'envoi de troupes dans le nord de l'Irak pour y créer une zone-tampon afin de renforcer la sécurité de la Turquie en cas de confrontation armée irako-américaine.

Les autorités turques redoutent que le recours à la force ne provoque un nouvel exode kurde, à l'image de ce qui s'était produit après la Guerre du Golfe, en 1991.

Selon Necati Utkan, aucun mouvement migratoire n'a été constaté sur place malgré le risque grandissant d'une opération américaine en Irak.

"Il n'y a aucune indication (d'un exode) pour le moment. Le cas échéant, nous disposons de plans d'urgence pour faire face. Pour l'instant, cela n'est pas nécessaire", a insisté le porte-parole.

TITLE: Turkish troops enter Kurd-held northern Iraq
SOURCE: Reuters World Report
DATE: 9/02/98 8:50 am

DIYARBAKIR, Turkey, Feb 9 (Reuters) - Around 7,000 Turkish troops backed by armoured vehicles entered Kurdish-held northern Iraq on Monday amid mounting Turkish anxiety for future stability in the region, witnesses said.

"They went across from here at two a.m. (0000 GMT Monday)," a witness at the Habur border crossing told Reuters.

He said another contingent of troops had entered Iraq by fording the Hezil River, around 20 km (12 miles) to the east of Habur, with temporary bridges.

Turkish newspapers reported on Saturday that Ankara planned to send troops into northern Iraq to set up a border buffer zone in the event of a conflict between Washington and Baghdad over U.N. arms inspections.

Turkey fears an influx of Iraqi Kurdish refugees if fighting

breaks out. Hundreds of thousands of Iraqi Kurds fled to Turkey in the wake of an uprising against Baghdad after the 1991 Gulf War.

Turkish soldiers frequently enter northern Iraq to fight Turkish Kurd guerrillas who use bases there.

Saudis Won't Help In Any Raid on Iraq

But More NATO Allies Back U.S.

By Steven Lee Myers
New York Times Service

JIDDA — With Saudi Arabia refusing to support a military strike on Iraq, Secretary of Defense William Cohen said Sunday that he would not seek permission to launch fighters and bombers from Saudi territory in the event of an attack.

Mr. Cohen's decision not even to ask for the use of more than 100 American aircraft now based in Saudi Arabia — more than half of them combat jets — allows the United States to avoid the political embarrassment of having a request turned down.

Although Mr. Cohen said just last week that he expected "full cooperation" from allies in the Gulf, Saudi Arabia has withheld support for an attack on Iraq, even though it has felt vulnerable to Saddam Hussein's threats and provocations.

The surprise admission came as Mr. Cohen left Europe, where he had sought support for the tough U.S. stand against the refusal by Iraq's president, Saddam Hussein, to cooperate with United Nations weapons inspections.

Mr. Cohen won more support this weekend from Canada and several European allies in the North Atlantic Treaty Organization to use armed force if needed to destroy Iraqi weapons. (Page 8)

The United States has had a sizable force in the Gulf, including more than 300 aircraft and a formidable armada of warships, centered on three aircraft carriers. Mr. Cohen announced, however, that the United States would not keep the three carriers there indefinitely. He

said the Nimitz, which arrived in the Gulf last autumn, would return to Norfolk, Virginia; naval officials said the Nimitz left Gulf waters Sunday.

The aircraft carriers Independence and George Washington remain in the Gulf.

As he arrived here Sunday to begin a tour of Gulf states, Mr. Cohen said the commander of American forces in the region, General Anthony Zinni of the Marines, had concluded that a "very substantial" attack could be carried out without the aircraft in Saudi Arabia.

"It's not my intent to make such a request," Mr. Cohen said in an interview with reporters en route to Jidda, "because we don't think it's necessary."

Whatever the necessity, however, a senior aide traveling with Mr. Cohen said the United States had concluded that Saudi Arabia's answer to any request to launch combat jets from its territory would be no.

The Saudis' refusal undercuts efforts by President Bill Clinton's administration to build political support for a punitive attack on Iraq in the growing confrontation over UN inspections of Iraq's chemical and biological weapons programs. Only Britain has so far pledged to join in the attack.

The refusal added significance to Mr. Cohen's order, signed Saturday, dispatching 42 more aircraft to the Gulf. That brings the total in the region to well above 300. Most of the new aircraft are going to Kuwait or Bahrain, two Gulf states that have signaled a willingness to allow an attack.

With the new deployments, the United States will send six more F-117 Stealth

fighters, doubling the number based there since the current crisis with Iraq first flared last autumn. An additional B-1 bomber will join a pair of the bombers in Bahrain. Mr. Cohen also sent six more B-52s to Diego Garcia, the British outpost in the Indian Ocean, raising to 14 the total number of B-52s there.

All of those — along with cruise missiles and additional fighters in Kuwait and Bahrain and aboard American carriers in the Gulf — would be even more essential to any attack.

Mr. Cohen also left open the possibility that some American aircraft based at Prince Sultan Air Base southeast of the Saudi capital, Riyadh, could provide support for fighters launched from Kuwait, Bahrain and the carriers. Those could include AWAC surveillance and communication jets and tankers for midair refueling.

Another official traveling in Mr. Cohen's party said those requests remained on the table and would be a focus of the meetings with the Saudi rulers Sunday night. The senior defense official said it was likely Saudi Arabia would allow American bombers based elsewhere to fly over Saudi airspace, though that was not yet settled.

Mr. Cohen also said Saudi Arabia would continue to allow American and a few British and French jets to patrol the flight exclusion zone over southern Iraq.

"We do expect support in the region itself, and we would hope the Saudis would continue to be as helpful as they have been," he said.

Saudi Arabia is one of the United States' closest Arab allies and a major regional power. During the Gulf war, Saudi Arabia provided a crucial base for the 500,000 American and allied troops that ultimately routed Iraqi forces occupying Kuwait in 1991.

However, without the violent occupation of another Arab state and with many Arabs sympathetic to the plight of the Iraqis after seven years of UN sanctions, Saudi Arabia has found the idea of another round of strikes on Iraq unacceptable.

"I think most people think a military option is not the preferable option," Mr. Cohen said. "We have said that ourselves."

Iran Court Ratifies Death for Journalist

Reuters

TEHRAN — Iran's Supreme Court has ratified the death sentence for Morteza Firoozi, a prominent newspaper editor convicted of spying, a newspaper reported Sunday.

Mr. Firoozi, a former editor-in-chief of the English-language daily

Iran News, has been in custody on spying charges since May.

Iran has not named any country for which Mr. Firoozi was alleged to have spied, but Iranian newspapers, which last year carried brief reports of his then-rumored arrest, had said he was accused of spying for the United States.

FEBRUARY 9, 1998

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Iraqi Kurds: 'No possibility of a flood of migration and no need for a security belt'

- Iraqi Kurds signal rapprochement between KDP and PUK as well as reconciliation with Baghdad, oppose American strikes

9 February 1998, Copyright © Turkish Daily News

By Saadet Oruc / Turkish Daily News

Ankara - Amid the continuing Gulf crisis, ties between the Iraqi government and the Iraqi Kurds seem to have improved after the latter expressed opposition to the possibilities of a U.S. strike against the former.

Reports from the region said that ties between Baghdad and the Iraqi Kurds had already intensified, even before the outbreak of the latest crisis.

Both the PUK and the KDP oppose American strikes on Iraq and emphasize the use of diplomatic efforts to ease the tension in the region.

Parallel to this, a new bilateral dialogue is to start between the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) after a three yearlong absence of dialogue between the two Iraqi Kurdish groups.

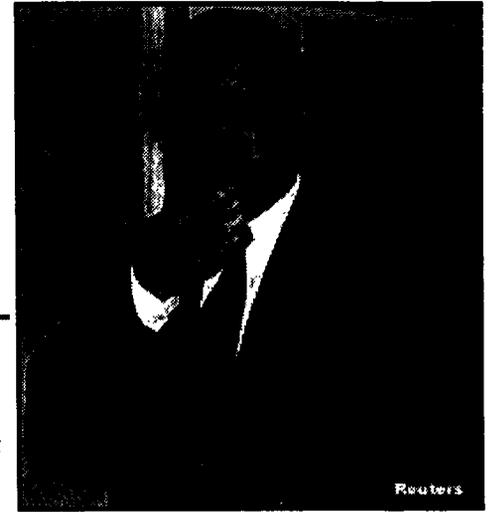
No flood of migration

Responding to questions from the Turkish Daily News, PUK's Ankara representative Shazad Saib and KDP officials said that there will be no flood of Kurdish migration to Turkey.

Both KDP and PUK officials, most probably as a result of their contacts with the Iraqi government, are absolutely sure that there will be no Iraqi offense on Kurds; therefore there will be no flood of migration from northern Iraq. "I can guarantee that there will not be any migration. It is an exaggeration by Turkey. There is no instability in our area. The KDP is controlling its area and we are controlling our area. We are in a peace process and there is stability and peace in Iraqi Kurdistan," said Shazad Saib of the PUK.

KDP officials concurred that there is no possibility for a flood of Kurdish immigration into Turkey.

"Halabja (the site of an Iraqi chemical weapons attack on the Kurds in which 5,000 people were massacred) is fresh in peoples' minds. But the situation and the circumstances are different now. Then, in 1991, Iraq was left with heavy casualties from the war and there was the Kurdish uprising. Everything has changed. Today there is an authority. So, there is no need for the establishment of a security belt in the area against a possibility of a flood of immigration. And, if such a mechanism were to be established against the PKK, again there is no need. The PKK has already been neutralized by the operations that have taken place during the last few months," said a senior KDP official.



Kurds oppose U.S. strike on Baghdad: Did Iraq provide a guarantee?

Both Iraqi Kurdish factions are opposing a U.S. strike on Iraq. The two Kurdish groups expressed their desire for the solution of the crisis through diplomatic means, not by a military offensive.

"A military option should not be the only option. Of course, Iraq has to comply with the U.N. resolutions," said KDP sources.

Saib also expressed the PUK's opposition to a military attack on Baghdad. "We want a diplomatic solution. Nobody, even the United States, has a plan to topple Saddam. And Kurds are not playing any role, either negatively or positively. The United States and its allies are confronting Saddam, so Iraq may retaliate on Kuwait, Saudi Arabia and Turkey, but not on the Kurds," Saib said.

Saad al-Samarrai, Charge d'affair of the Iraqi Embassy in Ankara also told the TDN that Iraqi Kurds are against any aggressive move on Baghdad. When asked whether Baghdad had given any guarantees to the Kurds, Samarrai said that the

Kurds do not need any guarantees, "because they are Iraqi citizens," and pointed out that Iraq was the only country in the Middle East which gave rights to its Kurdish citizens.

"They are willing to cooperate with the central Iraqi government, but there is pressure on them," continued Samarraï. PUK's Talabani met in northern Iraq two weeks ago with Rafi Mejlwel Al-Tikriti, head of Iraqi intelligence and KDP's leading officials are frequently visiting Baghdad.

Bilateral dialogue after three years

Amidst the increased tension in the region and the unexpected softening of relations between the Kurds and the central Iraqi government, the ties between the two rival Iraqi Kurdish groups are also improving.

Following an exchange of letters between the leaderships of the PUK and the KDP, the two groups are preparing to meet in northern Iraq at the party political bureau level. Talabani had requested a speedy appointment from Barzani for the meeting of the political bureau delegations of the two sides.

In August and September of 1997, Barzani had invited Talabani for direct contacts between the parties, but Talabani refused. Later, in December, Barzani received a letter from Talabani for direct contacts, beginning an exchange of letters that continued in a positive way.

Which Course on Iraq?

While Clinton Hones a Limited Agenda, Republicans Clamor for Saddam's Fall

By R. W. Apple Jr.
New York Times Service

WASHINGTON — History is peering over President Bill Clinton's shoulder as he ponders what to do about President Saddam Hussein and Iraq.

The experiences of the United States in the last half-century — in Vietnam, the Gulf War and the limited strikes against Baghdad since, and in diplomatic activities and clandestine operations, too — have left a cautionary residue: Power, even commanding power, does not always guarantee success.

That lesson, in turn, has made not only the American public but also the generals in the Pentagon reluctant to support

NEWS ANALYSIS

all-out military efforts. So despite repeated comments about excluding no option, Mr. Clinton — if his aides are to be believed — has never contemplated ordering a ground assault to try to rid Iraq of weapons of mass destruction or to try to drive Mr. Saddam from power.

Support would almost certainly erode, not increase, once American casualties began mounting.

In strictly military terms, that leaves air power — which is what the administration apparently intends to use, with bombers operating from aircraft carriers and airfields in and near the region, and perhaps cruise missiles launched from warships.

Two American carriers and one from Britain are in the Gulf.

Kuwait and Bahrain (but not hypersensitive Saudi Arabia) have agreed to allow offensive activities from bases on their territory. Without Saudi Arabia, it

would be harder to mount the kind of vast campaign that Defense Secretary William Cohen has pledged if diplomatic initiatives bear no fruit.

Mr. Cohen insisted Sunday that plenty of air power could be brought to bear without Saudi Arabia's help, and he said he did not plan to seek it.

But air power alone, even without any problems of basing, stands very little chance of eliminating the arsenal of chemical and biological weapons that Mr. Saddam has built up, let alone getting rid of him. The location of all the weapons is not known, and making new ones would not be that difficult, given the survival of the scientists involved and of supplies from abroad. The Iraqis have proved ingenious at sneaking war matériel through the embargo.

Nor could a bombing campaign be mounted without substantial political costs, in the view of the man who ran the air operations in the Gulf War, General Charles Horner, retired. An all-out air attack, he said last week, could well "turn our friends, especially in the Arab world, against us."

Mr. Clinton, Mr. Cohen and Secretary of State Madeleine Albright are well aware of the problems. That is one reason that they have set the rhetorical bar so low in recent statements, suggesting that the United States seeks only to "contain" Mr. Saddam, not drive him from power, and to force him to comply with UN resolutions by allowing full weapons inspections. But is even that limited goal attainable?

In World War II, elaborate claims were made for strategic bombing and later called into question. In Vietnam, the United States claimed to have destroyed the Paul Doumer bridge in North

Vietnam more than a dozen times, but it survived. In the Gulf War, "smart" bombs and cruise missiles did better in hitting designated targets, but postwar analysis showed that they did not score the miraculous successes first claimed.

"In reality," a senior State Department official said, "I think the best we can do is reduce his stock of weapons, at least for a while, and give him some second thoughts about using them against any of his neighbors."

Faced with so many limitations, some Republicans, including such important figures as Senator John McCain of Arizona, have begun to demand that the administration set a more ambitious agenda for dealing with Mr. Saddam, including some plan for an "endgame" — meaning some plan to ensure either that Mr. Saddam is killed or banished from Iraq or that he is permanently denied the ability to replenish his stocks of murderous chemical and biological weapons.

Since few believe that even a combination of bombing, subsequent inspections and international vigilance can keep Mr. Saddam from making weapons whose ingredients and manufacturing "plants" can be fitted easily into an average-sized room, the clamor for killing or organizing the overthrow of the Iraqi leader is growing ever stronger.

The Senate majority leader, Trent Lott, Republican of Mississippi, derided what he depicted as Mr. Clinton's plan not to oust Mr. Saddam in some manner but simply to "smite him a little." Air attacks would make it harder than ever to send in weapons inspectors, Mr. Lott said, "so what have you achieved?"

As long as Mr. Saddam "remains in power," Richard Perle, a former assistant secretary of state, wrote in Sunday's Washington Post, "it is idle to believe that this threat can be contained." He added: "The United States — alone if necessary, with our friends if possible — should encourage, recog-

Diplomates et militaires travaillent avec un égal sentiment d'urgence

QUAND les Etats-Unis et la Grande-Bretagne jugeront-ils que les chances de parvenir à une solution pacifique de la crise entre Bagdad et l'ONU ont été épuisées ? C'est la grande question qui se pose à propos de cette crise, qui entre, lundi 9 février, dans sa quatrième semaine. Aucun délai précis n'a été fixé à l'Irak pour qu'il se soumette à la résolution 687 des Nations unies, exigeant l'élimination de toutes ses armes de destruction massive. Ce qui renforce peut-être le président irakien, Saddam Hussein, dans sa conviction qu'il peut continuer de marchander le plus longtemps possible sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU chargés de désarmer son pays.

Dimanche 8 février, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a déclaré que le délai était « de l'ordre de semaines ». Le Japon ayant souhaité qu'une « trêve olympique » soit respectée pendant la durée des Jeux d'hiver de Nagano, du 7 au 22 février, il s'est vu répondre par le président Bill Clinton que les Etats-Unis ne tiendraient compte que de leurs seuls « intérêts stratégiques nationaux ».

Une course est donc engagée entre les diplomates et les militaires pour résoudre la crise surgie - ou qui a plutôt rebondi - le 21 janvier à propos de l'inspection par la Commission spéciale de l'ONU (Unscorm) des sites que l'Irak qualifie de « présidentiels ».

L'expression « sites » inclut les palais du président de la République et leur environnement. A titre comparatif, on pourrait dire qu'en France les sites incluraient, outre le palais de l'Élysée, l'esplanade des Invalides, la place de la Concorde, éventuellement les Grand et Petit Palais et les Tuileries. A Bagdad en a dénombré huit, les Etats-Unis soixante-dix-huit. Bagdad ayant exigé, en novembre, que cette question soit différée jusqu'à la fin de négociations technique

sur le désarmement irakien en avril, le Conseil de sécurité a refusé tout moratoire et exigé que l'Irak se plie aux exigences des inspecteurs. Il n'y a aucune différence de vues entre les quinze membres du Conseil de sécurité sur deux points : l'Unscorm doit pouvoir inspecter autant de fois qu'elle le veut tous les lieux qu'elle juge utiles pour s'assurer du désarmement de Bagdad. Elle est la seule commission ad hoc chargée des inspections. Pour en persuader l'Irak, la Russie et la France lui ont fait des suggestions.

Moscou, qui a menacé d'opposer son veto au Conseil de sécurité à tout projet de résolution prévoyant le recours à la force, a proposé à Bagdad que les inspecteurs de l'Unscorm soient accompagnés sur les sites « présidentiels » par des représentants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. L'Irak a fait un pas en contre-proposant ou plutôt en réactivant une proposition déjà ancienne : une seule et unique visite des sites « présidentiels » serait faite par cinq représentants de chacun des quinze pays membres du Conseil de sécurité, et deux représentants de chacun des vingt et un membres de l'Unscorm. L'offre a été rejetée parce qu'elle exclut l'Unscorm en tant que telle et limite à une seule fois la visite des lieux « sanctuarisés » par Bagdad.

Les Irakiens ont ensuite suggéré que les visites, ou vérifications - ils ne parlent pas d'inspections - s'étalent sur un mois, au terme duquel, exigent-ils, l'embargo de l'ONU sera levé. Dimanche, ils ont accepté que le délai soit de deux mois, mais leur offre a été instantanément rejetée par les Etats-Unis. Moscou, qui visiblement n'arrive pas à faire avancer les choses, a proposé dimanche que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, aille à Bagdad.

PARIS PROPOSE L'« UNSCOM + »
La France craint que des frappes

militaires n'aboutissent aux résultats exactement contraires de ceux escomptés, et notamment à l'expulsion de l'Unscorm, laissant le champ libre à l'Irak pour se réarmer. Aussi Paris a-t-il suggéré à Bagdad une distinction entre les palais présidentiels et leur environnement. Cet environnement serait inspecté par les équipes de l'Unscorm accompagnées de diplomates des cinq membres permanents du Conseil de sécurité - à Paris on appelle cette formule « Unscorm + ». Quant aux palais présidentiels, ils seraient visités par des représentants des Cinq et un représentant de l'Unscorm, en l'occurrence son chef, Richard Butler, « en gants blancs ».

Bagdad a accepté de réfléchir à cette formule, ce qui signifie qu'il serait prêt à admettre qu'aucun lieu ne peut être sanctuarisé et que l'Unscorm est incontournable. Quant aux Etats-Unis, « ils n'ont pas rejeté » l'idée française, indique-t-on à Paris. Contrairement d'ailleurs aux précédentes crises entre l'Irak et l'ONU, les démarches de la France et de la Russie n'ont pas été critiquées par l'administra-

tion américaine ni par Londres, qui ont au contraire voulu donner « toutes ses chances à la diplomatie », tout en exprimant leur scepticisme.

Le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, et le secrétaire général de la Ligue arabe, Ismat Abdel Meguid, ont eux aussi été à Bagdad pour tenter de convaincre le président Saddam Hussein de se plier aux exigences de l'ONU.

Les pays arabes souhaitent une solution diplomatique. Les Etats-Unis auraient surtout voulu garantir le soutien de l'Arabie saoudite à des frappes militaires, notamment parce qu'ils y disposent d'une base aérienne d'où partent les avions chargés de la surveillance du sud de l'Irak. Mais la position de Riyad est ambiguë. « Nous n'aimons pas que l'Irak, en tant que peuple, soit frappé, mais nous disons à Saddam Hussein d'obéir aux résolutions de l'ONU », a déclaré dimanche le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan.

Mouna Naïm

Les B-52 et les bombardiers furtifs arrivent

Les préparatifs militaires s'intensifient. Le secrétaire américain à la défense, William Cohen, a ordonné samedi l'envoi dans la région du Golfe de dix-neuf avions de combat et d'une trentaine d'appareils de soutien logistique qui iront rejoindre les forces américaines déjà sur place en cas d'intervention contre l'Irak. Un responsable du Pentagone a précisé qu'il s'agissait de six chasseurs bombardiers furtifs F-117, six bombardiers B-52, six chasseurs F-16 et un bombardier B-1B. Les F-117 se rendront au Koweït, les B-52 sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien et les autres à Bahreïn. Ils porteront à 375 le nombre d'avions de l'US Air Force dans le Golfe et en mer d'Arabie. La plupart sont basés à bord de porte-avions, et certains en Arabie saoudite et au Koweït. Les Etats-Unis ont deux porte-avions dans le Golfe, l'USS-Independence et l'USS-George-Washington. Ils doivent être rejoints prochainement par le porte-hélicoptères USS-Guam. - (Reuters.)

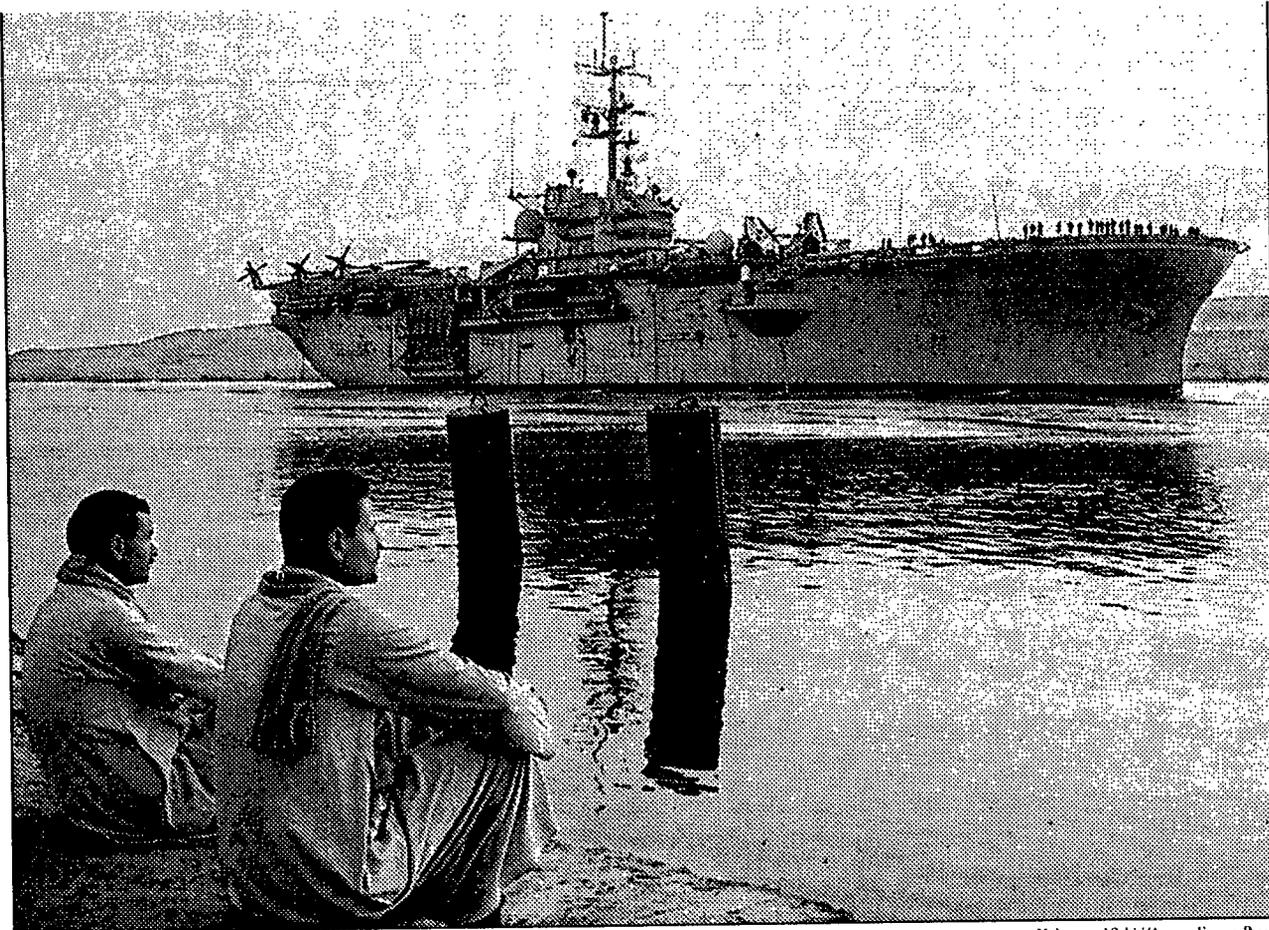
Le Monde 10 FÉVRIER 1998

Syrie : Hafez El Assad destitué son frère Rifaat El Assad

DAMAS. Le président syrien Hafez El Assad a destitué son frère Rifaat El Assad, qui était un des trois vices-présidents syriens nommés en 1984, a-t-on appris lundi de source officielle syrienne. Rifaat El Assad a profité de la trajectoire politique de son frère, à la tête de l'Etat syrien depuis 1971, pour atteindre les sommets de l'Etat. Il a été désavoué une première fois en 1984, accusé d'avoir tenté de profiter de l'absence de Hafez El Assad, souffrant de problèmes de santé, pour s'emparer du pouvoir. Privé du contrôle des forces paramilitaires des Détachements de la défense, il a alors quitté la Syrie où il n'est durablement retourné qu'en 1992, et où il est resté engagé dans de lucratives affaires. - (AFP)

Peine de mort confirmée pour un journaliste iranien

TÉHÉRAN. La Cour suprême iranienne a confirmé, dimanche 8 février, la condamnation à la peine de mort prononcée contre le journaliste Morteza Firouzi, rédacteur en chef du journal *Iran News*, accusé d'« espionnage ». Cette condamnation pourrait être appliquée dans les prochains jours. Arrêté en mai 1997, le journaliste avait été condamné à mort en janvier. Professionnel réputé, proche des milieux conservateurs, Morteza Firouzi est à l'origine de la création du journal *Iran News*, de langue anglaise, particulièrement lu dans les milieux diplomatiques de Téhéran. Amnesty international, la Ligue française des droits de l'homme et Reporters sans frontières ont protesté contre cette condamnation. - (AFP)



Mohammed Sehiiti/Agence France-Presse

The U.S. helicopter carrier Guam passing through the Suez Canal on Monday on its way to join Gulf forces.

nize, help finance, arm and protect with air power a new provisional government broadly representative of all the people of Iraq."

That might have been easier, of course, had events taken a different course at the end of the Gulf War in 1991. At that time, General H. Norman Schwarzkopf agreed to permit flights by Iraqi helicopters, which Mr. Saddam then used to put down nascent rebellions in the northern and southern regions of his country.

But as it is, only a sliver of territory in

the north harbors significant organized opposition to the government. Elsewhere, the Iraqi National Congress, an opposition umbrella group, is small and weak, which leads Mr. Perle and others to suggest that the United States should supply it with direct military aid, including comprehensive air cover.

Mr. Clinton must consider first whether such a program has any reasonable prospect of success, which many intelligence analysts doubt. Then he must consider whether the risk is worth the uproar that would certainly follow from many Amer-

ican allies, especially in the Arab world, and perhaps at home.

Surely, it would have less support than the idea of a straightforward bombing campaign, and that lacks backing not only among Republicans in Congress but also abroad. In Europe, only the British have provided military forces to the effort to force Mr. Saddam to back down. In the Arab world, where the Gulf War was widely supported, public backing for the United States is now sparse.

Turkey Denies Moving Troops Into Iraq as Buffer to Kurds

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — The Turkish military denied on Monday reports that thousands of its troops had crossed into Kurdish-held northern Iraq.

"Not a single one of our soldiers has passed the border," said a military spokesman, Colonel Husnu Dag.

Witnesses had said that about 7,000 commandos, backed by armored vehicles together with Kurdish guides and medical teams, crossed into Iraq at the Habur border point. "They went across from here at 2 A.M.," a witness told Reuters.

A security source said the soldiers had gone in to set up camps at three Kurdish towns for potential refugees from any

conflict between Washington and Baghdad.

The Turkish Foreign Ministry spokesman, Necati Utkan, used his weekly briefing to deny the report. "There is not such a move to date," he said.

Journalists were barred from passing the southeastern Turkish town of Cizre, about 50 kilometers (30 miles) from the border on the road to Habur, and are excluded from northern Iraq by the Turkish authorities.

Turkey has mounted frequent cross-border incursions against Turkish Kurd rebels with bases in northern Iraq, outside Baghdad's control since the Gulf War of 1991.

Turkish newspapers reported Saturday

that the cabinet had plans to send troops into northern Iraq to create a 15-kilometer buffer zone inside the region to prevent refugees from pouring into Turkey if the United States and Iraq came to blows over arms inspections.

Turkish sources said the government's measures could take the form of tent cities and intensive humanitarian aid coordinated by the military.

More than 500,000 Iraqi Kurds massed near the Turkish border in fear of retaliation by Baghdad following a failed Kurdish rebellion in the aftermath of the Gulf War.

But Mr. Utkan said Monday that Turkey had "no plan for a buffer zone" inside northern Iraq.

Regarding potential refugees, Mr. Utkan said, "There are ways to handle some 100 displaced persons, but if the number is 500,000, you have to take other measures." (Reuters, AFP)

Turks Place Last Bets As Gambling Era Ends

Ankara Shuts Casinos Amid Link to Crime

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The beautiful people were losing their money as usual last weekend at Turkey's casinos, feeding the slot machines and watching intently as the female croupiers dipped low to scoop up chips at roulette and poker tables.

This time there was a difference, though. An unspoken air of urgency and loss wafted through the smoky air, because the era of casino gambling here is about to end. Everyone knew that at midnight Tuesday, all 79 casinos in Turkey would have to lock their doors for good.

"It's hard to believe this is happening," said a security guard who gave his name as Ismail as he surveyed a crowd of well-dressed gamblers at Istanbul's Ciragan Palace casino. "I'm going to have to find a new job. So will thousands of other people. Maybe it is necessary, but it's going to hurt."

Parliament voted in June to shut the casinos, prompted in part by growing evidence that they have formed a vital link in the alliance of smugglers, killers, corrupt police officers and high government officials that has evidently been part of Turkey's hidden life for years.

An official report on this clandestine alliance, which has become a major topic of discussion here in recent months, was recently delivered to Prime Minister Mesut Yilmaz. It repeated allegations that some casinos and their owners were involved in illicit acts.

Owners of hotels that house casinos are disconsolate, fearing that they will lose huge sums. "I can't understand why we close the casinos when our competitors, like Greek Cyprus and Spain, have been encouraging new ones to be opened," said Kaya Oztoprak, manager of a hotel in the Mediterranean resort of Antalya.

Mr. Oztoprak and others sought to block the law by filing a suit, contending that it is an unconstitutional restriction on their right to do business. The Constitutional Court rejected their suit last month, upholding the law and setting the stage for the scheduled closing.

The first Turkish casinos opened in the late 1960s. Since then, they have spread across the country, with the largest concentrations in Istanbul and Antalya.

Momentum for closing them began to gather force last year, when Turkey was governed by an Islamic-led coalition. The Islamic-oriented Welfare Party opposes gambling on religious grounds, and Necmettin Erbakan, who was its leader and the prime minister at that time, said casinos had spread "like an epidemic" to the "farthest corners of Anatolia."

Several prominent secularists who were urging the closing of religious schools agreed that it would seem immoral to oppose religious education while supporting casino gambling. Some said they had been moved by stories of gambling-related family tragedies.

"The casinos lost their original purpose as places to play games of chance and became centers of seduction," said Husamettin Cindoruk, a former speaker of Parliament who was a leading advocate of the bill to close them. "They ruin neighborhoods and destroy families."

"It's impossible to control them, although we tried. The government placed inspectors inside the casinos, but how can you expect them all to do an honest job when there is so much money involved?"

According to the report submitted to Mr. Yilmaz, heroin dealers, arms smugglers and assorted other criminals have worked closely with some casino owners and have used casinos to launder illegal profits. Several papers have reported that successive Turkish governments allowed gangsters to open casin-

os and that some of the profits were funneled back to the state and used to finance covert operations.

Among the episodes that brought these ties to public attention was the killing last year of Omer Lutfu Topal, who was known as Turkey's "casino king."

Since Mr. Topal was cut down in a hail of bullets outside his Istanbul home, papers have linked him to a web of criminals and corrupt police officers. His widow is among those who think his killing was ordered by rivals who were not satisfied with money-laundering arrangements he made or refused to make.

Four members of an elite police unit, together with one of Mr. Topal's former partners and two other men, have been charged with his murder. On Monday, the former Istanbul security director, Kemal Yazicioglu, submitted written testimony in which he asserted that the defendants were guilty. They deny the charges.

Mr. Topal was among Turkish casino owners who spread their influence into the Caucasus and Central Asia.

According to press reports after Mr. Topal's death, President Heydar Aliyev of Azerbaijan had allowed him to build a casino in Azerbaijan as a way of paying off a \$6 million-dollar debt that Mr. Aliyev's son Ilham had accumulated at Turkish casinos. The reports also said Mr. Topal received public funds from Turkish officials to finance the construction of three casinos in Turkmenistan.

In another indication of the role of casino gambling in the Turkish crime scene, a senior Turkish official said last month that renegade Turkish security agents tried to assassinate the President of Georgia, Eduard Shevardnadze, in 1995 because of "gambling affairs." The official, Eyup Asik, a minister without portfolio in Mr. Yilmaz's cabinet, said a diplomatic crisis was averted when the Turkish Foreign Ministry sent Mr. Shevardnadze a secret apology.

The president of the casino gambling trade association, Erhan Akbulut, has warned that Turkey will lose 17,000 jobs and more than \$1 billion in annual revenue by closing casinos, and that tens of thousands of Russians, Israelis and other foreigners who come here to gamble will now take their money elsewhere.

The case against Kurdish Cultural and Research Foundation

By Selin Kalman / Turkish Daily News 13 February, 1998, Copyright © Turkish Daily News

Istanbul- The trial of the chairman and deputy chairman of the Kurdish Cultural and Research Foundation (Kurt-Kav) opened Thursday in Istanbul's Fifth Public Security Court. Chairman Yilmaz Camlibel and Deputy Chairman Mehmet Celal Baykara have been charged with opening language courses in Kurdish without permission. If convicted, the two men could face prison sentences ranging from six months to two years.

The part of the hearing was given over to listening to the statements of Camlibel and Baykara.

In his statement the latter said that the main objective of their foundation is to engage in scientific and academic research on Kurdish language, history and culture. He added that the course was very useful for improving the quality of translations from Kurdish to Turkish and the Istanbul State Security Court (DGM) had even asked for their assistance in translating.

Following Baykara's statement, Camlibel told the court, "There are 20 million Kurds living in Turkey and all Kurdish citizens carry out their duties to the state in education and by going into the army. We applied to the Ministry of Education to open a Kurdish language course in accordance with ministry norms. This request has been turned down on the basis of the Law 2923 which is the educational section of the Foreign Languages Law.

Kurt-Kav officials opened a case against the Ministry of Education for turning down their request; however, the law was passed by the Military Council following the coup of 1980 and according to the 1982 Constitution, no laws passed during that time can be suspended.

"According to Law 2923, in accordance with the opinion of the National Security Council, in Turkey people can only open courses in English, French, German, Russian, Italian, Spanish, Arabic, Chinese, Arabic and Japanese. No other language is permitted. But there are some state institutions like universities in which there are courses and education in languages beside these nine. Kurdish is an important language in Turkey. Sometimes the DGM receives cassettes and texts in Kurdish and they send them to our course to translate because Turkish prosecutors have trouble with Kurdish. Moreover a Kurdish child wants to learn his own language and people from other nations may wish to have Kurdish courses."

Kurt-Kav has appealed the ministry prohibition to the Supreme Court. If the answer is negative, they are expected to apply to the International Human Rights Commission.

The judge has postponed the present trial until May 5, 1998.

Pour l'Égypte, « rien ne justifie l'option militaire »

LE MINISTRE ÉGYPTIEN des affaires étrangères, Amr Moussa, souhaite que « les Etats-Unis et la Grande-Bretagne donnent à la diplomatie le temps nécessaire » pour régler la crise irakienne. « Dans la mesure où l'objectif actuel est de garantir les inspections [de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, Unscorn], où l'Irak a cédé sur ce point et où l'on discute actuellement des modalités de ces inspections, rien ne justifie l'option militaire », a déclaré M. Moussa, dans un entretien au Monde, lundi 9 février.

Le chef de la diplomatie égyptienne, qui était de passage à Paris pour s'entretenir avec son homologue français, Hubert Védrine, estime : « Les efforts diplomatiques ont montré qu'il était possible de faire avancer les choses, même s'ils n'ont pas encore débouché sur une solution. » « Le gouvernement irakien, qui refusait l'inspection des palais présidentiels parce qu'il considérait que c'était une atteinte à sa souveraineté, l'accepte désormais, ce qui lève un gros obstacle. Il faut à présent donner du temps aux discussions sur les modalités de l'inspection », insiste-t-il.

M. Moussa met en garde contre « les conséquences d'une éventuelle solution militaire. Au sein de l'opinion publique arabe, dit-il, prévaut le sentiment qu'il y a deux manières d'agir, selon qu'il s'agit des violations [des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU] commises par l'Irak ou de celles commises par Israël. Ce serait une erreur de ne pas en parler ou en tenir compte », insiste le chef de la diplomatie égyptienne, qui ne veut pas « spéculer » sur la nature de ces « conséquences », dans la mesure, affirme-t-il, où elles échappent à la volonté des gouvernements. Et il insiste : « La crise irakienne ne doit pas minimiser ou occulter l'importance des dangers qui planent sur le processus de paix. Ces deux problèmes ont des répercussions d'une égale importance sur le climat général au Proche-Orient. »

M. Moussa est venu consulter son homologue français parce que, dit-il, la France « est le seul pays membre de l'Union européenne qui ait lancé des initiatives et tenté de jouer les médiateurs pour parvenir à un compromis. Par son dynamisme, la diplomatie française force les autres diplomaties

concernées [par la crise irakienne] à tenir compte [de ses initiatives] et à s'entendre avec elle. Le seul autre pays de l'Union qui soit actif, remarque-t-il, est la Grande-Bretagne, mais elle l'est d'un point de vue militaire. »

« Si cela se révélait nécessaire, l'Égypte n'hésiterait pas à prendre une initiative commune avec la France. » Pour l'heure, Le Caire se borne à participer à « des consultations sur les résultats des missions à Bagdad des envoyés spéciaux français [Bertrand Dufourcq, numéro deux du Quai d'Orsay], russe [le vice-ministre des affaires étrangères, Viktor Possouvalioug] et arabe [le secrétaire général de la Ligue arabe, Ismat Abdel Méguid] ».

M. Moussa écoutera le point de vue du ministre irakien des affaires étrangères, Mohamad Saïd El Sahaf, attendu, mercredi, en Égypte, mais il « lui rappellera que l'option militaire est toujours à l'ordre du jour et qu'il faut l'éviter ». « Dans le même temps, souligne le chef de la diplomatie égyptienne, il faut tenir compte de ce que demande l'Irak », qui se

plaint de « ne voir aucune lueur au bout du tunnel ».

« Si le monde pousse l'Irak ou tout autre Etat dans un tunnel sans issue, il ne pourra s'en prendre qu'à lui-même en cas de conséquences graves, qu'il s'agisse d'actes de violence ou de révolte de peuples conduits au désespoir et à l'indigence. » Il faut, insiste le ministre, qu'« il y ait une lumière au bout du tunnel et les diplomates œuvrent en ce moment non seulement à régler la crise ponctuelle entre l'Irak et l'ONU, mais aussi à déclencher cette lumière » qui encouragera l'Irak à coopérer avec l'ONU. « Les sanctions éternelles sont inacceptables. »

Mouna Naim

LE MONDE /

MERCREDI 11 FÉVRIER 1998

La Turquie affirme craindre la création d'un Etat kurde en Irak

ANKARA, 12 fév (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a déclaré jeudi que son pays craignait la création d'un Etat kurde indépendant à la suite de l'actuelle crise irakienne, et il s'est engagé à combattre cette éventualité.

La création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak "est notre préoccupation, une telle possibilité existe", a dit M. Yilmaz à des journalistes dans l'avion qui l'emmenait en visite officielle en Ukraine, selon l'agence turque Anatolie.

"Nous devons être et nous serons toujours en alerte maximum face à une telle éventualité", a ajouté M. Yilmaz.

Le week-end dernier, son vice-Premier ministre, le nationaliste Bulent Ecevit, avait accusé les Etats-Unis de vouloir démembrer l'Irak et créer un Kurdistan indépendant dans le nord, après avoir attaqué Bagdad.

M. Yilmaz n'est pas allé jusqu'à reprendre l'accusation de M. Ecevit, indiquant que "les Etats-Unis comprennent (notre) sensibilité sur ce sujet". Mais il a ajouté : "un Etat kurde est une préoccupation majeure de la Turquie".

La Turquie, qui fait face à une rébellion séparatiste kurde dans le sud-est de son territoire, craint que l'établissement d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak voisin ne galvanise cette rébellion.

M. Ecevit avait déclaré dimanche : "mon impression est que les Etats-Unis ont pour but de créer un Kurdistan, diviser l'Irak et de cette façon contrôler les prix du pétrole".

L'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara, Mark Parris, avait démenti dès le lendemain les accusations de M. Ecevit, réaffirmant que Washington était en faveur de l'intégrité territoriale de l'Irak.

Craignant que d'éventuelles frappes aériennes américaines contre l'Irak ne provoquent un afflux de réfugiés vers sa frontière, le gouvernement turc avait annoncé la semaine dernière qu'il prendrait des mesures à l'intérieur du territoire irakien.

Plus de 500.000 Kurdes d'Irak s'étaient massés à la frontière turque, fuyant les troupes irakiennes après leur rébellion avortée contre le régime de Saddam Hussein après la guerre du Golfe en avril 1991.

Le gouvernement turc, qui craint la répétition d'un tel exode, pourrait installer des villages de tentes et distribuer de l'aide humanitaire sous la supervision de son armée dans l'éventualité d'un afflux de réfugiés, selon des sources turques.

Certains médias ont affirmé que des milliers de soldats turcs étaient déjà entrés dans le nord de l'Irak, mais ces informations ont été démenties avec insistance par les responsables turcs et n'ont pas été confirmées de sources indépendantes.

La Turquie, qui mène de fréquentes incursions militaires dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), disposait de toute façon déjà de quelque 5.000 soldats sur place avant le déclenchement de la crise irakienne.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

Londres dément vouloir un Etat kurde en Irak

Jeu 12 Fév 98 - 17h10 GMT

ANKARA, 12 fév (AFP) - L'ambassade de Grande-Bretagne à Ankara a démenti jeudi des déclarations du vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit selon lesquelles Londres souhaite la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak dans la foulée d'une attaque contre Bagdad.

Le secrétaire au Foreign Office Robin Cook a clairement fait savoir au Parlement britannique jeudi que Londres n'avait aucune intention de diviser l'Irak, a souligné l'ambassade dans un communiqué.

"Nous soutenons l'intégrité territoriale de l'Irak et voudrions qu'il rejoigne la communauté internationale", a déclaré le chef de la diplomatie britannique, cité par le communiqué.

La Turquie avait demandé officiellement mardi des explications à Londres à la suite de propos attribués la semaine dernière à M. Cook. De retour d'une visite en Arabie saoudite, ce dernier, cité par le Daily Telegraph, avait déclaré: "En cas de vacance du pouvoir en Irak, ce que, franchement, d'une certaine façon nous pourrions accueillir favorablement, cela pourrait entraîner la désintégration de ce pays".

M. Ecevit, un nationaliste, avait affirmé à la presse mercredi que Londres était favorable à la création d'un Etat kurde après un éclatement de l'Irak.

Il avait accusé Washington la semaine dernière d'avoir les mêmes intentions, ce que les Etats-Unis avaient également démenti.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz, cité par l'agence Anatolie, a également déclaré jeudi que son pays craignait la création d'un Etat kurde indépendant à la suite de l'actuelle crise irakienne, et il s'est engagé à combattre cette éventualité.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

La police turque arrête six dirigeants du Hadep

ANKARA, 12 fév (AFP) - La police turque a arrêté jeudi six dirigeants du Parti de la démocratie du peuple (Hadep, pro-kurde) sous le chef d'accusation de menées séparatistes pro-kurdes, a annoncé jeudi un responsable de ce parti.

"Le chef du parti Murat Bozlak et cinq autres hauts-dirigeants ont été arrêtés aujourd'hui", a indiqué Sirri Sakik, membre du comité administratif du Hadep.

"Ils sont accusés de propagande séparatiste à propos d'un calendrier publié cette année par le parti", montrant des dirigeants du Hadep accusé d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), a-t-il ajouté.

Plusieurs membres du Hadep ont été condamnés par des tribunaux turcs pour liens présumés avec le PKK, qui mène une guerre séparatiste dans le sud-est de la Turquie depuis 1984.

Le Hadep a obtenu quelque 4,5% des voix lors des dernières élections législatives en Turquie en décembre 1995, mais n'est pas représenté au Parlement turc faute d'avoir franchi la barre des 10% des voix.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

Chirac souhaite "une relation très forte entre l'UE et la Turquie"

VIENNE, 12 fév (AFP) - Le président français Jacques Chirac a indiqué jeudi à Vienne que la France et l'Autriche souhaitaient "une relation très forte entre l'Union européenne et la Turquie".

S'exprimant devant la presse à l'issue d'un entretien avec le chancelier autrichien Viktor Klestil, M. Chirac a reconnu: "Nous avons conscience des problèmes mais nous pensons qu'il n'y a pas de problème sans solution."

"Nous souhaitons que la Turquie accepte de participer à la Conférence européenne", a-t-il ajouté, faisant référence au prochain rendez-vous des Quinze avec l'ensemble des pays candidats à l'UE.

Pour protester contre le refus de la Commission européenne de prendre en considération sa candidature dans la prochaine vague d'adhésion, alors que Chypre en fait partie, la Turquie a jusqu'à présent refusé de participer à la conférence européenne à laquelle elle est néanmoins invitée.

S'agissant de la candidature de Chypre, M. Chirac a souhaité "naturellement que les négociations soient conduites avec une délégation mixte", avec des représentants des communautés grecque et turque de l'île. "Ca, c'est mon point de vue", a-t-il souligné.

Turks Reportedly in Iraq To Stop Kurdish Refugees

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — About 7,000 Turkish soldiers have crossed into northern Iraq in recent days, according to press accounts here, reportedly to prevent Iraqi Kurds from flooding into Turkey should the United States and its allies attack Iraq. Such an influx occurred after the Gulf War in 1991.

Neither the military command nor the Foreign Ministry would confirm the deployment, but it has been front-page news in the country's best-connected newspapers.

"Seven thousand troops went into northern Iraq yesterday morning," the Istanbul daily *Hurriyet* reported Wednesday, citing witnesses and military sources.

Another major paper, *Sabah*, reported: "Although it has not been confirmed, armed units have entered Iraq at several points."

According to the reports, the Turkish cabinet decided over the weekend to establish a 15-kilometer (9-mile) buffer strip inside northern Iraq. The reports say Turkish troops will occupy the strip until the current Iraq crisis is over, forbidding

any refugees from entering Turkey.

Senior Turkish officials are divided on how fully to support any bombing campaign against Iraq. The government's attitude will determine whether U.S. bombers are allowed to operate against Iraq from their base at Incirlik, near the Mediterranean city of Adana; the base is under Turkish command.

During the Gulf War, a million refugees, most of them Kurds, fled to Turkey from Iraq to escape what they feared would be postwar reprisals by President Saddam Hussein. Kurdish leaders, encouraged by the United States and other Western powers, had sought unsuccessfully to overthrow Mr. Saddam.

The flood of refugees stirred consciences in the West and led to the establishment of a protected zone in northern Iraq where the central government is forbidden to exercise power. Since then, the zone has dissolved into anarchy, with feuding Kurdish groups unable to establish a functioning administration.

Much to the chagrin of Turkish military commanders, the zone has also become a sanctuary from which Kurdish guerrillas stage raids into Turkey. Turkish troops cross into the zone regularly for search-and-destroy operations, lead-

ing each time to a round of international condemnation.

Before the Gulf War, Iraq was one of Turkey's major trading partners, and much of southeastern Turkey lived on cross-border trade. After United Nations sanctions were imposed on Iraq, the Turkish region suffered devastating economic losses, and its growing poverty contributed to discontent that fueled the Kurdish guerrilla movement. Turkey has not been compensated for the billions of dollars it has lost by complying with the sanctions, which it hopes to see ended.

Turkey wants a strong authority imposed in northern Iraq so anti-Turkish guerrillas will no longer be able to hide there. But it is also anxious to prevent the establishment of a Kurdish state in northern Iraq, which it fears might follow a collapse of Mr. Saddam's regime.

Deputy Prime Minister Bulent Ecevit has charged several times in recent days that the United States is secretly planning to divide Iraq and establish a Kurdish state in the north. U.S. officials deny any such plan.

Mr. Ecevit has suggested that he will oppose any move to allow U.S. bombers to operate from Incirlik.

Foreign Minister Ismail Cem, who met with Mr. Saddam in Baghdad last week and urged him to open all sites in his country to UN weapons inspectors, said in an interview that Turkey was an ally of the United States and would "always behave as an ally."

Iraqi Opposition in Disarray And Too Weak to Play a Role

By John Burgess
and David B. Ottaway
Washington Post Service

LONDON — Iraqi opposition groups are at one of the lowest points in their history, hit by defections, foreign aid cuts and military operations against them.

One group representing Iraq's Kurdish minority has allied itself with President Saddam Hussein, while another is sending representatives to Baghdad to talk peace. The Iraqi National Congress, formerly the principal U.S. client, has never recovered from a blow that Mr. Saddam's troops delivered to its people in northern Iraq in August 1996.

"There's nothing in place inside Iraq at this time to take advantage of any weakening of Saddam," said Rend Rahim, executive director of the Iraq Foundation, a group based in Washington. "There is nothing prepared to present an alternative to him."

George Jaffe, deputy director of the Royal Institute of International Affairs in London, gave a similar view. "They lack credibility," he said. "None has shown the ability to organize effectively,

maintain popularity inside Iraq or create a viable alternative."

Whose fault that is is up for debate. Dissidents contend that the United States and other foreign countries helped marginalize them by cutting back support. "What we lack now is resources," said Ahmed Chalabi, a London businessman who heads the Iraqi National Congress, which received most of the \$100 million in covert assistance the United States funneled to the Iraqi opposition after the 1991 Gulf War.

National Congress forces, along with supporters of another group receiving covert U.S. aid, the Iraqi National Accord, were routed in the August 1996 crackdown. Two hundred opposition figures were executed and more than 2,000 placed under arrest. The United States spirited more than 7,000 others out of northern Iraq to Guam, and then moved them to the United States.

The bloodbath embittered both opposition groups, which charged that the United States had abandoned them to Iraqi forces. Critics of both groups, however, talk of endless infighting and corruption within the dissidents' ranks.

The groups now are watching from the sidelines as the United States and Britain prepare for possible military strikes against Iraq with a limited objective: forcing Mr. Saddam to submit to United Nations weapons inspections.

U.S. and British officials continue to meet with dissident leaders — about 16 Iraqis representing a range of organizations attended a 90-minute meeting at the Foreign Office in London on Monday. But the goal, according to both sides, was to exchange views, not plan a larger role for the groups.

The dominant view in Washington and London is that Mr. Saddam is unlikely to fall to a popular uprising. "We think the most likely way that change will come about is from the inside, from the circle around Saddam," an American official said.

Dissidents say that even that goal will not be served by current U.S. policy. "What is the probable outcome of these air strikes? Just death and destruction," Mr. Chalabi said. "Saddam will make sure thousands of people will die. The U.S. will be branded as baby-killers."



13 FEVRIER 1998

LEYLA ZANA À NOUVEAU PROPOSÉE POUR LE PRIX NOBEL DE LA PAIX

De retour de son voyage d'études en Turquie au cours duquel il a pu rendre visite à Leyla Zana et s'entretenir longuement avec elle, le congressman américain John Porter a écrit le 23 janvier une lettre à l'Institut Nobel de Norvège pour proposer la candidature de la parlementaire kurde emprisonnée pour le Prix Nobel de la Paix 1998. Dans cette lettre M. Porter rappelle que le problème kurde se pose depuis le siècle dernier, que le 28ème président des États-Unis Woodrow Wilson avait senti qu'ils s'agissait d'un problème d'auto-détermination, évoque « les difficultés extrêmes auxquelles ce peuple ancien continue de faire face », affirme que Leyla Zana est devenue un symbole de la coexistence des Kurdes avec leurs voisins et demande en conséquence à l'Institut Nobel d'accorder la plus haute considération sa nomination pour le Prix Nobel de la Paix afin de « frayer le chemin pour l'initiation d'un dialogue qui pourrait apporter la paix ». Déjà en 1995 Leyla Zana avait été pressentie pour ce prix et donnée parmi « les candidats favoris ». La Turquie avait menée une vaste campagne de presse pour la discréditer.

La majorité des pays européens n'excluent pas le recours à la force en dernière extrémité

LE MONDE / SAMEDI 14 FÉVRIER 1998

● **LA GRANDE-BRETAGNE.** La stratégie « musclée » du premier ministre, Tony Blair, et son soutien au président Bill Clinton feront l'objet d'un débat parlementaire spécial à la Chambre des communes le 17 février. M. Blair peut compter sur le soutien du Labour - à l'exception d'une aile gauche marginalisée -, des libéraux-démocrates et de l'opposition conservatrice - si l'on exclut une frange très liée aux milieux d'affaires arabes -, à majorité eurosceptique. Un sondage récemment publié par le *Guardian* révèle que 56 % des personnes interrogées soutiennent une opération militaire.

● **L'ALLEMAGNE.** Le chancelier Helmut Kohl a déclaré : « Il est tout à fait clair pour moi que les bases aériennes que nous avons en Allemagne sont à la disposition des Américains » (*Le Monde* du 10 février). L'Allemagne est toujours solidaire des Américains, qui ont assuré sa défense pendant toute la guerre froide. Les Allemands ont aussi une attention particulière pour Israël et sa sécurité, et sont très soucieux d'éviter un désengagement des Américains en Europe, notamment en Bosnie. Mais Otto Solms, président du groupe parlementaire libéral, a précisé que l'Allemagne ne participerait à aucune opération militaire, qu'elle n'apporterait pas de soutien logistique ou humain et ne prendrait pas à sa charge, comme en 1991, une partie du coût du conflit.

● **L'ITALIE.** « Si les inspections de l'ONU en Irak ne sont pas absolument transparentes, il est clair que le conflit ne pourra pas être évité », a affirmé le premier ministre, Romano Prodi. Le ministre des affaires étrangères, Lamberto Dini, est allé beaucoup plus loin : « Nous sommes, a-t-il dit, devant un dictateur impitoyable qui n'a pas hésité à tuer des membres de sa propre famille et qui ne reconnaît que la force comme contrepartie. » A propos de l'utilisation des bases américaines en Italie, M. Dini a indiqué qu'« une déclaration d'indisponibilité risquerait de produire l'effet contraire à celui espéré, privant l'action diplomatique de crédibilité ».

● **L'ESPAGNE.** Madrid « souhaite » que la crise du Golfe trouve une « issue pacifique » et « œuvre » à cette fin. Mais si, après avoir tenté « tous les efforts diplomatiques possibles », il fallait recourir à la force, l'Espagne « se tiendrait fermement aux côtés de ses alliés », a déclaré, mercredi 11 février, le chef du gouvernement José Maria Aznar. Il a désigné le « régime de Bagdad » comme « l'unique responsable » de la crise. Cela signifie que Madrid s'alignera sur Washington et Londres si l'Irak ne plie pas. L'appui espagnol devrait consister - mais cela reste à préciser officiellement - à fournir toutes facilités au transit de troupes et de matériel américain sur la base aérienne de Moron de la Frontera, en Andalousie, et à y autoriser le déploiement de plusieurs dizaines d'avions-ci-

ternes, pour ravitailler la chasse américaine en route vers le Golfe.

● **LE DANEMARK** est « prêt à participer » aux projets américains d'éventuelle action militaire contre l'Irak, a annoncé jeudi 12 février le ministre des affaires étrangères Niels Helveg Petersen. La nature du soutien danois sera décidée en début de semaine prochaine, mais le ministre a d'ores et déjà exclu l'envoi d'avions de combat F 16 dans le Golfe. Le Parlement devra donner son accord à toute action concrète.

● **LA SUÈDE** s'active pour tenter de trouver une solution diplomatique à la crise. Mais Stockholm n'exclut pas, en dernière extrémité, l'usage de la force contre l'Irak, à la condition expresse qu'il soit avalisé par le Conseil de sécurité de l'ONU. La Suède souhaite qu'un Conseil de sécurité unanime envoie un « message ferme » à Saddam Hussein, mais elle juge qu'« il faudrait ménager du temps entre la résolution et l'usage de la force » pour permettre un éventuel règlement diplomatique.

● **LA FINLANDE** « soutient les efforts déployés pour parvenir à un règlement pacifique, à condition que les résolutions de l'ONU soient respectées, en particulier sur le désarmement de l'Irak », selon Jaakko Blomberg, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Dans le cas contraire, le pays s'en remettrait au Conseil de sécurité de l'ONU.

● **LA NORVÈGE**, membre de l'OTAN, a reçu des États-Unis une

demande de soutien, a indiqué mercredi 11 février le ministre des affaires étrangères, Knut Vollebaek, sans préciser la nature de ce soutien ni la réponse d'Oslo. La Norvège semble toutefois vouloir que l'ONU adopte une résolution avant de s'engager.

● **LA POLOGNE** est le seul des pays de l'Est candidats à l'OTAN à avoir dit son intention d'envoyer dans le Golfe un contingent d'une centaine de militaires spécialisés dans les armes chimiques, « en cas de nécessité ». Dans un communiqué, Varsovie a souligné son soutien aux « efforts diplomatiques (...) en vue de trouver une solution pacifique à la crise », tout en se déclarant « conscient qu'en cas d'échec un recours à la force deviendrait réel ».

● **LA TURQUIE** voudrait éviter un affrontement avec l'Irak, son voisin et partenaire commercial dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture ». Mais les contingences diplomatiques pourraient la forcer à accorder son soutien aux États-Unis s'ils le demandaient, et notamment à autoriser l'usage de la base aérienne d'Incirlik - où ont récemment été déployés de nouveaux avions, dont des Prowlers, qui brouillent les communications radars.

De nos correspondants
en Europe

Bonn veut aider un militant kurde emprisonné en Turquie

GOETTINGEN (Allemagne), 17 fév (AFP) - Le chef de la diplomatie allemande Klaus Kinkel a déclaré mardi à Goettingen vouloir aider Hamdi Turanli, un militant kurde de l'Association pour la défense des peuples menacés, emprisonné depuis le mois de janvier en Turquie.

En marge d'une rencontre avec son homologue belge Erik Derycke, M. Kinkel a qualifié le cas de Hamdi Turanli de "difficile, parce que cet homme originaire du Kurdistan a non seulement la nationalité allemande mais aussi la nationalité turque".

A cause de cela, la Turquie a interdit toute surveillance consulaire allemande, néanmoins l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara a reçu instruction "de faire tout ce qui est possible pour Turanli", a ajouté M. Kinkel.

Hamdi Turanli est âgé de 59 ans et membre du parti social démocrate allemand SPD (opposition) depuis 27 ans. Il a été condamné par un tribunal de la sécurité d'Etat turque à 20 ans de prison pour avoir "voulu modifier la frontière turque et fonder un Etat kurde indépendant par la violence armée", selon l'Association de défense des peuples menacés.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

Près de 29.000 morts depuis le début de la rébellion du PKK en Turquie, selon les autorités

DIYARBAKIR (Turquie), 17 fév (AFP) - Plus de 28.700 personnes ont été tuées depuis le déclenchement en 1984 de la rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) contre Ankara, a indiqué mardi Aydin Arslan, super-préfet de Diyarbakir, chargé de la coordination de la lutte contre le PKK.

Ce bilan se décompose en plus de 20.000 rebelles du PKK tués dans des combats, 4.500 membres des forces de l'ordre turques et 4.200 civils, a-t-il précisé à un groupe de journalistes.

Mardi, l'armée turque avait auparavant accusé de nouveau les voisins de la Turquie de soutenir la rébellion du PKK, ajoutant pour la première fois l'Irak à la liste de ces pays.

"Le PKK reçoit un soutien actif de la part de la Grèce, de l'Iran, de la Syrie et de l'Irak", avait déclaré à Ankara un porte-parole militaire, le colonel Erkal Bektas.

©AFP 1998

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

Ankara et Washington coopéreront sur les droits de l'Homme

Mar 17 Fév 98 - 15h57 GMT

ANKARA, 17 fév (AFP) - Les Etats-Unis et la Turquie vont coopérer à l'amélioration de la situation des droits de l'Homme en Turquie, a déclaré mardi à Ankara le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les droits de l'Homme, John Shattuck.

"Je suis là pour explorer les moyens de coopération entre la Turquie et les Etats-Unis concernant les droits de l'Homme en Turquie", a ajouté M. Shattuck, en rencontrant le ministre d'Etat turc chargé de ce dossier, Hikmet Sami Turk.

"Le peuple turc veut un développement dans ce domaine. Les Etats-Unis, en tant qu'amis de la Turquie, soutiennent les efforts destinés à l'amélioration des droits de l'Homme", a-t-il poursuivi, en présence de la presse.

Le responsable américain devait visiter également Istanbul et Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, et pourrait être reçu, probablement vendredi à Ankara, par le premier ministre Mesut Yilmaz, a-t-on indiqué dans l'entourage de M. Turk.

Le voyage de M. Shattuck, qui est arrivé à Ankara mardi, avait été décidé en décembre dernier lors de la visite officielle de M. Yilmaz aux Etats-Unis, selon le porte-parole de la diplomatie turque, Necati Utkan.

La Turquie se trouve sous une pression constante des Etats-Unis et de l'Union européenne pour l'amélioration des droits de l'Homme.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

L'armée turque accuse les pays voisins, dont l'Irak, de soutenir le PKK

Mar 17 Fév 98 - 10h35 GMT

ANKARA, 17 fév (AFP) - Le haut commandement militaire turc a de nouveau accusé mardi les voisins de la Turquie de soutenir la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ajoutant pour la première fois l'Irak à la liste de ces pays.

"Le PKK reçoit un soutien actif de la part de la Grèce, de l'Iran, de la Syrie et de l'Irak", a déclaré lors d'un point de presse un porte-parole militaire, le colonel Erkal Bektas.

L'armée turque accuse depuis longtemps les trois premiers pays d'apporter une aide au PKK, qui est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, mais c'est la première fois que l'Irak figure au nombre des accusés.

"Les relations avec l'Irak étaient bonnes jusqu'en 1988 lorsqu'a eu lieu l'attaque à l'arme chimique contre les populations kurdes d'Irak. Après cela, l'Irak a commencé à soutenir le PKK, particulièrement après la guerre du Golfe dans laquelle la Turquie a fait partie de la coalition contre Bagdad", a précisé le colonel Bektas.

Le gouvernement du président Saddam Hussein avait attaqué en 1988 à l'arme chimique le village kurde de Halabja, dans le nord de l'Irak, tuant tous ses habitants.

Le colonel a par ailleurs affirmé que la branche politique du PKK, l'ERNK (Front de Libération nationale du Kurdistan), avait été formée en Grèce en 1994 et que les militants du PKK disposaient de camps d'entraînement dans ce pays.

Il a également affirmé que quelque 500 militants du PKK étaient hébergés dans des camps en Iran où ils reçoivent un soutien logistique et que la Syrie fournissait un refuge au chef du PKK, Abdullah Ocalan, et des camps à ses militants.

"La Syrie utilise la carte du PKK pour renforcer ses prétentions territoriales", a-t-il dit.

Abdullah Ocalan réside habituellement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon Ankara. Un contentieux territorial existe entre Ankara et Damas à propos de la province turque de Hatay, frontalière de la Syrie.

Enfin, le colonel Bektas a déploré que les activités du PKK soient "tolérées" dans plusieurs pays d'Europe occidentale. "Il y a en Europe 313 bureaux annexes du PKK fonctionnant sous couvert d'organisations culturelles ou sociales, dont 178 en Allemagne", a-t-il dit.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

M. Demirel fait l'éloge des relations franco-turques

Mar 17 Fév 98 - 13h51 GMT

ISTANBUL, 17 fév (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel, qui est attendu à Paris jeudi pour une visite d'Etat de deux jours à l'invitation de son homologue français Jacques Chirac, a fait l'éloge mardi à Istanbul des relations franco-turques, qualifiant la France de "pays ami de longue date".

"La France est une amie de longue date. Elle est le premier pays à avoir reconnu la république de Turquie", a déclaré M. Demirel au cours d'une visite au lycée turc francophone de Galatasaray, dans la partie européenne d'Istanbul.

M. Demirel faisait allusion à un accord turco-français signé en octobre 1921, resté longtemps secret et par lequel la France reconnaissait, avant même son existence officielle, la jeune république de Turquie.

Par cet accord, la France rejetait le traité de Sèvres de 1920 qui avait mis fin à l'empire Ottoman et divisait le pays en zones d'influences britannique, française, grecque et italienne.

"La France est l'un des pays qui ont le mieux compris l'importance de la Turquie pour la paix, pour l'Europe et pour le monde entier. Le lycée de Galatasaray a joué un rôle important dans les relations Turquie-France", a dit le président turc, indiquant qu'il "souhaitait les développer encore davantage".

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

France Invites Iraqi For Talks in Effort To Head Off Attack

Paris Hopes Meeting Will Include UN Chief in 'Final Push' for Peace

By Craig R. Whitney
New York Times Service

PARIS — France stepped up last-minute diplomacy Monday to try to head off an American-led bombing campaign against Iraq, inviting the Iraqi foreign minister here for talks that could include a session with UN Secretary-General Kofi Annan on Wednesday.

French officials said they expected Mr. Annan to continue on to Baghdad if he came here to see Foreign Minister Mohammed Said Sahhaf, who will arrive Tuesday for talks with President Jacques Chirac. "We have to make a final push," Mr. Chirac said Monday, according to his spokeswoman, Catherine Colonna, who said he hoped Mr. Annan would decide to make the trip.

The French hope the diplomacy will secure agreement to a French and Russian plan to allow United Nations arms experts, accompanied by diplomats, access to eight presidential palace sites in Iraq that some experts suspect of concealing forbidden weapons programs or storage facilities. The five permanent members of the Security Council conferred in New York on Monday night on the plan.

French officials said they hoped the United States would support it and give them and Mr. Annan a mandate to persuade Iraq to back down from the brink.

If Iraq does agree, French officials say, there will be no understanding here for an American refusal to accept the proposal.

President Saddam Hussein had barred UN Special Commission teams

in charge of overseeing Iraqi compliance with Security Council disarmament resolutions from inspecting these and other "sensitive" areas, setting off the confrontation.

France, Iraq's biggest European trading partner, has repeatedly warned Mr. Hussein not to push the United States into an armed response to enforce the resolutions, but has also refused to say whether France would support bombing if push came to shove.

"We believe a diplomatic solution is still possible," a French diplomat said Monday. "The problem is that there are some people on the Iraqi side who think the Americans are going to strike no matter what."

French newspapers and television reports have vividly conveyed an increasingly bellicose mood in Washington over the past week or so, and French leaders, whose support in the crisis was sought by President Bill Clinton and Secretary of State Madeleine Albright, have instead grown increasingly critical, according to diplomats.

Mr. Chirac disappointed the White House by pointedly declining two weeks ago to give Mr. Clinton the backing he sought in a telephone conversation, diplomats said. Last week, he seemed to go out of his way during a visit to Vienna to be critical of American plans to bomb Iraq into compliance with the UN inspection regime if diplomacy failed.

"I do not dispute the necessity of making Saddam Hussein respect all the decisions of the Security Council," Mr. Chirac said there on Thursday. "I simply

say that, if it can be done by avoiding dropping bombs and killing women and children, that would be better."

France and Russia urged the United States to support a last-minute mission by the secretary-general to Baghdad to try to get Iraqi agreement to a plan they believe would save face for Mr. Hussein, who had declared the eight sprawling "presidential sites" off-limits to UN inspectors.

Under the plan, diplomats from the five permanent member countries on the Security Council — the United States, Britain, France, Russia, and China — would accompany the chief UN arms inspector, Richard Butler, on a "white-glove" inspection of parts of the complexes the Iraqi leadership actually lives in, in return for unlimited access for the arms experts to the rest of the facilities.

Iraq has been insisting on limiting the inspections to only a 60-day period.

France is also bracing for a decision this month by the Clinton administration on whether to impose sanctions on the giant French oil company Total for its government-backed decision to go ahead with a \$2-billion natural gas exploration project in Iran with Russian and Malaysian partners.

■ Italy Backs Annan Visit to Iraq

Alan Friedman of the International Herald Tribune reported from Rome:

Prime Minister Romano Prodi said Monday that no military action should be taken against Iraq until Secretary-General Annan has a chance to visit Baghdad.

"I think we need to seek an agreement between the United Nations and Iraq," Mr. Prodi said in an interview Monday. "Our position is that before any military action is taken, Kofi Annan should visit Iraq. We in Italy want to push Kofi Annan to go to Baghdad and we want to push Saddam Hussein to respect UN resolutions and regulations."

Asked if it was sufficient for Mr. Annan to visit Paris, Mr. Prodi replied: "The question is whether he will go to Baghdad."

Mr. Prodi denied that domestic political considerations featured in his policy statement. In recent days there have been threats from the small Green Party and the Refounded Communists to withdraw from his majority coalition should bases

Turkey Renews Drive To Curb Dissident Speech

Istanbul Mayor and Kurds' Party Are Charged

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — With two new indictments of prominent political figures, Turkish prosecutors have again signaled

their determination to restrict speech that they believe endangers national unity.

The cases, one against the mayor of Istanbul and the other against the only legal Kurdish-based political party, seemed certain to increase criticism of Turkish laws that prohibit statements

that in many other countries would be considered normal political discourse.

On Friday, prosecutors in the southeastern city of Diyarbakir filed charges against Mayor Recep Tayip Erdogan of Istanbul in connection with a speech he made in the nearby town of Siirt last year. In that speech, Mr. Erdogan, who is a leader of the Islamic-oriented Welfare Party, said, "The mosques are our barracks, the domes are our helmets, the minarets are our swords, and the faithful are our army."

The indictment charged that by making that statement, Mr. Erdogan was call-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 17, 1998

ing on his supporters to form "an army of jihad," or holy war. It also charged him with "using democracy to establish an evil order." If convicted, he could face as much as three years in prison.

Last month, Turkey's highest court closed the Welfare Party, declaring that it sought to undermine the secular basis of the Turkish Republic.

The court also banned seven of the party's top leaders from politics, including its chairman, former Prime Minister Necmettin Erbakan. Since, then, there has been speculation that pro-Islamic politicians would form a new party, and that Mr. Erdogan, 43, would become its leader.

Mr. Erdogan has become a popular figure in Istanbul, Turkey's largest city, for restoring municipal services that had deteriorated and embarking on public-works projects.

Abdullah Gul, a Welfare leader who is a member of Parliament, said of Mr. Erdogan: "If you read the whole text of

his speech, you will see that he was calling for unity, not provoking anyone or anything."

He added: "I have information that the Justice Minister called prosecutors in Diyarbakir and Siirt and urged them to push this case. They are also trying to lift my immunity and make a case against me. They say I am provoking the people, that I have made statements against the army."

At almost the same hour that the indictment of Mr. Erdogan was filed, a prosecutor in Ankara, the capital, announced that he was ordering the arrest of the entire 57-member directorate of the People's Democracy Party, one of the country's few legal pro-Kurdish organizations. Nine members of the directorate were reportedly taken into custody.

The party ran strongly in Kurdish districts in the 1996 national election, but it failed to win 10 percent of the vote nationwide and, as a result, is not represented in Parliament.

Kurdish parties have had a difficult time operating in Turkey. The government has closed a succession of them, insisting that they served as front groups for the rebel Kurdistan Workers Party, a guerrilla army that is waging a separatist war in southeastern provinces.

The leading Kurdish politician in Turkey, Leyla Zana, is serving a 15-year jail term after being convicted in 1994 of advocating separatism and supporting the Workers Party. But her image may form part of the case against the party.

Government officials have complained about a 1998 calendar that the People's Democracy Party produced and distributed. One page carries a photo of Ms. Zana, and another contains a list of Kurds and others who have been victims of "mystery killings" that some analysts attribute to government death squads.

"The calendar is an element of crime among others," the Ankara prosecutor, Talat Salih, told Reuters after he issued the arrest warrants Friday.

A Dictator and His Weapons of Mass Destruction

By Charles N. Davis

WASHINGTON — The Clinton administration is signaling that it is preparing a sustained air attack to deny Iraq the capacity to again use weapons of mass destruction. I believe that the negative consequences far outweigh any possibility of success.

There is no assurance that such an attack would destroy Iraq's capabilities to produce weapons of mass destruction in the future. This makes it likely that the United States would have to carry out subsequent raids to again try to destroy them, or that it would have to invade the country. Moreover, an air attack alone would not persuade Iraq to give up its arsenal.

In my career in the U.S. intelligence community, I learned that weapons of mass destruction give the countries that hold them a belief that they have a safeguard against being overrun.

Saddam Hussein's perception in the Gulf War appears to have been that the Western coalition broke off its advance toward Baghdad because of concern that if it had not done so, Iraq would have used its weapons of mass destruction. If that reading of Saddam is

accurate, he will not give up his deterrent against future invasion. No air attack will persuade him to do so.

But deterrence works both ways. Saddam previously used chemical weapons against Iran and against the Kurds because neither could retaliate with similar weapons. The United States made clear in the Gulf War, however, that if Iraq employed weapons of mass destruction, it would retaliate.

What would impel Saddam's regime to use these weapons? If it were attacked first by weapons of mass destruction (and survived). Or if Iraq

were about to be overrun by a ground invasion. Or if an air attack caused such fallout from contamination that the government could not survive.

If his regime were about to fall, Saddam would have little inhibition about using these weapons to destroy his neighbors.

The negative consequences from a U.S. attack also could be disastrous for neighboring countries. Suppose bombing destroyed chemical or biological facilities. What guarantee do U.S. military forces and their allies in the region have that the fallout from that destruction would not adversely affect them on a much larger scale than did the destruction of the chemical weapons bunker in southern Iraq in the Gulf War?

Short of such catastrophes, an air attack would undermine the U.S. position in the Gulf region. Saddam may well be counting on new U.S. bombing to strengthen him at home, divide the coalition and cause America's Arab allies to end U.S. access to military basing facilities.

And after an air attack that fails to remove him but punishes the Iraqi people, is it likely that the United Nations will vote to keep any residual inspection capability, or that it will continue to enforce economic sanctions?

A different strategy is needed, one which recognizes that Iraq cannot be stopped from developing some weapons of mass destruction but which inhibits their development, without endangering America's other interests. I suggest two components for such a strategy.

The UN Security Council should shut down Iraq's lucrative contraband coastal oil trade. This trade reportedly provides a hefty share of Baghdad's revenues. Its reduction would diminish the foreign currency under Saddam's control and further limit his ability to develop new weapons.

At the same time, the Security Council should increase the amount of oil that Iraq can sell under the current sanctions. That would make more food and medicine available to the Iraqi population, it would preserve the U.S. position in the Middle East, and it would stop the perception that U.S. diplomacy punishes Arab populations indiscriminately.

If Saddam did not agree, the sanctions would stay and the U.S.-led coalition would remain intact.

Such a strategy would reduce the misery of the Iraqi people. It also has a much greater assurance of success.

The writer, a former analyst with the U.S. Defense Intelligence Agency, has served on the staff of the National Intelligence Council. He contributed this comment to The Washington Post.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FEBRUARY 18, 1998

Le Monde
18 FÉVRIER 1998

Le bilan discutabile de sept ans d'affrontements avec l'Irak

DOSSIER

UNE étrange impression de déjà-vu se dégage de la région du Golfe : un Irak récalcitrant à toutes les injonctions et sollicitations, une course de vitesse engagée entre une « logique de guerre » et une autre de paix, une armada aérienne et navale qui se prépare à passer à l'acte, des diplomates s'employant à dissiper les tensions, une grande fébrilité régionale, et des prix du pétrole qui jouent au yoyo. Sept ans après la guerre de libération du Koweït, censée avoir donné à l'Irak une leçon radicale, l'Histoire bégaierait-elle ?

En apparence seulement. Parce que la situation aujourd'hui n'est plus du tout la même que celle qui prévalait en août 1990, lorsque l'armée irakienne avait envahi le Koweït. Juridiquement d'abord, une intervention armée pour libérer l'émirat était autorisée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, alors qu'aucun texte ne donne le feu vert aujourd'hui à un recours à la force pour désarmer l'Irak. Politiquement ensuite, parce que ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale ne baigne plus dans le quasi-unanimité qui a prévalu après l'effondrement du mur de Berlin. Conjoncturellement enfin, parce que l'agonie du processus de paix israélo-arabe pollue le climat de la région.

Sept ans après que Saddam Hussein a essuyé une cuisante défaite, quel bilan tirer de la politique de la communauté internationale en Irak ?

1. - L'INVASION DU KOWEÏT ET LA GUERRE DE LIBÉRATION

Le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït. Pour les quelque 100 000 soldats engagés dans l'invasion, c'est une quasi-promenade de santé. La famille régnante s'enfuit vers l'Arabie saoudite. Cette invasion est le point d'orgue d'une crise aiguë qui oppose les deux pays voisins depuis plusieurs mois. Saddam Hussein demande au Ko-

weït d'annuler purement et simplement la dette de 10 milliards de dollars que l'Irak a contractée auprès de lui lors de la guerre contre l'Iran - guerre dans laquelle l'Irak a fait office de bouclier pour l'ensemble des monarchies pétrolières du Golfe contre le « danger » islamique iranien.

Le président irakien accuse le Koweït d'avoir illégalement extrait du pétrole de la partie irakienne du champ de Roumeïlah - à la frontière entre les deux pays - pour un montant de 2,4 milliards de dollars. Il accuse aussi les Etats du Golfe, et singulièrement les Emirats arabes unis et le Koweït, d'être les instruments d'une « conspiration » visant à maintenir les cours du pétrole à un niveau très bas.

« Toute baisse d'un dollar du prix du baril fait perdre à l'Irak 1 milliard de dollars par an. C'est une véritable guerre économique que vous menez contre mon pays », avait-il dit à ses pairs du Golfe lors d'un sommet arabe réuni en mai à Bagdad. « Une agression ne se mène pas uniquement en utilisant des chars, de l'artillerie, des navires. Elle peut prendre des formes plus insidieuses et plus subtiles (...) pour rendre un peuple esclave. »

C'est qu'après une guerre de huit ans contre l'Iran, l'Irak connaît de graves difficultés financières et veut relancer son économie. Soutenu par l'ensemble des pays occidentaux et l'URSS, qui redoutent le régime islamiste de Téhéran, le président irakien se croit, cependant, invulnérable. Il s'est doté d'un armement impressionnant - dont des missiles balistiques utilisés durant « la guerre des villes » avec l'Iran - et des armes chimiques, dont il n'a pas hésité à faire usage contre sa propre population kurde, accusée de faire le jeu de l'ennemi. D'après la CIA, il est en passe de posséder l'arme nucléaire.

LES tentatives de médiation entre Koweït et Bagdad se multiplient. Des premières concentrations de troupes irakiennes sont signalées à la frontière koweïtienne le 24 juillet. Elles vont recevoir des renforts impressionnants au cours des jours suivants.

Plusieurs questions demeurent à ce jour sans réponse. Comment expliquer la passivité du Koweït et des Etats-Unis face à cette gestation militaire ? Pourquoi Washington n'a-t-il pas clairement signifié à Bagdad qu'une solution militaire du conflit qui l'oppose au Koweït ne resterait pas impunie ?

En sept ans, la valse des ministres et des responsables n'a pas cessé. Des tentatives de coups d'Etat auraient été avortées, des dizaines d'officiers passés par les armes, des centaines d'opposants arrêtés et torturés

Comment expliquer aussi la mollesse de la réaction des pays occidentaux - qui s'érigent aujourd'hui en défenseurs de la paix régionale et des droits de l'homme - devant l'utilisation par l'Irak d'armes de destructions massives lors de la guerre contre l'Iran ? Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux et arabes ne savaient-ils pas déjà que le régime de Bagdad est une dictature fondée sur la terreur et la répression ? Et aussi, pourquoi Saddam Hussein n'a-t-il pas cédé aux multiples conseils lui recommandant de retirer ses troupes du Koweït pour éviter la guerre ?

L'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak suscitent une indignation générale. Dès le 6 août, le Conseil de sécurité de l'ONU, qui doit en partie son unanimité à la fin de la guerre froide, adopte la résolution 661, qui impose un embargo commercial, économique et financier à l'Irak et au Koweït occupé. Les Nations unies ont un rôle d'autant plus évident à jouer que l'invasion irakienne est une violation claire des principes de la Charte de l'organisation internationale.

Le Conseil de sécurité multiplie les résolutions. Douze sont adoptées entre le 2 août et le 17 janvier 1991, date à laquelle a été déclenchée la guerre de libération du Koweït. Une large coalition multinationale anti-irakienne se constitue. Tout le monde invoque le respect du droit international, mais les arrière-pensées ne trompent personne.

De la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988, les deux parties, comme l'a bien dit l'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, étaient supposées sortir vaincues. L'équilibre stratégique de la région a toujours tenu à une certaine parité entre l'Irak et l'Iran. Au sortir de la guerre, l'Irak, qui n'hésite pas à menacer Israël, prend au contraire « du volume » et entend imposer sa loi à des voisins qui ne sont pas des moindres : c'est dans cette région que se trouvent près de 70 % des réserves mondiales

connues de brut - dont 10 % pour le Koweït et 25 % pour l'Arabie saoudite.

Le ralliement contre Saddam Hussein est tel que le président américain George Bush prédit l'avènement d'un « nouvel ordre international », une fois le Koweït « inconditionnellement » évacué. Mais l'Irak refuse toutes les occasions qui lui sont offertes de se retirer pacifiquement du Koweït. Il multiplie les exactions, se sert de ressortissants étrangers comme boucliers humains et continue les bravades. Le 29 novembre, le Conseil de sécurité, « agissant en application du chapitre VII de la Charte » de l'ONU, adopte la résolution 678 « autorisant les Etats membres (...) à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter » les résolutions de l'ONU « et pour rétablir la paix et la sécurité internationales », si « au 15 janvier » 1991, l'Irak ne s'est pas conformé aux résolutions de l'ONU. En clair, cela signifie que le Conseil autorise l'emploi de la force contre l'Irak.

Dès lors, l'affaire n'est plus « onusienne » que dans la forme. Les Etats-Unis prennent le relais, parce que ce sont eux qui mènent la danse et qu'ils ont déployé le plus fort contingent de troupes dans la région : leurs effectifs s'élèvent à quelque 500 000 hommes, sans oublier la flotte croisant dans le Golfe, en mer Rouge et dans l'Océan Indien.

L'opération « Tempête du désert » est déclenchée dans la nuit du 16 au 17 janvier 1991. La phase aérienne s'achève le 24 février. L'Irak et le Koweït sont écrasés sous un tapis de bombes dont l'objectif est de détruire l'appareil militaire de l'Irak, mais qui n'épargne guère les infrastructures. Le 27 février, après trois jours d'offensive terrestre, le président américain annonce l'arrêt des hostilités parce que le Koweït est libéré. Le cessez-le-feu formel n'est déclaré que le 3 avril 1991, en vertu de la résolution 687 de l'ONU, qui place l'Irak

1990

- **31 juillet** : échec d'une tentative de conciliation sur le différend pétrolier et frontalier opposant l'Irak au Koweït.
- **2 août** : l'Irak envahit le Koweït.
- **6 août** : la résolution 661 prônant le boycottage commercial (incluant les importations de pétrole), financier et militaire de l'Irak est adoptée.

1991

- **17 janvier-28 février** : au terme de la guerre du Golfe, l'Irak est contraint d'évacuer le Koweït.
- **2 mars** : soulèvements dans le sud de l'Irak. Des insurgés chiites prennent le contrôle de plusieurs villes. Les forces gouvernementales écrasent la révolte.
- **5 mars** : début de la rébellion kurde dans le nord du pays.
- **3 avril** : la résolution 687, contraignant l'Irak à détruire toutes ses armes non conventionnelles et ses fusées à moyenne et longue portée, est adoptée.
- **5 avril** : la résolution 688 est adoptée. Ce texte exige la fin de la répression contre les Kurdes et demande à Bagdad de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire.
- **7 avril** : lancement de l'opération occidentale « Provide Comfort » d'aide à la population kurde, et mise en place de zones d'exclusion aérienne, au nord du 36^e parallèle.
- **18 avril** : création de l'Unscorn, la commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak.

1992

- **12-15 juillet** : départ des troupes alliées du Kurdistan irakien.
- **26 juillet** : accord Irak-ONU sur l'entrée des experts nucléaires.
- **27 août** : mise en place par les Occidentaux d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle, pour protéger la population chiite.
- **27 décembre** : un F-16 américain abat un chasseur MIG irakien au sud du 32^e parallèle.

1993

- **13 janvier** : raid des aviations occidentales

contre des objectifs militaires dans le Sud irakien, après une série d'incursions irakiennes en territoire koweïtien.

- **17 janvier** : bombardement américain, à partir de navires ancrés dans le golfe Persique et en mer Rouge, du complexe industriel « El Zaafaniya », au sud de Bagdad, soupçonné d'être un site nucléaire. Un missile de croisière touche l'Hôtel Rachid à Bagdad (deux morts).
- **19 janvier** : cessez-le-feu unilatéral décrété par Saddam Hussein à partir du 20.
- **14 avril** : l'opposition irakienne annonce que les autorités ont maté une tentative de putsch.
- **26 juin** : tir de missiles américains contre le siège des services de renseignements irakiens, accusés d'un attentat manqué contre George Bush, lors de sa visite au Koweït en avril (six morts).
- **6 septembre** : l'opposition irakienne indique qu'une tentative de coup d'Etat a échoué fin juillet.

1994

- **10 novembre** : le Conseil de commandement de la révolution (CCR) et le Parlement reconnaissent l'indépendance du Koweït.

1995

- **14 avril** : adoption de la résolution 986, dite « pétrole contre nourriture », qui sera appliquée en mai 1997. Pour des raisons humanitaires, Bagdad est autorisée à procéder à des ventes limitées de pétrole.
- **17 mai** : violentes émeutes contre le régime à Ramadi, à l'ouest du pays.
- **25 mai** : l'opposition affirme que des arrestations massives ont été faites après une tentative d'assassinat de Saddam Hussein, à Samara.
- **14 juin** : mutinerie de la garnison d'Abou Gharib réprimée dans le sang.
- **8 août** : le général Hussein Kamal Hassan, gendre de Saddam Hussein et ancien ministre de la défense, se réfugie en Jordanie avec son frère et leurs épouses.
- **15 octobre** : Saddam Hussein est plé-

biscité à 99,96 % des suffrages pour un nouveau mandat de sept ans, lors du premier référendum réalisé en Irak.

1996

- **23 février** : assassinat de Hussein Kamal Hassan et de son frère, revenus en Irak le 20.
- **31 août** : entrée de l'armée irakienne au Kurdistan sous contrôle international.
- **3 septembre** : frappes aériennes américaines contre des objectifs militaires en Irak et extension de la zone sud au 33^e parallèle.
- **25 novembre** : acceptation par Bagdad de la résolution 986.
- **12 décembre** : Oudaï Saddam Hussein, fils aîné du président, grièvement blessé dans un attentat.

1997

- **23 octobre** : adoption de la résolution 1134, prévoyant de nouvelles sanctions pour contraindre Bagdad à coopérer avec l'ONU en matière de désarmement (abstention de la France).
- **12 novembre** : la résolution 1137 est adoptée. Les responsables militaires qui entravent les travaux de l'Unscorn ne pourront plus quitter le territoire irakien.
- **13 novembre** : expulsion de six experts américains de l'Unscorn. Les Etats-Unis répliquent en envoyant dans le Golfe le porte-avions *USS-George-Washington*.
- **20 novembre** : Bagdad accepte le retour des inspecteurs américains de l'Unscorn grâce à la médiation russe.

1998

- **13 janvier** : Bagdad interdit l'accès de ses sites stratégiques à une équipe d'experts de l'Unscorn, emmenée par un Américain.
- **27 janvier** : le président des Etats-Unis menace de recourir à l'option militaire contre l'Irak.

sous tutelle, exige l'élimination de toutes ses armes de destruction massive, condition *sine qua non* de la levée de l'embargo pétrolier.

2. - LES EFFETS DE L'EMBARGO

Il y a donc eu un glissement. L'embargo imposé à Bagdad pour l'obliger à retirer ses forces du Koweït sert désormais un autre objectif : forcer l'Irak à accepter d'être désarmé. Mais le forcer comment ?

En l'espace de sept ans, la Commission spéciale de l'ONU chargée de le faire, l'Unscorn, a accompli un travail beaucoup plus efficace que le déluge de bombes qui se sont abattues sur l'Irak durant la guerre et dont 70 % ont raté leurs cibles. Mais Bagdad ment - ou en tout cas a menti - et cherche - ou a cherché - à dissimuler une partie de ses armes. Les révélations faites par le gendre du président irakien, Hussein Kamel Hassan, qui s'est

enfui en 1995 en Jordanie, ont montré l'ampleur de ces dissimulations. Aujourd'hui, l'Unscorn estime qu'il y a encore beaucoup à faire dans le domaine des armes biologiques.

La crise actuelle entre Bagdad et l'Unscorn porte sur l'inspection des sites dits « présidentiels ». Ce n'est pas le premier conflit du genre, mais c'est l'un des plus graves. Une fois que l'Unscorn sera satisfaite du désarmement de Bagdad, un système de surveillance à long terme - déjà installé - prendra le relais. L'Irak, estime la communauté internationale, demeure un pays potentiellement « dangereux ».

L'embargo pénalise uniquement la population, dont le tissu social a éclaté, et qui est privée de tout, faute d'argent. Depuis 1996, elle est maintenue sous perfusion grâce à la résolution 986 de l'ONU dite « pétrole contre nourriture ». Celle-ci autorise l'Irak à vendre pour 2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois, afin de subvenir aux besoins les plus urgents.

La situation est telle que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, vient de suggérer de porter le chiffre à 5,2 milliards de dollars. Si cette proposition est honorée, elle permettra d'améliorer le quotidien des Irakiens, mais ce ne sera pas l'abondance, d'autant qu'en vertu de la formule « pétrole contre nourriture », 30 % de cette somme sont alloués au fonds de compensation du Koweït et 4 % au financement de l'Unscorn.

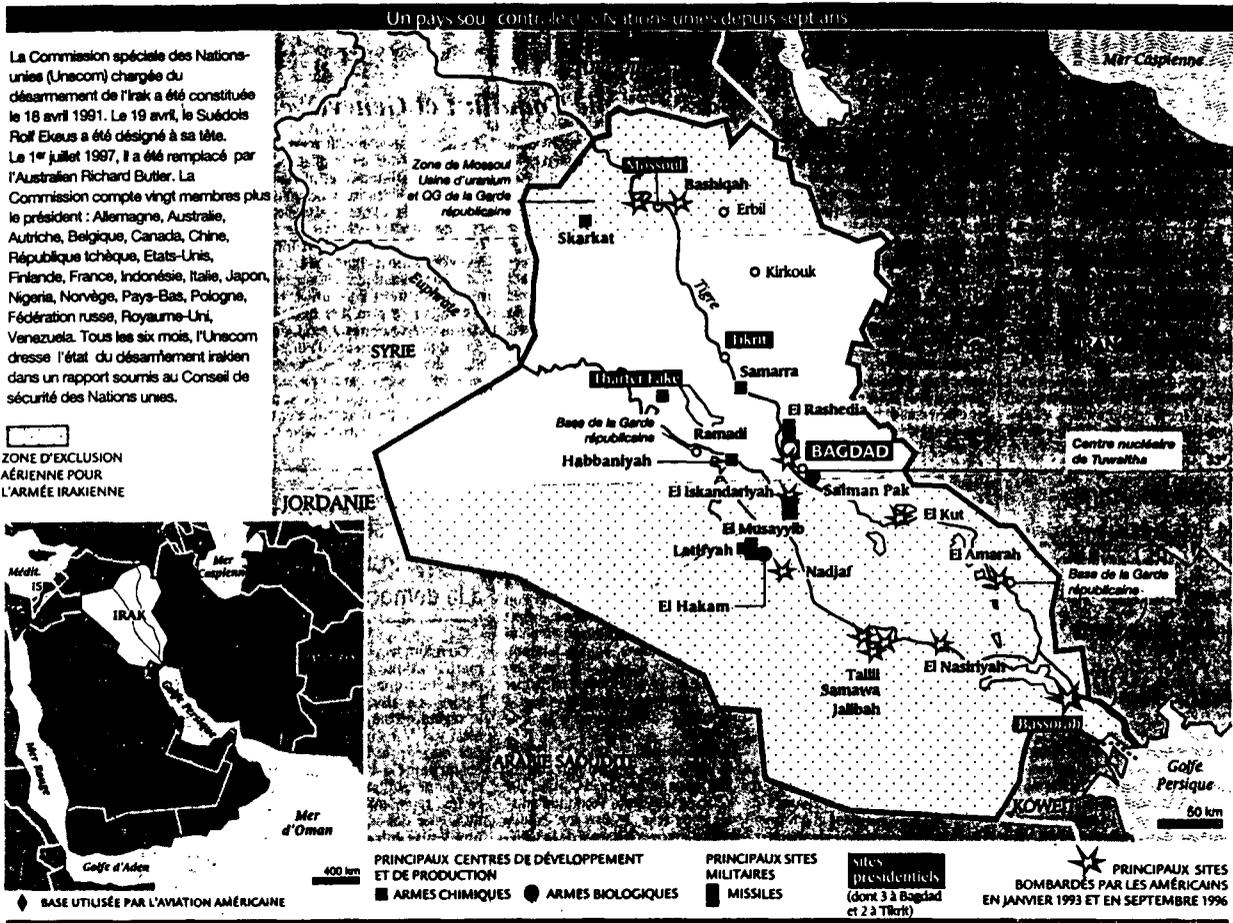
3. - LE RÉGIME DE SADDAM HUSSEIN

Après la libération du Koweït, la coalition anti-irakienne était convaincue que, sous l'effet conjugué de la défaite militaire et de l'embargo, la chute du régime ne serait qu'une affaire de mois, voire de semaines. Sept ans après, Saddam Hussein est toujours là, parce qu'il a construit un système pyramidal à sa mesure, dont il est la clef de voûte, et parce qu'il s'est

entouré d'un appareil de sécurité à plusieurs étages qui limite les risques.

En sept ans, la valse des ministres et des responsables n'a pas cessé. Des tentatives de coup d'Etat auraient été avortées, des dizaines d'officiers passés par les armes, des centaines d'opposants arrêtés et torturés. De multiples mini-crisis, y compris au sein même de la famille présidentielle, ont été résorbées. Saddam Hussein manie avec art les alliances conjoncturelles, mais ne fait confiance à personne.

Dès la fin de la guerre, faisant preuve d'une détermination et d'une placidité à donner froid dans le dos, il a repris les choses en main avec tout l'éventail de sa capacité d'intimidation et de terrorisation de la population. Lorsque, le 1^{er} mars, quelques jours après la débâcle de son armée, les villes chiites du sud du pays s'insurgent contre le pouvoir, il fait écraser la révolte dans le sang sans scrupules. Il se retourne ensuite contre



les Kurdes, qui se sont eux aussi soulevés dans le Nord. Les troupes de la coalition occidentale ont regardé faire, se réfugiant derrière le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, alors que Washington avait, initialement, exhorté la population à se soulever.

4. - LES ZONES D'EXCLUSION AÉRIENNE

Sous la pression de la France, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, le 5 avril 1991, la résolution 688, qui exige du gouvernement qu'il mette fin à la répression. Revendiquant ce que Paris qualifie de « droit d'ingérence humanitaire », les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne interprètent ladite résolution comme un feu vert à la création de sanctuaires pour les Kurdes.

Une zone d'exclusion aérienne est alors imposée à l'Irak par les trois alliés, au nord du 36^e parallèle. Elle est placée sous la protection de l'aviation des coalisés basée en Turquie. Cette zone d'exclusion n'a pas empêché la Turquie, et incidemment l'Iran, d'intervenir militairement dans cette région, à la poursuite de leurs propres rebelles kurdes qui s'y sont réfugiés. Ankara envisage même d'y établir une « zone de sé-

curité », à l'image de celle qu'Israël a taillée au Liban sud. La souveraineté irakienne est ainsi bafouée tous les jours, mais l'Occident se borne à dire son inquiétude.

La zone d'exclusion aérienne n'a pas non plus empêché les factions kurdes irakiennes de s'entre-tuer. Depuis 1994, plus de 2 500 personnes ont été tuées au cours des combats fratricides.

La situation n'est pas meilleure au sud. Est-ce une fois de plus la peur de l'Iran voisin et des risques de division de l'Irak qui explique, là-bas, la pusillanimité des coalisés envers les populations chiïtes ? Celles-ci ont dû, en effet, attendre août 1992 pour voir imposer à l'Irak une autre zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle - qui a été étendue au 33^e en septembre 1996. Mais cette zone d'exclusion n'a pas empêché l'armée irakienne de continuer à sévir au sol contre les populations et d'imposer sa loi d'airain. Certains diplomates admettent aujourd'hui que ladite zone vise davantage à rassurer l'Arabie saoudite qu'à protéger les chiïtes d'Irak.

5. - LE PROCESSUS DE PAIX ISRAËLO-ARABE

L'après-guerre semblait augurer un « nouvel ordre régional » à dé-

faut d'être « international », comme le voulait M. Bush. Dès la fin d'octobre 1991, les Etats-Unis, forts de leur succès, réunissent à Madrid une conférence de paix sur le Proche-Orient, avec la participation au plus haut niveau de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, et ce pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Après un début plus ou moins laborieux, les négociations aboutissent à un accord de principe israélo-palestinien (l'accord dit d'Oslo signé en septembre 1993) qui permettait d'établir dans ses grandes lignes un calendrier de paix. Depuis l'élection de Benjamin Nétanyahou comme premier ministre d'Israël, en mai 1996, le processus est totalement bloqué, voire moribond, et l'administration démocrate américaine ne semble pas pressée de le ressusciter. Le sentiment d'une politique américaine des « deux poids deux mesures » n'est pas étranger au refus, aujourd'hui, des pays arabes de s'associer à d'éventuelles nouvelles frappes contre l'Irak.

Les extrémistes islamistes ont repris du poil de la bête. De bonne ou de mauvaise foi, ils jouent sur plusieurs registres à la fois : les souffrances du peuple irakien, les frustrations des Palestiniens, l'arrogance d'Israël et l'omniprésence américaine dans la région. Même l'Arabie saoudite, le pays par ex-

cellence de l'islam rigoriste, n'est pas épargnée. Des attentats ont notamment visé les forces américaines toujours stationnées dans le pays.

6. - LA SITUATION RÉGIONALE

Economiquement, l'ensemble des pays de la région sont affaiblis.

Pays extrêmement riche, dont les réserves connues de pétrole s'élèvent à plus de 100 milliards de barils - les deuxièmes du monde après celles de l'Arabie saoudite -, mais dont les réserves réelles seraient supérieures à 200 milliards de barils, l'Irak n'a même plus aujourd'hui la capacité d'exporter suffisamment de pétrole pour la somme de 5,2 milliards de dollars tous les six mois, comme le propose le secrétaire général de l'ONU. Ses installations sont vétustes. Le pays ne se remettra que très laborieusement de son asphyxie, même une fois les sanctions levées.

Outre les dettes contractées avant l'invasion du Koweït - notamment pour l'acquisition d'armes -, les chiffres des dédommagements et compensations dues par l'Irak aux diverses parties sont considérables. Il devra, selon les spécialistes, continuer d'emprunter pour faire face aux besoins de la reconstruction et de la

remise en route de son économie brisée par deux guerres successives.

Avant l'invasion du Koweït, le quota de l'Irak au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole - dont il était, avec l'Iran, le deuxième producteur - était de 3,12 millions de barils par jour. Quasi instantanément, ce quota a été récupéré par l'Arabie saoudite.

La Jordanie, qui avait tissé des liens économiques et commerciaux très étroits avec l'Irak lors de la guerre du Golfe, a été très lourdement pénalisée. D'abord, parce qu'elle a soutenu Bagdad avant le conflit, ce qui lui a valu d'être mise en quarantaine par les monarchies pétrolières du Golfe et par les Etats-Unis. Ensuite par l'embargo, parce que les transactions commerciales avec Bagdad sont désormais limitées à celles qu'autorise le comité des sanctions de l'ONU et parce que la surveillance de l'embargo dans le port d'Akaba coûte très cher au petit royaume. La signature d'un traité de paix avec Israël, en novembre 1994, n'a pas, contrairement aux attentes, remédié à cette situation.

Bien que le Koweït et l'Arabie saoudite comptent sur les Etats-Unis pour assurer leur défense, ils continuent d'acquiescer des armes, notamment auprès... des Etats-Unis. Selon l'Institut international des études stratégiques, l'Arabie saoudite s'est classée au premier rang des acheteurs d'armes au monde en 1996, avec près de 9 milliards de dollars. Et, pourtant, Riyad continue de régler les arriérés de paiement accumulés après la guerre du Golfe, au financement de laquelle il a dû contribuer. Le royaume s'est imposé une rigueur budgétaire dont se félicite le FMI, même s'il la juge insuffisante.

7. - L'OMNIPRÉSENCE AMÉRICAINE

Plus globalement, la guerre de libération du Koweït aura eu pour effet de livrer le Proche-Orient, et principalement la région du Golfe, aux Etats-Unis, dont l'influence, après l'effondrement de l'Union soviétique et en l'absence de l'Union européenne, est non seulement politique, mais aussi militaire et économique. Washington s'efforce en outre d'étendre la politique des sanctions. L'Iran en est la première cible, que les Etats-Unis cherchent à contenir dans un double endiguement (*dual containment*) avec l'Irak. L'administration américaine, qui a imposé son propre embargo à Téhéran, menace aussi de sanctions tous ceux de ses alliés qui contribueraient au développement du sec-

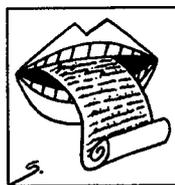
teur des hydrocarbures iranien - véritable poumon de l'économie de ce pays.

Mais la coupe déborde. La politique des « deux poids, deux mesures » selon qu'il s'agit d'Israël, d'une part, de tous les autres pays de la zone, de l'autre, est jugée intolérable par les pays arabes et l'Iran. Celle des sanctions extraterritoriales risque d'entraîner de très sérieuses frictions avec les Européens.

Mouna Naïm

L'état du désarmement en octobre 1997 selon le rapport de l'Unscm

LA RÉOLUTION 687 des Nations unies exige que l'Irak accepte sans conditions la destruction, ou la mise hors d'état de nuire, sous supervision internationale, de



VERBATIM

« tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres, les pièces de rechange et les systèmes de production », ainsi que de « toutes les armes chimiques et biologiques, les stocks, de même que les composants, et tous les systèmes de recherche et de développement et de production ».

Tous les six mois, l'Unscm (la commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak) fait un rapport sur la situation du désarmement dans le pays. Le dernier état des lieux a été remis début octobre 1997. Voici les principaux extraits de ses conclusions :

MISSILES

« Un progrès significatif a été accompli en ce qui concerne les missiles. A deux unités près, la commission a recensé tous les missiles importés par l'Irak et qui constituaient le cœur de la force constituée par ces missiles interdits. La commission a également recensé tous les lanceurs opérationnels de missiles : ceux qui ont été importés et ceux qui ont été fabriqués sur place. Pour parvenir à l'objectif final

de maîtrise totale par la commission de ce secteur, l'étape suivante sera le recensement des ogives prosrites. C'est une étape particulièrement importante, parce que cet aspect du dossier est lié à ceux des armes chimiques et biologiques.

« Une fois cette étape franchie, la commission sera mieux à même de garantir au Conseil de sécurité que l'Irak ne possède plus de missiles interdits. (...) Il faudra travailler plus pour obtenir des résultats semblables dans le domaine de la production irakienne de missiles de même type. »

ARMES CHIMIQUES

« Un progrès significatif a été accompli dans ce domaine, comme en témoigne la destruction complète et récente d'armes chimiques et de matériels afférents. Mais la capacité de la commission à rendre compte d'un désarmement effectif dans le domaine de ces armes de destruction massive va dépendre de la volonté de l'Irak à répondre aux demandes de la commission en matière d'ogives et d'agents VX. »

ARMES BIOLOGIQUES

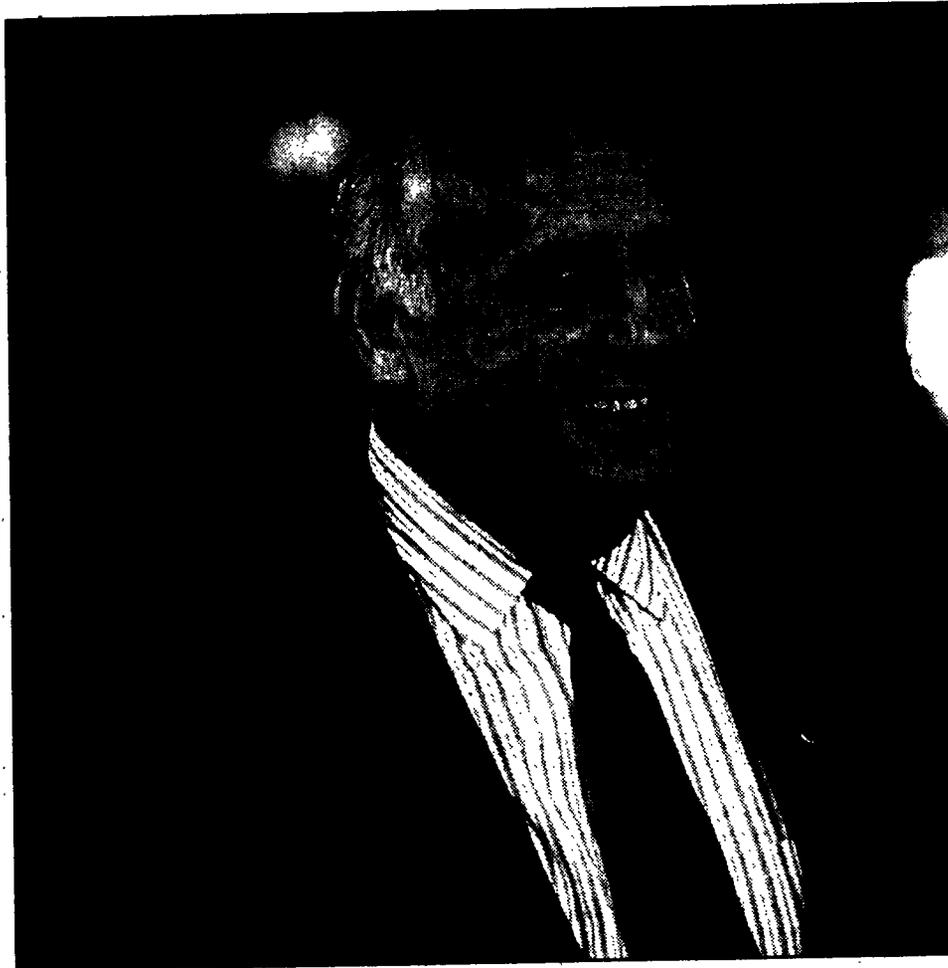
« Ce secteur n'a enregistré aucune avancée, quelle qu'elle soit, par rapport aux données déjà connues du programme irakien. Le chef de l'Unscm et ses experts ont exprimé de la manière la plus claire, à plusieurs reprises, à leurs interlocuteurs irakiens leurs préoccupations à propos de ce domaine à proprement parler, et à propos de ses éventuelles répercussions sur l'appréciation du refus de l'Irak d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité.

« La commission n'est pas la seule à faire ce constat. Comme le précise le rapport, des experts internationaux et indépendants ont un point de vue identique. »

JEUDI 19 FÉVRIER 1988

LE FIGARO

Le président turc aux Européens : N'ayez pas peur de nous !



(Photo Sipa.)

*Un entretien avec
Süleyman Demirel
avant sa visite
à Paris.*

« L'orage arrive, il faut que tu te conformes aux décisions des Nations unies », a fait dire le président turc, Süleyman Demirel, à Saddam Hussein. C'est là une des confidences du numéro un turc qui arrive aujourd'hui à Paris pour une visite officielle.

● « Les Européens ont commis une erreur. Ils finiront bien par se rendre compte que la Turquie est un pays de 65 millions d'habitants qui a adopté les valeurs européennes, la démocratie, la laïcité et les mécanismes du marché. »

● « Je ne sais pas qui a fait la promesse d'un Etat kurde (...). Comme tous les pays européens, et notamment la France, la Turquie ne tolère pas le séparatisme. »

PROPOS RECUEILLIS
PAR FRANZ-OLIVIER GIESSBERT

En Turquie, aujourd'hui, il y a au moins deux monuments nationaux. D'abord, Mustapha Kemal, dit Atatürk, le père des Turcs, fondateur de la Turquie laïque et moderne en 1923 : sa statue est partout, et pas seulement à Istanbul, jusque dans les salles de classe. Ensuite, Süleyman Demirel, l'homme-orchestre de la politique turque, paysan, populiste et conservateur : le sourire de celui que ses partisans appellent « baba » (papa) apparaît tout le temps sur les écrans des chaînes de télévision - privées. Entré dans les années 60 en politique, il est aujourd'hui président de la République.

Avant son arrivée en France pour une visite officielle qui commence aujourd'hui, il a répondu, dans son palais de Çankaya, à Ankara, aux questions du Figaro.

LE FIGARO. - Il y a des années que la Turquie frappe à la porte de l'Union européenne. N'avez-vous pas le sentiment que la cause est définitivement perdue aujourd'hui ?

Le président DEMIREL. - Les Européens avaient admis la Turquie au Conseil européen, lors de la conférence de Paris, en 1958. A cette époque, ils reconnaissaient donc qu'elle était un pays européen. Ils ne peuvent pas

l'exclure de l'Europe aujourd'hui.

- Mais n'est-ce pas précisément ce qu'ils viennent de faire ?

- Patience... Les Européens ont commis une erreur. Ils finiront bien par se rendre compte que la Turquie est un pays de 65 millions d'habitants qui a adopté les valeurs européennes, la démocratie, la laïcité et les mécanismes du marché. Un pays qui est de surcroît à la croisée de continents, mais aussi de cultures.

Comment expliquez-vous la réticence européenne à faire entrer la Turquie dans l'Union européenne ? N'est-ce pas parce qu'elle veut rester un « club chrétien », pour reprendre l'expression de votre premier ministre ?

- Je n'arrive pas, nous n'arrivons pas à nous l'expliquer. La population de l'Union européenne est chrétienne, c'est vrai, mais ses Etats sont laïcs. Dans le monde d'aujourd'hui, il faudrait que les pays et les peuples essaient de se comprendre et de s'entendre. Pour que la Turquie entre dans l'Union européenne, faudrait-il

- Pour faciliter les choses, n'avez-vous pas envie de vous convertir au christianisme ?

- (Rire.) Pas du tout. Nous avons été créés musulmans, et nous allons continuer notre chemin en musulmans. Telle est la foi de notre peuple.

- N'est-ce pas là, justement, que le bât blesse ?

- Des 55 pays musulmans, la Turquie est le seul que l'on puisse qualifier de moderne. J'ajoute qu'en 1963 la Turquie avait conclu un accord avec ce qu'on appelait alors le Marché commun, qui prévoyait son adhésion à la Communauté euro-

*« Ici, les musulmans
sont démocrates, républicains
et partisans
de l'intégration européenne. »*

qu'elle devienne chrétienne ? Ne croyez-vous pas que le temps des croisades est révolu ?

peenne. Un calendrier a été fixé. A la fin de la période préparatoire, un protocole additionnel devait être signé. Toutes les clauses ont été ho-

norées, et à la fin de ce processus, en 1995, la Turquie a conclu l'union douanière avec l'Europe. Entre-temps, à une demande d'adhésion en bonne et due forme, il nous a été répondu que la Turquie était éligible, mais que les négociations ne pouvaient commencer. Et aujourd'hui, alors que la Turquie remplissait toutes les conditions pour adhérer en 1963 puis en 1989, on nous dit qu'il n'en est plus question !

- Soyons francs. Ce qui nous contre vous, c'est la peur de l'islam et de l'immigration.

- Je ne crois pas à cette explication. Vous allez me parler des événements d'Algérie, qui donnent une image déformée de l'islam. Mais ils n'ont aucune répercussion en Turquie. Quant au phénomène iranien, qui existe à nos portes depuis la fin des années 70, il n'a pas de conséquence chez nous. Les Turcs sont musulmans à 99,9 %, mais l'islam est, comme dans la chrétienté, traversé par des schismes et des courants. Ici, les musulmans sont démocrates, républicains et partisans de l'intégration européenne. Ils ont adopté les valeurs contemporaines. Certes, il y a chez nous une tendance de l'islam qui combat la modernité, mais elle est très minoritaire. Moi-même, j'ai défendu, pendant près de cinquante ans la République démocratique et laïque, sans jamais avoir à m'opposer à son peuple. Souvent, j'ai même été élu avec plus de 50 % des voix.

- Est-il possible de séparer durablement l'islam et l'Etat, alors que l'islam reste une religion intrinsèquement politique, qui entend se mêler de la vie sociale ?

- Oui. La preuve, c'est ce qui se passe depuis 74 ans en Turquie, avec le soutien de la population. Certes, la transition de l'Empire ottoman d'hier à l'Etat républicain d'aujourd'hui n'a pas été simple. Mais déjà, du temps de l'Empire ottoman, nous avions beaucoup évolué. C'est ainsi que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, rédigée pendant la Révolution française, a rencontré de grands échos dans notre pays. A partir de cette époque, la France est même devenue une référence en Turquie. Nous avons modifié notre système administratif en nous inspirant des valeurs françaises et européennes.

- Iriez-vous jusqu'à dire que le kémalisme est un produit français, avec son idée de séparation de l'Eglise et de l'Etat ?

- Non, car le kémalisme reste une philosophie *sui generis*. Mais nous avons emprunté, c'est vrai, une certaine

idée de la modernité à l'Europe, et surtout à la France. Dès la période ottomane, nous avions des écoles laïques, par exemple le lycée français de Galatasaray.

La première Constitution turque, qui date de 1876, n'est pas fondée sur des principes religieux. Elle prétend même mettre au jour une république constitutionnelle. Et puis, observez la place prise aujourd'hui par la femme en Turquie : elle n'a rien à voir avec ce qui se passe dans d'autres sociétés musulmanes. Si l'islam a défini un système social et un code pénal dans le cadre de la charia, la République turque, elle, s'est inspirée dès ces débuts du code civil suisse et du code pénal italien...

- En Turquie, il est interdit de porter des vêtements islamiques dans les lieux publics. Finalement, votre pays n'est-il pas plus laïc que la France ?

- (Sourire.) Si c'est un obstacle à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne...

- Ne craignez-vous pas une radicalisation des islamistes turcs ?

- Non, parce que le parti qui représentait la tendance islamiste radicale a été dissous par la Cour constitutionnelle.

- Etait-ce la meilleure façon d'en finir avec l'islamisme dur ?

- Ce que la Cour constitutionnelle a dissous, ce n'est pas la religion, mais un parti qui utilisait la religion à des fins partisanes. Disons même qu'il abusait. Notre système est très pointilleux là-dessus. On n'a pas le droit d'exploiter politiquement les sentiments religieux. Sinon, on risque la guerre civile. Le parti en question n'était pas plus musulman que les autres. Aux dernières élections, il représentait 21 %. Mais les 79 % qui restent sont également croyants !

- Il y a un autre problème entre la Turquie et l'Europe : ce sont les droits de l'homme...

- En Turquie, il est certes arrivé que soient violés les droits de l'homme. Mais ne généralisez pas, il ne s'agit pas d'une politique systématique ! Ici, la violation des droits de l'homme est un crime, nous vivons en démocratie, et la presse est libre. Ne parlons pas des 78 « journalistes » qui sont en prison : ce sont des gens qui ont des liens directs avec les terroristes. Les autres journalistes, les vrais, disent ou écrivent ce qu'ils veulent. Nous avons 20 chaînes de télévision nationales et 300 chaînes régionales ou locales.

Les débats du Parlement sont retransmis en direct.

Croyez-moi, ils sont vivants, et il y a souvent des débordements.

- Pourquoi, alors, cette mauvaise réputation en matière de droits de l'homme ?

- Si vous me diez que nous ne sommes pas en démocratie, vous me blesseriez. La vérité est que notre République pluraliste se trouve dans une phase de mutation, et qu'il n'est pas toujours facile de vivre en état de droit quand on est confronté au terrorisme : 5 000 civils innocents ont été tués en dix ans, et 5 000 membres des forces de sécurité. C'est un phénomène qui, hélas, est soutenu par les pays voisins.

- A quels pays faites-vous allusion ?

- A la Syrie, à l'Iran, à la Grèce et au nord de l'Irak. Sans oublier l'Europe.

- Ces terroristes, comme vous dites, ce sont les Kurdes. N'est-il pas temps de leur donner l'Etat qui leur a été promis ?

- Je ne sais pas qui a fait la promesse d'un Etat kurde, et

des remords devant le malheur kurde ?

- Quel est le pays qui pourrait accepter que se constitue un autre Etat sur son propre territoire ? Depuis mille ans, nous vivons ensemble. Un tiers de notre Parlement est composé de citoyens turcs d'origine kurde. Nous ne faisons aucune discrimination. Ils ont leur place dans l'économie et

dans tous les échelons de la vie administrative.

- Etes-vous sûr qu'il n'y a pas en ce moment des Kurdes innocents dans les prisons turques ?

- Il n'y a aucune personne innocente en prison. Il y a des prévenus et des condamnés, mais personne n'est incarcéré sous prétexte qu'il est d'origine kurde.

- Jurez-vous que *Midnight Express* ne pourrait plus se produire aujourd'hui dans les prisons turques ?

- Evidemment, ça nous déçoit qu'il y ait 60 000 personnes dans les prisons turques, avec de temps en temps des incidents déplo-

« Je ne sais pas qui a fait la promesse d'un Etat kurde et à qui, au juste, a été faite cette promesse. »

à qui, au juste, a été faite cette promesse. Celui qui fait ça, qu'il vienne créer cet Etat kurde ! En attendant, comme tous les pays européens, et notamment la France, la Turquie ne tolère pas le séparatisme. Notre Etat est un et indivisible.

- Ne peut-on pas dire que la Turquie persécute les Kurdes ? Leur exode actuel vers l'Italie n'est-il pas un acte d'accusation accablant pour votre pays ?

- C'est de la désinformation ! Les Kurdes partis de Turquie pour se réfugier en Italie viennent de plusieurs régions du monde. Du nord de l'Irak notamment.

- Mais dans le nord de l'Irak, il y a l'armée turque !

- L'armée turque est sur la frontière de l'Irak. Elle procède de temps en temps à des opérations contre les terroristes en territoire irakien. Ce faisant, elle protège la population civile.

- Pour faire preuve de sa bonne foi, pourquoi la Turquie ne laisse-t-elle pas travailler la presse dans ce secteur qui est bouclé, au nord de l'Irak ?

- Le nord de l'Irak n'est pas contrôlé par la Turquie.

- Les Turcs n'ont-ils pas

rables, comme dans toutes les prisons du monde. N'en tirez pas de conclusions hâtives pour accabler la Turquie !

- Comment réagissez-vous aux déclarations d'un grand écrivain comme Yachar Kemal, qui prend la défense des Kurdes ? Comment ne pas croire ce qu'il dit ?

- D'un côté, Yachar Kemal est un très grand écrivain, qui écrit fort bien le turc. De l'autre, il s'oppose à l'intégrité territoriale de la Turquie. Nous séparons les deux aspects de sa personnalité.

- Comme ça ne marche pas fort avec l'Union européenne, qu'attendez-vous de la France ?

- (Sourire.) Nous n'allons pas rompre nos relations avec l'Union européenne. En attendant, après l'éclatement de l'Union soviétique, la Turquie est devenue une porte vers le Caucase, l'Asie centrale, les Balkans et le Moyen-Orient. Notre pays est reconnaissant à la France de s'être opposée, au sommet du Luxembourg, à l'exclusion de la Turquie de l'Europe. M. Mitterrand hier, M. Chirac aujourd'hui, ont toujours été amicaux. Tout comme les gouvernements de M. Juppé hier et de M. Jospin aujourd'hui. Près

« L'affaire de l'Irak ? Celui à qui il faut parler, ce n'est pas Bill Clinton, mais Saddam Hussein. »

de 300 entreprises françaises ont déjà investi chez nous. Nous entendons maintenant développer les relations commerciales entre nos deux pays. Il y a de quoi faire : à long terme, nous entendons investir 30 milliards de dollars dans le secteur énergétique, et 150 dans celui de la défense.

- Les indicateurs économiques de la Turquie sont toujours franchement mauvais, et en même temps, la situation économique semble excellente, avec une croissance de 6 % l'an dernier. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

- Quand un pays a des rentrées de devises grâce aux exportations, au tourisme, aux transports maritimes et aux revenus envoyés par ses ressortissants immigrés, peut-on dire qu'il est au plus mal ? Quand le même pays a des usines qui marchent, des terres qui sont cultivées, des hôtels pleins, des gens au travail, y a-t-il lieu de s'inquiéter ? Nous n'en sommes plus au temps du rationnement. J'ai moi-même inauguré 100 usines l'année dernière, et toutes appartiennent à des entrepreneurs privés. Savez-vous que nous avons 50 000 chefs d'entreprise disséminés à travers le monde ?

- Ne pouvez-vous pas faire votre croissance comme tout le monde, avec une petite inflation et un déficit budgétaire réduit ?

- Notre taux de développement annuel est en moyenne de 5 % sur les trente dernières années, alors que notre taux d'inflation s'élève à 50 %. Je ne suis pas un défenseur de l'inflation ; c'est un grand mal : le « bandit manchot, » comme on dit. Mais nous ne pouvons pas tout faire en même temps. En allant vers l'économie de marché, nous trouvons beaucoup de problèmes sur notre route : la question des entreprises d'Etat et des subventions à l'agriculture, par exemple. Réformer prend du temps. En attendant, nous savons tous ce qu'il faut faire, et nous nous y employons : réorganiser et privatiser. La lutte contre l'inflation sera le grand enjeu des années à venir.

- Les militaires vous ont chassé deux fois du pouvoir, en 1971 et en 1980. Ici, au palais présidentiel, y pensez-vous de temps en temps ?

- Le coup d'Etat de 1960 fut un immense séisme. Il a ébranlé notre Etat et provoqué bien des dégâts. Tout le reste découle de là. Moi-même, je suis entré en politique à ce moment-là, pour nettoyer le terrain, si l'on peut dire. J'étais du côté de ceux contre lesquels le coup d'Etat avait été réalisé, mais, au lieu de rechercher le conflit, j'ai préféré travailler à construire l'avenir. Après les élections de 1961, mon parti a obtenu 53 % des voix aux élections législatives. Après quoi, la croissance économique de la Turquie fut de

7 % l'an, et le taux d'inflation de 5 %.

En 1971, les militaires ont décrété que le pays était au bord du précipice. Moi, je me suis démené ; je leur ai demandé : « De quel précipice parlez-vous ? » Deux ans après, j'étais à nouveau au gouvernement.

Le phénomène de 1980 était différent. Le pays était rongé par le terrorisme. Les militaires ont pensé qu'ils résoudre- raient le problème en mettant la main sur l'Etat. Là encore, c'était une erreur. J'ai attendu sept ans chez moi, dans ma maison, avant de ressortir pour parler à nouveau du futur de notre pays. C'est ainsi que je me suis retrouvé ici ! Aujourd'hui, malgré son instabilité politique, la Turquie est une démocratie et un Etat de droit. Ne l'oubliez pas : nous sommes une jeune démocratie qui est passée du système du parti unique du grand Atatürk au multipartisme d'aujourd'hui. Cela a pris cinquante ans... et trois coups d'Etat. Moi, mon principe est le suivant : quel qu'il advienne, même le plus des règles de la démocratie doivent être respectées.

Après le coup d'Etat de 1980, notre crainte fut que ne devienne une habitude chez les militaires. Vous connaissez l'histoire ? Un jour, un homme coupe sa moustache. On lui demande pourquoi. Il répond : « J'ai rêvé qu'une souris était passée dessus. - Ce n'était qu'un rêve. - Oui, mais je ne veux pas que ça recommence. » Moi, je me suis employé à obstruer le chemin de l'intervention des militaires. Ils ont compris qu'ils n'ont pas amélioré la situation, bien au contraire, malgré leurs bonnes intentions.

- Le ton ne cesse de

monter entre les Etats-Unis et l'Irak. Croyez-vous que ce conflit puisse trouver une issue pacifique ?

- Nous restons prudents, car nous n'avons pas la possibilité d'influer sur les événements.

- Que dites-vous à Bill Clinton ? « Retiens-toi » ?

- Le président Bill Clinton dit que Saddam Hussein possède des armes chimiques et biologiques. Nous ne pouvons pas nous retourner contre le président américain et lui dire : « Hé, de quoi tu t'occupes ? » Il ajoute : « L'Irak doit se conformer à la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui demande la destruction de ces armes. » Nous ne pouvons répondre : « Tant pis, ça n'est pas important. » Il n'y a qu'une chose que nous pouvons dire à Bill Clinton : « Mieux vaut résoudre ce problème par des méthodes diplomatiques. » Il réplique : « C'est ce à quoi j'œuvre. »

S'il n'arrive pas à ses fins par la voie diplomatique, ajoute-t-il, il sera obligé d'utiliser la force. Face à cette situation, celui à qui il faut parler, ce n'est pas Bill Clinton, mais Saddam Hussein.

J'ai donc envoyé notre ministre des Affaires étrangères délivrer un message clair à Saddam Hussein : « L'orage arrive, il faut que tu te conformes aux décisions des Nations unies. » Telle est notre attitude.



LE PRÉSIDENT TURC

EN VISITE À PARIS



Le président turc Süleyman Demirel effectuera du 18 au 20 février une visite officielle en France à l'invitation du président fran-

çais Jacques Chirac. A cette occasion Mme. Mitterrand, présidente de notre comité et de France-Libertés, a écrit

une longue lettre d'information à tous les députés et sénateurs français sur le sort du peuple kurde et la situation des droits de l'homme en Turquie. Nous publierons dans le prochain numéro de notre bulletin, le contenu de cette lettre.

★★★

L'ARRESTATION DE 7 DIRIGEANTS DU HADEP

La police turque a, le 12 février,

arrêté les principaux dirigeants du parti légal pro-kurde HADEP. Ces arrestations ont été décidées par le procureur en chef de la Cour de Sécurité de l'Etat d'Ankara qui accuse le HADEP de "propagande séparatiste" dans un calendrier 1998 édité et diffusé par ce parti. Les personnes arrêtées sont: Murat Bozlak, président du HADEP; Mehmet Satan, vice-président du HADEP; Hamit Geylami, secrétaire général; Zeynettin Unay, secrétaire général-adjoint, ainsi que deux membres du comité exécutif du HADEP, Ali Riza Yurtsever et Melik Aygul. Ces arrestations visent à faire taire les rares hommes politiques kurdes encore en liberté en cette période de crise du Golfe.

'Encouraged' by Outlook, Annan Going to Baghdad

U.S. Again Warns of 'Very Serious Consequences'

By Christopher Wren
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The United Nations secretary-general, Kofi Annan, said Wednesday that he was leaving for Baghdad with encouragement from Iraqi officials that they are ready to talk constructively about a solution to the crisis over weapons inspections.

Speaking after he briefed the Security Council, whose 15 members expressed unanimous support, Mr. Annan said that he had all that he needed to undertake his mission.

Alluding to Washington's threats of force, Bill Richardson, the U.S. representative, warned after the session of "very, very serious consequences" if Iraq does not comply with the Security Council resolutions obligating it to open to full and unrestricted inspections.

Asked at his daily briefing if the White House was optimistic about a breakthrough, Michael McCurry, the White House spokesman, said: "No. But at the same point it is important to make this effort."

Prime Minister Tony Blair said Wednesday that Britain's resolve was "immovable" on the need for Iraq to comply with UN resolutions on weapons inspection.

Mr. Blair, quoted by Reuters, said he was "delighted" that Mr. Annan was going to see President Saddam Hussein of Iraq but added, "I think we should be very clear — his mission is within these parameters: There must be full compliance with the UN Security Council resolutions on weapons inspections."

Meanwhile, the UN announced that it had begun thinning its presence in Iraq by withdrawing 31 staff members for humanitarian programs from Baghdad. The UN has about 500 staff members, including weapons inspectors, based in Iraq.

Mr. Annan is to arrive Thursday in Paris, where he will meet President Jacques Chirac, and then continue Friday to Baghdad for at least two days of talks with Iraqi officials.

He said, "I am also encouraged by the message coming from Baghdad that they are prepared to engage me constructively to find a solution."

He offered no details beyond saying that "obviously this is not going to be an easy mission."

Mr. Annan said that he would not be leaving for Iraq if he did not hope that his

mission would succeed. "I would have saved the organization some money" otherwise, the secretary-general said.

He expressed satisfaction that what he termed the unanimity of the Security Council had been re-established. That was a reference to the consensus that was reached Tuesday among the five permanent members on oral guidelines for Mr. Annan to take to his meetings with the Iraqis.

The United States and Britain have insisted that no limits be put on the weapons inspectors of the UN Special Commission, known as Unscm, and that their authority not be diluted or limited.

After four meetings in less than a week, China, France and Russia accepted this in some form.

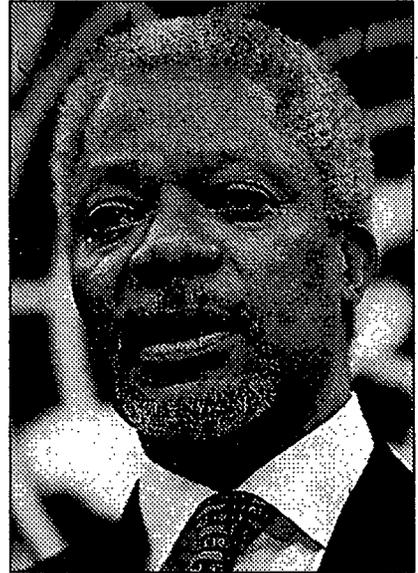
Iraq, which closed eight so-called presidential sites to inspectors as symbols of its national sovereignty, earlier floated a compromise through the Russians that the compounds could be searched once during a limited 60-day period, provided that the searches were carried out not by the Unscm teams, but by diplomats and experts who would report directly to the secretary-general. Washington and London rejected this proposal as a ploy to circumvent the inspectors most familiar with Iraq's clandestine programs to develop proscribed chemical and biological weapons.

The formula that Mr. Annan is taking to Baghdad would allow the diplomats and other experts to go along, but only as observers, when Unscm inspectors enter the presidential residences. The formula also says that such searches will not be curtailed.

The United States made it clear that it would challenge any agreement with Iraq that deviated from the principles of unrestricted access to all sites, including the presidential sites, or that compromised the integrity of the UN inspection program.

"I did not ask for a mandate," Mr. Annan said. "Right from the beginning, I was acting on the basis of the secretary-general's authority and my desire to use my good offices."

But an American official said the collective advice given to Mr. Annan was consistent with the Clinton administration's position that Baghdad must comply with all its promises made in the Security Council resolution that ended the Gulf War in 1991.



Peter Morgan/Reuters

Kofi Annan discussing in New York his hopes for his mission to Baghdad.

The British representative, John Weston, said that he was very pleased with consensus reached by the five permanent members on what to tell Mr. Annan.

"We know that he is a very senior person in this organization who was elected by us all," Mr. Weston said, "and we have great confidence in his judgment."

Discussing the proposal to allow observers to accompany the UN inspectors, a British official said: "So long as Unscm gets in, we don't mind a few men in suits going along for the ride."

The United States and Britain decided that they would not object to Mr. Annan's going to Baghdad as long as he recognizes that there are "red lines" that Washington and London are unwilling to see crossed.

One is that no limits can be set on the duration or scope of the inspections, which Baghdad has tried to restrict.

The American and British position has been that, far from becoming more flexible, as Mr. Annan has urged, the two powers are prepared to undertake military strikes unless Iraq backs down and that it is incumbent on the countries that oppose military action to come up with a workable alternative.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, FEBRUARY 19, 1998

La Maison Blanche, toujours sceptique

Il y a peu de chances que Bill Clinton arrête la machine.

Washington
de notre correspondant

La visite de Kofi Annan à Bagdad est «la dernière chance de parvenir à la solution de cette crise que nous préférons tous – c'est-à-dire une issue pacifique et conforme aux principes». Bill Clinton l'a rappelé hier matin après s'être entretenu par téléphone avec Jacques Chirac, manière de souligner la volonté, tant à Washington qu'à Paris, de ne pas laisser des approches divergentes envenimer des relations qualifiées de «bonnes» et un dialogue jugé «intense et fructueux» tout au long de la crise.

Mais si Clinton espère «que le secrétaire général de l'ONU réussira dans sa mission, qu'il soit clair qu'en cas d'échec de la diplomatie» les Etats-Unis doivent «être prêts à agir, et [ils] le [sont]. Tout dépend à présent de Saddam Hussein». C'est ce qu'on admet côté français, où on estime que «la situation est tout à fait grave, car la machine infernale est en route». Les milieux diplomatiques à

Washington ne cachent pas leur scepticisme sur les chances de succès de Kofi Annan, coïncé selon un diplomate de haut rang «entre la détermination américaine et l'opiniâtreté irakienne». Le représentant américain à l'ONU, Bill Richardson, estime les chances de réussite et d'échec d'Annan à «50-50». Les mêmes sources estiment en outre que l'opposition à l'«option militaire» affichée par les pays arabes et certains européens, la France en tête, sera nécessairement réexaminée à la lumière des résultats de la mission de Kofi Annan, surtout si l'Irak oppose une fin de non-recevoir à ses propositions (lire ci-contre). «Le conflit n'est pas entre les Etats-Unis et l'Irak, rappelle le diplomate déjà cité, mais entre les Nations unies et l'Irak.»

Bill Clinton n'a en tout cas pas été ébranlé par la bronca qui avait accueilli mercredi ses collaborateurs à Columbus, sur

le campus de l'université de l'Ohio (lire *Libération* d'hier). Il a mis l'épisode au compte «d'un bon vieux débat à l'américaine», et s'est dit certain que «la majorité des Américains» soutient sa politique et sa détermination, et «qu'ils s'uniront comme en 1991». Pourtant, notait dans son éditorial hier matin le *New York Times*, l'événement, diffusé en direct dans le monde entier par la chaîne d'information CNN, «a été un baromètre fascinant de l'état d'un pays divisé, ou tout du moins incertain, sur le recours à la force contre l'Irak

«Clinton est condamné à la victoire, et celle-ci ne peut être qu'une capitulation de Saddam en rase campagne.»
Un diplomate

[...], qui rappelait de manière frappante les manifestations et les passions suscitées par la guerre du Viêt-nam». «L'opinion commence seulement à réfléchir aux implications de ce qui va se passer», analyse un

diplomate, même si les Américains restent très «va-t-en-guerre». Une grande partie des

critiques, y compris à Columbus, mettent en cause non la nécessité de frapper l'Irak, mais l'efficacité des bombardements aériens envisagés. Non seulement une intervention militaire ferait courir un danger à la population, mais elle renforcerait la position du président irakien à Bagdad et ferait de lui «un héros aux yeux de son peuple», estime ainsi l'ancien président démocrate Jimmy Carter.

Il y a cependant peu de chances que le président américain arrête la machine militaire qu'il a mise en marche, estiment tous les experts interrogés. «Bill Clinton est condamné à la victoire, et celle-ci ne peut être qu'une capitulation de Saddam en rase campagne», explique le diplomate cité plus haut ●

PATRICK SABATIER

Le secrétaire général de l'ONU est en visite à Bagdad.

C'est un secrétaire général de l'ONU sans grande illusion qui se rend aujourd'hui à Bagdad pour tenter d'éviter une issue militaire à la crise irakienne. Devant la presse, Kofi Annan garde pourtant un ton optimiste, se donnant «des chances raisonnables de réussir» et faisant valoir que sa mission est différente de celle qu'entreprit son prédécesseur, Javier Perez de Cuellar, à la

veille de la guerre du Golfe.

«J'ai tout ce qu'il me faut pour négocier, j'ai une marge de manœuvre suffisante. Nous avons tous les éléments pour réussir si chacun travaille avec bonne volonté et détermination pour éviter un bain de sang inutile pour les populations qui ont souffert», a-t-il déclaré hier, à son arrivée à Paris, où il a rencontré Jacques Chirac, ajoutant que «les Irakiens eux-mêmes se sont engagés à collaborer de manière constructive». En privé, les sources diplomatiques décrivent l'émissaire de l'ONU comme beaucoup moins optimiste. Et, à Washington comme à Paris, hors déclarations officielles, on estime que ses chances de parvenir à un accord sont très faibles.

Pourtant, Kofi Annan va effectivement disposer d'une certaine marge dans ses discussions avec Saddam Hussein.

Même si Saddam Hussein fait des concessions, les Etats-Unis, qui n'entendent pas non plus perdre la face, les jugeront insuffisantes.

Lui-même n'entendait pas se rendre à Bagdad sans cette latitude, ce qui aurait condamné d'emblée sa visite à l'échec. Paris, Moscou et Pékin le voulaient également. Les Etats-Unis avaient une approche radicalement opposée. Pour eux, un tel déplacement ne devait avoir d'autre but que de recueillir la reddition du raïs irakien, son acceptation sans condition de la visite des sites présidentiels par l'Unscorn. Après des négociations entre représentants français, britanniques et américains, c'est la position française qui a prévalu, la Grande-Bretagne s'étant ralliée à celle de Paris. Kofi Annan s'est donc vu confier un mandat oral par le Conseil de sécurité. Cet «avis» est fondé sur les principes adoptés en 1991, lesquels prévoient l'«accès sans entraves» des inspecteurs de l'ONU à tous les sites suspects, sans limitation de durée, y compris des huit palais présidentiels qui constituent le dernier point de blocage entre l'Irak et le Conseil de sécurité.

Mais, comme le réclamait Paris, ces inspections devront respecter «la souveraineté et la dignité de l'Irak».

Concrètement, cela revient à faire une différence entre les résidences du chef de l'Etat et l'«environnement» de celles-ci, autrement dit les bâtiments et les terrains voisins. Pour les premières, c'est une inspection «en gants blancs» qui est prévue, autrement dit par une mission *ad hoc* d'inspecteurs de l'Unscorn accompagnés de diplomates et de commissaires choisis par Kofi Annan. Pour les seconds, ils n'échapperont pas à une inspection en bonne et due forme de l'Unscorn.

En fait, cette formule n'est qu'un habillage dont le seul but est de permettre à Saddam Hussein de sauver la face. Or cet habillage le raïs irakien n'en veut pas. Ce qu'il souhaite, c'est, d'une part, une inspection «en gants blancs» de l'ensemble des huit sites prési-

dentiels, sans qu'une distinction soit faite entre le palais et ses alentours. Et, d'autre part, que ces inspections se déroulent une bonne fois pour toutes, même sur une longue durée, alors que le Conseil de sécurité, les Etats-Unis au premier rang, les veut «illimitées» dans le temps. C'est ce blocage irakien que

devra faire tomber Kofi Annan lors de sa mission à Bagdad, de vendredi soir à dimanche soir. Mais, même s'il y parvenait, la guerre ne serait pas évitée pour autant. Car les Etats-Unis, indiquent des sources diplomatiques, ajouteraient alors un étage à la fusée: ils exigeraient une garantie écrite du Conseil sur les concessions obtenues

qui entraînerait une automatisation des sanctions et des frappes en cas de non-respect par l'Irak de ses engagements. Dès lors, telles qu'elles se dessinent actuellement, les positions américaine et irakienne ne laissent guère augurer du succès de la mission de Kofi Annan. Même si Saddam Hussein consent à des concessions,

les Etats-Unis, qui n'entendent pas non plus perdre la face, les jugeront insuffisantes, comme le laissait entendre mercredi le porte-parole de la Maison Blanche: «Nous nous réservons le droit de juger des résultats éventuels de cette mission.» ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Le président turc en visite en France

Le président Jacques Chirac a plaidé avec insistance pour que la Turquie participe le mois prochain à Londres à la conférence européenne, en recevant hier Suleyman Demirel, en visite d'Etat à Paris, la première pour un président turc depuis trente ans. «Ma conviction, c'est qu'il faut que la Turquie vienne à la conférence européenne

et en soit un membre actif, car la conférence, c'est une réunion de la famille européenne», a déclaré Jacques Chirac. Les deux présidents ont évoqué également la crise irakienne en tête à tête, mais rien n'a filtré sur ce sujet.

Les premiers entretiens à l'Elysée, où le président Demirel a été reçu en grande pompe, ont été surtout consacrés aux affaires européennes. Dépitée d'avoir été laissée à la porte de l'UE pour la nouvelle

vague d'adhésions à la mi-décembre, la Turquie avait annoncé qu'elle boycotterait cette conférence. L'UE, sur l'insistance de l'Allemagne et de la Grèce, avait jugé qu'Ankara ne satisfaisait pas aux critères politiques réclamés aux postulants, notamment en raison des violations des droits de l'homme et de son contentieux avec Athènes. (AFP)

La CIA jouerait le régime baasiste, mais sans Saddam



Cartoonists & Writers Syndicate

Irak, Iran. PDK (Parti démocratique du Kurdistan), UPK (Union du peuple kurde) et la main des Etats-Unis dans le jeu régional. Dessin de Bojan Jovanovic - SERBIE

Le PDK et l'UPK, deux tendances kurdes opposées sur le terrain, sont membres du Conseil national irakien. La CIA désespère des divisions internes au CNI, qui devait regrouper tous les opposants à Saddam. Un nouveau journal en langue arabe, *Al Zamane* ("le Temps"), a été lancé le 11 février à Londres, publié par un ex-haut responsable de l'information du régime de Saddam, Saad al-Bazzaz, 47 ans, qui a fait défection en 1992 et a demandé depuis l'asile politique en Grande-Bretagne. "D'intenses spéculations entourent l'identité de ceux qui soutiennent [la publication]", écrit *The Guardian*, estimant possible qu'*Al Zamane* serve de plate-forme à une

nouvelle alliance de personnalités irakiennes d'opposition. Jusque-là, cette opposition était surtout constituée, à Londres, par le Congrès national irakien (CNI), que des querelles internes ont discrédité. "Le CNI ne faisait pas mystère, précise le quotidien britannique, du soutien occidental et du financement américain dont il bénéficiait, estimé par des sources arabes à 40 millions de dollars [240 millions de FF]. Mais les Etats-Unis ont suspendu les versements l'an dernier." Précisant qu'il est favorable à "la démocratie et au libéralisme dans tous les pays arabes, y compris en Irak", Saad al-Bazzaz considère que le parti Baas (au pouvoir à Bagdad) "est tout aussi victime de Saddam que le peuple irakien". *The Guardian* indique que, depuis l'an dernier, Washington reporte son soutien à un autre groupe d'opposition, Al Wafaq, basé en Jordanie, qui réunit principalement d'anciens hauts gradés irakiens et d'ex-responsables du parti Baas. "Les analystes américains ont estimé que seules deux organisations sont assez puissantes pour renverser le président Saddam, les militaires irakiens et la machine du Baas."

Il y a quelques mois, un autre journal britannique, *The Observer*, affirmait que, n'étant pas parvenus à cimenter une opposition crédible à Saddam, les Etats-Unis pouvaient se rabattre sur

son demi-frère, Barzan al-Takriti (voir "L'alternative à Saddam ? Son demi-frère !" *CI* n° 368 du 20 novembre 1997). La crainte de voir l'Irak voler en éclats ayant été le principal obstacle au renversement de Saddam, les Etats-Unis s'orienteraient ainsi vers le maintien du régime irakien..., mais sans Saddam.

Quel rôle cette éventualité joue-t-elle dans la nouvelle guerre du Golfe qui s'annonce ? Pour l'instant, la presse américaine se perd en conjectures sur les objectifs possibles de la campagne. Selon le *Washington Post*, "M. Clinton louvoie jour après jour entre une attaque aérienne, qui briserait l'échine [du régime] et produirait inévitablement de lourdes pertes civiles - et quelques victimes américaines -, et une attaque 'cosmétique', qui minimiserait les critiques arabes et européennes contre l'action américaine". L'hypothèse "profil bas" vient d'être confortée par le secrétaire d'Etat à la Défense, William Cohen, annonçant que le porte-avions *Nimitz* allait quitter les eaux du Golfe pour être remplacé par l'*Independence*, "beaucoup plus vieux et doté d'une puissance de feu très inférieure", selon le *Washington Post*. ●

Le Monde

20 FÉVRIER 1998

Le président turc rend visite à Paris à l'un de ses plus ardents avocats parmi les Quinze

Jacques Chirac veut s'efforcer d'apaiser les frustrations d'Ankara envers l'Europe

Le président de Turquie, Suleyman Demirel, était attendu à Paris, jeudi 19 février, pour une visite d'Etat de deux jours au cours de laquelle il sera

reçu notamment par Jacques Chirac et Lionel Jospin. Les dirigeants français souhaitent contribuer à dissiper la brouille qui oppose depuis

quelques mois Ankara à l'Union européenne, à quelques semaines de l'ouverture de négociations sur le conflit chypriote.

VUE D'ANKARA, la visite que Suleyman Demirel entreprend à Paris ce jeudi 19 février, a d'abord une valeur symbolique : c'est la première fois depuis une trentaine d'années qu'un président de Turquie, convié par la France à une visite d'Etat, est reçu à l'Elysée et c'est une chose à laquelle les Turcs attachent de l'importance. En outre, le contentieux qui devrait dominer les différents entretiens de M. Demirel avec Jacques Chirac, Lionel Jospin et plusieurs ministres français, oppose Ankara à l'Union européenne, pas à la France, laquelle est au contraire apparue dans cette affaire comme le plus solide défenseur d'Ankara parmi les Quinze.

Il s'agit essentiellement de la fin de non-recevoir opposée, lors du sommet européen de Luxembourg en décembre, à la candidature de la Turquie à l'entrée dans l'Union. Les dirigeants turcs ne réclamaient pas que l'Europe ouvre avec eux des négociations d'adhésion cette année, comme elle s'appête à le faire avec plusieurs pays de l'Est et Chypre ; mais ils demandaient aux Quinze de confirmer que la perspective de l'adhésion de la Turquie existe. Les Quinze ne l'ont pas fait et cette mise à l'écart a été vécue à Ankara comme une humiliante rebuffade. Chose assez rare entre Européens, à peine le sommet de Luxembourg était-il achevé que les représentants de quatre pays membres (France, Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne) regrettaient publiquement la position qui venait d'être adoptée par le sommet sur ce point.

Pour atténuer la rigueur de leur décision, les Quinze, à l'initiative de la France, avaient convié la Turquie à une « conférence européenne » réunissant les pays candidats qualifiés pour la première vague d'adhésions et les autres. La première session de cette conférence est prévue le 12 mars. Ankara a décliné l'invita-

tion. On en est là aujourd'hui : les dirigeants français souhaiteraient apaiser les frustrations turques et sortir les relations turco-européennes du blocage ; mais on voit mal ce qu'ils pourraient proposer pour y parvenir rapidement.

« VOCATION EUROPÉENNE »

On confirme à l'Elysée qu'on ne pourra pas faire moins que de rappeler à M. Demirel que son pays ne répond pas actuellement aux critères dits « de Copenhague » définis par l'Union européenne pour juger de la recevabilité des candidatures à l'adhésion. Il n'y répond ni sur le plan économique, ni non plus sur le plan politique, en raison des atteintes aux droits de l'homme, de certaines dispositions de la constitution turque, du rôle que joue l'armée dans les institutions, assez peu compatible avec les normes occidentales de la démocratie. Quant à la perspective d'une adhésion à terme que réclamera M. Demirel, même Jacques Chirac, ardent avocat d'Ankara, ne va pas jusque-là et préfère parler plus vaguement de « vocation européenne » de la Turquie plutôt que de sa « vocation à l'adhésion ».

Un partenaire commercial majeur de Paris

Avec 63 millions d'habitants et une croissance annuelle de plus de 7 % l'an, la Turquie est un partenaire commercial majeur pour Paris. La France est le premier investisseur étranger avec cinq milliards de dollars. Sa part de marché (6,8 % en 1996) a progressé depuis la signature de l'accord d'union douanière entre Ankara et PUE. Cela se traduit par un excédent commercial de 7,8 milliards de francs en 1997, soit le sixième excédent commercial de la France. Plusieurs grands projets intéressant des compagnies françaises sont actuellement en discussion, notamment dans l'énergie et les transports. La Turquie a d'autre part lancé un appel d'offres pour l'achat de 145 hélicoptères de combat, dont il devrait être question au cours de la visite de M. Demirel.

Avant son départ, le président turc a visité le lycée français Galatasaray d'Istanbul. La Turquie souhaite un renforcement des crédits alloués à cet établissement et à l'université francophone qui le prolonge depuis quelques années. Elle sollicite notamment la construction d'un campus à Riva (sur la rive asiatique d'Istanbul).

On n'en considère pas moins comme urgent, à Paris, de dissiper la brouille et de reprendre le travail de rapprochement avec la Turquie qui avait été entrepris en 1995 à l'initiative d'Alain Juppé. Il avait consisté en la conclusion d'un accord d'union douanière entre Ankara et l'Union qui, souligne-t-on, a surtout profité à l'Europe en donnant une forte impulsion à ses exportations vers la Turquie. Un protocole financier adjoint à l'accord était supposé compenser le choc enregistré par l'économie turque. Or aucun centime n'a jamais été versé, en raison d'un veto grec qui n'a que peu à voir avec le respect des droits de l'homme en Turquie. M. Demirel plaidera pour que l'Union respecte les termes de l'accord ; il devrait demander que cet accord douanier, pour l'instant limité aux produits industriels, soit aussi étendu aux produits agricoles et aux services. Enfin, il devrait réclamer le bénéfice pour la Turquie de tous les programmes de coopération proposés par Bruxelles aux pays candidats. Certains de ces programmes (le programme MEDA notamment) sont aujourd'hui bloqués pour Ankara, en raison directe

cette fois de l'opposition du Parlement européen, qui doit les approuver, et qui invoque la situation des droits de l'homme en Turquie pour ne pas le faire.

La logique humanitaire, qui inspire notamment une partie des députés européens, entre en conflit à propos de la Turquie avec des considérations d'ordre stratégique que les gouvernements ne peuvent guère ignorer. Ainsi les socialistes français, dont plusieurs autrefois avaient pris fait et cause pour le peuple kurde et critiqué l'accord d'union douanière de 1995, semblent-ils aujourd'hui faire droit à des préoccupations plus politiques. Les relations avec Ankara ont, entre autres, une incidence majeure sur l'un des dossiers chauds que l'Europe va avoir à traiter dans les prochains mois : celui de Chypre. Alors que 30 000 soldats turcs restent stationnés dans le nord de l'île, le gouvernement chypriote grec, fort de son accord de défense avec Athènes, s'appête à déployer le long de la ligne verte une batterie de missiles SS300 d'origine russe. C'est dans ce contexte que l'Union doit ouvrir, en principe en mars, des négociations d'adhésion avec Nicosie. Les Quinze n'envisagent pas de n'accueillir que le sud (grec) de l'île, ce qui donnerait à l'Europe un morceau de frontière éminemment instable et conflictuel. La grogne persistante d'Ankara serait un bien mauvais atout pour l'Union, dans cette affaire extrêmement délicate qu'elle va devoir gérer dans les prochains mois.

L'intérêt d'un rapprochement avec la Turquie est enfin d'ordre économique. La France en sait quelque chose, qui a vu ses exportations et ses investissements en Turquie exploser ces dix dernières années. Elle souhaite renforcer cette évolution.

Nicole Pope et Claire Tréan

Poets and Warriors

A profusely illustrated book on the Kurds serves as the family album of a stateless people.

KURDISTAN

In the Shadow of History.
By Susan Meiselas.
With chapter commentaries
by Martin van Bruinessen.
Illustrated. 388 pp. New York:
Random House. \$100.

By Karl E. Meyer

CONSIDER first this story: During World War II, Archibald Roosevelt, the grandson of Theodore and cousin of Franklin, was serving as an intelligence officer in Iraq and Iran. In the hinterlands he encountered the Kurds, and like many Westerners was smitten with this stateless, combative and likable mountain people. By chance, he became the sole American observer of the birth and death of the Kurdish Republic of Mahabad, whose fate is as instructive as it is forgotten. During the war British and Soviet troops invaded Iran and forced its Shah, perceived as pro-German, to abdicate in favor of his young son. The Russians occupied northern Iran, the British the south, leaving a narrow buffer in between. This was a Kurdish area, whose principal city was Mahabad, meaning place of the Medes, the supposed ancestors of the Kurds.

At war's end, the Russians continued their occupation for a year. Sensing an opportunity, Kurdish rebels led by Qazi Mohammad and his two brothers proclaimed Mahabad's independence in January 1946. Though the Qazis were encouraged by the Russians and bolstered by Kurdish guerrillas from Iraq, theirs was a hopeless cause but not a dishonorable one. That is what Roosevelt concluded after he flew to the Kurdish heartland and heard the Qazis' grievances, the foremost being the denial of language rights by the old Shah. They insisted they sought negotiations, not war, so when the new Shah's soldiers marched on Mahabad, the Qazis surrendered without a fight. When he heard the news in Teheran, Roosevelt urged the American Ambassador, George Allen, to seek an immediate audience. As Allen began his appeal, the Shah broke in: "Are you afraid I'm going to have them shot? If so, you can set your mind at rest. I am not." He kept his word with regal duplicity: the Qazis were hanged the following dawn at the command of the new Shah.

This is one of a hundred episodes related through pictures, memoirs and intelligence files in "Kurdistan: In the



FROM "KURDISTAN"/H. F. B. LYNCH/THE BRITISH LIBRARY, LONDON



At top, a Kurdish man in gala dress in eastern Turkey, 1893. Above, a photograph taken in the Kurdish town of Halabja in northern Iraq by a correspondent for the Turkish newspaper Sabah after an attack by Iraqi forces, believed to be using chemical weapons, in 1988. Both the adult and the child are dead.

FROM "KURDISTAN"/RAMAZAN OZTURK/SIPA PRESS

Shadow of History," by Susan Meiselas. It is a superb and enriching book: the family album of a forsaken people, the archive of a nation that has not been permitted to exist. It speaks movingly to the fate of all marginal peoples whose principal offense is their existence, meaning they are treated with contempt by nearby masters and with fickle opportunism by distant well-wishers, America included. It is an album rendered in what Virgil called the tears of things, filled with nobility and brutality, passion and terror.

Meiselas is a photojournalist known for her work in Central America. In 1991, in the wake of the gulf war, she visited villages in northern Iraq from which Kurdish refugees were fleeing Saddam Hussein's warplanes. She was appalled by what she saw: "I had never witnessed such a complete and systematic destruction of village life, even in 10 years of covering the conflicts in Central America." In fact, the worst horrors in Saddam's campaign against the Kurds came in 1988, before the gulf war — an assault in which as many as 100,000 Kurds are thought to have disappeared. Meiselas was struck by how little she knew of the Kurds, a tough mountain people, mostly Muslims, who speak a distinctive language akin to Persian. An estimated 20 million Kurds inhabit a stony heartland spread through adja-

cent areas of Iraq, Iran, Turkey, Syria and the former Soviet Union; they are the world's largest ethnic group without its own state.

As part of a Human Rights Watch team documenting evidence of Saddam's massacres, Meiselas was haunted by bits of the Kurdish past she discovered in photo studios, family albums, yellowed press clippings and dusty books. Out of this she has composed a group portrait of a proud and quarrelsome people, incapable of servility. Here are Kurdish warriors and poets, their tasseled headgear tied with a flourish, often with bandoliers across their vests; and their wives and daughters, nearly always unveiled, with eyes as bold as their dresses, their gaze suggesting defiant fidelity to a hazardous cause. Just how hazardous is spelled out by Martin van Bruinessen, a Dutch authority on Kurdish life, who contributes commentaries preceding each thematic section. Otherwise the text consists of letters, diaries, interviews, diplomatic cables, news reports and accounts by travelers, excerpted without comment.

Words and images pull the reader into a narrative tide, beginning in the 1880's with the first stirrings of the Kurdish awakening. Thereafter the story is a recurrent cycle of hope and disaster. Starting in the 1920's, with the demise of the Ottoman Empire, the Kurds were

promised autonomy by various powers, but the promises were repeatedly broken for fear that the Kurds would inconveniently unite across vital frontiers. As this book makes plain, the Kurds are scarcely without sins, ranging from fratricidal feuds and terrorism to participation in massacres of Armenians. But that does not excuse or explain the savage efforts to wipe out their culture.

In all this, Washington has played its part, beginning with promises of self-determination from Woodrow Wilson and continuing into the Nixon era, when America secretly armed and then abandoned Kurdish rebels in Iraq. Like other big powers, Americans offer Kurds comfort and sympathy tempered by *Realpolitik*. Cruelly, their mountains both protect and isolate them. Living so far from the world's care or sight, Kurds are the more readily hanged or shot, at the whim of shahs or presidents, with the certainty that no one will notice. This book could not be more welcome. □

Karl E. Meyer, a former editorial writer for The New York Times and a contributor to the arts pages, toured the Kurdish areas of Iraq and Turkey after the Persian Gulf war.

THE NEW YORK TIMES
BOOK REVIEW
FEBRUARY 22, 1998

† DAGENS NYHETER.

MÅNDAGEN DEN 23 FEBRUARI 1998

Det var strax efter militärkuppen i Turkiet sommaren 1971. Och det var en tid då böcker betraktades som farligare än vapen i Turkiet. (Det är inte mycket bättre i dagens Turkiet!) Jag var bara sex år och bodde i min födelsestad Batman i den turkiska delen av Kurdistan.

Ett dödsbud fick mig att skynda till släktingen Emurallahs vackra trädgård i grannskapet. Då jag var framme möttes jag av en scen jag aldrig kommer att glömma. Emurallahs sjuuttonårige son Izzet låg naken på ett avlångt trästycke och en muslimsk präst tvättade honom långsamt och efter alla muslimska regler.

Izzet hade dött i en hjärtinfarkt under en fotbollsmatch en liten stund tidigare. Medan släktingarna och vännerna grät och kurdiska sorgesånger eka-de i trädgården stirrade jag endast på vattenstrålarna som damp ner från träplankan och bildade en vattenpöl i ett hörn av trädgården.

Just detta hörn av trädgården var viktigt för mig. Bara några dagar tidigare hade jag och andra släktingar med omsorg plastat



Krönika/Kurdo Baksi

Och de grävde ner böckerna

om 300 förbjudna böcker som handlade om de icke-existerande kurderna och "begravt" dem just under den här vattenpölen. Vad gör man i en sådan stund? Vår släkting skulle denna dag uppleva sin sons begravning, men jag bevittnade en dubbelbegravning: både släktingens och de 300 böckernas.

När de enligt traditionen nödvändiga fyrtio dagarna gått efter begravningen bad vi om att få ta fram våra förbjudna böcker: samtliga hade ruttnat och vägde flera gånger mer än förut.

Då och då tänker jag på denna oförglömliga sommardag. Det påminner mig om att så länge jag levde i Turkiet innebar böcker problem för mig och min familj. Just detta förbjudande av böcker ökade min och min fars kärlek till böcker. Vi blev nästan besatta av böcker och började leka

med elden. Under ett så kallat toleransens år startade vi en bokhandel där de flesta av böckerna handlade om kurdernas historia, litteratur, legender och politiska kamp.

Det finns inget värre än att bevittna just bokbegravningar. Under mina femton år i den turkiska delen av Kurdistan såg jag min far få ihop till fyra boksamlingar med mellan 2 000 och 3 000 bokvolymmer. Men vi fick också uppleva fyra bokbegravningar. I en by där vi begravde 500 böcker, har jag fått veta nu, har våra böcker beblandats med årets veteskörd. Det som gjorde mig mest ledsen var ändå den sista bokbegravningen i maj 1979. Fyra hundra soldater omringade vår bokhandel inför dittvungna kurder i Kurtalan.

Natten innan hade vi lyckats begrava de 500 mest farliga böckerna i en by. I den stund då jag överlämnade bokhandelsnycklarna till en major visste jag att mina dagar i Turkiet var räknade.

Men kärleken till böckerna upphörde inte då min familj kom till Sverige. Min far började återigen samla böcker. I dag är hans boksamling åter stor: 3 000 böcker, de flesta om eller av kurder. Orsaken till att de flesta är om kurder är ju att det kurdiska språket, den kurdiska litteraturen och kurderna fortfarande är förbjudna i Tur-

kiet.

Ännu 27 år efter bokbegravningen i trädgården i Batman har situationen för mänskliga rättigheter, framför allt yttrandefriheten, inte blivit bättre. I och med att kurdfrågan fortfarande är tabubelagd i Turkiet är också hundratals böcker förbjudna.

Och det värsta är att det fortfarande ring-er vänner till mig från Turkiet och berättar om att de begraver sina böcker i trädgårdar och åkrar när de läst färdigt så kallade förbjudna böcker. Det kan vara bra att ännu en gång påminna om att det är många människor i länder som Turkiet, Syrien, Iran, Kina och Irak som har berövats rätten att läsa och skriva vilka böcker de vill.

Och framför allt de som skriver som makthavarna i dessa länder inte vill "kan aldrig räkna solstrålar", såsom den turkiske författaren Ismail Besikci säger. Han borde veta bäst, dömd till 94 års fängelse och riskerande ytterligare 100 fängelseår för sina 22 böcker.

Kurdo Baksî

Kurdo Baksî är redaktör för ungdomstidskriften Svartvitt

Russia to Finish Iranian Reactor

It Will Expand Role Despite U.S. and Israeli Objections

By David Hoffman
Washington Post Service

MOSCOW — Russia has decided to expand its role in building a controversial nuclear power station in Iran, despite objections from the United States and Israel that the technology could be useful in creating a nuclear weapons program.

At issue is Russia's \$780 million contract to build a 1,000-megawatt light-water reactor at Bushehr on the Gulf coast, finishing a project that was started by Germany in 1979 and later suspended.

The United States has sought to thwart completion of the atomic power plant even though Iran and Russia have denied that it could provide Iran with nuclear weapons technology.

Viktor Mikhailov, the Russian minister of atomic energy, said that he had recently visited the site and found the construction lagging.

He said that Russia was "finishing" the first of two planned atomic reactors. The surrounding buildings and auxiliary construction were supposed to be handled by the Iranians, but they "probably will not be able to cope" with that task, he added.

"So, in my last meeting with the Iranian vice president, I suggested that we build that unit on a turn-key basis

and he went along with me," Mr. Mikhailov said. "Otherwise all the deadlines will be broken." He said that the original deadline for finishing the atomic power station was 55 months, but that in the last 25 months, the Iranians had completed only the equivalent of five months of construction.

"There is a terrific lag," he said, because of the Iranians' difficulties, which he did not specify. "All the rest, Russia will do itself."

He vowed that Russia would finish the full power plant in 30 months.

Iran has offered to put the plant under international safeguards. Under pressure from President Bill Clinton, President Boris Yeltsin of Russia agreed in 1995 not to sell Iran gas-centrifuge uranium-enrichment technology, which could be used to make bomb-grade uranium.

But some U.S. and Israeli officials have continued to question the nature of Russia's cooperation with Iran on nuclear matters and in transferring technology for building intercontinental ballistic missiles.

"I am sometimes asked, perhaps is Iran making a nuclear bomb?" Mr. Mikhailov said. "Well, it is not. And at the risk of offending my Iranian colleagues, Iran's potential today is such that perhaps they dream of building a nuclear bomb."

But, he said, "it still has a long way to go."

■ EU to Discuss Iran

Tensions between the European Union and the United States over relations with Iran appear ready to resurface this week, Agence France-Presse reported from Brussels.

At talks in the Belgian capital Monday, EU foreign ministers are expected to take the first step toward normalizing relations with Tehran. These have effectively been on ice since the Islamic regime was implicated in terrorism in Germany last year.

Diplomats said EU governments had reached a consensus on the need to respond positively to the more conciliatory signals coming out of Iran recently.

The terms of the new relationship are to be thrashed out by the ministers, but diplomats said it was unlikely that the EU would end its current tight controls on Iranian embassies in Europe, many of which have been used as bases for secret service activities.

The EU's decision to suspend its previous policy of "critical dialogue" with Iran, made last April, followed a German court ruling that senior Iranian officials were involved in the organization of the assassination of four Kurdish dissidents in a Berlin restaurant in 1992.



23 FÉVRIER 1998

Un accord est signé ce matin à Bagdad

L'ONU et l'Irak s'entendent, Washington attend

Le tête-à-tête entre Kofi Annan et Saddam Hussein aurait réglé le dernier point de blocage: l'inspection des «sites présidentiels».

Kofi Annan a-t-il réussi sa «mission impossible» à Bagdad et ainsi évité les bombardements américains de l'Irak? Tous les signaux étaient en tout cas positifs, hier soir dans la capitale irakienne, après les entretiens du secrétaire général des Nations unies avec le président irakien Saddam Hussein, suivis dans la soirée d'un nouveau round, cette fois avec le vice-président, Tarek Aziz. «Nous sommes parvenus à un accord, nous avons un texte», a ainsi annoncé le porte parole de l'ONU, Fred Eckhard. L'accord entre l'ONU et l'Irak doit être signé ce matin à Bagdad.

La première note positive avait été lancée par le porte-parole de l'ONU, qui avait annoncé, après les trois heures d'entretiens entre Kofi Annan et un Saddam Hussein exceptionnellement en tenue civile, souriant et détendu, que les deux parties étaient «sur le point d'effectuer une percée». Il ajoutait que le secrétaire général espérait «parvenir à un accord» avec l'Irak dès dimanche soir sur la question de l'inspection des sites irakiens dits «présidentiels», soupçonnés d'abriter des armes de destruction massive, chimique et bactériologique. Kofi Annan «sent qu'il est sur le point de réussir», avait déclaré Eckhard.

Albright méfiant. Cet espoir d'accord en provenance de Bagdad, dont les détails étaient encore inconnus hier soir, a été



Hier dans les rues de Bagdad, des Irakiens suivent à la radio les progrès des discussions entre Kofi Annan et leurs dirigeants.

accueilli avec réserve à Washington, où l'on redoute un nouveau compromis bancal comme en novembre, (lire page 3). Hier soir, le mot d'ordre était à la prudence et au maintien, pour une durée indéterminée, de l'état de mobilisation militaire: tant le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, que le conseiller de Clinton pour les affaires de sécurité, Sandy Berger, commentaient les nouvelles de Bagdad sur toutes les chaînes de télévision en affirmant qu'il fallait

d'abord «examiner les détails» d'un éventuel accord avant de porter un jugement. Albright allait même plus loin en soulignant qu'«il est possible que [Kofi Annan] rapporte quelque chose qui ne nous plaise pas», et que les Etats-Unis jugeraient en fonction de leurs «intérêts nationaux». Prudence aussi à Londres, même si, un peu plus tôt, le secrétaire au Foreign Office Robin Cook avait semblé agiter une «carotte» pour Saddam Hussein, en laissant

entrevoir une levée des sanctions si Bagdad acceptait toutes les résolutions de l'ONU.

Rendez-vous à New York. Les «détails» des discussions du secrétaire général à Bagdad risquent de n'être connus que mardi, lorsque Kofi Annan rendra compte à ses «mandants», les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont les Etats-Unis qui seront parti-

culièrement vigilants sur les engagements que prendra cette fois Saddam Hussein. Kofi Annan tente d'obtenir du leader irakien un accord écrit garantissant aux inspecteurs de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (l'Unscop) un accès sans condition partout où ils le jugent utiles. Le blocage concernait jusqu'ici l'accès à huit sites «présidentiels», et l'Irak insistait pour limiter les inspections à une seule fois, pour une durée déterminée.

C'est ce dernier point qui restait en suspens avant le dernier

entretien de Kofi Annan avec les dirigeants irakiens, et le tête-à-tête avec Saddam Hussein aurait permis de le régler, selon un diplomate anonyme cité par les agences de presse. Si le secrétaire général de l'ONU obtient satisfaction sur l'essentiel

mais pas à 100%, les Etats-Unis, qui ont réuni une armada autour de l'Irak (lire page 4) et sont soumis à de fortes pressions intérieures pour «punir»

Saddam Hussein, auront du mal à justifier d'une éventuelle frappe aérienne contre l'Irak. Dès hier, sur Radio J, Daniel Vaillant, ministre français des Relations avec le Parlement, estimait qu'il serait «difficile à comprendre» que les Etats-Unis décident «unilatéralement» de ne pas accepter un accord ramené de Bagdad par Kofi Annan et qui serait conforme au mandat donné par le Conseil de sécurité. Les manifestations de protestation de ces derniers jours, y compris hier au moment où Bill Clinton quittait une église de Washington, montrent le malaise d'une partie de l'opinion, y compris aux Etats-Unis, face à la menace de bombardements.

Mobilisation des réservistes. Parallèlement à la tentative de solution diplomatique, les préparatifs guerriers se poursuivent avec intensité. Les Etats-Unis, qui ont conseillé à leurs ressortissants de quitter l'Irak de toute urgence, ont décidé hier de rappeler des centaines de réservistes pour assurer le transport de troupes et de matériel

Défilés anti-américains

Plusieurs manifestations contre une éventuelle frappe américaine sur l'Irak se sont déroulées dans le monde arabe ce week-end. Hier, près de 10 000 étudiants ont défilé sur le campus de l'université d'Ein Chams, au nord du Caire, brûlé des drapeaux américain et israélien, et dénoncé l'embargo imposé à l'Irak. C'est la plus importante manifestation pro-irakienne en Egypte depuis le début de la crise. En Jordanie, deux jours après une manifestation violente au cours de laquelle un étudiant a trouvé la mort, la situation était toujours tendue hier à Ma'an (Sud), où le roi Hussein a envoyé l'armée. Les Palestiniens ont, eux aussi, manifesté samedi par milliers dans plusieurs villes de Cisjordanie, bravant l'interdiction de l'Autorité palestinienne. En Europe, une centaine de manifestants ont exprimé samedi leur opposition à la guerre dans le centre de Londres. Enfin, selon deux sondages, 45% des Suédois désapprouvent d'éventuels bombardements américains en Irak alors que 38% y sont favorables; et 55% des Français souhaitent une «totale neutralité» de leur pays en cas de frappe, selon un sondage BVA pour France 2 et le Figaro ●

vers le Golfe. Les prochaines heures diront si ce déploiement considérable de forces aura uniquement servi à faire céder Saddam Hussein, ou s'il entrera en action, malgré le forçage de dernière minute de Kofi Annan ●

P.H. (avec Reuter, AFP)

Les Etats-Unis jugeront en fonction «de leurs intérêts nationaux». Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain

Clinton to Give Iraqi Accord a Chance to Work

President Sees 'Big If' on Compliance With Annan Plan

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — President Bill Clinton announced Monday that he would give a UN-brokered agreement with Iraq a chance to work, averting U.S. military strikes that had appeared perhaps only days away.

But Mr. Clinton, speaking at the White House, emphasized that there would be no pullback of the growing U.S. military presence in the Gulf region and that any failure by President Saddam Hussein of Iraq to uphold the agreement could lead to a powerful attack.

“If fully implemented, and that is the big if, this will allow Unscop to fulfill its mission,” said Mr. Clinton, referring to United Nations arms inspectors.

But he added in a direct warning to Mr. Saddam, “If Iraq fails to comply and to allow immediate access, there will be serious consequences this time.”

“The government of Iraq,” he said, “has made a written commitment to provide immediate, unrestricted, unconditional access to Unscop weapons inspectors to all suspect weapons sites,” fulfilling the fundamental U.S. demand. He said Unscop, the UN Special

Commission, would repeatedly “test and verify” to ensure Iraq was complying.

The president said that Iraq had agreed in writing to open all suspect sites in the country — not just the sensitive “presidential sites” that Iraq had declared off-limits in January — to unrestricted inspections by UN weapons experts.

He also confirmed that those inspection teams would be accompanied, in their visits to sensitive sites, by senior diplomats from the five permanent member-countries represented on the UN Security Council. Those diplomats, who will be appointed by Mr. Annan, will be allowed to make repeat visits with no deadlines to complete their work, he said.

The president said the agreement represented the first time since the end of the Gulf War in 1991 that Iraq had agreed in writing to open every site in the country to UN inspectors' scrutiny.

Mr. Annan, stopping over in Paris on Monday night on his way back to New York, said the accord that he had signed with Iraqi authorities was sound.

Mr. Annan told French television that Mr. Saddam had agreed that the UN Special Commission for arms inspections could start visiting eight so-called “presiden-

tial sites” almost immediately.

Access to the sites and the composition of the inspection teams were among the chief disputes that triggered the crisis.

But U.S. officials said they were still reviewing terms of the accord. At the Pentagon, officials also said the buildup in the Gulf area would continue. About 500 more U.S. soldiers were en route to Kuwait, to join a regionwide force of 28,000.

“Whatever happens, we will be looking for action, not words” from Iraq, said James Rubin, the State Department spokesman.

The tentative agreement, worked out in a three-hour meeting in Baghdad between Mr. Annan and Mr. Saddam, was cautiously welcomed in most national capitals.

Some U.S. congressional leaders, however, voiced sharp skepticism that Mr. Saddam could be trusted to fulfill his side of the agreement.

Republicans said that while it would probably defuse the immediate crisis, it appeared to let Mr. Saddam off too easily.

"It may not be good enough," said the Senate majority leader, Trent Lott of Mississippi, a Republican. The Clinton administration, he said, is now "in a box" — faced with two unpalatable alternatives: accepting a possibly flawed agreement or defying strong opposition among U.S. allies to the use of force.

Facing the imminent threat of military action led by the United States, coupled with mounting diplomatic pressure from the UN and several of its members, Iraq appeared to have given in on most of the curbs it sought to place on inspections.

Mr. Clinton said Monday that he had spoken at length with Prime Minister Tony Blair of Britain, who has stood by the United States in its threats of military force if deemed necessary.

The president spoke to Mr. Annan late Sunday and was also conferring Monday with President Boris Yeltsin of Russia and President Jacques Chirac of France.

Russia praised the agreement, and France said it hoped the accord lived up to expectations.

Britain said it was encouraged but wanted more details. Foreign ministers of the European Union, meeting in Brussels, welcomed the accord. While its details have not officially been made public, The New York Times said that these outlines

had emerged during Mr. Annan's three days of meetings in Baghdad:

- Iraq agrees to permit inspections of the eight presidential sites, including buildings and grounds in three Baghdad compounds; three around Tikrit, the city north of Baghdad where Mr. Saddam was born; one in Mosul, on the edge of the Kurdish region in northern Iraq, and one in the southern port city of Basra.

- Iraq drops its insistence — a potential "deal breaker," U.S. diplomats had said — on a time limit of 60 days for UN inspectors to visit the presidential sites. This shift reportedly came only after Mr. Annan asked the ambassadors of France and Russia to make it clear to Iraq that their countries would no longer accept such a deadline.

- Search teams will include experts of the UN arms commission, but they will be accompanied by diplomats representing the five permanent members of the Security Council: the United States, Britain, France, China and Russia. That shift could be portrayed by Iraq as a dilution of the strong American presence on the inspection teams, the source of repeated Iraqi complaints.

- The deal apparently includes clauses about respecting the dignity and sovereignty of Iraq. This reportedly is in response to Iraqi charges that inspectors

have sometimes barge into buildings, including residences, like police mounting a criminal raid.

Even so, many questions remained: Will there be new problems in a few weeks when inspectors seek access to other presidential palaces beyond the eight presidential sites? How firm an undertaking had Iraq provided not to block inspectors? How large will the teams be? Will the UN commission maintain complete control over its inspections?

Mr. Rubin, asked about diplomats' joining the UN inspectors, called it an unobjectionable "detail." "That's a flourish, a bell or a whistle or whatever you want to call it," he said.

Both Britain and the United States said that the agreement would vindicate their threats of force against Mr. Saddam.

In Brussels, after a meeting of European Union foreign ministers cautiously welcomed the accord, Foreign Secretary Robin Cook of Britain said the EU would insist on a new Security Council resolution on arms inspections so that Mr. Saddam would have "no room for argument" in the future.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

FEBRUARY 24, 1998

Another Storm Spent, Baghdad Shrugs It Off

'What Will Happen Will Happen' Is the Motto

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

BAGHDAD — After negotiations appeared to have averted a U.S. military strike, the people of Baghdad seemed cool and placid Monday — almost nonchalant.

In stores and coffee shops, people took it all in stride as they glanced at television screens that showed other Arabs supporting them and international diplomacy working full blast.

Even during the last four weeks, when it has appeared that a formidable American armada was getting ready to shower missiles over Iraq, hardly anyone here rushed to hoard food. And the value of the dollar, which usually soars in times of danger, has actually fallen.

Maher Yaacoub knew Sunday that things were looking up. He could see it by glancing at the reports taken from CNN that were flashing on the television set at Yasser Almeheidi's electric shop just behind the rickety table where Mr. Yaacoub peddles single cigarettes from open packs.

The CNN reports, complete with Arabic translation, gave hourly details of talks in Baghdad with the United Nations secretary-general, Kofi Annan, asserting that they were going well. And



Iraqis celebrating Monday in Baghdad over the UN inspection accord.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

TUESDAY, FEBRUARY 24, 1998

Faleh Kheiber/Reuters

everyone in Iraq knows that when the tightly controlled Iraqi media start showing uncensored reports from a major "imperialistic American" network, it is a clear sign things are swinging Iraq's way.

Still, Mr. Yaacoub said philosophically: "What will happen will happen. We have been there before."

Overall, some 60 people interviewed during the weekend appeared fatalistic, skeptical and even defiant despite assurances from their government that there was some hope after seven years of severe economic sanctions.

"My dear friend," said Kazem Hani, 24, a pharmacist, "we are at the mercy of America, whose president is surrounded by people who hate Muslims and Arabs, who has a sexual scandal on his hands that he wants to resolve at our expense and who is pressured by generals to try their new toy missiles on somebody. With odds like that our only refuge is God, not, excuse me, Kofi Annan."

The pharmacist was sipping tea Sunday afternoon with a colleague in Soraya's Pharmacy, off the main shopping artery, Saadoun Avenue. The largely empty shelves contained only two kind of medication: a painkiller and an anti-depressant that can only be dispensed with a doctor's prescription.

As 13 clients came in during a two-hour period, the two pharmacists were able to respond only to three requests for painkillers. To the rest the answer was the same: "Sorry, brother. I don't have it." The customers shuffled out in the same resigned way they shuffled in.

Does anybody around here ask for gas masks? Mr. Hani laughed bitterly. "You are talking to someone who has not eaten a banana in seven years," he said. "I last had meat a month ago. When I come to work every morning here, I say good morning to six engineers who are peddling cigarettes on this street to supplement their incomes. Do you believe anyone here is worried about gas?"

■ Arab Officials Are Pleased

Leading Arab statesmen welcomed the agreement signed Monday between the United Nations and Iraq over weapons inspections, saying that it averted the specter of another war, The Associated Press reported from Cairo.

Palestinian officials said that the standoff had diminished the status of the United States in the Middle East.

"Maybe this can be an eye-opener for the United States," said the Palestinian higher education minister, Hanan Ashrawi. "It must understand that some of its assumptions about this region —

the worthlessness of public opinion, the total bias toward Israel — have affected its credibility and ability to maneuver in this region."

Overall, the Arab world was relieved. Yasser Arafat, the Palestinian leader, hailed the accord as "a very successful agreement."

"It is a very good agreement," echoed President Hosni Mubarak of Egypt.

The 22-nation Arab League said it welcomed the agreement. "The option for a political solution has averted a very dangerous twist, which would have pushed the entire region into a catastrophe," the group's secretary-general, Esmet Abdel Meguid, said.

Kuwait said the agreement was good not only for the Iraqis but also for the Kuwaiti people. "It averts the dangers to the area and makes Iraq comply with Security Council resolutions," said the foreign minister, Sheikh Sabah al Ahmad al Jaber as Sabah.

In Damascus, Al Ba'ath, a Syrian government-run newspaper, called the agreement "a triumph for all peace lovers in the world."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 24, 1998

EU to Resume High Contacts With Iran

Ending Freeze Over Terrorism, Foreign Ministers Appeal for Dialogue

Agence France-Presse

BRUSSELS — The European Union decided Monday to resume ministerial contacts with Iran, ending a 10-month freeze on senior-level contacts that was imposed after the government in Tehran was implicated in terrorism in Germany.

Foreign ministers from the 15 EU states agreed to "respond positively," to "encouraging" recent developments in Iran and the interest it has shown in a more constructive relationship with Europe.

The ministers called for officials to develop proposals for an EU-Iran dialogue on terrorism, on the production of weapons of mass destruction, on the death sentence imposed by Tehran on the British writer Salman Rushdie and on the Middle East peace process.

"Iran's willingness to address these concerns would greatly enhance the success of the dialogue and Iran's re-integration into the international community," the ministers added.

The EU's decision to suspend ministerial contacts with Iran followed a German court ruling last April that senior Iranian officials were involved in organizing the killing of four Kurdish dissidents in a Berlin restaurant in 1992.

The bloc's senior diplomats, withdrawn in protest, returned to Tehran in November but ministerial contacts remained suspended.

Despite the upgrading of political ties, the EU will be maintaining its policy of tight controls on Iranian embassies in Europe, diplomats said. Many of the embassies are believed to have been used as bases for covert activities.

The initiative is bound to aggravate differences between the EU and the United States over how to deal with Iran.

Washington has pursued a policy of isolating the Islamic regime and is weighing possible sanctions on oil groups for investing in Iran. The United

States is expected to rule shortly that Total of France, Gazprom of Russia and Petronas of Malaysia are all subject to sanctions under the Iran-Libya Sanctions Act because of their participation in the \$2 billion development of a gas field off Iran.

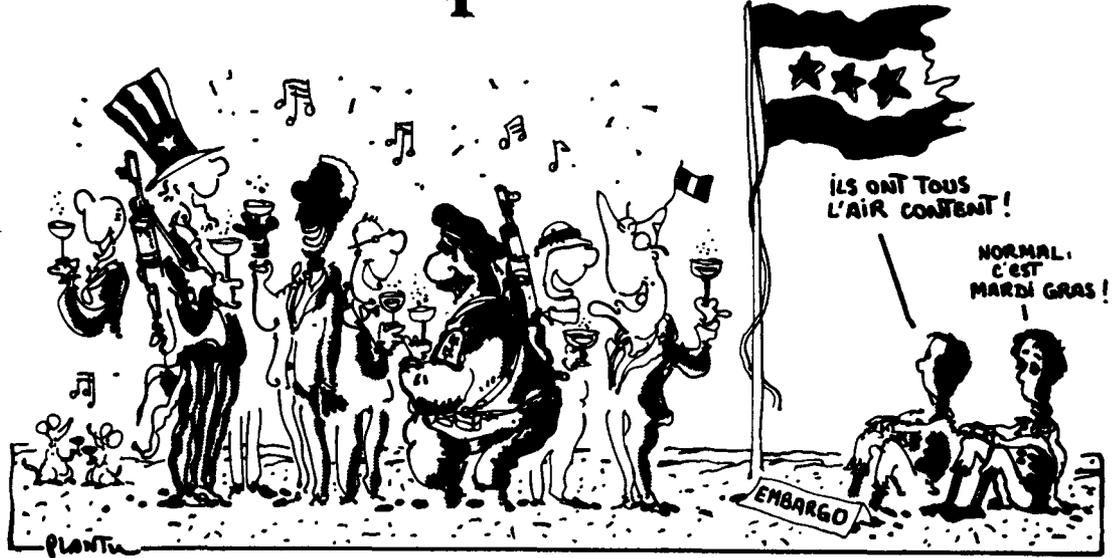
President Bill Clinton has so far been reluctant to provoke a trade war with Europe by allowing the sanctions to be imposed. Even if the State Department announces that the companies are subject to sanctions, he can delay their application for up to 180 days and then waive them altogether on the grounds that the move would be detrimental to U.S. interests.

But the signal from the EU on Monday that it wants warmer relations with Iran will make it harder for Mr. Clinton to persuade Iran's foes in Congress that the Europeans are working towards the same basic objectives: ensuring that Iran stops supporting terrorism and does not become a threat to regional security.

Les Etats-Unis acceptent l'accord de Bagdad mais maintiennent leur pression militaire

SANS ATTENDRE la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mardi 24 février, les Etats-Unis ont approuvé lundi, par la voix de Bill Clinton, l'accord obtenu à Bagdad par le secrétaire général de l'ONU, dont nous publions le texte. Le président américain, qui a remercié Kofi Annan et son équipe, a cependant insisté sur le fait que les Etats-Unis maintiendraient leur pression sur Bagdad : « J'ai donné l'ordre à notre armée de se maintenir dans le Golfe persique. Nos soldats, nos navires, nos avions vont y rester jusqu'à ce que nous ayons obtenu satisfaction quant au fait que l'Irak se soit mis en conformité avec ses engagements. » Si le régime de Bagdad, rompant l'accord signé, faisait à nouveau obstruction aux inspections des experts de l'ONU pour le désarmement, il y aurait, a dit M. Clinton, « des conséquences graves ».

Le secrétaire général de l'ONU, qui se trouvait lundi soir à Paris sur le chemin du retour vers New York, a été convié à dîner par le président de la République,



Jacques Chirac, qui l'a félicité pour le succès de sa mission à Bagdad. Kofi Annan avait peu avant déclaré que « l'aide de la France [avait] été énorme ». C'est autour d'une idée française qu'a pu être construit l'accord par lequel la

crise s'est dénouée. A Bagdad, nous rapportent nos envoyés spéciaux Afsané Bassir Pour et Gilles Paris, l'annonce de l'accord n'a donné lieu à aucune manifestation de liesse ni même de soulagement. Les Irakiens, largement soutenus

en cela par les personnels des agences de l'ONU sur place, ont fait constater à M. Annan les souffrances que l'embargo inflige à la population.

Le texte signé par l'Irak et les Nations unies

VOICI le texte de l'accord signé lundi 23 février à Bagdad entre le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, tel que l'a diffusé l'agence Reuters. Ce texte a été distribué au Conseil de sécurité de l'ONU, qui devait se réunir mardi matin à New York (à 10 heures locales) pour l'examiner. (Les résolutions mentionnées dans le premier paragraphe ci-dessous sont la résolution 687 du 2 avril 1991, une résolution de cessez-le-feu de la guerre du Golfe prévoyant le désarmement de l'Irak et la résolution 715 du 11 octobre 1991 instaurant la Commission spéciale de l'ONU (Unscop) chargée de démanteler les armes de destruction massive de l'Irak.)

MÉMORANDUM D'ACCORD ENTRE LES NATIONS UNIES ET LA RÉPUBLIQUE D'IRAK

1) Le gouvernement de l'Irak reconfirme son acceptation de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 687 (1991) et 715 (1991). Le gouvernement de l'Irak réaffirme aussi son engagement à coopérer entièrement avec la Commission spéciale des Nations unies (Unscop) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

2) Les Nations unies réitérent l'engagement de tous les Etats membres à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak.

3) Le gouvernement de l'Irak s'engage à accorder à l'Unscop et à l'AIEA un accès immédiat, inconditionnel et sans restriction en conformité avec les résolutions citées au paragraphe 1. Dans l'exercice de son mandat dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité, l'Unscop s'engage à respecter les préoccupations légitimes de l'Irak concernant sa sécurité, sa souveraineté et sa dignité nationales.

4) Les Nations unies et le gouvernement de l'Irak conviennent que les procédures spéciales suivantes s'appliqueront aux accès initiaux et subséquents pour les tâches fixées dans les huit sites présidentiels en Irak définis en annexe du présent mémorandum.

a) Un groupe spécial sera créé à cet effet par le secrétaire général, en consultation avec le président exécutif de l'Unscop et le directeur général de l'AIEA. Ce groupe comprendra des diplomates de haut rang nommés par le secrétaire général et des experts issus de l'Unscop et de l'AIEA. Le groupe sera dirigé par un commissaire nommé par le secrétaire général.

b) Dans l'exercice de son travail, le groupe opérera selon les procédures établies de l'Unscop et de l'AIEA, et des procédures spécifiques détaillées qui seront mises en place étant donné la nature spéciale des sites présidentiels, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

c) Le rapport du groupe spécial sur ses activités et ses conclusions sera soumis au Conseil de sécurité par le président exécutif de l'Unscop par le truchement du secrétaire général.

5) Les Nations unies et le gouvernement de l'Irak conviennent aussi que tous les autres sites, installations, équipements, archives et moyens de transport seront soumis aux procédures de l'Unscop établies jusqu'à présent.

6) Notant les progrès accomplis par l'Unscop dans divers domaines de désarmement, et la nécessité d'intensifier les efforts afin de mener à bien leur mandat, les Nations unies et le gouvernement de l'Irak conviennent d'améliorer la coopération, l'efficacité et la transparence du travail, afin de permettre à l'Unscop de présenter rapidement ses conclusions au Conseil dans le cadre du paragraphe 22 de la résolution 697

(1991). Pour parvenir à cet objectif, le gouvernement de l'Irak, et l'Unscop appliqueront les recommandations qui leur ont été faites dans le rapport de la réunion d'urgence de l'Unscop tenue le 21 novembre 1997.

7) La levée des sanctions est à l'évidence d'une grande importance pour la population et le gouvernement de l'Irak et le secrétaire général s'est engagé à porter cette question à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Signé ce 23^e jour de février 1998 à Bagdad en deux exemplaires originaux en anglais.

Pour les Nations unies

Kofi Annan
Secrétaire général

Pour la République d'Irak

Tarek Aziz
Vice-premier ministre

ANNEXE AU MÉMORANDUM D'ACCORD ENTRE LES NATIONS UNIES ET LA RÉPUBLIQUE D'IRAK DU 23 FÉVRIER 1998

Les huit sites présidentiels soumis au régime convenu dans le présent mémorandum d'accord sont les suivants :

1. Le site du palais présidentiel républicain (Bagdad)
2. Site présidentiel de Radouanyah (Bagdad)
3. Site présidentiel de Sidjoud (Bagdad)
4. Site présidentiel de Tikrit
5. Site présidentiel de Tharthar
6. Site présidentiel de Djabal Makhoul
7. Site présidentiel de Mossoul
8. Site présidentiel de Bassorah

Le périmètre délimitant chaque site est enregistré dans l'étude des « sites présidentiels » en Irak réalisée par la mission technique des Nations unies désignée par le secrétaire général, jointe à la lettre en date du 21 février adressée par le secrétaire général au vice-premier ministre irakien. - (Reuters.)

« Les kurdes un peuple qu'on assassine »

PHOTOGRAPHIE

● LOUVIERS
du mardi 24 février
au mercredi 25 mars

La médiathèque de Louviers présente « les Kurdes, un peuple qu'on assassine », une exposition photographique de Suayip Adlig, à partir de mardi 24 février, et jusqu'au mercredi 25 mars. Originaire de la ville de Batman (Kurdistan de Turquie), collaborateur du célèbre réalisateur Yilmaz Güney de 1974 jusqu'à la mort du cinéaste en 1984, tour à tour comédien, assistant réalisateur, auteur de livres, Suayip Adlig, a réalisé à partir de 1980 un reportage sur la vie quotidienne de ses compatriotes en Turquie. Ces photos, prises pour la plupart, l'appareil dissimulé dans un sac, témoignent sans ostentation de ce que peut être la vie d'un peuple sans État, auquel est refusé tout développement qu'il soit culturel ou économique. Composée de 120 photographies en noir et blanc, cette exposition est accompagnée de textes, documents, ouvrages littéraires, CD, cassettes audio et vidéo.

A cette occasion, un débat sur « le peuple kurde et le Kurdistan » aura lieu le mardi 24 février à 18 h 30 dans l'auditorium de la médiathèque. Il sera animé par Kendal Nesan, président de l'Institut kurde de Paris et Hasan Yıldız, historien kurde (DEA de philosophie politique).



PARIS-NORMANDIE
23 février 1998

Une centaine de photos « volées », expression de la vie quotidienne des Kurdes

A la médiathèque de Louviers, 47, rue du Quai, à partir de mardi 24 février. Ouverture : les 14 h à 19 h ; les mercredi et samedi de 10 h à 18 h .

La « lutte » rapproche l'Iran et les Etats-Unis

CINQ LUTTEURS américains à Téhéran ne feront pas le printemps des relations américano-iraniennes, mais c'est un début encourageant. Les cinq lutteurs, venus participer à la Coupe in-

ternationale « Takhti » dans la capitale iranienne, sont repartis, samedi 21 février, après avoir eu droit à un accueil populaire qu'ils n'avaient jamais imaginé.

Que l'Iranien Abbas Jadidi ait vaincu l'Américain Melvin Douglas - ou que l'Américain Kevin Jackson l'ait emporté contre l'Iranien Fereidoun Ghanbari - importait peu en définitive, y compris pour les Iraniens. Ce qui comptait c'était la rupture de la glace qui sépare l'Iran et les Etats-Unis depuis dix-neuf ans.

Ce que l'on aura retenu des cinq jours de la visite en Iran de l'équipe américaine, ce sont surtout des symboles. Et d'abord, celui du drapeau du « grand satan » américain déployé pour la première fois en Iran depuis la révolution islamique en 1979, à

côté des portraits de l'imam Khomeyni, et de son successeur, le guide de la république islamique, l'ayatollah Ali Khamenei.

Mieux encore, Jackson et Douglas ont rendu hommage à la salle en brandissant à bout de bras les deux portraits. Un troisième Américain, Zeke Jones, a parcouru son tour d'honneur en brandissant pendant plus d'une minute un drapeau iranien.

La présence au stade Azadi, où se déroulait la compétition, de l'ayatollah Ali Akbar Nategh Nouri, président du Parlement et chef de file des conservateurs, aura été tout aussi remarquée. Et les réflexions des lutteurs américains étaient éloquentes. Ils ont affirmé avoir découvert que les Iraniens avaient un grand sens de l'hospitalité, qu'ils

n'étaient pas agressifs. Ils craignaient visiblement le pire « après avoir vu, à la télé, les drapeaux américains brûlés et tout le reste », a déclaré leur entraîneur, Joe Seay.

Il y avait quinze mille spectateurs dans le stade, mais des millions d'Iraniens ont pu assister à la compétition, retransmise en direct par la télévision. Aussi, les autorités auront beau dire que le sport n'a rien à voir avec la politique, l'image est souvent plus forte que les discours.

La frange la plus dure du régime l'avait compris à l'avance qui a vivement critiqué l'organisation de ces rencontres. A quelques jours de l'arrivée de l'équipe américaine, le quotidien *Jomhuri islami* avait prévu de « vives protestations populaires »

contre leur visite. Il n'en fut rien et si expression populaire il y eut, ce fut celle d'une très grande amitié et de beaucoup de sympathie.

RENDEZ-VOUS EN FRANCE

Ces « échanges d'aménités et la familiarité manifestée [avec les lutteurs américains] sont une dé-faite pour la révolution et le

pays », a commenté le député conservateur Hojatolesima Fakker, lors d'une réunion du Parlement. « Ce que nous foulions aux pieds [le drapeau américain] au cours des dernières années, ils [les lutteurs] vont le hisser devant nous et devant le monde. Au nom du sport, nous recevons nos ennemis, qui ont dressé toute leur puissance militaire contre l'Irak,

et ceci est dirigé contre le monde musulman tout entier », a ajouté le parlementaire.

Prochain rendez-vous pour la Coupe du monde de football en France, où l'équipe iranienne sera opposée à l'américaine. Ce dont rêvent aujourd'hui nombre d'Iraniens, c'est de faire match nul. Nous serons à égalité et ce sera mieux pour la suite, disent-

ils. Et puis, peut-être plus tard, en septembre, l'équipe de lutte nationale américaine, cette fois, pourra-t-elle participer à Téhéran au Championnat du monde de cette discipline.

M. Na.



2 5 F É V R I E R 1 9 9 8

Rifaat el-Assad accusé de trahison

Le frère du président syrien destitué de toute responsabilité au parti Baas.

Tous les regards étant braqués sur Bagdad, le président Hafez el-Assad a pu dans le plus grand secret priver son frère Rifaat des dernières fonctions qu'il occupait au sein du parti, achevant la marginalisation complète de celui qui fut son rival. Le 8 février, Damas avait déjà annoncé que Rifaat, en disgrâce depuis 1984, avait été limogé du poste de vice-président. A présent, selon un communiqué interne du parti diffusé ces derniers jours, il a été destitué, sous l'accusation de trahison, de toute responsabilité au sein du Haut-Commandement du Baas. « Il est redevenu un citoyen comme les autres. Il n'est même plus membre du parti. Et est actuellement en résidence surveillée à Lattaquié », indique une source arabe. L'ancien vice-président ne bénéficie même plus de la protection de son propre service de sécurité et serait sous la seule garde des services secrets, entièrement acquis à son frère.

« Il est redevenu un citoyen comme les autres. Il n'est même plus membre du parti. Et est actuellement en résidence surveillée à Lattaquié. » Une source arabe

« Maintenant que Rifaat a été cassé politiquement, Hafez el-Assad va s'employer à le casser financièrement », ajoute la même source. En effet, à l'heure où la succession du chef d'Etat syrien s'organise au profit de son fils Bachar (*Libération* du 10 février), l'immense fortune de Rifaat, considéré comme l'homme le plus riche de Syrie, fait toujours peur. Celle-ci a notamment permis à son fils Soumar d'édifier à Londres la chaîne de télévision par satellite Arab News Network (ANN) qui est considérée par le régime comme une machine de guerre contre lui.

La disgrâce de Rifaat el-Assad survient dès 1984 lorsqu'il tente un coup de force, profitant de l'hospitalisation de son frère. Chargé des services de sécurité, il dirige alors les « brigades de défense de la Révolution ». De ces troupes de choc, qui disposent d'une hiérarchie indépendante de l'armée, de leur propre budget et même de leur service de renseignements,

il fait une Garde prétorienne. Ceux que l'on appelle « les trois Ali » - Ali Douba, chef des renseignements militaires, Ali Haïdar, chef d'état-major et Ali Aslan, chef des renseignements intérieurs -, tous Alaouites, s'opposent à son entreprise. Un compromis est trouvé. Rifaat devient l'un des trois vice-présidents, avec Abdel Halim Khaddam et Mohammed Makhadmeh. Nomination purement formelle puisqu'il a perdu le contrôle de ses « brigades » et qu'il doit partir pour un exil qui ne dit pas son nom. Il n'en reviendra qu'en 1992.

Même si sa marge de manœuvre est réduite alors, il dispose encore de puissants réseaux d'influence. Les hommes d'affaires, notamment, l'apprécient parce qu'il se dit partisan d'une libéralisation économique. En janvier 1994, la disparition dans un accident de la route de Bassel, fils aîné du président syrien qui devait lui succéder, le replace parmi les prétendants. Preuve de l'inquiétude qu'il suscite, le régime fait enlever, en juillet 1997, son attachée de presse Zoubyda

Moukabel (*Libération* du 15/7 et 29/10) parce qu'elle a fait parvenir à ANN des images de la rencontre à Damas entre Rifaat et le prince Abdallah, le futur roi saoudien. Depuis, elle était maintenue dans le plus grand secret, en dépit des demandes de libération d'Amnesty International. Or, elle vient d'être libérée. Nouveau coup de maître du président syrien qui brouille ainsi un peu plus les cartes ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Les islamistes turcs sont divisés, après la dissolution de leur parti

ISTANBUL

de notre correspondant

Le couperet est finalement tombé : avec la publication au journal officiel, dimanche 22 février, des détails de la décision de la Cour constitutionnelle, le Parti de la prospérité (RP, islamiste) a officiellement cessé d'exister et Necmettin Erbakan, son dirigeant, ainsi que quatre autres députés cités par le tribunal, sont redevenus de simples citoyens, exposés aux rigueurs du système judiciaire turc.

Depuis l'annonce de sa dissolution, le 16 janvier, les institutions étatiques n'ont pas perdu de

temps : dès lundi, le Parlement a préparé des dossiers contre les anciens députés, qui seront transmis aux autorités judiciaires. Au total, quatre des députés déchus de leur statut parlementaire – dont Necmettin Erbakan, le vétéran du mouvement islamiste âgé de soixante et onze ans – déjà sous le coup d'une interdiction de participer à un parti politique pour une durée de cinq ans, font face à quarante-neuf charges différentes pour diverses actions et déclarations qui pourraient leur coûter de longues peines d'emprisonnement. De son côté, la Cour de sûreté de l'Etat a lancé un mandat d'arrêt contre Sevki Yilmaz, un des plus radicaux parmi les anciens parlementaires du RP, dont les discours enflammés pourraient, selon le procureur, lui valoir une condamnation à mort.

Le mouvement islamiste semble actuellement en ébullition. Généralement discrets sur leurs dissensions internes, les islamistes sont divisés sur la direction à prendre et un groupe de « réformistes » défie pour la première fois ouvertement l'autorité du camp des « cheveux blancs », celui de Necmettin Erbakan et de ses compagnons de longue date qui dirigeaient le RP et

les deux partis, également dissous, qui l'avaient précédé.

Dans un premier temps, et afin d'éviter des divisions qui affecteraient l'impact du mouvement, le Parti de la vertu (Fazilet Partisi, FP) prendra le relais, tout en essayant d'éviter de donner l'impression qu'il remplace réellement le RP, ce qui lui vaudrait d'être dissous à son tour : lundi, plus de 50 des 147 députés islamistes désormais indépendants au sein de l'Assemblée nationale, dont Recai Kutan, l'ancien ministre de l'énergie, apparemment désigné par Necmettin Erbakan comme un successeur possible, se sont inscrits au FP, fondé peu avant la dissolution du parti par Ismail Alptekin, un proche de M. Erbakan. Ayant ainsi obtenu le minimum de vingt députés nécessaires à la formation d'un groupe parlementaire, le nouveau parti pourra user de son influence en participant aux travaux des diverses commissions.

QUARTIER GÉNÉRAL DES JEUNES

Les réformistes, qui admettent que le RP a commis des erreurs, sont convaincus que le mouvement doit changer son image et son programme, éviter les discours religieux, s'ouvrir aux femmes et se

distancer des éléments radicaux pour atténuer les craintes des 79 % de la population qui n'avaient pas voté pour les islamistes. Une nouvelle fondation, le Centre de recherche politique, semble en passe de devenir un nouveau quartier général pour les « jeunes » du mouvement – qui sont dans la quarantaine – regroupés autour de trois hommes : Recep Tayyip Erdogan, le populaire maire d'Istanbul choisi au cours de sondages au sein du RP comme étant le favori pour remplacer Necmettin Erbakan, ainsi que Abdullah Gül et Bülent Arınç.

La disparition du RP a quelque peu changé les données politiques, mais elle n'a clairement pas mis fin au mouvement islamiste. Elle ne semble pas non plus avoir rassuré les institutions laïques qui poursuivent leur campagne. Le maire d'Istanbul est lui-même dans le collimateur des autorités judiciaires : une enquête est en cours contre lui après un discours jugé trop radical.

Nicole Pope

LE MONDE

25 FÉVRIER 1998

Security Council Supports Iraq Accord

By Christopher S. Wren
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Secretary-General Kofi Annan came home Tuesday to a hero's welcome at the United Nations and general approval from the Security Council for his agreement with Iraq on unrestricted access for UN weapons inspectors.

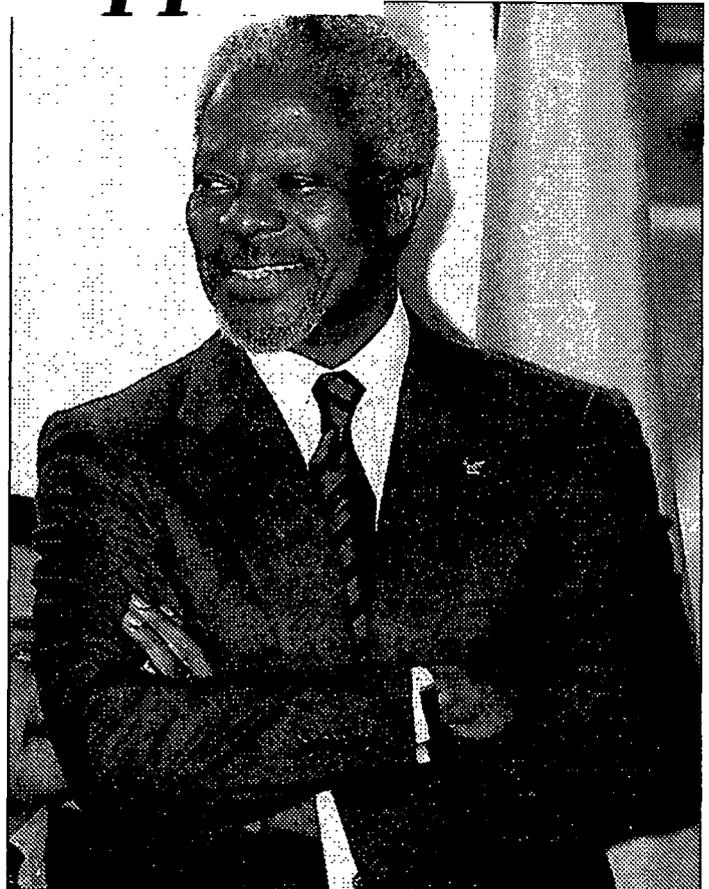
While some details remain to be clarified, the agreement "can and should work," Mr. Annan said, because he negotiated it face to face with President Saddam Hussein, who had not been personally involved before when the United Nations tried to resolve its problems over access with Iraqi officials.

"There is a qualitative difference," Mr. Annan said. "This one was negotiated with Saddam himself, and the leadership will get the message."

He described Mr. Saddam as calm, well-informed and decisive in their meetings. "I think I can do business with him," Mr. Annan said, "and I think he was serious."

Mr. Annan, who appeared exhausted but confident after his achievement in Baghdad, was greeted by hundreds of secretariat employees who crowded the lobby to cheer and applaud him after he flew in from Paris.

The secretary-general credited the military might assembled by the United States and its allies in the Gulf region with helping make the agreement possible.



A smiling Kofi Annan as he returned to the United Nations in New York on Tuesday and went to brief the Security Council.

Stan Honda/Agence France-Presse

Hé described President Bill Clinton and Prime Minister Tony Blair of Britain as "perfect UN peacekeepers" who knew that "the best way to use force is to show it in order not to use it."

He also described President Jacques Chirac of France as "very effective" in working with other governments to find a diplomatic solution.

Almost immediately after his arrival, Mr. Annan went before the Security Council to brief it on the seven-point agreement.

The council's president for February, Denis Dangué Rewaka of Gabon, said it had encouraged Mr. Annan to keep working for a "prompt and lasting solution" to the issue of Iraq's weapons of mass destruction. He offered no details about what was discussed.

But after Mr. Annan's briefing, the British representative, Sir John Weston, said he would report to London that "the political integrity of the inspection process remains intact."

Sir John said that in the next few days, Britain was prepared to take the lead in drafting a Security Council resolution based on the agreement, but did not say whether — as the United States wants — it would include a warning of serious consequences if Iraq failed to keep its word.

There were signs that the United States could run into difficulty incorporating such a warning into a new resolution.

China's representative, Qin Huasun, described the accord reached with Baghdad as "a balanced and comprehensive document" and called on the other parties to "adopt a co-

operative attitude." The chief U.S. representative, Bill Richardson, expressed the Clinton administration's caution by calling the agreement a step in the right direction, but said it needed to be clarified and verified.

"We believe very strongly that it needs to be tested soon," Mr. Richardson said.

In Washington, Secretary of State Madeleine Albright also said that there were "questions and ambiguities" in the UN agreement with Iraq and that the United States would work to close "any loopholes."

In testimony before the Senate Foreign Relations Committee, as quoted by Reuters, she vowed that Mr. Saddam would not be allowed "to take us from crisis to crisis."

Mr. Annan said that the access promise would be tested "as quickly as possible."

The memorandum of understanding that he signed in Baghdad with Tariq Aziz, the deputy prime minister, commits Iraq to "cooperate fully" in allowing weapons inspectors "immediate, unconditional and unrestricted access" to sites suspected of harboring clandestine weapons program. In turn, the United Nations promised that its Special Commission, which is seeking chemical and biological weapons and long-range ballistic missiles, would respect Iraq's "legitimate concerns"

over national security and dignity.

At the core of the agreement is the creation of a "special group" made up of senior diplomats appointed by Mr. Annan as well as UN weapons experts to conduct the searches of the eight so-called presidential sites that Iraq has hitherto put off-limits to inspection.

The group would operate under "specific detailed procedures" developed for the presidential sites as well as the "established procedures" already used by Unscorn, as the UN Special Commission is known, and the International Atomic Energy Agency.

It is these new procedures, including the appointment of a commissioner to head the special group, already nicknamed "Unscorn plus suits," that the Security Council must work out.

■ Blair Stresses Cooperation

Prime Minister Blair, lauding American willingness "to stand up and be counted," said Tuesday that all nations must act if Iraq breaks its word on UN weapons inspections. The Associated Press reported from London.

Nouvelle extension de l'état d'urgence dans le sud-est anatolien

Jeu 26 Fév 98 - 16h08 GMT

ANKARA, 26 fév (AFP) - Le Conseil national de sécurité turc a décidé jeudi de prolonger de quatre mois l'état d'urgence dans le sud-est du pays, en proie à la révolte des séparatistes kurdes, malgré la demande des Etats-Unis de lever l'état d'urgence.

Le Conseil national de sécurité turc, dominé par les militaires, a déclaré avoir demandé au gouvernement et au parlement de prolonger jusqu'en juillet l'état d'urgence dans six provinces, dont trois aux frontières avec l'Irak et l'Iran.

Pour être effective, la demande doit être approuvée par le parlement. Celui-ci n'a jamais rejeté dans le passé une demande du Conseil national de sécurité visant à proroger l'état d'urgence.

La Turquie a décrété l'état d'urgence dans le sud-est anatolien en 1987 pour rendre plus efficace la lutte contre l'organisation clandestine du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Cette mesure qui donne des pouvoirs extraordinaires au gouvernement et aux responsables de l'armée, a suscité de vives critiques en Turquie et en Occident en raison des violations des droits de l'homme.

Les autorités turques ont été accusées ces dernières années d'avoir évacué par la force des centaines de villages kurdes dans le sud-est afin de couper tout support logistique au PKK.

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les droits de l'Homme, John Shattuck, qui était en visite en Turquie la semaine dernière, avait demandé à Ankara de lever l'état d'urgence en signalant que la vente d'armes américaines à la Turquie dépendait des progrès réalisés en matière de démocratie.

Le PKK combat depuis 14 ans contre les gouvernements turcs pour obtenir l'instauration d'un Etat kurde. Environ 30.000 personnes ont été tuées au cours de cette lutte.

Le Monde

SAMEDI 28 FÉVRIER 1998

L A C R I S E E N I R A K

La naissance d'un Etat, l'arrivée au pouvoir d'un dictateur

LA géographie détermine l'Histoire : l'Irak n'échappé pas à la règle. Coincé entre l'Iran, la Turquie, la Jordanie, la Syrie, le Koweït et l'Arabie saoudite, le pays n'a quasiment pas de débouché sur la mer. Sa situation centrale sur la route des conquérants venus du Nord, du Proche-Orient ou du sud de la péninsule Arabique en fit de tout temps un lieu de passage privilégié : les Sumériens comme les gens du pays d'Akkad, les Elamites, les Amorites, les Assyriens, les Chaldéens, les Mèdes, les Perses, les Byzantins... chacun de ces peuples laissera une trace de son passage.

La conquête arabe et musulmane fut entreprise dès 633, deux ans après la mort du Prophète. Elle va s'installer durablement. Dans le même temps, la dissidence chiite va trouver en Irak les plus importants de ses lieux saints : Kufa, où l'imam Ali, cousin et gendre du Prophète, est assassiné ; Kərbala, où Hussein, le fils d'Ali, est massacré avec tous les siens ; Najaf...

Après les Omeyyades à Damas, les Abbassides s'établissent en Irak et fondent Bagdad, accentuant plus encore le caractère de passage et de carrefour du pays. L'Irak connaît alors une diversité de populations, une multiplicité d'ethnies. Sur le plan religieux, l'islam, dans ses deux composantes sunnite et chiite, est largement majoritaire ; mais de très fortes minorités chrétienne et juive coexistent, à Bagdad notamment. C'est dans la capitale irakienne que l'islam connaît son âge d'or, marqué par un développement intellectuel et scientifique.

Dès cette époque, pourtant, des mouvements religieux et séparatistes, des révoltes sociales vont affaiblir le pouvoir central, sans compter les coups de boutoir permanents venant de l'extérieur comme les Perses puis les Mongols. Même la toute-puissance des Ottomans, qui devaient rester près de quatre siècles à Bagdad, n'a jamais eu raison de ces forces centrifuges.

Au lendemain de la Grande Guerre, l'Irak hérite ses frontières internationales actuelles, en dépit

d'une courte parenthèse d'indépendance pour le Kurdistan. Celui-ci finira par être dépecé, essentiellement entre l'Irak, la Turquie et l'Iran, avec une petite partie en Syrie et une autre dans l'ex-Union soviétique. C'est la Grande-Bre-

De la monarchie constitutionnelle dirigée par le roi Fayçal à la création de l'Etat d'Israël et à la guerre de Palestine ; des tentatives baasistes pour prendre le pouvoir à l'émergence d'un seul homme, Saddam Hussein

tagne qui est chargée, par la Société des nations, de mener le nouvel Etat à l'indépendance. Pourtant, le gouvernement britannique était peu favorable à une intervention militaire dans cette région où il n'avait pas d'intérêts vitaux. L'initiative vient, dès le début de la guerre, à la fois d'un groupe d'officiers et d'administrateurs anglais des Indes, dont le but invoqué est de protéger les installations pétrolières d'Abadan, et de certains émirs locaux favorables aux Anglais, dont le plus acharné est le cheikh du Koweït.

LE TEMPS DE L'INDÉPENDANCE

Une monarchie constitutionnelle est installée sur le modèle britannique. Et c'est l'émir Fayçal, le hachémite, celui-là même que les Français ont chassé de Damas, dont le rêve de royaume arabe s'est effondré, qui est proclamé roi en 1921. Trois ans plus tard, une Constitution est adoptée, également sur le modèle anglais. Le choc est brutal pour le pays : après douze siècles de domination mu-

sulmane, l'Irak passe sous la tutelle d'un Etat occidental chrétien.

Mais pas plus Fayçal que ses maîtres anglais n'arrivent à maîtriser les tensions dans le Nord, du fait de l'agitation des Kurdes, et dans le Sud, où se trouve concentrée la population chiite arabe et arabisée en provenance d'Iran.

La composition démographique du pays, obéissant à sa situation géographique, va concentrer le pouvoir aux mains d'une minorité à la fois arabe et sunnite : au Nord, les Kurdes sunnites ne sont pas arabes ; au Sud, les Arabes ou arabisés ne sont pas sunnites mais chiites. Dès 1932, date de l'indépendance, les arabo-sunnites du centre du pays, issus de la bourgeoisie jusqu'en 1958, puis d'un milieu plus populaire, vont s'installer au pouvoir et ne jamais le quitter.

L'essor des communications, la construction de ports et de nouvelles lignes de chemin de fer, l'exploitation pétrolière et la mise en chantier de grands barrages vont marquer le temps de l'indépendance, générant des groupes d'ouvriers et de travailleurs salariés ainsi que l'apparition d'un mouvement syndical en Irak. Dès cette époque, les problèmes du nationalisme arabe, de l'unité de la région, des minorités, des rapports avec les puissances étrangères, du rôle de cette classe ouvrière alors en formation et de l'armée vont marquer l'histoire de l'Irak sans jamais cesser de se poser aux dirigeants du pays.

La mort du roi Fayçal, en 1933, laissera les mains libres à Londres, qui continuera à diriger le pays en sous-main. Le roi Ghazi, politiquement incapable, se tue en voiture en 1939. La vie politique irakienne est ponctuée par la négociation avec les compagnies pétrolières, l'affirmation du rôle de l'armée, les divisions des grandes familles bourgeoises sunnites qui déterraient le pouvoir et s'adonnaient aux intrigues de palais, mais aussi par des mouvements de révolte dans le moyen Euphrate dès 1937, des grèves nombreuses dans le milieu ouvrier et l'émergence d'un parti communiste puissant.

Le conflit mondial n'a pas de grandes répercussions en Irak. Certains groupes nationalistes anti-britanniques sont sensibles à la propagande allemande. C'est à Bagdad que se réfugie, en 1940, le grand mufti de Jérusalem, Hajj Amine el Husseini, d'où il lance ses diatribes antisémites. Les juifs de Bagdad sont de plus en plus souvent pris à partie. Les Kurdes profitent de la situation et proclament en 1945 la république kurde de Mahabad, en Iran, vite réprimée par les forces de Téhéran.

CRÉATION DE L'ETAT D'ISRAËL

Jusqu'en 1958, la vie politique en Irak est marquée par un homme anglophile, Noury Saïd, qui considère l'alliance avec la Grande-Bretagne et la dynastie hachémite comme les deux piliers du nationalisme irakien. Bagdad s'inquiète de la montée du péril soviétique et du rôle émergent de l'Egypte après la révolution nassérienne. Ce dernier événement coïncide avec une augmentation sensible des revenus pétroliers due au boycottage du pétrole iranien après sa nationalisation par le premier ministre de l'époque à Téhéran, le Docteur Mossadegh. Au cours de cette période, l'appauvrissement des masses rurales va entraîner un exode vers les centres urbains du pays ; le développement de l'économie et de l'éducation contribue néanmoins à l'émergence d'une véritable classe moyenne qui forme le noyau d'une conscience politique et du mécontentement contre les autorités.

La création de l'Etat d'Israël et la participation de l'Irak à la guerre de Palestine renforcent le sentiment d'appartenance à la nation arabe, sentiment en décalage avec l'orientation pro-occidentale et notamment pro-britannique du gouvernement.

L'échec politique de l'expédition de Suez va augmenter le prestige de Nasser dans la région et les deux grandes puissances de l'époque, la Grande-Bretagne et la France, passent le relais aux Etats-Unis et à l'URSS dans le Moyen et le Proche-Orient. Le gouvernement irakien conclut le pacte de Bagdad dès 1955 avec la Turquie, l'Iran et la Grande-Bretagne, proclame la loi martiale en interdisant les partis politiques et scelle l'union avec la Jordanie en riposte à la création de la République arabe unie entre l'Egypte et la Syrie. L'opposition clandestine va réunir des formations antagonistes au sein d'un Front national : les communistes aux côtés du Parti national démocrate, libéral, du Parti de l'indépendance, nationaliste, et du parti Baas, arabe socialiste créé dans les années 40 par deux intellectuels syriens : Sala-

heddine Bitar, assassiné à Paris en 1980, et le chrétien Michel Aflak.

DIX ANNÉES TROUBLES

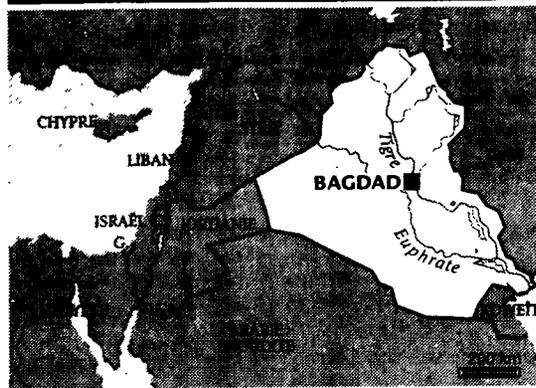
C'est pourtant de l'armée que va venir l'initiative du changement : le 14 juillet 1958, quatorze officiers s'emparent du pouvoir, renversent la monarchie dans le sang et proclament la République. Sur ces quatorze officiers, douze étaient arabes et sunnites, originaires de Bagdad, et deux autres chiïtes. Un homme fort va émerger de ce groupe : Abdel Karim Kassem, qui, très vite, va s'appuyer sur l'armée pour installer une dictature militaire.

Jusqu'à sa mort, en 1963, Kassem gouvernera seul ; pressé par les unionistes arabes de rejoindre la République arabe unie de Nasser, il résistera aux pressions grâce au soutien des communistes. Mais le pays va rentrer dans une période trouble qui durera dix ans : coup de force, tentatives de coup d'Etat, affrontements armés entre les milices communistes et celles des baasistes et des nassériens dans les rues de Bagdad et d'autres villes irakiennes, répressions sanglantes... Même la tentative d'annexion du Koweït ne fera pas l'unité autour du dictateur. En octobre 1959, il est sérieusement blessé par une attaque d'un commando baasiste de dix hommes. Parmi eux se trouvait un jeune homme de vingt-deux ans nommé Saddam Hussein.

Mais la seconde tentative baasiste sera la bonne : le 8 février 1963, sous la conduite d'un officier du parti, le général Ahmad Hassan Al Bakr conduit avec succès un coup d'Etat à l'issue duquel Kassem est exécuté. Mais le Baas, ne voulant pas se mettre en première ligne, confie l'autorité suprême à un des officiers de 1958 : Abdel Salam Aref. Les luttes intestines au sein de la direction du parti, entre l'aile droite et l'aile gauche, divisées notamment sur l'opportunité d'une union avec l'Égypte, achèvent de discréditer le parti. Huit mois plus tard, Aref fait arrêter les dirigeants du Baas et les exile à Damas, où la branche syrienne du parti s'est également emparée du pouvoir.

Aref, avec son frère Abdel Rahman, qui lui succédera en 1966 après sa mort, survenue dans un accident d'hélicoptère, instaure un régime présidentiel à parti unique, l'Union socialiste arabe, d'obédience nassérienne. Il s'appuie sur l'armée et notamment sur un groupe d'officiers modérés. Mais l'admiration que les deux frères portaient au Rais égyptien et l'appui qu'ils reçurent du Caire ne pouvaient tenir lieu de ligne politique. Indécis, et peu formés à la politique, les dirigeants irakiens multiplièrent les revirements de politique, passant d'un socialisme

Irak, les principales données politiques, économiques et militaires



AGRICULTURE • ELEVAGE

► PRINCIPALES CULTURES : blé (1 320 000 t), orge, tomates, trèfle, dattes, pastèques...

► ÉLEVAGE : moutons, bovins

INDUSTRIE • RESSOURCES

► INDUSTRIES EXTRACTIVES : phosphate (1 000 000 t), soufre (800 000 t)

► INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES : produits pétroliers et chimiques (668 millions de IQD 1990)

► ÉNERGIE : électricité (26,3 milliards kWh, 1993), pétrole brut (212,8 millions de barils, 1994), produits pétroliers (22 millions t, 1993), gaz naturel 2 917 millions m³, 1994)

CARACTÉRISTIQUES

► CHEF DE L'ÉTAT ET DU GOUVERNEMENT : Saddam Hussein

► NATURE DU RÉGIME : présidentiel

► SUPERFICIE : 582 640 km²

► POPULATION (est. 1996) : 21 422 000 hab.

► CAPITALE : Bagdad

► ESPÉRANCE DE VIE : h. : 57,3 ans, f. : 60,4 ans

► MORTALITÉ INFANTILE (1994) : 92 ‰

► MONNAIE : dinar irakien (IQD) (1000 QD = 1 684,74 FRF)

► LANGUE : arabe

► RELIGION : islam

► ETHNIES : Arabes, Kurdes, Azerbaïdjanais...

ÉCONOMIE

► PNB (1993) : 24 milliards \$

► PNB/HAB. (1993) : 1 250 \$

► DETTE PUBLIQUE (1994) : 20 milliards \$

► BALANCE COMMERCIALE(est. 1994) : - 1 450 millions \$

DISPOSITIF MILITAIRE

► AVIONS : 216 appareils (dont la moitié en état de vol d'après l'IISS) (6 bombardiers, 180 chasseurs, 130 avions d'assaut)

► ARTILLERIE : batteries de DCA guidée par radar avec missiles SAM

► INFANTERIE : 387 500 soldats (réservistes : 650 000 h.)

à l'égyptienne à un libéralisme pro-occidental, laissant la porte ouverte à l'anarchie et à la corruption au sein d'une administration pléthorique.

LE TEMPS DU BAAS

La défaite de juin 1967 ne fit qu'accroître le mécontentement d'une population, notamment les paysans et une partie de la population urbaine frappée par une misère écrasante.

Le 17 juillet 1968, les officiers baasistes, regroupés autour du général Al Bakr, s'emparent du pouvoir sans combat. Cette fois, le parti ne fera pas les mêmes erreurs que dans le passé : instaurer un ordre politique nouveau et éliminer par la violence toute formation qui tenterait de s'y opposer. Cette violence sert, aux yeux des dirigeants du parti, à impressionner et à terroriser la population, constituer un parti important numériquement, solide et discipliné et installer ses membres à tous les postes importants de l'appareil d'Etat. Dès la fin de l'année, le parti disposait de sa propre milice, « *Jihaz al hanin* » (« appareil de la passion ») ou « *brassards verts* ». A leur tête, Saddam Hussein, qui ne cesse de grimper, depuis le début des années 60, les échelons de la direction du parti. Il apparaîtra un an plus tard pour la première fois à un poste-clé. Il fait partie des quinze membres du Conseil de commandement de la révolution (CCR), dont il est désormais le vice-président.

La terreur s'illustre également par une série d'arrestations spectaculaires, de procès et d'exé-

cutions publiques : les pendus de Bagdad et de Basra en 1969 déclenchent les commentaires acerbes de la presse occidentale. Le tribunal spécial chargé de juger les membres de divers réseaux d'espionnage ne chôme pas : les suspects sont accusés d'espionner au profit d'Israël, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Iran. Téhéran, sans doute poussé par les Etats-Unis, vient de dénoncer le traité de 1937 portant sur le Chatt el Arab (le Rivage des Arabes), servant de frontière entre les deux pays.

Mais plus important sur le plan intérieur : le Baas va réussir, à l'occasion d'un coup de force manqué de la part d'un groupe d'officiers contre le général Al Bakr, en janvier 1970, à écarter les militaires du pouvoir et à consacrer désormais la prédominance des civils au sein des appareils de décision. Jusqu'en 1973, le tandem Al Bakr-Saddam Hussein, qui s'affirme comme le nouvel homme fort du régime, va s'atteler à régler les problèmes pétroliers par la nationalisation et à mener à bien une réforme agraire vigoureuse en s'appuyant à la fois sur l'Union soviétique et à l'intérieur sur les formations « progressistes » à nouveau regroupées au sein d'un Front national. Les cours des fleuves sont contrôlés et les inondations sont maîtrisées. Arrestations et exécutions se poursuivent néanmoins.

Dès 1973, le problème kurde préoccupe à nouveau les dirigeants de Bagdad. Grâce à une alliance conjoncturelle avec l'Iran, l'armée irakienne parvient à liquider - provisoirement - l'aspect

militaire de ce problème. Dans le même temps, les ressources en hydrocarbures permettent un décollage économique et une industrialisation du pays. Saddam succède naturellement à Al Bakr, en 1979, à la plus haute magistrature de l'Etat. Il préside aux destinées de l'Etat mais aussi à celles du gouvernement et du Conseil de commandement de la révolution, désormais composé de ses compagnons de route. Sur le plan extérieur, l'Irak se retrouve dans le camp du refus aux accords de Camp David, conclus sous la houlette de Washington entre l'Égypte et Israël.

LA GUERRE AVEC L'IRAN

Cette position le rapproche du Syrien Assad, qui, baasiste comme lui, verrouille le pouvoir à Damas depuis 1970. Sans pour autant jeter les deux « frères ennemis » dans les bras l'un de l'autre. D'autant que chacun a fort à faire à ses frontières respectives. La Syrie est embourbée dans le conflit libanais et l'Irak, qui accueille tous les opposants au traité de paix israélo-égyptien, voit s'ériger à Téhéran la République islamique iranienne.

Saddam lance, dès 1980, son armée dans une guerre contre l'Iran. Elle affaiblira les deux pays, aboutira à une paix des braves, « sans vainqueurs ni vaincus ». Ce fut une guerre des Arabes contre les Perses, des sunnites contre les chiïtes et aussi une guerre stratégique pour le contrôle du Golfe.

Sur le plan interne, Saddam consolide son pouvoir personnel : théoriquement, l'organisation du pouvoir en Irak s'articule autour

de deux poies : d'un côté le parti, avec le Conseil de commandement de la révolution (CCR); le commandement régional du Baas (sorte de comité central) et la milice ; de l'autre, l'Etat, avec le gouvernement et l'armée.. Il faudrait également ajouter les services de renseignement et de sécurité.

Depuis 1969, date de son arrivée au pouvoir et surtout depuis qu'il a accédé à la présidence de la République en 1979, Saddam Hussein a éliminé toute opposition civile et militaire, à l'intérieur du parti comme à l'extérieur, au sein des rouages de l'Etat comme dans l'armée. Il l'a fait avec le noyau dur composé essentiellement des membres mêmes de sa famille, de son clan, de sa ville d'origine, Tikrit, et de ses premiers compagnons de route, noyau qui constitue, au-delà de tout organigramme officiel, la structure du pouvoir la plus efficace en Irak.

Le problème kurde revient régulièrement à l'ordre du jour. Saddam Hussein le « règle » à sa manière, par une répression dure et des moyens militaires radicaux. Il n'hésite pas à utiliser les armes chimiques dont il dispose. On se souvient, à la fin des années 80, des bombardements aux gaz des villages du Kurdistan et de l'exode des populations de Halabja.

POURQUOI LA GUERRE DU GOLFE ?

Cet homme pragmatique reste pourtant une énigme, notamment son attitude au lendemain de l'invasion du Koweït par son armée, le 2 août 1990, reste incompréhensible. Mû sans doute par un nationalisme exacerbé qui fait de l'émirat la dix-neuvième province de l'Irak, Al Kadima, revendiquée par tous les dirigeants qui se sont succédé à Bagdad, il avait néanmoins une volonté réaliste : élargir le débouché du territoire irakien sur le golfe Arabo-Persique.

Pourquoi, face à la formidable coalition réunie contre lui, ne s'est-il pas retiré de l'émirat, évitant à son pays l'humiliation d'une défaite ? La question demeure, aujourd'hui encore, sans réponse pour la plupart des observateurs.

D'autant que l'invasion du Koweït, le 2 août, et la formidable coalition internationale contre l'Irak ont longtemps laissé planer le doute et l'incertitude sur l'avenir de l'entité irakienne. Du démembrement du territoire irakien au changement de régime pur et simple, toutes les hypothèses ont été envisagées. Seule l'inquiétude des pays de la région par un précédent de ce genre a pu éviter le pire. L'Irak, pays frontière entre l'Islam arabe et l'Islam non arabe, pays lisière entre le monde arabe et les pays du Moyen-Orient non

arabe (Pakistan, Afghanistan, Iran...), ne pouvait subir un changement de frontière. Le principe sacro-saint de l'intangibilité des frontières a prévalu.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que la guerre du Golfe a sensiblement renforcé le pouvoir personnel de Saddam Hussein, pouvoir plus que jamais concentré dans un cercle familial, malgré la défection de ses deux gendres, Hussein Kamel et son frère Saleh Kamel, réfugiés un temps en Jordanie, puis « exécutés » à leur retour dans le pays.

Des compagnons de route, il n'en reste plus qu'une poignée : Tarek Aziz, Izzat Douri, Taha Yassine Ramadan... Le parti, les services de renseignement, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont étroitement contrôlés par la famille. Le gouvernement n'est plus qu'une caisse de résonance aux décisions du rais. Seule l'armée, auréolée d'une victoire psychologique certaine à l'issue de la guerre avec l'Iran, peut éventuellement prétendre se dresser à la fois contre le parti, les services de sécurité et même la présidence. Celle-ci aurait pu renverser Saddam Hussein en évitant le chaos après la guerre du Golfe. C'est sans doute pour cette raison que Saddam Hussein a cru bon de l'infiltrer et de lui adjoindre une « ar-

mée populaire » issue des milices du parti et commandée par un compagnon de route, Taha Yassine al Jazzraoui Ramadan.

Cette seconde crise du Golfe, en 1998, aura été une formidable opération de relations publiques pour le maître de Bagdad : la coalition de 1990 éclatée, même le Koweït et l'Arabie saoudite se sont prononcés contre les « frappes américaines ». Saddam focalise aujourd'hui dans tout le monde arabe et musulman la « résistance » à l'hégémonie américaine. Mais à quel prix ?

Antoine Sfeir



L'INSTITUT DES BEAUX ARTS, à Bagdad

Ce « diable » dont l'Amérique a besoin

WASHINGTON

de notre correspondant

SADDAM HUSSEIN est une sorte de réincarnation de cet « empire du mal » dont Ronald Reagan désignait naguère Moscou comme la capitale. Le président irakien a tous les défauts nécessaires pour s'emboîter parfaitement dans cette vision manichéenne du monde entre « bons » et « méchants », qui sert souvent de prisme à la politique étrangère de Washington, et qui est comme orpheline depuis la fin de la guerre froide. Le florilège des qualificatifs employés par les responsables de l'administration Clinton pour désigner le président irakien est unique : « menteur », « dictateur », « tyran », « meurtrier »...

Ni feu l'ayatollah Khomeiny, ni le colonel Kadhafi, ni Fidel Castro n'ont atteint un tel statut négatif. Responsable des souffrances de son peuple, puisqu'il préfère construire de luxueux palais plutôt que de soulager la malnutrition des enfants irakiens, il a commis l'impardonnable en employant contre ses ennemis intérieurs (kurdes) et extérieurs (iraniens) des armes chimiques. Ses ambitions paranoïaques, assurent les Américains, menacent la stabilité de la région, la paix du monde et les « intérêts vitaux » de Washington, lesquels, au Proche-Orient, sont surtout pétroliers.

L'« homme fort » de Bagdad est l'archétype des « prédateurs du XXI^e siècle », soulignait récemment Bill Clinton, et la responsabilité des Etats-Unis - cette « nation indispensable » exaltée par Madeleine Albright - est de l'empêcher de nuire avant qu'il ne se dote d'un arsenal d'armes de destruction massive. Pour le secrétaire d'Etat, Saddam Hussein, c'est Hitler, et aucun compromis n'est possible : en mars dernier, M^{me} Albright assurait que le régime de sanctions imposé à l'Irak ne pourrait jamais être levé tant que le chef du parti Baas serait au pouvoir, et Bill Clinton reconnaissait qu'il vaudrait mieux être débarrassé pour « toujours » de Saddam Hussein.

Or cette extrême polarisation sur

la personne du président irakien est à l'origine de la dynamique de confrontation qui marque l'évolution de la politique irakienne des Etats-Unis depuis 1991. Un diplomate américain le reconnaît : « L'explication est partiellement d'ordre psychologique. L'Amérique est un pays d'extrêmes et le tempérament national reflète cette réalité. C'est ce qui explique notre tendance à "diaboliser". Saddam est indéniablement dangereux, mais nous avons probablement exagéré la menace qu'il représente. »

Les Européens en sont convaincus. Selon un spécialiste français de la région, l'Unscsm a de forts soupçons s'agissant des efforts de Bagdad pour se doter d'armes chimiques et biologiques, mais il ne s'agit que « d'une "menace de prolifération", qui ne justifie pas des "frappes militaires" ».

DRAMATISER L'ENJEU

Pour les Etats-Unis, si. Pendant des semaines, les principaux responsables de la politique irakienne ont dramatisé l'enjeu, afin de préparer l'opinion américaine à l'éventualité d'une action militaire, quitte à employer des recettes de marketing politique rudimentaires : invité à un talk-show dominical, William Cohen, secrétaire à la défense, a brandi un paquet de sucre en demandant aux téléspectateurs d'imaginer quelles seraient les conséquences si, au lieu du sucre, il s'agissait de la même quantité de virus d'anthrax : la moitié d'une ville de la taille de Washington serait décimée, a-t-il souligné.

Il s'agit moins pour les Etats-Unis d'« endiguer » les ambitions expansionnistes de Bagdad que de faire disparaître une « menace terroriste ». Le danger n'étant pas que l'Irak possède des armes chimiques et biologiques (une dizaine de pays sont dans ce cas), mais bien que son président ait la volonté politique de s'en servir. Ce registre a été peu ou prou repris par les principaux networks télévisés et par les journaux proches du Pentagone, créant les conditions d'une véritable psychose.

Assassiner Saddam Hussein ? L'hypothèse est explicitement

L'Amérique entretient volontairement la psychose contre Saddam Hussein, mais redoute les troubles au Moyen-Orient que provoquerait sa disparition

avancée par le Grand Old Party. L'administration a rappelé que l'assassinat est interdit par la loi américaine et que le mandat des Nations unies ne prévoit nullement le renversement du régime de Bagdad. Défense vertueuse, mais moyennement convaincante : lorsque, les 14 et 15 avril 1986, des avions américains ont lâché un tapis de bombes sur Tripoli et Benghazi, ils visaient des « cibles liées au terrorisme en Libye », dont la caserne El Aziziya, résidence du colonel Kadhafi : la fille adoptive du chef de l'Etat libyen a été tuée lors de ce raid.

La doctrine américaine précise qu'un « acte de guerre » ne peut être considéré comme un assassinat : ce subtil distinguo permet d'inclure dans les cibles des missiles Tomahawk les postes de commandement et l'infrastructure de sécurité qui protège le pouvoir du président irakien, au cas où... Par quels autres moyens provoquer une alternance du pouvoir en Irak et celle-ci est-elle souhaitable ? Le seul moyen efficace serait d'employer la manière forte à Bagdad même, ce qui suppose le déploiement d'un nombre considérable de troupes au sol, une option que ni l'état de l'opinion américaine, ni celle du Congrès, encore moins la fragilité de la position diplomatique des Etats-Unis au Proche-Orient, ne permettent d'envisager.

LA MENACE IRANIENNE

Quoi d'autre ? Depuis 1991, la

CIA a soutenu de nombreux groupes dissidents (surtout kurdes), sans jamais réussir à favoriser l'émergence d'une opposition crédible. C'est ce qui explique le manque d'enthousiasme de l'administration s'agissant d'une stratégie politique à long terme, réclamée par les responsables républicains. Les Etats-Unis restent, d'autre part, préoccupés par les incertitudes d'un « après-Saddam ». Outre que le président irakien puisse être remplacé par un dictateur encore plus imprévisible, les vieux schémas géostratégiques perdurent : une vacance du pouvoir à Bagdad créerait une période dangereuse pour le fragile équilibre régional.

« Nous croyons que l'unité de l'Irak et son intégrité territoriale sont vitales, nous expliquait il y a quelque temps un responsable du département d'Etat. Notre position est de soutenir l'unité des nations, et l'Irak n'échappe pas à cette règle. Je crois qu'il existe un "concept national" en Irak, qui explique que les Irakiens aient pu mener une guerre de plus de sept ans contre l'Iran. » C'est aussi pour cette raison que les forces alliées, à la fin de la guerre du Golfe, n'ont pas jugé utile de détruire les chars et les hélicoptères de la garde républicaine irakienne : « La communauté internationale n'a pas décidé de laisser l'Irak sans défense, ajoute ce diplomate, elle souhaite le priver de ses armes de destruction massive. »

Parmi les nombreux scénarios étudiés par les Américains, l'un d'eux est particulièrement préoccupant : si d'aventure une déstabilisation du pouvoir politique à Bagdad devait être suivie par un processus de désintégration de l'intégrité du pays, il est probable que l'Iran et la Turquie seraient tentés d'annexer une partie du Kurdistan irakien. Or, pour Washington, l'Iran représente une menace potentiellement plus grave que l'Irak. En dépit des menaces dont il est porteur, il n'est donc pas exclu que, paradoxalement, Saddam Hussein soit aussi le garant d'un certain statu quo régional.

Laurent Zecchini



Télérama N° 2511 - 25 février 1998

La photo de la semaine de Francesco Zizola/Contrasto

Sulaimanya, Kurdistan irakien, mai 1997. Deux regards à l'image d'une guerre double et oubliée : sous le filet, la stupeur d'une femme kurde grièvement brûlée par une mine antipersonnel. A gauche, dans les yeux de la vieille dame, la douleur d'un peuple martyrisé. Les Kurdes ont connu les pires abominations : la faim, le froid, les villages rasés, les sources bétonnées, la végétation exfoliée, le napalm, le phosphore... Saddam Hussein resserre sur eux l'embargo dont son pays est l'objet ; et les Kurdes eux-mêmes s'entre-tuent dans une « guerre suicidaire » attisée par l'Irak, l'Iran et la Turquie. Le photographe italien Francesco Zizola, qui l'année dernière a reçu le prestigieux prix World Press catégorie « photo de l'année », vient d'obtenir pour cette photo le même prix World Press 1998, catégorie « actualité ». On ose à peine souligner ce beau doublé, tant le présage est funeste en cette période de menace de guerre bactériologique.

Sophie Cachon

Russia, China and France Try to Avert Anti-Iraq Vote

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

FEBRUARY 28-MARCH 1, 1998

Compiled by Our Staff From Dispatches

UNITED NATIONS, New York — Russia, China and France moved Friday to head off any Security Council action authorizing automatic use of force if Iraq violates an agreement to open presidential palaces to UN arms inspectors.

Britain and the United States were pressing other permanent members of the Security Council on Friday to back such a resolution, which would warn Iraq that any violation would have the "severest consequences."

The British initiative, co-sponsored by Japan, warned Iraq of such consequences if it violated the agreement, which was signed by Secretary-General Kofi Annan and the Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, on Monday in Baghdad.

Britain's chief UN delegate, John Weston, had said he was confident of winning council support. He said he did not think there was "any division within this building about diplomacy backed with firmness achieving more than diplomacy alone."

The chief U.S. delegate, Bill Richardson, said the goal of the resolution was "to send an

unmistakable signal to Iraq that it must comply with the agreement to open up all the sites or it will face serious, serious consequences."

But the council meeting ended two-and-a-half hours later with no agreement on final language of the resolution.

Mr. Weston implicitly admitted that the council would likely not approve the initiative until next week, saying he was "considering whether to invite my colleagues to sit over the weekend for that purpose."

Diplomats said Russia, France and China were working to soften the British document. The sources said the three were lobbying with the council's 10 nonpermanent members against any language that might open the door to an automatic use of force by the United States and Britain.

Instead, the three wanted language to ensure that the full council would determine if Iraq had violated the agreement and, if so, what response would be appropriate.

This would mean that even if the United States and Britain believed the agreement had been violated, the final determination would

rest with the full council.

The council would have to decide separately whether the violation merited use of force. That would mean any of the three dissenters could veto use of force. Any of the five permanent members can veto a resolution.

On Thursday night, Mr. Annan canceled a trip to Washington planned for Monday, ostensibly to remain close to UN headquarters while the council does its work.

Russia and France say the British resolution is a "cover for future military strikes," a diplomat said. And "China believes that there is no need for a resolution," said Chen Ranfeng, a spokesman for Beijing.

Mr. Annan has defended the agreement he struck with President Saddam Hussein in Baghdad. Republicans in the U.S. Congress have criticized it, with Senator Jesse Helms, Republican of North Carolina and chairman of the Foreign Relations Committee, saying Thursday that Mr. Annan "gave away the store."

Mr. Annan said the alternative to the agreement would have ended UN inspectors' work. "The memo of understanding has strengthened

it," he said in a letter thanking UN colleagues for their support. "It is the council, not a few critics, who will have the last word."

The inspectors have been working to certify that Iraq has eliminated all its weapons of mass destruction before the Security Council will lift

economic sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait, sparking the 1991 Gulf War.

The UN's chief weapons inspector, Richard Butler, rejected speculation that his authority would be undermined by the deal, which calls for diplomats to accompany in-

spectors on their visits to sensitive sites. He said his UN Special Commission would remain in charge of the inspections and the scientific analysis. (AP, AFP)

Turquie : un multipartisme monocole

La Cour constitutionnelle turque a, dans un arrêt du 16 janvier, interdit le parti islamiste de la Prospérité (Refah-RP), formation la plus importante du parlement avec 160 sièges. Necmettin Erbakan et quatre autres dirigeants du parti sont à cinq ans d'inéligibilité et sont écartés de la vie politique pour « avoir violé les principes séculaires de la Constitution turque ». Ce parti, ayant plus de quatre millions de membres et soutenu par six millions d'électeurs est exclu de la scène politique sur la base de déclarations considérées comme anti-laïques d'une demi-douzaine de ses dirigeants ! Parmi les crimes anti-laïcs reprochés au Refah, il y a le refus du maire de Kayseri, ville d'un million d'habitants, d'Anatolie centrale, d'assister aux cérémonies officielles obligatoires marquant l'anniversaire de la mort d'Atatürk, le 10 novembre 1938.

Les militaires qui, au nom du « respect des principes éternels d'Atatürk », ont depuis 1960 fait trois coups d'État pour écarter de la vie politique du pays les hommes et les partis qui déviaient selon eux de « la voie d'Atatürk » n'ont plus besoin de coups d'État pour obtenir les mêmes résultats. La constitution qu'ils ont imposée en 1982, les institutions politiques (Conseil de sécurité nationale, MGK) et judiciaires (Cour de Sécurité de l'État) mises en place dans le cadre de cette Constitution, des juges et procureurs placés aux postes-clés de l'appareil judiciaire leur permettent de museler les partis et hommes indésirables quand ils veulent, sans sortir de chars de leurs casernes, par une sorte de coup d'État permanent habillé de juridisme.

Après l'interdiction des partis prokurdes

(HEP, DEP, DPP) et l'embalement des députés kurdes, voici que le premier parti politique turc du pays est interdit. Dans un pays où le pluralisme culturel et linguistique est banni au nom de la défense de « l'unité de la Nation », le multipartisme se réduit aux multiples nuances d'atatürkisme, de droite (ANAP, DYP), de centre-gauche (CHP), d'extrême-droite (MHP) ou ultra-nationaliste (DSP).

Après l'interdiction de leur parti, les dirigeants du Refah ont appelé leurs partisans au calme. « Un nouveau parti, une nouvelle formation avec un nouveau leader, sera formé dans le cadre des lois en vigueur », a déclaré Lütfü Esengün, ancien membre du cabinet islamiste. Vural Savas, le procureur qui a poursuivi le Refah, a quant à lui souligné que tout nouveau parti qui agira dans la continuation du parti interdit aura le même sort.

Au sein de la classe politique de nombreuses voix s'élèvent contre cette décision, au nom de la démocratie, du multipartisme, des droits de l'homme. Certains médias n'oublient pas de rappeler les réactions rencontrées lors de la dissolution du Parti de la Démocratie (DEP), le 16 juin 1994, et soulignent que ces mêmes principes ont alors été écartés avec la complaisance de toute la classe politique. Madame Tansu Çiller, défenseur de la cause du Refah aujourd'hui, a pourtant soutenu activement la dissolution du parti travailliste du peuple (HEP) le 14 juillet 1994. A la tête du gouvernement, elle avait écarté la thèse de la démocratie, en criant dans des meetings : « Nous avons jeté le PKK hors du Parlement ».

Le Président et le Premier Ministre turcs

L'afflux de réfugiés kurdes met en lumière la passivité coupable de l'Europe face aux sévices subis par ce peuple

L'afflux de réfugiés kurdes en Italie vient réveiller la mauvaise conscience d'une Europe qui avait tendance à oublier les persécutions subies par ce peuple, principalement en Irak, en Iran et en Turquie.

On dénoncera bien sûr le cynisme d'un Jean-Pierre Chevènement, ancien président des Amitiés Franco-Irakienne et admirateur déclaré de Saddam Hussein, qui

ne veut voir dans l'exode des Kurdes que la conséquence de l'embargo international, injuste au demeurant, qui frappe la population irakienne, oubliant, entre autres massacres, le gazage de 8.000 civils kurdes par le régime de Saddam Hussein en 1988, à Halabja.

Les Etats de l'Union européenne comptent aujourd'hui près d'un million de réfu-

giés kurdes, installés principalement en Allemagne et dans les pays du Nord.

Il serait vain de croire que l'afflux de réfugiés pourra cesser (les Kurdes sont au moins 25 millions) sans que la communauté internationale n'impose un règlement politique du conflit qui oppose ce peuple aux différents Etats qui l'ont asservi.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FEBRUARY 28-MARCH 1, 1998

Islamists in Turkey Protest

ISTANBUL — Up to 10,000 Turkish Islamists demonstrated Friday against a ban on Islamic attire in the largest of recent street protests that have put pressure on the government of Prime Minister Mesut Yilmaz.

"Muslims won't bow down to repression," students chanted, as they marched through streets near

Istanbul University. It was the fourth protest this week against the university's ban on female students wearing Islamic headscarves and male students having beards, seen as a sign of Muslim piety.

The protests have grown despite a decision by the university to suspend the ban. The marchers later dispersed peacefully, calling for all students to join a general university boycott from Monday. (Reuters)

FEVRIER/CHEVREUR 1998

LE PEUPLE BRETON